Recueil

des

lois, décrets, décisions du Grand Conseil, ordonnances, règlements, arrêtés et avenants

du

CANTON DU VALAIS

Année 2016

Tome CX



Chancellerie de l'Etat

IMPRIMERIE BEEGER S.A. – SION – 2017

2016

Répertoire

des constitutions, lois, décrets, décisions du Grand Conseil, ordonnances, règlements, arrêtés et avenants du canton du Valais Année 2016 - Tome CXe - Chancellerie d'Etat

Constitution

		Page
1.	Constitution du canton du Valais, modification du 10 mars 2016	1
2.	Constitution du canton du Valais, modification du 10 mars 2016	2

Lois

		Page
1.	Loi du 30 avril 2015, sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile	3
2.	Loi du 12 mars 2015, sur la prostitution (LProst)	6
3.	Loi du 9 septembre 2015, concernant l'adhésion du canton du Valais au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande	17
4.	Loi, modification du 12 novembre 2015,sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)	24
5.	Loi, modification du 16 décembre 2015, à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études	25

6. Loi, modification du 9 mars 2016, sur la loi fiscale 35
7. Loi, modification du 7 mars 2016, sur la protection de la nature, du paysage et des sites 39
8. Loi du 10 mars 2016, de loi fédérale sur la géoinformation (LcGéo) 40
9. Loi, modification du 12 mai 2016, sur l'agriculture et le développement rural 47
10. Loi, modification du 12 mai 2016, concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels 48
11. Loi, modification du 11 septembre 2014, sur les incompatibilités et sur la police cantonale 49
12. Loi du 12 mai 2016, sur l'enseignement spécialisé (LES) 51
13. Loi, modification du 12 mai 2016, de la loi d'application du code pénal suisse (LACP). 62
14 Loi du 9 mars 2016, sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes 64
15. Loi du 12 mai 2016, loi cantonale sur le travail 67
16. Loi du 12 mai 2016, de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir 85

Décrets

1. Décret, modification du 10 septembre 2015, sur les constructions 92
2 Décret du 16 décembre 2015, décret d'application de la loi fédérale sur les résidences secondaires 94
3. Décret du 9 mars 2016, sur le mode d'élection du Grand Conseil 96
4. Décret sur le financement des prestations de police 100

Décisions

1. Décision du 17 décembre 2015, concernant les mesures accompagnant la restructuration du capital-actions de la Banque cantonale du Valais 103
2. Décision du 18 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire pour la remise en état des voies publiques cantonales à la suite des intempéries du début mai et du début août 2015 105

3. Décision du 17 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au Service de l'action sociale pour le subventionnement des personnes physiques au bénéfice de l'aide sociale en Valais 107
4. Ordonnance du 17 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement des missions et tâches incombant au Service de la santé publique 108
5. Ordonnance du 16 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au Service cantonal de la jeunesse pour le Secteur des placements hors canton 109
6. Ordonnance du 16 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement de prêts NPR 110
7. Ordonnance du 16 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement de l'exécution des peines et des mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées en application des articles 59 et suivants du Code pénal 111
8. Ordonnance du 17 décembre 2015, concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement du subventionnement 2015 des assurances sociales géré par la Caisse de compensation du canton du Valais 112
9. Ordonnance du 18 décembre 2015, concernant le budget de l'Etat pour l'année 2016 113
10. Ordonnance du 9 mars 2016, concernant la fusion des communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens 115
11. Ordonnance du 9 mars 2016, concernant la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen 117
12. Ordonnance du 11 mars 2016, concernant l'utilisation de la part cantonale de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations RPLP 120
13. Ordonnance du 7 mars 2016, concernant le cofinancement des parcs naturels régionaux Binntal et Pfyn-Finges 122
14. Ordonnance du 10 mai 2016, concernant l'octroi d'un cautionnement-cadre pour le développement des infrastructures de l'Hôpital du Valais 124
15. Ordonnance du 10 mai 2016, concernant l'octroi d'un cautionnement d'objet pour les études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital du Valais 125
16. Ordonnance du 9 mai 2016, concernant l'adoption de la convention-programme entre la Confédération suisse et le canton du Valais concernant l'encouragement du programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2016-2019 126

17. Ordonnance du 12 mai 2016, concernant le Domaine des Barges – Octroi d'une servitude de superficie, d'une servitude de passage, d'un bail à ferme agricole et d'un droit de préemption 127
18. Décision du 10 mai 2016, concernant l'octroi d'une subvention cantonale pour la construction d'un bâtiment de remplacement pour l'établissement médico-social «Martinsheim» à Viège..... 129
19. Décision du 14 juin 2016, concernant l'approbation de diverses conventions-programmes entre la Confédération et le canton du Valais 131
20. Décision du 7 septembre 2016, concernant l'octroi d'un crédit d'engagement pour les travaux de déviation du village des Evouettes sur la route principale suisse H21Bo Jonction H144 – Saint-Gingolph,tronçon les Evouettes – Le Bouveret, sur le territoire de la commune de Port-Valais 133
21. Décision du 7 septembre 2016, concernant l'octroi de subventions pour les travaux d'aménagement du Baltschiederbach sur le territoire de la commune de Baltschieder 135
22. Décision du 7 septembre 2016, concernant l'octroi de subventions pour les mesures de protection contre les crues de la Dala, du Pollesgraben et du Lichtengraben sur le territoire de la commune de Leukerbad 137
23. Décision du 7 septembre 2016, concernant l'octroi de subventions pour les travaux d'aménagement du Tschingel sur le territoire de la commune de Gampel-Bratsch 139
24. Décision du 15 décembre 2016, fixant le nombre de procureurs et substituts auprès du ministère public 141
25. Décision du 13 décembre 2016, concernant l'approbation de l'avant-projet et l'octroi d'un crédit-cadre en faveur du projet de développement régional Val d'Illiez – PDR Illiez..... 142
26. Décision du 15 décembre 2016, concernant l'octroi d'un crédit d'engagement pour les travaux de construction du tunnel des Pyramides sur la RC 54 Sion – Les Haudères – Arolla, sur le territoire de la commune d'Hérémence 144

Ordonnances

1. Ordonnance, modification du 13 janvier 2016, sur l'agriculture et le développement rural 146
2. Ordonnance du 17 février 2016, sur la lutte contre les maladies transmissibles 149

3. Ordonnance, modification du 16 mars 2016, concernant le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel 154
4. Ordonnance, modification du 16 mars 2016, concernant la direction des écoles de la scolarité obligatoire, y compris l'école enfantine 155
5. Ordonnance, modification du 13 avril 2016, sur la protection de l'enfant et de l'adulte (OPEA) 156
6. Ordonnance, modification du 27 avril 2016, sur la vigne et le vin 158
7. Ordonnance du 4 mai 2016, sur l'impôt d'après la dépense 169
8. Ordonnance, modification du 4 mai 2016, fixant le caractère confiscatoire de l'impôt sur la fortune 171
9. Ordonnance du 17 février 2016, sur la composition de l'Hôpital du Valais 172
10. Ordonnance du 22 juin 2016, sur les incompatibilités 173
11. Ordonnance modification du 22 juin 2016, sur les allocations de formation (bourses et prêts d'études) 177
12. Ordonnance du 22 juin 2016, concernant la dation en paiement 179
13. Ordonnance du 17 août 2016, sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire 182
14. Ordonnance, modification du 17 août 2016, concernant le statut du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis HES-SO Valais/Wallis) 185
15. Ordonnance, modification du 17 août 2016, concernant le traitement du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis) 186
16. Ordonnance du 14 septembre 2016, de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir 188
17. Ordonnance du 14 septembre 2016, cantonale sur le travail 194
18. Ordonnance du 14 septembre 2016, sur les violences domestiques (OVD) 199
19. Ordonnance du 3 février 2016, concernant l'élimination des sous-produits animaux 206
20. Ordonnance, modification du 12 octobre 2016, de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir (modification uniquement en français) 212
21. Ordonnance, modification du 2 novembre 2016, concernant l'assurance-maladie obligatoire et les réductions individuelles des primes 213

22 Ordonnance, modification du 2 novembre 2016, sur les différentes structures en faveur de la jeunesse 214
23 Ordonnance, modification du 7 décembre 2016, sur l'agriculture et le développement rural (OcADR)..... 215
24. Ordonnance, modification du 7 décembre 2016, sur l'Observatoire valaisan de la santé 216
25. Ordonnance du 21 décembre 2016, sur l'organisation des secours sanitaires 219
26. Ordonnancedu 21 décembre 2016, concernant les installations d'alimentation en eau potable..... 228

Règlements

1. Règlement du 20 janvier 2016, des modules complémentaires santé..... 234
2. Règlement du 25 mars 2015, sur le fonds cantonal pour le tourisme 242
3. Règlement du 3 février 2016, concernant l'utilisation d'un fonds de soutien en faveur des personnes détenues 246
4. Règlement du 24 février 2016, relatif à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires 248
5. Règlement, modification du 16 mars 2016, concernant l'inspection des écoles de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré 255
6. Règlement, modification du 16 mars 2016, concernant l'octroi de subventions diverses en vertu de la loi sur l'instruction publique. 256
7 Règlement, modification du 16 mars 2016, fixant les normes et directives concernant les constructions scolaires 257
8. Règlement, modification du 16 mars 2016, concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées 258
9. Règlement, modification du 16 mars 2016, concernant l'éducation physique à l'école..... 260
10. Règlement, abrogation du 16 mars 2016, concernant l'organisation de l'année scolaire 261
11. Règlement, abrogation du 16 mars 2016, concernant l'école enfantine 262
12. Règlement, modification du 13 avril 2016, concernant la loi sur la profession d'avocat 263

13. Règlement du 20 avril 2016, de la maturité spécialisée orientation «santé» du canton du Valais 264
14. Règlement du 6 avril 2016, d'application de l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (ROEIE) 269
15. Règlement, modification du 22 juin 2016, concernant la loi sur le notariat 282
16. Règlement du 22 juin 2016, sur les personnes en formation professionnelle initiale de l'Administration cantonale 283
17. Règlement, modification du 22 juin 2016, sur les itinéraires de mobilité de loisirs (RIML) 290
18. Règlement du 22 juin 2016, fixant le tarif des émoluments et des frais en matière de navigation intérieure 291
19. Règlement, modification du 22 juin 2016, concernant les modalités de prise en charge des frais de transport pour les apprentis et étudiants du secondaire du deuxième degré général 297
20 Règlement, modification du 22 juin 2016, d'étude des filières à temps partiel pour l'enseignement dans les écoles du secondaire du degré I et du degré II général (écoles de maturité) de la Haute école pédagogique du Valais 298
21. Règlement du 22 juin 2016, règlement d'exécution de la loi sur la chasse..... 300
22. Règlement, modification du 31 août 2016, règlement sur le Conseil d'Etat 316
23 Règlement du 14 septembre 2016 de l'école de culture générale filière arts de la scène – théâtre et de la maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène – théâtre du canton du Valais 317
24. Règlement, modification du 14 septembre 2016, concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées 322
25. Règlement du 5 octobre 2016, sur le Conseil de santé et d'éthique..... 323
26. Règlementdu 2 novembre 2016, d'application de la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais relatif à l'exploitation de l'établissement.. 326
27. Règlement, modification du 9 novembre 2016, sur les émoluments en vertu de la loi fédérale sur le service de l'emploi..... 332
28. Règlement du 30 novembre 2016, fixant le tarif des émoluments et des frais en matière d'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière..... 334
29. Règlement, modification du 30 novembre 2016, d'application de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais 342

30. Règlement, modification du 16 novembre 2016, concernant les taxes cadastrales 345

Arrêtés

1. Arrêté du 13 janvier 2016, concernant l'élection d'une députée au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sierre).. 346
2. Arrêté du 27 janvier 2016, fixant l'entrée en vigueur du règlement sur le fonds cantonal pour le tourisme..... 347
3. Arrêté modification du 3 février 2016, quinquennal sur l'exercice de la pêche en Valais pour les années 2014 à 2018 348
4. Arrêté du 17 février 2016, concernant l'élection d'un député-suppléant au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Saint-Maurice) 349
5. Arrêté du 17 février 2016, concernant l'élection d'un député-suppléant au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district d'Hérens) 350
6. Arrêté du 17 février 2016, concernant l'élection d'une députée-suppléante au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sion)..... 351
7. Arrêté du 17 février 2016, concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020..... 352
8. Arrêté du 17 février 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi d'adhésion au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande 363
9. Arrêté du 17 février 2016, concernant la mise en vigueur du registre foncier dans la commune de Eggerberg, lots 1 (5R) – 2 – 3 – 4, plans 1-21 de la mensuration officielle, sauf la parcelle no. 309 fol. 3..... 364
10. Arrêté du 2 mars 2016, concernant l'estivage 2016 365
11. Arrêté du 16 mars 2016, fixant l'entrée en vigueur de la modification de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) 377
12. Arrêté, modification du 16 mars 2016, concernant l'éducation routière à l'école 378
13. Arrêté du 23 mars 2016, fixant la part cantonale pour les prestations hospitalières 379
14. Arrêté, modification du 4 mai 2016, fixant les émoluments du Service cantonal des contributions 380

15. Arrêté du 18 mai 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi d'application de la loi fédérale sur la géoinformation du 10 mars 2016 (LcGéo)..... 381
16. Arrêté du 1er juin 2016, concernant l'élection d'une députée au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Martigny 382
17. Arrêté du 1er juin 2016, concernant l'élection des autorités de la commune municipale de Crans-Montana pour la législature 2017-2020..... 383
18. Arrêté du 1er juin 2016, fixant l'entrée en vigueur de la modification de la loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études 387
19. Arrêté du 7 juin 2016, fixant les montants de la péréquation financière intercommunale 2017 388
20. Arrêté du 22 juin 2016, fixant l'entrée en vigueur de la modification du 11 septembre 2014 de la loi sur les incompatibilités et de la loi sur la police cantonale 393
21. Arrêté du 24 juin 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes..... 394
22. Arrêté du 1er juillet 2016, concernant l'élection des autorités des communes municipale et bourgeoisiale de Sion pour la législature 2017-2020 395
23 Arrêté du 7 juin 2016, remettant en vigueur et modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat du Valais concernant l'extension du champ d'application de la convention collective de travail de la branche automobile du canton du Valais et de son avenant 398
24. Arrêté du 7 juin 2016, remettant en vigueur et modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat du Valais concernant l'extension du champ d'application de la convention collective de travail réglant les conditions de travail et de salaires dans les entreprises de carrelage du canton du Valais et de son avenant 400
25. Arrêté du 25 mai 2016, modifiant les arrêtés du Conseil d'Etat du Valais concernant l'extension du champ d'application de la convention collective de travail xdes installateurs-électriciens et des monteurs de lignes du canton du Valais 402
26. Arrêté du 22 juin 2016, sur l'exercice de la chasse en Valais pour les années 2016 à 2020..... 404
27. Arrêté du 8 juillet 2016, concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020..... 492
28. Arrêté du 4 juillet 2016, concernant l'élection d'une députée-suppléante au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sion) 494

29. Arrêté du 16 mars 2016, modifiant et prolongeant l'arrêté du Conseil d'Etat étendant le champ d'application de la convention collective de travail en matière de retraite anticipée pour les travailleurs du secteur principal de la construction et du carrelage du canton du Valais (Retabat) 495
30. Arrêté du 10 août 2016, fixant l'entrée en vigueur de la modification la loi d'application du code pénal 498
31. Arrêté du 10 août 2016, concernant les émoluments et les taxes et contributions à charge des participants à une formation continue 499
32. Arrêté du 10 août 2016, fixant le montant des contributions de remplacement et de rachat pour les abris de la protection civile 501
33. Arrêté du 4 juillet 2016, modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat étendant le champ d'application de la convention collective de travail de la construction métallique du canton du Valais et étendant son avenant sur la caution 503
34. Arrêté du 14 septembre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi abrogeant la loi d'application concernant la destruction non nommageable des cadavres d'animaux et de l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux 505
35. Arrêté du 14 septembre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi cantonale sur le travail 506
36. Arrêté du 14 septembre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir 507
37. Arrêté du 14 septembre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi sur les violences domestiques 508
38. Arrêté du 21 septembre 2016, fixant le nombre de députés à élire par district pour la législature 2017-2021 509
39. Arrêté du 28 septembre 2016, concernant l'élection d'un député au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Conthey) 511
40. Arrêté du 5 octobre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la loi sur l'enseignement spécialisé 512
41. Arrêté du 5 octobre 2016, fixant l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur la composition de l'Hôpital du Valais 513
42. Arrêté du 10 août 2016, remettant en vigueur l'extension de la convention collective de travail des travailleuses et travailleurs des entreprises de parc, jardin et paysagisme du Valais romand et étendant le champ d'application de son avenant 514

43. Arrêté du 12 octobre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la décision concernant l'octroi d'un cautionnement-cadre pour le développement des infrastructures de l'Hôpital du Valais et de la décision concernant l'octroi d'un cautionnement d'objet pour les études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital du Valais 516
44. Arrêté du 10 août 2016, remettant en vigueur et modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat du canton du Valais étendant le champ d'application de la convention collective de travail de la technique et de l'enveloppe du bâtiment du canton du Valais et de ses avenants .. 517
45. Arrêté du 19 octobre 2016, fixant les coûts facturables et les contributions résiduelles des pouvoirs publics pour les établissements médico-sociaux, les lits d'attente hospitaliers, les structures des soins de jour, les infirmières et infirmiers indépendants et les organisations de soins à domicile 519
46. Arrêté, modification du 19 octobre 2016, sur les frais relatifs à l'application de la loi sur la santé 524
47. Arrêté du 2 novembre 2016, fixant le barème du droit spécial perçu pour la promotion de la santé et la prévention des maladies 525
48. Arrêté du 2 novembre 2016, concernant l'élection d'un député au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sion) 528
49. Arrêtédu 2 novembre 2016, concernant l'élection du Conseil d'Etat pour la législature 2017-2021 529
50. Arrêté du 2 novembre 2016, concernant l'élection des membres du Grand Conseil pour la législature 2017-2021..... 533
51. Arrêté du 2 novembre 2016, d'application de la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais relatif à la construction du site de Rennaz 543
52. Arrêté du 30 novembre 2016, fixant l'entrée en vigueur de la modification du 12 mai 2016 de la loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées 546
53. Arrêté du 7 décembre 2016, fixant les finances des cours préparatoires facultatifs et de l'examen obligatoire dans le domaine de l'hébergement et de la restauration..... 547
54. Arrêté proclamant les résultats des votations fédérales du 28 février 2016 548
55. Arrêté concernat les résultats des votations fédérales du 5 juin 2016..... 548
56. Arrêté concernant les votations fédérales du 25 septembre 2016 . 549
57. Arrêté concernant les votations cantonales du 25 septembre 2016 549
58. Arrêté proclamant les résultats des votations fédérales du 5 juin 2016 550

59. Arrêté concernant la votation fédérale du 27 novembre..... 550
60. Arrêté proclamant les résultats des votations fédérales du 25 septembre 2016..... 550
61. Arrêté proclamant les résultats des votations cantonales du 25 septembre 551
62. Arrêté proclamant les résultats de la votation fédérale du 27 novembre 2016 551
63. Arrêté concernant les votations fédérales du 12 février 2017 551

Directives

1. Directives d'organisation des combats de reines 2016 552
2. Directive sur la perception de redavances agricoles 574
3. Directive, modification du 17 février 2016 sur la politique cantonale en matière de soutien à l'élevage et à la production animales 577
4. Directive, modification du 2 décembre 2016 sur la perception des redevances agricoles..... 580
5. Directive, modification du 6 décembre 2016 sur la politique cantonale en matière de structures agricoles..... 581
6. Directive cantonale concernant les conditions d'exploitation et l'entretien des châtaigneraies 582

Avenant

1. Avenant du 22 juin 2016, sur l'exercice de la chasse en Valais ... 586
2. Avenant du 2 novembre 2016, sur l'exercice de la pêche en Valais 595

Constitution du canton du Valais

Modification du 10 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 104 et 105 de la Constitution cantonale;
vu que le Grand Conseil a accepté, en date du 5 mai 2014, l'opportunité de modifier la Constitution cantonale à son article 39 alinéa 2;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907 est modifiée comme il suit:

Art. 39 al. 2
[2] Il élit le Tribunal cantonal, son président et son vice-président ainsi que les membres du Bureau du Ministère public.

II
La présente réforme est soumise au vote du peuple et entre en vigueur à la date fixée par le Conseil d'Etat.

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1493.

Constitution du canton du Valais

Modification du 10 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 104 et 105 de la Constitution cantonale;
vu la décision du Grand Conseil du 5 mai 2014 acceptant l'opportunité de réviser la Constitution cantonale pour y introduire une base constitutionnelle pour l'institution d'un Conseil de la magistrature;
vu les articles 60 à 65 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907 est modifiée comme il suit:

Art. 65bis nouveau
[1] Le Conseil de la magistrature est une autorité indépendante de surveillance de la Justice.
[2] Il exerce la surveillance administrative et disciplinaire sur les autorités judiciaires cantonales et les magistrats du ministère public. Est réservée la compétence exclusive du Grand Conseil de révoquer, pour de justes motifs, les magistrats qu'il a élus.
[3] Il est soumis à la haute surveillance du Grand Conseil.
[4] Le Grand Conseil élit les membres du Conseil de la magistrature qui ne sont pas désignés par la loi.
[5] Pour le surplus, la loi fixe:
1. la composition, le mode de désignation et l'organisation du Conseil de la magistrature;
2. la voie de recours contre les décisions du Conseil de la magistrature;
3. les rapports du Conseil de la magistrature avec le Grand Conseil, le Tribunal cantonal et le Ministère public;
4. la collaboration du Conseil de la magistrature aux élections judiciaires.

II
La présente réforme est soumise au vote du peuple.

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1494.

Loi sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile

du 30 avril 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la loi sur l'asile du 26 juin 1998;
vu l'article 13 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 13 septembre 2012;
vu l'arrêté concernant la répartition dans le canton des personnes relevant du droit d'asile assignées par la Confédération du 10 mai 2000;
vu l'initiative «Halte au dictat du canton» déposée le 17 septembre 2012;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:[1]

Art. 1 But et champ d'application
[1] La présente loi règle les modalités d'implantation de structures destinées à l'hébergement de personnes relevant du droit d'asile dans une commune valaisanne.
[2] Elle concerne l'hébergement collectif de premier et de deuxième accueils des personnes relevant du droit d'asile attribuées au canton par la Confédération à l'exclusion des logements individuels, à l'exception des articles 3 et 6.
[3] Par hébergement collectif, on entend toute structure destinée au logement et disposant de locaux communs tels que séjour, cuisine, sanitaires, ou de services communs tels qu'entretien ou nettoyages.
[4] Les dispositions de droit fédéral relatives à l'hébergement des personnes relevant du droit d'asile et les dispositions cantonales et fédérales relatives aux constructions et à l'aménagement du territoire sont réservées.

Art. 2 Autorité d'exécution
[1] Le département en charge de l'hébergement des personnes relevant du droit d'asile (ci-après: département) est chargé de l'exécution de la présente loi. Il peut déléguer des tâches à l'Office de l'asile (ci-après: OASi).
[2] L'autorité peut conclure des contrats avec des collectivités publiques, des communes, des particuliers et des organisations privées en vue de l'hébergement et de la prise en charge des personnes relevant du droit d'asile.

Art. 3 Répartition géographique
[1] Les personnes relevant du droit d'asile sont en principe réparties entre les régions constitutionnelles en fonction du pourcentage de leur population.
[2] Toute commune est tenue d'accueillir sur son territoire des personnes relevant du droit d'asile.

[3] Après avoir entendu la commune, le département désigne la commune d'accueil.
[4] Le département adopte une planification des centres de requérants d'asile.

Art. 4 Annonce préalable
[1] Le département informe la commune concernée par l'ouverture prochaine d'une structure destinée à l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile.
[2] Il informe aussi la commune ou les autres communes touchées par l'implantation.
[3] L'annonce a lieu dès la conclusion de l'acte de vente ou du bail, mais au minimum trois mois avant l'ouverture de la structure. Les cas d'urgence sont réservés lors de situations imprévisibles nécessitant des mesures immédiates.
[4] L'annonce préalable porte en particulier sur:
a) le genre de structure retenue;
b) le nombre approximatif et la catégorie de personnes concernées;
c) le concept et l'organisation de la prise en charge;
d) le personnel d'encadrement;
e) les mesures de sécurité;
f) la prise en charge médicale;
g) le cas échéant, la prise en charge scolaire;
h) les possibilités de mise en place par les communes de programmes d'occupation des personnes relevant du droit d'asile.
[5] En cas d'ouverture résultant d'une situation imprévisible, l'ensemble des dispositions de la présente loi est applicable, à l'exception du délai d'annonce auprès de la commune ou des communes concernées.

Art. 5 Collaboration avec la ou les communes concernées
[1] La ou les communes concernées peuvent transmettre leurs observations au département, qui en tient compte dans la mesure du possible.
[2] La ou les communes concernées et le département créent un groupe de travail qui se réunit à intervalles réguliers, avant et après l'implantation de la structure d'hébergement, pour traiter toute question ou éventuelle difficulté.

Art. 6 Assignation à résidence
[1] Le Service de la population et des migrations peut assigner un lieu de séjour et un logement aux personnes relevant du droit d'asile.
[2] Il peut requérir l'aide de la police pour faire exécuter ses décisions.
[3] Un éventuel recours n'a pas d'effet suspensif.

Art. 7 Abrogation et entrée en vigueur
[1] L'article 13 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 13 septembre 2012 et l'arrêté concernant la répartition dans le canton des personnes relevant du droit d'asile assignées par la Confédération du 10 mai 2000 sont abrogés.
[2] Le présent acte législatif est soumis au référendum facultatif.
[3] Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur.[2]

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 30 avril 2015.

Le président du Grand Conseil: **Grégoire Dussex**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.
[2] Entrée en vigueur 01.01.2016, BO 22/2015 et 37/2015.

Loi sur la prostitution (LProst)

du 12 mars 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 10, 13, 27, 36 et 41 de la Constitution fédérale;
vu l'article 199 du code pénal suisse (CP);
vu les articles 4 et 10 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:[1]

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application
La présente loi s'applique à toute forme de prostitution pratiquée sur le territoire cantonal, en particulier à:
a) la prostitution de rue;
b) la prostitution de salon;
c) la prostitution d'escorte;
d) toute autre forme de prostitution par racolage.

Art. 2 Buts
La présente loi a pour buts:
a) de renforcer les moyens de lutte contre la prostitution forcée et contre toute autre forme d'exploitation dans le milieu de la prostitution;
b) d'assurer la mise en œuvre de mesures de prévention et de promotion socio-sanitaires et d'informer les personnes qui se prostituent sur les possibilités de soutien;
c) de fixer les conditions auxquelles est subordonnée toute activité en lien avec l'exercice de la prostitution et de lutter contre les manifestations secondaires fâcheuses de cette activité en vue du maintien de l'ordre public;
d) de protéger les mineurs dans le domaine de la prostitution.

Art. 3 Réserve
Demeurent réservées les dispositions de droit fédéral et de droit cantonal dont le champ d'application ou le but sont connexes à ceux de la présente loi, en particulier le code pénal suisse et les dispositions concernant l'aide aux victimes d'infractions, ainsi que la législation concernant la santé publique, les étrangers, la police du commerce et la protection des travailleurs.

Art. 4 Définition
La prostitution est l'activité d'une personne qui se livre à des actes sexuels ou d'ordre sexuel, avec un nombre déterminé ou indéterminé de clients, moyennant rémunération.

Art. 5 Limite d'âge
[1] L'exercice de la prostitution est interdit à toute personne n'ayant pas atteint 18 ans.
[2] Toute personne n'ayant pas atteint 18 ans:
a) ne peut contacter une personne indépendante s'adonnant à la prostitution;
b) n'a pas accès à un salon de prostitution (ci-après: salon) ou à une agence d'escorte.
3 Le responsable du salon ou de l'agence d'escorte doit contrôler la limite d'âge.

Art. 6 Obligation d'annonce des personnes qui se prostituent – a) début d'activité
[1] Toute personne exerçant la prostitution est tenue de s'annoncer préalablement à l'autorité compétente. A défaut, celle-ci peut exiger les données de la part de la personne concernée et les enregistrer. La police municipale signale à l'autorité compétente toute personne exerçant la prostitution.
[2] La loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (ci-après: LIPDA) s'applique au traitement des données.
[3] Lors de son annonce, la personne exerçant la prostitution obtient des informations circonstanciées, y compris dans le domaine de la prévention sanitaire.
[4] La procédure d'annonce implique l'obligation de se présenter personnellement à l'autorité compétente. La procédure est gratuite. Pour le surplus, le Conseil d'Etat arrête, dans une ordonnance, la procédure et le contenu de l'annonce.

Art. 7 b) cessation d'activité
[1] La personne qui cesse toute activité liée à la prostitution est tenue d'en informer l'autorité compétente.
[2] A réception de cette annonce, l'autorité compétente, sans délai:
a) procède à la radiation des données se rapportant à l'exercice de la prostitution dans le fichier des personnes qui se prostituent ainsi que dans le dossier de la personne concernée;
b) informe de la cessation de l'activité les autorités auxquelles un renseignement tiré du fichier des personnes qui se prostituent avait été communiqué et les somme de procéder aux radiations utiles.
[3] Le Conseil d'Etat arrête, par ordonnance, la procédure qui est gratuite.

Chapitre 2: Prostitution de rue

Art. 8 Définition
La prostitution de rue est l'activité consistant à se tenir sur le domaine public ou dans des lieux accessibles au public ou, encore, dans des lieux exposés à la vue du public, avec l'intention reconnaissable de pratiquer la prostitution.

Art. 9 Restrictions
[1] L'exercice de la prostitution de rue est interdit dans les endroits et aux moments où il est de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics, à entra-

ver la circulation, à engendrer des nuisances ou à blesser la décence.
[2] Constituent, notamment, de tels endroits:
a) les rues ayant un caractère prépondérant d'habitation;
b) les abords immédiats des écoles, des lieux de culte, des cimetières et des hôpitaux;
c) les parcs, les places de jeux, les arrêts de transports publics, les toilettes publiques et leurs abords immédiats.
[3] Dans le règlement de police, la commune peut, en outre, arrêter les lieux, heures et modes d'exercice de la prostitution de rue, et édicter des dispositions pour lutter contre ses manifestations secondaires fâcheuses.
[4] Les infractions à ces dispositions sont passibles de l'amende prévue par le CP; le tribunal de police est compétent.

Chapitre 3: Prostitution de salon

Art. 10 Définition
[1] La prostitution de salon s'exerce dans des lieux de rencontre soustraits à la vue du public.
[2] Ces lieux, quels qu'ils soient, sont qualifiés de salons par la présente loi.
[3] Le local utilisé par une personne qui s'y prostitue seule, sans recourir à des tiers, n'est pas qualifié de salon au sens de la présente loi. Cette personne est soumise à l'obligation d'annonce selon les articles 6 et 7 de la présente loi.

Art. 11 Obligation d'annonce de l'exploitant de salon
[1] Toute personne physique qui, en tant que locataire, sous-locataire, usufruitière, propriétaire ou copropriétaire, exploite un salon en mettant à disposition de tiers des locaux affectés à l'exercice de la prostitution, doit s'annoncer, préalablement et par écrit, à l'autorité compétente en indiquant le nombre et l'identité des personnes qui y exercent la prostitution.
[2] Lorsque les locaux destinés à l'exploitation d'un salon sont mis à la disposition de tiers par une personne morale, celle-ci communique, préalablement et par écrit, à l'autorité compétente les coordonnées de la personne physique qu'elle a désignée pour assumer les obligations découlant de la présente loi, notamment pour effectuer l'annonce prévue à l'alinéa 1.
[3] La personne qui effectue l'annonce est considérée comme personne responsable au sens de la présente loi.
[4] La LIPDA s'applique au traitement des données communiquées initialement (art. 11 al. 1) et ultérieurement (art. 13).

Art. 12 Conditions personnelles
La personne responsable d'un salon doit remplir les conditions personnelles suivantes:
a) être de nationalité suisse ou titulaire de l'autorisation nécessaire pour exercer une activité indépendante en Suisse;
b) avoir l'exercice des droits civils;
c) offrir, par ses antécédents et son comportement, toute garantie d'honorabilité et de solvabilité concernant la sphère d'activité envisagée;

d) ne pas avoir été responsable, au cours des dix dernières années, d'un salon ou d'une agence d'escorte ayant fait l'objet d'une fermeture et d'une interdiction d'exploiter au sens des articles 17 alinéa 2 lettre c et 24 alinéa 2 lettre c.

Art. 13 Communication ultérieure à l'autorité
La personne responsable d'un salon est tenue de communiquer immédiatement à l'autorité compétente tout changement des personnes exerçant la prostitution et toute modification des conditions personnelles intervenues depuis l'annonce initiale.

Art. 14 Obligations du responsable de salon
La personne responsable d'un salon a notamment pour obligations:
a) de tenir constamment à jour un registre mentionnant l'identité, le domicile,le type d'autorisation de séjour et de travail et sa validité, les dates d'arrivée et de départ des personnes exerçant la prostitution dans le salon, ainsi que les prestations qui leur sont fournies et les montants demandés en contrepartie;
b) de s'assurer qu'elles ne contreviennent pas à la législation, notamment celle relative au séjour et au travail des étrangers;
c) de prendre les mesures adéquates et proportionnées visant à prévenir ou à faire cesser toute atteinte à l'ordre public, notamment à la tranquillité, à la santé, à la salubrité des locaux et environs ainsi qu'à la sécurité publique;
d) de contrôler que les conditions d'exercice de la prostitution soient conformes à la législation, en particulier qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté d'action des personnes qui se prostituent, que celles-ci ne soient pas victimes de la traite d'êtres humains, de menaces, de violences, de pressions ou d'usure, ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les déterminer à se livrer à un acte sexuel ou d'ordre sexuel;
e) d'éviter tout rapport de subordination avec les personnes exerçant la prostitution et de s'abstenir de leur donner des instructions relatives à leur activité;
f) d'autoriser l'accès des collaborateurs des services en charge de la santé publique et de l'aide sociale, ainsi que des collaborateurs des associations (art. 26) afin de leur permettre de procéder aux activités de prévention relevant de leur compétence;
g) d'intervenir si elle constate des infractions dans le cadre des obligations qui lui incombent en vertu des lettres a à e et de les dénoncer aux autorités de poursuite pénale;
h) de gérer de manière personnelle et effective son établissement et d'être facilement atteignable par les autorités compétentes.

Art. 15 Autorisation
[1] L'ouverture d'un salon ainsi que le changement d'affectation d'une installation en un salon sont soumis à une autorisation de construire au sens du droit de l'aménagement du territoire et du droit des constructions.

[2] La commune peut, dans son plan d'affectation des zones, limiter l'ouverture d'un salon à des zones déterminées.
[3] L'autorisation de construire peut être refusée si l'ouverture d'un salon entraîne des émissions immatérielles excessives. Sont des émissions immatérielles excessives au sens de la présente loi les interactions de l'ouverture et de l'exploitation d'un salon qui, en particulier:
a) provoquent des impressions psychiques désagréables, notamment en générant un cadre de vie inamical ou désécurisant;
b) importunent directement les voisins, par exemple en portant préjudice à la réputation du quartier;
c) exercent des effets indirects dommageables, tel le fait de rendre plus difficile la location d'appartements ou d'éloigner les clients des commerces.

Art. 16 Contrôles
[1] La police cantonale peut en tout temps, dans le cadre de ses attributions et au besoin par la contrainte, procéder au contrôle des salons, de l'identité du responsable du salon et de celle des personnes qui exercent la prostitution.
[2] Elle peut procéder au contrôle de l'identité d'un client du salon en présence d'une circonstance particulière propre à légitimer une intervention de police.
[3] Dans le cadre de leurs attributions, les services dont relèvent le commerce, l'industrie et la protection des travailleurs sont également habilités à visiter les locaux en lien avec la prostitution de salon.

Art. 17 Sanctions administratives
[1] Peut faire l'objet d'une sanction administrative la personne responsable d'un salon:
a) qui n'a pas contrôlé la limite d'âge (art. 5);
b) qui n'a pas rempli son obligation d'annonce (art. 11);
c) qui ne remplit pas ou plus les conditions personnelles (art. 12);
d) qui n'a pas procédé aux communications ultérieures à l'autorité (art. 13);
e) qui n'a pas respecté les obligations du responsable de salon (art. 14).
[2] L'autorité compétente prononce, selon la gravité de l'infraction et les antécédents de son auteur, une des sanctions administratives suivantes:
a) l'avertissement;
b) la fermeture temporaire du salon, pour une durée de un à six mois, et l'interdiction d'exploiter tout autre salon, pour une durée identique;
c) la fermeture définitive du salon et l'interdiction d'exploiter tout autre salon pour une durée de dix ans.

Chapitre 4: Prostitution d'escorte

Art. 18 Définitions
[1] La prostitution d'escorte s'exerce en déplacement, sur requête du client, de façon directe ou par l'intermédiaire d'une agence.
[2] Est réputée agence d'escorte au sens de la présente loi toute personne ou entreprise qui, contre rémunération régulière, met en contact des clients potentiels avec des personnes qui exercent la prostitution.

Art. 19 Obligation d'annonce de l'exploitant d'agence
[1] Toute personne physique qui exploite une agence d'escorte est tenue de s'annoncer, préalablement et par écrit, à l'autorité compétente en indiquant le nombre et l'identité des personnes qui exercent la prostitution par son intermédiaire.
[2] Lorsque l'agence est exploitée par une personne morale, celle-ci communiquera préalablement et par écrit à l'autorité compétente les coordonnées de la personne physique qu'elle aura désignée pour assumer les obligations découlant de la présente loi, notamment pour effectuer l'annonce prévue à l'alinéa 1.
[3] La personne qui effectue l'annonce est considérée comme personne responsable au sens de la présente loi.
[4] La LIPDA s'applique au traitement des données communiquées initialement (art. 19 al. 1) et ultérieurement (art. 21).

Art. 20 Conditions personnelles
La personne responsable d'une agence d'escorte doit remplir les conditions personnelles suivantes:
a) être de nationalité suisse ou titulaire de l'autorisation nécessaire pour exercer une activité indépendante en Suisse;
b) avoir l'exercice des droits civils;
c) offrir, par ses antécédents et son comportement, toute garantie d'honorabilité et de solvabilité concernant la sphère d'activité envisagée;
d) ne pas avoir été responsable, au cours des dix dernières années, d'une agence d'escorte ou d'un salon ayant fait l'objet d'une fermeture et d'une interdiction d'exploiter au sens des articles 17 alinéa 2 lettre c et 24 alinéa 2 lettre c.

Art. 21 Communication ultérieure à l'autorité
La personne responsable d'une agence d'escorte est tenue de communiquer immédiatement à l'autorité compétente tout changement des personnes exerçant la prostitution par son intermédiaire et toute modification des conditions personnelles intervenues depuis l'annonce initiale.

Art. 22 Obligations du responsable d'agence
La personne responsable de l'agence d'escorte a notamment pour obligations:
a) de tenir constamment à jour un registre mentionnant l'identité, le domicile, le type d'autorisation de séjour et de travail et sa validité, et les dates d'arrivée et de départ des personnes exerçant la prostitution par l'intermédiaire de l'agence, ainsi que les prestations qui leur sont fournies et les montants demandés en contrepartie;
b) de s'assurer qu'elles ne contreviennent pas à la législation, notamment celle relative au séjour et au travail des étrangers;
c) de contrôler que les conditions d'exercice de la prostitution soient conformes à la législation, en particulier qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté d'action des personnes qui se prostituent, que celles-ci ne soient pas victimes de la traite d'êtres humains, de menaces, de violences, de

pressions ou d'usure, ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les déterminer à se livrer à un acte sexuel ou d'ordre sexuel;

d) d'éviter tout rapport de subordination avec les personnes exerçant la prostitution et de s'abstenir de leur donner des instructions relatives à leur activité;

e) d'intervenir si elle constate des infractions dans le cadre des obligations qui lui incombent en vertu des lettres a à d, et de les dénoncer aux autorités de poursuite pénale;

f) d'exploiter de manière personnelle et effective son agence, et d'être facilement atteignable par les autorités compétentes.

Art. 23 Contrôles

[1] La police cantonale peut en tout temps, dans le cadre de ses attributions et au besoin par la contrainte, procéder au contrôle des agences d'escorte, de l'identité du responsable de l'agence et de celle des personnes qui exercent la prostitution.

[2] Elle peut procéder au contrôle de l'identité d'un client de l'agence d'escorte en présence d'une circonstance particulière propre à légitimer une intervention de police.

Art. 24 Sanctions administratives

[1] Peut faire l'objet d'une sanction administrative la personne responsable d'une agence d'escorte:

a) qui n'a pas contrôlé la limite d'âge (art. 5);

b) qui n'a pas rempli son obligation d'annonce (art. 19);

c) qui ne remplit pas ou plus les conditions personnelles (art. 20);

d) qui n'a pas procédé aux communications ultérieures à l'autorité (art. 21);

e) qui n'a pas respecté les obligations du responsable d'agence (art. 22).

[2] L'autorité compétente prononce, selon la gravité de l'infraction et les antécédents de son auteur, une des sanctions administratives suivantes:

a) l'avertissement;

b) la fermeture temporaire de l'agence d'escorte, pour une durée de un à six mois, et l'interdiction d'exploiter toute autre agence, pour une durée identique;

c) la fermeture définitive de l'agence d'escorte et l'interdiction d'exploiter toute autre agence pour une durée de dix ans.

Chapitre 5: Mesures d'encadrement socio-sanitaires

Art. 25 Tâches de l'Etat

[1] Le Conseil d'Etat arrête:

a) un programme de prévention et d'encadrement social en faveur de toutes les personnes s'adonnant à la prostitution dans le canton;

b) un programme de prévention des dangers sanitaires liés à la prostitution, en particulier concernant les infections sexuellement transmissibles.

[2] Il s'assure que les personnes exerçant la prostitution soient renseignées sur leurs droits et leurs devoirs.

Art. 26 Concertation et collaboration
[1] Les autorités compétentes au sens de la présente loi collaborent avec les organismes de droit privé ou public dont un des buts est de venir en aide aux personnes exerçant la prostitution.
[2] Des données sans référence aux personnes concernées au sens de la LIPDA peuvent être communiquées à ces organismes dans la mesure nécessaire à la mise en oeuvre d'un programme d'aide et de prévention.
[3] Ces autorités renseignent les personnes exerçant la prostitution sur l'existence, le statut et l'activité de ces organismes.

Art. 27 Subventions
[1] L'Etat peut soutenir financièrement:
a) un organisme de droit privé, en lui allouant une subvention sur la base d'un mandat de prestations;
b) un projet retenu dans le programme de prévention et d'encadrement social et sanitaire (art. 25 al. 1) en allouant, par décision, une subvention au chef de projet.
[2] La nature et le cadre des subventions sont arrêtés dans une ordonnance du Conseil d'Etat.
[3] Pour le surplus, les dispositions de la législation cantonale sur les subventions sont applicables directement et dans leur intégralité aux subventions prévues par la présente loi (art. 26).

Art. 28 Réseau socio-sanitaire
[1] Le Conseil d'Etat, par ses services compétents (art. 30), recherche et encourage la collaboration d'associations, de fondations et d'autres organismes de droit privé ou public, actifs dans le domaine socio-sanitaire, qui peuvent être amenés, en raison de leurs statuts ou de leurs missions, à accompagner des personnes s'adonnant à la prostitution et leurs clients.
[2] Il alloue aux organismes de droit privé concernés une aide financière au sens de l'article 27, dans les limites du budget.

Chapitre 6: Autorités compétentes et procédure

Art. 29 Police cantonale
[1] Sauf disposition contraire, la police cantonale est l'autorité compétente pourl'application des dispositions traitant de l'exercice de la prostitution (art. 6 à 24).
[2] Elle peut faire appel aux autorités cantonales en charge de la police des étrangers, de la police du commerce, de la police des constructions, de la police du feu et de la protection des travailleurs.
[3] Les autorités communales de police sont tenues de prêter leur concours à la police cantonale, à sa demande.
[4] La police cantonale doit informer:
a) toute autre autorité ou institution d'une situation pouvant nécessiter une intervention de leur part;
b) l'autorité de protection des mineurs lorsqu'une personne n'ayant pas atteint 18 ans s'adonne à la prostitution, contacte une personne indépendante

s'adonnant à la prostitution, s'est rendue dans un salon de prostitution ou une agence d'escorte.

Art. 30 Service de l'action sociale - Service de la santé publique
[1] Sauf disposition contraire:
a) le service de l'action sociale est l'autorité compétente pour l'application des dispositions traitant des mesures d'encadrement social;
b) le service de la santé publique est l'autorité compétente pour l'application des dispositions traitant des mesures d'encadrement sanitaire.
[2] Ils peuvent faire appel aux autorités cantonales en charge de la protection des travailleurs, de la formation professionnelle et des finances publiques.
[3] Les autorités communales socio-sanitaires sont tenues de prêter leur concours au service de l'action sociale et à celui de la santé publique, à leur demande.

Art. 31 Collaboration
[1] Les autorités compétentes collaborent pour assurer une application concertée de la présente loi.
[2] A cette fin, elles se transmettent leurs informations, se donnent connaissance des infractions qu'elles constatent et se communiquent les décisions qu'elles rendent.

Art. 32 Procédure
La loi sur la procédure et la juridiction administratives s'applique aux décisions prises sur la base de la présente loi.

Art. 33 Prononcé pénal administratif
[1] Indépendamment des sanctions administratives prévues et sous réserve de l'alinéa 2, la police cantonale peut infliger une amende administrative de 100 francs au moins et de 20'000 francs au plus à toute personne ayant enfreint les prescriptions de la présente loi ou de ses dispositions d'exécution.
[2] Est passible d'une amende de 2'000 francs au moins et de 50'000 francs au plus la personne indépendante s'adonnant à la prostitution avec une personne mineure, ainsi que le responsable d'un salon ou d'une agence d'escorte qui manque à son obligation d'empêcher l'accès d'une personne mineure à son établissement.
[3] Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une entreprise au sens de l'article 102 alinéa 4 lettres a, c et d CP, l'amende administrative est prononcée à l'encontre de la personne qui a agi ou aurait dû agir en son nom; l'entreprise répond solidairement de l'amende. L'amende administrative est prononcée directement à l'encontre de l'entreprise si l'infraction ne peut être imputée à aucune personne physique déterminée en raison du manque d'organisation de l'entreprise.
[4] Les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives traitant des prononcés pénaux administratifs s'appliquent.

Chapitre 7: Dispositions finales et transitoires

Art. 34 Modifications du droit en vigueur

1. La loi concernant les dossiers de police judiciaire du 26 juin 1984 est modifiée comme suit:

Art. 13 Système d'information

[1]La police cantonale gère un système de traitement de données relatives:

a) aux personnes s'adonnant à la prostitution;

b) aux personnes ayant commis des infractions liées à la pratique de la prostitution ou soupçonnées de telles infractions dans le cadre d'une procédure d'investigation (art. 299 du code de procédure pénale suisse).

[2] Le but de ce système d'information est de faciliter le travail de la police cantonale dans sa mission de prévention et de répression des infractions présentant ou pouvant présenter un lien de connexité avec la prostitution, en particulier:

a) l'usure (art. 157 CP);

b) la traite d'êtres humains (art. 182 CP);

*c)*l'exploitation de l'activité sexuelle ou l'encouragement à la prostitution (art. 195 CP);

d) l'exercice illicite de la prostitution (art. 199 CP);

e) l'organisation criminelle (art. 260ter CP);

f) les crimes contre l'humanité (art. 264a al. 1 lettres d, g et h CP);

g) le blanchiment d'argent (art. 305bis CP);

*h)*l'inobservation de la législation sur les étrangers et de la législation sociale.

Art. 14 Obligation d'annonce

[1] Toute personne s'adonnant à la prostitution ou désireuse de s'y adonner est tenue de s'annoncer sans délai à la police cantonale.

[2] L'obligation d'annonce est régie par la législation sur la prostitution.

Art. 15 Traitement des données: a) principe

Le traitement des données s'opère conformément à la présente loi, subsidiairement conformément à la loi sur la prostitution, sous réserve des dispositions spécifiques prévues ci-après.

Art. 16 al. 2 b) enregistrement

[1] Sont enregistrées dans le système d'information:

a) les données concernant les personnes s'adonnant à la prostitution, quelles qu'en soient les formes;

b) les données relatives à des tierces personnes ou les indications les concernant dans la mesure où ces personnes sont soupçonnées de se livrer aux activités délictueuses au sens de l'article 13 alinéa 2 de la présente loi, d'y être impliquées, d'y participer ou d'en retirer bénéfice.

[2] Abrogé.

Art. 17 c) protection des données

[1] Les données contenues dans le système d'information doivent être adéquates, pertinentes, exactes, complètes et non excessives par rapport aux

finalités pour lesquelles elles sont enregistrées.
[2] Les données au sens de l'article 16 alinéa 1 lettre b de la présente loi ne doivent être utilisées que dans le cadre de la prévention et de la répression des infractions mentionnées à l'article 13 alinéa 2 de la présente loi.

2. La loi d'application du code pénal suisse du 14 septembre 2006 (LACP) est modifiée comme suit:
Art. 61 Prostitution de rue
Abrogé.

Art. 35 Régime transitoire
Les personnes relevant du champ d'application de la présente loi ont un délai de trois mois dès son entrée en vigueur pour s'y conformer.

Art. 36 Dispositions d'application
Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'application de la présente loi.

Art. 37 Entrée en vigueur
[1] La présente loi est soumise au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.[2]

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil à Sion, le 12 mars 2015.

Le président du Grand Conseil: **Grégoire Dussex**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.
[2] Entrée en vigueur 01.01.2016, BO 14/2015 et 40/2015.

Loi concernant l'adhésion du canton du Valais au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande

du 9 septembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 48 et 186 alinéas 3 et 4 de la Constitution fédérale;
vu les articles 31 alinéa 1 chiffre 2 et 42 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
vu l'article 41 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

Art. 1
Le canton du Valais adhère au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande du 3 avril 2014 annexé à la présente loi.

Art. 2
La présente loi est communiquée au Conseil fédéral pour valoir adhésion du canton du Valais au concordat.

Art. 3
La loi d'adhésion au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande du 20 juin 1990 est abrogée à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 4
[1] La présente loi est soumise au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 septembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.01.2016, BO 41/2015 et 9/2016.

Concordat

du 3 avril 2014

réglant la coopération en matière de police en Suisse romande

Les cantons de Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Vaud et Valais,
Vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999,
Dans le respect de la Convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantonales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl), du 5 mars 2010,
Considérant que de la collaboration intercantonale entre autorités de police et de poursuite pénale est fondamentale face aux phénomènes criminels qui dépassent les frontières cantonales,
Que, notamment, l'échange d'informations et les synergies entre polices romandes sont primordiales à cet égard,
Conviennent du présent concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande (ci-après: le concordat)[1]

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application

[1] Sont parties au concordat les cantons de Suisse romande qui déclarent leur adhésion.
[2] D'autres cantons peuvent également adhérer au présent concordat avec le consentement des gouvernements de tous les cantons partenaires.
[3] Les cantons partenaires peuvent, dans la mesure où leur ordre juridique le permet, faire également appel à des polices municipales pour fournir l'entraide concordataire au canton requérant.

Art. 2 But

Le concordat a pour but de garantir et de promouvoir la coopération entre polices pour:
a) l'entraide concordataire;
b) l'échange de données de police judiciaire;
c) la réalisation de synergies opérationnelles, techniques, scientifiques et logistiques ainsi que pour la formation y relative.

Art. 3 Autorité concordataire

[1] Les Directrices et Directeurs compétents en matière de police forment l'autorité concordataire. Celle-ci se constitue elle-même.
[2] Les tâches et les attributions de l'autorité concordataire sont notamment:
a) de promouvoir la coopération entre les polices et l'entraide au sens du présent concordat;

b) de donner aux commandements de police les mandats nécessaires;
c) de veiller au respect du présent concordat;
d) d'arrêter le barème des frais causés par l'engagement des corps de police conformément à l'art. 13;
e) d'examiner les litiges relatifs aux frais et aux demandes de dommages-intérêts et de soumettre aux cantons intéressés des propositions de règlement;
f) de prendre connaissance du rapport d'engagement, qui doit lui parvenir au plus tard six mois après la fin de celui-ci.

Chapitre II

Entraide concordataire

Art. 4 Principe

Une demande d'entraide concordataire ne peut être faite que lorsque le canton requérant ne peut à lui seul et par ses propres moyens maîtriser la situation à laquelle il est confronté.

Art. 5 Cas d'entraide concordataire

Une demande d'entraide concordataire peut être faite dans les situations suivantes:
a) en cas de catastrophe;
b) lors de crimes accompagnés de violence tels qu'actes de terrorisme, de piraterie aérienne, prises d'otages, cas graves de brigandage;
c) en cas de troubles intérieurs ou de risques d'émeutes graves mettant en péril des personnes ou des biens;
d) lorsqu'il s'agit d'organiser des contrôles communs de police judiciaire et des recherches de grande envergure;
e) pour les premières investigations menées lors d'enquêtes de police judiciaire concernant des affaires graves, importantes et/ou complexes;
f) à l'occasion de grandes manifestations;
g) lors de rencontres importantes, notamment à l'occasion de conférences internationales ou de visites d'Etat.

Art. 6 Aide sur le territoire des cantons concordataires

[1] Le Gouvernement cantonal est l'autorité compétente pour requérir ou accorder l'entraide concordataire. En situation d'urgence, il peut déléguer cette compétence à la Directrice ou au Directeur cantonal compétent en matière de police.
[2] A moins que ses propres tâches prioritaires ne l'en empêchent, la partie requise est tenue de mettre à la disposition du canton qui en fait la demande les effectifs prévus par l'autorité concordataire.
[3] L'entraide concordataire sur le territoire des cantons concordataires prime toute demande d'appui présentée par d'autres cantons.
[4] Lorsqu'un canton est requis simultanément par plusieurs cantons concordataires, l'autorité concordataire décide des priorités ou d'une répartition adéquate des effectifs.

Art. 7 Avis aux cantons concordataires
Le canton qui requiert l'entraide concordataire doit en informer les autres parties du concordat.

Art. 8 Commandement
[1] Le commandant de police du canton où se déroulent les opérations dirige les forces de police de son canton ainsi que celles dont il dispose dans le cadre de l'entraide concordataire.
[2] Un chef est désigné par les commandants des polices engagées dans des opérations s'étendant sur plusieurs cantons.

Art. 9 Statut juridique des forces de police extérieures au canton
[1] Les forces de police extérieures au canton ont, au cours des opérations ordonnées, les mêmes attributions et les mêmes obligations que la police cantonale du canton requérant. Elles appliquent, dans l'exercice des activités inhérentes à leurs charges, les prescriptions en vigueur dans le canton où se déroulent les opérations.
[2] En matière administrative ou disciplinaire, elles sont soumises à la réglementation du canton auquel elles appartiennent.

Art. 10 Responsabilité pour actes illicites
[1] Lorsque, au cours de leur engagement, des forces de police extérieures au canton où se déroulent les opérations causent à celui-ci des dommages de manière illicite, intentionnellement ou par suite d'une négligence grave, le canton d'où elles proviennent en répond.
[2] Le canton où se déroulent les opérations répond, conformément à l'ordre juridique qui le régit, des dommages causés à un tiers par les forces de police d'autres cantons au cours de leur engagement. Si les dommages ont été causés intentionnellement ou par suite d'une négligence grave, le canton où se déroulent les opérations, qui est responsable, peut faire valoir ses prétentions à l'égard des cantons d'où proviennent les forces de police en cause.
[3] Le canton où se déroulent les opérations et le tiers lésé n'ont pas d'action judiciaire directe contre des membres de la police d'autres cantons.
[4] La responsabilité d'un membre de la police à l'égard du canton auquel il appartient relève du droit de ce canton.
[5] Les principes du code des obligations régissant l'exclusion de la responsabilité en cas de faute de la personne lésée elle-même, la fixation du dommage, la détermination des dommages-intérêts et le paiement d'une indemnité à titre de réparation morale sont applicables par analogie lorsque des dommages sont causés au sens des alinéas 1 et 2.

Art. 11 Responsabilité pour actes licites
Le canton où se déroulent les opérations répond, si l'ordre juridique qui le régit le prévoit et conformément à celui-ci, des dommages résultant d'actes licites et causés à un tiers par les forces de police d'autres cantons au cours de leur engagement.

Art. 12 Accidents
[1] Le canton d'où proviennent les forces de police fournit à ses membres, pour les conséquences d'accidents survenus durant leur engagement dans un autre canton, les prestations auxquelles il est tenu en vertu de son propre droit.
[2] Le canton où se déroulent les opérations rembourse au canton qui lui a assuré l'entraide concordataire les prestations que celui-ci a dû fournir en vertu de l'alinéa 1, dans la mesure où elles ne sont pas couvertes par un tiers.
[3] Si le canton auquel appartient un membre de la police victime d'un accident dans le canton où se déroulent les opérations doit verser à l'intéressé son traitement pour une période d'incapacité de travail dépassant 14 jours, le canton où le service a été accompli doit rembourser ce montant, dans la mesure où il n'est pas couvert par un tiers.

Art. 13 Dispositions d'ordre financier
[1] Le coût des contrôles communs de police judiciaire et des recherches de grande envergure n'est pas facturé.
[2] Le coût des premières investigations menées lors d'enquêtes de police judiciaire concernant des affaires graves, importantes et/ou complexes est facturé conformément au barème des émoluments.
[3] Le coût de l'entraide concordataire fournie en cas de catastrophe n'est facturé que si des tiers en répondent et dans la mesure où ils en répondent.
[4] Dans les autres cas, le canton où se déroulent les opérations doit rembourser au canton qui a fourni l'appui les frais occasionnés par le personnel engagé, les véhicules et le matériel; l'article 47 du code de procédure pénale suisse demeure réservé.
[5] Le barème des frais est fixé par l'autorité concordataire.

Chapitre III

Echange de données de police

Art. 14 Banques de données communes
[1] Aux fins d'élucider les infractions et d'identifier les auteurs ou des personnes inconnues, vivantes ou décédées ainsi que de rechercher des personnes disparues, les cantons échangent, au moyen de banques de données communes, les informations de police judiciaire concernant notamment les suspects de crimes ou de délits, les crimes et les délits, les traces matérielles, les données dentaires et l'imagerie.
[2] L'autorité concordataire définit les procédures, les compétences et les règles d'exploitation des banques de données communes.

Chapitre IV

Synergies opérationnelles, techniques, scientifiques et logistiques

Art. 15 Cadre et domaines des synergies
[1] Le concordat constitue le cadre permanent pour l'encouragement et la réa-

lisation de synergies propres à renforcer la lutte contre la criminalité et à assurer une économie des moyens.
[2] Les synergies s'étendent aux domaines opérationnel, technique, scientifique et logistique ainsi qu'à la formation y relative. Leur réalisation ne peut être imposée à un canton partenaire.

Chapitre V

Dispositions finales

Art. 16 Durée du concordat, dénonciation
[1] Le présent concordat est conclu pour une durée indéterminée.
[2] Un canton partenaire peut le dénoncer, moyennant un préavis de trois ans, pour la fin d'une année. Les autres cantons partenaires décident s'il y a lieu de le maintenir en vigueur.

Art. 17 Entrée en vigueur
[1] Le concordat entre en vigueur dès que trois cantons au moins y auront adhéré.
[2] L'adhésion doit être communiquée aux gouvernements des cantons de Suisse romande par l'intermédiaire du secrétariat de la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP).

Art. 18 Abrogation
Dès l'entrée en vigueur du présent concordat, le concordat du 10 octobre 1988 réglant la coopération en matière de police en Suisse romande est abrogé.

Annexe 1 (cf. art. 13 al.5)

concernant le barème des frais d'entraide concordataire
En application de l'article 13 du Concordat du 3 avril 2014 réglant la coopération en matière de police en Suisse romande, l'autorité concordataire arrête le barème des frais suivant:

Art. 1
Le canton qui met à disposition des forces de police dans le cadre de l'entraide concordataire a droit aux indemnités suivantes:
a) pour chaque membre de la police, une indemnité journalière de 100 francs, à compter du départ et jusqu'au retour au corps d'origine. Les fractions de journées comptent pour des jours complets;
b) pour l'utilisation de véhicules à moteur, une indemnité kilométrique de 0.70 franc/km pour les véhicules légers et de 1 franc/km pour les véhicules lourds.

Art. 2
En plus des indemnités prévues à l'article premier, les frais suivants peuvent être facturés:

a) les frais de nourriture et de logement des membres de la police;
b) les frais engagés pour l'utilisation de matériel et les frais de réparation.

Art. 3
La facturation des frais non prévus par le présent barème fait l'objet d'une décision de l'autorité concordataire.

Art. 4
Le présent barème des frais entre en vigueur dès l'adoption du concordat.

Annexe 2 (cf. art. 13 al.5)

concernant la facturation des coûts pour les premières investigations menées lors d'enquêtes de police judiciaire concernant des affaires graves, importantes et/ou complexes

1. Situation de base 1
Le canton A a lancé l'alerte enlèvement d'enfant. Comme il ne disposait pas des effectifs suffisants dans la première phase des recherches, il a fait appel à l'entraide concordataire des cantons de la Suisse romande. Il a reçu l'appui, pendant 5 jours, de 50 personnes avec 25 véhicules de service, qui ont chacun effectué 600 km.

1.1 Facturation

– indemnités pour les membres de la police	25 000.–
– indemnités pour véhicules de service	10 500.–
– frais de nourriture et de logement (Fr. 150.–)	37 500.–
total	**73 000.–**

2. Situation de base 2
Suite à 3 brigandages qualifiés commis le même jour, le canton A, qui ne disposait pas des effectifs suffisants pour les premières investigations, a fait appel à l'entraide concordataire des cantons de la Suisse romande. Il a reçu l'appui, pendant 3 jours, de 20 personnes avec 10 véhicules de service, qui ont chacun effectué 300 km.

2.1. Facturation

– indemnités pour les membres de la police	6 000.–
– indemnités pour véhicules de service	2 100.–
– frais de nourriture et de logement (Fr. 150.–)	9 000.–
total	**17 100.–**

Loi
sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)

Modification du 12 novembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 et 42 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 est modifiée comme il suit:

c) Consultation du dossier

Art. 25 Principe
[1] La partie ou son mandataire a le droit de consulter le dossier de l'affaire administrative en cause au siège de l'autorité ou auprès de l'office que celle-ci désigne, pour autant que cet envoi ne provoque pas de charges excessives.
[2] Elle peut exiger, en règle générale, la délivrance de copies contre émolument.
[3] Lorsque la partie est assistée d'un avocat inscrit dans un registre cantonal des avocats ou au tableau public, le dossier peut être envoyé pour consultation à son étude s'il en fait la demande, moyennant paiement de frais estimés forfaitairement.

II
Dispositions finales et transitoires
1. La présente modification est d'application immédiate.
2. Elle est soumise au référendum facultatif.
3. Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 novembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.04.2016, BO 49/2015 et 13/2016.

Loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

Modification du 16 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 48 alinéa 1 de la Constitution fédérale;
vu l'article 38 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études du 18 février 1993 adopté par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi d'adhésion à l'accord à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études du 11 mai 1995 est modifiée comme il suit:

Art. 1bis
Le canton du Valais adhère à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études du 18 février 1993 tel que modifié le 16 juin 2005.

Art. 1ter
Le canton du Valais adhère à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études du 18 février 1993 tel que modifié le 24 octobre 2013 et le 21 novembre 2013.

II
[1] La présente loi est soumise au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat publie la présente loi ainsi que le texte de l'accord au Bulletin officiel.
[3] Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 16 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.07.2016, BO 1/2016 et 24/2016.

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)
Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)1

Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

du 18 février 1993

Art. 1 *But*

[1] L'accord règle la reconnaissance des diplômes cantonaux de fin d'études, ainsi que la tenue d'une liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner et celle d'un registre des professionnels de la santé.[2]

[2] Il règle également, en application du droit national et international, la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers[3] ainsi que la mise en œuvre de l'obligation de déclaration à laquelle sont soumis les prestataires de services.[4]

[3] Il favorise le libre accès aux cycles de formation supérieure et à l'exercice de la profession. Il contribue à assurer des formations de qualité dans toute la Suisse.

[4] Il sert de base aux conventions passées entre la Confédération et les cantons, telles que stipulées à l'art. 16, al. 2, de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées.[5]

Art. 2 *Champ d'application*

[1] Le présent accord s'applique à toutes les formations et à toutes les professions qui sont réglementées par les cantons.

Art. 3 *Collaboration avec la Confédération*[6]

[1] Dans les domaines où les compétences sont partagées entre la Confédération et les cantons, des solutions communes doivent être recherchées.

[2] La collaboration avec la Confédération intervient notamment dans les domaines suivants:

a. reconnaissance des certificats de maturité (aptitude générale à entreprendre des études supérieures),
b. reconnaissance des différents certificats de maturité spécialisée et, plus généralement, de l'aptitude à entreprendre des études dans une haute école spécialisée,
c. reconnaissance des diplômes pour l'enseignement dans les écoles professionnelles,
d. définition des principes qui régissent l'offre d'études sanctionnées par un diplôme dans le domaine des hautes écoles spécialisées, et
e. consultation et participation des cantons dans les affaires internationales.

[3] La conclusion d'accords tels que prévus à l'art. 1, al. 4, relève de la compétence de l'Assemblée plénière de la CDIP. Dans le domaine des professions de la santé, la CDS doit être associée à toute négociation menée en vue de la conclusion d'un accord.

Art. 4 *Autorité de reconnaissance*

[1] L'autorité de reconnaissance est la CDIP. La CDS reconnaît les diplômes de fin d'études dans les domaines qui relèvent de sa compétence et non de la Confédération.[7]

[2] Chaque canton partie à l'accord dispose d'une voix. Les autres cantons ont une voix consultative.

Art. 5 *Application de l'accord*

[1] La CDIP est chargée de l'application de l'accord.

[2] Elle collabore avec la Confédération et avec la Conférence universitaire suisse pour toutes les questions relatives aux diplômes de fin d'études universitaires.[8]

[3] La CDS est chargée de l'application de l'accord dans son domaine de compétence. Elle peut confier cette tâche à des tiers, mais elle en assure dans tous les cas la surveillance.[9]

Art. 6 *Règlements de reconnaissance*

[1] Les règlements de reconnaissance fixent, pour chaque diplôme de fin d'études ou pour des catégories de diplômes, en particulier:

a. les conditions de reconnaissance (art. 7),
b. la procédure de reconnaissance,
c. les conditions de reconnaissance auxquelles sont soumis les diplômes de fin d'études étrangers, et
d. la procédure relative à l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles et à la vérification de ces qualifications.[10]

[2] L'autorité de reconnaissance émet le règlement de reconnaissance après avoir consulté les organisations et associations professionnelles directement concernées. Si la réalisation est confiée à des tiers selon l'art. 5, al. 3, elle assure l'approbation du règlement.

[3] Le règlement de reconnaissance, respectivement son acceptation, doit être approuvé par deux tiers au moins des membres de l'autorité de reconnaissance compétente habilités à voter.

Art. 7 *Conditions de reconnaissance*

[1] Les conditions de reconnaissance énoncent les exigences minimales auxquelles le diplôme de fin d'études doit satisfaire. On tiendra compte de manière appropriée des standards relatifs à la formation et à la profession en Suisse, ainsi que d'éventuelles exigences internationales.

[2] Le règlement doit stipuler:

a. les qualifications attestées par le diplôme, et
b. la manière dont ces qualifications sont évaluées.

[3] Il peut également contenir d'autres prescriptions telles que:

a. la durée de la formation,
b. les conditions d'accès à la formation,
c. les contenus de l'enseignement, et
d. les qualifications du personnel enseignant.

Art. 8 Effets de la reconnaissance
[1] La reconnaissance atteste que le diplôme de fin d'études satisfait aux conditions stipulées dans le présent accord et dans le règlement de reconnaissance spécifique.
[2] Les cantons parties à l'accord garantissent aux titulaires d'un diplôme reconnu le même droit d'accès aux professions réglementées sur le plan cantonal que celui accordé à leurs propres ressortissantes et ressortissants au bénéfice d'un diplôme de fin d'études correspondant.
[3] Les cantons parties à l'accord autorisent les titulaires d'un diplôme reconnu à fréquenter leurs écoles subséquentes dans les mêmes conditions que celles auxquelles sont soumis leurs propres ressortissantes et ressortissants au bénéfice d'un diplôme de fin d'études correspondant. D'éventuelles restrictions tenant à la capacité des écoles, ainsi qu'une participation financière appropriée, demeurent réservées.
[4] Les titulaires d'un diplôme reconnu ont le droit de porter le titre protégé correspondant pour autant que le règlement de reconnaissance le prévoie expressément.

Art. 9 Documentation, publication
[1] La CDIP tient une documentation sur les diplômes de fin d'études reconnus.
[2] Les cantons parties à l'accord s'engagent à publier les règlements de reconnaissance dans la feuille officielle.

Art. 10 Protection juridique[11]
[1] Toute contestation par un canton des règlements et des décisions adoptés par l'autorité de reconnaissance et tout litige entre les cantons sont tranchés par voie d'action auprès du Tribunal fédéral en application de l'art. 120 de la loi sur le Tribunal fédéral.[12]
[2] Tout particulier concerné peut, dans un délai de 30 jours après notification, interjeter auprès d'une commission de recours mise en place par le comité de la conférence compétente un recours écrit et dûment motivé contre une décision de l'autorité de reconnaissance ou contre une décision concernant les émoluments prévus à l'art. 12[ter], al. 8. Les dispositions de la loi sur le Tribunal administratif fédéral[13] s'appliquent mutatis mutandis. Toute décision d'une commission de recours peut elle-même faire l'objet d'un recours de la part de l'autorité de reconnaissance ou du particulier concerné auprès du Tribunal fédéral en application de l'art. 82ss de la loi sur le Tribunal fédéral[14].[15]
[1] Le comité de la conférence compétente définit dans un règlement la composition et l'organisation de la commission de recours.

Art. 11 Dispositions pénales
Quiconque porte un titre protégé au sens de l'art. 8, al. 4, du présent accord sans être titulaire d'un diplôme de fin d'études reconnu, ou utilise un titre

propre à donner l'impression qu'il détient un tel diplôme, est passible des arrêts ou de l'amende. La négligence est également punissable. La poursuite pénale incombe aux cantons.

Art. 12 *Coûts et émoluments*[16]

[1] Les coûts découlant du présent accord sont à la charge des cantons signataires au prorata du nombre d'habitants. Sont réservées les dispositions des al. 2, 3 et 4.

[2] Pour l'établissement d'une attestation confirmant la reconnaissance rétroactive à l'échelon national d'un diplôme cantonal ou la déclaration des qualifications professionnelles d'un prestataire de services, de même que pour l'inscription des données nécessaires au sens de l'art. 12ter, al. 5, et pour la communication de renseignements tirés du registre des professionnels de la santé au sens de l'art. 12ter, al. 8, des émoluments allant de 100 à 1000 francs peuvent être perçus.

[3] Pour toute décision ou décision de recours concernant

a. la reconnaissance rétroactive à l'échelon national d'un diplôme cantonal,

b. la reconnaissance d'un diplôme de fin d'études étranger,

c. l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles, ou

d. la vérification des qualifications professionnelles des prestataires de services, des émoluments allant de 100 à 3000 francs peuvent être perçus.

[4] Le comité de la conférence compétente fixe dans un règlement les montants des différents émoluments, calculés en fonction du temps et de la charge de travail nécessaires et de l'intérêt public pour l'activité concernée.

Art. 12bis *Liste intercantonale des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner*[17]

[1] La CDIP tient une liste des enseignants auxquels a été retiré, par décision cantonale, le droit d'enseigner. Les cantons ont l'obligation de communiquer au Secrétariat général de la CDIP les données personnelles stipulées à l'al. 2 dès que la décision est exécutoire.

[2] La liste contient le nom de l'enseignant, la date de l'octroi du diplôme ou de l'autorisation d'exercer la profession, la date du retrait du droit d'enseigner, le nom de l'autorité compétente, la durée du retrait du droit d'enseigner ainsi que, le cas échéant, la date du retrait du diplôme. Les autorités cantonales et communales peuvent, sur demande écrite, obtenir ces renseignements à condition qu'elles prouvent leur intérêt légitime et que la demande concerne une personne précise.

[3] Tout enseignant figurant sur la liste intercantonale est informé de son inscription ou de la suppression de cette dernière. Il a, en tout temps, le droit de consulter les informations le concernant.

[4] L'inscription est effacée lorsque le droit d'enseigner est restitué à la fin de la période de retrait ou lorsque la personne concernée a 70 ans révolus.

[5] Tout enseignant inscrit dans la liste peut, dans un délai de 30 jours après notification, interjeter contre cette décision un recours écrit et dûment motivé auprès de la commission de recours, comme le prévoit l'art. 10, al. 2, du présent accord.

[6] Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent mutatis mutandis.

Art. 12ter *Registre des professionnels de la santé*[18]

[1] La CDS tient un registre des titulaires de diplômes suisses de fin d'études non universitaires dans les professions de la santé énumérées dans l'annexe au présent accord, ainsi que des titulaires des diplômes étrangers reconnus comme équivalents. Le registre recense également les personnes qui ont déclaré leurs qualifications professionnelles en vertu de la LPPS et qui sont titulaires d'un diplôme dans l'une des professions indiquées en annexe.

[2] La CDS peut déléguer la tenue de ce registre à des tiers.

[3] Le Comité directeur de la CDS tient à jour l'annexe.

[4] Le registre sert à la protection et à l'information des patients, à l'information des services suisses et étrangers, à l'assurance de la qualité ainsi qu'à des fins statistiques. Il sert en outre à simplifier les procédures nécessaires à l'octroi des autorisations de pratiquer.

[5] Le registre contient les données nécessaires pour atteindre les buts visés à l'al. 4. En font aussi partie les données personnelles sensibles citées à l'al. 7, seconde phrase. Pour identifier précisément les personnes inscrites au registre et pour actualiser leurs données personnelles, le registre utilise en outre systématiquement le numéro AVS au sens de l'art. 50e, al. 3, de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants[20]. Le Comité directeur de la CDS édicte les dispositions de détail.

[6] Les services ayant compétence pour l'octroi des diplômes suisses et pour la reconnaissance des diplômes étrangers communiquent sans délai au service qui tient le registre tout octroi ou toute reconnaissance d'un diplôme. Les autorités cantonales compétentes communiquent sans délai audit service tout octroi, refus ou retrait d'une autorisation de pratiquer et toute modification de l'autorisation, notamment toute restriction à l'exercice de la profession et toute autre mesure relevant du droit de surveillance, de même que les données relatives aux personnes qui ont déclaré leurs qualifications professionnelles en vertu de la LPPS et sont habilitées à exercer leur profession. Les personnes visées à l'al. 1 livrent audit service toutes les données nécessaires au sens de l'al. 5 qui sont en leur possession, à moins que d'autres services ne soient tenus de les livrer.

[7] Les données contenues dans le registre peuvent être consultées en ligne. Toutefois, les motifs de retrait ou de refus d'une autorisation de pratiquer, ainsi que les données relatives aux restrictions levées ou à toute autre mesure relevant du droit de surveillance, ne peuvent être consultés que par les autorités chargées de l'octroi des autorisations de pratiquer et de la surveillance. Le numéro AVS ne peut être consulté que par le service qui tient le registre et par les autorités chargées de l'octroi des autorisations de pratiquer. Toutes les autres données peuvent être consultées librement.

[8] Conformément à l'art. 12, les personnes visées à l'al. 1 s'acquittent d'émoluments pour l'inscription des données nécessaires au sens de l'al.5, et les personnes privées ou les services extracantonaux, pour la communication de renseignements.

[9] Toute inscription au registre est éliminée dès qu'une autorité déclare le décès de la personne concernée. Les données peuvent ensuite être utilisées à des fins statistiques sous une forme anonymisée. L'inscription d'un avertissement, d'un blâme ou d'une amende est éliminée du registre cinq ans après le prononcé de la mesure disciplinaire en question; l'inscription de restrictions à l'autorisation de pratiquer est éliminée cinq ans après la levée de celles-ci. L'inscription d'une interdiction temporaire de pratiquer est complétée dans le registre, dix ans après la levée de ladite interdiction, par la mention «radié».
[10] Les professionnels de la santé concernés ont, en tout temps, le droit de consulter les informations les concernant personnellement.
[11] Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent mutatis mutandis.

Art. 13 Adhésion/dénonciation
[1] Les déclarations d'adhésion au présent accord sont adressées au Comité de la CDIP. Celui-ci les communique au Conseil fédéral.
[2] L'accord peut être dénoncé pour la fin de chaque année civile moyennant un délai de résiliation de trois ans.

Art. 14 Entrée en vigueur
Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur de l'accord lorsque 17 cantons au moins ont fait acte d'adhésion et après que l'accord a été approuvé par la Confédération.

Berne, le 18 février 1993

Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

Le président:
Peter Schmid

Le secrétaire général:
Moritz Arnet

Décidé par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique en accord avec la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé[21] et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales.[22]

La Confédération (Département fédéral de l'intérieur) a donné son approbation à l'accord le 24 novembre 1994.

L'accord est entré en vigueur le 1er janvier 1995.

Tous les cantons ont adhéré à l'accord (état: août 1997).

Modifications du 16 juin 2005

Les modifications ont été décidées par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique et par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé, d'entente avec la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales.
Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur du nouvel accord lorsque tous les cantons signataires de l'accord de 1993 l'ont approuvé. Le nouvel accord est porté à la connaissance de la Confédération.

Berne, le 16 juin 2005

Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

Le président:
Hans Ulrich Stöckling

Le secrétaire général:
Hans Ambühl

Les modifications du 16 juin 2005 sont entrées en vigueur le 1er janvier 2008

Modifications du 24 octobre 2013/ 21 novembre 2013

Les modifications ont été décidées par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (24 octobre 2013) et par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (21 novembre 2013).
Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur du nouvel accord lorsque tous les cantons signataires de l'accord de 1993 l'ont approuvé. Le nouvel accord est porté à la connaissance de la Confédération.

Braunwald, le 24 octobre 2013

Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

La présidente:
Isabelle Chassot

Le secrétaire général:
Hans Ambühl

Annexe[23]

Annexe conformément à l'art. 12ter, al. 1

ostéopathe diplômé CDS
logopédiste diplômé (CDIP)
diététicienne et diététicien HES*
ergothérapeute HES*
sage-femme HES*
physiothérapeute HES*
infirmière et infirmier (ES/HES*)
spécialiste en activation ES
technicienne et technicien en analyses biomédicales ES
hygiéniste dentaire ES
droguiste ES
technicienne et technicien en radiologie médicale ES/Bachelor of Science HES-SO en technique en radiologie médicale* **
technicienne et technicien en salle d'opération ES
orthoptiste ES
podologue ES
ambulancière et ambulancier ES
masseuse et masseur médical (brevet fédéral)
opticienne et opticien CFC
infirmière et infirmier de santé publique* ***

[1] Modification du 16 juin 2005
[2] Modification du 16 juin 2005
[3] Modification du 16 juin 2005
[4] Modification du 24 octobre 2013/21 novembre 2013
[5] Modification du 16 juin 2005
[6] Modification du 16 juin 2005
[7] Modification du 16 juin 2005
[8] Modification du 16 juin 2005
[9] Modification du 16 juin 2005
[10] Modification du 24 octobre 2013/21 novembre 2013
[11] Modification du 16 juin 2005
[12] Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF), RS 173.110
[13] Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF), RS 173.32
[14] Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF), RS 173.110
[15] Modification du 24 octobre 2013/21 novembre 2013
[16] Modification du 24 octobre 2013/21 novembre 2013
[17] Modification du 16 juin 2005
[18] Modification du 24 octobre 2013/21 novembre 2013
[19] Loi fédérale portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications (LPPS)
[20] RS 831.10

[21] Modification du 16 juin 2005
[22] Modification du 16 juin 2005
[23] Décision de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé du 8 mars 2012; entrée en vigueur le 1er janvier 2013
* Inscription actuellement uniquement dans le Registre de la Croix-Rouge suisse (CRS)
** Filière d'études autorisée jusqu'au début du semestre d'hiver 2014/15, actuellement offerte exclusivement par la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).
*** La délivrance de diplômes cesse fin 2013.

Loi fiscale

Modification du 9 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 37 et 38 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
vu la loi fédérale sur l'imposition d'après la dépense du 28 septembre 2012;
vu la loi fédérale sur l'imposition des frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du 27 septembre 2013;
vu la loi fédérale relative à la nouvelle réglementation concernant la remise de l'impôt du 20 juin 2014;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi fiscale du 10 mars 1976 est modifiée comme il suit:

Art. 11 6. Imposition d'après la dépense
[1] Les personnes physiques ont le droit d'être imposées d'après la dépense au lieu de verser des impôts sur le revenu et sur la fortune si elles remplissent les conditions suivantes:
a) ne pas avoir la nationalité suisse;
b) être assujetties à titre illimité (art. 2) pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans;
c) ne pas exercer d'activité lucrative en Suisse.
[2] Les époux vivant en ménage commun doivent remplir l'un et l'autre les conditions de l'alinéa 1.
[3] L'impôt qui remplace l'impôt sur le revenu est calculé sur la base des dépenses annuelles du contribuable et des personnes dont il a la charge effectuées durant la période de calcul en Suisse et à l'étranger pour assurer leur train de vie, mais au minimum d'après le plus élevé des montants suivants:
a) un montant fixé par le Conseil d'Etat;
b) pour les contribuables chefs de ménage: sept fois le loyer annuel ou la valeur locative;
c) pour les autres contribuables: trois fois le prix de la pension annuelle pour le logement et la nourriture au lieu du domicile au sens de l'article 2.
[4] L'impôt sur la fortune est calculé sur une fortune qui représente au minimum quatre fois le montant fixé selon l'alinéa 3.
[5] L'impôt cantonal est perçu d'après les barèmes de l'impôt ordinaire de l'article 32 alinéas 1 et 2. Le contribuable imposé à forfait a droit aux réductions prévues à l'article 32 alinéa 3 lettre a. Il n'a droit à aucune autre déduction sociale ou générale.
[6] L'impôt communal est perçu d'après les barèmes de l'impôt ordinaire de l'article 178 alinéas 1 et 2, sur la base d'un tarif moyen. Le contribuable imposé à forfait a droit aux réductions prévues à l'article 178 alinéa 3 lettre

a. Il n'a droit à aucune autre déduction sociale ou générale. Le Conseil d'Etat fixe l'indexation et le coefficient moyens.
[7] Le montant de l'impôt d'après la dépense doit être au moins égal à la somme des impôts sur le revenu et sur la fortune calculés selon le barème ordinaire sur le montant total des éléments bruts suivants:
a) la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
b) les objets mobiliers se trouvant en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
c) les capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier et les revenus qu'ils produisent;
d) les droits d'auteur, brevets et droits analogues exploités en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
e) les retraites, rentes et pensions de sources suisses;
f) les revenus pour lesquels le contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention contre les doubles impositions conclue par la Suisse.
[8] Si les revenus provenant d'un Etat étranger y sont exonérés à la condition que la Suisse les impose, seuls ou avec d'autres revenus, au taux du revenu total, l'impôt est calculé non seulement sur la base des revenus mentionnés à l'alinéa 7, mais aussi de tous les éléments du revenu provenant de l'Etat-source qui sont attribués à la Suisse en vertu de la convention correspondante contre les doubles impositions.

Art. 13 al. 1 2. Produit de l'activité dépendante
[1] Sont imposables tous les revenus provenant d'une activité exercée pour le compte d'autrui, qu'elle soit régie par le droit privé ou par le droit public, y compris les revenus accessoires, tels que les indemnités pour prestations spéciales, les commissions, les allocations, les primes pour ancienneté de service, les cadeaux de jubilé, les gratifications, les pourboires, les tantièmes, et autres avantages en argent. Quel que soit leur montant, les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles assumés par l'employeur, frais de reconversion compris, ne constituent pas des revenus imposables.

Art. 23 al.1 et 2 let. e 3. En cas d'activité lucrative indépendante - a) En général
[1] Les frais afférents à une activité lucrative indépendante, qui sont justifiés par l'usage commercial ou professionnel, peuvent être déduits.
[2] Ils comprennent notamment:
e) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris.

Art. 33b al. 1 et 4 Prestations en capital provenant de la prévoyance
[1] Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle ou fournies selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée et les sommes versées ensuite de décès, de dommages corporels permanents ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier. L'impôt est calculé au taux qui serait

applicable s'il était servi des prestations périodiques, mais, au moins, au taux minimum prévu et, au plus, au taux maximum de 4 pour cent. Lorsque, selon l'article 18, une partie seulement de la prestation en capital est imposable, cette partie est déterminante pour le calcul des prestations périodiques. Les déductions sociales prévues aux articles 31, 31a et 32 ne sont pas autorisées.
[4] Pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et pour les contribuables veufs, séparés, divorcés ou célibataires qui font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses et dont ils assurent pour l'essentiel l'entretien, l'impôt dû est réduit de 2 pour cent, mais au maximum de 2'340 francs.

Art. 56 al. 6 Evaluation de la fortune mobilière
[6] Les assurances-vie sont évaluées à leur valeur de rachat.

Art. 82 al. 1 let. e b) Dépenses justifiées par l'usage commercial
[1] Les dépenses justifiées par l'usage commercial comprennent également:
e) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris.

Art. 118bis Dation en paiement
[1] Moyennant l'accord du contribuable et du Conseil d'Etat, l'impôt sur les successions et donations peut être acquitté au moyen de biens culturels.
[2] Est réputé bien culturel tout bien meuble tel qu'œuvre d'art, livre, objet de collection ou document dans la mesure où il présente une haute valeur artistique, historique ou scientifique.
[3] Une Commission désignée par le Conseil d'Etat décide de la valeur artistique du bien et de sa valeur libératoire.
[4] Le paiement de l'impôt au moyen d'immeuble est exclu.
[5] Il n'est pas nécessaire que le bien dont la mise en paiement est proposée fasse partie de la succession ou de la donation soumise à l'impôt.
[6] La part communale est rétrocédée en espèces par le canton. A la demande de la commune, elle peut être rétrocédée au moyen de biens culturels.

Art. 132 al. 1, 2 et 2bis 2. Devoirs du contribuable -
a) Déclaration d'impôt
[1] Les contribuables sont invités par envoi de la formule ou par publication officielle, à remplir et à déposer, par voie postale ou par voie électronique, une formule de déclaration d'impôt. Les contribuables qui n'ont pas reçu de formule doivent en demander une à l'autorité compétente.
[2] Le contribuable doit remplir la formule de déclaration d'impôt de manière conforme à la vérité et complète.
[2bis] La déclaration déposée par voie postale doit être personnellement signée par le contribuable et remise à l'autorité compétente, avec les annexes prescrites, et dans le délai qui lui est imparti. Le Conseil d'Etat précise par voie d'ordonnance les conditions et modalités du dépôt par voie électronique.

Art. 133 al. 2 et 3 b) Annexes

2 Les personnes physiques dont le revenu provient d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent joindre à leur déclaration:

a) les comptes annuels signés (bilan, compte de résultats) concernant la période fiscale ou

b) en cas de tenue d'une comptabilité simplifiée en vertu de l'article 957 alinéa 2 du Code des obligations, un relevé des recettes et des dépenses, de l'état de la fortune ainsi que des prélèvements et apports privés concernant la période fiscale.

3 Le mode de tenue et de conservation de ces documents est régi par les articles 957 à 958f du Code des obligations.

Art. 153ter Recours au Tribunal fédéral

1 La décision de la Commission cantonale de recours en matière d'impôt portant sur une matière réglée dans les titres 2 à 5 et 6, chapitre 1 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes ou sur la remise de l'impôt cantonal et communal sur le revenu et le bénéfice peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral conformément à la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005.

2 Le contribuable et le Service cantonal des contributions ont qualité pour recourir.

Art. 188 al. 1 4. Imposition de la fortune et de son rendement

1 Si l'assujettissement dans le canton existe en vertu d'un rattachement personnel, la fortune et son rendement sont imposables dans la commune du domicile ou du séjour. Cette commune verse à la commune de situation des immeubles bâtis une part d'impôt égale à 2.5 pour mille de la valeur fiscale de ces immeubles.

Art. 241 octies Imposition sur la dépense

Pour les personnes physiques imposées d'après la dépense au 31 décembre 2015, l'ancienne teneur de l'article 11 est encore applicable jusqu'au 31 décembre 2020.

II

1. Le présent acte législatif est soumis au référendum facultatif.

2. L'entrée en vigueur du présent acte législatif est fixée rétroactivement au 1er janvier 2016.[1]

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.01.2016, BO 15/2016.

Loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites

Modification du 7 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 6, 31 et 69 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites du 13 novembre 1998 est modifiée comme il suit:

Art. 21 Parcs
[3] La participation du canton peut s'élever à un taux maximal de 80 pour cent des coûts reconnus (y compris les subventions fédérales).

II
[1] Le présent acte législatif est soumis au référendum facultatif.
[2] L'entrée en vigueur est fixée rétroactivement au 1er janvier 2016.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 7 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.01.2016, BO 15/2016.

Loi d'application de loi fédérale sur la géoinformation (LcGéo)

du 10 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 75a de la Constitution fédérale;
vu la loi fédérale sur la géoinformation du 5 octobre 2007 (LGéo);
vu l'ordonnance fédérale sur la géoinformation du 21 mai 2008 (OGéo);
vu l'ordonnance fédérale sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière du 2 septembre 2009 (OCRDP);
vu les articles 31 et 42 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 But
[1] La présente loi règle les dispositions d'application de la LGéo et le traitement des géodonnées de base relevant du droit cantonal.
[2] Elle vise à mettre rapidement, simplement et durablement à la disposition des autorités cantonales et communales, de la population, des milieux économiques, des milieux scientifiques ou d'autres milieux intéressés, des géodonnées de base actuelles au niveau de qualité requis et d'un coût approprié, couvrant le territoire cantonal en vue d'une large utilisation.
[3] Elle vise une géoinformation cohérente du canton et des communes et la mise en place des mesures nécessaires pour garantir la sécurité et la qualité des géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Art. 2 Champ d'application
[1] Sous réserve de la législation fédérale et cantonale spéciale, la présente loi régit à l'égard du canton et des communes:
a) la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base;
b) l'accès et l'utilisation des géodonnées de base;
c) la tenue du système cantonal d'information du territoire, de l'infrastructure cantonale de géodonnées et du système d'information du territoire du canton du Valais (ci-après: SIT-Valais);
d) l'introduction et la tenue du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (ci-après: cadastre RDPPF);
e) la plate-forme informatique du Registre fédéral des bâtiments et des logements.
[2] Le Conseil d'Etat définit le catalogue des géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Art. 3 Définitions
[1] Les définitions contenues dans le droit fédéral de la géoinformation sont applicables à la présente loi et à ses ordonnances.
[2] Le système d'information du territoire (ci-après: SIT) est l'ensemble des mesures organisationnelles, techniques, légales et structurelles permettant une géoinformation exacte et exhaustive.
[3] Le SIT-Valais se compose du système cantonal et des systèmes communaux d'information du territoire qui ont pour but l'information cohérente et appropriée des usagers du SIT.
[4] L'infrastructure cantonale de géodonnées est l'ensemble des mesures organisationnelles, techniques, légales et structurelles permettant de mettre à disposition les géodonnées de base relevant du droit fédéral et cantonal de l'administration cantonale et communale, de leurs mandataires, des milieux scientifiques ou autres milieux intéressés.

Art. 4 Collaboration et exécution par substitution
[1] Dans le cadre de l'exécution de la présente loi, le canton prend des mesures afin d'établir la collaboration avec les communes, pour autant que la compétence et les intérêts de celles-ci soient concernés.
[2] Si une commune ne respecte pas les délais impartis ou n'atteint pas le niveau de qualité requis dans l'exécution des tâches qui lui incombent, le Conseil d'Etat peut ordonner l'exécution par substitution, après sommation et audition de la commune. Le coût de l'exécution par substitution est pris en charge par la commune défaillante.

Chapitre 2: Principes

Section 1: Exigences qualitatives et techniques

Art. 5 Géodonnées de base et géométadonnées
[1] Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur les exigences qualitatives et techniques minimales applicables aux géodonnées de base et aux géométadonnées qui les décrivent, de telle façon qu'un échange et une large utilisation soient possibles.
[2] Il peut refuser l'homologation des documents officiels pour des raisons de non-respect des dispositions fédérales ou cantonales en matière de qualité des géodonnées.
[3] Les services visés à l'article 7 peuvent émettre des dispositions et des recommandations techniques relatives aux géodonnées de base ainsi qu'aux géométadonnées. Celles-ci ne sont applicables qu'après validation par le service en charge de la géoinformation.
[4] Le service en charge de la géoinformation peut édicter des directives sur l'élaboration des dispositions et recommandations de l'alinéa 3.
[5] Il peut édicter, après entente des services visés à l'article 7, des directives concernant la planification de l'introduction des dispositions et recommandations de l'alinéa 3.
[6] Le service en charge de la géoinformation effectue un contrôle final des géo-

données, valide leur qualité et autorise la diffusion des géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Art. 6 Géométadonnées
[1] Toutes les géodonnées de base relevant du droit fédéral et cantonal sont décrites par des géométadonnées.
[2] Le service en charge de la géoinformation définit un système de gestion des géométadonnées qui garantit et assure leur accès, conformément aux exigences du droit fédéral.
[3] Les géométadonnées sont saisies, mises à jour et archivées en même temps que les géodonnées de base.

Section 2: Saisie, mise à jour et gestion

Art. 7 Compétences
[1] Le Conseil d'Etat désigne, pour chaque jeu de géodonnées inscrit dans les catalogues de géodonnées de base de droit fédéral et cantonal, le service dont relève la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base.
[2] Le Conseil d'Etat désigne pour chaque jeu de géodonnées inscrit dans ces catalogues dont la saisie, la mise à jour et la gestion incombent à la commune un service dont relève la surveillance et le contrôle de la qualité des géodonnées de base.

Art. 8 Garantie de la disponibilité et archivage
[1] Le service en charge de la géoinformation garantit la pérennité de la disponibilité des géodonnées de base et a la charge de les archiver, conformément au concept défini par le canton.
[2] Le Conseil d'Etat désigne le service chargé d'élaborer un concept d'archivage dans le respect des exigences du droit fédéral et cantonal.
[3] La loi cantonale sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA) ainsi que ses dispositions d'exécution sont applicables.

Art. 9 Assistance
Les obligations d'assistance prévues par la LGéo s'appliquent par analogie lors de la saisie et de la mise à jour des géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Section 3: Accès et utilisation

Art. 10 Principe
Les géodonnées de base sont accessibles au public, selon les règles d'accès décrites à l'article 12, et peuvent être utilisées par chacun, à moins que des intérêts publics ou privés prépondérants ne s'y opposent.

Art. 11 Protection des données et sécurité
La LIPDA s'applique aux géodonnées de base relevant du droit cantonal. Les articles 12 et 14 de la présente loi sont réservés.

Art. 12 Utilisation
[1] Le Conseil d'Etat réglemente l'accès aux géodonnées de base ainsi que leur utilisation et leur diffusion, en particulier les obligations des utilisateurs, notamment en matière d'accès et de protection des données.
[2] L'accès, l'utilisation et la diffusion peuvent être subordonnés à une autorisation.

Art. 13 Géoservices
[1] Le service en charge de la géoinformation instaure les géoservices selon les prescriptions fédérales.
[2] Il peut mettre en place d'autres géoservices.

Art. 14 Echange entre autorités
[1] Les autorités cantonales et communales s'accordent mutuellement un accès simple et direct aux géodonnées de base.
[2] Le Conseil d'Etat règle les modalités d'échange des géodonnées de base entre le canton et les communes.
[3] Le département en charge de la géoinformation négocie avec la Confédération les modalités d'échange de géodonnées de base.

Chapitre 3: Infrastructure cantonale de géodonnées et SIT-Valais

Art. 15 Infrastructure cantonale de géodonnées
[1] Le canton instaure et gère l'infrastructure cantonale de géodonnées. Il peut adhérer à des conventions intercantonales à cet effet.
[2] Le service en charge de la géoinformation coordonne les travaux et met à disposition l'infrastructure nécessaire à l'hébergement des géodonnées.
[3] Il définit, entre autres, le cadre de référence des géodonnées de base et se charge de la mise à jour de celui-ci.

Art. 16 SIT-Valais
[1] Le SIT-Valais garantit la gestion rationnelle et l'utilisation optimale des géodonnées, en particulier par la coordination entre les services de l'Etat, les communes et les privés lors de la production et de l'utilisation de ces données.
[2] Le Conseil d'Etat désigne un conseil de direction chargé de la stratégie et de la surveillance du SIT-Valais et définit ses tâches.
[3] Le service en charge de la géoinformation établit les directives nécessaires et exécute la coordination entre les services de l'Etat et les communes dans le domaine de la géoinformation.
[4] Il met en place un géoportail permettant d'accéder à la géoinformation du SIT-Valais et aux géoservices de l'infrastructure cantonale de géodonnées.
[5] Les autorités administratives doivent s'annoncer au service chargé de la géoinformation avant d'entreprendre des travaux en relation avec des géodonnées, afin de pouvoir assurer cette coordination.
[6] La commune peut mettre en place un SIT communal à des fins propres. Le service en charge de la géoinformation édicte des directives au sujet de l'intégration des géoservices du canton dans le SIT communal.

Chapitre 4: Cadastre et plate-forme informatique

Art. 17 Cadastre RDPPF
[1] Le Conseil d'Etat édicte les dispositions concernant l'organisation du cadastre RDPPF selon l'article 16 LGéo.
[2] Il édicte des prescriptions notamment sur la procédure d'inscription des restrictions de droit public dans le cadastre, la mise à jour du cadastre, le système d'annonce, la représentation des informations supplémentaires, l'élaboration et la certification d'extraits, la certification a posteriori et la publication officielle.
[3] Il détermine les géodonnées de base supplémentaires qui lient les propriétaires devant figurer au cadastre RDPPF.
[4] Le service responsable du cadastre RDPPF est désigné par le Conseil d'Etat.
[5] Le département en charge de la géoinformation négocie avec la Confédération les conventions-programmes pluriannuelles et convient des contrats annuels de prestations.
[6] Les géodonnées devant figurer au cadastre RDPPF font partie de l'infrastructure cantonale de géodonnées.

Art. 18 Plate-forme informatique du Registre des bâtiments et des logements
[1] Le canton peut exploiter une plate-forme informatique du Registre des bâtiments et des logements qui constitue le registre reconnu au sens de l'ordonnance fédérale sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements.
[2] Le Conseil d'Etat désigne le service chargé de la mise en place et de l'administration de la plate-forme informatique.

Chapitre 5: Financement et émoluments

Section 1: Financement

Art. 19 Infrastructure cantonale de géodonnées et SIT-Valais
[1] Les services visés à l'article 7 prennent à leur charge les coûts générés par la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base et géométadonnées qui relèvent de sa compétence.
[2] Il en est de même pour la commune concernant les géodonnées de base relevant du droit fédéral et cantonal qui relèvent de sa compétence.
[3] Les services visés à l'article 7 prennent à leur charge les frais dus à l'adaptation des géodonnées aux prescriptions fédérales et cantonales, s'il n'y a pas d'autres dispositions légales réglant différemment financement et prise en charge des coûts.
[4] Le service en charge de la géoinformation prend à sa charge les coûts pour la mise en place et l'exploitation de l'infrastructure cantonale de géodonnées, du SIT cantonal, du géoportail et des prestations d'intérêt général du SIT-Valais.
[5] La commune prend à sa charge les coûts de la mise en conformité de son SIT communal avec le SIT cantonal.

Art. 20 Cadastre RDPPF
[1] Le service en charge du cadastre RDPPF prend à sa charge les coûts de sa mise en place.
[2] Les coûts d'inscription et de mise à jour d'une restriction sont à la charge de l'autorité qui a décidé la restriction de droit public. Si la décision est prise par le canton, les coûts générés sont à la charge des services visés à l'article 7.
[3] Si une commune n'applique pas les recommandations du canton en matière de géoinformation, elle prend en charge les coûts supplémentaires générés par la non-application.

Art. 21 Formation et recherche
Le canton peut encourager la formation et la recherche dans le domaine de la géoinformation.

Section 2: Emoluments

Art. 22 Accès et utilisation
[1] Le canton et les communes peuvent percevoir des émoluments pour la préparation et la livraison de leurs géodonnées de base. Ces émoluments couvrent au maximum les coûts du canton ou de la commune.
[2] Le Conseil d'Etat fixe les principes de tarification s'appliquant aux géodonnées de base du canton transmises et aux géoservices mis à disposition par le service en charge de la géoinformation.
[3] En l'absence de réglementation communale contraire, ces principes sont applicables aux géodonnées de base et aux géoservices des communes.

Art. 23 Extrait du cadastre RDPPF
[1] La délivrance d'un extrait du cadastre RDPPF est soumise à la perception d'un émolument par le service ou l'organe responsable de la gestion du cadastre RDPPF.
[2] Le Conseil d'Etat détermine les principes de tarification.

Art. 24 Echange entre autorités
[1] Les communes mettent à disposition du canton, sans frais, les géodonnées de base relevant du droit fédéral et cantonal dont la saisie et la gestion leur incombent, selon les modalités fixées par les services visés à l'article 7.
[2] Le canton met à disposition des communes, sans frais, les géodonnées de base de droit fédéral et cantonal selon les modalités fixées par le service en charge de la géoinformation.

Chapitre 6: Dispositions finales

Art. 25 Dispositions transitoires
Durant une période transitoire définie par le Conseil d'Etat, le canton et les communes ne sont tenus d'adapter les géodonnées de base relevant du droit cantonal qu'ils gèrent aux exigences qualitatives et techniques prévues aux articles 5 et 6 LcGéo que dans les cas suivants:

a) le droit cantonal le prescrit impérativement;
b) il s'agit de données dont la base juridique est créée par l'entrée en vigueur de la présente loi ou ultérieurement;
c) ils entreprennent une nouvelle saisie des données.

Art. 26 Modification du droit en vigueur
La loi sur la mensuration officielle et l'information géographique du 16 mars 2006 est modifiée comme suit:

Titre
Loi sur la mensuration officielle du 16 mars 2006

Art. 9 Système d'information du territoire
Abrogé.

Art. 27 Entrée en vigueur
Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.07.2016, BO 15/2016 et 22/2016.

Loi
sur l'agriculture et le développement rural

Modification du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 42 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR) est modifiée comme il suit:

Art. 31, al. 4 Exigences qualitatives et quantitatives
Le Conseil d'Etat peut déléguer à l'organisation représentative du secteur la compétence de réduire ou augmenter les limites quantitatives de production des vins d'appellations d'origine contrôlée Valais au maximum de 0,2 kg/m2 de raisins ou 0,16 l/m2 de moût, et réduire ou augmenter les limites quantitatives de production de la catégorie II au maximum de 0,3 kg/m2 de raisins ou de 0,24 l/m2 de moût.

Art. 114 Collaboration entre autorités
[1] Le canton, les communes, les organes compétents et le Service cantonal des contributions communiquent gratuitement, sur demande, tout renseignement utile aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi et de ses dispositions d'exécution.
[2] S'ils supposent qu'une infraction a été commise, ils le signalent spontanément à ces autorités.
[3] Les tribunaux, le ministère public et les autorités de poursuite pénale communiquent au Service de l'agriculture les données et les informations nécessaires à l'accomplissement de ses tâches, notamment la teneur des ordonnances pénales rendues en matière agricole.

II
La présente modification est publiée dans le Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec effet au 1er juin 2016.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.01.2016, BO 24/2016.

Loi
concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels

Modification du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 42 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels du 21 mai 1996 est modifiée comme il suit:

Art. 8 Coordination
[1] Le Service cantonal de la consommation et des affaires vétérinaires collabore avec le service de la santé publique dans les domaines d'épidémiologie et de nutrition.
[2] Il collabore avec le Service cantonal de l'agriculture notamment dans les domaines des AOC, AOP et IGP.
[3] Il peut avoir recours à des spécialistes pour des études particulières.
[4] Le Service cantonal des contributions communique gratuitement, sur demande, au Service cantonal de la consommation et des affaires vétérinaires tout renseignement nécessaire à l'accomplissement de ses tâches. S'il suppose qu'une infraction à la législation sur les denrées alimentaires et les objets usuels a été commise, il la lui signale spontanément.

II
La présente modification sera publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec effet au 1er juin 2016.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.06.2016, BO 24/2016.

Loi sur les incompatibilités et Loi sur la police cantonale

Modification du 11 septembre 2014

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 1 chiffre 1, 42 alinéa 1 et 90 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi sur les incompatibilités du 11 février 1998 (LI; RS/VS 160.5) est modifiée comme il suit:

Art. 5
Les incompatibilités visant les fonctionnaires, dans la présente loi, ne s'appliquent pas, sauf disposition expresse, aux enseignants cantonaux.

Art. 7 Grand Conseil
Ne peuvent être membres du Grand Conseil:
a) les membres du Conseil d'Etat et le chancelier d'Etat;
b) les membres du Tribunal cantonal, des Tribunaux de districts, du Tribunal des mesures de contrainte, du Tribunal de l'application des peines et mesures, du Tribunal des mineurs ainsi que les représentants du Ministère public;
c) sous réserve de la législation spéciale, les personnes engagées par l'administration cantonale, ainsi que le personnel administratif engagé par les tribunaux et le Ministère public;
d) les enseignants cantonaux qui exercent une fonction dirigeante. Le Conseil d'Etat établit la liste des fonctions dirigeantes;
e) sous réserve de la législation spéciale, les personnes qui exercent une fonction dirigeante ou un mandat dans un conseil d'administration au sein d'établissements autonomes de droit public et d'entreprises au capital social desquels le canton participe à hauteur de 50 pour cent au moins. Le Conseil d'Etat établit la liste des fonctions dirigeantes;
f) les préfets et leurs substituts.

Art. 9 Tribunaux
Ne peuvent être juges permanents ou suppléants:

a) les membres du Grand Conseil;
b) les membres du Conseil d'Etat;
c) les membres des Chambres fédérales;
d) les préfets et leurs substituts;
e) les membres d'une autorité municipale.

II
La loi sur la police cantonale du 20 janvier 1953 (LPC; RS/VS 550.1) est modifiée comme il suit:

Art. 20 al. 1 Charges publiques et activités accessoires
[1] Les membres de la police cantonale ne sont pas autorisés à exercer des fonctions publiques au niveau cantonal ou fédéral. Ils peuvent cependant assumer des fonctions publiques au niveau communal.

III
[1] Cet acte législatif est soumis au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur.[1]

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 11 septembre 2014.

Le président du Grand Conseil: **Grégoire Dussex**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.07.2016, BO 40/2014

Loi sur l'enseignement spécialisé (LES)

du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007;
vu la loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 8 octobre 2008;
vu la convention intercantonale relative aux institutions sociales du 13 décembre 2002 (CIIS);
vu la loi d'adhésion à la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) du 10 février 2005;
vu l'article 20 de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées du 13 décembre 2002 (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand);
vu la loi fédérale sur les institutions destinées à favoriser l'intégration des personnes invalides du 6 octobre 2006 (LIPPI);
vu l'article 13 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962;
vu la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP);
vu la loi sur le cycle d'orientation du 10 septembre 2009;
vu la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 juin 2008;
vu la loi sur le personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel du 14 septembre 2011;
vu la loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées du 14 septembre 2011;
vu la loi sur l'intégration des personnes handicapées du 31 janvier 1991;
vu la loi en faveur de la jeunesse du 11 mai 2000;
vu le plan stratégique en faveur des personnes en situation de handicap de février 2010
vu le concept cantonal sur la pédagogie spécialisée du 10 décembre 2014;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:[1]

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 Définition et champ d'application
[1] L'enseignement spécialisé se définit comme une prestation de pédagogie spécialisée à l'intention des enfants ou des jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers. Il fait partie intégrante du mandat public de formation.

[2] Les autres mesures de pédagogie spécialisée (éducation précoce spécialisée, mesures pédago-thérapeutiques, telles la logopédie et la psychomotricité) ainsi que le conseil et le soutien psychologiques sont définis dans la loi en faveur de la jeunesse.
3 La présente loi fixe les mesures de prévention et celles propres à assurer la formation et l'éducation des enfants et des jeunes dont les difficultés ou la situation de handicap entravent leur développement.

Art. 2 Principes
[1] La présente loi prévoit le cadre des mesures d'aide et d'enseignement spécialisé favorisant l'intégration scolaire et professionnelle des enfants et des jeunes présentant des besoins éducatifs particuliers.
[2] Les instances spécialisées consultées, les mesures prévues à l'alinéa 1 sont prises en étroite collaboration avec les détenteurs de l'autorité parentale, les autorités scolaires ou les responsables de la formation professionnelle ainsi que les enseignants.
[3] Les solutions intégratives et les solutions séparatives font l'objet d'une analyse individualisée, ceci dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné, en tenant compte de l'environnement, de l'organisation scolaire et de l'avis des détenteurs de l'autorité parentale.
[4] En application de l'article 3 de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, les mesures prévues dans la présente loi sont applicables, en principe de la naissance à l'âge de 20 ans révolus.
[5] Pour les élèves en mesures renforcées d'enseignement spécialisé, les détenteurs de l'autorité parentale sont informés régulièrement de la possibilité de recourir aux conseils et soutiens d'un service social pour enfants et jeunes en situation de handicap et aux diverses associations actives dans le domaine.
[6] Les Eglises reconnues peuvent intervenir dans les classes et dans les écoles spécialisées, aux mêmes conditions que dans les autres établissements scolaires valaisans.

Art. 3 Autorité compétente
1 Le Département en charge de la formation (ci-après: Département), par l'Office de l'enseignement spécialisé, est responsable sur le plan cantonal de l'application des mesures visées à l'article 1.
[2] L'Office de l'enseignement spécialisé coordonne et approuve les actions à entreprendre pour le développement des enfants et des jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers de la naissance à 20 ans et les activités des différents organes appelés à intervenir dans le domaine de l'enseignement spécialisé.
[3] L'Office de l'enseignement spécialisé collabore avec les services, les offices et les instances spécialisées, notamment celles responsables de la jeunesse et des personnes en situation de handicap.

Art. 4 Enseignement spécialisé aux degrés primaire et secondaire I et II en école publique

[1] L'enseignement spécialisé aux degrés primaire et secondaire I en école publique, incombe, conformément à l'article 8 alinéa 1 lettre b de la loi sur l'instruction publique et des articles 11ss de la présente loi:
a) à l'Etat pour la partie pédagogique;
b) aux communes pour les questions d'organisation et les tâches de proximité, telles que le lien avec les détenteurs de l'autorité parentale, les transports, les repas, les journées scolaires, les locaux.
[2] Les mesures particulières et spécialisées au degré secondaire II incombent au canton.

Art. 5 Qualifications du personnel enseignant
[1] Conformément à l'article 21 de la loi sur le personnel enseignant de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel (LPE), les personnes auxquelles sont confiées les responsabilités de l'enseignement spécialisé ou l'application des mesures scolaires particulières doivent être au bénéfice d'un titre «d'enseignant spécialisé diplômé (CDIP)» ou d'un titre jugé équivalent par le Département. Celui-ci statue sur les cas particuliers.
[2] Les mesures d'aide, telles que définies à l'article 13 de la présente loi, sont dispensées, en principe, par des enseignants généralistes ou de branches.

Art. 6 Conseillers pédagogiques
[1] L'Office de l'enseignement spécialisé est assisté de conseillers pédagogiques nommés par le Conseil d'Etat.
[2] Les articles 79 et 80 LPE s'appliquent.

Art. 7 Organes spécialisés
[1] Les différents organes spécialisés chargés de l'enfance, de la jeunesse ou des personnes en situation de handicap travaillent en étroite collaboration avec les détenteurs de l'autorité parentale et l'école.
[2] Par voie d'ordonnance, le Conseil d'Etat établit la liste des organes spécialisés reconnus pour le suivi et l'évaluation diagnostique.
[3] Ces organes spécialisés reconnus fonctionnent selon leur propre réglementation.

Chapitre 2: Signalement, examen et décision de mesures

Art. 8 Signalement
[1] Toutes les personnes responsables de la prise en charge d'un enfant signalent d'abord aux détenteurs de l'autorité parentale les déficiences physiques, psychiques et autres troubles qu'elles observent dans le cadre de leur fonction.
[2] Les enfants et les jeunes sont informés du processus de signalement et de décision les concernant.
[3] Selon le principe du guichet unique, au moment de la préparation de la scolarisation ou en cours de scolarité, lorsqu'un besoin éducatif particulier peut requérir la mise en place de mesures d'enseignement spécialisé ou de mesures pédago-thérapeutiques, les détenteurs de l'autorité parentale adressent leur demande à la Direction d'école.

[4] Les détenteurs de l'autorité parentale peuvent être soutenus dans leur démarche par des organes spécialisés, en particulier, pour les enfants en situation de handicap, par un service social pour enfants et jeunes en situation de handicap ou des associations actives dans le domaine.
[5] Dans les cas exceptionnels, non couverts par l'alinéa 3, la demande est déposée auprès de l'Office de l'enseignement spécialisé.

Art. 9 Examen et mesures
[1] Avec l'accord des détenteurs de l'autorité parentale et la collaboration de tous les professionnels suivant l'enfant ou le jeune, l'examen pour la mise en place des mesures fait l'objet d'une analyse pluridisciplinaire coordonnée sous la responsabilité:
a) de la Direction d'école pour les mesures d'aide et les mesures ordinaires d'enseignement spécialisé;
b) des conseillers pédagogiques de l'Office de l'enseignement spécialisé, pour les mesures renforcées d'enseignement spécialisé, dans le cadre d'une procédure d'évaluation standardisée, conforme à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée;
c) dans les situations particulièrement complexes, le Département, par l'Office de l'enseignement spécialisé, peut faire appel à des experts externes pour compléter l'analyse.
[2] L'analyse et la mise en place des mesures d'aide et d'enseignement spécialisé sont coordonnées avec les autres mesures de pédagogie spécialisée (éducation précoce, logopédie, psychomotricité) ainsi que le, conseil et le soutien psychologiques et prennent en compte les besoins de l'enfant ou du jeune sur le plan pédagogique, thérapeutique, social et médical, ainsi que le contexte familial et scolaire.

Art. 10 Décisions
[1] La décision de mise en place des mesures d'aide et d'enseignement spécialisé ordinaire incombe à la Direction d'école. Demeurent réservés les cas particuliers selon l'article 45 alinéa 2 de la loi sur le cycle d'orientation.
[2] Les mesures renforcées d'enseignement spécialisé font l'objet d'une décision individuelle de l'Office de l'enseignement spécialisé.
[3] Chacune des décisions quant à la mise en place de mesures d'aide ou d'enseignement spécialisé à l'intention d'un élève requiert préalablement l'accord de l'autorité parentale.
[4] L'ensemble des mesures fait l'objet d'une réévaluation régulière.

Chapitre 3: Définition et organisation des mesures scolaires et éducatives

Art. 11 Conditions particulières de passation des épreuves
[1] Sur demande des détenteurs de l'autorité parentale et sur la base d'un rapport diagnostic d'une instance spécialisée reconnue, la Direction d'école peut autoriser la mise en place de conditions particulières de passation des épreuves pour les élèves présentant un trouble ou en situation de handicap.
[2] L'ordonnance sur l'évaluation pour la scolarité obligatoire et les directives

du Département pour le degré secondaire II précisent les modalités d'application.

Art. 12 Nature des mesures
Les types de mesures scolaires et éducatives sont les suivants:
a) les mesures d'aide;
b) les mesures ordinaires d'enseignement spécialisé;
c) les mesures renforcées d'enseignement spécialisé.

Art. 13 Mesures d'aide
Les mesures d'aide comprennent:
a) les études dirigées aux degrés primaire et secondaire I;
b) le soutien pédagogique pour élèves allophones, au degré primaire, secondaire I et secondaire II;
c) le soutien hors classe au degré primaire ou secondaire I;
d) le soutien pour l'enseignement à domicile ou en milieu hospitalier pour les élèves dont l'état de santé ne permet pas de suivre la classe;
e) les mesures particulières au secondaire II.

Art. 14 Mesures ordinaires d'enseignement spécialisé
[1] Les mesures ordinaires d'enseignement spécialisé sont organisées en:
a) appuis pédagogiques intégrés aux degrés primaire et secondaire I;
b) classes d'observation au degré secondaire I;
c) classes de préapprentissage au degré secondaire I.
[2] Des formes de regroupement d'élèves au bénéfice de mesures ordinaires d'enseignement spécialisé peuvent être décidées par le Département, sur proposition des Directions d'école.

Art. 15 Mesures renforcées d'enseignement spécialisé et transports
En application des critères définis par l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, les mesures renforcées d'enseignement spécialisé comprennent:
a) les appuis pédagogiques renforcés, y compris pour le domaine du handicap sensoriel et des autres troubles spécifiques;
b) les classes d'adaptation du degré primaire et du degré secondaire, y compris les classes pour enfants ou jeunes avec handicap sensoriel et les classes de transition pour les jeunes âgés de 15 à 20 ans en situation de handicap;
c) les écoles spécialisées, y compris les placements hors canton;
d) la prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel dans une école ou structures spécialisées;
e) les aides à la vie scolaire pour le soutien aux gestes de la vie quotidienne;
f) les transports ainsi que les frais correspondants pour les enfants et les jeunes qui, du fait de leur handicap ou de leurs troubles, ne peuvent se déplacer par leurs propres moyens ou par les transports publics ou autorisés entre leur domicile et l'établissement scolaire. L'Office de l'enseignement spécialisé autorise le transport et décide des frais admis.

Art. 16 Organisation des mesures
[1] Les mesures d'aide et d'enseignement spécialisé ordinaires prévues aux articles 13 et 14 sont organisées sous la responsabilité des Directions d'école.
[2] Les mesures renforcées d'enseignement spécialisé prévues à l'article 15 lettres a, c, e et f en école publique sont organisées sur le plan régional. La responsabilité de leur mise en place est confiée en principe à des centres pédagogiques spécialisés placés sous la responsabilité d'une Direction d'école. La Direction du Centre pédagogique spécialisé coordonne l'engagement du personnel enseignant spécialisé avec la Direction d'école locale, en visant la limitation du nombre d'intervenants spécialisés par classe.
[3] Les mesures renforcées d'enseignement spécialisé en écoles spécialisées, prévues à l'article 15 lettres b, d, e et f sont organisées sur le plan cantonal. La responsabilité de la mise en place des mesures peut être confiée par le canton à des associations, des fondations ou des établissements autonomes de droit public, dans le cadre de mandats de prestations établis en conformité avec la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.
[4] En cas de besoin, l'Etat crée des structures, des établissements cantonaux ou effectue des placements hors canton, conformément à la CIIS.

Art. 17 Choix de l'organisation des mesures d'enseignement spécialisé
Sur la proposition de l'autorité communale ou intercommunale du ou des établissements concernés, les enseignants consultés, le Département choisit l'organisation des mesures d'enseignement spécialisé la mieux adaptée.

Art. 18 Choix des mesures scolaires
Sous réserve de l'article 17 de la présente loi et sur préavis des instances spécialisées reconnues, la Direction d'école propose aux détenteurs de l'autorité parentale, qui décident en dernier ressort, la mise en place des mesures scolaires et éducatives à l'intention de l'enfant ou du jeune en difficulté.

Art. 19 Orientation scolaire et professionnelle et mesures de transition
[1] Le Département favorise l'orientation scolaire et professionnelle des élèves en difficulté et s'assure que celle-ci soit coordonnée avec les instances spécialisées concernées.
[2] Il coordonne la mise en place de mesures scolaires de transition vers les structures de formation professionnelles ordinaires ou spécialisées ou vers les structures pour adultes en situation de handicap.
[3] L'ordonnance relative à la présente loi précise les modalités d'application.

Art. 20 Locaux et matériel
[1] Les dispositions légales relatives aux locaux et au matériel scolaires prévues pour l'enseignement ordinaire sont applicables à l'enseignement spécialisé.
[2] Les communes fournissent les locaux adéquats intégrés aux bâtiments scolaires ainsi que le matériel nécessaire à l'enseignement spécialisé.

Chapitre 4: Descriptif et but des mesures scolaires et éducatives

Section 1: Mesures d'aide et mesures ordinaires d'enseignement spécialisé

Art. 21 Mesures d'aide aux degrés primaire et secondaire I et II
[1] Les mesures d'aide au degré primaire prévues à l'article 13 de la présente loi, dispensées par des enseignants généralistes, sont mises en place selon la LEP.
[2] Les mesures d'aide au degré secondaire I prévues à l'article 13 de la présente loi, dispensées par des enseignants de branches, sont mises en place selon la loi sur le cycle d'orientation.
[3] Ces mesures d'aide peuvent être poursuivies au degré secondaire II, notamment pour les jeunes qui ont bénéficié de ces mesures dans le cadre de leur scolarité obligatoire.

Art. 22 Appui pédagogique intégré
[1] L'appui pédagogique intégré, dispensé par des enseignants spécialisés, apporte une aide aux élèves en difficulté qui fréquentent les classes du degré primaire ou secondaire I et pour qui des mesures spécialisées sont nécessaires.
[2] La prise en charge a lieu individuellement, en petits groupes ou en classe.
[3] Les enseignants d'appui pédagogique intégré collaborent étroitement avec les enseignants titulaires ainsi qu'avec les autres intervenants auprès de l'enfant ou du jeune.

Art. 23 Classes d'observation du degré secondaire I
[1] Les classes d'observation du degré secondaire I regroupent des élèves mis au bénéfice d'un programme adapté.
[2] L'intégration partielle ou totale des élèves de classe d'observation dans les classes ordinaires est recherchée.

Art. 24 Classes de préapprentissage du degré secondaire I
[1] Conformément à l'article 58 de la loi sur le cycle d'orientation, la formation dispensée dans les classes de préapprentissage a pour but de répondre aux besoins des élèves qui, au terme du cycle d'orientation, doivent bénéficier d'une année complémentaire de formation en milieu scolaire et en entreprise, afin de pouvoir accéder plus facilement au monde professionnel.
[2] L'Etat peut confier l'organisation de classes de préapprentissage à des institutions privées.

Section 2: Mesures renforcées d'enseignement spécialisé

Art. 25 Mesures renforcées d'enseignement spécialisé
[1] Conformément à l'article 5 de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, les mesures renforcées d'enseignement spécialisé se caractérisent par une longue durée, une intensité soutenue, un haut niveau de spécialisation des intervenants ainsi que des

conséquences sur la vie quotidienne, sur l'environnement social ou sur le parcours de vie de l'enfant ou du jeune.
2 En application de l'article 2 de la présente loi, les mesures renforcées d'enseignement spécialisé peuvent être mises en place, en principe de la naissance à l'âge de 20 ans.
3 Pour les aspects financiers, elles sont considérées comme faisant partie de la scolarité obligatoire.

Art. 26 Appuis pédagogiques renforcés
Les appuis pédagogiques renforcés répondent aux besoins des élèves du degré primaire ou secondaire I, intégrés en classe ordinaire et présentant un retard de développement, en situation de handicap sensoriel ou souffrant d'autres troubles spécifiques.

Art. 27 Classes d'adaptation
1 Les classes d'adaptation, rattachées au degré primaire ou secondaire I, répondent aux besoins des élèves présentant un retard de développement, en situation de handicap sensoriel ou souffrant d'autres troubles spécifiques.
2 Ces élèves peuvent être intégrés partiellement en classe ordinaire.
3 Les classes d'adaptation de transition, assurant des activités théoriques et pratiques, sont mises en place pour les élèves de 16 à 20 ans en mesures renforcées, dans le but d'assurer un passage vers les formations professionnelles spécialisées ou les structures pour adultes en situation de handicap. Pour les aspects administratifs et financiers, ces classes sont assimilées aux classes d'adaptation du degré secondaire I.

Section 3: Mesures renforcées en écoles spécialisées

Art. 28 Principe
Les enfants et les jeunes qui ne peuvent suivre l'école ordinaire et qui doivent bénéficier d'un soutien scolaire, éducatif et thérapeutique à court, moyen ou long terme sont placés, avec l'accord des détenteurs de l'autorité parentale et sur décision de l'Office de l'enseignement spécialisé, dans des écoles spécialisées.

Art. 29 Prestations en écoles spécialisées
1 Les écoles spécialisées peuvent offrir les prestations prévues à l'article 15 lettres b, c, d, e et f de la présente loi ainsi que des mesures pédago-thérapeutiques et médicales, selon le type et la gravité des troubles des élèves accueillis.
2 Les écoles spécialisées se développent en centre de compétences pour l'ensemble des professionnels et pour l'accueil à temps partiel d'enfants ou de jeunes de l'école publique.

Art. 30 Organisation
L'organisation et l'exploitation des écoles spécialisées sont réglées par des mandats de prestation, conformément à l'article 16 alinéa 3 de la présente loi.

Chapitre 5: Financement des mesures d'enseignement spécialisé

Art. 31 Contributions respectives du canton et des communes pour le traitement du personnel enseignant
Les contributions cantonales et communales pour le personnel enseignant chargé des mesures d'aide et d'enseignement spécialisé ordinaire et renforcé en école publique sont déterminées selon la loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées.

Art. 32 Prise en charge financière des placements en écoles spécialisées et en centres pédagogiques spécialisés
[1] Les contributions respectives du canton et des communes aux traitements du personnel enseignant et aux charges d'exploitation des écoles spécialisées sont fixées dans la loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées.
[2] Les centres pédagogiques spécialisés, assurant l'organisation des mesures renforcées d'enseignement spécialisé en école publique, sont également soumis à la loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées.
[3] Pour les enfants et les jeunes de la naissance à 20 ans au bénéfice de mesures renforcées d'enseignement spécialisé, les contributions respectives du canton et des communes sont également déterminées selon la loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées.

Art. 33 Contribution des détenteurs de l'autorité parentale
[1] Lorsqu'un établissement d'enseignement spécialisé offre des prestations de nature hôtelière, les frais de pension sont supportés en premier lieu par les détenteurs de l'autorité parentale, subsidiairement par les corporations responsables, selon les dispositions cantonales régissant l'intégration et l'aide sociale.
[2] Le montant correspondant à la participation des détenteurs de l'autorité parentale est fixé par une ordonnance du Conseil d'Etat.

Art. 34 Transports
[1] L'Etat assure le financement des frais de transports prévus à l'article 15 lettre f de la présente loi et les facture entièrement à l'ensemble des communes du canton, au prorata de leur population.
[2] Le financement et la facturation prévus à l'alinéa précédent s'appliquent aux élèves et étudiants des degrés primaire et secondaire I et II.

Art. 35 Prise en charge financière des investissements des écoles spécialisées
[1] L'Etat alloue des subventions pour l'achat, la construction, l'agrandissement,

la rénovation, l'adaptation, la transformation et l'équipement des écoles spécialisées.
[2] Le taux de subventionnement est de 75 pour cent des montants admis, le solde de ceux-ci étant amorti par le compte d'exploitation des écoles spécialisées.

Chapitre 6: Voies de recours

Art. 36 Recours
[1] Les décisions fondées sur la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours.
[2] La procédure de recours est régie par la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA).

Chapitre 7: Dispositions d'exécution, transitoires et finales

Art. 37 Ordonnance
Une ordonnance du Conseil d'Etat fixe les modalités d'application concernant notamment:
a) les tâches et compétences du Département et des communes;
b) le cahier des charges des conseillers pédagogiques;
c) la procédure relative au choix des mesures d'aide et d'enseignement spécialisé ordinaire et renforcé;
d) les modalités d'application des diverses mesures;
e) les effectifs des classes spécialisées ainsi que la composition de celles-ci;
f) la transition vers la formation professionnelle et les structures pour adultes;
g) la participation financière des détenteurs de l'autorité parentale en cas de prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel.

Art. 38 Procédures pendantes
Les procédures déjà introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont poursuivies selon l'ancien droit.

Art. 39 Modifications du droit en vigueur

1. La loi sur le personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel du 14 septembre 2011 est modifiée comme suit:

Art.3 al. 2 Champ d'application
[2] Le statut du personnel des écoles spécialisées et des institutions d'éducation privées reconnues et subventionnées par l'Etat est fixé par analogie.

Art.12 al. 1 Conditions d'engagement
[1] Pour être engagé à l'essai, pour une durée déterminée ou indéterminée dans l'une des écoles, établissements ou écoles spécialisées relevant de la présente loi, l'intéressé doit:
a) être porteur des diplômes ou titres exigés par les dispositions en vigueur;

b) avoir sur le plan humain et professionnel les qualités, la motivation et les aptitudes répondant aux exigences du poste;
c) avoir le sens du travail en équipe;
d) jouir d'une santé mentale et physique compatible avec l'exercice de la fonction;
e) avoir l'exercice des droits civils;
f) ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction; un extrait du casier judiciaire est remis avec la postulation.

2. La loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 est modifiée comme suit:

Art.8 al. 1 Conseiller et animateur pédagogiques
[1] Le conseiller pédagogique coordonne et contrôle le domaine de l'enseignement spécialisé des écoles d'une région scolaire, y compris les écoles spécialisées reconnues par le canton.

Art. 69 al. 1 Principes
[1] Les charges salariales et sociales du personnel enseignant primaire sont supportées par l'Etat et les communes conformément à la loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des écoles spécialisées.

3. La loi sur le Cycle d'orientation du 10 septembre 2009 est modifiée comme suit:

Art. 44 al. 1 let. c Nature des mesures d'enseignement spécialisé
c) les mesures renforcées: les classes d'adaptation et les écoles spécialisées;

Art. 51 let. b Mesures renforcées d'enseignement spécialisé
b) la scolarisation en école spécialisée.

Art. 40 Abrogation
La présente loi abroge la loi sur l'enseignement spécialisé du 25 juin 1986.

Art. 41 Entrée en vigueur
[1] Le présent acte législatif est soumis au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur du présent acte législatif.[2]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction, vise indifféremment l'homme ou la femme.
[2] Entrée en vigueur 01.12.2016, BO 24/2016 et 42/2016.

Loi d'application du code pénal suisse (LACP)

Modification du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 333, 335, 372ss, 381ss et 391 du code pénal suisse (CP);
vu les articles 31 et 42 alinéas 1 et 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 43 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi d'application du code pénal suisse du 14 septembre 2006 est modifiée comme il suit:

Chapitre 3: Affaires administratives pénales

Section 2: Peines pécuniaires, travail d'intérêt général, mesures d'accompagnement, casier judiciaire

2.3 Assistance de probation – Règles de conduite – Assistance sociale facultative – Mesures d'interdiction et d'expulsion

Art. 38b Expulsion
[1] Le Service dont relève la police des étrangers est l'autorité compétente pour exécuter l'expulsion judiciaire; il y pourvoit par des actes matériels.
[2] Le Service statue toutefois sur le report de l'expulsion:
a) sur requête du condamné;
b) d'office si les obstacles à l'exécution de l'expulsion sont portés à sa connaissance.
[3] Sa décision est sujette à recours de droit administratif auprès d'un juge du Tribunal cantonal.
[4] Sont réservées la détention en phase préparatoire à l'expulsion et la détention en vue de l'expulsion consécutive au prononcé d'expulsion de première instance au sens de la loi fédérale sur les étrangers.

II
Dispositions transitoires et finales
[1] L'article 38b s'applique dès son entrée en vigueur.
[2] L'article 38b n'est pas soumis au référendum facultatif.
[3] Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent acte législatif et fixe la date de son entrée en vigueur.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.10.2016, BO 24/2016 et 34/2016.

Loi sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes

du 9 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 26 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996 (LOCRP);
vu la loi sur les communes du 5 février 2004 (LCo);
vu l'ordonnance sur les fusions de communes du 25 janvier 2012 (OFus);
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

Art. 1
[1] Les communes municipales de Sion et des Agettes sont réunies en une seule commune sous le nom de «commune municipale de Sion».
[2] Les territoires de Sion et des Agettes forment le territoire de la nouvelle commune de Sion.

Art. 2
[1] La nouvelle commune municipale de Sion est intégrée au district de Sion.
[2] Les circonscriptions des districts d'Hérens et de Sion sont modifiées en conséquence.

Art. 3
[1] Les communes bourgeoisiales de Sion et des Agettes sont réunies en une seule commune sous le nom de «commune bourgeoisiale de Sion».
[2] Les bourgeois des anciennes communes bourgeoisiales de Sion et des Agettes deviennent de plein droit bourgeois de la nouvelle commune bourgeoisiale de Sion.

Art. 4
La fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes prend effet le 1er janvier 2017.

Art. 5
Les nouvelles communes municipale et bourgeoisiale conservent les armoiries des anciennes communes municipale et bourgeoisiale de Sion.

Art. 6
[1] La fusion entraîne de plein droit la reprise des actifs et passifs des deux communes municipales de Sion et des Agettes.

[2] Les comptes des deux communes municipales de Sion et des Agettes sont clôturés au 31 décembre 2016.
[3] Les comptes au 31 décembre 2016 ainsi que le bilan de la fusion au 1er janvier 2017 et le budget 2017 sont soumis, dans les délais légaux, à l'approbation du conseil général de la nouvelle commune municipale.
[4] Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux deux communes bourgeoisiales de Sion et des Agettes et à la nouvelle commune bourgeoisiale.
[5] Les comptes au 31 décembre 2016 ainsi que le bilan de la fusion au 1er janvier 2017 et le budget 2017 sont soumis, dans les délais légaux, à l'approbation de l'assemblée bourgeoisiale de la nouvelle commune bourgeoisiale.

Art. 7
[1] Les règlements en vigueur dans les deux communes de Sion et des Agettes restent en vigueur pour une période transitoire échéant le 31 décembre 2020, ce pour autant qu'ils n'aient pas été abrogés dans l'intervalle par une réglementation uniforme. Font exception les règlements déjà uniformisés.
[2] La nouvelle commune bourgeoisiale est tenue d'adopter une réglementation uniforme d'ici au 31 décembre 2020 au plus tard.

Art. 8
[1] Le nombre des conseillers municipaux de la nouvelle commune municipale de Sion est arrêté à neuf.
[2] L'élection du conseil municipal de la nouvelle commune municipale de Sion se déroule selon le système de la représentation proportionnelle.

Art. 9
[1] Le nombre des conseillers généraux de la nouvelle commune municipale de Sion est arrêté à soixante.
[2] L'élection du conseil général de la nouvelle commune municipale de Sion se déroule selon le système de la représentation proportionnelle.

Art. 10
[1] La nouvelle commune bourgeoisiale est administrée par un conseil bourgeoisial séparé. Le nombre des conseillers bourgeoisiaux de la nouvelle commune bourgeoisiale est arrêté à sept.
[2] L'élection du conseil bourgeoisial de la nouvelle commune bourgeoisiale se déroule selon le système de la représentation proportionnelle.

Art. 11
Le Conseil d'Etat arrête les mesures nécessaires à l'organisation et au déroulement de l'élection 2016 des autorités des nouvelles communes municipale et bourgeoisiale, qui a lieu à la date prévue pour le renouvellement des autorités communales.

Art. 12
[1] Il est alloué à la nouvelle commune municipale de Sion une aide à la fusion d'un montant global de 1'416'000 francs en application de l'ordonnance sur les fusions de communes.

[2] Ce montant est prélevé dans le fonds spécial d'encouragement aux fusions de communes.

Art. 13
[1] La présente loi est soumise au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et arrête les mesures nécessaires à son exécution.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 01.07.2016, BO 13/2016 et 27/2016.

Loi cantonale sur le travail

du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 14, 30 et 64 de la Constitution cantonale;
vu la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes du 24 mars 1995 (loi sur l'égalité;
vu la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;
vu le titre dixième du Code des obligations du 30 mars 1911 (CO);
vu le Code de procédure civile suisse du 19 décembre 2008 (CPC);
vu les articles 30 à 35 de la loi fédérale sur les fabriques du 18 juin 1914;
vu la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce du 13 mars 1964 (loi sur le travail, LTr) et ses ordonnances d'application;
vu la loi fédérale sur l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises du 17 décembre 1993 (loi sur la participation);
vu la loi fédérale sur le travail à domicile du 20 mars 1981 (LTrD) et son ordonnance d'exécution du 20 décembre 1982 (OTrD);
vu le titre 6 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents du 20 mars 1981 (LAA);
vu l'ordonnance sur les conseillers à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses par route, par rail ou par voie navigable du 15 juin 2001 (OCS);
vu la loi fédérale sur les substances explosibles du 25 mars 1977 et son ordonnance d'application;
vu l'ordonnance fédérale sur la protection contre les accidents majeurs du 27 février 1991;
vu l'ordonnance fédérale sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux microorganismes du 25 août 1999;
vu l'ordonnance fédérale sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles du 19 juin 1995 (OTR 1);
vu l'ordonnance fédérale sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules légers affectés au transport de personnes et de voitures de tourisme lourdes du 6 mai 1981 (OTR 2);
vu l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles du 19 décembre 1983 (OPA);
vu l'ordonnance fédérale sur l'utilisation des organismes en milieu confiné du 9 mai 2012;
vu l'article 5 alinéa 2 lettre a de la loi cantonale sur l'organisation de la Justice du 11 février 2009;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi cantonale d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998;
vu la loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics du 8 mai 2003;

vu la loi d'application de la loi fédérale sur les conditions minimales de travail et de salaire applicables aux travailleurs détachés en Suisse et sur les mesures d'accompagnement (LDét) et de la loi fédérale concernant les mesures en matière de lutte contre le travail au noir (LTN) du 12 mai 2016;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne[1]:

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 But et champ d'application
[1] La présente loi règle l'exécution du droit fédéral et le complète dans les domaines suivants:
a) prévention des risques professionnels et promotion de la santé et de la sécurité au travail;
b) relations du travail et maintien de la paix sociale;
c) règlement des conflits individuels de travail;
d) règlement des conflits collectifs de travail;
e) travailleurs détachés et lutte contre le travail au noir;
f) listes permanentes relatives à l'accès aux marchés publics (préqualification).
[2] Elle définit le rôle du Service de protection des travailleurs et des relations du travail et des autres autorités concernées dans la mise en œuvre des lois y relatives, ainsi que leur collaboration.

Art. 2 Autorités
Les autorités suivantes sont chargées de l'application des dispositions légales mentionnées en préambule de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas expressément réservées à une autre autorité:
a) le Service de protection des travailleurs et des relations du travail (ci-après: Service), s'agissant des législations relatives à la sécurité des travailleurs et à la protection de la santé physique et psychique, la lutte contre le travail au noir, la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, la gestion des listes permanentes et le suivi des relations du travail;
b) les commissions consultatives relatives aux contrats-types de travail, pour autant qu'existantes;
c) le Tribunal du travail et l'Autorité de conciliation, pour connaître des litiges individuels de travail ne dépassant pas la valeur litigieuse définie par le CPC en matière de procédure simplifiée;
d) la Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité;
e) l'Office cantonal de conciliation, pour connaître des conflits collectifs du travail;
f) les communes, dans le cadre des tâches que la présente loi et ses dispositions d'application lui attribuent.

Art. 3 Obligation de collaborer
[1] Le Service est habilité à exiger des employeurs tous les renseignements et documents nécessaires à l'exécution de la présente loi, notamment tout règlement ou convention d'entreprise. Ces documents doivent être présentés dans une langue officielle.
[2] Si les documents nécessaires ne sont pas ou plus disponibles, l'employeur doit prouver qu'il respecte les dispositions légales à moins qu'il ne puisse démontrer qu'il n'a commis aucune faute dans la perte des pièces justificatives requises.
[3] Sous réserve des dispositions du droit fédéral, les infractions à l'obligation de collaborer font l'objet des sanctions prévues par la présente loi.
[4] La collaboration doit être assurée entre le Service, les autres départements ou services de l'Etat, les communes et les autres instances compétentes, par exemple en matière de police des étrangers, de marchés publics, de poursuite et faillite ou de sécurité des bâtiments et des chantiers.
[5] Cette collaboration permet en outre au Service de requérir des instances précitées tout document en la matière, voire d'y accéder.
[6] Les bénéficiaires d'aide matérielle ou financière, sous forme de subventionnement par exemple, pourront être requis de fournir au Service tous les documents à même de prouver le respect des conditions de salaire et de travail ainsi que de sécurité au travail.

Chapitre 2: Inspection du travail

Section 1: Protection de la santé et sécurité au travail

Art. 4 Compétences générales du Service
[1] Le Service est l'autorité d'exécution de la LTr et du titre sixième de la LAA.
[2] Il est chargé de contrôler les installations, l'organisation mise en place ainsi que les mesures prises pour garantir la protection de la santé physique et psychique et la sécurité des travailleurs. Il informe de manière appropriée les employeurs et les travailleurs en matière de protection de la santé et de la sécurité au travail.
[3] Il tient cas échéant compte de l'adhésion et du niveau de mise en œuvre d'une solution de branche.
[4] Il est habilité à:
a) pénétrer librement, sans avertissement préalable, dans tout établissement susceptible de faire l'objet d'un contrôle de l'inspection;
b) exiger des employeurs tous documents et renseignements nécessaires;
c) interroger les travailleurs hors de la présence de tiers;
d) procéder aux enregistrements utiles (mesures, images) et emporter tous les documents ou matériaux nécessaires;
e) décider en cas de doute de l'applicabilité de la loi fédérale sur le travail.

Art. 5 Hygiène et prévention des accidents
[1] Le Service est chargé des tâches concernant la prévention des accidents et des maladies professionnels.

[2] La Police cantonale et le Service sont les organes cantonaux compétents en matière de contrôle de la gestion et du stockage des explosifs. Les modalités d'exécution sont réglées par voie d'ordonnance.
[3] Lorsque l'inobservation de prescriptions de sécurité met sérieusement en danger la vie et la santé de travailleurs ou le voisinage de l'entreprise, le Service peut, après sommation écrite, interdire l'utilisation de locaux ou d'installations et, dans les cas particulièrement graves, fermer l'entreprise jusqu'à ce que le danger soit écarté; il peut notamment ordonner la saisie de substances et d'objets.
[4] La Police cantonale accorde son soutien aux organes d'exécution désigné aux articles 47 à 51 de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents. En cas d'accident ou autre sinistre au sein d'une entreprise ou d'un chantier ayant nécessité l'intervention d'un médecin ou l'évacuation d'un blessé, la Police les informe sans délai, par tout moyen utile.
[5] Le Service s'adjoint les services de médecins du travail, d'hygiénistes et d'ergonomes, en vue d'assurer le traitement des aspects liés à la prévention des risques professionnels.

Art. 6 Registre des entreprises et assujettissement
[1] Le Service désigné par le Conseil d'Etat établit et tient à jour un registre des entreprises industrielles.
[2] Le Service conduit la procédure d'assujettissement d'entreprises ou de parties d'entreprises industrielles, au sens de l'ordonnance 4 relative à la LTr.

Section 2: Construction et aménagement de locaux et postes de travail

Art. 7 Examen des plans des entreprises non industrielles
[1] Tout projet de construction, transformation ou aménagement de locaux ou installations destinés à être utilisés par une entreprise, même non encore attribués à une activité spécifique, doit être soumis au Service pour préavis.
[2] Le préavis du Service peut contenir des recommandations concernant les mesures de protection spéciales nécessaires au respect des normes en matière de santé et de sécurité des travailleurs ainsi qu'en matière de prévention des accidents majeurs au sens de l'article 25 de la présente loi.
[3] Le service compétent de la commune concernée ou la Commission cantonale des constructions intègrent ces conditions dans leur autorisation de construire.

Art. 8 Approbation des plans des entreprises industrielles ou assimilées
[1] Toute construction, transformation ou agrandissement d'une entreprise industrielle ou assimilée doit faire l'objet d'un examen préalable par le Service, selon la procédure d'approbation des plans prévue à l'article 7, respectivement 8 LTr.
[2] Le Service consulte le Service cantonal de la protection de l'environnement lorsqu'un projet a un impact important sur l'environnement, qu'il soit soumis ou non aux dispositions de la loi cantonale sur les constructions.
[3] L'approbation du Service peut être subordonnée à la condition que soient prises des mesures spéciales de protection.

[4] La décision d'approbation des plans mentionnera les conditions posées par le Service, le Service de protection de l'environnement, la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (ci-après: CNA), ainsi que celles relevant de la prévention des risques majeurs au sens de l'article 25 de la présente loi.

Art. 9 Autorisation d'exploiter
[1] Le Service délivre l'autorisation d'exploiter tout ou partie d'une entreprise industrielle ou assimilée, après consultation de la CNA.
[2] Cette exigence vaut aussi bien pour les installations nouvelles que pour les transformations ou agrandissements.
[3] La demande d'autorisation doit être présentée avant le début de l'exploitation.
[4] Le Service peut délivrer des autorisations provisoires d'exploiter lorsque des circonstances particulières le justifient.

Art. 10 Décisions
[1] Les décisions d'approbation des plans et d'autorisation d'exploiter sont prises par le Service et sont communiquées aux communes concernées.
[2] Il est perçu un émolument, dont la quotité est fixée dans le règlement d'application de la présente loi.

Art. 11 Sécurité des installations
Le Service veille à ce que les entreprises utilisent des installations et appareils techniques qui répondent aux normes de sécurité.

Section 3: Durée du travail et du repos

Art. 12 Contrôle des heures de travail
[1] Sous réserve des exceptions prévues par la LTr, tout employeur doit pouvoir fournir au Service en tout temps un état détaillé des horaires de travail et de repos effectués par chaque travailleur.
[2] Les infractions y relatives font l'objet des sanctions prévues par la LTr et par l'article 68 de la présente loi.

Art. 13 Horaire de travail
[1] L'horaire de travail atypique des entreprises industrielles doit être établi par l'employeur. Un exemplaire est affiché immédiatement, à la vue de l'ensemble des travailleurs.
[2] Les horaires de travail des grands chantiers, dont une majorité de travailleurs sont logés sur place ou par leur employeur, doivent être soumis au Service pour approbation.
[3] L'horaire approuvé sera porté à la connaissance de tous les travailleurs par l'employeur, par voie d'affichage ou par tout autre moyen approprié.

Art. 14 Autorisations et dérogations
[1] Les autorisations et dérogations de caractère temporaire (travail de nuit, du dimanche, des jours fériés ou travail en continu), relevant de la compétence

du canton sont accordées par le Service.
[2] Les autorisations et dérogations de caractère régulier ou périodique sont accordées par l'autorité fédérale compétente.
[3] Ces décisions sont portées à la connaissance des travailleurs par un moyen approprié et de manière régulière.
[4] Le Service transmet aux communes concernées et à la police une copie des décisions rendues.
[5] Sont réservées les régimes dérogatoires de la LTr, notamment les exceptions prévues par l'ordonnance 2 relative à la LTr.

Art. 15 Jours fériés
Les huit jours fériés cantonaux assimilés aux dimanches au sens de l'article 20a alinéa 1 de la LTr sont déterminés par voie de règlement.

Section 4: Règlement d'entreprise

Art. 16
[1] Les entreprises industrielles sont tenues de soumettre au Service leur règlement d'entreprise ainsi que ses modifications.
[2] Le Service contrôle la compatibilité du règlement avec la LTr et les dispositions de la présente loi.
[3] S'il constate une incompatibilité, il agit conformément à la procédure définie par la LTr.

Section 5: Travail à domicile

Art. 17 Compétence
[1] Dans la mesure où la compétence d'une autre autorité n'est pas expressément réservée, le Service est l'autorité cantonale compétente pour l'application de la LTrD et de l'OTrD.
[2] Il peut faire appel à la collaboration d'autres services, en particulier à celle du Service de l'industrie, du commerce et du travail.

Art. 18 Attributions
[1] Le Service a notamment les attributions suivantes:
a) statuer en cas de doute sur l'application de la loi;
b) délivrer l'attestation d'inscription au registre des employeurs;
c) effectuer des contrôles auprès des employeurs et des travailleurs à domicile en les conseillant au besoin;
d) veiller au respect par l'employeur et le travailleur à domicile des prescriptions contenues au chapitre 2 LTrD et section 2 OTrD;
e) accorder les dérogations aux heures limites pour la remise du travail à domicile;
f) soumettre son rapport annuel au Secrétariat d'Etat à l'économie (ci-après SECO);
g) préaviser à l'intention de l'Office fédéral compétent les demandes de subventions fondées sur l'Ordonnance sur l'encouragement du travail à domicile.

[2] Les dispositions de la loi cantonale sur les subventions sont applicables directement et dans leur intégralité aux subventions prévues par la présente loi. Les dispositions de ce dernier demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la loi sur les subventions.

Section 6: Protections spéciales

Art. 19 Protection de la maternité et de la famille
[1] Les femmes enceintes, les mères qui allaitent, ainsi que les travailleurs ayant des responsabilités familiales font l'objet d'une protection accrue conformément au droit fédéral.
[2] Le Service veille à fournir aux employeurs une documentation spécifique dans ce domaine et répond à toute demande de renseignements en la matière.

Art. 20 Protection des jeunes travailleurs
[1] L'occupation des jeunes gens de moins de 15 ans est interdite, sous réserve des exceptions prévues par le droit fédéral (orientation professionnelle et travaux légers).
[2] Les dérogations au principe d'interdiction d'occuper des jeunes travailleurs sont soumises à autorisation. Le Service les délivre sur demande de l'employeur.
[3] Avant d'accorder l'autorisation d'occuper un jeune en âge de scolarité, l'autorité peut requérir le préavis de la direction de l'établissement scolaire fréquenté. S'il s'agit de la prise anticipée d'un emploi régulier par un jeune ayant terminé sa scolarité, un certificat médical doit par ailleurs être produit, attestant qu'aucune maladie, infirmité ou trouble de croissance ne s'oppose à l'activité prévue.

Art. 21 Contrôle des conditions de travail des jeunes gens
Le Service prend les dispositions tendant à:
a) assurer aux jeunes gens des mesures de protection à l'engagement;
b) s'assurer de l'application des dispositions fédérales de protection des jeunes travailleurs;
c) contrôler les conditions de travail des jeunes gens non soumis aux dispositions fédérales précitées.

Art. 22 Engagement et retrait du droit d'occuper des jeunes gens
[1] En vue de l'engagement d'un jeune travailleur, l'employeur doit:
a) se faire remettre l'attestation d'âge certifiant que le jeune travailleur est libéré de la scolarité obligatoire;
b) exiger le certificat médical requis par l'article 9 alinéa 2 de l'ordonnance 5 relative à la LTr;
c) s'assurer et, le cas échéant, faire le nécessaire pour que les conditions particulières soient remplies, s'il s'agit d'une personne ressortissante d'un pays étranger.
[2] Le Service peut retirer à l'employeur le droit d'engager ou d'occuper des jeunes travailleurs dans la mesure où il contrevient à ses obligations légales.

Art. 23 Contrôle des conditions de travail des personnes en formation
[1] Le Service s'assure, en collaboration avec le Service de la formation professionnelle, du respect des conditions de travail des personnes en formation.
[2] La veille du jour où l'enseignement professionnel est dispensé, la personne en formation ne doit pas avoir été occupée par l'entreprise formatrice au-delà de 20 heures et doit avoir bénéficié d'un repos de 12 heures consécutives.
[3] L'enseignement professionnel ou les examens font partie intégrante du temps de travail. S'ils ont lieu en dehors de l'horaire normal de la personne en formation, l'entreprise formatrice doit lui accorder un congé équivalent, sans retenue de salaire ni compensation des heures manquées pour ce motif.

Art. 24 Contrôle des chauffeurs professionnels et du transport de marchandises dangereuses
[1] Le Service est compétent pour effectuer les contrôles du respect par les entreprises de l'OTR 1, OTR 2 et l'OCS.
[2] L'autorité compétente pour sanctionner toute irrégularité constatée est définie par le Conseil d'Etat.
[3] Le Service délivre les livrets de travail, ainsi que les autorisations de dispense de tenir le registre des heures, au sens des articles 16 OTR 1 et 21 OTR 2. Il procède aux contrôles afférents.
[4] Le Service délivre les permis machinistes, procède aux contrôles et prononce, si nécessaire, des sanctions. Les conditions d'octroi des permis et la quotité des amendes sont fixées par le Conseil d'Etat.

Art. 25 Protection contre les accidents majeurs et les risques biologiques
[1] Le Service est chargé de contrôler, en collaboration et de manière coordonnée avec les autres autorités et organismes compétents, les installations stationnaires des entreprises, l'organisation mise en place, ainsi que les dispositions prises par les entreprises pour garantir le respect des ordonnances fédérales sur:
a) la protection contre les accidents majeurs (OPAM),
b) les conseillers à la sécurité pour le transport des marchandises dangereuses (OCS),
c) l'utilisation des organismes en milieu confiné (OUC),
d) la protection des travailleurs contre les risques liés aux microorganismes (OPTM).
[2] Il s'adjoint les services d'un laboratoire spécialisé.
[3] La commission cantonale pour la prévention des accidents majeurs et le Service se prononcent sur les aspects qui relèvent de leurs compétences, notamment lors de la procédure d'approbation des plans.
[4] Le Service peut prescrire à cet effet toutes les mesures dont l'expérience a démontré la nécessité, que l'état de la technique permet d'appliquer et qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise.
[5] Le Service ordonne toute mesure provisionnelle ou d'exécution nécessaire. Il recourt en cas de nécessité à des tiers ou à des mesures d'exécution forcée conformément à la présente loi.
[6] La procédure est réglée par le Conseil d'Etat.

Art. 26 Logements et bien-être social
[1] Tout employeur, soumis ou non à la LTr, qui loge ses travailleurs, avec ou sans pension, est tenu de leur procurer des locaux convenables et salubres, ainsi que, le cas échéant, une nourriture en quantité et qualité adéquates.
[2] Les conditions minimales de logement sont définies par le Conseil d'Etat.
[3] Une attention toute particulière sera vouée à l'assistance médico-sociale des travailleurs logés en un lieu isolé.
[4] Sur demande du Service, l'employeur doit être en mesure d'apporter la preuve que ces conditions sont satisfaites, sous peine des mesures et sanctions prévues au chapitre 7 de la présente loi. De même, le Service est habilité à interdire l'utilisation des locaux, s'ils sont non conformes.
[5] Le Service échange toute information nécessaire en lien avec les contrôles réalisés par d'autres services de l'administration et par les communes concernées.

Chapitre 3: Inspection cantonale de l'emploi et Listes permanentes

Art. 27 Renvoi
[1] Les compétences dévolues à l'Inspection cantonale de l'emploi font l'objet d'une législation particulière.
[2] Dans le cadre des marchés publics, la tenue des listes permanentes des entreprises et des prestataires pré-qualifiés est réglée par voie d'ordonnance.
[3] Les renseignements nécessaires à la pré-qualification des aptitudes professionnelles et au contrôle du respect des exigences sociales et économiques des soumissionnaires sont obtenus dans le cadre des contrôles menés par l'inspection cantonale de l'emploi et l'inspection cantonale du travail, voire d'autres institutions sociales. Ils sont portés à la connaissance des listes permanentes. Les dispositions de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA) doivent être respectées.

Art. 28 Sous-traitance et responsabilité solidaire
[1] Les listes permanentes relatives à l'accès aux marchés publics sont reconnues comme registre professionnel, au sens de l'article 8b alinéa 1 lettre d de l'ordonnance fédérale sur les travailleurs détachés. Elles sont portées à la connaissance du public par le biais du Bulletin officiel et d'internet.
[2] Quel que soit le type de marché, le sous-traitant qui n'est pas inscrit sur les listes permanentes transmet à son mandant le formulaire correspondant, rempli et signé, établi par le Service, ainsi que les attestations récentes requises. Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, aux conditions de travail et de salaires au lieu d'exécution des travaux ou celles du lieu de son siège ou domicile en Suisse, pour autant qu'il soit soumis à une convention collective de travail de la branche concernée, et à s'être acquitté pour le moins du paiement des charges sociales.
[3] Quel que soit le type de marché, le Service définit tout autre moyen permettant à une entreprise d'apporter en tout temps la preuve qu'elle et ses sous-traitants respectent les conditions de travail et de salaires auxquelles ils sont soumis. Il est légitimé à recevoir et à transmettre toute donnée nécessaire à leur contrôle.

[4] Les entreprises inscrites qui enfreindraient leur devoir de diligence peuvent être suspendues ou radiées des listes permanentes.

Chapitre 4: Relations du travail

Art. 29 Encouragement du partenariat social
[1] Le Service se tient à la disposition des partenaires sociaux, notamment pour la conclusion de conventions collectives de travail (ci-après: CCT), voire l'édiction par le Conseil d'Etat de contrats-types de travail (ci-après: CTT).
[2] Il veille à prévenir les différends relatifs aux conditions de travail ou de salaires.

Art. 30 Extension des conventions collectives de travail
Le Conseil d'Etat promulgue les arrêtés d'extension du champ d'application des CCT et désigne les organes de contrôle spéciaux, au sens de l'article 6 de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail.

Art. 31 Contrats-types de travail
[1] Le Conseil d'Etat promulgue les CTT, au sens des articles 359 et suivants, 360a et 360b CO.
[2] Le Service est compétent pour la procédure préalable à leur adoption ou leur modification.
[3] Le Service peut proposer au Conseil d'Etat la nomination de Commissions consultatives, au sens de l'article 359a alinéa 2 CO.

Art. 32 Information et documentation
Le Service tient à la disposition du public le texte des CCT étendues et des CTT en vigueur dans le canton.

Chapitre 5: Contestations de droit civil

Art. 33 Définitions
Les contestations de droit civil au sens du présent chapitre se réfèrent:
a) au titre dixième du CO (contrat de travail), notamment aux articles 357b CO et 360e CO (actions en constatation de droit);
b) à la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de service;
c) à la loi sur l'égalité;
d) à la loi sur la participation.

Section 1: Autorité de conciliation en matière de droit du travail

Art. 34 Organisation
Dans les causes pour lesquelles le Tribunal du travail est compétent, la procédure de conciliation est assurée par un employé du Service.

Art. 35 Siège et procédure
[1] L'Autorité de conciliation a son siège à Sion. Elle peut décider de tenir ses séances dans n'importe quelle localité du canton.

[2] L'activité de l'Autorité de conciliation est régie par les articles 197 et suivants du CPC.
[3] L'Autorité de conciliation rend des décisions sur sa compétence (art. 59 CPC) et statue sur les demandes d'assistance judiciaire et sur les moyens de preuve, dans les affaires où elle est compétente pour rendre ou proposer un jugement (art. 210 et 212 CPC).

Section 2: Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité

Art. 36 Organisation
[1] Pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité, le Conseil d'Etat nomme au début de chaque période administrative les quinze membres de la Commission cantonale de conciliation.
[2] La Commission est composée:
a) d'un président et de deux présidents substituts, tous titulaires d'un titre universitaire en droit;
b) de douze autres membres.
[3] Cinq membres, dont le président ou un président substitut, doivent être de langue allemande.

Art. 37 Siège et procédure
[1] La Commission a son siège à Sion. Elle peut décider de tenir ses audiences dans une autre localité du canton.
[2] La Commission siège dans une composition de cinq membres, dont le président ou un président substitut et quatre membres non permanents paritairement représentés (art. 200 al. 2 CPC).
[3] La Commission peut déléguer à son président ou à son président substitut la compétence pour rendre des décisions d'instruction ou procéder à l'administration des preuves.

Section 3: Tribunal du travail

Art. 38 Organisation
[1] Il est institué un Tribunal du travail non permanent pour connaître des contestations de droit civil au sens du présent chapitre sur l'ensemble du territoire cantonal.
[2] Le Conseil d'Etat nomme au début de chaque période administrative les membres du Tribunal du travail. Celui-ci est composé:
a) de quatre présidents, dont un doyen, en principe tous titulaires du brevet d'avocat. Les personnes au bénéfice d'une formation universitaire complète en droit sont éligibles à condition de justifier d'une expérience pratique suffisante;
b) de huit juges assesseurs représentatifs paritairement des milieux d'employeurs et de travailleurs.
[3] Un président et un juge assesseur de chaque type au moins doivent être de langue allemande.

[4] Si les présidents ou les autres membres ne peuvent siéger, le Conseil d'Etat peut, au besoin, désigner à tout moment des juges ad hoc pour les remplacer.
[5] Le Tribunal est assisté de greffiers au bénéfice d'une formation universitaire complète en droit.

Art. 39 Siège et procédure
[1] Le Tribunal du travail a son siège à Sion.
[2] Il tient ses séances à Sion pour les affaires de langue française et à Viège pour les affaires de langue allemande. Il peut aussi décider de tenir des séances dans une autre localité du Valais.
[3] Le Tribunal du travail siège valablement à trois membres dont un président et deux juges assesseurs représentant paritairement les milieux d'employeurs et de travailleurs.
[4] Le Président du Tribunal a la compétence de rendre des ordonnances de preuve, des décisions super-provisionnelles ou provisionnelles, et d'instruire la cause.
[5] Les délibérations du Tribunal ne sont pas publiques (art. 54 alinéa 2 CPC).

Art. 40 Compétence
La compétence du Tribunal du travail est limitée aux causes dont la valeur litigieuse ne dépasse pas celle prévue par le CPC en matière de procédure simplifiée. Il n'y a aucune limite pécuniaire pour les litiges relatifs à la loi sur l'égalité ainsi que pour toutes les actions en constatation de droit et en validation des amendes conventionnelles.

Art. 41 Dépens
Les mandataires professionnellement qualifiés ont droit à des dépens conformément à la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires et administratives (LTar) qui sont fixés en tenant compte de la complexité de la cause et de l'activité utile des mandataires sous la forme d'une indemnité globale.

Section 4: Dispositions communes

Art. 42 Greffe et secrétariat
[1] Le Service assure le greffe et le secrétariat du Tribunal du travail, de l'Autorité de conciliation en matière de droit du travail et de la Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité.
[2] Le Service assure également un service permanent de renseignements juridiques en matière de droit du travail en-dehors de toute litispendance.
[3] Le greffier-juriste du Service qui a fourni des conseils ne peut plus être nanti dans la même affaire devant le Tribunal du travail.
[4] Le conciliateur qui a fourni des conseils ne peut plus prononcer un jugement, lorsqu'il en a la compétence, dans la même cause.

Art. 43 Indépendance
[1] L'Autorité de conciliation, le Tribunal du travail et la Commission cantonale

de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité, leur secrétariat et leur greffe sont indépendants.
[2] L'employé du Service qui intervient comme Autorité de conciliation ne peut ensuite assumer dans la même cause la tâche de greffier auprès du Tribunal du travail.

Art. 44 Langue de la procédure
[1] La procédure est conduite dans l'une des deux langues officielles du canton (art. 129 CPC).
[2] L'Autorité de conciliation, le Tribunal du travail et la Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité adressent leurs communications, décisions ou jugements dans la langue commune des parties soit l'allemand ou le français.
[3] A défaut de langue commune, c'est la langue du travailleur qui prévaut pour autant que cette langue soit l'une des deux langues officielles.
[4] Dans les autres cas, les autorités précitées décident.

Art. 45 Représentation à titre professionnel
Les mandataires professionnellement qualifiés agissant au nom d'une association de défense des travailleurs ou d'une association patronale sont autorisés à assister les parties à titre professionnel devant les juridictions spéciales en matière de contrat de travail (art. 68 al. 2 let. d CPC).

Art. 46 Computation des délais
La loi sur l'organisation de la justice est applicable pour la computation des délais.

Art. 47 Indemnités
Les indemnités dues aux membres du Tribunal du travail et de la Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité sont fixées par le Conseil d'Etat.

Chapitre 6: Conflits collectifs

Section 1: Office cantonal de conciliation

Art. 48 Définition et compétences
[1] Peuvent être considérés comme conflits collectifs de travail, les différends entre un ou plusieurs employeurs ou leurs associations d'une part et les syndicats ou des groupes de travailleurs d'autre part concernant les conditions de travail ainsi que l'élaboration, l'application et l'interprétation d'une CCT.
[2] Il est institué un Office cantonal de conciliation (ci-après: OCC) qui a pour mission de régler les conflits collectifs de travail (conciliation) et de statuer sur ces conflits lorsque les parties l'ont investi de ce pouvoir (arbitrage).
[3] L'OCC n'est pas compétent lorsqu'une partie établit qu'une CCT a institué un organe de conciliation ou d'arbitrage entre les parties, à la condition que cet organe ait été mis en œuvre et qu'il agisse en temps opportun.

Art. 49 Composition
[1] L'OCC est composé de:
a) dix membres permanents nommés par le Conseil d'Etat au début de chaque période administrative, soit:
1. deux présidents, dont un doyen;
2. huit assesseurs représentant paritairement les milieux d'employeurs et de travailleurs;
b) quatre membres non permanents proposés par les parties impliquées dans un conflit collectif et nommés par le Conseil d'Etat:
1. deux assesseurs patronaux;
2. deux assesseurs travailleurs.
[2] Les présidents doivent en principe être titulaires d'un brevet d'avocat. Les personnes au bénéfice d'une formation universitaire complète en droit sont éligibles à condition de justifier d'une expérience pratique suffisante.
[3] Pour les membres permanents, un président et deux assesseurs de chaque type au moins doivent être de langue allemande.
[4] L'OCC siège valablement à cinq membres, soit un président, deux assesseurs permanents et deux assesseurs non permanents répartis paritairement. La fonction des membres non permanents cesse aussitôt le conflit aplani par retrait, conciliation ou par sentence arbitrale.
[5] En cas de récusation, le Conseil d'Etat peut nommer un ou plusieurs suppléants.
[6] Le Service assure le secrétariat de l'OCC. Il met à disposition un secrétaire et un service préventif de renseignements juridiques.

Art. 50 Procédure préliminaire
[1] L'OCC intervient d'office ou à la requête écrite et motivée de l'une des parties à un conflit collectif. La requête doit contenir des conclusions.
[2] Avant toute saisie formelle de l'OCC, le Service offre ses bons offices pour tenter une conciliation préalable.
[3] En cas d'accord aplanissant le litige, un procès-verbal est signé par les parties et le Service. En cas d'échec, les parties sont convoquées devant l'OCC.
[4] Son président peut, seul dans un second temps, tenter d'obtenir un accord préalable entre les parties. A cet effet, il les convoque à un entretien informel. En cas d'accord, un procès-verbal est signé par les parties et le président. En cas d'échec, les parties sont convoquées devant l'OCC, la procédure étant poursuivie.
[5] Lorsque l'OCC est saisi d'une requête, son secrétaire en communique le contenu à la partie adverse en lui impartissant un bref délai pour se déterminer.

Art. 51 Procédure devant l'OCC
[1] L'OCC entend les parties ensemble ou séparément et procède à l'instruction de la cause.
[2] L'OCC ne peut valablement délibérer que si tous ses membres sont présents. Il prend ses décisions à huis clos, à la majorité des voix.
[3] Si un accord intervient, il est consigné dans un procès-verbal signé par les parties, le président et le secrétaire.

4 A défaut d'accord, l'OCC adresse aux parties une proposition pour tenter de mettre fin au litige et leur fixe un délai pour se déterminer. La position de chaque partie est communiquée à l'autre.
5 Si les parties ou l'une d'elle rejettent cette proposition ou en cas d'absence d'une partie aux débats, l'OCC peut ordonner la publication dans le Bulletin officiel de l'état de fait, avec indication des motifs invoqués, et l'assortir de son avis, après avoir octroyé à la partie ou aux parties en cause un délai pour se déterminer.

Section 2: Instance d'arbitrage

Art. 52 Compétence
L'OCC peut être saisi comme tribunal arbitral par les parties intéressées à un conflit collectif lorsqu'elles décident de trancher leur différend par une sentence arbitrale obligatoire.

Art. 53 Constitution
1 Le Tribunal arbitral est composé de trois arbitres, soit le président de l'OCC, ou à son défaut l'un de ses vice-présidents, et deux arbitres choisis parmi les assesseurs par chacune des parties.
2 Si l'une des parties omet de désigner son arbitre dans le délai imparti, ce dernier est nommé conformément aux articles 353ss CPC.
3 Les parties peuvent demander l'arbitrage du président seul.
4 Le Service assure le greffe du Tribunal arbitral. Il met à disposition un secrétaire. Il peut s'adjoindre les services d'un collaborateur spécialisé.

Art. 54 Frais
1 La rémunération du Tribunal arbitral est prise en charge par l'Etat.
2 Les autres frais sont à la charge des parties. Leur répartition est fixée par le Tribunal, qui peut en outre ordonner l'avance des frais prévisibles et en faire dépendre les opérations de la procédure.
3 Si l'une des parties ne fait pas l'avance de frais qui lui incombe, l'autre partie a le choix d'avancer la totalité des frais ou de renoncer à l'arbitrage. Dans ces derniers cas, les parties ne sont plus liées par la convention d'arbitrage pour la contestation en cause.

Section 3: Dispositions communes

Art. 55 Obligation de collaborer
1 Le secrétaire réunit et met à disposition de l'OCC et du Tribunal arbitral tous les renseignements et les documents nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.
2 Les parties au conflit ont l'obligation de transmettre au secrétaire tous les renseignements et les documents requis sous peine d'amende prononcée par le Service pouvant aller jusqu'à 5'000 francs.

Art. 56 Obligation de comparaître
Toute personne citée est tenue de comparaître et de fournir tout renseignement

pertinent, sous peine d'amende d'ordre de 500 à 2'000 francs prononcée par le Service. Les cas de force majeure sont réservés.

Art. 57 Secret de fonction
Les membres de l'Office sont tenus de garder le secret sur les renseignements et documents dont ils ont connaissance par les débats devant l'OCC et sur ses délibérations.

Art. 58 Recours à la grève et lock-out
[1] Durant la procédure de conciliation ou d'arbitrage, les employeurs et les ouvriers ou employés intéressés, ainsi que leurs associations, veillent à maintenir la paix sociale et s'abstiennent de toute mesure de lutte.
[2] Dans tous les cas, toute suspension générale ou partielle de travail et tout appel public à la grève ainsi qu'au lock-out (grève patronale) sont interdits au moment où l'institution de l'office de conciliation ou de l'office d'arbitrage est notifiée aux parties et ce durant 45 jours. L'office de conciliation ou l'office d'arbitrage peut, par une décision unanime, proroger ce délai.
[3] En cas de non-respect de l'interdiction prévue à l'alinéa 2, le Service peut prononcer une amende allant de 100 à 10'000 francs à l'encontre de l'auteur et de l'éditeur de l'appel public à la grève ou au lock-out (grève patronale). Sont réservées les peines conventionnelles prévues pour le cas de rupture de la paix.

Art. 59 Gratuité de la procédure
[1] Sous réserve de l'article 54 de la présente loi, la procédure devant l'OCC est gratuite.
[2] Il n'est pas alloué de dépens.
[3] Les frais de la procédure ainsi que des dépens peuvent toutefois être mis à la charge de la partie qui a procédé de façon téméraire ou de mauvaise foi.

Art. 60 Indemnisation
Les membres de l'OCC sont indemnisés par application analogique de l'arrêté fixant les indemnités dues aux membres du Tribunal du travail et de la Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi sur l'égalité.

Art. 61 Droit supplétif
Les règles du CPC sont applicables par analogie, pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les dispositions du présent chapitre.

Chapitre 7: Frais, mesures, voies de droit et sanctions

Art. 62 Frais
[1] Le Service est habilité à percevoir des frais, comprenant émoluments et débours, pour les actes matériels nécessités par ses tâches légales, notamment pour ses tâches de contrôle.
[2] Le tarif des frais est fixé par le Conseil d'Etat.
[3] Reste réservé l'article 64, pour lequel s'applique la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA).

Art. 63 Plaintes et dénonciations
Les plaintes ou dénonciations pour inobservation d'une disposition légale entrant dans le champ d'application de la présente loi, d'une disposition d'application ou d'une décision administrative doivent être adressées au Service.

Art. 64 Décisions et mesures administratives
[1] Les décisions et les mesures administratives prévues par les législations fédérales et cantonales relevant du champ d'application de la présente loi sont prises par le Service.
[2] La procédure est celle prévue par la LPJA.

Art. 65 Recours à des tiers
[1] En cas de nécessité, le Service peut mandater des tiers, aux frais de l'entreprise concernée, pour la constitution de dossiers, l'élaboration de propositions ou d'expertises lorsque la loi le prévoit.
[2] La nécessité est notamment établie dans les cas suivants:
a) risque imminent;
b) dossiers incomplets ou ne correspondant pas à la demande du Service, après avertissement infructueux.

Art. 66 Contrainte administrative
[1] Lorsque les contrôles effectués révèlent des situations illicites, le Service arrête les mesures nécessaires en impartissant des délais appropriés. Si, après avertissement, l'entreprise n'applique pas ces mesures, celles-ci sont appliquées d'office, les frais en découlant étant mis à sa charge.
[2] Toutefois, en cas de mise en danger sérieuse de la vie ou de la santé des travailleurs, le Service prend immédiatement les mesures nécessaires. Il en informe les intéressés et les instances compétentes dans les délais les plus courts.
[3] La Police cantonale est l'autorité compétente pour prendre les mesures de contrainte administrative au sens des articles 68 de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et 52 de la LTr.
[4] Le Service ou la CNA peut demander l'intervention de la Police cantonale pour la mise en œuvre d'un moyen de contrainte et dans les cas de force majeure.

Art. 67 Voies de droit
[1] Les décisions du Service peuvent faire l'objet d'une réclamation auprès du Service dans les 30 jours dès leur notification.
[2] Les décisions rendues sur réclamation peuvent, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal.
[3] La procédure est celle prévue par la LPJA.

Art. 68 Prononcés pénaux administratifs
[1] Le Service réprime les contraventions prévues par la législation fédérale et cantonale et leurs dispositions d'exécution par une amende allant jusqu'à 30'000 francs.

[2] Sont applicables en première instance:
a) les dispositions du CPP pour les contraventions prévues par le droit fédéral;
b) la LPJA pour les contraventions de droit cantonal, le CPP étant toutefois réservé pour les mesures de contrainte.
[3] En cas de concours d'infractions réprimées par le droit fédéral et le droit cantonal, les dispositions du CPP sont applicables.
[4] Un juge unique du Tribunal cantonal connaît des recours, des appels et des demandes de révision contre les jugements sanctionnant une contravention. Les dispositions du CPP régissant ces voies de droit s'appliquent, sauf disposition contraire.

Art. 69 Délits pénaux
[1] La répression des délits prévus par la législation fédérale ou cantonale relève des autorités pénales ordinaires qui statuent en application du CPP.
[2] Le Service a qualité de partie à la procédure. L'autorité judiciaire a l'obligation de lui communiquer les rapports de police et de lui notifier la décision qu'elle a rendue suite à sa dénonciation.

Chapitre 8: Dispositions d'application, dispositions transitoires et finales

Art. 70 Dispositions d'application
Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

Art. 71 Abrogation et modification
Sont abrogées:
a) la loi cantonale sur le travail du 16 novembre 1966 (RS/VS 822.1);
b) la loi cantonale d'application de la loi fédérale sur le travail à domicile du 15 novembre 1985 (RS/VS 822.3);
c) l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi cantonale d'application du code civil suisse (RS/VS 211.1).

Art. 72 Entrée en vigueur
[1] La présente loi, édictée en application du droit fédéral, n'est pas soumise au référendum facultatif, à l'exception des articles 26 et 34 à 61.
[2] Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur.[2]

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.
[2] Entrée en vigueur 01.10.2016, BO 23/2016 et 39/2016.

Loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir

du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail du 8 octobre 1999 (loi sur les travailleurs détachés; LDét) et son ordonnance du 21 mai 2003 (Odét);
vu la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir du 17 juin 2005 (loi sur le travail au noir; LTN) et son ordonnance du 6 septembre 2006 (OTN);
vu les articles 360a, 360b et 360c du Code suisse des obligations (CO);
vu la loi cantonale sur le travail du 12 mai 2016;
sur proposition du Conseil d'Etat,

ordonne[1]*:*

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 But
[1] La présente loi a pour but l'application des prescriptions fédérales en matière de travailleurs détachés et de lutte contre le travail au noir.
[2] Elle vise en particulier à:
a) assurer la prévention en matière de travail au noir et de dumping salarial et social;
b) mettre en œuvre l'observation du marché du travail indigène et le contrôle du respect des contrats-types de travail comprenant des salaires minimaux obligatoires;
c) lutter contre le travail au noir et le dumping salarial et social;
d) coordonner les différentes activités des organes de contrôle dans le domaine du marché du travail;
e) protéger les entreprises et leurs collaborateurs contre la concurrence déloyale.

Section 1: Organes compétents

Art. 2 Conseil d'Etat
[1] Le Conseil d'Etat surveille l'exécution des prescriptions fédérales en matière de travailleurs détachés et de lutte contre le travail au noir.
[2] Il édicte les dispositions d'exécution et exerce en particulier les compétences suivantes:
a) il institue la Commission tripartite cantonale (ci-après: Commission), dont il précise la composition, l'organisation, le fonctionnement et les tâches;

b) il désigne les services compétents pour l'application de la présente loi;
c) il approuve les objectifs et les priorités ainsi que les plans d'action définis par la Commission;
d) il conclut des accords de prestations avec l'autorité fédérale compétente;
e) il règle les modalités de collaboration avec les organes paritaires qui en font la demande;
f) il peut, dans le cadre de conventions collectives de travail étendues, déléguer des compétences de contrôles sur le terrain à des tiers; les auxiliaires engagés pour ces tâches sont assermentés par le Conseil d'Etat.

Art. 3 Commission tripartite cantonale
[1] La Commission comprend, en nombre égal, des représentants des employeurs, des travailleurs et des représentants de l'Etat.
[2] Elle est chargée de l'observation du marché du travail, au sens de l'article 360b CO.
[3] Elle exerce la surveillance en matière d'application des lois fédérales sur les travailleurs détachés et sur le travail au noir.
En particulier, elle:
a) élabore périodiquement un plan d'action et en fixe les objectifs et les priorités en matière de contrôle en tenant compte des recommandations fédérales;
b) met sur pied des campagnes de sensibilisation et d'information;
c) coordonne les activités d'observation du marché du travail.
[4] Elle est dotée d'un bureau exécutif représentatif de ses membres y siégeant et d'un secrétariat assuré par le Service de protection des travailleurs et des relations du travail (ci-après: Service).
[5] Elle peut avoir recours à des experts permanents et non permanents.

Art. 4 Organe cantonal de contrôle et de sanction
[1] Le Service est l'organe cantonal de contrôle et de sanction au sens de la LDét et de la LTN.
[2] Il rend compte périodiquement au Conseil d'Etat et à la Confédération de ses activités.
[3] L'ensemble des compétences de contrôle dévolues au Service sont exercées par l'Inspection cantonale de l'emploi (ci-après: Inspection de l'emploi), laquelle :
a) établit les rapports de contrôle et d'enquête et les transmet aux autorités spéciales compétentes;
b) transmet au Ministère public, dans le cadre de l'application de la LTN, les dossiers relatifs à des infractions poursuivies d'office.
[4] La loi fixant le statut des employés de l'Etat du Valais régit le statut des inspecteurs de l'emploi. Ceux-ci sont assermentés par le Conseil d'Etat, qui peut déléguer cette tâche au Département dont dépend le Service (ci-après: Département).

Art. 5 Organe d'observation du marché du travail
De manière générale, la Commission délègue ses compétences d'analyse,

notamment économétrique, de données en matière d'observation du marché du travail, au Service de l'industrie, du commerce et du travail, qui assume ces tâches par l'Observatoire valaisan de l'emploi.

Art. 6 Organes paritaires
[1] Les commissions professionnelles paritaires sont compétentes pour l'exécution des tâches qui leur sont expressément dévolues par la législation fédérale.
[2] Le Conseil d'Etat ou, par voie de délégation, le Département règle les modalités de la collaboration entre le Service et les commissions professionnelles paritaires.

Section 2: Collaboration

Art. 7 Organes de contrôle
[1] La Commission veille à la coordination des différents organes de contrôle, afin d'éviter des doublons et de ne pas surcharger ni perturber le fonctionnement des entreprises.
[2] Les polices cantonales et communales sont habilitées à effectuer tout contrôle qui leur semble nécessaire. Elles communiquent immédiatement au Service le résultat de leurs investigations.

Art. 8 Autres collaborations
Les organes de contrôle collaborent avec les autorités fédérales, cantonales et communales compétentes, notamment celles en matière d'inspection du travail, de marché du travail et d'assurance-chômage, d'emploi, de police, d'asile, de police des étrangers, d'état-civil et en matière fiscale, ainsi qu'avec les autorités fédérales et cantonales et les organisations privées chargées de l'exécution de la législation relative aux assurances.

Art. 9 Devoir de renseigner
[1] L'employeur ou tout tiers concerné est tenu de fournir au Service tous les renseignements et documents requis, sous peine des sanctions prévues par la LDét et la LTN.
[2] La procédure est définie par la législation fédérale.
[3] Le Département est l'organe compétent pour connaître des litiges découlant de l'exécution de contrôles par la Commission, au sens de l'article 360b alinéa 5 CO.
[4] Le refus d'obtempérer est passible de la sanction prévue par le droit fédéral.

Chapitre 2: Mesures d'accompagnement aux Accords bilatéraux relatifs à la libre circulation des personnes

Art. 10 Observation du marché du travail
[1] La Commission fait appel aux ressources du Service et du Service de l'industrie, du commerce et du travail.
[2] Le Service a pour mission de recueillir, par les soins de l'inspection de l'emploi et de sa section des relations du travail, toute information utile, principa-

lement auprès des employeurs et des commissions professionnelles paritaires, respectivement des partenaires sociaux et des organisations professionnelles.
3 Le Service de l'industrie, du commerce et du travail, par les soins de l'Observatoire valaisan de l'emploi, a en particulier pour mission:
a) sur mandat de la Commission, de réaliser les enquêtes relatives aux conditions de salaire prévalant dans les différents secteurs économiques ou branches professionnelles;
b) d'assurer la coordination et l'échange régulier des différentes sources d'information disponibles dans les domaines observés;
c) de livrer les informations nécessaires à l'élaboration, par la Commission, des propositions d'adoption, de modification ou d'abrogation de contrats-types de travail comprenant des salaires minimaux obligatoires;
d) de présenter régulièrement le résultat de ses travaux à la Commission.

Art. 11 Protection des données
1 Les données recueillies à des fins statistiques ne peuvent être utilisées dans aucun autre but. Il est interdit de communiquer à quiconque les renseignements individuels à disposition ou des résultats qui permettent l'identification ou la déduction d'informations sur la situation des personnes physiques ou morales concernées.
2 Les membres de la Commission et les collaborateurs de l'Observatoire ou du Service qui les assistent ne sont autorisés à échanger entre eux que les informations strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales, dans le respect des exigences de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA). Ils sont soumis pour le surplus au secret statistique, en sus du secret de fonction.

Art. 12 Sous-enchère
1 La Commission définit les cas de sous-enchère et les problèmes liés à l'utilisation des diplômes et certificats, en particulier lorsque les conditions de salaires et de travail sont inférieures de manière significative à l'usage moyen dans un secteur particulier ou encore inférieures à un accord collectif ou à un contrat-type de travail existant.
2 Elle définit par voie de directive la notion d'abus et la méthode permettant de définir les salaires usuels et le constat de sous-enchère abusive et répétée.
3 En cas de sous-enchère salariale abusive et répétée au sein d'une branche économique ou d'une profession, la Commission procède conformément à l'article 360b alinéa 3 CO et à l'article 1a de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail.
4 Lorsqu'il n'existe pas de convention collective de travail contenant des dispositions relatives aux salaires minimaux pouvant être étendues et que la tentative de trouver un accord avec les employeurs concernés n'aboutit pas dans un délai de deux mois, la Commission peut proposer au Conseil d'Etat d'édicter un contrat-type de travail d'une durée limitée prévoyant des salaires minimaux contraignants, au sens de l'article 360a CO.
5 Le Service transmet à l'autorité fédérale compétente tout contrat-type édicté en application de l'article 360a CO.

Chapitre 3: Lutte contre le travail au noir

Art. 13 Objet du contrôle
Le contrôle en matière de lutte contre le travail au noir vise notamment à détecter et à sanctionner:
a) l'occupation de travailleurs non déclarés aux assurances sociales obligatoires;
b) 'exécution non déclarée de travaux par des travailleurs percevant des prestations de l'assurance-chômage, d'une autre assurance sociale ou de l'aide sociale;
c) l'indépendance fictive;
d) l'occupation de travailleurs étrangers en infraction aux dispositions du droit des étrangers;
e) la non-déclaration aux autorités fiscales des salaires versés aux travailleurs soumis à l'impôt à la source.

Art. 14 Résultats des contrôles
[1] Aux fins de mise en œuvre des dispositions de l'article 13 LTN, les autorités spéciales et de poursuite pénale, au sens de la LTN, adressent au Service copie des décisions prises sur la base des informations qui leur ont été communiquées par l'organe cantonal de contrôle, une institution d'assurance sociale ou la Police.
[2] Le Service est légitimé à recevoir et à transmettre aux autorités et services compétents les données nécessaires à la mise en œuvre de l'article 13 LTN.

Chapitre 4: Sanctions et mesures administratives

Art. 15 Amendes et exclusion
[1] En tant qu'organe cantonal de contrôle, le Service:
a) prononce les sanctions prévues par la LDét et la LTN;
b) peut, en cas d'infractions plus graves ou en cas de non-paiement des amendes entrées en force à la suite d'infractions à la LDét, interdire à l'employeur étranger concerné d'offrir ses services en Suisse pour une période définie;
c) met les frais de contrôle à la charge de l'employeur, respectivement de l'indépendant contrevenant.
[2] En cas de violation manifeste des dispositions relatives à l'annonce de travailleurs détachés découlant de la LDét ou de travailleurs indépendants découlant de l'ordonnance fédérale sur l'introduction de la libre circulation des personnes, l'Inspection de l'emploi encaisse une garantie destinée à couvrir le montant présumé de l'amende et des frais de contrôle.
[3] Sous réserve des dispositions fédérales, les dispositions du chapitre 7 de la loi cantonale sur le travail sont applicables pour le surplus.
[4] En cas de non-paiement d'une amende fondée sur la LTN, le Service peut requérir de l'autorité compétente sa conversion en une peine privative de liberté de substitution.

Art. 16 Marchés publics et aides financières
[1] Le Service prononce les sanctions prévues par l'article 13 LTN.
[2] Les sanctions entrées en force sont communiquées à l'autorité fédérale compétente, en vue de leur publication sur l'Internet.
[3] Les autorités adjudicatrices de marchés publics et celles octroyant des subventions ou des aides financières sont tenues de vérifier qu'aucune sanction entrée en force n'existe à l'encontre du bénéficiaire.
[4] Sur la base d'une décision du Service, les autorités concernées mettent en œuvre sans délai les sanctions nécessaires.

Art. 17 Devoir de diligence et responsabilité solidaire
[1] Le Service est compétent pour examiner si l'entrepreneur contractant a rempli son devoir de diligence, au sens des dispositions des articles 5 de la LDét et 8c de son ordonnance d'application.
[2] En cas de violation du devoir de diligence, le Service prononce les sanctions prévues par la loi.

Art. 18 Droits de constatation
[1] Les organisations qui ont pour tâche, en vertu de leurs statuts, de défendre les intérêts sociaux et économiques des travailleurs ou des employeurs ont qualité pour agir en constatation d'une infraction à la LDét.
[2] Lorsqu'un travailleur a quitté le territoire suisse suite à une violation du droit en matière de police des étrangers, les organisations de défense des travailleurs ont, en vertu de l'article 15 LTN, qualité pour agir en constatation des droits découlant du contrat de travail qu'un travailleur pourrait faire valoir à l'encontre de son employeur.
[3] Les actions en constatation de droit susmentionnées relèvent du Tribunal du travail, la procédure applicable étant le Code de procédure civile et la loi cantonale sur le travail.

Chapitre 5: Financement

Art. 19 Frais
[1] Le canton supporte les frais découlant du fonctionnement de la Commission. Le Conseil d'Etat fixe le montant des indemnités et des frais de déplacement pris en compte.
[2] Le canton supporte les frais de l'Inspection de l'emploi dans la mesure où ceux-ci ne sont pas couverts par le produit des amendes et des frais de contrôle et par les subventions fédérales. Le Conseil d'Etat fixe le tarif pour les activités des personnes chargées des contrôles.
[3] Dans le cadre d'éventuelles conventions de collaboration avec des organes paritaires, ces derniers défraient l'Etat pour l'activité effectivement déployée pour leur compte, selon les accords spécifiques conclus.

Art. 20 Indemnisation des partenaires sociaux
[1] Les commissions professionnelles paritaires, ou les organes désignés par elles, agissant pour le compte des partenaires sociaux signataires d'une convention collective de travail déclarée de force obligatoire ont droit à l'in-

demnisation des frais qu'entraîne pour eux l'application de la LDét en sus de l'exécution normale de la convention collective de travail étendue, pour autant que cette activité dépasse celle habituellement exécutée dans le cadre du contrôle de la convention collective de travail.
[2] Le montant et les modalités de l'indemnisation sont fixés par la Confédération, respectivement par le Conseil d'Etat.
[3] Demeure réservé l'article 19 alinéa 3 de la présente loi.

Chapitre 6: Dispositions transitoires et finales

Art. 21 Dispositions d'exécution et transitoires
Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

Art. 22 Abrogation
La loi d'application de la loi fédérale sur les conditions minimales de travail et de salaire applicables aux travailleurs détachés en Suisse et sur les mesures d'accompagnement (Ldét) et de la loi fédérale concernant les mesures en matière de lutte contre le travail au noir (LTN) (RS/VS 823.1) est abrogée.

Art. 23 Entrée en vigueur
[1] La présente loi, édictée en application du droit fédéral, n'est pas soumise au référendum facultatif.
[2] Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.[2]

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.
[2] Entrée en vigueur 01.10.2016, BO 23/2016 et 39/2016.

Décret
modifiant la loi sur les constructions

du 10 septembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 32 alinéa 2, 38 alinéa 1, 42 alinéa 3, 54 chiffre 1 de la Constitution cantonale;
vu l'article 42 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi sur les constructions du 8 février 1996 est modifiée comme il suit:

Art. 52bis Suppression de constructions plus utilisées ou plus exploitées

[1] En présence de constructions qui ne sont plus utilisées ou plus exploitées et dont la suppression se justifie par un intérêt public prépondérant tel que la protection du paysage, l'aménagement du territoire ou les atteintes potentielles sur l'environnement, la santé ou à la sécurité, l'autorité de police des constructions peut ordonner que le propriétaire, le superficiaire ou toute autre personne ayant ou ayant eu une maîtrise sur la construction garantisse, sous une forme adéquate (sûretés personnelles, sûretés réelles ou autres garanties), la couverture des coûts de suppression de la construction, de remise en état complète des lieux conformément à l'état initial, ainsi que des frais liés à une éventuelle exécution par substitution.
[2] Préalablement à l'ordre de fournir une garantie, l'autorité de police des constructions offre la possibilité de se déterminer, dans un délai convenable, au sujet du principe, de l'étendue et des modalités de la garantie. Le montant de la garantie est fixé en fonction du type, de l'envergure et de la particularité des travaux à effectuer. L'autorité et le destinataire de l'ordre peuvent convenir ensemble des conditions de garantie, de sorte qu'aucune décision ne soit nécessaire.
[3] Si les conditions de l'alinéa 1 sont remplies, l'autorité de police des constructions compétente fixe un délai convenable pour la suppression de la construction et la remise en état des lieux sous la menace d'une exécution d'office.
[4] Les décisions concernant les garanties ainsi que celles concernant la suppression de la construction et la remise en état des lieux peuvent être rendues même en l'absence d'une telle mention dans l'autorisation de construire.
[5] La cession ou le partage d'un immeuble faisant l'objet d'une mesure du présent article est assujetti à une autorisation de l'autorité ayant ordonné la mesure. L'autorité compétente fait mentionner au registre foncier que l'im-

meuble fait l'objet d'une mesure selon le présent article.

Art. 53 al. 1 et 3 Exécution par substitution
[1] L'autorité de police des constructions compétente exécute par voie de contrainte les décisions prises sur la base des articles 50 à 52bis immédiatement exécutoires ou passées en force, lorsqu'il apparaît que, malgré la commination d'une exécution par substitution, l'obligé ne donne pas suite à ces décisions.
[3] Les frais d'exécution par substitution incombent à l'obligé. Pour garantir la créance et les intérêts y afférents, la collectivité publique procédant à cette exécution bénéficie d'une hypothèque légale directe, primant sur tous les autres droits de gage existant sur l'immeuble, et valable sans inscription au registre foncier.

II Dispositions finales
[1] Le présent décret, d'une durée maximale de cinq ans, est soumis au référendum résolutoire.
[2] Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.
[3] L'entrée en vigueur du présent décret est immédiate.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 septembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Entrée en vigueur 09.10.2015, BO 41/2015

Décret d'application de la loi fédérale sur les résidences secondaires

du 16 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 1 chiffre 1, 32 alinéa 2 et 42 alinéa 3 de la Constitution cantonale;
vu l'article 42 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
vu la loi fédérale sur les résidences secondaires du 20 mars 2015 (LRS);
vu l'ordonnance sur les résidences secondaires du 4 décembre 2015 (ORSec);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1 Détermination de la proportion de résidences secondaires d'une commune (art. 5 al. 4 LRS)
L'autorité compétente au sens de l'article 5 alinéa 4 LRS est le Service du développement territorial.

Art. 2 Autorité de surveillance (art. 15 LRS)
Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur les autorités communales et cantonales compétentes pour l'exécution de la loi sur les résidences secondaires. Il agit par l'intermédiaire du département respectivement compétent.

Art. 3 Obligation d'annoncer (art. 16 al. 2 LRS)
[1] L'office du registre foncier annonce à l'autorité compétente pour les autorisations de construire chaque modification relative à un logement soumis à une restriction d'utilisation, au sens de l'article 7 alinéa 1 LRS, mentionnée au registre foncier.
[2] Cette annonce du registre foncier contient les données de l'acquéreur au sens de l'article 970 alinéa 2 du Code civil suisse.

Art. 4 Détermination des bâtiments caractéristiques du site (art. 6 al. 2 ORSec)
La procédure permettant de déterminer les bâtiments caractéristiques du site est régie, par analogie, par les articles 12ss de l'ordonnance cantonale sur les constructions.

Art. 5 Publication et entrée en vigueur
Le présent décret est publié par le Conseil d'Etat et entre en vigueur au 1er janvier 2016.

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 16 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 1/2016, p. 8

Décret
sur le mode d'élection du Grand Conseil

du 9 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 34 alinéa 2 de la Constitution fédérale et l'arrêt du Tribunal fédéral du 12 février 2014 selon lequel l'actuel système d'élection à la proportionnelle des membres du Grand Conseil n'est pas conforme à la Constitution fédérale (ATF 1C_495/2012);
vu les articles 31 alinéa 1 chiffre 1, 32 alinéa 2, 42 alinéa 3 et 84 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

I
La loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP, RS/VS 160.1) est modifiée comme il suit:

Art. 136 al. 1 Représentation bi-proportionnelle
[1] Les députés et les députés-suppléants sont élus directement par le peuple selon le système de la représentation bi-proportionnelle.

Art. 136bis Arrondissements électoraux
[1] Le territoire cantonal est subdivisé en six arrondissements électoraux afin de garantir la répartition des sièges entre les diverses forces politiques.
[2] Les six arrondissements électoraux sont:
a) l'arrondissement de Brigue, divisé en trois circonscriptions correspondant au district de Conches, au demi-district de Rarogne oriental et au district de Brigue;
b) l'arrondissement de Viège, divisé en trois circonscriptions correspondant au district de Viège, au demi-district de Rarogne occidental et au district de Loèche;
c) l'arrondissement de Sierre comprenant une seule circonscription constituée par le district de Sierre;
d) l'arrondissement de Sion, divisé en trois circonscriptions correspondant aux districts de Sion, Hérens et Conthey;
e) l'arrondissement de Martigny, divisé en deux circonscriptions correspondant aux districts de Martigny et Entremont;
f) l'arrondissement de Monthey, divisé en deux circonscriptions correspondant aux districts de Saint-Maurice et Monthey.

Art. 137 Circonscriptions électorales

Chapitre 3: Listes des candidatures et groupes de listes

Art. 138bis Groupes de listes
Les listes qui présentent la même dénomination et le même numéro d'ordre forment un groupe de listes au niveau de l'arrondissement.

Art. 148 al. 2 et 3 Listes définitives
[2] Les préfets transmettent au département compétent les listes en vue de leur impression et de leur publication dans le Bulletin officiel avec leur dénomination.
[3] Le département compétent attribue un numéro d'ordre par groupe de listes dans chaque arrondissement. Ce numéro d'ordre fait partie intégrante de chaque liste. L'attribution des numéros se fait par tirage au sort entre les groupes de listes déposées dans tous les districts de l'arrondissement. Les autres listes ou groupes de listes reçoivent un numéro subséquent, au besoin par tirage au sort.

Art. 150 al. 4 Expression du vote
[4] On ne peut voter que pour les candidats figurant sur une liste valablement déposée dans la circonscription.

Art. 151 al. 5 Validité des suffrages, suffrages complémentaires et blancs
[5] Les bulletins qui portent la dénomination d'une liste, mais ne contiennent aucun des noms des candidats présentés dans la circonscription électorale, sont des bulletins nuls.

Art. 152 al. 2 Etablissement des procès-verbaux
[2] Il transmet au bureau central les procès-verbaux et les formules de dépouillement remises par le département compétent.

Art. 153 al. 1 et 2 Bureau central
[1] Le bureau central est constitué d'un préfet par arrondissement, du Chancelier d'Etat qui le préside ainsi que d'un Vice-Chancelier et d'un représentant du département compétent.
[2] Le bureau se réunit au plus tard le lundi qui suit l'élection avant midi et procède à la récapitulation des résultats, à la répartition des sièges entre les arrondissements et les circonscriptions. Il établit, de manière séparée, le procès-verbal de l'élection des députés et celui des députés-suppléants.

Art. 154 Quorum
Le groupe de listes qui atteint huit pour cent dans au moins une circonscription participe à la première répartition des sièges. Les suffrages des listes éliminées ne sont pas comptés pour la détermination du quotient de répartition.

Art. 155 al. 1, 2, 3 et 4 Première répartition par arrondissement
[1] Le total par district des suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de

sièges à attribuer au district et arrondi au nombre entier immédiatement supérieur ou inférieur. Le résultat fixe les suffrages pondérés de chaque liste par circonscription électorale.
2 Les suffrages pondérés de chaque liste sont additionnés par groupe de listes. La somme ainsi obtenue est divisée par le quotient de répartition et arrondie au nombre entier immédiatement supérieur ou inférieur. Le résultat détermine le nombre de sièges de chaque groupe de listes pour l'arrondissement.
3 Le département compétent fixe les quotients de répartition de manière à ce que tous les sièges soient attribués dans chaque arrondissement.
4 Dans les arrondissements constitués d'une seule circonscription, cette répartition est définitive.

Art. 156 al. 1 et 2 Deuxième répartition par circonscription électorale
1 Le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le diviseur de circonscription et le diviseur de groupe de listes, puis arrondi au nombre entier immédiatement supérieur ou inférieur. Le résultat détermine le nombre de sièges de chaque liste dans les districts.
2 Le département compétent fixe le diviseur de circonscription et le diviseur de groupe de listes de manière à ce qu'en procédant conformément à l'alinéa 1:
a) chaque district obtienne le nombre de sièges que le Conseil d'Etat lui a attribué et
b) chaque groupe de listes obtienne le nombre de sièges qui lui revient en fonction de la première répartition.

Art. 157 al. 6 Désignation des élus
6 Si les signataires de la liste des candidats ne font pas usage de leur droit, une élection complémentaire a lieu dans la circonscription concernée à la date fixée par le Conseil d'Etat.

Art. 158 al. 4 Absence de liste déposée
4 Les voix attribuées à ces personnes ne sont pas prises en compte dans le calcul des suffrages utilisés pour la première répartition dans chaque arrondissement.

Art. 159 al. 3 Dépôt d'une seule liste
3 Les voix et les sièges attribués ne sont pas pris en compte dans le calcul des suffrages utilisés pour la première répartition dans chaque arrondissement.

II
Disposition finale

1 Le présent décret est soumis à l'approbation de la Confédération.[1]
2 La durée de validité du présent décret est fixée à une année.
3 Le présent décret entre en vigueur dès sa publication dans le Bulletin officiel.

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Dans la mesure où il porte uniquement sur les droits politiques cantonaux, la Chancellerie fédérale renonce à approuver le décret.

BO No 15/2016

Décret sur le financement des prestations de police

du 12 novembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 1 alinéa 1 et 16 de la loi sur la police cantonale du 20 janvier 1953;
vu les articles 31 alinéa 1 chiffre 1, 32 alinéa 2 et 42 alinéa 3 de la Constitution cantonale;
vu l'article 42 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décrète:

Art. 1 Objet
Le présent décret:
a) définit les prestations que la police cantonale peut effectuer pour les communes et arrête leurs coûts;
b) définit les prestations que la police municipale ou intercommunale effectue ou peut effectuer pour le canton et arrête leurs coûts;
c) arrête le tarif des prestations effectuées pour le compte de tiers.

Art. 2 Prestations pour les communes a) définition
[1] La police cantonale peut effectuer pour les communes les prestations sécuritaires suivantes:
a) veiller au respect des dispositions du règlement de police visant à garantir l'ordre public et la sécurité publique;
b) assurer un service d'ordre lors d'une manifestation autorisée par la commune, après préavis de la police cantonale;
c) assurer un service d'intervention lors d'événements imprévisibles;
d) assurer un service de prévention dans les zones à risque ainsi qu'un service de prévention routière.
[2] La police cantonale intervient:
a) d'office en cas d'urgence;
b) sur requête de la commune ou du groupement de communes, en fonction de sa disponibilité et de ses autres engagements.
[3] La police cantonale ne peut pas être engagée pour veiller au respect des dispositions du règlement de police, notamment celles traitant:
a) du maintien de la tranquillité publique;
b) de la police des habitants;
c) de la police des animaux;
d) de la police du commerce;
e) de la police du feu;

f) de la police rurale;
g) de la police du domaine public;
h) de la police sanitaire;
i) de la police des spectacles et des manifestations.

Art. 3 b) tarif
Pour le maintien de l'ordre public et de la sécurité publique au sens de l'article 2 alinéa 1, la police cantonale perçoit une taxe d'orientation d'un montant horaire forfaitaire de 250 francs par agent.

Art. 4 Prestations pour le canton a) définition
[1] La police municipale ou intercommunale effectue ou peut effectuer pour le canton les prestations suivantes:
a) exercer les tâches de police administrative attribuées à la commune par la législation cantonale spéciale;
b) exercer des tâches de police de la circulation routière attribuées par la loi d'application de la loi fédérale sur la circulation routière;
c) coopérer aux enquêtes sur des infractions de droit fédéral ou cantonal (police judiciaire);
d) apporter un soutien à la police cantonale dans le maintien de l'ordre et de la sécurité publique.
[2] La police municipale ou intercommunale intervient:
a) d'office ou sur requête, conformément à la législation spéciale, pour les tâches de police administrative, de police de la circulation routière et de police judiciaire;
b) sur requête de la police cantonale pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique, sauf en cas d'urgence.

Art. 5 b) tarif
[1] La législation spéciale fédérale et cantonale arrête le financement des prestations de police administrative, de police de la circulation routière et de police judiciaire.
[2] Pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique, l'article 6 s'applique.

Art. 6 Compensation des prestations
[1] Lorsque la police cantonale collabore avec la police municipale ou intercommunale dans des opérations de maintien de l'ordre et de la sécurité publique, les prestations des deux corps de police se compensent, de sorte qu'aucun émolument n'est dû ni par le canton ni par la commune ou le groupement de communes.
[2] Au sens de cette disposition, la police municipale ou intercommunale s'entend d'un corps de police organisé hiérarchiquement, constitué d'agents détenteurs du brevet fédéral et d'assistants de sécurité publique, assurant une présence sécuritaire permanente ou un service de piquet dans un secteur d'intervention clairement délimité géographiquement et cohérent du point de vue opérationnel.
[3] L'agent qui assure le service de piquet doit:

a) être atteignable en permanence, en ligne directe sur un numéro d'appel distinct de celui de la centrale d'engagement de la police cantonale;
b) être équipé et opérationnel dans les 20 minutes.

Art. 7 Prestations en faveur de tiers
[1] Sont tenus de s'acquitter d'une taxe d'orientation:
a) le particulier qui, principalement en raison de son comportement, provoque une intervention de la police cantonale, municipale ou intercommunale;
b) l'organisateur d'une manifestation autorisée qui, en raison de l'inobservation des prescriptions de sécurité, provoque une intervention de la police cantonale, municipale ou intercommunale;
c) l'organisateur d'une manifestation non autorisée dont le déroulement provoque une intervention de la police cantonale, municipale ou intercommunale;
d) les participants à une manifestation qui, en raison des actes de violence commis, provoquent une intervention de la police cantonale, municipale ou intercommunale.
[2] Le montant forfaitaire horaire de la taxe d'orientation est de 250 francs par agent.

Art. 8 Dispositions transitoires et finales
[1] Toutes les dispositions contraires de la loi sur la police cantonale et de l'ordonnance de la loi sur la police cantonale sont suspendues.
[2] Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2016, après avoir été publié dans le Bulletin officiel.
[3] Il deviendra caduc au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiant la loi sur la police cantonale, mais au plus tard le 31 décembre 2018.
[4] Le présent décret est soumis au référendum résolutoire.[1]

Ainsi adopté en lecture unique (art. 101 RGC) en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 novembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

[1] Conformément aux termes de l'article 32 alinéa 2 de la Constitution cantonale, 3'000 citoyens actifs peuvent demander, dans les 90 jours qui suivent la publication, soit jusqu'au 3 mars 2016, que le présent décret soit soumis au vote populaire. Dans ce cas, si le décret n'est pas ratifié, il perd sa validité.

BO No 49/2015

Décision concernant les mesures accompagnant la restructuration du capital-actions de la Banque cantonale du Valais

du 17 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 16bis, 17 et 29 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu l'article 3 de la loi sur les participations de l'Etat à des personnes morales et autres entités du 17 mars 2011;
vu les articles 45ss de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
vu le Message du Conseil d'Etat relatif au projet de décision concernant les mesures accompagnant la restructuration du capital-actions de la Banque cantonale du Valais du 4 novembre 2015;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Le Conseil d'Etat est autorisé, après que les actions nominatives et au porteur de la Banque cantonale du Valais (ci-après: la BCVs) d'une valeur nominale de respectivement 50 francs et 100 francs, aient été converties en actions nominatives d'une valeur nominale de 10 francs, à vendre 800'000 actions nominatives au prix préférentiel de 30 francs aux actionnaires propriétaires des 4'000'000 d'actions nominatives, issues des 400'000 actions actuellement au porteur, au titre d'indemnisation pour la suppression du dividende privilégié.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat est autorisé à acquérir 800'000 nouvelles actions nominatives (valeur nominale 10 francs) au prix de 74 francs par action, par la conversion de la créance de 50'000'000 francs auprès de la BCVs et par le versement en espèce de 9'200'000 francs.
[2] Le Conseil d'Etat est autorisé à céder des actions au prix de 74 francs par action (valeur nominale 10 francs) aux autres actionnaires de la BCVs qui ont un droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'augmentation du capital de la Banque, à concurrence de leur dit droit.

Art. 3
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département des finances et institutions, est chargé de l'application de la présente décision.
[2] La présente décision, entrainant une dépense ordinaire, n'est pas soumise au référendum.

[3] Elle entre en vigueur immédiatement.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 17 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 1/2016, p. 9

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire pour la remise en état des voies publiques cantonales à la suite des intempéries du début mai et du début août 2015

du 18 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur les routes du 3 septembre 1965;
vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu l'ordonnance sur la gestion financière du 29 juin 2005;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
[1] Un crédit supplémentaire de 9'680'000 francs est octroyé, pour l'année 2015, au Service des routes, transports et cours d'eau du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement pour la remise en état des voies publiques cantonales à la suite des intempéries du début mai et du début août 2015.
[2] Ce montant est réparti comme suit pour faire face aux obligations prévisionnelles des arrondissements du Valais central, du Bas-Valais, ainsi que celui du Haut-Valais:

Section	**Centre de coûts**	**Compte**	**Montant**
Arrondissement 2 Valais central	1686	314	5'000'000.-
Arrondissement 2 Valais central	1685	501	600'000.-
Arrondissement 3 Bas-Valais	1691	314	1'300 000.-
Arrondissement 3 Bas-Valais	1692	501	2'200 000.-
Arrondissement 1 Haut-Valais	1702	501	580'000.-
Total			**9'680'000.-**

[3] Les participations communales liées au présent crédit supplémentaire sont estimées à 30 pour cent des dépenses, soit à 2'904'000 francs. Le montant à la charge du canton s'élève donc à 6'776'000 francs.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement, est chargé de l'application de la présente décision.
[2] La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 18 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 170

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au Service de l'action sociale pour le subventionnement des personnes physiques au bénéfice de l'aide sociale en Valais

du 17 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais,

vu les articles 45 et 48 de la Constitution fédérale;
vu les articles 31 et 42 de la Constitution cantonale;
vu la loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin du 24 juin 1977 (LAS);
vu la loi sur l'intégration et l'aide sociale du 29 mars 1996;
vu la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle du 8 avril 2004;
vu l'article 22 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Il est pris acte d'un crédit supplémentaire aux comptes 2015 du Service de l'action sociale de l'ordre de 7'693'000 francs net, pour le subventionnement des personnes physiques au bénéfice de l'aide sociale en Valais.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 17 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 170

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement des missions et tâches incombant au Service de la santé publique

du 17 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
[1] Un crédit supplémentaire de 17'400'000 francs est alloué au Service de la santé publique aux comptes 2015.
[2] Ce crédit supplémentaire est compensé partiellement par des recettes supplémentaires de 4'700'000 francs.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 17 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 171

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au Service cantonal de la jeunesse pour le Secteur des placements hors canton

du 16 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 21ss de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu les articles 10 et 11 de l'ordonnance concernant la gestion financière du 29 juin 2005;
vu l'article 46 de la loi en faveur de la jeunesse du 11 mai 2000;
vu l'article 91 de l'ordonnance sur différentes structures en faveur de la jeunesse du 9 mai 2001;
vu le rapport du Service cantonal de la jeunesse du 31 août 2015 concernant le dépassement du crédit budgétaire pour le secteur des placements hors canton;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art.1
Un crédit supplémentaire de 1'100'000 francs est alloué au Service cantonal de la jeunesse du Département de la formation et de la sécurité, pour les comptes 2015 en faveur du secteur des placements hors canton.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la formation et de la sécurité, est chargé de l'application de la présente décision.
[2] La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 16 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 171

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement de prêts NPR

du 16 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 21 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du 24 juin 1980;
vu la loi sur la politique régionale du 12 décembre 2008;
vu l'ordonnance sur la loi sur la politique régionale du 9 décembre 2009;
vu le rapport du Service du développement économique du 16 septembre 2015;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Le Conseil d'Etat est autorisé à soutenir financièrement les mesures supplémentaires en faveur de prêts NPR (nouvelle politique régionale).

Art. 2
Le coût de ces mesures, selon le rapport établi par le Service du développement économique, est estimé à 3'000'000 de francs.

Art. 3
Un crédit supplémentaire de 3'000'000 de francs destiné à couvrir le coût des mesures envisagées pour compléter le financement est alloué au Service du développement économique du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire sur l'exercice 2015.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 16 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 171

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement de l'exécution des peines et des mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées en application des articles 59 et suivants du Code pénal

du 16 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 2 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Un crédit supplémentaire de 2'800'000 francs destiné au financement des dépenses relatives à l'exécution des peines et aux placements thérapeutiques institutionnels est accordé aux comptes 2015 du Service de l'application des peines et mesures.

Art. 2
L'utilisation anticipée de ce crédit supplémentaire est accordée.

Art. 3
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la formation et de la sécurité, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] Cette décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 16 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 171

Décision concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire destiné au financement du subventionnement 2015 des assurances sociales géré par la Caisse de compensation du canton du Valais

du 17 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Un crédit supplémentaire de 1'500'000 francs est alloué au subventionnement des assurances sociales aux comptes 2015.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 17 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 4/2016, p. 171

Décision concernant le budget de l'Etat pour l'année 2016

du 18 décembre 2015

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale;
vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu la décision concernant l'amortissement des découverts des comptes 2013 et 2014 du 16 décembre 2014;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1 Budget administratif
Le budget de l'Etat pour l'année 2016 est approuvé.
Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement et le financement.

Art. 2 Budget de fonctionnement
Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3 205 779 600 francs et les charges à 3 168 162 800 francs.
L'excédent de revenus présumé de 37 616 800 francs est intégralement utilisé pour l'amortissement des découverts comptables.

Art. 3 Budget d'investissement
Les dépenses d'investissement sont fixées à 588 673 000 francs et les recettes à 398 718 900 francs.
Les investissements nets présumés s'élèvent à 189 954 100 francs.

Art. 4 Financement
Les investissements nets de 189 954 100 francs sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement qui s'élève à 232 710 500 francs.
L'excédent de financement de 42 756 400 s'élève à 639 700 francs après l'amortissement de 42 116 700 francs des découverts financiers.

Art. 5 Autorisation d'emprunts
Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.
Demeurent réservées les compétences du département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'article 34 alinéa 2 lettre d de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 18 décembre 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 11/2016, p. 618

Décision concernant la fusion des communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens

du 9 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 26 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996 (LOCRP);
vu la loi sur les communes du 5 février 2004 (LCo);
vu l'ordonnance sur les fusions de communes du 25 janvier 2012 (OFus);
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
[1] Les communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens sont réunies en une seule commune sous le nom de «commune municipale de Crans-Montana».
[2] Les territoires de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens forment le territoire de la nouvelle commune municipale de Crans-Montana.
[3] La fusion des communes municipales prend effet au 1er janvier 2017.

Art. 2
[1] Les communes bourgeoisiales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens ne sont pas réunies.
[2] Les territoires des communes bourgeoisiales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens sont maintenus et correspondent au territoire des anciennes communes municipales respectives.
[3] Les bourgeois de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens restent bourgeois de leur commune bourgeoisiale respective.

Art. 3
Le contrat de fusion entre les communes de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens, incorporant les armoiries de la nouvelle commune, est approuvé.

Art. 4
[1] La réunion entraîne de plein droit la reprise des actifs et passifs des quatre communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens.
[2] Les comptes des quatre communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens sont clôturés au 31 décembre 2016.
[3] Les comptes au 31 décembre 2016 ainsi que le bilan de la fusion au 1er janvier 2017 et le budget 2017 sont soumis, dans les délais légaux, à l'approbation de l'assemblée primaire de la commune fusionnée.

Art. 5
[1] Les règlements en vigueur dans les quatre communes de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens restent en vigueur pour une période transitoire échéant le 31 décembre 2020, ce pour autant qu'ils n'aient pas été abrogés dans l'intervalle par une réglementation uniforme. Font exception les règlements déjà uniformisés.

Art. 6
[1] Le nombre des conseillers municipaux de la nouvelle commune municipale de Crans-Montana est arrêté à onze.
[2] L'élection du conseil municipal de la nouvelle commune municipale de Crans-Montana se déroule selon le système de la représentation proportionnelle.

Art. 7
[1] Le conseil bourgeoisial de la commune de Chermignon se compose de cinq membres. Demeure réservée une demande de changement du nombre de conseillers bourgeoisiaux (art. 185 LcDP). Une telle demande doit être présentée au président de la commune bourgeoisiale.
[2] L'élection du conseil bourgeoisial de Chermignon se déroule selon le système de la représentation proportionnelle.

Art. 8
Le Conseil d'Etat arrête les mesures nécessaires à l'organisation et au déroulement de l'élection 2016 des autorités de la nouvelle commune, qui a lieu à la date prévue pour le renouvellement des autorités communales.

Art. 9
[1] Il est alloué à la nouvelle commune municipale de Crans-Montana une aide à la fusion d'un montant global de 5'814'500 francs en application de l'ordonnance sur les fusions de communes.
[2] Ce montant est prélevé dans le fonds spécial d'encouragement aux fusions de communes.

Art. 10
[1] La présente décision entre en vigueur dès sa publication dans le Bulletin officiel.
[2] Le Conseil d'Etat est chargé de promulguer la présente décision et d'arrêter les mesures nécessaires à son exécution.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 13/2016, p. 773

Décision concernant la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen

du 9 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 26 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996 (LOCRP);
vu la loi sur les communes du 5 février 2004 (LCo);
vu l'ordonnance sur les fusions de communes du 25 janvier 2012 (OFus);
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
[1] Les communes municipales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen sont réunies en une seule commune sous le nom de «commune municipale de Conches».
[3] Les territoires de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen forment le territoire de la nouvelle commune de Conches.

Art. 2
[1] Les communes bourgeoisiales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen sont réunies en une seule commune sous le nom de «commune bourgeoisiale de Conches».
[2] Les bourgeois des anciennes communes bourgeoisiales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen deviennent de plein droit bourgeois de la nouvelle commune bourgeoisiale de Conches.

Art. 3
La fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen prend effet le 1er janvier 2017.

Art. 4
[1] Les armoiries de l'ancienne commune municipale de Münster-Geschinen deviennent les armoiries de la nouvelle commune municipale de Conches.
[2] Les armoiries de l'ancienne commune bourgeoisiale de Münster-Geschinen deviennent les armoiries de la nouvelle commune bourgeoisiale de Conches.

Art. 5
[1] La réunion entraîne de plein droit la reprise des actifs et passifs des cinq communes municipales de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen.
[2] Les comptes des cinq communes municipales sont clôturés au 31 décembre 2016.
[3] Les comptes au 31 décembre 2016 ainsi que le bilan de la fusion au 1er janvier 2017 et le budget 2017 sont soumis, dans les délais légaux, à l'approbation de la première assemblée primaire que tiendra la nouvelle commune municipale de Conches en 2017.
[4] Les alinéas 1 à 3 s'appliquent par analogie aux cinq communes bourgeoisiales et à la nouvelle commune bourgeoisiale.

Art. 6
[1] Les règlements en vigueur dans les cinq communes de Blitzingen, Grafschaft, Münster-Geschinen, Niederwald et Reckingen-Gluringen restent en vigueur pour une période transitoire échéant le 31 décembre 2020, ce pour autant qu'ils n'aient pas été abrogés dans l'intervalle par une réglementation uniforme. Font exception les règlements déjà uniformisés.
[2] La nouvelle commune bourgeoisiale de Conches est tenue d'adopter une réglementation uniforme d'ici au 31 décembre 2020 au plus tard.

Art. 7
[1] Le nombre des conseillers municipaux de la nouvelle commune municipale de Conches est arrêté à cinq.
[2] L'élection du conseil municipal de la nouvelle commune municipale de Conches se déroule selon le système de la représentation proportionnelle.
[3] Le Conseil d'Etat arrête les mesures nécessaires à l'organisation et au déroulement des élections communales 2016 de la nouvelle commune lesquelles ont lieu aux dates prévues pour le renouvellement des autorités communales.

Art. 8
[1] La nouvelle commune bourgeoisiale de Conches sera administrée par le nouveau conseil municipal aussi longtemps qu'un conseil bourgeoisial séparé n'aura pas été institué.

Art. 9
[1] Il est alloué à la nouvelle commune municipale de Conches une aide à la fusion d'un montant global de 3'748'200 francs en application de l'ordonnance sur les fusions de communes.
[2] Ce montant est prélevé dans le fonds spécial d'encouragement aux fusions de communes.

Art. 10
[1] La présente décision entre en vigueur dès sa publication dans le Bulletin officiel.
[2] Le Conseil d'Etat est chargé de promulguer la présente décision et d'arrêter les mesures nécessaires à son exécution.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 13/2016, p. 773

Décision concernant l'utilisation de la part cantonale de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations RPLP

du 11 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la loi fédérale concernant une redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations du 19 décembre 1997;
vu la décision du Grand Conseil du 14 septembre 2012 concernant l'utilisation de la part cantonale de la redevance sur le trafic des poids lourds liées aux prestations RPLP pour les années 2013 à 2016;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1 Affectation
[1] La part cantonale à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (ci-après: RPLP) est destinée à financer à long terme les coûts directs d'infrastructure et les coûts indirects occasionnés à la collectivité par ce trafic.
[2] Elle est comptabilisée comme suit dans le compte de l'Etat:
a) 75 pour cent pour la réduction des charges liées au secteur routier;
b) 10 pour cent pour la réduction des charges du trafic régional et des transports;
c) 3 pour cent pour la réduction des charges liées à la circulation routière et à la police;
d) 10 pour cent pour la réduction des charges dans le domaine de l'agriculture et des autres secteurs économiques y relatifs;
e) 2 pour cent en compensation des charges liées aux coûts indirects et figurant au ménage financier général de l'Etat.
[3] Le Conseil d'Etat arrête les modalités d'attribution de ces recettes. Il prévoit que celles-ci servent exclusivement à couvrir les charges des secteurs mentionnés à l'alinéa 2, à l'exception des coûts de fonctionnement des services de l'Etat.

Art. 2 Comptabilisation et présentation
[1] Les montants affectés, recettes et dépenses, sont identifiés spécialement dans les services concernés et font l'objet d'une présentation spécifique lors de la publication du budget et du compte.
[2] Un compte de financement spécial, au sens de l'article 9 de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton, enregistre l'excédent de revenus ou de charges annuel.

Art. 3 Entrée en vigueur
[1] La présente décision n'est pas soumise au référendum facultatif.
[2] Elle s'applique à la période quadriennale 2017-2020 et entre en vigueur au 1er janvier 2017.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 11 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 15/2016, p. 905

Décision concernant le cofinancement des parcs naturels régionaux Binntal et Pfyn-Finges

du 7 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la législation fédérale sur la protection de la nature et du paysage;
vu l'ordonnance fédérale sur les parcs d'importance nationale du 7 novembre 2007;
vu l'article 21 de la loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites du 13 novembre 1998;
vu l'article 28 de l'ordonnance cantonale sur la protection de la nature, du paysage et des sites du 20 septembre 2000;
vu la décision du Conseil d'Etat approuvant le concept cantonal concernant la création et la gestion des parcs d'importance nationale du 16 septembre 2009;
vu la décision du Grand Conseil concernant la création et le financement d'un parc naturel régional Binntal du 11 décembre 2008;
vu la décision du Conseil d'Etat concernant le financement 2014-2015 du parc naturel régional Binntal du 11 juin 2014;
vu la décision du Grand Conseil concernant le cofinancement d'un parc naturel Pfyn-Finges du 6 mai 2010;
vu le dossier de demande de labellisation du parc naturel régional Binntal pour la période 2012-2021, incluant la planification à 10 ans et la charte, déposé le 5 janvier 2011;
vu le dossier de demande d'aides financières globale pour la gestion du parc naturel régional du Binntal pour la période 2016-2019 déposé le 6 février 2015;
vu le dossier de demande de labellisation du parc naturel régional Pfyn-Finges pour la période 2013-2022, incluant la planification à 10 ans et la charte, déposé le 9 janvier 2012;
vu le dossier de demande d'aides financières globale pour la gestion du parc naturel régional de Pfyn-Finges pour la période 2016-2019 déposé le 6 février 2015;
vu la convention-programme entre l'OFEV et le canton concernant le parc naturel régional Binntal pour la période 2012-2015 du 3 avril 2012;
vu la convention-programme entre l'OFEV et le canton concernant le parc naturel régional Pfyn-Finges pour la période 2012-2015 du 3 avril 2012;
vu la correspondance de l'OFEV informant sur l'adaptation des montants des aides financières 2016-2019 suite à l'adoption de la motion « Financement adéquat des parcs d'importance nationale » du 14 novembre 2014;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
La participation financière du canton pour la gestion du parc naturel régional Binntal, sis sur les communes de Binn, Bister, Blitzingen, Ernen, Grengiols et Niederwald est fixée comme suit:

a) les coûts inhérents à durée de la convention-programme 2016-2019, devisés à 4'992'000 francs sont subventionnés à raison de 70 pour cent des frais reconnus, part fédérale comprise, mais au maximum 3'494'000 francs; les montants sont versés en fonction des décomptes de prestations soumis;

b) le Conseil d'Etat est habilité à renouveler la participation financière du canton pour la gestion du parc naturel régional Binntal pour une période de convention-programme supplémentaire, selon des coûts et une clé de répartition financière correspondants à la phase précédente;

c) le Conseil d'Etat est habilité à signer les conventions et les mandats de prestations induits par la présente décision, en collaboration avec l'office fédéral responsable ainsi qu'avec l'Association «Landschaftspark Binntal».

Art. 2
La participation financière du canton pour la gestion du parc naturel régional Pfyn-Finges, sis sur les communes d'Albinen, Agarn, Gampel-Bratsch, Guttet-Feschel, Loèche, Loèche-les-Bains, Mollens, Oberems, Salquenen, Sierre, Tourtemagne-Unterems et Varone, est fixée comme suit:

a) les coûts inhérents à durée de la convention-programme 2016-2019, devisés à 8'028'041 francs sont subventionnés à raison de 63 pour cent des frais reconnus, part fédérale comprise, mais au maximum 5'057'666 francs; les montants sont versés en fonction des décomptes de prestations soumis;

b) le Conseil d'Etat est habilité à renouveler la participation financière du canton pour la gestion du parc naturel régional Pfyn-Finges pour une période de convention-programme supplémentaire, selon des coûts et une clé de répartition financière correspondant à la phase précédente;

c) le Conseil d'Etat est habilité à signer les conventions et les mandats de prestations induits par la présente décision, en collaboration avec l'office fédéral responsable ainsi qu'avec l'Association «Pfyn-Finges: Espace de vie et de découverte».

Art. 3
La présente décision portant sur une dépense ordinaire, elle n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 7 mars 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 15/2016, p. 905

Décision concernant l'octroi d'un cautionnement-cadre pour le développement des infrastructures de l'Hôpital du Valais

du 10 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu la loi sur les établissements et institutions sanitaires du 13 mars 2014, notamment l'article 40 alinéa 2 concernant l'octroi d'un cautionnement supplémentaire à l'Hôpital du Valais;
vu la requête de l'Hôpital du Valais du 26 janvier 2016 portant sur le cautionnement pour le financement des études détaillées pour les projets d'investissements stratégiques;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Un cautionnement-cadre d'investissement de 385 millions de francs est alloué à l'Hôpital du Valais en faveur du développement de ses infrastructures, dont 100 millions pour le centre hospitalier du Haut-Valais et 285 millions pour le centre hospitalier du Valais romand (non-compris la stérilisation centrale à Martigny et les parkings).

Art. 2
La réalisation des différents projets est soumise à l'approbation de l'autorité cantonale compétente sous forme de cautionnements d'objet.

Art. 3
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] La présente décision est soumise au référendum facultatif.
[3] Le Conseil d'Etat publie la présente décision dans le Bulletin officiel et fixe son entrée en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1507

Décision concernant l'octroi d'un cautionnement d'objet pour les études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital de Valais

du 10 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu la loi sur les établissements et institutions sanitaires du 13 mars 2014, notamment l'article 40 alinéa 2 concernant l'octroi d'un cautionnement supplémentaire à l'Hôpital du Valais;
vu la requête de l'Hôpital du Valais du 26 janvier 2016 portant sur le cautionnement pour le financement des études détaillées pour les projets d'investissements stratégiques;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Un cautionnement d'objet de 30,8 millions de francs est alloué à l'Hôpital du Valais en faveur du financement des études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital du Valais, à savoir les projets de Brigue, Sierre, Sion, Martigny, Saint-Amé et Malévoz.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] La présente décision est soumise au référendum facultatif.
[3] Le Conseil d'Etat publie la présente décision dans le Bulletin officiel et fixe son entrée en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1507

Décision concernant l'adoption de la convention-programme entre la Confédération suisse et le canton du Valais concernant l'encouragement du programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2016-2019

du 9 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 chiffre 2 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu l'article 45 alinéa 2 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
vu l'article 30bis de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
La convention-programme entre la Confédération suisse, représentée par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), et le canton du Valais, représenté par le Département de l'économie, de l'énergie et du territoire (DEET), du 15 mars 2016 concernant l'encouragement du programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2016-2019 ainsi que les dépenses brutes correspondantes à charge du canton de 31'700'000 francs (contributions à fonds perdu) sont adoptées.

Art. 2
La présente décision a valeur de crédit-cadre pour les dépenses mentionnées à l'article 1.

Art. 3
La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2016.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 9 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1507

Décision concernant le Domaine des Barges – Octroi d'une servitude de superficie, d'une servitude de passage, d'un bail à ferme agricole et d'un droit de préemption

du 12 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 31 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF);
vu le code civil suisse (CCS);
vu la loi fédérale sur le droit foncier rural du 4 octobre 1991 (LDFR);
vu la loi fédérale sur le bail à ferme agricole du 4 octobre 1985 (LBFA);
vu le rapport du Service de l'agriculture;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
La création d'une servitude de superficie, d'une servitude de passage, d'un bail à ferme agricole et d'un droit de préemption en faveur de l'entreprise Syngenta Crop Protection Monthey SA est autorisée. L'acte constitutif comprend notamment les éléments suivants:

1. Une servitude de superficie, ni distincte, ni permanente, ni cessible, ni transmissible, décrite ci-dessous.
2. Une servitude de passage, cessible et transmissible, sur la route d'accès à la parcelle bénéficiaire de la servitude de superficie, soit à charge de la parcelle No 1736, commune de Vouvry.
3. Un bail à ferme agricole, incessible et intransmissible, sur le bâtiment Trablaz et sur les surfaces attenantes de la parcelle No 1736, en lieu et place du bail à ferme agricole du 22 décembre 1998.
4. Un droit de préemption non cessible sur les immeubles grevés, pour une durée de 25 ans.
5. L'acte est passé en la forme authentique.
6. La servitude de superficie porte sur 30 ans.
7. L'immeuble grevé par la servitude de superficie est le suivant:
   – Nom du lieu: Domaine des Barges
   – Coordonnées géographiques: 560 110 – 113 960, commune de Vouvry
   – Références au registre foncier: parcelle No 1736, plan folio No 29.
8. La surface qui peut être bâtie équivaut à 1'030 m2.
9. L'emplacement de la servitude de superficie accordée figure sur un plan. Ce plan fait partie intégrante de l'acte constitutif.

Art. 2
[1] A l'échéance de la validité de la servitude de superficie, l'Etat du Valais devient propriétaire de l'immeuble érigé sur la parcelle No 1736 financé à hauteur de six millions de francs par l'entreprise Syngenta.
[2] Durant la période de validité de la servitude de superficie, de la servitude de passage et du bail à ferme agricole, l'Etat du Valais renonce à la perception directe des montants liés au droit de superficie et au bail à ferme agricole.

Art. 3
Le Département de l'économie, de l'énergie et du territoire est chargé, en collaboration avec le Département des finances et des institutions et le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement, de la mise en œuvre de la présente décision.

Art. 4
La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 12 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1508

Décision concernant l'octroi d'une subvention cantonale pour la construction d'un bâtiment de remplacement pour l'établissement médico-social «Martinsheim» à Viège

du 10 mai 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais
vu la requête de la Fondation «Martinsheim» à Viège;
vu les articles 31 alinéa 3 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur les soins de longue durée du 14 septembre 2011, notamment l'article 32 concernant la participation financière du canton aux dépenses d'investissements des établissements médico-sociaux;
vu les directives du Département des finances, des institutions et de la santé du 8 février 2012 concernant le subventionnement cantonal des travaux de construction et d'agrandissement des établissements médico-sociaux (EMS) et des structures de soins de jour et de nuit;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Il est alloué à la Fondation «Martinsheim» à Viège, pour la construction d'un bâtiment de remplacement de l'EMS «Martinsheim», la subvention cantonale suivante, calculée selon l'indice suisse des prix de la construction d'avril 2015: 30 pour cent sur le montant de 17'364'436 francs, soit 5'209'330 francs.

Art. 2
[1] Le Conseil d'Etat est compétent pour subventionner les dépenses supplémentaires éventuelles dues à la hausse officielle du prix de construction et des salaires.
[2] Le subventionnement est conditionné au respect des dispositions de la loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord sur les marchés publics du 8 mai 2003.
[3] Le subventionnement est subordonné à l'obtention du label Minergie.

Art. 3
Le montant de cette subvention, qui s'élève au maximum à 5'209'330 francs, peut être versé sous forme d'acomptes au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des décomptes provisoires. Le terme de son paiement est fixé au 31 décembre 2024, sous réserve de l'approbation du décompte final et en fonction des disponibilités financières et budgétaires.

Art. 4
En cas de changement d'affectation des locaux survenant avant un délai de 40 ans, le Conseil d'Etat peut exiger une rétrocession proportionnelle de la subvention.

Art. 5
[1] Le Conseil d'Etat, par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture, est chargé de l'exécution de la présente décision.
[2] La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1508

Décision concernant l'approbation de diverses conventions-programmes entre la Confédération et le canton du Valais

du 14 juin 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 chiffre 2 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu l'article 45 alinéa 2 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
vu l'article 30bis de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
vu la loi concernant la mise en œuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération, le canton et les communes du 16 juin 2010;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
La convention-programme 2016-2019 entre la Confédération suisse et le canton du Valais concernant les ouvrages de protection – Forêts ainsi que les dépenses brutes correspondantes à charge du canton par 42'630'514 francs sont approuvées.

Art. 2
La convention-programme 2016-2019 entre la Confédération suisse et le canton du Valais concernant les forêts protectrices ainsi que les dépenses brutes correspondantes à charge du canton par 75'305'500 francs sont approuvées.

Art. 3
La convention-programme 2016-2019 entre la Confédération suisse et le canton du Valais concernant les ouvrages de protection - Eaux ainsi que les dépenses brutes correspondantes à charge du canton par 22'225'000 francs sont approuvées.

Art. 4
La présente décision d'approbation a valeur de crédit-cadre pour les dépenses mentionnées aux articles précédents.

Art. 5
La présente décision portant sur des dépenses ordinaires n'est pas soumise au référendum facultatif et entre en vigueur immédiatement et avec effet rétroactif au 1er janvier 2016.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 14 juin 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 28/2016, p. 1840

Décision concernant l'octroi d'un crédit d'engagement pour les travaux de déviation du village des Evouettes sur la route principale suisse H21Bo Jonction H144 – Saint-Gingolph, tronçon les Evouettes – Le Bouveret, sur le territoire de la commune de Port-Valais

du 7 septembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur les routes du 3 septembre 1965;
vu la décision concernant les critères d'établissement des priorités pour la construction, la correction et la réfection des routes et des voies publiques du 29 septembre 1993;
vu la décision du Conseil d'Etat concernant l'affectation des contributions fédérales pour les routes principales suisses du 24 février 2016;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
[1] Le Conseil d'Etat est autorisé à entreprendre les travaux de déviation du village des Evouettes sur la route principale suisse H21Bo Jonction H144 – Saint-Gingolph, tronçon les Evouettes – Le Bouveret, sur le territoire de la commune de Port-Valais.
[2] Ces travaux sont déclarés œuvre d'utilité publique.

Art. 2
Ces travaux font l'objet d'un projet d'exécution conformément aux articles 39ss de la loi sur les routes.

Art. 3
[1] Le coût total des études et travaux pour la route, selon devis approuvé par le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement, est estimé à 130'000'000 de francs.
[2] Conformément à la décision du Conseil d'Etat du 24 février 2016, un montant de 117'000'000 de francs, représentant 90 pour cent du coût total et provenant de l'utilisation des contributions forfaitaires annuelles globales de la Confédération aux routes principales suisses ainsi que des montants forfaitaires annuels du fonds d'infrastructure pour les routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques, est affecté à l'œuvre.
[3] Les frais effectifs de l'œuvre sont répartis entre le canton et les communes appelées à participer selon les dispositions de la loi sur les routes.

[4] La part des communes appelées à participer est estimée à 3’900’000 francs.

Art. 4
Les communes appelées à participer à l’œuvre sont, selon l’article 88 lettre a de la loi sur les routes, toutes les communes du canton.

Art. 5
Les travaux ne peuvent être entrepris que s’ils figurent dans le programme routier établi par le Conseil d’Etat et pour autant que les disponibilités budgétaires du canton le permettent.

Art. 6
Le Conseil d’Etat octroie les crédits complémentaires liés au renchérissement. L’indice de référence correspond à l’indice suisse des prix à la construction génie civil (région lémanique) d’octobre 2015.

Art. 7
La présente décision portant sur une dépense ordinaire n’est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 7 septembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 40/2016, p. 2638

Décision concernant l'octroi de subventions pour les travaux d'aménagement du Baltschiederbach sur le territoire de la commune de Baltschieder

du 7 septembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 chiffres 2 et 42 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur l'aménagement des cours d'eau du 15 mars 2007 et son ordonnance du 5 décembre 2007;
vu l'article 69 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 28 mars 1990;
vu les articles 31 et 32 du règlement du 4 juillet 1990 concernant l'exécution de la loi du 28 mars 1990 sur l'utilisation des forces hydrauliques;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Les travaux d'aménagement du Baltschiederbach sur le territoire de la commune de Baltschieder, sont déclarés œuvre d'utilité publique.

Art. 2
Les coûts de ces travaux, devisés à 17'000'000 de francs, incombent à la commune de Baltschieder.

Art. 3
L'Etat contribue à la réalisation de cette œuvre par une subvention ordinaire de 80 pour cent prévue à l'article 44 de la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau ainsi qu'à l'article 33 alinéa 1 lettre b et alinéa 2 de son ordonnance, soit une participation totale de 13'600'000 francs au maximum, incluant la subvention fédérale.

Art. 4
Le Conseil d'Etat, par le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement est chargé d'entreprendre les démarches en vue de l'obtention des subventions fédérales.

Art. 5
Le paiement de la subvention s'effectuera par acomptes à partir de 2024 et sera réparti sur plusieurs années, en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la planification financière et des disponibilités budgétaires de l'Etat.

Art. 6
Les travaux sont placés sous la surveillance du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement.

Art. 7
Le Conseil d'Etat octroie les crédits complémentaires liés au renchérissement. L'indice de référence correspond à l'indice suisse des prix à la construction génie civil (région Romandie) d'octobre 2015.

Art. 8
La présente décision portant sur dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif est entre en vigueur immédiatement.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 7 septembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 40/2016, p. 2638

Décision concernant l'octroi de subventions pour les mesures de protection contre les crues de la Dala, du Pollesgraben et du Lichtengraben sur le territoire de la commune de Leukerbad

du 7 septembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 chiffre 2 et 42 de la Constitution cantonale;
vu la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau du 15 mars 2007 et son ordonnance du 5 décembre 2007;
vu l'article 69 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 28 mars 1990;
vu les articles 31 et 32 du règlement concernant l'exécution de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 4 juillet 1990;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Les mesures de protection contre les crues de la Dala, du Pollesgraben et du Lichtengraben, sur le territoire de la commune de Leukerbad, sont déclarées d'utilité publique.

Art. 2
Les coûts de ces travaux, devisés à 6'700'000 francs, incombent à la commune de Leukerbad.

Art. 3
L'Etat contribue à la réalisation de cette œuvre par une subvention ordinaire de 80 pour cent prévue à l'article 44 de la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau ainsi qu'à l'article 33 alinéa 1 lettre b et alinéa 2 de son ordonnance, subventions fédérales incluses, ainsi que par les subventions supplémentaires cumulatives de 10 pour cent prévues par l'article 33 alinéa 3 de l'ordonnance. La subvention cantonale se monte ainsi à 90 pour cent, soit une participation totale de 6'030'000 francs au maximum.

Art. 4
Le Conseil d'Etat, par le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement, est chargé d'entreprendre les démarches en vue de l'obtention des subventions fédérales.

Art. 5
Le paiement de la subvention s'effectue par acomptes à partir de 2024 et est

réparti sur plusieurs années, en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la planification financière et des disponibilités budgétaires de l'Etat.

Art. 6
Les travaux sont placés sous la surveillance du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement.

Art. 7
Le Conseil d'Etat octroie les crédits complémentaires liés au renchérissement. L'indice de référence correspond à l'indice suisse des prix à la construction génie civil (région lémanique) d'octobre 2015.

Art. 8
La présente décision portant sur dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre en vigueur immédiatement.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 7 septembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 40/2016, p. 2639

Décision concernant l'octroi de subventions pour les travaux d'aménagement du Tschingel sur le territoire de la commune de Gampel-Bratsch

du 7 septembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 chiffre 2 et 42 de la Constitution cantonale;
vu la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau du 15 mars 2007 et son ordonnance du 5 décembre 2007;
vu l'article 69 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 28 mars 1990;
vu les articles 31 et 32 du règlement concernant l'exécution de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques du 4 juillet 1990;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Les travaux d'aménagement du Tschingel sur le territoire de la commune de Gampel-Bratsch, sont déclarés œuvre d'utilité publique.

Art. 2
Les coûts de ces travaux, devisés à 9'500'000 francs, incombent à la commune de Gampel-Bratsch.

Art. 3
L'Etat contribue à la réalisation de cette œuvre par une subvention ordinaire de 85 pour cent prévue à l'article 44 de la loi cantonale sur l'aménagement des cours d'eau ainsi qu'à l'article 33 alinéa 1 lettre b et alinéa 2 de son ordonnance, soit une participation totale de 8'075'000 francs au maximum, incluant la subvention fédérale.

Art. 4
Le Conseil d'Etat, par le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement est chargé d'entreprendre les démarches en vue de l'obtention des subventions fédérales.

Art. 5
Le paiement de la subvention s'effectuera par acomptes à partir de 2024 et sera réparti sur plusieurs années, en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la planification financière et des disponibilités budgétaires de l'Etat.

Art. 6
Les travaux sont placés sous la surveillance du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement.

Art. 7
Le Conseil d'Etat octroie les crédits complémentaires liés au renchérissement. L'indice de référence correspond à l'indice suisse des prix à la construction génie civil (région lémanique) d'octobre 2015.

Art. 8
La présente décision portant sur dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre en vigueur immédiatement.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 7 septembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 40/2016, p. 2639

Décision fixant le nombre de procureurs et substituts auprès du ministère public

du 15 décembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 chiffre 2 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu l'article 26 alinéa 1 de la loi sur l'organisation de la Justice du 11 février 2009;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
Le nombre de procureurs et de substituts du ministère public, y compris le procureur général, le procureur général adjoint et les premiers procureurs, est porté de 26 à 27 unités juristes.

Art. 2
La présente décision, de la compétence du Grand Conseil, n'est pas soumise au vote du peuple.

Art. 3
Sous réserve des crédits budgétaires nécessaires, la présente décision entre en vigueur au 1er janvier 2017 pour une durée indéterminée.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 15 décembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 53/2016, p. 3516

Décision concernant l'approbation de l'avant-projet et l'octroi d'un crédit-cadre en faveur du projet de développement régional Val d'Illiez – PDR Illiez

du 13 décembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 alinéa 4 de la Constitution cantonale;
vu les articles 6 et 7 ainsi que 51 à 94 de la loi sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007;
vu l'article 36 alinéas 5 et 6 de l'ordonnance sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007;
vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
L'avant-projet du PDR Illiez sur territoire des communes de Champéry, Val-d'Illiez et Troistorrents est approuvé.

Art. 2
[1] Un crédit-cadre de 9'853'662 francs est alloué en faveur de la réalisation, par étapes, dans un délai de six ans au maximum, des mesures prévues à l'avant-projet.
[2] Ce crédit se répartit de la manière suivante:
a) part cantonale 3'473'166 francs,
b) part fédérale 3'380'496 francs,
c) crédits de construction 1'500'000 francs,
d) crédits d'investissements 1'500'000 francs.
[3] L'année de référence pour l'appréciation du renchérissement selon l'indice suisse des prix de la construction est 2016.

Art. 3
Les étapes de réalisation annuelles feront l'objet de crédits d'objet qui seront soumis à l'approbation de l'autorité cantonale compétente.

Art. 4
Le Conseil d'Etat, par le Département de l'économie, de l'énergie et du territoire, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 5
La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 13 décembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 53/2016, p. 3516

Décision concernant l'octroi d'un crédit d'engagement pour les travaux de construction du tunnel des Pyramides sur la RC 54 Sion – Les Haudères – Arolla, sur le territoire de la commune d'Hérémence

du 15 décembre 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 de la Constitution cantonale;
vu les dispositions de la loi sur les routes du 3 septembre 1965;
vu la décision du 29 septembre 1993 concernant les critères d'établissement des priorités pour la construction, la correction et la réfection des routes et des voies publiques;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1
[1] Le Conseil d'Etat est autorisé à entreprendre les travaux de construction du tunnel des Pyramides sur la RC 54 Sion – Les Haudères – Arolla, sur le territoire de la commune d'Hérémence.
[2] Ces travaux sont déclarés œuvre d'utilité publique.

Art. 2
Ces travaux font l'objet d'un projet d'exécution conformément aux articles 39ss de la loi sur les routes.

Art. 3
[1] Le coût total des études et travaux pour la route, selon devis approuvé par le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement, est estimé à 10'500'000 francs.
[2] Les frais effectifs de l'œuvre sont répartis entre le canton et les communes appelées à participer selon les dispositions de la loi sur les routes.
[3] La part des communes appelées à participer est estimée à 3'150'000 francs.

Art. 4
Les communes appelées à participer à l'œuvre sont, selon l'article 88 lettre b de la loi sur les routes et conformément à la pratique existante sur cet axe, après entente entre les communes (art. 2 et 89 LR), celles de Sion, Vex, Hérémence, Evolène, Saint-Martin et Mont Noble.

Art. 5
Les travaux ne pourront être entrepris que s'ils figurent dans le programme routier établi par le Conseil d'Etat et pour autant que les disponibilités budgétaires du canton le permettent.

Art. 6
Le Conseil d'Etat octroie les crédits complémentaires liés au renchérissement. L'indice de référence correspond à l'indice suisse des prix à la construction génie civil (région Romandie) d'avril 2016.

Art. 7
La présente décision portant sur une dépense ordinaire n'est pas soumise au référendum facultatif et entre immédiatement en vigueur.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 15 décembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 53/2016, p. 3516

Ordonnance sur l'agriculture et le développement rural

Modification du 13 janvier 2016

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

vu la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
vu la décision du Conseil d'Etat du 18 juin 2014 arrêtant les mesures de politique agricole;
sur proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire;

ordonne:

I
L'ordonnance sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007 (OcADR) est modifiée comme suit:

Art. 12 al. 1 Modalités de paiement
[1] Les redevances doivent être acquittées dans les 30 jours qui suivent leur notification.

Art. 13 al. 1 et 2 Exonération pour l'auto-approvisionnement (nouveau titre)
[1] Les producteurs et commerçants de fromages valaisans au sens de l'article 15 alinéa 1 lettre e LcADR sont exonérés de la redevance pour les fromages fabriqués dans l'exploitation agricole ou dans l'exploitation d'estivage, à raison de 20 kg de fromage par personne vivant en permanence dans leur exploitation agricole ou leur exploitation d'estivage, au titre de l'auto-approvisionnement.
[2] Le fromage qui est repris par les producteurs d'une fromagerie ou d'un alpage en tant que dédommagement pour le lait livré ou qui est acheté à ces exploitations n'est pas exonéré des redevances. (nouveau)

Art. 18 al. 2 et 4 Autorité compétente
[2] Abrogé.
[4] Abrogé.

Art. 38 al. 4bis (nouveau) Tenue de l'assemblée et décision
[4bis] Si la réalisation de l'œuvre est décidée, l'assemblée constitutive délibère et approuve les statuts à la majorité absolue des propriétaires fonciers présents.

Art. 39 al. 2bis (nouveau) Etat des propriétés
[2bis] Les propriétaires sont eux-mêmes responsables de l'exactitude des inscriptions figurant dans les registres officiels.

Section 4bis (nouveau): Dispositions spécifiques concernant les remaniements parcellaires par exploitation

Art. 62a Définition
Un remaniement parcellaire par exploitation consiste à la mise en commun des parcelles exploitées (par le propriétaire pour son propre compte, le fermier ou l'emprunteur) et à la redistribution légale des biens-fonds ainsi libérés dans un territoire délimité.

Art. 62b Constitution
[1] Un remaniement parcellaire par exploitation se réalise à l'initiative des exploitants reconnus au sens de l'ordonnance fédérale sur la terminologie agricole, à l'intérieur d'un périmètre déterminé.
[2] Le département convoque tous les exploitants et propriétaires du périmètre concerné à l'assemblée constitutive.
[3] Les propriétaires votent, dans une première étape, l'acceptation de l'entreprise à la majorité des surfaces de terrain comprises dans le périmètre concerné. Ceux qui ne prennent pas part à la décision sont réputés y adhérer.
[4] En cas de vote positif des propriétaires, les exploitants (propriétaires exploitant pour leur propre compte, fermiers et emprunteurs) décident, dans une deuxième étape, à la majorité simple, la réalisation de l'œuvre par un syndicat. Ceux qui ne prennent pas part à la décision sont réputés y adhérer.

Art. 62c al. 2 Procédure
[2] Les dispositions détaillées pour la réalisation du remaniement parcellaire par exploitation sont à définir dans l'avant-projet qui sert de base pour la votation.

Art. 62d Rapports entre propriétaires et exploitants (nouveau titre)
[1] Tout propriétaire compris dans le périmètre a l'obligation, dès l'adoption formelle du plan des lots et des valeurs de fermage, de tolérer l'exploitation de ses parcelles par l'exploitant auquel elles ont été attribuées pendant une durée de 12 ans.
[2] Le plan des lots et les valeurs de fermage servent de pièces de réquisition au registre foncier (annotation des baux pour 12 ans).
[3] Tout propriétaire a droit à un loyer convenable pendant la durée de l'entreprise et les 12 ans qui suivent. Les valeurs de taxation sont considérées comme valeurs licites de fermage.
[4] Le syndicat d'exploitants prélève auprès de ses membres fermiers les fermages annuels et les verse aux propriétaires.

Art. 62e Restitution des terrains
[1] Après 12 ans, les propriétaires ont droit à la restitution de leurs terrains dans un état convenable au sens de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole pour les baux, respectivement au sens du Code suisse des obligations pour les prêts.

[2] Le Syndicat peut continuer d'exister si la majorité des exploitants en décident ainsi au cours d'une assemblée générale spécialement convoquée à cet

effet et si les propriétaires du périmètre concerné donnent leur accord à cette prolongation selon les mêmes modalités que pour la décision de l'œuvre initiale.

Art. 76 Autorité d'opposition
Le service a la faculté de former opposition auprès du département contre le montant du fermage, au sens de la législation fédérale sur le bail à ferme agricole.

II

Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec effet au 1er janvier 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 13 janvier 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 4/2016, p. 168

Ordonnance sur la lutte contre les maladies transmissibles

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme du 28 septembre 2012 (Loi sur les épidémies, LEp);
vu l'ordonnance fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme du 29 avril 2015 (Ordonnance sur les épidémies, OEp);
vu la loi fédérale du 13 juin 1928 sur la lutte contre la tuberculose;
vu la loi cantonale du 14 février 2008 sur la santé, notamment le titre neuvième;
vu l'ordonnance cantonale sur les activités de santé publique déléguées par l'Etat du 1er octobre 2014;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:

Art. 1 But
La présente ordonnance a pour but de préciser les modalités d'application de la législation fédérale et cantonale en matière de lutte contre les maladies transmissibles s'agissant notamment des compétences du médecin cantonal, du service de la santé publique, des médecins de districts, des communes, des institutions du domaine de la santé et des autres structures concernées.

Section 1: Autorités

Art. 2 Autorités
Par l'intermédiaire du médecin cantonal et du service de la santé publique, le Département dont relève la santé (ci-après le Département) est chargé de l'application de la législation fédérale relative à la lutte contre les maladies transmissibles.

Art. 3 Médecin cantonal
[1] Le médecin cantonal est nommé par le Conseil d'Etat.
[2] Il remplit les tâches nécessaires pour lutter contre les maladies transmissibles prévues par la législation fédérale, notamment:
a) il assume la coordination entre la Confédération, les cantons et les organes concernés au niveau cantonal et communal;
b) il ordonne en particulier:
– les enquêtes épidémiologiques et la surveillance médicale;
– l'isolement des malades ou leur transfert dans un établissement sanitaire;
– la mise en quarantaine des personnes concernées;

– la désinfection des locaux publics ou privés;
– toutes autres mesures justifiées par les circonstances, notamment la réquisition de professionnels de la santé en cas d'épidémie ou de pandémie;

c) il veille à l'application des dispositions sur le respect de l'obligation de déclarer des médecins, des hôpitaux et d'autres institutions sanitaires publique ou privées, au sens de l'art. 12 LEp;

d) il veille au contrôle du statut vaccinal des enfants et des adolescents au moins deux fois, au début et en fin de la scolarité obligatoire, conformément à l'art. 36 OEp.

Art. 4 Délégation à des organismes privés ou publics

[1] Le Département peut, par voie de convention, déléguer à l'Unité cantonale des maladies transmissibles les tâches opérationnelles spécifiques incombant aux autorités sanitaires cantonales, notamment au médecin cantonal, telles que définies dans les dispositions légales précitées, en particulier à l'article 125 de la loi sur la santé du 14 février 2008 (LS).

[2] L'Unité cantonale des maladies transmissibles effectue les analyses microbiologiques nécessaires à la surveillance et à la prise en charge des situations épidémiologiques concernant la lutte contre les maladies transmissibles.

[3] Le Département peut, par voie de convention, déléguer à l'Institut Central des Hôpitaux ou à d'autres organismes privés ou publics, instituts spécialisés ou universitaires, l'exécution de tâches relevant de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles et de l'hygiène dans les établissements et institutions sanitaires.

[4] Le cas échéant, sont applicables les dispositions spécifiques sur les activités médicales ou de santé publique déléguées par l'Etat.

Art. 5 Médecins remplaçants du médecin cantonal

[1] Le Département peut nommer des remplaçants du médecin cantonal pour les maladies transmissibles, sur proposition du médecin cantonal

[2] Les tâches des médecins remplaçants du médecin cantonal pour les maladies transmissibles sont fixées par voie de convention.

[3] Les médecins remplaçants du médecin cantonal pour les maladies transmissibles peuvent, en accord avec le médecin cantonal, prendre les mesures visées à l'art. 3 al. 2 let. b) de la présente ordonnance.

Art. 6 Médecins de district

[1] Le médecin cantonal peut s'adjoindre aussi des médecins de district, qui l'assistent dans ses tâches de lutte contre les maladies transmissibles, dans ses tâches médico-légales ou dans toute autre question relative à la santé publique.

[2] Sur proposition du médecin cantonal, le Conseil d'Etat nomme les médecins de district au début de chaque période administrative.

[3] Sur demande du médecin cantonal, les médecins de district prennent ou ordonnent les mesures d'urgence dictées par la protection de la santé publique.

[4] Les médecins de district peuvent être chargés par le médecin cantonal d'accomplir certaines tâches particulières dans la lutte contre les épidémies.

[5] Les médecins de district prennent, d'entente avec le médecin cantonal ou à sa demande, les mesures nécessaires à l'application des dispositions fédérales sur le transport et la sépulture de cadavres présentant un danger de contagion.

Art. 7 Communes
Les communes exercent notamment les tâches suivantes:
a) elles informent leurs habitants des instructions du médecin cantonal;
b) elles mettent à disposition gratuitement les locaux nécessaires dans les cas d'épidémies et pour l'organisation des vaccinations; elles fournissent également le personnel de secrétariat et d'organisation;
c) en cas d'épidémie, elles sont tenues de transmettre toute information utile au médecin cantonal;
d) en cas d'urgence, elles prennent, à la demande du médecin cantonal, les mesures prévues par la législation fédérale pour éviter la propagation de maladies transmissibles comme l'interdiction ou la restriction de réunions, la fermeture d'écoles, d'autres établissements publics ainsi que d'entreprises privées;
e) elles assurent le service de désinfection par convention avec les désinfecteurs officiels;
f) elles sont l'autorité responsable pour la sépulture au sens de la législation fédérale sur le transport et la sépulture de cadavre.

Art. 8 Commission de coordination
[1] Le Conseil d'Etat nomme au début de chaque période administrative une commission de coordination pour la lutte contre les maladies transmissibles (ci-après: la commission) composée de représentants des milieux concernés et présidée par le médecin cantonal.
[2] Elle a notamment pour tâche de coordonner l'activité des services de médecine humaine, de médecine vétérinaire et de contrôle des denrées alimentaires, qui participent à la lutte contre les maladies transmissibles.

Section 2: Lutte contre les maladies

Art. 9 Surveillance
[1] Les personnes pouvant propager une maladie transmissible doivent être placées sous surveillance médicale lorsque cette mesure est nécessaire pour prévenir la propagation de la maladie.
[2] Le médecin cantonal prend la décision en dernier ressort.

Art. 10 Isolement
[1] Si la surveillance médicale ne suffit pas, les personnes pouvant propager une maladie transmissible doivent être isolées. Elles peuvent, si nécessaire, être hospitalisées à cet effet dans un établissement approprié.
[2] Le médecin cantonal prend la décision en dernier ressort.

Art. 11 Examens médicaux
[1] Les personnes pouvant propager une maladie transmissible peuvent être tenues de se prêter à des examens médicaux et à des prélèvements pour ana-

lyse, si ces mesures sont nécessaires pour prévenir la propagation d'une maladie transmissible.
[2] Le médecin cantonal prend la décision en dernier ressort.

Section 3: Dispositions diverses

Art. 12 Mesures de prévention
[1] Les écoles de la scolarité obligatoire et les structures prenant en charge des enfants et adolescents veillent au respect des prescriptions visées à l'art. 28 OEp, en collaboration avec le médecin cantonal.
[2] Les institutions du domaine de la santé, comme les hôpitaux, les foyers et les cabinets médicaux, veillent au respect des prescriptions visées à l'art. 29 OEp.
[3] Les établissements de privation de liberté veillent au respect des prescriptions visées à l'art. 30 OEp.
[4] Les exploitants de centres d'hébergement collectif cantonaux pour requérants d'asile veillent au respect des prescriptions visées à l'art. 31 OEp.

Art. 13 Vaccinations officielles et obligatoires
[1] Le Département peut décider de mettre sur pied des campagnes de vaccinations officielles.
[2] Elles sont menées notamment dans le cadre de la médecine scolaire, en concertation avec la Société médicale du Valais.
[3] Le Conseil d'Etat, sur proposition du médecin cantonal ou de la commission, peut rendre obligatoires certaines vaccinations pour les groupes à risque, pour les personnes particulièrement exposées et pour les personnes exerçant certaines activités, pour autant qu'un danger sérieux soit établi, conformément aux articles 22 LEp et 38 OEp.

Art. 14 Surveillance épidémiologique
Le Département peut participer financièrement aux mesures de surveillance épidémiologique du canton, notamment pour ce qui concerne les infections dans le domaine des hôpitaux, des établissements médico-sociaux et des soins à domicile.

Art. 15 Promotion de la santé et prévention des maladies
Pour le surplus, sont applicables les dispositions spécifiques sur la promotion de la santé et la prévention des maladies et des accidents.

Art. 16 Désinfestation et désinfection
Le Service cantonal de la consommation et affaires vétérinaires coordonne et surveille les opérations de désinfestation et de désinfection, en collaboration avec les communes concernées.

Art. 17 Déclarations obligatoires
Les professionnels de la santé et les institutions soumises à l'obligation de déclarer des maladies transmissibles doivent, dans les délais, sous peine des

sanctions prévues par la LS, annoncer au médecin cantonal et à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) les cas de maladies prévues dans la législation fédérale.

Art. 18 Lutte contre la tuberculose
[1] Le Département peut déléguer, par voie de convention, la mise en oeuvre des mesures de prévention et de dépistage de la tuberculose à des institutions spécialisées telles que Promotion Santé Valais (PSV).
[2] Le cas échéant, sont applicables les dispositions spécifiques sur les activités médicales ou de santé publique déléguées par l'Etat.

Art. 19 Couverture des frais
[1] Le Département prend en charge les frais engendrés par les mesures de lutte contre les maladies transmissibles, notamment les mesures de prévention en cas d'épidémie, si ces frais ne peuvent être imputés à des tiers.
[2] Les analyses microbiologiques effectuées dans un but épidémiologique sont gratuites pour les personnes domiciliées dans le canton.
[3] Si la source d'infection est détectée au sein d'un commerce ou d'une entreprise qui fabrique, traite, entrepose, transporte ou distribue des denrées alimentaires, les frais provoqués par l'enquête épidémiologique du personnel et ceux de désinfection sont à la charge de l'entreprise.

Art. 20 Emoluments
Les prestations que l'Etat fournit en vertu de la présente ordonnance peuvent faire l'objet d'un émolument dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 21 Sanctions et recours
En cas de violation des dispositions de la présente ordonnance sont applicables les articles 133 à 137 de la loi sur la santé.

Art. 22 Dispositions finales
[1] Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance, notamment l'ordonnance sur la lutte contre les maladies transmissibles du 4 mars 2009.
[2] La présente ordonnance est publiée au Bulletin Officiel pour entrer en vigueur le 1er avril 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 471

Ordonnance concernant le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
L'ordonnance concernant le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel du 20 juin 2012 (RS/VS 405.30) est modifiée comme il suit:

Art. 50 al. 1 Réduction d'activités sans réduction de traitement
[1] Le maître âgé de 58 ans révolus avant le début de l'année scolaire peut être déchargé par le Département jusqu'à trois périodes d'enseignement par semaine pour l'école primaire (1re à la 8e année de programme), sans préjudice pour son traitement, pour autant qu'il a exercé sa profession pendant 20 ans au minimum dans les écoles publiques du canton ou dans les écoles privées reconnues et subventionnées par l'Etat et qu'il a assuré un horaire moyen de plus de 75 pour cent durant les cinq dernières années.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 770

Ordonnance concernant la direction des écoles de la scolarité obligatoire, y compris l'école enfantine

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
L'ordonnance concernant la direction des écoles de la scolarité obligatoire, y compris l'école enfantine du 20 juin 2012 (RS/VS 405.20) est modifiée comme il suit:
Titre: Ordonnance concernant la direction des écoles de la scolarité obligatoire du 20 juin 2012

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 770

Ordonnance sur la protection de l'enfant et de l'adulte (OPEA)

Modification du 13 avril 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu le chapitre 2 du titre premier de la loi d'application du code civil suisse du 24 mars 1998 (modi-fication du 11 février 2009) et en particulier les articles 17 et suivants;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

ordonne:

I
L'ordonnance sur la protection de l'enfant et de l'adulte du 22 août 2012 est modifiée comme il suit:

Art. 1 let. a But
La présente ordonnance a pour but de régler:
a) la surveillance administrative des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA; art. 13, 14 et 111 LACCS);

Chapitre 2: Surveillance administrative des APEA *(nouveau titre)*

Art. 5 al. 1 Compétences
[1] La surveillance administrative des APEA relève du Conseil d'Etat qui la confie au département en charge de la sécurité (ci-après: département).

Art. 7 Abrogé

Art. 9 al. 1 et 3 Compétences particulières du département
[1] Le département peut faire procéder en tout temps à une inspection d'une APEA.
[3] En cas d'inobservation des prescriptions contenues dans la présente ordonnance, le département peut:
a) sans préjudice de la responsabilité civile des intéressés et sous réserve de l'action pénale, pronon-cer contre les membres des APEA une amende conformément aux dispositions sur les prononcés pénaux administratifs;
b) destituer un membre de l'APEA qui a manqué gravement et de façon répétée à ses obligations, à défaut de décision de l'autorité de nomination.

Art. 10 al. 1 Destitution
[1] La destitution d'un membre de l'APEA par le département sera prononcée à la suite d'une enquête et après avoir entendu l'autorité de nomination et l'intéressé.

II
Le présent acte législatif sera publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec effet rétroactif le 1er janvier 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 13 avril 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 17/2016, p. 1046

Ordonnance sur la vigne et le vin

Modification du 27 avril 2016

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

vu l'article 57 de la Constitution cantonale;
vu la loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (LAgr);
vu l'ordonnance fédérale sur la viticulture et l'importation de vin du 14 novembre 2007 (OVin);
vu la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
sur proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

ordonne:

I
L'ordonnance sur la vigne et le vin du 17 mars 2004 est modifiée comme il suit:

Art. 1 let. f (nouveau) Buts
f) en promouvant des méthodes de culture préservant les ressources naturelles.

Art. 3 al. 1 let. i à m (nouveau) Service de l'agriculture
i) reconnaître les dénominations traditionnelles, spécifiques et d'origine;
j) diriger, organiser et surveiller le contrôle de la vendange;
k) faire nommer par le Conseil d'Etat des contrôleurs officiels pour chacune des régions viticoles;
l) prendre toute mesure appropriée en cas d'irrégularités et trancher définitivement toute contestation relative au contrôle de la vendange;
m) tenir des statistiques vitivinicoles.

Art. 4 Service de la consommation et affaires vétérinaires

[1] Abrogé.
[2] Abrogé.
[3] Abrogé.
[4] Abrogé.
[5] Le Service de la consommation et affaires vétérinaires (ci-après: SCAV) applique les règles d'étiquetage.
[6] Abrogé.

Art. 5 al. 2 let. g et h (nouveau) Interprofession de la vigne et du vin
g) de définir la stratégie en matière de promotion et en général de la branche vitivinicole;

h) de proposer les modifications législatives dans tous les domaines qui touchent à la branche.

Art. 9 al. 2bis (nouveaux) Autorisation de planter

[2bis] Les exigences concrètes se rapportant à la définition fédérale des endroits propices à la viticulture sont énoncées dans une directive départementale.

Art. 10 Critères et règles de plantation

[1] Pour l'obtention de l'appellation d'origine contrôlée, la densité de plantation de la vigne doit être au moins de 6'000 pieds par hectare.

[2] Il peut être dérogé au seuil minimum de 6'000 pieds par hectare, à la demande du propriétaire, pour autant que la vigne présente une déclivité de plus de 50 pour cent. Dans ce cas, le droit de production sera adapté au prorata de la densité réelle de la parcelle.

[3] La distance entre la limite de propriété et la première rangée de ceps doit être la moitié de l'écartement qu'il y a entre les ceps, mais au minimum 50 centimètres. Cette obligation tombe si les biens-fonds sont séparés par un mur dont la hauteur dépasse de un mètre au moins le niveau du sol. Les contestations résultant de l'application de cette disposition relèvent des tribunaux ordinaires.

Art. 10bis (nouveau) Eléments compris dans la surface viticole

[1] Les tournières font partie de la surface viticole.

[2] Elles correspondent à ce qui est raisonnablement nécessaire pour manœuvrer.

[3] Les dispositions du droit fédéral demeurent réservées.

Art. 13 al. 5 (nouveau) Procédure d'autorisation

[5] Si la parcelle est située en bordure de cours d'eau, la demande est soumise pour préavis au Service cantonal des routes, transports et cours d'eau, ainsi qu'au Service cantonal de la protection de l'environnement.

Art. 15 al. 2 let. i Registre des vignes

i) la déclivité (30%, 30-50%, 50%, terrasse);

Art. 17 al. 1 Obligation du propriétaire et de l'exploitant

[1] Le propriétaire doit fournir au Service, chaque année avant le 31 mai, tous les éléments permettant de tenir à jour le registre des vignes, accompagnés des passeports phytosanitaires correspondants.

Art. 18 al. 2 Méthodes de culture

[2] La surface foliaire exposée (SFE) par kilo de raisin produit doit être au minimum d'un mètre carré.

Art. 19 Maladies du bois de la vigne

[1] Afin d'éviter tout risque d'extension des maladies du bois (esca et eutypiose),

les souches mortes et les bois morts de plus de deux ans doivent être retirés des parcelles et détruits par le feu sans délai.
2 Dans tous les autres cas, les souches de vigne arrachées doivent être éliminées ou entreposées à l'abri de la pluie.

Art. 20 Jaunisses de la vigne (bois noir et flavescence dorée)
1 Tout exploitant est tenu d'inspecter à intervalles réguliers les vignes qu'il cultive, afin de dépister toute trace de jaunisses (bois noir et flavescence dorée).
2 Les cas de jaunisses doivent être annoncés immédiatement au Service.
3 Il est interdit de multiplier ou de mettre en circulation des porte-greffes ou greffons issus de vignes infectées ou suspectes d'infection, même pour ses propres besoins.

Art. 21 Vignes mal entretenues ou laissées à l'abandon
Les vignes mal entretenues ou laissées à l'abandon et qui présentent un risque phytosanitaire pour d'autres vignes doivent être mises en fermage ou arrachées avant le départ de la végétation l'année qui suit la constatation.

Art. 23 al. 2, 2bis (nouveau), 4 et 5 Droits de production (acquits)
2 Il est attribué au propriétaire, par commune de situation des parcelles, sur la base de l'ensemble de ses parcelles, par cépage, par catégorie et par dénomination d'origine.
2bis Il est muni d'un code spécifique de traçabilité.
4 Ne donnent pas droit à un acquit:
a) les surfaces non conformes aux exigences légales;
b) les parcelles en friche ou mal entretenues;
c) les vignes dont la plantation a été autorisée en vertu de l'article 9 alinéa 4.
5 Dans les cas de rigueur, le Service peut, sur requête dûment justifiée, délivrer un duplicata d'acquit.

Art. 25 Types
1 Les acquits sont établis séparément, selon les cépages, catégories et dénominations d'origine.
2 Deux types d'acquits sont attribués:
a) acquits initiaux par cépage, catégorie et dénomination d'origine;
b) acquits partiels résultant de la division d'un acquit initial.

Art. 26 al. 1 let. a, e et g Contenu
1 Les acquits initiaux contiennent notamment les indications suivantes:
a) le numéro de référence et le code spécifique de traçabilité;
e) le cépage, la catégorie et la dénomination d'origine;
g) le droit de production, exprimé en kilogrammes, indiquant pour les surfaces concernées la limite quantitative de production pour chacune des trois catégories.

Art. 27 al. 1 let. a et b Transmission

[1] Chaque année, le Service transmet à tout propriétaire, par commune de situation des parcelles, les documents suivants:

a) une copie de son registre des vignes;

b) un acquit par surface pour chaque cépage, catégorie et dénomination d'origine.

Art. 28 Compensation Pinot noir – Gamay

[1] La limite quantitative de production (LQP) du Pinot noir, respectivement du Gamay peut être dépassée de 10 pour cent à condition que la compensation de ces 10 pour cent puisse être prélevée sur un acquit de Gamay, respectivement de Pinot noir.

[2] La compensation se fait par division auprès de la commune de situation des parcelles sur présentation des acquits concernés de Pinot noir, respectivement de Gamay.

Art. 29 al. 3 Dépôt

[3] Sur chaque acquit déposé doivent être indiquées l'adresse complète du fournisseur (nom, prénom(s), filiation et domicile), ainsi que la catégorie unique à laquelle il souhaite affecter la vendange de la surface figurant sur l'acquit concerné.

Art. 30 al. 3 et 4 Utilisation

[3] Les encaveurs déclassent dans la catégorie adéquate les quantités réceptionnées qui n'atteignent pas les teneurs naturelles minimales en sucre pour une catégorie donnée. Le déclassement est opéré par lot ayant occasionné le déclassement.

[4] Abrogé.

Art. 31 Précocité des cépages

Les cépages sont classés en fonction de leur époque de maturité, le Chasselas servant de référence, de la manière suivante:

– précoce à très précoce (P à TP): à maturité plus de dix jours avant le Chasselas;
– précoce (P): à maturité plus de cinq jours avant le Chasselas;
– 1re époque (1): à maturité entre cinq jours avant et cinq jours après le Chasselas;
– 2e époque (2): à maturité entre cinq et 15 jours après le Chasselas;
– 3e époque (3): à maturité entre 15 et 30 jours après le Chasselas;
– 4e époque (4): à maturité entre 30 et 45 jours après le Chasselas.

Art. 33 Autres cépages

[1] Sont considérés comme autres cépages, les cépages suivants:

a) Cépages blancs

Aligoté (1), Altesse (2), Charmont (1), Chenin blanc (2 à 3), Doral (P à 1), Savagnin rose aromatique (Gewürztraminer) (P), Sauvignon blanc (1 à 2), Sémillon (2), Viognier (2), Completer (2 à 3).

b) Cépages rouges
Ancellotta (2 à 3), Galotta (1), Cabernet Franc (2), Cabernet Sauvignon (2 à 3), Carminoir (2 à 3), Diolinoir (1 à 2), Gamaret (1), Garanoir (P), Merlot (2), Mondeuse (2), Tannat (3 à 4), Fumin (4).

[2] Sont considérés comme cépages hybrides interspécifiques, les cépages suivants:

a) Cépages blancs
Bianca (1), Johanniter (P à 1), Solaris (TP).

b) Cépages rouges
Leon Millot (P à TP), Regent (P à TP), Divico (1).

[3] Sont considérés comme cépages teinturiers: Dakapo (1), Dunkelfelder (P à 1). Ils ne peuvent être ajoutés à un vin rouge AOC Valais qu'à concurrence de 5 pour cent.

Art. 34 titre et al. 1, 2 et 3 Cépages non autorisés en AOC Valais

[1] Pour l'expérimentation de cépages non autorisés en AOC Valais, une autorisation doit être requise au préalable auprès du Service.

[2] Abrogé.

[3] Les vins issus de cépages non autorisés en AOC Valais n'ont pas droit à la désignation AOC ou à une quelconque désignation traditionnelle valaisanne.

Art. 34bis (nouveau) Co-plantation

La co-plantation est interdite pour l'obtention de l'appellation d'origine contrôlée.

Art. 37 al. 3 (nouveau) Appellation d'origine contrôlée

[3] Les vins mousseux portant l'appellation AOC Valais sont élaborés à partir de vins tranquilles respectant tous les critères de l'AOC Valais.

Art. 39 Vins de table

Les vins de table sont définis par la législation fédérale.

Art. 40 al. 2 Origine des vendanges

[2] Abrogé.

Art. 41 al. 1 et 4 (nouveau) Teneurs naturelles minimales en sucre

[1] Les degrés minima des cépages blancs et rouges sont fixés comme suit:

	AOC	VDP avec dénomination traditionnelle		
	0Oe	%Brix	0Oe	%Brix
Cépages blancs				
Chasselas et autres cépages blancs non mentionnés ci-dessous	70,6	17,2		
Chardonnay, Pinot blanc, Humagne blanc, Rèze	80,3	19,4		
Amigne, Arvine, Completer Marsanne				

blanche, Roussanne, Savagnin blanc, Pinot gris, Sylvaner	85,6	20,6		
Cépages rouges				
Ensemble des cépages rouges	83,0	20,0	70,6	17,2

[4] Pour les vendanges destinées à l'élaboration des vins mousseux donnant droit à l'appellation AOC Valais, le degré minimal est fixé à 17,2 pour cent Brix (70,6 0Oe).

Art. 43 al. 1 et 3 Limites quantitatives de production (LQP)

[1] Les limites quantitatives de production (LQP) à l'unité de surface sont fixées comme suit:

a) Vins AOC
- Chasselas: 1,4 kg/m2
- Autres cépages blancs: 1,2 kg/m2
- Cépages rouges: 1,2 kg/m2

b) VDP avec dénomination traditionnelle
- Tous les cépages: 1,6 kg/m2

[3] Pour les vignobles en aval d'Evionnaz, les limites quantitatives de production des raisins donnant droit aux vins AOC sont fixées à 1,250 kg/m2 pour le Chasselas et réduites de 0,100 kg/m2 pour les cépages rouges.

Art. 44 Compétence de l'Interprofession en matière de rendement

[1] Par décision prise au plus tard à la fin juin, l'Interprofession peut modifier les limites quantitatives de production des vins AOC au maximum de 0,2 kg/m2 de raisins, dans la mesure où les exigences fédérales sont respectées.
[2] Pour les VDP avec dénomination traditionnelle, elle peut réduire les limites quantitatives de production au maximum de 0,3 kg/m2 de raisins.
[3] Lorsqu'elle réduit les limites quantitatives de production des vins AOC, les encaveurs décident de la catégorie autre que l'AOC dans laquelle seront classées les quantités comprises entre la limite abaissée et la limite maximale.
[4] L'Interprofession publie immédiatement sa décision au Bulletin officiel.

Art. 47 al. 2 Adjonction

[2] Pour les vins AOC, l'adjonction est autorisée jusqu'à concurrence de 15 pour cent.

Art. 48e al. 3 Teneur en acidité volatile

[3] Il est en outre renvoyé aux prescriptions de l'appendice 10 de l'annexe 2 de l'ordonnance fédérale sur les boissons alcooliques.

Art. 49 Fendant

[1] Le Fendant est un vin AOC du Valais issu exclusivement du cépage Chasselas.
[2] Toute adjonction est interdite.

Art. 50 Johannisberg
[1] Le Johannisberg est un vin AOC du Valais issu du cépage Sylvaner (Rhin ou Gros Rhin).
[2] Le terme «Johannisberg» adossé à l'appellation «AOC Valais» est considéré comme «Johannisberg du Valais».

Art. 52 Malvoisie
[1] La Malvoisie est un vin AOC du Valais issu du cépage Pinot gris.
[2] Le terme «Malvoisie» adossé à l'appellation «AOC Valais» est considéré comme «Malvoisie du Valais».

Art. 53 Ermitage
[1] L'Ermitage est un vin AOC du Valais issu du cépage Marsanne blanche et/ou Roussanne.
[2] Le terme «Ermitage» adossé à l'appellation «AOC Valais» est considéré comme «Ermitage du Valais».

Art. 55 al. 2 (nouveau) Dôle
[2] L'adjonction est interdite.

Art. 57bis al. 4 (nouveau) Dôle blanche
4 L'adjonction est interdite.

Art. 59 Dénominations spécifiques
Les dénominations spécifiques sont réglées par la législation sur les denrées alimentaires, sous réserve de la présente ordonnance.

Art. 60 al. 1 Appellation d'origine contrôlée
[1] Les vins issus de vendanges valaisannes AOC doivent porter la dénomination d'origine géographique valaisanne (AOC Valais).

Art. 62 let. b Vins AOC portant uniquement une dénomination géographique et le nom de la classe à laquelle ils appartiennent
b) pour les vins rosés: Dôle blanche;

Art. 64 al. 1 Dénomination de la région
[1] Des communes voisines qui présentent une homogénéité du milieu naturel peuvent, sur autorisation du Service, opter pour une dénomination communale unique ou une dénomination régionale.

Art. 67 al. 1 Domaine
[1] La dénomination «Domaine…» s'applique à la récolte d'une ou plusieurs parcelles voisines de même nature, situées en principe dans le même secteur d'encépagement, et formant une unité d'exploitation homogène au sens de l'article 6 alinéa 2 de l'ordonnance fédérale sur la terminologie agricole.

Art. 68 Nom local
[1] La dénomination d'un nom local (lieu-dit ou donnée cadastrale) s'applique à la récolte d'une ou plusieurs parcelles cadastrées sous ce nom.
[2] La dénomination est formée du nom local.

Art. 69 Sélection
La dénomination « sélection » peut être attribuée à un vin AOC Valais que le producteur souhaite singulariser.

Art. 69bis Sélection de grains nobles
[1] La dénomination «sélection de grains nobles» peut être attribuée à un vin AOC Valais élaboré avec des raisins atteints par la pourriture noble.
[2] La teneur naturelle minimale en sucre est fixée à 30 pour cent Brix (129,1 0Oe).
[3] Tout enrichissement ou concentration est interdit.

Art. 69ter Sélection Valais
La dénomination « Sélection Valais » peut être attribuée à un vin AOC Valais en conformité à l'ordonnance cantonale y relative.

Art. 69quater (nouveau) Réserve
La dénomination «réserve» peut être attribuée à un vin AOC Valais mis dans le commerce après une période de vieillissement d'au moins 18 mois pour les vins rouges et 12 mois pour les vins blancs à partir du 1er octobre de l'année de récolte.

Art. 70 al. 2 Etiquetage
[2] La mention «appellation d'origine contrôlée Valais» ou «AOC Valais» est obligatoire et doit figurer en toutes lettres sur l'étiquette principale. Elle peut être mise en relation avec la dénomination d'une commune, d'une région, d'un clos, d'un château, d'un domaine, d'un nom local ou avec la dénomination traditionnelle du vin.

Art. 71 let. h (nouveau) Sortes de contrôles
h) le contrôle de la composition des vins.

Art. 76 al. 4 Exécution et surveillance
[4] Les contrôleurs officiels formés par le Service, nommés par le Conseil d'Etat, surveillent l'autocontrôle selon l'ordonnance fédérale sur le vin et donnent aux encaveurs et propriétaires de vendanges toutes directives nécessaires.

Art. 77 al. 2, 2bis (nouveau) et 4 Détermination quantitative de la production
[2] Chaque saisie d'apport doit être accompagnée du code spécifique de traçabilité selon l'article 23 alinéa 2bis.
[2bis] La quantité de chaque apport est exprimée en kilogrammes et saisie au moyen de l'outil informatique mis à disposition par le canton. La saisie

manuelle par le canton est soumise à émolument. La transmission au canton doit être effectuée au plus tard au 15 novembre de l'année du millésime, sauf pour les vendanges tardives où le délai est reporté au 28 février.
[4] Pour la détermination des limites quantitatives de production estimées en litres, la législation fédérale admet un rendement maximum de 80 litres de moût pour 100 kilos de raisin.

Art. 78 al. 1 et 2bis (nouveau) Détermination qualitative
[1] Le contrôle de la teneur naturelle en sucre de chaque apport de vendange est effectué au moyen de réfractomètres contrôlés selon les directives du Service.
[2bis] La teneur naturelle en sucre de chaque apport est saisie au moyen de l'outil informatique mis à disposition par le canton. La saisie manuelle par le canton est soumise à émolument. La transmission au canton doit être effectuée au plus tard au 15 novembre de l'année du millésime, sauf pour les vendanges tardives où le délai est reporté au 28 février.

Art. 79 al. 1 let. b, d et e et al. 3 et 4 (nouveau) Attestation d'apport de vendange
[1] L'attestation d'apport de vendange porte les indications suivantes:
b) désignation du cépage et de la commune;
d) code spécifique de traçabilité de l'article 23 alinéa 2bis;
e) date et signature de l'encaveur.
[3] Si un différend subsiste quant à la qualité de la vendange, l'encaveur prélève un échantillon qui sera soumis le plus rapidement possible pour analyse au Service qui tranche sans appel.
[4] Le Service établit le rapport annuel de vendange sur la base des apports de vendange.

Art. 80 Déclaration d'encavage
[1] Sur la base des saisies des apports de vendange, le système informatique mis à disposition par le canton permet à l'encaveur de générer sa déclaration d'encavage.
[2] Il appartient à l'encaveur d'imprimer la déclaration d'encavage, puis de dater et signer ce document.
[3] Il le tient à disposition des organes officiels de contrôle fédéraux et cantonaux.

Art. 81 Acheminement
[1] Abrogé.
[2] Abrogé.
[3] Les acquits et le double des attestations d'apport de vendange restent chez l'encaveur qui doit les conserver comme pièces de comptabilité de cave à l'attention des organes officiels de contrôle fédéraux et cantonaux.
[4] Le Service remet à l'Interprofession la liste des entreprises ayant encavé, ainsi que les quantités totales encavées par entreprise.

Art. 84
Abrogé.

Art. 88 al. 1 let. a Cépages

a) *Cépages blancs:*
Chasselas (Fendant), Sylvaner (Rhin ou gros Rhin), Amigne, Arvine (Petite Arvine), Marsanne blanche (Ermitage), Roussanne, Savagnin blanc (Païen ou Heida), Humagne blanc, Pinot gris (Malvoisie), Rèze;

Art. 91 Limites quantitatives de production (LQP)

[1] Les limites quantitatives de production (LQP) à l'unité de surface sont fixées comme suit:
a) Chasselas: 1,1 kg/m2;
b) Sylvaner: 1,0 kg/m2;
c) Autres cépages blancs et rouges: 0,8 kg/m2.
[2] Abrogé.
[3] Abrogé.

Art. 92 al. 1 let. d Méthodes de culture

d) abrogé.

Art. 96 al. 6 (nouveau) Contrôles

[6] Les frais liés au contrôle des caves sont à la charge de l'assujetti.

Art. 98 al. 2 Contrôle fédéral

[2] Quiconque entend exercer le commerce des vins doit être inscrit au registre du commerce et le déclarer à l'organe fédéral de contrôle 30 jours avant le début de son activité.

Art. 100 Objet

Abrogé.

Art. 101 Obligation de fournir des informations

Abrogé.

Art. 102 Disponibilités et ventes

[1] Chaque encaveur doit déterminer ses disponibilités de vin au 31 décembre, les mentionner sur le document d'enquête et les communiquer à l'organe de contrôle pour le 31 janvier suivant.
[2] Abrogé.
[3] Abrogé.
[4] Abrogé.

Art. 103 Collecte et traitement des données

Abrogé.

Art. 104 Publication

Abrogé.

Art. 105 Protection des données

Abrogé.

Art. 106 Renseignements
Abrogé.

Art. 108 Mesures provisionnelles
Abrogé.

Art. 110 (nouveau) Sanctions
[1] Les transgressions aux dispositions de la présente ordonnance sont sanctionnées.
[2] Dans les cas de peu de gravité, le Service peut infliger aux contrevenants une amende administrative allant jusqu'à 5'000 francs.3 Dans les autres cas et lors de récidive, les mesures administratives et pénales des articles 108 à 111 de la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural sont prises à l'encontre des contrevenants.

Art. 113bis (nouveau) Emoluments cantonaux
[1] Des émoluments sont perçus pour les décisions prises au sens de la présente ordonnance.
[2] Les barèmes correspondants sont déterminés dans le règlement fixant le tarif des prestations cantonales en matière agricole.

Art. 113ter (nouveau) Collaboration entre autorités
[1] Le SCAV, le Service, le Service des contributions, ainsi que les instances officielles cantonales de contrôle des vins se communiquent gratuitement les données dont ils ont besoin pour l'exécution de leurs tâches.
[2] Elles interviennent de manière coordonnée et, à cet effet, se transmettent mutuellement et spontanément tous documents jugés opportuns.
[3] Une base de données centralisée rassemble l'ensemble des informations recueillies sur le vignoble et la vendange.

Art. 114 al. 3 Dispositions transitoires
[1] Toutes les tâches attribuées antérieurement au SCAV et qui sont transférées au Service par modifications légales du 1er janvier 2017 continuent à être exécutées par le SCAV pour les millésimes 2017 et ceux qui l'ont précédé.

II
La présente modification sera publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec effet au 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 27 avril 2017.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 19/2016, p. 1180

Ordonnance sur l'impôt d'après la dépense

du 4 mai 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais,

vu les articles 11 et 241octies de la loi fiscale du 10 mars 1976;
vu l'article 243 de la loi fiscale du 10 mars 1976;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

ordonne:

Art. 1 Fixation du montant minimum
Le montant minimum sur lequel est calculé l'impôt sur le revenu selon l'article 11 alinéa 3 lettre a de la loi fiscale est de 250 000 francs.

Art. 2 Déduction dans le cadre du calcul de l'impôt visé à l'article 11 alinéa 7 de la loi fiscale
[1] Le calcul de l'impôt visé à l'article 11 alinéa 7 de la loi fiscale permet de déduire:
a) les frais d'entretien d'immeubles mentionnés à l'article 28 de la loi fiscale et aux articles 16 et 16bis du règlement d'application de la loi fiscale du 25 août 1976;
b) les frais usuels d'administration des capitaux mobiliers pour autant que leur rendement soit imposé.
[2]D'autres déductions, notamment les intérêts passifs, les rentes et les charges durables, ne sont pas autorisées.

Art. 3 Exclusion des déductions sociales
Les déductions sociales des articles 31 et 31a ne sont pas autorisées dans le cadre de l'impôt sur la dépense.

Art. 4 Calcul du taux
En dérogation à l'article 5 alinéa 5 de la loi fiscale, le revenu du contribuable qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 11 alinéa 7 de la loi fiscale n'est pas pris en compte pour la fixation du taux.

Art. 5 Imposition d'après l'article 11 alinéa 8 de la loi fiscale
[1] Dans le cadre de l'imposition d'après la dépense au sens de l'article 11 alinéa 8 de la loi fiscale (imposition modifiée d'après la dépense) seuls les frais visés à l'article 2 alinéa 1 sont déductibles.
[2] Le taux d'imposition applicable aux revenus de l'article 11 alinéa 8 de la loi fiscale est fixé sur la base du revenu mondial conformément à l'article 5 alinéa 5 de la loi fiscale.

Art. 6 Résultats de la taxation
Dans la décision de taxation en vertu de l'article 138 de la loi fiscale, l'autorité de taxation notifie toujours le résultat de la taxation le plus élevé conformément à l'article 11 alinéa 3, 7 et 8.

Art. 7 Dispositions transitoires
[1] Pour les personnes imposées d'après la dépense au 31.12.2015, l'article 11 de la loi fiscale dans sa teneur au 31.12.2015 et l'arrêté relatif à l'impôt à forfait du 30 septembre 1992 sont applicables jusqu'à l'année fiscale 2020.
[2] Pour les personnes soumises à l'imposition modifiée d'après la dépense le 1er janvier 2016, l'article 11 alinéa 8 de la loi fiscale s'applique dès l'année fiscale 2016.

Art. 8 Entrée en vigueur
[1] La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2016.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 4 mai 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 20/2016, p. 1236

Ordonnance fixant le caractère confiscatoire de l'impôt sur la fortune

Modification du 4 mai 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 26 de la Constitution fédérale;
vu l'article 243 de la loi fiscale (LF);
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

ordonne:

I
L'ordonnance concernant la fixation du caractère confiscatoire de l'impôt sur la fortune du 14 août 2002 / 22 décembre 2004 est modifiée comme il suit:

Art. 2
[1] Les contribuables assujettis à l'impôt de manière illimitée dont les impôts cantonaux et communaux sur la fortune et sur le rendement net de la fortune dépassent 20 pour cent du revenu net imposable ont droit à une réduction d'impôt. La réduction correspond à la différence entre les impôts cantonaux et communaux sur la fortune et sur le rendement net de la fortune, et le 50 pour cent du rendement net de la fortune. Une franchise de CHF 10'000 est appliquée à la réduction totale à répartir à raison de moitié entre l'impôt cantonal sur la fortune et l'impôt communal sur la fortune. Une imposition minimale de la moitié de l'impôt sur la fortune subsiste dans tous les cas.
[2] Abrogé.
[3] Abrogé.
[4] Abrogé.
[5] Le rendement net de la fortune correspond au rendement brut de la fortune diminué des frais d'acquisition au sens de l'article 28 de la loi fiscale.
[6] La réduction d'impôt est répartie proportionnellement entre le canton et les communes.

II
La présente modification est publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2016.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 4 mai 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 20/2016, p. 1236

Ordonnance sur la composition de l'Hôpital du Valais

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur les établissements et institutions sanitaires du 13 mars 2014 (LEIS), notamment l'article 25 alinéa 2;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:

Art. 1 Composition de l'Hôpital du Valais
L'Hôpital du Valais est composé:
a) du centre hospitalier du Haut-Valais, composé des sites hospitaliers de Brigue et Viège;
b) du centre hospitalier du Valais romand, composé des sites hospitaliers de Sierre, Montana (Centre valaisan de pneumologie), Sion, Martigny, Saint-Maurice (Clinique de Saint-Amé) et Monthey (Malévoz);
c) de l'Institut central des hôpitaux valaisans, dont les activités déléguées demeurent sous l'autorité du département.

Art. 2 Dispositions finales
[1] La présente ordonnance est soumise à l'approbation du Grand Conseil.
[2] Elle est publiée dans le Bulletin officiel.
[3] Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Approuvé en séance du Grand Conseil à Sion, le 10 mai 2016.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 24/2016, p. 1507

Ordonnance sur les incompatibilités

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 7 de la loi sur les incompatibilités du 11 février 1998;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

ordonne:

Chapitre 1: Généralités

Art. 1 But
La présente ordonnance a pour but d'établir la liste:
a) des enseignants cantonaux qui exercent une fonction dirigeante (art. 7 let. d de la loi sur les incompatibilités du 11 février 1998, ci-après: la loi);
b) des personnes qui exercent une fonction dirigeante au sein d'établissements autonomes de droit public et d'entreprises au capital social desquels le canton participe à hauteur de 50 pour cent au moins (art. 7 let. e de la loi).

Art. 2 Principe d'égalité
Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Chapitre 2: Enseignants cantonaux exerçant une fonction dirigeante

Art. 3 Fonctions dirigeantes
[1] Les enseignants cantonaux qui exercent une fonction dirigeante sont:
a) scolarité obligatoire:
les membres de la direction d'école, soit:
1. le directeur exerçant une activité d'enseignant;
2. le-s adjoint-s exerçant une activité de direction supérieure ou égale à 25 pour cent;
3. le responsable de centre exerçant une activité d'enseignant;
b) enseignement secondaire du deuxième degré général:
les membres du conseil de direction, soit:
1. le directeur;
2. le sous-directeur;
3. les adjoints;
Les désignations relatives aux fonctions précitées concernent également les désignations en usage dans les différents types d'écoles cantonales (notamment recteur, prorecteur, proviseur);
c) enseignement secondaire du deuxième degré professionnel:

les membres du collège de direction, soit:
1. le directeur;
2. les chefs de section;

d) Haute école pédagogique du Valais (HEP-VS):
les membres de la direction de la HEP-VS, soit:
1. le directeur;
2. les adjoints à la direction;

e) autres fonctions dirigeantes:
1. les inspecteurs de la scolarité obligatoire;
2. les inspecteurs de l'enseignement secondaire du deuxième degré (général et professionnel);
3. les conseillers pédagogiques de l'enseignement spécialisé.

[2] Les personnes exerçant une fonction citée à l'alinéa 1 ne peuvent pas être membres du Grand Conseil.

Chapitre 3: Etablissements autonomes de droit public

Art. 4 Etablissements autonomes

[1] Sont des établissements autonomes de droit public au sens de l'article 7 lettre e de la loi:

a) la Caisse de compensation du canton du Valais;
b) la Caisse de prévoyance de l'Etat du Valais (CPVAL);
c) la Caisse publique cantonale valaisanne de chômage;
d) La Castalie;
e) la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis);
f) l'Hôpital du Valais;
g) l'Observatoire valaisan de la santé (OVS);
h) l'Office cantonal AI du Valais (Office AI);
i) l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais (établissement autonome de droit public intercantonal).

[2] La caisse d'allocations familiales pour les agriculteurs indépendants (Caisse AFI) est un établissement autonome de droit public dont la gestion est assurée par la Caisse de compensation du canton du Valais (art. 39 LALAFam).

Art. 5 Fonctions dirigeantes

[1] Les personnes qui exercent une fonction dirigeante au sein des établissements autonomes de droit public sont:

a) Caisse de compensation du canton du Valais:
1. le directeur de la Caisse;
2. les membres de la direction;

b) Caisse de prévoyance de l'Etat du Valais (CPVAL):
1. les membres du comité;
2. les membres de la direction, soit: le directeur et le directeur-adjoint.

c) Caisse publique cantonale valaisanne de chômage:
les membres de la direction, soit: le directeur et ses remplaçants (adjoints);

d) La Castalie:

les membres de la direction, soit: le directeur, le directeur adjoint et les chefs de secteur;

e) Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (ci-après: HES-SO Valais/Wallis):
les membres de la direction générale, soit: le directeur de la HES-SO Valais/Wallis et les directeurs de domaine (les directeurs des Hautes Ecoles);

f) Hôpital du Valais:
1. le directeur général;
2. les membres de la direction générale;
3. les membres de l'état-major de la direction générale;
4. les membres des directions des centres hospitaliers du Haut-Valais et du Valais romand et de l'Institut central des hôpitaux (ICH);
5. les membres des états-majors des directions des établissements mentionnés au chiffre 4;
6. les cadres en lien hiérarchique direct avec le conseil d'administration ou la direction générale;

g) Observatoire valaisan de la santé (OVS):
les membres de la direction;

h) Office cantonal AI du Valais (Office AI):
1. le directeur de l'Office AI;
2. le directeur-adjoint;
3. les adjoints de direction;

i) l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais:
1. les membres du Conseil d'Etablissement;
2. les membres de la direction générale.

[2] Les personnes exerçant une fonction citée à l'alinéa 1 ne peuvent pas être membres du Grand Conseil.

Chapitre 4: Entreprises au capital social desquelles le canton participe à hauteur de 50 pour cent au moins

Art. 6 Définition
Les entreprises au capital social desquelles le canton participe à hauteur de 50 pour cent au moins au sens de l'article 7 lettre e de la loi sont les suivantes:
a) la Banque cantonale du Valais SA (BCV);
b) les Forces motrices valaisannes SA (FMV);
c) Immobilien Gletsch AG.

Art. 7 Liste des fonctions dirigeantes
[1] Les fonctions dirigeantes des entreprises visées à l'article précédent sont les suivantes:

a) Banque cantonale du Valais SA (BCV):
1. les membres de la direction générale;
2. le réviseur interne (inspectorat);

b) Forces motrices valaisannes SA (FMV):
les membres de la direction;

c) Immobilien Gletsch AG:
le directeur.

[2] Les personnes exerçant une fonction citée à l'alinéa 1 ne peuvent pas être membres du Grand Conseil.

Chapitre 5: Dispositions finales

Art. 8 Mandat dans un conseil d'administration
Sous réserve de la législation spéciale, ne peuvent être membres du Grand Conseil les personnes qui exercent un mandat dans un conseil d'administration au sein d'établissements autonomes de droit public et d'entreprises au capital social desquels le canton participe à hauteur de 50 pour cent au moins (art. 7 let. e de la loi).

Art. 9 Disposition transitoire
La présente ordonnance ne s'applique pas aux membres du Grand Conseil pour la législature en cours (2013-2017).

Art. 10 Entrée en vigueur
La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel et entre en vigueur le 1er juillet 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1748

Ordonnance sur les allocations de formation (bourses et prêts d'études)

Modification du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais,

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

ordonne:

I
L'annexe I de l'ordonnance sur les allocations de formation (bourses et prêts d'études) du 24 juin 2011 est modifiée comme il suit:

Annexe 1
Montants maximums des frais annuels admis par type de formation:

Types de formation	Frais de formation avec :	Frais maximum admis (francs)
1. Secondaire I (cycle d'orientation), dans une autre région linguistique ou dans une structure Sport-Art-Formation	Repas de midi à domicile	4'000.--
	Repas de midi hors domicile	6'000.--
	Pension et logement hors de la famille dans le canton	10'500.--
	Pension et logement hors du canton	12'000.--
2. Secondaire II: - général et professionnel (notamment collèges, écoles professionnelles, écoles de commerce et de culture générale) ; - écoles préparatoires (notamment écoles préprofessionnelles)	Repas de midi à domicile	4'000.--
	Repas de midi hors domicile	6'000.--
	Pension et logement hors de la famille dans le canton	10'500.--
	Pension et logement hors du canton	12'000.--
3. Tertiaire (notamment hautes écoles spécialisées, universités, écoles polytechniques fédérales)	Repas de midi à domicile	5'000.--
	Repas de midi hors domicile	7'500.--
	Pension et logement hors de la famille dans le canton	13'500.--
	Pension et logement hors du canton	16'000.--
4. Formation à distance	Frais admis	5'000.--

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur au 1er juillet 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1749

Ordonnance concernant la dation en paiement

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 118bis et 243 de la loi fiscale du 10 mars 1976;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

ordonne:

Art. 1 Principe
Moyennant accord de l'Etat, les héritiers ou le donataire peuvent acquitter l'impôt sur les successions et les donations totalement ou partiellement au moyen de biens culturels selon les dispositions du présent arrêté.

Art. 2 Définition
[1] Est réputé bien culturel le bien meuble tel que l'œuvre d'art, le livre, l'objet de collection ou le document présentant une haute valeur artistique, historique, scientifique et un intérêt significatif pour le Valais.
[2] Le paiement de l'impôt au moyen d'immeuble (art. 655 CC) est exclu.

Art. 3 Commission d'experts
[1] Sur proposition conjointe du département en charge des finances et de celui en charge de la culture, le Conseil d'Etat désigne une commission de 5 membres, présidée par le Chef de service de la culture; elle est composée de deux directeurs d'institutions culturelles cantonales et de deux personnalités externes à l'administration ayant des connaissances étendues dans le domaine artistique, culturel, historique et scientifique, du marché de l'art et des objets de collection.
[2] La commission peut requérir l'avis d'autres spécialistes.

Art. 4 Demande du contribuable
[1] Le contribuable qui souhaite acquitter tout ou partie de l'impôt au moyen de biens culturels doit en faire la demande lors du dépôt de la déclaration d'impôts.
[2] La demande indique la nature et le descriptif de chaque objet que le contribuable propose de céder à l'Etat en paiement de l'impôt et la valeur de cession proposée.
[3] Le Service cantonal des contributions transmet la demande à la commission d'experts.

Art. 5 Avis à la commune
Le Service cantonal des contributions informe les communes concernées du dépôt de la requête de dation en paiement.

Art. 6 Obligations du contribuable
[1] Le contribuable qui propose la dation en paiement doit fournir toutes les indications propres à certifier la provenance des objets et leur authenticité.
[2] Il est tenu de permettre aux membres de la commission, aux experts et collaborateurs du Service de la culture désignés par elle d'accéder aux biens proposés et faciliter les expertises nécessaires.

Art. 7 Examen et rapport de la Commission
[1] La commission examine si les biens culturels présentent une haute valeur artistique, historique ou scientifique ainsi qu'un intérêt significatif pour le Valais. Elle se prononce au sujet de leur valeur pécuniaire, des coûts éventuels que le contribuable devra encourir pour leur remise à l'Etat du Valais (frais d'emballages, d'assurance et de transport, etc.).
[2] Elle propose une ou plusieurs institutions auxquelles pourront être remis les biens culturels.
[3] La commission adresse le rapport d'estimation au Conseil d'Etat et aux communes concernées.

Art. 8 Droit des communes
La commune peut faire valoir son droit à la rétrocession de la part communale au moyen de biens culturels dans un délai de 60 jours dès la notification du rapport de la commission d'experts.

Art. 9 Frais d'expertise
Les frais d'expertise sont à la charge du contribuable.

Art. 10 Décision du Conseil d'Etat
[1] Le Conseil d'Etat accepte ou refuse la dation en paiement; il décide de leur affectation et, cas échéant, de la rétrocession de la part communale au moyen de biens culturels.
[2] La valeur libératoire est déduite du montant d'impôt dû. La différence doit être payée en espèces.
[3] Lorsque la valeur des biens objet de la dation en paiement excède le montant de l'impôt, il n'est pas versé de soulte au contribuable.
[4] La décision du Conseil d'Etat n'est pas sujette à recours.

Art. 11 Exécution de la dation
[1] Le Service de la culture en collaboration avec l'institution à laquelle les biens culturels sont remis organise leur transport, leur conservation et leur mise en valeur.
[2] Les frais d'emballage, d'assurance, de transport et autres sont à la charge du contribuable. Sous réserve de l'acceptation préalable de leur montant par la commission, ils sont intégrés au montant pour la libération de l'impôt. La commune participe à ces frais lorsque la part au produit de l'impôt lui est rétrocédée au moyen de biens culturels.

Art. 12 Financement
Le montant correspondant à la valeur de la dation en paiement, ainsi que celui

de la part rétrocédée en espèces à la commune, sont à la charge du budget général de l'Etat.

Art. 13 Entrée en vigueur
La présente ordonnance est publiée au Bulletin Officiel pour entrer en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2016.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1749

Ordonnance d'application sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire

du 17 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la modification du 17 juin 2016 de l'article 55a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 mars 1994 (LAMal);
vu l'ordonnance du Conseil fédéral sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2013 «état au 1er juillet 2016» (OLAF);
vu l'article 91 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:

Art. 1 Buts
La présente ordonnance a pour buts:
a) de définir les catégories de fournisseurs de prestations dont l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire n'est pas limitée;
b) de régler la procédure applicable aux admissions de fournisseurs de prestations soumis au régime général de la limitation;
c) de fixer les modalités d'application relatives à l'expiration de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire.

Art. 2 Limitation de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie et exemptions
[1] Les fournisseurs de prestations au sens de l'article 36 LAMal ainsi que les médecins exerçant au sein d'institutions de soins ambulatoires au sens de l'article 36a LAMal sont en principe soumis à la limitation de l'admission à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire.
[2] Le régime fédéral de la limitation ne s'applique toutefois pas aux médecins qui ont exercé pendant au moins trois ans dans un établissement suisse de formation reconnue.
[3] Les médecins qui ont été admis en vertu de l'article 36 LAMal et ont pratiqué dans leur propre cabinet à la charge de l'assurance obligatoire des soins avant l'entrée en vigueur de la modification du 17 juin 2016 de l'article 55a LAMal ne sont pas soumis à la preuve du besoin.
[4] Les médecins qui ont exercé au sein d'une institution au sens de l'art. 36a avant l'entrée en vigueur de la modification du 17 juin 2016 de l'article 55a LAMal ne sont pas soumis à la preuve du besoin s'ils continuent d'exercer au sein de la même institution.

[5] Les autres catégories de fournisseurs de prestations, notamment les médecins-dentistes et les pharmaciens, sont admises sans limitation à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire.

Art. 3 Devoir d'information
[1] Les médecins admis sans limitation à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire sont tenus d'informer le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (ci-après: le département), par l'intermédiaire du Service de la santé publique, lorsqu'ils entendent exercer leur profession à titre indépendant et à leur propre compte. Il en va de même lorsqu'ils cessent leur activité.
[2] Le médecin qui demande à être exclu de la limitation d'admission en vertu du droit fédéral doit informer le département de tous les titres postgrades qui lui ont été octroyés par l'autorité compétente suisse ou étrangère. Si les conditions d'exception sont remplies, le département le confirme par écrit.

Art. 4 Admission ordinaire
[1] Un médecin peut être autorisé à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire à condition:
a) de remplacer un médecin qui cesse son activité à titre indépendant et à son propre compte; ou
b) d'être engagé par un hôpital figurant sur la liste des hôpitaux du canton au sens de l'article 39 LAMal avec un statut lui permettant d'avoir une activité privée en cabinet.
[2] Les médecins ayant cessé leur activité à titre indépendant (remise de cabinet) restent admis dans le cadre de leur activité résiduelle limitée, selon les modalités fixées par le département.

Art. 5 Admission exceptionnelle
[1] A titre exceptionnel, le département peut déroger au nombre limite de médecins dans une catégorie fixée par l'OLAF aux conditions suivantes :
a) la couverture en soins dans une région est insuffisante; ou
b) des soins particuliers ne sont pas disponibles en l'absence de spécialistes dans une région.
[2] L'autorisation exceptionnelle de pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire peut être assortie de conditions telles que la limitation à une région ou à une spécialité ainsi que l'obligation de participer au service médical de garde et à la régulation médicale.

Art. 6 Procédure
[1] La demande d'admission doit être déposée auprès du département, par l'intermédiaire du Service de la santé publique, qui s'assure que les conditions des articles 4 ou 5 sont remplies. Le département délivre une autorisation de pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire.
[2] En cas de demande d'admission ordinaire ou exceptionnelle, le Service de la santé publique peut requérir le préavis de la Société Médicale du Valais, de santésuisse et des organisations de patients actives dans la région où le médecin entend s'installer.

[3] Le département communique régulièrement à santésuisse l'ensemble des décisions positives et négatives prononcées sur la base de la présente ordonnance. Pour sa part, santésuisse transmet régulièrement au département la liste des médecins auxquels un numéro de registre de code-créancier (numéro RCC) de santésuisse a été délivré.

Art. 7 Expiration des admissions et dispositions transitoires
[1] L'admission est caduque lorsque le médecin n'en fait pas usage, en pratiquant à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, dans un délai de douze mois après sa délivrance. Est notamment considéré comme ayant fait usage de son admission le médecin qui a obtenu un numéro de registre de code créancier (numéro rcc) auprès de santésuisse.
[2] Si, dans des cas particuliers, le délai ne peut pas être respecté pour de justes motifs, en particulier en raison de maladie, de maternité ou de formation post graduée, le département peut, sur demande écrite et motivée, prolonger ce délai.
[3] Sous réserve de l'article 4 alinéa 2, l'admission est caduque au moment de la cessation d'activité dans le canton.
[4] Les admissions à pratiquer existant avant le 1er juillet 2016 sont maintenues dans la mesure où elles en remplissent les conditions.

Art. 8 Emolument
Pour la délivrance d'une autorisation de pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, le département perçoit un émolument fixé à 500 francs.

Art. 9 Voies de droit
Les décisions prises en application de la présente ordonnance peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal des assurances dans les 30 jours à compter de sa notification.

Art. 10 Entrée en vigueur
[1] Le département est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.
[2] Celle-ci sera publiée au Bulletin officiel. Elle entre en vigueur avec effet au 1er juillet 2016 et a effet jusqu'au 30 juin 2019.

Ainsi arrêté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 17 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 35/2016, p. 2297

Ordonnance concernant le statut du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis)

Modification du 17 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais,

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

ordonne:

I

L'ordonnance concernant le statut du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis) du 16 décembre 2014 est modifiée comme il suit:

Art. 67 al. 4 (nouveau) Principes de la responsabilité disciplinaire
[4] L'autorité d'engagement compétente prononce les mesures disciplinaires.

II

Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur au 1er septembre 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 35/2016, p. 2297

Ordonnance concernant le traitement du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis)

Modification du 17 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais,

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

ordonne:

I

L'ordonnance concernant le traitement du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis) du 16 décembre 2014 est modifiée comme il suit:

Art. 42 al. 1 à 6 Reconnaissance extraordinaire
[1] A titre de reconnaissance extraordinaire, il peut être accordé à l'employé membre du corps professoral une prime d'un montant maximal de 5'000 francs.
[2] La reconnaissance extraordinaire est attribuée pour des prestations ou un comportement extraordinaires.
[3] Un employé ou, au maximum, cinq pour cent de l'ensemble des employés membres du corps professoral par Haute école peuvent bénéficier d'une reconnaissance extraordinaire par année.
[4] Cette reconnaissance est attribuée, sur proposition des supérieurs concernés, par l'autorité d'engagement, dans le cadre de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet *(nouveau)* .
[5] L'autorité d'engagement peut également répartir une reconnaissance extraordinaire entre plusieurs employés à raison d'un minimum de 1'000 francs par employé. Dans ce cas, le nombre maximum de bénéficiaires, tel que défini dans l'alinéa 3 du présent article, peut être dépassé, sous réserve de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet *(nouveau)* .
[6] La reconnaissance extraordinaire ne constitue pas un droit et son attribution ou sa non-attribution ne peut faire l'objet d'une contestation *(nouveau)* .

Art. 43 al. 1 à 3 Indemnités pour responsabilité supplémentaire
[1] Les professeurs HES qui assument la responsabilité d'une filière ou d'un institut peuvent se voir attribuer une indemnité pour responsabilité supplémentaire ne dépassant pas 5 pour cent du traitement maximal d'un professeur HES ordinaire, 13e salaire exclu. Elle est versée sur douze mensualités.
[2] Cette indemnité, fixée par l'autorité d'engagement, n'est pas une composante

salariale et n'est pas comprise dans le traitement cotisant à la caisse de pension.
[3] *Abrogé*

Art. 55 al. 4 Congés spéciaux
[4] Les congés spéciaux sont accordés au prorata du degré d'occupation de l'employé. Pour les employés à temps partiel, les congés spéciaux sont accordés, pour autant que l'événement intervienne un jour de travail planifié et selon l'horaire habituel prévu du jour concerné, mais au maximum 8 h 12 par jour de congé spécial.

Art. 68 al. 6 (nouveau) Droit transitoire
[6] Les professeurs HES qui assument une responsabilité d'unité et en fonction au 1er janvier 2016 sont mis au bénéfice d'une indemnité pour responsabilité supplémentaire au sens de l'article 43 de la présente ordonnance. Cette indemnité n'est plus due par l'employeur en cas de changement de fonction ou d'organisation interne *(nouveau)* .

II
L'annexe 2 de l'ordonnance concernant le traitement du personnel de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis (HES-SO Valais/Wallis) du 16 décembre 2014 est modifiée comme il suit:

Annexe 2

Echelle des traitements des membres de la direction générale et du corps professoral de la HES-SO Valais/Wallis

Traitement annuel indice 100 points (état au 01.01.2014)

classes	Fonctions	Minimum	Maximum
E92	Directeur(trice) de la HES-SO Valais Wallis	189'335	223'415
E91	Directeur(trice) d'une Haute école	173'557	199'590
E89	Professeur-e HES ordinaire	117'598	170'517
E88	Professeur-e HES associé-e	112'533	163'174
E87	Maître d'enseignement HES	107'742	156'225
E39	Enseignant-e ES	105'421	152'860
E86	Professeur-e HES assistant-e	103'531	150'120
E85	Chargé-e de cours HES	101'277	146'851

III
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur au 1er septembre 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 35/2016, p. 2298

Ordonnance de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 21 de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir du 12 mai 2016;
vu les articles 360a à 360c du code suisse des obligations (CO);
vu l'article 1a de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956 (LECCT);
sur proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête[1]:

Section 1: Commission tripartite cantonale

Art. 1 Composition
[1] La Commission tripartite cantonale (ci-après: Commission) se compose de 30 membres, soit dix représentants des employeurs, dix représentants des travailleurs et dix représentants de l'Etat.
[2] Les représentants de l'Etat au sein de la Commission sont issus de services publics ayant un lien avec le marché du travail, en particulier les services de protection des travailleurs et des relations du travail, de l'industrie, du commerce et du travail, de la population et des migrations, des contributions, de l'action sociale ainsi que la Caisse de compensation du canton du Valais, et la Police cantonale. Un représentant des communes siège également dans la Commission.
[3] Le Conseil d'Etat nomme pour la période administrative les membres de la Commission sur proposition des parties concernées. La période administrative est de quatre ans et commence le premier janvier qui suit le renouvellement du Conseil d'Etat. Les membres de la Commission peuvent être nommés pour plusieurs périodes successives.

Art. 2 Organisation
[1] La Commission désigne en son sein, en principe par rotation, un président et un vice-président pour la période administrative.
[2] Le président, en son absence le vice-président, dirige les travaux de la Commission et représente celle-ci à l'extérieur.
[3] La Commission est dotée d'un bureau exécutif (ci-après: Bureau).
[4] La Commission peut faire appel à des experts externes. Elle peut créer des groupes ou des sous-commissions qu'elle chargera de l'examen de domaines particuliers.

[5] La Commission respectivement le Bureau sont assistés par un secrétariat.

Art. 3 Fonctionnement et tâches
[1] La Commission se réunit au moins une fois par année, sur convocation du Bureau. Elle peut également être réunie à la demande expresse de dix membres. La convocation et l'ordre du jour sont adressés au moins une semaine à l'avance. Les délibérations de la Commission ne sont pas publiques. Il est tenu procès-verbal des séances de la Commission.
[2] La Commission est habilitée à prendre des décisions lorsqu'au moins la moitié de ses membres sont présents.
[3] Chaque membre de la Commission dispose d'une voix non transmissible. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises.
[4] La Commission doit notamment:
a) désigner les membres du Bureau et définir ses tâches, pour autant que celles-ci ne découlent pas de la présente ordonnance;
b) définir une fois par an les objectifs, les priorités ainsi que les plans d'action sur proposition du Bureau;
c) proposer au Conseil d'Etat des contrats-types impératifs au sens de l'article 360a CO ou des extensions facilitées au sens de l'article 1a LECCT;
d) présenter chaque année au Conseil d'Etat et à la Confédération un rapport d'activité;
e) s'exprimer périodiquement sur la coordination des activités des différents organes de contrôle;
f) veiller à instaurer une bonne collaboration entre tous les organes de contrôle et les autres autorités et organisations concernées.

Art. 4 Bureau
[1] La Commission désigne parmi ses membres un Bureau de six personnes composé selon le mode tripartite. Le président et en son absence le vice-président dirige le Bureau.
[2] Le Bureau assume notamment les tâches suivantes:
a) gérer les affaires courantes;
b) élaborer une fois par an les objectifs, les priorités ainsi que les plans d'action;
c) préparer les rapports annuels à l'intention de la Commission;
d) charger l'Inspection cantonale de l'emploi (ci-après: Inspection de l'emploi) des enquêtes sur le terrain dans le cadre de l'observation du marché du travail ainsi que des contrôles visant à assurer le respect des contrats-types fixant des salaires minimaux auprès des travailleurs détachés;
e) charger l'Observatoire valaisan de l'emploi (ci-après: OVE), rattaché au Service de l'industrie, du commerce et du travail, des enquêtes scientifiques dans le cadre de l'observation du marché du travail.

Section 2: Autres autorités compétentes

Art. 5 Conseil d'Etat
Le Conseil d'Etat peut conclure, à titre pécuniaire, avec les partenaires sociaux et les organes paritaires des conventions de collaboration, notamment des

accords de prestations.

Art. 6 Département
[1] L'autorité compétente pour connaître des litiges découlant de l'exécution de contrôles par la Commission au sens de l'article 360b alinéa 5 CO est le Département dont dépend le Service de protection des travailleurs et des relations du travail (ci-après: Service).
[2] Le Chef de département remet aux personnes chargées des contrôles une carte de légitimation justifiant de leur qualité officielle.

Art. 7 Service
[1] Le Service assume le secrétariat de la Commission et de son Bureau.
[2] Il mène, pour le compte de la Commission, lorsque des abus au sens de l'article 360a alinéa 1 CO sont constatés, les procédures de conciliation avec les employeurs concernés conformément aux dispositions de l'article 360b alinéa 3 CO.
[3] Il veille à ce que les personnes chargées des contrôles disposent des connaissances et des compétences en matière de contrôle du marché du travail.
[4] Hormis celles liées aux contrôles et aux sanctions, il assume notamment les autres tâches énoncées ci-après:
a) élaborer les conventions de collaboration avec les partenaires sociaux et les organes paritaires;
b) examiner et préaviser les accords de prestations avec la Confédération à l'intention du Conseil d'Etat;
c) assister le chef du Département lors de l'appréciation de litiges découlant de l'exécution de contrôles par la Commission au sens de l'article 360b alinéa 5 CO.

Art. 8 Inspection de l'emploi
L'Inspection de l'emploi:
a) exécute pour la Commission les tâches de contrôle relevant de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (Ldét) ainsi que les tâches d'observation du marché du travail;
b) est l'organe de contrôle cantonal en matière de travail au noir selon la loi fédérale sur le travail au noir (LTN);
c) exécute pour les organes paritaires les contrôles confiés par des conventions de collaboration, notamment des accords de prestations, conclus entre ceux-ci et le canton.

Art. 9 Service de l'industrie, du commerce et du travail
[1] Le Service de l'industrie, du commerce et du travail enregistre les annonces de travailleurs détachés et de prestataires de services indépendants.
[2] Sur demande, il informe la Commission quant au nombre de prestataires de services, à leur statut, à leurs types d'activités et aux branches d'activités concernées.
[3] Il mène des enquêtes scientifiques dans le cadre de l'observation du marché du travail, via son OVE.

Section 3: Autres dispositions

Art. 10 Collaboration entre les autorités et les organisations
[1] L'Inspection de l'emploi coordonne les activités des organes de contrôle et la collaboration de ceux-ci avec les autres autorités et organisations concernées. A cet effet, chaque autorité ou organisation concernée désigne des personnes de contact.
[2] Les polices communales coordonnent leurs activités de contrôle dans le domaine du travail au noir avec celles de l'Inspection de l'emploi. Dans le cadre de ces contrôles, la Police cantonale n'intervient qu'à titre subsidiaire. Préalablement à leurs interventions, elles informent cette dernière, en particulier dans le souci d'éviter qu'une opération sur un lieu de travail ne porte préjudice à une enquête menée par l'Inspection de l'emploi. Si les intérêts d'une enquête en cours l'exigent, l'Inspection de l'emploi peut requérir qu'elles sursoient à un contrôle qu'elles projetaient d'effectuer.
[3] Les services et institutions impliqués dans la lutte contre le travail au noir ou le contrôle des entreprises ou indépendants étrangers, de même que les autorités de poursuite pénale, communiquent à l'Inspection de l'emploi copie des décisions rendues en application de la LTN et de la Ldét. Elles l'informent notamment des amendes et émoluments facturés et encaissés.
[4] Les commissions professionnelles paritaires informent l'Inspection de l'emploi des décisions prises suite aux contrôles effectués par cette dernière en application d'une convention de collaboration signée entre elles et le canton. Elles lui transmettent également copie des décisions qu'elles rendent en application de la Ldét.
[5] L'Inspection de l'emploi est habilitée à transmettre aux autorités avec lesquelles elle collabore les données relatives à une procédure relevant de sa compétence, y compris aux adjudicateurs.

Art. 11 Observation du marché du travail
[1] L'observation du marché du travail se déroule en différentes phases:
a) après consultation de ses membres, la Commission propose au Conseil d'Etat les priorités par professions ou secteurs d'activité, en fonction des recommandations de la Commission tripartite fédérale;
b) le Conseil d'Etat valide les propositions de la Commission;
c) en principe, l'inspection de l'emploi recueille des informations auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises;
d) en cas de présomption de sous-enchère salariale, la commission mandate l'OVE pour procéder à une enquête scientifique;
e) l'OVE analyse le mandat et propose au Bureau, après consultation préalable du Service, une grille d'analyse en fonction des objectifs préalablement définis avec le Bureau;
f) le Bureau valide la grille d'analyse;
g) l'OVE recueille et exploite directement les données statistiques utiles. Il effectue ses analyses sur la base des données ainsi recueillies, rédige un rapport et, après l'avoir préalablement soumis au Service pour préavis, le transmet au Bureau pour validation;

h) la Commission prend ses décisions sur la base des rapports transmis par l'OVE, lesquels auront été préalablement anonymisés.

[2] En cas de difficultés à obtenir les informations nécessaires, le président de la Commission peut requérir du Service qu'il procède à des investigations directement auprès des entreprises.

Section 4: Frais de contrôle et émoluments

Art. 12 Débours

[1] Le Service peut percevoir des frais pour les contrôles qu'il exécute dans le cadre de ses compétences en application de la Ldét et de la LTN selon le tarif suivant:

a) frais d'enquête: 150 francs de l'heure;

b) frais de déplacement: 70 centimes par kilomètre effectif parcouru;

c) frais d'intervention de tiers: selon décompte du tarif en usage dans la profession.

[2] Les autres débours nécessités par la procédure sont portés en compte selon leur montant effectif. S'ils ne dépassent pas le montant de 300 francs, ils peuvent être remplacés par un montant forfaitaire.

[3] Si les frais sont disproportionnés eu égard à l'importance de la cause, ils peuvent être réduits.

Art. 13 Emoluments

[1] Pour toutes les décisions prises en application de la Ldét et de la LTN, le Service compétent perçoit un émolument fixé entre 100 et 2'000 francs.

[2] L'émolument est fixé en fonction de l'ampleur et de la difficulté du dossier.

Art. 14 Indemnisation

[1] Les membres de la Commission tripartite sont indemnisés sur la base de l'arrêté sur les indemnités de commissions du 18 juin 2008 (RS/VS 172.433).

[2] L'indemnisation à laquelle peuvent prétendre les commissions professionnelles paritaires pour l'exécution des contrôles découlant de la Ldét est fondée sur le concept d'indemnisation établi par le Seco en la matière. Dans le cadre d'une convention de collaboration signée entre l'Etat et des organes paritaires, cette indemnisation peut faire l'objet d'un montant forfaitaire annuel, calculé en fonction du nombre de contrôles effectués au cours des 3 années précédant la conclusion de dite convention.

Art. 15 Mandats de prestations

Lorsqu'elle agit en exécution d'un mandat de prestations, l'Inspection de l'emploi établit un relevé des frais à l'intention de l'autorité compétente sur la base des dispositions de l'article 12 de la présente ordonnance.

Art. 16 Adaptation au renchérissement

Les montants ci-dessus sont indexés chaque fois que l'indice suisse des prix à la consommation subit une variation de 10 points dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance (indice de base décembre 2015 = 100 points).

Art. 17 Clause abrogatoire
La présente ordonnance abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires, à savoir:
a) le règlement de la loi d'application concernant les travailleurs détachés et le travail au noir du 19 décembre 2007 (RS/VS 823.100);
b) l'arrêté concernant les frais de contrôle et les émoluments relatifs aux travailleurs détachés et le travail au noir du 3 novembre 2010 (RS/VS 823.150).

Art. 18 Entrée en vigueur
La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel et entre en vigueur le 1er octobre 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 39/2016, p. 2560

Ordonnance cantonale sur le travail

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 70 de la loi cantonale sur le travail du 12 mai 2016;
sur proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête[1]:

Chapitre 1: Inspection du travail

Section 1: Registre des entreprises industrielles

Art. 1
[1] Le Service de protection des travailleurs et des relations du travail (ci-après: Service) tient à jour le registre des entreprises industrielles au sens de l'article 6 de la loi cantonale sur le travail du 12 mai 2016 (ci-après: la loi).

Section 2: Construction et aménagement de locaux et postes de travail

Art. 2 Principes
[1] Le Service se prononce sur les plans relatifs à toute demande d'autorisation de construire, au sens de l'article 42 de l'ordonnance sur les constructions du 2 octobre 1996. Il peut demander que des mesures spéciales, nécessaires en vertu des articles 6 de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce du 13 mars 1964 (ci-après: LTr) et 82 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents du 20 mars 1981 (ci-après: LAA) soient imposées par le permis de construire.
[2] Lorsqu'il existe de sérieux motifs de douter que l'installation projetée résiste aux charges et aux contraintes auxquelles elle est soumise lors d'une utilisation conforme aux prescriptions, le Service peut exiger la réalisation d'une expertise technique aux frais du requérant, conformément à l'article 4 de l'ordonnance 3 relative à la loi sur le travail du 18 août 1993 (ci-après: OLT3).
[3] Le Service peut s'abstenir de viser les plans pour certaines entreprises non industrielles, notamment lorsque leurs activités présentent de faibles risques.

Art. 3 Examen des plans des entreprises non industrielles
[1] Le Service examine les plans et, s'il s'agit d'entreprises industrielles ou assimilées, au sens de l'article 1 alinéa 2 de l'ordonnance 4 relative à la loi sur le travail du 18 août 1993 (ci-après: OLT4), procède à l'approbation des plans conformément à l'article 8 de la loi.

[2] Le Service communique son préavis au département en charge des constructions.
[3] Le Service examine les plans des entreprises non industrielles au regard de l'article 6 OLT3, de l'ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles du 19 décembre 1983 (ci-après: OPA) ainsi que de l'ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs du 27 février 1991.
[4] Il examine les plans des entreprises soumises uniquement à la LAA au regard de l'OPA.

Art. 4 Prévention incendie
[1] Afin de garantir la protection des travailleurs en matière de prévention incendie, le Service veille, en étroite collaboration avec l'Office cantonal du feu, au respect:
a) des dispositions y relatives de l'OLT4 ainsi que des articles 36 et 40 OPA, s'agissant des entreprises industrielles ou assimilées, au sens de l'article 1 alinéa 2 OLT4. Le Service peut requérir l'avis technique de l'Office cantonal du feu;
b) des articles 20, 36 et 40 OPA uniquement, s'agissant des entreprises non-industrielles ou soumises à la LAA uniquement (mesures de protection des travailleurs contre un danger d'explosion ou d'incendie, accessibilité des dispositifs d'alarme et du matériel de lutte contre le feu, information des travailleurs).
[2] Pour le surplus, demeurent réservées les compétences des autres autorités en matière de police du feu réglées par la loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels du 18 novembre 1977.

Section 3: Durée du travail et du repos

Art. 5 Contrôle des heures de travail
Les contrôles des heures de travail portent sur les registres et pièces que l'entreprise doit tenir et conserver pendant cinq ans au sens de l'article 46 de la LTr et des articles 73, 73*a* et 73*b* de l'ordonnance 1 relative à la loi sur le travail du 10 mai 2000 (ci-après: OLT1).

Art. 6 Demande de dérogation
[1] La demande, conforme aux exigences des articles 49 de la LTr, 41 et 42 de l'OLT1, doit être adressée au Service, dans un délai lui permettant de statuer. Elle est transmise au moyen d'un formulaire type mis à disposition des requérants sous format papier ou informatique, par le biais du site internet du Service.
[2] Les décisions y relatives sont adressées au demandeur et une copie communiquée aux communes concernées, à la police, au Secrétariat d'Etat à l'économie (ci-après: Seco) ainsi que, le cas échéant, à l'inspection du travail du canton dans lequel se trouve le siège principal de l'entreprise.

Art. 7 Jours fériés
Les jours fériés assimilés aux dimanches au sens de l'article 20*a* de la LTr sont les suivants: Nouvel-An (1er janvier), Saint-Joseph (19 mars), Ascension,

Fête-Dieu, Assomption (15 août), Toussaint (1er novembre), Immaculée Conception (8 décembre) et Noël (25 décembre).

Section 4: Protections spéciales

Art. 8 Protection des jeunes travailleurs
[1] L'autorité compétente en matière de formation professionnelle doit entendre le Service avant l'octroi d'une nouvelle autorisation de former des jeunes travailleurs dans des métiers comportant des travaux dangereux au sens de l'article 4 de l'ordonnance 5 relative à la loi sur le travail (OLT5).
[2] Le Service, d'entente avec l'autorité en charge de la formation professionnelle, effectue les contrôles nécessaires dans les entreprises requérantes.
[3] Les demandes d'autorisation d'occuper des jeunes de moins de 15 ans au sens de l'article 20 de la loi doivent indiquer la date de naissance de l'enfant et le genre de travail qui lui est confié; sont joints à la demande l'autorisation écrite du détenteur de l'autorité parentale et un certificat médical.

Section 5: Logement et bien-être social

Art. 9 Généralités
[1] Les locaux dans lesquels les travailleurs sont nourris et logés doivent répondre aux exigences de l'hygiène et de la sécurité. Ils doivent être pourvus d'une bonne isolation, bien aérés, convenablement éclairés et chauffés durant la saison froide. Les logements sis au sous-sol ne sont pas autorisés.
[2] L'employeur logeant un ou plusieurs travailleurs en un lieu isolé est tenu de leur mettre à disposition le matériel de premiers secours minimum nécessaire. Il assure l'accès des secours dans un délai acceptable.
[3] Les prix du logement et de la pension correspondent aux normes AVS édictées au niveau fédéral. Dans tous les cas, l'employeur ne retire aucun bénéfice de la nourriture et des locaux.

Art. 10 Equipements
[1] Chaque travailleur dispose d'un lit personnel constitué par un sommier et un matelas avec des draps et des couvertures, ainsi que d'une armoire personnelle qui puisse être fermée à clef, séparée par deux volumes, l'un pour les habits de travail et l'autre pour les habits propres. Chaque chambre comprend une table suffisamment grande et une table de nuit par personne logée.
[2] Les lits superposés ne sont pas autorisés.
[3] Le volume d'air est au moins de 12,5 m3 par personne. Il n'est pas logé plus de trois travailleurs par chambre.
[4] Les installations sanitaires sont aménagées selon les normes requises aux articles 29 à 33 OLT3.
[5] L'employeur met à disposition les infrastructures nécessaires à l'entretien des effets personnels des travailleurs qu'il loge.

Art. 11 Mesures de sécurité
[1] Lors de l'aménagement de logements, il est pris toutes les mesures tendant à réduire les risques d'incendie. A cette fin, les normes techniques de l'asso-

ciation des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) sont respectées.
[2] Les locaux servant à l'hébergement des travailleurs font l'objet d'un contrôle préalable par l'autorité de police du feu.

Art. 12 Entretien
[1] Le nettoyage et l'entretien des locaux mis à disposition des travailleurs sont assurés par le personnel rémunéré de l'entreprise ou par une société spécialisée mandatée par celle-ci.
[2] Les draps sont nettoyés et remplacés toutes les deux semaines au moins et les couvertures nettoyées et désinfectées avant chaque distribution.

Art. 13 Logements de chantier
[1] Lorsque les travaux entrepris nécessitent l'organisation de cantines, de dortoirs, la construction d'ateliers, le maître d'œuvre ou l'entrepreneur doit soumettre préalablement les plans d'aménagement par l'intermédiaire des communes, à la Commission cantonale des constructions.
[2] L'exploitation des locaux, cantines, habitations, ne peut pas commencer avant que les locaux aient été reconnus conformes par le Service.

Chapitre 2: Relations du travail

Art. 14 Extension des conventions collectives de travail
[1] A la requête des partenaires sociaux signataires d'une convention collective de travail, le Service procède au nom du Conseil d'Etat à l'instruction et l'actualisation des dossiers d'extension ordinaires ou facilitées au sens de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956 (ci-après: LECCT).
[2] A cette fin, le Service recueille de la part des organisations professionnelles tous les renseignements et documents utiles, procède à toutes les vérifications et analyses qu'il juge nécessaires et assure notamment les contacts nécessaires avec le Seco.
[3] Le Service statue relativement aux frais engendrés par la procédure d'extension.

Chapitre 3: Frais

Art. 15 Débours
[1] Dans la mesure où les frais d'enquête et de contrôle ne sont pas pris en charge par la Confédération ou une autre instance, le Service peut percevoir des frais en application de l'article 62 de la loi cantonale sur le travail pour les contrôles et les tâches qu'il exécute dans le cadre de ses compétences, notamment lorsque des contrôles complémentaires sont nécessaires en raison de la mauvaise exécution de ses prescriptions:
a) frais d'enquête: 150 francs de l'heure;
b) frais de déplacement: 70 centimes par kilomètre effectif parcouru;
c) frais d'intervention de tiers: selon décompte du tarif en usage dans la profession;

d) frais pour l'examen des procédures d'extension (art. 15 LECCT): 150 francs de l'heure.

[2] Les autres débours nécessités par la procédure sont portés en compte selon leur montant effectif. S'ils ne dépassent pas le montant de 300 francs, ils peuvent être remplacés par un montant forfaitaire.

[3] Si les frais sont disproportionnés eu égard à l'importance de la cause, ils peuvent être réduits.

[4] Pour le surplus, conformément à l'article 64 de la loi cantonale sur le travail, les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administrative du 6 octobre 1976 (LPJA) restent réservées.

Art. 16 Emoluments

Les émoluments suivants sont perçus pour les décisions ou autorisations accordées en application de la loi cantonale sur le travail:

a) approbation des plans de construction et de transformation ou d'agrandissement d'une entreprise industrielle: 500 francs;
b) autorisation d'exploiter une entreprise industrielle: 200 francs;
c) dérogation ou autorisation sur la durée du travail: jusqu'à 750 francs selon la durée de l'autorisation et le nombre de travailleurs concernés;
d) dispense de registre selon l'ordonnance sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles du 19 juin 1995 (ordonnance sur les chauffeurs, OTR1): 65 francs par travailleurs;
e) pour toute autre décision et autorisation d'exception: de 50 à 500 francs.

Art. 17 Clause abrogatoire

La présente ordonnance abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires, à savoir:

a) le règlement de la loi cantonale sur le travail du 12 juillet 1974 (RS/VS 822.100);
b) l'arrêté concernant l'organisation du travail et de la protection des travailleurs sur les grands chantiers du 25 juillet 1973 (RS/VS 822.101);
c) l'arrêté concernant le logement des travailleurs du 31 décembre 1968 (RS/VS 822.102).

Art. 18 Entrée en vigueur

La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel et entre en vigueur le 1er octobre 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 39/2016, p. 2562

Ordonnance sur les violences domestiques (OVD)

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale,
vu les dispositions de la loi sur les violences domestiques du 18 décembre 2015;
sur proposition du Département des finances et des institutions,

ordonne[1]:

Section 1: Dispositions générales

Art. 1 Objet et champ d'application
La présente ordonnance précise les dispositions de la loi sur les violences domestiques du 18 décembre 2015 (ci-après: loi) et règle:
a) les tâches et compétences de l'Office cantonal de l'égalité et de la famille (ci-après: Office), la composition, les attributions et le fonctionnement de la Commission consultative contre les violences domestiques (ci-après: Commission) et des Groupes régionaux contre les violences domestiques (ci-après: Groupes régionaux);
b) la procédure d'évaluation des risques et de gestion coordonnée des menaces;
c) la procédure et les conditions d'attribution des aides financières;
d) les modalités d'exécution de l'entretien socio-thérapeutique;
e) les modalités du financement de l'accompagnement des auteurs et de la prise en charge spécialisée des familles;
f) la liste des institutions concernées par le registre des évènements.

Section 2: Organisation et compétences

Art. 2 Office cantonal de l'égalité et de la famille
[1] L'Office est l'organe de coordination en matière de lutte contre les violences domestiques, conformément aux tâches qui lui sont confiées par le Conseil d'Etat et le Département en charge de la lutte contre les violences domestiques (ci-après: Département).
[2] Sa mission est notamment:
a) d'initier des programmes de prévention et de sensibilisation;
b) de soutenir des projets et organismes luttant contre les violences domestiques;
c) de soutenir et développer le réseau valaisan d'intervention contre les violences domestiques (ci-après: réseau);
d) de fournir aide et information aux professionnels confrontés à des situations de violences domestiques.

[3] L'Office peut octroyer des aides financières dans le cadre de ses compétences financières.

Art. 3 Commission consultative contre les violences domestiques
[1] Sur proposition du Département, le Conseil d'Etat nomme, au début de chaque période administrative, le président et les membres de la Commission, en veillant à ce que les principaux milieux concernés soient représentés.
[2] La Commission comprend neuf à quinze membres choisis pour leurs compétences et leur expérience dans les domaines suivants:
a) violences domestiques;
b) soutien aux victimes;
c) protection de l'enfant;
d) travail avec les auteurs de violences domestiques;
e) santé;
f) social;
g) protection et sécurité (Police);
h) justice.
[3] Tous les membres de la Commission sont tenus au secret de fonction.
[4] Le président définit les sujets à traiter ainsi que l'ordre du jour des séances. Il convoque les membres au minimum une fois par an. La Commission peut au besoin faire appel à des experts externes. Pour le surplus, elle s'organise elle-même de façon indépendante. Son secrétariat est assuré par l'Office.
[5] La Commission est un organe d'appui pour la mise en œuvre de la loi. Elle préavise des projets et élabore des recommandations. Elle est chargée d'assurer une action coordonnée des différents organismes et professionnels impliqués dans la lutte contre les violences domestiques.

Art. 4 Groupes régionaux contre les violences domestiques
[1] Le Conseil d'Etat délègue à l'Office la compétence de nommer, sur proposition de la Commission, les membres des trois Groupes régionaux: Bas-Valais, Valais central et Haut-Valais.
[2] Les Groupes régionaux se composent de professionnels du terrain, notamment issus de l'aide aux victimes, des hébergements d'urgence, de la police, de la protection de l'enfant, des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte, des centres médico-sociaux, des centres SIPE, de la justice et de l'intégration.
[3] Les Groupes régionaux se réunissent au moins deux fois par an. Ils cherchent à optimiser la coordination des interventions pluridisciplinaires pour soutenir les victimes et plus généralement pour lutter contre les violences domestiques dans leur région.

Section 3: Evaluation des risques et gestion coordonnée des menaces

Art. 5 Signalement d'un risque important
[1] On parle de risque important de commission d'un acte de violences domestiques mettant en danger une personne, à signaler à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (ci-après: APEA) compétente, dans les situations suivantes:

a) il y a de sérieuses raisons de croire qu'un acte de violence domestique mettant en danger une personne a été commis et que de nouveaux actes de violence sont à craindre;
b) un cas de violences domestiques mettant en danger une personne est connu, mais les mesures mises en place semblent insuffisantes pour réduire le risque.

[2] Lorsqu'une APEA reçoit un signalement, elle en informe l'Office immédiatement, mais au plus tard dans le jour ouvrable suivant.
[3] Après une première analyse de la situation, en collaboration avec l'APEA, l'Office doit, au plus tard dans les dix jours ouvrables:
a) clore le dossier après avoir constaté que l'intervention de l'APEA, des services et des professionnels concernés est suffisante ou
b) inviter la personne qui a signalé la situation, l'APEA, les services et les professionnels concernés à discuter du cas afin d'optimiser la prise en charge.

[4] Une situation de danger imminent ne relève pas du présent article et doit être immédiatement signalée à la police.
[5] Une situation de violence domestique déjà prise en charge de manière adéquate par les professionnels concernés ne doit en principe pas faire l'objet d'un signalement au sens du présent article.

Art. 6 Discussion de cas
[1] La discussion de cas vise à évaluer les risques et à prendre des mesures coordonnées. Elle a lieu aussitôt que possible, mais au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrables après l'information de l'Office par l'APEA.
[2] L'Office peut inviter un expert pour participer à l'évaluation de la situation.
[3] L'Office protocole la discussion et les mesures prises et s'assure de leur suivi. Il peut organiser une nouvelle discussion si nécessaire. La personne qui a signalé la situation est informée de manière appropriée.

Art. 7 Traitement des données personnelles
[1] Les données recueillies par l'Office sont utilisées exclusivement pour le suivi de la situation signalée, dans l'intérêt des personnes concernées au sens de l'article 2 lettre b de la loi.
[2] La victime et la personne auteure sont informées, dans deux courriers séparés et remis en mains propres, du fait que des données ont été recueillies et dans quel but. Cette information doit avoir lieu au plus tard un an après le signalement, sauf si elle risque de compromettre une instruction pénale ou une autre procédure d'instruction.
[3] Les données concernant les situations personnelles sont conservées sous clé ou électroniquement avec un accès restreint aux seules personnes en charge de ces dossiers et une journalisation des accès électroniques est implémentée.
[4] Les données personnelles sont conservées au moins pendant dix ans.
[5] Les dispositions de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage du 9 octobre 2008 (ci-après: LIPDA) sont réservées.

Section 4: Aides financières

Art. 8 Conditions d'octroi
[1] Les associations, organismes ou institutions luttant contre les violences domestiques peuvent bénéficier d'une aide financière aux conditions cumulatives suivantes:
a) la demande est effectuée pour un projet spécifique;
b) la demande est introduite avant la réalisation du projet;
c) le projet répond au but énoncé à l'article 1 de la loi.
[2] Les montants sont alloués en fonction:
a) de la nature et de l'importance du projet et
b) de l'autofinancement apporté par l'association, l'organisme ou l'institution concernée et
c) du nombre de personnes bénéficiaires.
[3] Ne peuvent être pris en compte les projets ayant un but commercial ou proposés par des structures poursuivant un tel but.

Art. 9 Demande et procédure
[1] La demande doit être effectuée auprès de l'Office.
[2] Elle comporte au minimum:
a) les informations utiles sur l'organisme requérant (raison sociale, statuts et rapport d'activité);
b) une description détaillée du projet précisant son but;
c) un budget détaillé et le montant requis.
[3] L'Office peut requérir toute autre information supplémentaire nécessaire à la prise de décision et demander un préavis à la Commission.
[4] Les décisions d'octroi ou de refus d'aides financières sont susceptibles de recours au Conseil d'Etat dans les 30 jours à compter de leur notification. Les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 (ci-après: LPJA) sont applicables.

Art. 10 Contrôle
[1] Le bénéficiaire d'une aide financière s'engage à fournir à l'Office un rapport final ainsi que des comptes détaillés.
[2] L'Office s'assure que l'aide financière soit utilisée conformément à son but et procède aux contrôles des comptes.

Section 5: Expulsion des auteurs d'actes de violences domestiques

Art. 11 Décision d'expulsion
[1] L'officier de service ordonne l'audition de la victime et de l'auteur d'un acte de violences domestiques; l'occasion leur est donnée de s'exprimer sur une mesure d'expulsion immédiate.
[2] L'expulsion est prononcée séance tenante par écrit, pour 7 jours au moins et 14 jours au plus. Cette durée ne peut pas être prolongée.
[3] L'intéressé peut faire recours contre la décision d'expulsion auprès d'un juge du Tribunal cantonal. La LPJA est applicable; toutefois, le recours de droit administratif n'a pas d'effet suspensif sauf décision contraire du juge saisi.

[4] La police cantonale:
a) communique séance tenante à la victime un double de sa décision;
b) la rend attentive au fait que la mesure d'expulsion prend fin à l'expiration de la durée fixée;
c) l'informe de son droit de requérir du juge civil une mesure de protection au sens des articles 28*b* et suivants du code civil suisse dans un délai n'excédant pas la durée de validité de l'expulsion;
d) communique, dans les 24 heures, un double de sa décision au juge civil compétent pour la mesure de protection.;
e) notifie à la personne expulsée son obligation de prendre contact, dans les 3 jours ouvrables, avec un organisme ou un professionnel habilité à recevoir des auteurs de violences domestiques pour convenir d'un entretien socio-thérapeutique et la rend attentive aux conséquences pénales en cas de non-respect.

Art. 12 Exécution de la décision d'expulsion
[1] Sous la surveillance d'un agent de la police, l'auteur peut emporter les objets dont il a absolument besoin.
[2] Il doit déposer toutes les clés donnant accès au logement auprès de l'agent de la police.
[3] Il doit fournir une adresse à laquelle des notifications peuvent lui être adressées.
[4] Au besoin, un lieu d'hébergement lui est proposé.
[5] Il est informé de l'utilité et des possibilités d'aides appropriées afin de prévenir la récidive.
[6] En cas d'opposition à la décision d'expulsion, la police peut faire usage de la force.

Art. 13 Aide aux victimes d'infractions
[1] La police informe sans délai la victime des aides dont elle peut bénéficier auprès d'un centre de consultation pour les victimes d'infraction (centre LAVI).
[2] Si une mesure d'expulsion s'avère inappropriée, la police prend sans délai les mesures urgentes nécessaires, notamment en dénonçant l'auteur au ministère public ou en intervenant auprès de l'APEA compétente.

Section 6: Entretien socio-thérapeutique

Art. 14 Organisme ou professionnel habilité
[1] Le Conseil d'Etat, sur proposition du Département, habilite des organismes et/ou professionnels à recevoir les auteurs de violences domestiques pour un entretien socio-thérapeutique.
[2] Le Département peut établir un mandat de prestations avec un organisme ou des professionnels habilités lorsqu'ils répondent aux conditions cumulatives suivantes:
a) être au bénéfice d'une formation spécialisée;
b) posséder l'expérience pratique nécessaire;

c) ne pas avoir fait l'objet de sanction administrative ou de condamnation pénale pouvant mettre en doute sa fiabilité pour l'exécution du mandat.

Art. 15 But et contenu
[1] L'entretien socio-thérapeutique a pour objectif de permettre à la personne expulsée d'évaluer sa situation et de l'informer des conséquences de la violence pour la victime, leurs proches et pour elle-même.
[2] L'entretien doit avoir lieu rapidement, mais au plus tard dans les sept jours ouvrables suivant l'expulsion.

Art. 16 Violation
Si l'auteur ne respecte pas son obligation de se rendre à un entretien socio-thérapeutique, l'organisme ou le professionnel habilité à recevoir les auteurs de violence domestique le dénonce par écrit à la police cantonale le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17 Frais
[1] L'entretien est facturé à l'auteur au tarif et selon les modalités définies dans le mandat de prestations entre le Département et l'organisme ou les professionnels habilités.
[2] Lorsque l'auteur est en formation initiale, au bénéfice de l'aide sociale ou de prestations complémentaires AVS/AI, l'entretien est facturé au Département.

Section 7: Financement de l'accompagnement des auteurs et de la prise en charge spécialisée des familles

Art. 18 Soutien de l'Etat
Afin de soutenir la mise en place de mesures d'accompagnement des auteurs et la prise en charge spécialisées des familles, le Département peut établir des mandats de prestations au taux maximum de 80 pour cent des frais reconnus avec des organismes et/ou professionnels.

Art. 19 Frais
[1] Un barème de participation financière en fonction du revenu mensuel net du bénéficiaire et tenant compte des charges qu'il assume pour ses enfants est fixé par le Département et appliqué à tous les frais non pris en charge par son assurance-maladie de base (LAMal). Le premier entretien est gratuit.
[2] Lorsque le bénéficiaire (auteur, famille) est en formation initiale, au bénéfice de l'aide sociale ou de prestations complémentaires AVS/AI, le tarif minimum lui est appliqué.

Section 8: Registre des évènements

Art. 20 Objectif
[1] Le registre centralisé et anonyme des évènements de violences domestiques est tenu par l'Office et a pour objectif d'établir des statistiques.
[2] Les règles de la LIPDA s'appliquent.

Art. 21 Institutions concernées
Les institutions publiques ou privées tenues de transmettre les informations nécessaires à la tenue du registre des événements, sont notamment:
a) les centres de consultation pour les victimes d'infraction (centres LAVI);
b) la police cantonale;
c) les autorités judiciaires et de poursuites pénales;
d) les hôpitaux;
e) les Institutions psychiatriques;
f) le Service cantonal de la jeunesse;
g) les centres d'accueil pour victimes et auteurs;
h) les centres médico-sociaux;
i) les APEA;
j) les organismes habilités à recevoir les auteurs.

Section 9: Dispositions finales

Art. 22 Abrogation
Dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, toutes les dispositions contraires à celle-ci sont abrogées ainsi que les articles 25*a*, 25*b* et 25*c* de l'ordonnance de la loi sur la police cantonale du 1er octobre 1986.

Art. 23 Entrée en vigueur
[1] Le Département est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.
[2] La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur à la même date que la loi.

Ainsi décidé en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 39/2016, p. 2563

Ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux

du 3 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur les épizooties du 1er juillet 1966 (LFE);
vu l'ordonnance fédérale sur les épizooties du 27 juin 1995 (OFE);
vu l'ordonnance fédérale concernant l'élimination des sous-produits animaux du 25 mai 2011 (OESPA);
vu la loi d'application de la loi fédérale sur les épizooties du 13 novembre 2008;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne[1]*:*

Section 1: Principes généraux

Art. 1 But
La présente ordonnance fixe les modalités d'application de la législation fédérale sur l'élimination des sous-produits animaux et les dispositions cantonales en la matière.

Art. 2 Obligation des détenteurs de sous-produits animaux
[1] Celui qui, professionnellement, abat des animaux ou transforme de la viande doit éliminer ou faire éliminer les sous-produits animaux qu'il produit. Il doit pouvoir présenter au vétérinaire cantonal une convention écrite selon l'article 36 alinéa 2 de l'OESPA.
[2] Les autres détenteurs de sous-produits animaux ont l'obligation de les acheminer au centre de collecte desservant la commune où ces sous-produits animaux ont été produits s'ils ne sont pas en mesure de les éliminer eux-mêmes.

Art. 3 Exceptions
[1] Sur les alpages et dans les endroits inaccessibles y compris par voie aérienne, d'où les cadavres d'animaux, gibier inclus, ne peuvent raisonnablement pas être acheminés dans un centre de collecte, ils peuvent être enfouis après obtention de l'autorisation du vétérinaire cantonal. Il incombe au requérant de démontrer le cas échéant que grâce à l'application d'obligations et de mesures appropriées, tout risque pour l'utilisation des eaux souterraines comme eau potable peut être exclu.
[2] Les sous-produits animaux séquestrés pour des raisons épizootiques sont détruits selon les directives du vétérinaire cantonal.
[3] D'autres dérogations sont possibles avec l'accord du vétérinaire cantonal.

Section 2: Organes d'exécution et tâches

Art. 4 En général
Les organes chargés de l'exécution de la législation concernant l'élimination des déchets animaux sont les suivants:
a) le Conseil d'Etat;
b) le département en charge des affaires vétérinaires (ci-après: département);
c) le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (ci-après: SCAV), par le vétérinaire cantonal;
d) les polices cantonale et communales.

Art. 5 Tâches du Conseil d'Etat
[1] Le Conseil d'Etat veille à la mise à disposition d'une infrastructure appropriée pour la collecte et l'entreposage des sous-produits animaux dont l'élimination incombe au canton.
[2] Il désigne les usines ou installations où sont éliminés les sous-produits animaux. Dans ce but, il peut conclure des conventions avec d'autres cantons, associations ou entreprises.
[3] Il peut, après consultation des communes, déterminer les emplacements des centres de collecte régionaux.

Art. 6 Tâches du département
[1] Le département désigne, en accord avec le SCAV et le Service de l'environnement, les sites appropriés pour l'enfouissement éventuel des sous-produits animaux d'animaux selon l'article 38 alinéa 1 lettre b de l'OESPA.
[2] Il surveille l'application de la législation concernant l'élimination des sous-produits animaux.

Art. 7 Tâches du SCAV
Le SCAV, par le vétérinaire cantonal, a notamment les tâches suivantes:
a) il est chargé de la surveillance de l'élimination non dommageable des sous-produits animaux;
b) il contrôle les plans des nouvelles constructions et transformations de centres régionaux de collecte qui doivent obligatoirement lui être soumis pour examen et approbation;
c) il délivre les autorisations d'éliminer les déchets animaux aux établissements cités à l'annexe 1 de l'OESPA;
d) il contrôle, au moins une fois par an, les centres de collecte ainsi que les usines et installations qui traitent ou incinèrent des sous-produits animaux à haut risque selon les prescriptions de l'annexe 3 de l'OESPA;
e) il édicte les directives nécessaires à la tenue des registres relatifs aux quantités et à la provenance des déchets animaux éliminés;
f) il reçoit et examine les conventions que les abattoirs et les entreprises produisant des déchets animaux concluent avec les entreprises d'élimination;
g) il ordonne la fermeture des abattoirs et des entreprises préparant des denrées alimentaires qui ne sont pas à même d'assurer l'élimination des déchets animaux qu'ils produisent;

h) il décide, en cas d'épizootie, de la manière dont les déchets animaux doivent être éliminés;
i) il délivre les autorisations prévues par la législation et se prononce sur d'éventuelles dérogations selon l'article 3 alinéa 3.

Art. 8 Tâches des communes
[1] Les communes ou associations communales aménagent et exploitent, seules ou en commun, des centres de collecte régionaux ou locaux, dans lesquels tous les sous-produits animaux doivent être livrés et entreposés selon les prescriptions de l'OESPA jusqu'à leur évacuation pour élimination. A défaut, le Conseil d'Etat peut les y obliger.
[2] Les communes sont responsables du transport des sous-produits animaux des centres de collecte locaux vers les centres régionaux. Elles édictent les directives y relatives.

Art. 9 Polices
Les polices municipales et cantonale assument la surveillance des transports. Elles signalent au vétérinaire cantonal la découverte de cadavres d'animaux domestiques dans la nature.

Section 3: Centres de collecte

Art. 10 Centres de collecte régionaux
[1] Les emplacements des centres régionaux de collecte sont déterminés de telle sorte qu'une collecte, un entreposage et une évacuation rationnels des sous-produits animaux d'animaux soient assurés.
[2] Les associations régionales des communes soutiennent les communes dans l'élaboration de projet.

Art. 11 Centres de collecte locaux
[1] Les communes peuvent aménager des centres de collecte locaux.
[2] Les centres de collecte locaux ont pour but de rationaliser l'entreposage et le transport des sous-produits animaux vers les centres de collecte régionaux.

Art. 12 Gestion des centres de collecte
[1] Les communes émettent un règlement sur l'organisation du service de collecte, l'utilisation et l'exploitation des centres de collecte.
[2] Les communes désignent un préposé, ainsi qu'un suppléant. Il est responsable de l'application des prescriptions légales et des charges de l'autorisation, notamment la mise à disposition appropriée des sous-produits animaux pour leur transport vers l'usine d'élimination.

Art. 13 Prescriptions de livraison
[1] Toute personne qui livre des sous-produits animaux doit suivre les indications du préposé au centre de collecte.
[2] Les sous-produits animaux doivent être livrés dans les plus brefs délais.
[3] Les sous-produits animaux ne peuvent être déposés ni devant l'entrée des centres de collecte, ni devant l'enclos.

4 Les cadavres d'animaux ne peuvent être ni dépouillés ni incisés avant leur livraison ; l'enlèvement d'une partie quelconque du cadavre n'est pas autorisée. Sont exclus de ces prescriptions les cadavres d'animaux ayant été disséqués par des vétérinaires.

Art. 14 Exigences particulières
1 Les centres de collecte doivent, en sus des exigences citées dans l'OESPA, permettre une collecte et un entreposage séparés des cadavres d'animaux et des autres sous-produits animaux. Ils ne peuvent en aucun cas être entreposés dans un même conteneur.
2 Le préposé veille à ce que les cadavres d'animaux et les autres sous-produits soient entreposés dans des conteneurs différents portant une inscription bien lisible de leur contenu et s'assure que les sous-produits animaux soient libres de tout corps étranger.

Section 4: Transport des sous-produits animaux

Art. 15 Généralités
1 Le transport des sous-produits animaux vers les centres de collecte incombe, en principe, aux détenteurs d'animaux. Si l'identification du détenteur n'est pas possible, le transport incombe aux communes.
2 Le transport des centres de collecte locaux aux centres de collecte régionaux incombe aux communes.
3 Le transport des sous-produits animaux des centres de collecte régionaux jusqu' à l'usine ou à l'installation de mise en valeur des sous-produits animaux incombe au canton.
4 Le vétérinaire cantonal peut prendre des mesures supplémentaires dans des cas particuliers présentant des risques sanitaires.

Art. 16 Cadavres d'animaux sauvages vivant dans la nature
Le transport de cadavres d'animaux sauvages vivant dans la nature jusqu'au centre de collecte incombe au Service de la chasse, de la pêche et de la faune.

Art. 17 Conteneurs
1 Pour autant que les conteneurs utilisés pour le transport de sous-produits animaux ne soient pas mis à disposition par les centres régionaux de collecte, les établissements concernés doivent acquérir à leurs frais les conteneurs réglementaires; ceux-ci doivent correspondre aux prescriptions de l'annexe 4 de l'OESPA.
2 Les conteneurs utilisés pour le transport des sous-produits animaux ne peuvent être transportés en même temps que la viande et les préparations de viande.

Section 5: Autorisations

Art. 18
1 L'autorisation délivrée aux établissements selon l'annexe 1 de l'OESPA est valable dix ans.

[2] L'autorisation peut être retirée ou limitée en tout temps lorsqu'il y a danger d'épizootie et en cas de manquements graves ou répétés constatés lors des contrôles.

Section 6: Emoluments et frais

Art. 19 Emoluments
[1] Un émolument est perçu pour l'octroi et le renouvellement des autorisations auprès du bénéficiaire de l'autorisation.
[2] Les exploitations bénéficiaires d'une autorisation sont soumises aux contrôles officiels. Les frais y relatifs sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.
[3] Les émoluments sont calculés en fonction du temps de travail nécessaire et selon le Règlement fixant les frais et les indemnités dans le domaine vétérinaire.

Art. 20 Détenteurs d'animaux
[1] Le transport des sous-produits animaux aux centres de collecte locaux ou régionaux est à la charge des détenteurs d'animaux.
[2] Si la commune doit procéder elle-même à la collecte ainsi qu'au transport de sous-produits animaux, elle peut en facturer la totalité ou une partie des frais aux détenteurs.
[3] Le détenteur est responsable de l'évacuation de sous-produits animaux de bêtes ayant été déplacées pour l'estivage, l'hivernage ou pour toute autre raison; lorsqu'aucun arrangement particulier n'a été conclu entre le propriétaire et le détenteur, ce dernier doit également en supporter les frais.

Art. 21 Entreprises
Tous les frais d'élimination, transport compris, des sous-produits animaux issus de la chaîne alimentaire sont à la charge des entreprises dont ils proviennent.

Art. 22 Communes
Sont à la charge des communes:
a) la construction, l'exploitation et l'entretien des centres de collecte;
b) le transport des sous-produits animaux des centres de collecte locaux aux centres de collecte régionaux.

Art. 23 Canton
Sont à la charge du canton:
a) le transport des cadavres d'animaux des centres de collecte régionaux à l'usine d'élimination. Les frais de transport et d'élimination de cadavres d'animaux provenant d'exploitations produisant une grande quantité de déchets peuvent être mis à leur charge par le canton;
b) les transports spéciaux de cadavres d'animaux sur ordre du vétérinaire cantonal;
c) les frais occasionnés par l'élimination des sous-produits animaux de la faune sauvage.

Section 7: Mesures administratives et voies de droit

Art. 24 Mesures administratives
Le Conseil d'Etat peut prendre les mesures nécessaires, aux frais de la commune, lorsque celle-ci ne s'acquitte pas de ses obligations.

Art. 25 Voies de droit
Les décisions du SCAV, par le vétérinaire cantonal, et celles des communes peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat, dans les délais et selon les formes prévus par la loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976.

Section 8: Dispositions pénales et finales

Art. 26 Dispositions pénales
Les infractions à la présente ordonnance sont sanctionnées conformément à la loi fédérale sur les épizooties du 1er juillet 1966 (LFE) et à l'ordonnance fédérale sur les épizooties du 27 juin 1995 (OFE).

Art. 27 Communication au Département fédéral de l'intérieur
La présente ordonnance est communiquée au Département fédéral de l'intérieur.

Art. 28 Entrée en vigueur
[1] Le département est chargé de l'application de la présente ordonnance.
[2] La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel et le Conseil d'Etat fixe son entrée en vigueur.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 3 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 39/2016, p. 2565

Ordonnance de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir

Modification du 12 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'ordonnance de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir adoptée par décision du Conseil d'Etat du 14 septembre 2016;
vu la modification apportée à l'article 10 «Collaboration entre les autorités et les organisations», alinéa 2, en séance du Conseil d'Etat du 21 septembre 2016, lors du 2e tour de table et publiée au Bulletin officiel du vendredi 23 septembre 2016;
vu la différence constatée entre les versions française et allemande dans la troisième phrase de l'article 10 alinéa 2 de l'ordonnance précitée,
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

arrête:

I
L'ordonnance de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir du 14 septembre 2016 est modifiée dans sa version française comme il suit:

Art. 10 al.2 Collaboration entre les autorités et les organisations
[2] Les polices communales coordonnent leurs activités de contrôle dans le domaine du travail au noir avec celles de l'Inspection de l'emploi. Dans le cadre de ces contrôles, la Police cantonale n'intervient qu'à titre subsidiaire. Préalablement à leurs interventions, elles informent l'Inspection cantonale de l'emploi, en particulier dans le souci d'éviter qu'une opération sur un lieu de travail ne porte préjudice à une enquête menée par l'Inspection de l'emploi. Si les intérêts d'une enquête en cours l'exigent, l'Inspection de l'emploi peut requérir qu'elles sursoient à un contrôle qu'elles projetaient d'effectuer.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er octobre 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 12 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 43/2016, p. 2842

Ordonnance concernant l'assurance-maladie obligatoire et les réductions individuelles des primes

Modification du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 17 de la loi cantonale sur l'assurance-maladie du 22 juin 1995 (LcAM);
sur la proposition du département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:

I

L'ordonnance concernant l'assurance-maladie obligatoire et les réductions individuelles des primes du 16 novembre 2011 est modifiée comme suit:

Art. 8 al. 1bis et al. 2 Revenu déterminant
[1 bis] Abrogé
[2] La fortune revalorisée nette correspond à la fortune fiscale revalorisée brute diminuée des dettes et des déductions forfaitaires. La valeur des bâtiments et des biens-fonds est réévaluée sur la base d'un coefficient fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 9 al. 5 et 6 Personnes prises en compte
[5] En cas de garde partagée des enfants de parents divorcés, séparés ou concubins, la prise en considération des enfants est effectuée:
a) pour le parent qui reçoit une contribution d'entretien de la part de l'autre parent;
b) s'il n'y a pas de contribution d'entretien, pour le parent qui a le revenu net imposable le plus élevé.
[6] En cas de garde non partagée des enfants de parents divorcés, séparés ou concubins, la prise en considération des enfants est effectuée pour le parent qui a la garde des enfants (nouveau)

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur au 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 46/2016, p. 3024

Ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse

Modification du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 33 de la loi en faveur de la jeunesse du 11 mai 2000 (LJe);
vu le rapport du Service cantonal de la jeunesse du 8 septembre 2016;
sur proposition du Département de formation et de la sécurité,

ordonne:

I

L'ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse du 9 mai 2001 est modifiée comme suit:

Art. 34 al. 1 let. k Procédure d'autorisation d'une structure d'accueil à temps d'ouverture élargi
k) un extrait du casier judiciaire de toute personne exerçant une activité impliquant un contact régulier avec des mineurs.

Art. 45 al. 6 et 7 (nouveau) Réseaux d'accueil familial à la journée
[6] Le canton prend en charge un forfait de 25 francs par année et par parent d'accueil pour l'achat et renouvellement du matériel éducatif reconnu. Ce montant forfaitaire sera adapté à l'évolution du coût de la vie et sera versé à la Fédération valaisanne de l'accueil familial de jour.
[7] Le canton pourra effectuer des contrôles afin de s'assurer que le forfait en question soit alloué à l'achat de matériel éducatif.

II

La présente ordonnance est publiée dans le Bulletin officiel et entre en vigueur le 15 décembre 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 46/2016, p. 3024

Ordonnance sur l'agriculture et le développement rural (OcADR)

Modification du 7 décembre 2016

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

vu la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
vu la décision du Conseil d'Etat du 18 juin 2014 arrêtant les mesures de politique agricole;
vu la modification du 27 avril 2016 de l'ordonnance sur la vigne et le vin du 17 mars 2004 (OVV);
sur proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire;

ordonne:

I
L'ordonnance sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007 (OcADR) est modifiée comme suit:

Art. 11 al. 3 Base de taxation
[3] Pour les encaveurs, font foi les données du contrôle de la vendange établies par l'autorité compétente.

II
[1] Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel.
[2] Il entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 7 décembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 51/2016, p. 3389

Ordonnance sur l'Observatoire valaisan de la santé

Modification du 7 décembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu le rapport final de la Commission d'enquête parlementaire sur le Réseau Santé Valais du 25 mars 2015, en particulier sa recommandation no 5 à l'adresse du Conseil d'Etat concernant la composition du conseil d'administration de l'Observatoire valaisan de la santé;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

ordonne[1]*:*

I
L'ordonnance sur l'Observatoire valaisan de la santé du 1er octobre 2014 (RS/VS 810.40) est modifiée comme il suit:

Section 2: Statut et mission

Art. 2, al. 1bis nouveau et 2 Statut
[1bis] L'indépendance scientifique des travaux de l'OVS est garantie.
[2] Abrogé

Section 3: Organisation

Art. 3bis Conseil d'Etat *(nouveau)*
Le Conseil d'Etat exerce les compétences suivantes envers l'OVS:
a) il attribue le mandat de prestations pour les tâches déléguées;
b) il nomme les membres du conseil d'administration ainsi que son président pour la durée d'une période administrative, en veillant à une représentation équilibrée des régions du canton;
c) il adopte la rémunération des membres du conseil d'administration et approuve la rémunération des membres de la direction.

Art. 4 al. 2 Organes
[2] Un conseil consultatif est créé pour apporter un soutien scientifique aux activités de l'OVS (ci-après conseil scientifique).

Art. 5 al. 1, 2 et 3 Conseil d'administration a) Composition
[1] Le conseil d'administration est composé de sept membres.
[2] Il réunit notamment des compétences médicales, soignantes, de santé publique, statistiques et juridiques.
[3] Abrogé

Art. 6 b) Compétences
Le conseil d'administration accomplit notamment les tâches suivantes:
a) il définit la stratégie et la planification pluriannuelle des activités et du financement de l'OVS, dans le respect de la bonne exécution des tâches déléguées par le canton;
b) il définit ses règles de fonctionnement qu'il soumet pour approbation au Conseil d'Etat;
c) il s'assure de la bonne exécution des tâches déléguées;
d) il nomme la direction et définit son cahier des charges; il soumet la nomination du directeur à l'approbation préalable du Conseil d'Etat;
e) il nomme les cadres;
f) il nomme les membres du conseil scientifique, définit son cahier des charges et ses règles de fonctionnement;
g) il nomme l'organe de révision;
h) il approuve les budgets et les comptes proposés par la direction ainsi que le rapport de gestion;
i) il approuve l'organigramme et définit l'organisation de l'OVS;
j) il définit les compétences de la direction en matière d'engagements contractuels portant notamment sur la fourniture à des tiers de prestations dans le domaine de la santé publique ou de l'économie de la santé; il s'assure que ces engagements ne présentent pas un conflit d'intérêt avec les tâches déléguées.

Art. 9 al. 2, 3 (nouveau) et 4 (nouveau) Conseil scientifique
[2] Abrogé
[3] Il apporte son appui à la cohérence et à la pérennité des informations au sein du système d'information sanitaire de l'OVS.
[4] Il conseille l'OVS en matière d'éthique et de protection des données.

Art. 10 Conseil «Système d'information»

Abrogé

Section 4: Activités

Art. 12 al. 1, 2, 3 et 4 Tâches déléguées (nouveau titre)
[1] L'OVS accomplit notamment les tâches déléguées suivantes formalisées par un mandat de prestations:
a) la gestion des relevés statistiques destinés à l'Office fédéral de la statistique et au canton, selon les dispositions légales en vigueur (LAMal, LSF, LEIS);
b) la réalisation d'indicateurs sanitaires;
c) la réalisation d'études spécifiques sur mandat du canton, notamment grâce au Registre des tumeurs;
d) le soutien scientifique auprès des autorités cantonales en matière de santé publique, notamment l'évaluation des indicateurs de qualité.
[2] Le Conseil d'Etat peut déléguer d'autres activités dans le cadre du mandat de prestations.

[3] abrogé
[4] abrogé

Art. 12bis Autres tâches (nouveau)
[1] Sous réserve de conflits d'intérêt, l'OVS peut conclure avec des tiers ou avec le canton des accords portant sur la fourniture de prestations dans le domaine de la santé publique ou de l'économie de la santé.
[2] L'OVS invite, en principe chaque année, les acteurs de la santé publique valaisanne à une journée d'information et d'échange sur ses activités.

Section 5: Financement des tâches déléguées *(nouveau titre)*

Art. 13 al. 1 Ressources financières
[1] Les dépenses retenues de fonctionnement et d'investissement de l'OVS liées au mandat de prestations sont prises en charge par le canton dans le cadre des budgets alloués par le département en charge de la santé (ci-après : le département).

Art. 14 al. 1 et 2 Contrat de prestations
[1] L'OVS conclut annuellement avec le département un contrat de prestations précisant le mandat et fixant notamment:
a) les prestations à effectuer;
b) les objectifs quantitatifs et qualitatifs retenus;
c) les indicateurs permettant d'évaluer et de gérer la qualité, la pertinence et l'économicité des données sanitaires collectées;
d) les ressources humaines et financières nécessaires;
e) les modalités de financement et de subventionnement;
f) les mesures de controlling et d'évaluation;
g) la procédure de règlement des différends et de médiation.
[2] Abrogé

Art. 17 Rapports de gestion et comptes annuels
Pour le 30 avril de chaque année civile, l'OVS remet au Conseil d'Etat un rapport de gestion accompagné de l'ensemble des comptes annuels et du rapport de révision établi par l'organe de révision.

II
La modification de l'ordonnance est publiée au Bulletin officiel et entre en vigueur au 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 7 décembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 51/2016, p. 3389

Ordonnance sur l'organisation des secours sanitaires

du 21 décembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la modification du 8 septembre 2016 de la loi sur l'organisation des secours sanitaires du 27 mars 1996;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:[1]

Section 1: Dispositions générales

Art. 1 But
[1] La présente ordonnance précise et complète les dispositions de la loi sur l'organisation des secours sanitaires du 27 mars 1996 (ci-après: la loi).
[2] Elle est applicable à toute forme de secours telle que définie à l'article 2 de la loi.
[3] Le département dont relève la santé publique (ci-après: le département) est chargé de l'application de la présente ordonnance en collaboration avec les autres départements concernés.

Art. 2 Organisation cantonale valaisanne des secours (OCVS)
[1] L'Organisation cantonale valaisanne des secours (ci-après: OCVS) est chargée de remplir les missions principales suivantes:
a) évaluer périodiquement les besoins et soumettre les mesures de planification au Conseil d'Etat selon les modalités définies à la section 2;
b) prendre en charge tous les appels sanitaires d'urgence par l'installation, l'équipement et la gestion de la centrale d'alarme et d'engagement sanitaire unique pour le canton répondant au numéro d'appel 144 (ci-après centrale 144) et de sa redondance;
c) organiser la formation de base et continue spécifique au domaine du secours sanitaire pré-hospitalier des régulateurs d'urgence sanitaire de la centrale 144;
d) participer à l'organisation de la formation de base et continue obligatoires des intervenants engagés par la centrale 144;
e) fournir les préavis au département en matière d'autorisation d'exploiter une entreprise de secours;
f) mettre en place un système d'enregistrement des interventions permettant la réalisation d'analyses statistiques pour la mise en œuvre d'indicateurs qualité et d'autres mesures qualité au travers de directives de l'OCVS;
g) informer la population sur l'accès au système de soins urgents.
[2] L'OCVS remplit les autres missions suivantes, dans la mesure où elles ne

remettent pas en question la réalisation des missions principales décrites à l'alinéa 1:
a) collaborer à l'organisation de la régulation médicale;
b) réguler et engager les moyens pour la réalisation des transferts non urgents;
c) fournir les conseils en matière de dispositif sanitaire lors de manifestations.
[3] Les statistiques à fournir par l'OCVS au canton sont définies dans son contrat de prestations et au besoin dans une directive du département.

Art. 3 Formes de secours
Les différentes formes de secours sont notamment:
a) la dispensation de soins ambulatoires par du personnel médical et paramédical en conditions d'urgence dans le cadre de secours quel que soit le lieu où se trouvent les personnes malades, blessées ou en danger;
b) le transport primaire par le dispositif pré-hospitalier pour la dispensation d'un traitement ambulatoire ou hospitalier;
c) le transfert urgent de patients entre établissements hospitaliers selon les critères de l'OCVS;
d) l'intervention des sauveteurs médico-techniques spécialisés comme par exemple les sauveteurs spécialisés, conducteurs de chiens, plongeurs, spéléologues, etc.;
e) la gestion des événements sanitaires majeurs (ESM);
f) la gestion sanitaire des événements ABCN (événements qui mettent en danger ou affectent la population, la faune et l'environnement par une augmentation de la radioactivité, par des sinistres d'origine biologique ou chimique ou par des sinistres d'origine naturelle);
g) le soutien psychologique d'urgence.

Section 2: Planification et coordination

Art. 4 Planification des secours
[1] Le Conseil d'Etat arrête la planification des secours sur proposition de l'OCVS et du département.
[2] L'OCVS définit, en collaboration avec le département, les propositions de planification comprenant:
a) l'évaluation des besoins sur la base des critères de l'Interassociation de sauvetage (IAS) ou d'autres critères reconnus pertinents par l'OCVS;
b) l'ensemble des formes de secours définies à l'article 3;
c) la définition des mandats de prestations visant à assurer la couverture des besoins.
[3] La planification des secours est régulièrement mise à jour en tenant compte de l'évolution des besoins, ainsi que de la pertinence, de la qualité et de l'économicité du dispositif.

Art. 5 Procédure de planification des secours
[1] La procédure de planification des secours comprend les étapes suivantes:
a) l'OCVS définit, en collaboration avec le département, les propositions de planification;

b) le département met en consultation les propositions de planification;
c) la commission de planification sanitaire analyse les propositions de planification et les résultats de la consultation; elle formule un préavis au Conseil d'Etat;
d) le Conseil d'Etat arrête la planification des secours;
e) l'OCVS procède à un appel d'offres auprès des intervenants susceptibles de fournir les prestations requises;
f) l'OCVS évalue les offres déposées, en tenant compte notamment des critères de qualité, d'économicité et de pérennité et de la pertinence des informations transmises;
g) l'OCVS octroie les mandats de prestations définis dans la planification des secours et conclut des contrats de prestations annuels fixant les modalités d'application des mandats; le contrat définit notamment un délai de résiliation du mandat de prestations qui est en principe d'au moins 6 mois, sous réserve de l'article 7.

2 Demeurent réservées les dispositions de la loi sur la santé du 14 février 2008 (LS) concernant la qualité des soins et la sécurité des patients.
3 Pour des raisons de santé publique ou de couverture des besoins, l'OCVS peut, en accord avec le département, attribuer des mandats temporaires jusqu'à l'aboutissement de la procédure ordinaire décrite ci-dessus.

Art. 6 Centrale 144
1 L'OCVS définit les ressources en personnel nécessaires au fonctionnement adéquat 24 h/24 h de la centrale 144 en tenant compte des pics journaliers et saisonniers d'appel d'urgence, dans le cadre des moyens financiers à disposition.
2 L'OCVS définit le plateau technique permettant un fonctionnement pérenne de la centrale 144, dans le cadre des moyens financiers à disposition. Elle dispose notamment d'une centrale de redondance lui permettant une bascule du numéro d'appel 144 sans interruption de service. La technologie et les logiciels utilisés dans le cadre de la régulation des appels d'urgence sanitaire sont choisis pour répondre aux spécificités propres au domaine du secours sanitaire.
3 L'OCVS définit par voie de directive les profils de compétence et les programmes de formation de base et continue propres aux régulateurs des urgences sanitaires.
4 La centrale 144 et la centrale de la police cantonale garantissent la compatibilité entre leurs standards techniques respectifs après consultation du Service cantonal de l'informatique.

Art. 7 Critères de retrait des mandats de prestations
1 L'OCVS vérifie périodiquement le respect des mandats de prestations et des conditions y relatives.
2 En cas de non-respect, l'OCVS demande une prise de position à l'intervenant concerné.
3 L'OCVS peut décider le retrait partiel ou total du mandat de prestations de l'intervenant concerné, le département entendu.

Art. 8 Coordination
[1] La coordination repose sur la mise en œuvre de la planification des secours sanitaires, au besoin en collaboration avec les autres centrales d'engagement.
[2] La centrale 144 transfert immédiatement aux centrales d'alarme et/ou d'engagement concernées tous les appels urgents qui ne sont pas de nature sanitaire.
[3] Les autres centrales d'alarme et/ou d'engagement transfèrent immédiatement à la centrale 144 tous les appels impliquant des personnes accidentées, malades ou en danger.
[4] La centrale 144 et la centrale de la police cantonale collaborent étroitement et en permanence. Elles s'informent mutuellement lors d'interventions. Elles se concertent lors de recherches.
[5] Demeurent réservées les compétences et les missions spécifiques de la police cantonale ne découlant pas de la législation sur l'organisation des secours sanitaires, telles que la sécurité routière en cas d'accident ou les constats et les enquêtes pour les autorités judiciaires.
[6] L'OCVS veille à la collaboration intercantonale et transfrontalière en matière de secours visant notamment à améliorer la coopération ponctuelle des organisations existantes.

Art. 9 Confidentialité des données
La confidentialité des données relatives aux interventions de secours sanitaires doit être garantie. Dans ce but, l'OCVS doit répondre aux exigences suivantes:
a) seuls les régulateurs d'urgence sanitaire sont habilités à répondre aux appels d'urgence sanitaire;
b) les systèmes d'enregistrement de télécommunication et de gestion des engagements, ainsi que leurs bases de données respectives sont propres à la centrale 144; ils doivent respecter les termes de la loi sur la protection des données.
c) les accès à la centrale 144 sont protégés et limités aux seules personnes autorisées par l'OCVS.

Section 3: Autorisation et surveillance

Art. 10 Intervenants reconnus: exigences
Les exigences auxquelles doivent répondre les intervenants mentionnés à l'article 8 de la loi sont les suivantes:
a) pour les intervenants employés par une entreprise de secours, les exigences sont fixées par voie de directives par le département;
b) pour les intervenants au bénéfice d'une formation spécifique dans le domaine du secours:
– être titulaires d'un diplôme reconnu en Suisse donnant accès à une profession dans le domaine du secours;
– satisfaire aux obligations de formation continue de ladite profession et/ou aux exigences de formation spécifiées par l'OCVS;
– être enregistrés comme personnel engageable auprès de la centrale 144 selon les critères de l'OCVS; demeure réservé l'engagement d'autres intervenants sur demande de l'OCVS;

c) pour les autres intervenants:
– satisfaire à la formation définie par l'OCVS pour les missions qui leur sont confiées par la centrale 144;
– être enregistrés comme personnel engageable auprès de la centrale 144 selon les critères de l'OCVS.

Art. 11 Entreprise de secours
La création, l'extension, la transformation et l'exploitation d'une entreprise s'occupant de secours sanitaire au sens de l'article 2 de la loi, à titre principal ou accessoire, sont soumises à autorisation du département, sur préavis de l'OCVS.

Art. 12 Entreprises disposant d'un dispositif sanitaire interne
Les dispositifs sanitaires internes mis en place par des entreprises actives dans des domaines présentant des risques particuliers pour leurs employés ou pour leurs clients sont soumis aux directives de l'OCVS et, le cas échéant, à une autorisation spécifique.

Art. 13 Conditions d'autorisation
[1] Le département, sur proposition de l'OCVS, élabore et met à jour des directives précisant les conditions d'autorisation à remplir par une entreprise en application de l'article 10 de la loi.
[2] Ces directives porteront sur:
a) le respect des normes et recommandations définies par l'Interassociation de sauvetage (IAS);
b) le respect des directives émises par l'OCVS.
[3] Des exigences différenciées peuvent être posées en fonction notamment du lieu, des moyens et de la nature de l'intervention.
[4] Toute modification concernant les conditions qui ont abouti à l'octroi d'une autorisation doit être signalée immédiatement au département, de même que toute modification au niveau de la direction et des responsables de l'entreprise.
[5] Le renouvellement de l'autorisation se fait tacitement, à condition que les exigences requises pour l'octroi de l'autorisation soient toujours respectées. L'OCVS procède à des contrôles.

Art. 14 Entreprises et intervenants
[1] La surveillance des intervenants relève de l'OCVS. Demeurent réservées les dispositions de la loi sur la santé.
[2] Tout dysfonctionnement important lié à la prise en charge ou aux droits des patients doit être signalé sans délai au département.
[3] Les entreprises et intervenants sont tenus de fournir gratuitement les données et indicateurs nécessaires à la surveillance.

Section 4: Financement

Art. 15 Financement de l'OCVS

[1] L'OCVS établit, à l'attention du département, un budget d'exploitation et un budget d'investissement, accompagnés de tous les justificatifs nécessaires, pour le 30 avril. Le département approuve les budgets présentés sous l'angle de l'économicité et du respect de la planification des secours, en application de l'article 14 alinéa 3 lettre b de la loi.
[2] L'OCVS remet au département les comptes d'exploitation, le rapport d'activités, le rapport de l'organe de révision, ainsi que les statistiques d'activité pour le 30 avril de l'année suivante; le département porte ces documents à la connaissance du Conseil d'Etat, en application de l'article 6ter lettre j de la loi.
[3] Les budgets et les comptes doivent présenter distinctement les charges et recettes de l'OCVS, de celles de la centrale 144 et de celles du dispositif préhospitalier.
[4] Au besoin, le département peut préciser le niveau de détail à présenter et les modalités nécessaires par voie de directives.

Art. 16 Modalités de versement des subventions à l'OCVS
[1] Le canton verse les subventions d'exploitation par acomptes réguliers à l'OCVS. Le solde est versé après approbation des décomptes définitifs par le département.
[2] Le canton verse les subventions d'investissements à l'OCVS sur la base d'un décompte attestant l'acquisition et le paiement de l'investissement.

Art. 17 Dépenses retenues
[1] Le subventionnement ne porte que sur les dépenses retenues.
[2] Le département détermine les dépenses retenues lors de l'examen des budgets et des comptes.
[3] Les effectifs de l'OCVS ainsi que les conditions salariales et sociales sont soumis à l'approbation du département sous l'angle des dépenses retenues.

Art. 18 Financement communal
[1] Le financement communal découlant des articles 14, 18 et 20 de la loi est réparti comme suit:
a) le 80 pour cent des subventions d'exploitation et d'investissements est réparti entre les communes en fonction de la population résidente;
b) le 20 pour cent des subventions d'exploitation et d'investissement est réparti entre les communes en fonction du nombre de séjours dans le canton (nuitées).
[2] La répartition entre les communes se base sur:
a) la population de l'année qui précède de deux ans l'année de subventionnement;
b) les séjours dans le canton correspondant à la période touristique qui précède de deux ans l'année de subventionnement.
[3] La part communale des subventions d'exploitation et d'investissement est facturée annuellement par le canton aux communes sur la base du budget arrêté par le département.
[4] Les décomptes définitifs de subventionnement établis par le canton sont intégrés à la facturation aux communes des années suivantes.

Art. 19 Subventionnement du dispositif pré-hospitalier
[1] Le subventionnement du dispositif pré-hospitalier est intégré dans les comptes de l'OCVS.
[2] Seules peuvent bénéficier des subventions prévues au chapitre 4 de la loi, les entreprises et les intervenants qui:
a) font partie de la planification cantonale et respectent les conditions y relatives;
b) respectent les dispositions générales de la loi et de la présente ordonnance ainsi que les directives du département et de l'OCVS;
c) collaborent avec la centrale 144 pour toutes les missions de secours sanitaire.
[3] Le subventionnement du dispositif pré-hospitalier fait d'objet de directives de l'OCVS soumises à l'approbation du département conformément à l'article 20 de la loi.
[4] Les directives mentionnées à l'alinéa 3 fixent les modalités de calcul du subventionnement des entreprises de secours, respectivement les montants forfaitaires pour les intervenants mentionnés à l'article 8 alinéa 1 lette b de la loi.

Art. 20 Frais non récupérables
[1] Sont considérés comme frais non récupérables, en application de l'article 16 alinéa 2 de la loi, les frais occasionnés par des interventions de secours engagées par la centrale 144 dans les cas de figure suivants:
a) il n'y a pas de personne impliquée;
b) l'identité de la personne impliquée n'est pas connue;
c) la personne impliquée est insolvable;
d) le recouvrement de la facture engendre des frais disproportionnés.
[2] Les frais non récupérables définis aux lettres a et b sont pris en charge par les pouvoirs publics en application de l'article 20 alinéa 4 lettre e de la loi.
[3] Les frais non récupérables définis aux lettres c et d sont pris en charge en application de la législation sur l'intégration et l'aide sociale.
[4] La procédure est définie par une directive de l'OCVS.

Section 5: Tarif, information et plaintes

Art. 21 Tarif
Le département, respectivement l'OCVS, peuvent, lorsqu'ils le jugent nécessaire, assister en tant qu'observateurs aux négociations des conventions tarifaires.

Art. 22 Information
[1] Les communications aux médias et aux familles des victimes sont assurées par l'OCVS sous réserve des communications spécifiques relevant des autorités judiciaires et de police notamment en cas de disparition et de décès.
[2] Les dispositions à prendre pour demander du secours et la diffusion au public de ces dispositions relèvent de l'OCVS.

Art. 23 Plaintes et réclamations
[1] Les plaintes sont traitées conformément à la loi sur la santé.
[2] L'OCVS informe annuellement le département des plaintes ou réclamations qui lui sont adressées directement.

Art. 24 Emoluments
Les autorisations et les autres décisions prises en application de la présente ordonnance sont délivrées contre un émolument fixé par voie d'arrêté.

Section 6: Dispositions transitoires et finales

Art. 25 Transfert du personnel
[1] Les rapports de travail du personnel de l'Organisation cantonale faîtière des secours (ci-après: l'association) au sens des articles 6 de la loi (version du 27 mars 1996) et 5 de l'ordonnance sur l'organisation des secours du 20 novembre 1996 sont transférés à la nouvelle entité OCVS dès le 1er janvier 2017.
[2] La classification des membres du personnel transférés est maintenue au même niveau et le montant du traitement (salaire brut) à la date du transfert est garanti.

Art. 26 Droit au salaire en cas de maladie, d'accident, de maternité, d'adoption, de service militaire, de protection civile, de soldes vacances et horaire
[1] Les rapports de travail des personnes en arrêt de travail pour cause de maladie, d'accident, de maternité, d'adoption, de service militaire, de protection civile, de soldes vacances et horaire sont intégralement transférés.
[2] Les prestations éventuelles de tiers (assurances, caisse de compensation, etc.) touchées par l'association sur la période suivant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance seront versées à la nouvelle entité OCVS.
[3] Les cas particuliers seront réglés par convention entre l'association et la nouvelle entité OCVS.

Art. 27 Prévoyance professionnelle
[1] La nouvelle entité OCVS conclut une convention d'affiliation pour assurer son personnel.
[2] Le maintien des droits acquis par le personnel transféré est garanti.

Art. 28 Transfert des biens, équipements, mandats et titres de propriété
L'association transfère à la nouvelle entité OCVS les biens et équipements disponibles à la valeur comptable le jour de leur transfert ainsi que ses divers mandats et titres de propriété, sur la base d'un inventaire, conformément à l'article 26 de la loi sur les subventions.

Art. 29 Transfert des droits et obligations
Les droits et obligations de l'association contractés avant le 1er janvier 2017 sont repris par la nouvelle entité OCVS.

Art. 30 Abrogation
Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées, en particulier l'ordonnance sur l'organisation des secours du 20 novembre 1996.

Art. 31 Entrée en vigueur
La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur en même temps que la modification du 8 septembre 2016 de la loi.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 21 décembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans la présente ordonnance, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 53/2016, p. 3517

Ordonnance concernant les installations d'alimentation en eau potable

du 21 décembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels du 8 janvier 1996;
vu la loi cantonale sur la protection des eaux du 16 mai 2013;
sur proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:

Section 1: Généralités

Art. 1 But
Les installations d'alimentation en eau potable ont pour but de fournir à la population une eau irréprochable du point de vue qualitatif et en quantité suffisante.

Art. 2 Qualité de l'eau distribuée
[1] L'eau potable distribuée par les réseaux publics ou privés doit constamment répondre aux exigences de la législation fédérale sur les denrées alimentaires.
[2] Il en est de même de l'eau qui alimente les fontaines accessibles au public.

Art. 3 Conservation des ressources d'eau nécessaires pour la fourniture de l'eau potable
[1] Les eaux superficielles et souterraines destinées à la fourniture de l'eau potable doivent être préservées de toute contamination ou diminution de rendement, en vue d'assurer la conservation des ressources d'eau nécessaires pour la fourniture de l'eau potable.
[2] Les installations et activités pouvant mettre en danger les eaux nécessitent une autorisation selon la législation fédérale et cantonale sur la protection des eaux.
[3] Demeure réservée la législation sur les constructions.

Art. 4 Fourniture de l'eau de potable
[1] Les communes veillent à ce que les agglomérations habitées disposent d'eau potable en suffisance pour assurer les besoins des services publics et des particuliers.
[2] Les propriétaires d'installations publiques d'alimentation en eau (communes ou consortages) sont tenus de fournir de l'eau aux tiers. Ils sont en droit de restreindre occasionnellement, en cas de pénurie, la consommation d'eau pro-

portionnellement à la quantité disponible.
[3] Les communes ont la faculté de prendre à leur charge, dans l'intérêt public, les installations de consortages ou de réseaux privés, en allouant à leurs propriétaires une indemnité correspondant à la valeur des installations. Pour le surplus, les dispositions légales sur l'expropriation sont applicables.

Art. 5 Entraide communale
Chaque commune peut, par décision du Conseil d'Etat, être tenue, moyennant le paiement d'une taxe ou d'une équitable indemnité:
a) d'inclure dans son service de distribution les habitations excentriques d'une autre commune;
b) de laisser passer sur son territoire les conduites assurant l'approvisionnement de l'eau potable à d'autres communes;
c) de fournir temporairement l'eau potable à d'autres communes souffrant d'une pénurie d'eau.

Art. 6 Financement
[1] Les ouvrages et les travaux de distribution de l'eau potable sont à la charge des communes ou des consortages.
[2] Les propriétaires dont les biens fonciers se trouvent à une distance importante du réservoir ou du réseau principal de la commune peuvent être contraints de participer aux frais liés à l'installation de conduites de raccordement.

Art. 7 Prix de l'eau
[1] Les communes garantissent, par la perception de taxes causales, l'autofinancement des frais pour l'étude, la construction, l'entretien, l'assainissement et le remplacement des infrastructures publiques pour l'approvisionnement en eau potable.
[2] Le montant des taxes, fixés dans un règlement à faire préaviser par le Service en charge de la consommation, est établi sur la base d'une planification à long terme qui prend en considération la charge financière prévisible. Les communes garantissent le financement sur un compte spécial prévu à cet effet.
[3] Les taxes sont perçues annuellement. Elles sont composées:
a) d'une part, d'une partie de base pour la couverture des frais d'infrastructure, établie sur le principe de causalité, en fonction de la surface de l'actif immobilier, de la surface bâtie, de la zone à bâtir brute, du volume de construction SIA (mètres cubes), du nombre de pièces disponibles par maison d'habitation ou du nombre de raccordements;
b) d'autre part, d'une partie proportionnelle à la quantité de l'eau potable consommée.
[4] Dans le cas d'un raccordement au réseau de distribution d'eau potable, dans celui d'une nouvelle construction ou d'une rénovation, ou si des changements entraînent une augmentation de la consommation, une taxe spéciale unique peut être exigée.
[5] Les paragraphes 1 à 4 sont également applicables aux consortages et approvisionnements en eau potable privés.

Art. 8 Garantie de raccordement en eau potable par la commune pour une nouvelle construction
Toute demande de construction d'une nouvelle habitation ou d'un autre bâtiment ayant besoin d'eau potable doit être accompagnée d'une garantie de la commune de fournir l'eau potable en quantité suffisante.

Art. 9 Refus de demandes d'autorisation de construire
[1] Lorsqu'il y a pénurie constante d'eau potable dans une agglomération habitée, la demande d'autorisation pour toute nouvelle construction peut être refusée par le Conseil communal ou par la Commission cantonale de constructions.
[2] Les voies de recours au Conseil d'Etat sont réservées.

Section 2: Obligations et attributions des communes

Art. 10 Responsabilité de la commune
La surveillance de l'alimentation en eau potable dans les communes incombe au conseil communal. Les communes sont responsables de la qualité de l'eau distribuée par les réseaux publics, y compris les consortages, ou de celle provenant de réseaux privés.

Art. 11 Construction, installation ou modification d'une installation
La construction, installation ou modification d'une infrastructure d'approvisionnement en eau potable d'une commune, d'un consortage ou d'un approvisionnement privé nécessite une annonce préalable auprès du Service de la consommation.

Art. 12 Exécution des travaux
[1] L'exécution de projets de captage et d'installations d'eau potable en général doit être réalisée selon les directives en vigueur dans la branche professionnelle.
[2] Les nouvelles installations ne peuvent être mises en service qu'après approbation par le Service de la consommation.

Art. 13 Assurance qualité et autocontrôle
[1] Dans le cadre de l'assurance de qualité, chaque approvisionnement en eau potable doit disposer d'un concept d'autocontrôle adapté.
[2] Le concept d'autocontrôle doit être établi conformément à la législation sur les denrées alimentaires et aux directives de la branche professionnelle. Il fait mention des directives de contrôle, des travaux d'entretien, du suivi de toutes les tâches du service communal des eaux et du respect des prescriptions liées aux zones et périmètres de protection des eaux souterraines, ainsi qu'au secteur de protection des eaux superficielles.

Art.14 Contrôle de la qualité de l'eau
[1] Les communes ont l'obligation de faire procéder périodiquement aux prélèvements de l'eau de chaque captage en vue d'analyses. Les instructions néces-

saires à ce sujet doivent être données par les communes aux consortages et aux propriétaires de réseaux privés.
[2] La fréquence minimale des prélèvements est établie selon les directives de la branche professionnelle et l'analyse de risque. La fréquence minimale pour une eau non traitée qui aliment moins que 4000 consommateurs est de deux échantillons par année.
[3] L'analyse de l'eau potable traitée (par exemple UV, javel, filtration, ozonation, etc.) doit être basée sur le risque, avant et après le traitement.
[4] Les propriétaires de sources privées font analyser l'eau au moins une fois par an, au printemps ou pendant l'été.

Art. 15 Mesures de précaution en cas de pollution
[1] Dans le cadre de l'assurance de qualité, une procédure en cas de pollution de l'eau potable distribuée doit être établie.
[2] En cas de pollution de l'eau dûment constatée, les organes responsables de la commune doivent immédiatement prendre les mesures suivantes:
a) aviser le Service de la consommation;
b) détourner, si possible, l'eau polluée du réseau de distribution;
c) couper l'eau des fontaines publiques ou les munir d'écriteaux portant l'inscription «Eau non potable»;
d) aviser la population de faire bouillir l'eau avant de s'en servir;
e) procéder à la désinfection des installations;
f) rechercher l'origine du problème et éliminer les causes.

Art. 16 Cadastre communal des eaux potables
[1] Chaque commune établit un cadastre sanitaire des eaux potables de son territoire.
[2] Ce cadastre fait partie du système d'autocontrôle et comprend au moins les éléments suivants:
a) un plan cadastral ou un plan topographique à l'échelle d'un cinq millième ou d'un dix millième sur lequel sont dessinés les captages, les réservoirs et les chambres de chaque installation d'eau potable publique ou privée;
b) un schéma hydraulique;
c) un registre de tous les captages publics ou privés avec le nom des propriétaires et le lieu des sources captées, avec les coordonnées des captages;
d) les rapports hydrogéologiques et techniques qui ont trait aux ouvrages se rapportant à ces eaux;
e) les rapports d'analyses chimiques et bactériologiques;
f) les rapports des inspections et des contrôles.
[3] Un exemplaire des plans actuels et du schéma hydraulique doivent être remis au Service de la consommation.
[4] Le Service de la consommation peut en tout temps exiger des informations touchant le cadastre.

Section 3: Contrôle du Service de la consommation

Art. 17 Attributions du Service de la consommation

Les attributions au Service de la consommation sont les suivantes:
a) l'approbation des plans de captages et des installations techniques s'ils sont accompagnés d'un projet de délimitation des zones de protection des eaux souterraines réalisées conformément aux exigences du Service cantonal en charge de la protection des eaux;
b) l'inspection des documents de l'autocontrôle et le contrôle de l'application des prescriptions concernant les zones et périmètres de protection des eaux souterraines, ainsi que du secteur de protection des eaux superficielles;
c) le contrôle de l'entretien des captages et des autres ouvrages se rapportant à l'eau potable;
d) l'exécution des analyses bactériologiques des eaux prélevées selon les dispositions de l'article 14 de la présente ordonnance;
e) le contrôle officiel périodique des eaux potables dans le cadre du contrôle des denrées alimentaires;
f) la coordination avec le Service cantonal en charge de la protection des eaux pour les aspects liés aux mesures d'organisation du territoire relatives aux eaux afin de garantir la protection des ressources en eau potable dans le bassin versant.

Art. 18 Communication des résultats
Les résultats des analyses ainsi que les mesures à prendre le cas échéant sont communiqués aux intéressés, aux services de l'état concernés, notamment le Service cantonal en charge de la protection des eaux et dans tous les cas, à l'autorité communale.

Art. 19 Cadastre des eaux potables
[1] Le Service de la consommation détient le cadastre des eaux potables des communes.
[2] Ce cadastre contient:
a) les rapports sur les analyses d'eau chimiques et bactériologiques;
b) les rapports sur les inspections et les contrôles des installations;
c) un exemplaire des plans actuels;
d) un schéma hydraulique.

Section 4: Frais des contrôles

Art. 20 Tarif
Les frais résultant des contrôles sont calculés selon le tarif établi pour les laboratoires officiels de contrôle des denrées alimentaires.

Art. 21 Frais à la charge de l'Etat
Les frais des contrôles officiels selon l'article 17 lettres b, c et e de la présente ordonnance sont à la charge de l'Etat si ces contrôles ne donnent pas lieu à des contestations.

Art. 22 Frais à la charge des intéressés
Les frais des contrôles suivants sont à la charge des intéressés:

a) étude de nouveaux projets de captation, y compris les frais d'analyse;
b) analyses bactériologiques périodiques (autocontrôle) selon les dispositions de l'article 14 de la présente ordonnance;
c) contrôles officiels effectués par le Service de la consommation, si les contrôles amènent à la contestation d'une installation ou de l'eau.

Section 5: Sanctions et dispositions finales

Art. 23 Sanctions
Les infractions à la présente ordonnance sont sanctionnées conformément à la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels et à la loi fédérale sur la protection des eaux.

Art. 24 Abrogation
La présente ordonnance abroge l'arrêté concernant les installations d'alimentation en eau potable du 8 janvier 1969.

Art. 25 Entrée en vigueur
[1] Le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture est chargé de l'application de la présente ordonnance.
[2] La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel et entre en vigueur le 1er février 2017.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 21 décembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 53/2016, p. 3519

Règlement des modules complémentaires santé

du 20 janvier 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir de 2005 du 10 février 2005;
vu l'ordonnance du DEFR concernant l'admission aux études dans les hautes écoles spécialisées du 2 septembre 2005;
vu la Convention intercantonale sur la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) du 26 mai 2011;
vu le protocole de décision n° 1/1/2011 du Comité stratégique HES-S2 du 3 février 2011 concernant le transfert de l'année préparatoire;
vu les directives d'admission en Bachelor dans le domaine Santé HES-SO, du 21 octobre 2011 et ses dispositions d'application relatives à la régulation des admissions du 20 décembre 2006, aux modalités pédagogiques et organisationnelles des modules complémentaires du 21 octobre 2011 et à l'évaluation des aptitudes personnelles du 22 octobre 2010;
vu le règlement concernant l'admission sur dossier (ci-après: ASD) en Bachelor HES-SO du 30 octobre 2012;
vu le plan d'études cadre (ci-après: PEC MC HES-SO) des Modules complémentaires Santé du Domaine Santé de la HES-SO du 25 février 2011, reconnu par le Comité directeur les 5 et 6 mai 2011;

arrête:[1]

Section 1: Généralités

Art. 1 Champ d'application
[1] Le présent règlement fixe les dispositions relatives à l'admission et l'organisation des études des Modules Complémentaires Santé (ci-après: MCSa) et les conditions de leur réussite pour l'accès aux filières du domaine Santé ainsi que le statut, les droits et les devoirs des étudiants.
[2] Il s'applique aux étudiants admis aux MCSa équivalents à une année d'expérience du monde du travail et candidats à une filière bachelor HES-SO du domaine santé titulaires d'une maturité académique ou d'une autre maturité (maturité professionnelle autre que santé-social, maturité spécialisée autre que santé, titre étranger jugé équivalent).

Art. 2 Définition
[1] L'année de MCSa est une filière dépendant du département en charge de la formation (ci-après: le département) par son Service des Hautes écoles.
[2] Le département délivre à la Haute école spécialisée santé Valais (ci-après: Haute école de santé) le mandat de mettre en place et d'organiser les MCSa

conformément au plan d'études cadre reconnu par le Comité directeur de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

Art. 3 Objectifs

[1] La Haute école de santé délivre une attestation de réussite en vue de l'entrée en formation bachelor HES dans les filières du domaine de la santé.

[2] L'organisation des MCSa repose sur les objectifs fondamentaux suivants:

a) permettre aux étudiants d'avoir un accès direct à la HES-SO domaine santé, sous réserve de la régulation prévue à l'article 2 des directives d'admission en bachelor dans le domaine santé de la HES-SO du 22 octobre 2010;

b) attester des connaissances, des savoir-faire et une aptitude générale à accéder à une formation de niveau HES dans le domaine de la santé.

[3] Les MCSa favorisent le développement de la personnalité de l'étudiant en renforçant ses compétences personnelles et sociales.

Section 2: Conditions d'admission

Art. 4 Titres suisses

L'accès à la procédure d'admission aux MCSa est ouvert aux candidats en possession d'un des titres suivants ou qui le seront au plus tard le 31 août de l'année où se déroule la procédure d'admission:

a) maturité professionnelle santé ou d'un autre domaine, consécutive à un certificat fédéral de capacité dans une profession non apparentée au domaine de la santé;

b) maturité spécialisée dans une autre orientation que santé;

c) maturité gymnasiale;

d) diplôme d'école supérieure (ES) en dehors du domaine de la santé.

Art. 5 Titres étrangers

[1] L'accès à la procédure d'admission aux MCSa est ouvert aux candidats en possession d'un des titres étrangers suivants:

a) diplôme reconnu comme équivalent d'une Haute Ecole suisse ou étrangère;

b) titre étranger d'études secondaires reconnu, selon la liste établie par le Centre suisse d'information sur les questions de reconnaissance (Swiss ENIC), comme équivalent aux titres suisses requis.

[2] Le candidat étranger doit être en possession de son titre d'accès au moment du dépôt de dossier d'inscription.

[3] Pour la personne de langue maternelle étrangère, il est exigé un Diplôme de l'Alliance française de niveau DELF II ou B2 validé (pour les personnes concernées par l'allemand). La maîtrise du français à l'écrit et à l'oral est nécessaire.

[4] Tous diplômes et documents exigés pour la procédure d'admission, à l'exception de ceux écrits en allemand, italien ou anglais, doivent être traduits en français par un traducteur agréé.

Art. 6 Admission sur dossier
L'accès à la procédure d'admission aux MCSa est ouvert aux candidats en possession d'un préavis positif à l'issue des ateliers d'admission sur dossier de la HES-SO (ASD) ou qui le seront au plus tard le 31 août de l'année où se déroule la procédure d'admission.

Art. 7 Domicile dans le canton du Valais
[1] La procédure d'admission est ouverte aux candidats domiciliés dans le canton du Valais.
[2] Est considéré comme domicilié dans le canton du Valais:
a) le candidat dont le domicile civil des parents se trouve dans le canton du Valais;
b) le candidat majeur qui a résidé en permanence pendant deux ans au moins dans le canton du Valais (au moment où il commence les modules complémentaires) et y a exercé, sans être simultanément en formation, une activité lucrative qui lui a permis d'être financièrement indépendant. La gestion d'un ménage familial ainsi que l'accomplissement du service militaire et du service civil sont également considérés comme activités lucratives;
c) le candidat étranger majeur dont le domicile civil se trouve dans le canton du Valais, si ses parents résident à l'étranger ou sont décédés;
d) le candidat de nationalité suisse, originaire du canton du Valais, si ses parents résident à l'étranger ou, en cas de décès de ceux-ci, si le candidat lui-même vit à l'étranger;
e) le candidat majeur, réfugié ou apatride, attribué au canton du Valais, si ses parents résident à l'étranger ou sont décédés.

Art. 8 Exception à l'exigence du domicile dans le canton du Valais
Les exceptions suivantes sont faites à l'exigence du domicile dans le canton du Valais:
a) les candidats domiciliés (au sens de l'article 5 de l'accord intercantonal sur les Hautes écoles spécialisées (AHES) du 12 juin 2003) dans un canton signataire de la Convention HES-SO (Berne, Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Genève, Jura) ont accès à la procédure d'admission dans le canton du Valais s'ils obtiennent de leur canton de domicile une dérogation au lieu de formation;
b) les candidats domiciliés (au sens de l'article 5 de l'accord intercantonal AHES) dans un canton non signataire de la Convention HES-SO ont accès à la procédure d'admission dans le canton du Valais à condition que leur canton de domicile n'organise pas de modules complémentaires reconnus par la HES-SO et qu'ils visent une formation Bachelor du domaine de la santé dispensée en Valais;
c) au cas où le candidat choisit d'entreprendre sa formation Bachelor dans une filière de la santé en dehors du canton du Valais, il est tenu de payer la totalité des frais d'écolage de l'année de MCSa;
d) les candidats étrangers domiciliés à l'étranger ont accès à la procédure d'admission dans le canton du Valais. Ils ne peuvent pas déposer simulta-

nément leur candidature aux modules complémentaires dans d'autres cantons signataires de la Convention HES-SO.

Art. 9 Permis de séjour
La procédure d'admission est ouverte aux candidats de nationalité suisse ou en possession d'un permis de séjour valable en Suisse. La démarche de demande du permis de séjour pour études en Suisse et la procédure qui en découle est sous son entière responsabilité. Les personnes vivant à l'étranger et souhaitant faire leurs études en Suisse doivent suivre la procédure de demande de permis de séjour pour études en Suisse, selon les prescriptions fédérales et cantonales en la matière.

Section 3: Procédure d'admission

Art. 10 Dossier de candidature
[1] Les candidats déposent leur dossier de candidature auprès de la Haute école de santé.
[2] Les dossiers doivent être déposés dans les délais fixés par les directions des hautes écoles.
[3] Les dossiers remis hors délai ou incomplets ne sont pas pris en considération.

Art. 11 Finance d'inscription
[1] Une taxe d'inscription est due pour chaque procédure d'admission et n'est pas remboursée, même en cas de désistement.
[2] La taxe d'inscription doit être acquittée au plus tard avant le début de la formation.

Art. 12 Préadmission
L'accès aux modules complémentaires peut être limité pour les candidats qui souhaitent ultérieurement s'orienter vers une filière bachelor HES-SO régulée.

Art. 13 Décision relative à l'admission
[1] La Haute école de santé statue sur les demandes d'admission.
[2] Les décisions refusant l'admission sont motivées et indiquent les voies de recours.

Art. 14 Contenu de la formation
Les MCSa comprennent:
a) des cours théoriques et pratiques;
b) des stages pratiques;
c) un travail personnel en lien avec le domaine santé.

Art. 15 Organisation de la formation
[1] La formation s'étend sur 32 semaines et s'organise de la manière suivante:
a) 14 semaines de cours permettant l'acquisition de prérequis théoriques et

de compétences pratiques;
b) 14 semaines d'approche du monde du travail dont 8 semaines dans des organisations et institutions socio-sanitaires (ci-après: stage spécifique) et 6 semaines de stage dans le monde du travail au sens large;
c) 4 semaines consacrées à la préparation et à la rédaction du travail personnel. Le travail personnel est réalisé dans le domaine de la santé. Il est présenté sous la forme d'un rapport attestant de la capacité du candidat à mener une réflexion personnelle approfondie sur une activité en lien avec le stage. Il doit consister en un document écrit et être défendu oralement.

[2] Les modalités d'organisation des stages et du travail personnel ainsi que les modalités d'évaluation des cours théoriques sont précisées dans les directives relatives à l'organisation des MCSa.

Art. 16 Dispenses et équivalences

[1] La direction de la Haute école de santé peut accorder, sur demande écrite, des dispenses ou équivalences pour un ou plusieurs modules ou parties de modules.
[2] La dispense s'entend par la possibilité de ne pas suivre tout ou partie d'un module mais demeure l'obligation par l'élève de se soumettre aux évaluations du module.
[3] S'agissant du stage dans le monde du travail au sens large, des équivalences peuvent être reconnues pour des expériences professionnelles antérieures lorsqu'elles ont été réalisées dans les deux ans qui précèdent l'admission en MCSa, étant précisé que cette faculté n'est pas ouverte aux étudiants inscrits en Maturité spécialisée santé (MSSa).

Section 4: Certification

Art. 17 Validation de la formation

[1] Les stages pratiques de 6 semaines dans le monde du travail au sens large doivent avoir été effectués, attestés par l'employeur et validés par la Haute école de santé.
[2] Le stage spécifique de 8 semaines doit avoir été effectué, attesté par l'employeur et validé par la Haute école de santé.
[3] Les cours théoriques et pratiques doivent avoir été suivis et validés par la Haute école de santé.
[4] Le travail personnel doit avoir été validé par la Haute école de santé.
[5] Les modalités de validation des stages, des cours théoriques et pratiques et du travail personnel sont précisées dans les directives relatives à l'organisation des MCSa.

Art. 18 Obtention du titre

L'attestation de réussite des MCSa est obtenue si les conditions suivantes sont remplies de façon cumulative:
a) les stages pratiques au sens larges ont été validés par la Haute école de santé;
b) le stage spécifique de 8 semaines a été validé par la Haute école de santé;

c) les cours théoriques et pratiques et ont été réussis dans les quatre domaines d'activité prévus par le plan d'études et validés par la Haute école de santé;
d) le travail personnel a été exécuté, rendu dans les délais fixés, défendu oralement et a obtenu au moins la mention « suffisant ».

Art. 19 Fraude ou plagiat dans le cadre du travail personnel
Toute fraude ou plagiat est passible d'une sanction qui va de l'échec aux MCSa à la perte de tout droit à l'attestation de réussite.

Art. 20 Présence de tiers
Seuls sont admis à assister à la soutenance du travail personnel, l'expert HES, cas échéant l'expert de la pratique, le répondant de l'établissement de stage, (selon options retenues) le directeur de la Haute école de santé ou son représentant.

Art. 21 Cas d'échec
[1] La non validation du stage non spécifique dans les délais requis conduit à un échec.
[2] En cas de non validation du stage spécifique, celui-ci peut être remédié une seule fois par le suivi et la réussite d'un nouveau stage de huit semaines, en principe dans l'année scolaire en cours.
[3] En cas d'échec au travail personnel, l'étudiant à quatre semaines pour remédier. Si l'échec est confirmé, le travail personnel doit être refait dans le cadre d'un nouveau stage de quatre semaines.
[4] La non validation des cours conduit à une remédiation. Si l'échec est confirmé, les cours doivent être refaits.
[5] Dans les cas présentés aux alinéas 1 à 4 du présent article, un deuxième échec s'entend comme un échec définitif aux MCSa.

Art. 22 Indications figurant sur l'attestation de réussite
Le certificat de MCSa, délivré par la Haute école de santé, porte les indications suivantes:
a) la dénomination de l'école délivrant l'attestation;
b) le titre de l'attestation;
c) les données personnelles du titulaire de l'attestation;
d) le titre ayant permis l'accès aux MCSa;
e) la signature de la direction de l'école;
f) le lieu et la date.

Section 5: Obligations de l'étudiant

Art. 23 Devoirs et sanctions
[1] L'étudiant est tenu de se conformer aux directives et procédures qualité appliquées par la Haute école de santé. Il doit également traiter correctement les objets, appareils et outils qui lui sont confiés pour les travaux pratiques. Il est responsable des dommages causés aux équipements et aux locaux.
[2] L'étudiant qui viole les dispositions normatives ou se rend coupable de faute

grave est passible des sanctions disciplinaires suivantes, selon le degré de gravité de la cause:
a) mise en garde orale;
b) avertissement écrit;
c) suspension temporaire;
d) exclusion de la formation.
[3] Avant le prononcé d'une sanction, l'étudiant doit être entendu.
[4] La décision est motivée, comporte les voies de droit et est notifiée à l'étudiant par écrit.

Art. 24 Taxes et contributions aux frais d'études
[1] Les étudiants ne perçoivent aucune indemnité pour les stages effectués dans le cadre de leur formation.
[2] Les étudiants domiciliés en Valais et qui accomplissent les MCSa auprès de la Haute école de santé s'acquittent des taxes et contributions suivantes:
a) une taxe d'inscription est perçue par la Haute école de santé pour chaque procédure d'admission et n'est pas remboursée, même en cas de désistement.
b) une taxe forfaitaire annuelle est perçue par la Haute école de santé à titre de contribution financière des étudiants aux prestations fournies par la Haute école de santé, telles que documentation scolaire, préparation et suivi de stages, frais de photocopie, etc.
[3] Les étudiants domiciliés dans un autre canton suisse, situé hors du périmètre de la HES-SO, s'acquittent des taxes mentionnées à l'alinéa 2, à l'exclusion de toute autre contribution, si leur canton de domicile n'organise pas de modules complémentaires reconnus par la HES-SO. Dans le cas contraire, en sus des taxes mentionnées à l'alinéa 2, ils s'acquittent personnellement du montant des frais d'écolage annuel des MCSa fixés par le Département.
[4] Les étudiants domiciliés dans un canton, situé dans le périmètre de la HES-SO s'acquittent des taxes mentionnées à l'alinéa 2, à l'exclusion de toute autre contribution, s'ils obtiennent de leur canton de domicile une dérogation au lieu de formation. Dans le cas contraire, en sus des taxes mentionnées à l'alinéa 2, ils s'acquittent personnellement le montant des frais d'écolage annuel des MCSa fixés par le Département.
[5] Les étudiants non domiciliés en Suisse s'acquittent des taxes mentionnées à l'alinéa 2 ainsi que des frais d'écolage annuel des MCSa fixés par le Département.
[6] Le non-paiement des factures dans les délais impartis sans motifs justifiés peut entraîner la suspension du droit à la fréquentation des cours.
[7] Les cas particuliers sont réservés.

Section 6: Procédure de recours

Art. 25 Procédure
Les décisions prises en application du présent règlement sont soumises aux dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 (LPJA).

Art. 26 Recours
[1] Les décisions de la Haute Ecole de Santé de la HES-SO Valais-Wallis sont susceptibles de recours au Conseil d'Etat dans les trente jours ou, s'il s'agit d'une décision incidente (art. 41 al. 2 et 42 LPJA), dans les dix jours dès la notification.
[2] Peuvent notamment faire l'objet de recours les décisions concernant:
a) les sanctions en cas de fraude;
b) le refus de délivrer l'attestation de réussite (échec).

Section 7: Dispositions finales

Art. 27 Cas non prévus
Tous les cas non prévus par le présent règlement sont de la compétence du département.

Art. 28 Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur pour l'année scolaire 2015/2016 et s'applique à tous les étudiants de cette volée.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 20 janvier 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans le présent règlement, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 5/2016, p. 233.

Règlement sur le fonds cantonal pour le tourisme

du 25 mars 2015

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 1 et 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 32bis de la loi sur le tourisme du 9 février 1996;
sur proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

ordonne:

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 But
Le présent règlement fixe les modalités d'utilisation du fonds instauré par l'article 32bis de la loi cantonale sur le tourisme pour le financement des infrastructures touristiques. Il définit les types de projets susceptibles d'être soutenus, les modalités d'intervention du fonds en faveur d'un projet spécifique, ainsi que les synergies recherchées avec les autres aides étatiques.

Art. 2 Objet
Le fonds cantonal pour le tourisme, ci-après le fonds, a pour objet le financement de projets d'infrastructures touristiques.

Art. 3 Bénéficiaires
Le fonds intervient dans le financement de projets portés par des acteurs touristiques poursuivant un but lucratif.
Sont susceptibles d'être bénéficiaires de ce fonds:
a) les personnes morales ou physiques, propriétaires ou exploitants de structures d'hébergement organisées;
b) les sociétés de remontées mécaniques;
c) les personnes morales ou physiques, propriétaires ou exploitants d'autres infrastructures touristiques susceptibles de renforcer significativement la capacité concurrentielle de la destination.

Chapitre 2: Modalités d'attribution

Art. 4 Modalités
[1] Les moyens du fonds sont alloués sous la forme de prêts à long terme. Ces derniers sont accordés sans intérêts et sont susceptibles d'être postposés. Des garanties peuvent être demandées.
[2] Seuls les acteurs touristiques pérennes offrant des perspectives réelles de rentabilité et dont l'impact sur l'économie locale des investissements projetés

est avéré sont soutenus. Il n'existe pas de droit aux aides financières prévues dans le présent règlement et une aide allouée une fois ne fonde aucun droit ultérieur. Aucune décision relative à des aides financières ne peut faire l'objet d'un recours.
3 Les prêts sont accordés pour une durée maximale de 30 ans. La durée effective est fixée en fonction de la planification financière du requérant.
4 Les amortissements annuels peuvent varier en fonction du caractère postposé du prêt, de la situation financière du bénéficiaire et des investissements planifiés. Ils sont intégralement crédités au fonds.
5 Le montant du prêt octroyé est déterminé au cas par cas, mais s'élève en principe au maximum à 5 pour cent de la dotation totale du fonds. Pour des projets dont l'impact économique peut être considéré comme exceptionnel à l'échelle d'une destination, ce maximum peut être relevé à 10 pour cent. Le fonds n'intervient pas pour des montants de prêts inférieurs à 100 000 francs et pour des projets d'investissements inférieurs à 500 000 francs. Une société peut solliciter le fonds pour plusieurs projets, mais la totalité des engagements nets en faveur d'une société, directement ou indirectement, ne peut dépasser 10 pour cent de la dotation totale du fonds.

Art. 5 Synergies avec les autres aides étatiques

1 Le fonds intervient de manière complémentaire ou subsidiaire aux possibilités de financement:
a) des lois cantonale et fédérale sur la politique régionale;
b) de la loi cantonale sur le tourisme;
c) d'autres législations fédérales et cantonales.
2 Le requérant doit démontrer sa capacité à réunir 100 pour cent du financement nécessaire. Une analyse de la tenue des charges est faite, considérant l'ensemble du financement.

Art. 6 Types de projet
1 Le fonds est destiné à financer des projets d'hébergement organisé, de remontées mécaniques, ainsi que d'autres projets entrepreneuriaux jugés dignes d'encouragement.
2 En particulier, le fonds peut intervenir dans des projets stratégiques à fort effet de levier:
a) d'hébergement organisé, tels que:
– solution de transmission/succession dans l'hôtellerie;
– rénovation/agrandissement/construction d'infrastructures d'hébergement organisé et leurs prestations annexes;
b) de remontées mécaniques tels que:
– remplacement/constructions d'installations considérées comme majeures du domaine skiable;
– infrastructures visant à garantir une exploitation hivernale rentable;
– infrastructures contribuant au développement de l'offre d'été ou 4 saisons.
c) autres projets susceptibles de renforcer significativement la capacité concurrentielle de la destination.

Art. 7 Exigences générales
Les projets susceptibles d'être soutenus doivent répondre aux exigences générales suivantes:
a) Le projet est en phase avec les lignes directrices de la politique locale du tourisme, lorsque définies;
b) le projet satisfait aux stratégies et politiques cantonales concernée ;
c) le porteur de projet offre toutes les assurances nécessaires quant à la bonne gestion de ses affaires, il s'agit d'une personne (physique ou morale) économiquement viable, dont les compétences peuvent être considérées comme avérées;
d) l'effet économique de l'investissement doit être essentiellement ressenti en Valais;
e) les travaux de réalisation du projet n'ont pas débuté avant décision de l'instance compétente pour l'octroi du fonds. Le projet ne peut pas faire l'objet d'une autorisation de mise en chantier anticipée;
f) une participation au bénéfice mesurée est autorisée suivant les mêmes principes que ceux retenus dans la loi sur la politique régionale du 12 décembre 2008 pour les prêts y relatifs.

Art. 8 Exigences spécifiques pour les projets de remontées mécaniques
[1] L'élaboration d'un masterplan par la société de remontées mécaniques porteuse de projet est une condition préalable indispensable à une intervention du fonds. Ce masterplan doit comprendre au minimum les éléments suivants:
a) description de la situation initiale;
b) indications relatives à la coordination avec les lignes directrices touristiques des communes concernées;
c) stratégie;
d) mise en œuvre.
[2] La société de remontées mécaniques porteuse de projet doit démontrer également que le projet et son masterplan sont conformes à la politique cantonale de soutien aux remontées mécaniques.

Art. 9 Frais de traitement
[1] Des indemnités sont perçues auprès des requérants, respectivement des bénéficiaires, de manière à couvrir toute ou partie des frais d'instrumentation, de traitement et de suivi des engagements pris par le fonds.
[2] De telles indemnités peuvent prendre la forme de frais de dossier, de commission d'émission et de frais annuels de gestion.

Chapitre 3: Dispositions finales

Art. 10 Entrée en vigueur
Le présent règlement est soumis à l'approbation du Grand Conseil et le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 25 mars 2015.

Le président du Conseil d'Etat: **Jean-Michel Cina**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Approuvé en séance du Grand Conseil à Sion, le 11 juin 2015.

Le président du Grand Conseil: **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 6/2016, p. 297.

Règlement concernant l'utilisation d'un fonds de soutien en faveur des personnes détenues

du 3 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 70, 84 et 96 du code pénal suisse (CP);
vu les articles 24 alinéa 2, 23 lettre d et 44 de la loi d'application du code pénal suisse du 14 septembre 2006 (LACP);
vu les articles 22 alinéa 2, 30 et 55 alinéa 1 lettre c de l'ordonnance sur les droits et devoirs de la personne détenue du 18 décembre 2013 (ODDD);
vu la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF);
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Article 1 Objet
Il est institué un fonds de financement spécial de soutien en faveur des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires valaisans de détention avant jugement, d'exécution des peines ou de mesures pénales.

Article 2 Alimentation du fonds de soutien
Ce fonds de soutien est alimenté par le produit des amendes disciplinaires infligées aux personnes détenues placées en détention provisoire, en détention pour des motifs de sûreté, en détention pour exécution d'une peine ou d'une mesure, ainsi que par le produit de la vente des objets appartenant à la personne évadée après l'échéance d'un délai de dix ans.

Article 3 Utilisation du fonds de soutien
[1] Les moyens disponibles sont affectés au financement des mesures d'aides aux personnes détenues, notamment dans les buts suivants:
a) acheter des vêtements adaptés aux conditions climatiques au moment de la libération;
b) fournir les moyens suffisants pour arriver à destination au moment de la libération.
[2] Ce fonds n'est pas destiné aux personnes de nationalité étrangère placées en détention administrative en vue du renvoie (LMC), ni aux personnes mineures placées par le Tribunal des mineurs qui sont soumises à des dispositions légales particulières. Toutefois les jeunes adultes qui exécutent une mesure au sens de l'article 61 CP peuvent bénéficier de mesures de soutien par le biais de ce fonds.
[3] Le fonds de soutien peut également être utilisé en faveur de personnes condamnées sous autorité valaisanne placés dans des établissements situés hors canton.

Article 4 Compétence pour engager des dépenses

[1] Le fonds de soutien est géré par le chef du Service de l'application des peines et mesures (ci-après: le chef de service).

[2] Le chef du service est compétent pour décider de chaque versement provenant du fonds et de son affectation.

[3] Il se base notamment sur les critères suivants:

a) la demande est valablement motivée (exposée de l'affection du montant et but poursuivi);

b) l'utilisation du montant alloué s'inscrit dans un but de soutien de la personne détenue;

c) il n'y a pas d'autres moyens à disposition permettant de financer la demande de soutien.

Article 5 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication au Bulletin officiel.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 3 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 8/2016, p. 412.

Règlement relatif à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires

du 24 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962;
vu l'ordonnance fédérale relative à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires du 2 février 2011;
vu le règlement de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) relatif à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'une maturité professionnelle fédérale d'être admis aux hautes écoles universitaires du 17 mars 2011;
vu les directives de la commission suisse de maturité relatives aux programmes et procédures de l'examen complémentaire de la passerelle de la maturité professionnelle à l'université de janvier 2012;
vu le règlement concernant les études gymnasiales et les examens de maturité du 10 juin 2009;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:[1]

Titre 1: Généralités

Art. 1 Champ d'application
[1] Le présent règlement définit les conditions d'admission et de réussite dans l'année de passerelle Dubs offerte dans le canton du Valais, passerelle de la maturité professionnelle aux hautes écoles universitaires.
[2] Il fixe les modalités de l'organisation et du déroulement de l'année scolaire.

Art. 2 Définition
[1] L'année de passerelle Dubs offre la possibilité aux détenteurs d'une maturité professionnelle de suivre, l'espace d'une année, un cours préparatoire à l'examen complémentaire.
[2] La passerelle Dubs est une filière de l'enseignement secondaire du deuxième degré général.

Art. 3 Objectif de l'examen complémentaire
Le certificat fédéral de maturité professionnelle et le certificat d'examen complémentaire valent ensemble comme certificat équivalent à une maturité gymnasiale suisse ou reconnue par la Confédération.

Art. 4 Etablissements reconnus
[1] Conformément à l'article 3 alinéa 3 de l'ordonnance fédérale relative à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires du 2 février 2011, la Commission suisse de maturité (ci-après: CSM) peut, à la demande d'un canton, autoriser une école délivrant des certificats de maturité gymnasiale reconnus par la Confédération à organiser elle-même l'examen complémentaire, pour autant que cette école propose un cours préparatoire d'une année.
[2] L'Etat du Valais reconnaît le certificat de l'examen complémentaire relevant:
a) du Lycée-Collège Spiritus Sanctus à Brigue-Glis;
b) du Lycée-Collège de l'Abbaye à Saint-Maurice.
[3] Le Conseil d'Etat peut proposer d'autres établissements de formation sous réserve de reconnaissance de la CSM.

Titre 2: Admission et organisation de la formation du cours préparatoire

Art. 5 Admission
[1] Sont admis dans la formation du cours préparatoire les candidats titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle.
[2] Les candidats qui n'ont pas encore obtenu leur certificat de maturité professionnelle à l'échéance du délai d'inscription sont admissibles sous réserve de l'obtention du titre requis.
[3] Les admissions sont validées sur dossier jusqu'à concurrence des places disponibles.
[4] Le nombre de places est limité à 25 étudiants par classe et chaque établissement reconnu peut ouvrir une classe par année scolaire.
[5] Le Département de la formation et de la sécurité (ci-après le département) peut fixer, si nécessaire, des conditions d'admission supplémentaires.
[6] Les candidats qui ont échoué deux fois (échec définitif) aux examens passerelle de la CSM ne sont plus admissibles.

Art. 6 Organisation et durée de la formation
[1] Le Conseil d'Etat définit les normes d'ouverture des classes.
[2] La passerelle Dubs comporte un cours préparatoire d'une année scolaire divisée en deux semestres.

Art. 7 Langue d'enseignement
[1] La langue dans laquelle l'école donne officiellement ses cours est considérée comme Langue I.
[2] L'allemand, respectivement le français, est obligatoirement la Langue II enseignée.

Art. 8 Disciplines enseignées
Les disciplines suivantes sont enseignées:
a) langue I (français, respectivement allemand);

b) langue II (allemand, respectivement français);
c) mathématiques;
d) domaine des sciences expérimentales (biologie, chimie, physique);
e) domaine des sciences humaines (géographie, histoire).

Art. 9 Programme d'études et procédures
Le canton du Valais adopte les objectifs, le programme d'études et les critères d'évaluation définis par la CSM ainsi que les conditions de réussite prévues par l'article 11 de l'ordonnance fédérale relative à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires du 2 février 2011.

Art. 10 Réussite de l'année scolaire
[1] La réussite de l'année scolaire est soumise à des évaluations intermédiaires obligatoires qui ont lieu pendant l'année à des dates fixes communiquées aux candidats.
[2] L'année scolaire est réussie lorsque le candidat obtient sur l'année un total de 20 points au minimum entre les cinq disciplines mentionnées à l'article 17 du présent règlement et faisant l'objet d'un examen.
[3] Les notes des épreuves intermédiaires sont attribuées et calculées selon les articles 19, 20 et 22 du présent règlement.
[4] Les notes obtenues durant l'année scolaire ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats obtenus aux examens finaux de certification.

Titre 3: Certification

Chapitre 1: Admission

Art. 11 Admission à l'examen complémentaire
[1] Seuls peuvent demander leur admission à la session du certificat d'examen complémentaire les candidats qui remplissent les conditions cumulatives suivantes:
a) avoir réussi l'année scolaire du cours préparatoire;
b) avoir suivi tous les cours prévus au programme de l'année, et;
c) le nombre de leurs absences, quel qu'en soit la cause, ne dépasse pas le 20 pour cent des cours donnés. Chaque absence doit être justifiée et motivée.
[2] Le département peut autoriser exceptionnellement l'admission de candidats ne remplissant pas les conditions prévues à l'alinéa 1 lettres a et c du présent règlement.
[3] Il incombe à la direction de l'école d'informer les candidats des dispositions relatives à la certification par écrit.

Art. 12 Inscription à l'examen
Les candidats doivent déposer auprès de la direction de l'école suivie, conformément aux directives du département:
a) une demande écrite d'admission à l'examen complémentaire au moyen du formulaire d'inscription officiel;

b) une attestation de paiement de la finance d'inscription dont le montant est fixé par le département.

Chapitre 2: Examens de certification

Section 1: Organisation des examens de certification

Art. 13 Session d'examen
L'examen a lieu en une seule session dans le lycée-collège d'enseignement, en principe au cours de la session habituelle des examens finaux de maturité.

Art. 14 Supervision des examens
[1] Les examens ont lieu sous la présidence d'un délégué de la Commission cantonale de l'enseignement secondaire avec la collaboration d'experts proposés par la direction de chaque école et le département.
[2] Le département est chargé de veiller à un niveau de difficulté et à un mode d'évaluation homogène entre les établissements cantonaux proposant la passerelle Dubs.

Art. 15 Organisation des examens
[1] L'organisation et la surveillance des examens incombent à la direction de chaque école sous le contrôle du département.
[2] Les dates doivent être soumises à l'approbation du département.
[3] Si des circonstances le justifient, le département peut, sur proposition de la direction de l'école, organiser une session extraordinaire.

Art. 16 Présence de tiers
Seuls sont admis à assister aux examens les surveillants, le professeur, l'expert, le directeur de l'établissement, l'inspecteur ainsi que les délégués du département et de la CSM.

Section 2: Modalités de passation

Art. 17 Disciplines faisant l'objet des examens de certification
Les examens finaux portent sur les disciplines suivantes:
a) langue I (français, respectivement allemand);
b) langue II (allemand, respectivement français);
c) mathématiques;
d) domaine des sciences expérimentales (biologie, chimie et physique);
e) domaine des sciences humaines (géographie et histoire).

Art. 18 Forme et durée de l'examen
Les examens prennent les formes et durées suivantes:
a) langue I: épreuve écrite (4 heures) et orale (15 minutes plus 15 minutes de préparation);
b) langue II: épreuve écrite (3 heures) et orale (15 minutes plus 15 minutes de préparation);

c) mathématiques: épreuve écrite (3 heures) et orale (15 minutes sans temps de préparation);
d) domaine des sciences expérimentales (biologie, chimie et physique): épreuve écrite (4 heures divisées en trois parties de 80 minutes avec une pause de 15 minutes entre les différentes parties);
e) domaine des sciences humaines (géographie, histoire: épreuve écrite [4 heures divisées en deux parties de 2 heures avec une pause de 15 minutes entre les deux parties]).

Art. 19 Barème
[1] La valeur de chaque épreuve écrite ou orale doit être exprimée par les notes suivantes:
a) 6; 5,5; 5; 4,5 et 4 pour les prestations suffisantes;
b) 3,5; 3; 2,5; 2; 1,5 et 1 pour les prestations insuffisantes.
[2] La note 1 est donnée lorsque toute réponse est refusée ou en cas de fraude.

Art. 20 Calcul et attribution des notes
[1] Le total des points est la somme des notes obtenues dans les cinq disciplines qui ont toutes le même poids.
[2] Dans les branches soumises à deux épreuves, la note finale est la moyenne des notes attribuées à chaque épreuve.
[3] Les notes moyennes sont calculées au centième avant d'être arrondies au dixième supérieur ou inférieur, suivant le système conventionnel généralement admis (ex. 5,29 = 5,3; 4,25 = 4,3; 3,54 = 3,5).
[4] Pour les domaines des sciences expérimentales et des sciences humaines, les résultats des différentes parties déterminent à parts égales la note du domaine.
[5] Les notes des épreuves écrites et orales sont déterminées conjointement par l'examinateur et l'expert. L'examinateur propose une note et en dernier ressort, l'expert la décide.

Section 3: Procédure de certification

Art. 21 Examens de certification
L'obtention du certificat d'examen complémentaire est soumise à la réussite des examens finaux de certification.

Art. 22 Critères de réussite
[1] L'examen final de certification est réussi si le candidat:
a) a obtenu un total de 20 points au moins;
b) n'a pas plus de deux notes en dessous de 4; et
c) n'a aucune note en dessous de 2.
[2] L'examen final de certification n'est pas réussi si le candidat:
a) ne satisfait pas aux conditions fixées à l'alinéa 1;
b) ne se présente pas aux examens sans donner à temps de motifs valables;
c) n'a pas terminé un examen commencé, à moins qu'il en ait obtenu l'autorisation;
d) s'est servi d'instruments de travail non autorisés ou a commis une autre fraude.

Art. 23 Fraude
[1] Toute fraude est passible de sanction(s) et entraîne l'intervention du surveillant ou de l'expert. Tant que la sanction n'est pas prononcée, le candidat poursuit l'examen.
[2] Dans tous les cas de fraude, le surveillant ou l'expert adresse sans délai un rapport écrit à la direction de l'établissement. Celle-ci entend dès que possible le candidat. Elle transmet immédiatement le rapport et le procès-verbal d'audition, signé par le candidat, accompagné de son préavis de sanction au président de la Commission cantonale de l'enseignement secondaire. Cette dernière fixe la sanction qui peut aller jusqu'à l'exclusion de la session d'examens ou à la perte de tout droit au certificat.
[3] Pendant les examens écrits, il est interdit aux candidats de quitter la salle.
[4] Les dispositions du présent article et la liste des moyens auxiliaires autorisés par le département, sur la base des directives de la CSM, sont expressément communiquées aux candidats avant la session de l'examen complémentaire.

Art. 24 Abandon en cours de session d'examen
Le candidat qui se retire en cours de session a échoué; sont réservés les cas de force majeure admis par le département.

Art. 25 Répétition de l'examen en cas d'échec
[1] En cas d'échec, le candidat peut se présenter pour la dernière fois à une session ordinaire après avoir suivi à nouveau tous les cours de l'année de passerelle.
[2] Il est dispensé de suivre les cours et de répéter l'examen dans les branches où il a obtenu au moins la note finale de 5. Dans ce cas, les notes sont acquises et entrent dans le calcul des points de la seconde et dernière session.
[3] Le candidat qui se représente doit à nouveau payer la finance d'inscription en entier.

Art. 26 Indications figurant sur le certificat
Le certificat d'examen complémentaire, délivré par le département, porte les indications suivantes:
a) l'inscription «Confédération suisse»;
b) la dénomination de l'école et du canton où l'école a son siège;
c) la mention «Certificat d'examen complémentaire établi conformément à l'ordonnance du Conseil fédéral permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires du 2 février 2011 et au règlement de la CDIP sur l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires du 17 mars 2011»;
d) le nom, prénom, lieu d'origine (pour les étrangers: nationalité et lieu de naissance) et date de naissance du titulaire;
e) le type de certificat de maturité professionnelle et sa date de délivrance;
f) l'année scolaire pendant laquelle le titulaire a fréquenté l'établissement qui délivre le certificat;

g) les notes obtenues dans les disciplines et branches évaluées;
h) la mention indiquant que le certificat d'examen est reconnu à l'échelon national;
i) la signature de la direction de l'école et de l'instance cantonale compétente ainsi que le lieu et la date.

Art. 27 Procès-verbal accompagnant le certificat d'examen complémentaire
[1] Le procès-verbal qui accompagne le certificat contient les nom et prénom du candidat ainsi que la signature du directeur de l'école.
[2] Il fait état des notes obtenues selon les articles 19, 20 et 22 du présent règlement.

Titre 4: Procédure de recours

Art. 28 Voies et procédures de recours
[1] Les décisions du département, fondées sur le présent règlement, peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat, dans les 30 jours dès leur notification.
[2] La procédure de recours est régie par la loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 (LPJA).
[3] Peuvent notamment faire l'objet d'un recours, les décisions concernant:
a) l'admission à l'examen complémentaire;
b) les sanctions en cas de fraude;
c) le refus du certificat d'examen complémentaire.

Titre 5: Dispositions finales

Art. 29 Cas non prévus
[1] Les candidats sont soumis aux dispositions du règlement général concernant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré du 17 décembre 2003 ainsi qu'aux dispositions du département.
[2] Tous les cas non prévus sont du ressort du département.

Art. 30 Entrée en vigueur
Le présent règlement est publié au Bulletin officiel et entre en vigueur au 1er février 2016.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 24 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans le présent règlement, toute désignation de personnes, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin.

BO No 11/2016, p. 613.

Règlement concernant l'inspection des écoles de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement concernant l'inspection des écoles de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré du 23 mars 2005 (RS/VS 400.107) est modifié comme il suit:

Art. 1 al. 1 But et champ d'application
[1] Le présent règlement définit les principes de l'organisation et du fonctionnement de l'inspection de l'enseignement de la scolarité obligatoire, de l'enseignement primaire et secondaire des premier et deuxième degrés. L'inspection de l'enseignement professionnel fait l'objet de dispositions particulières.

Art. 15 Champ d'activité pour l'inspecteur de l'enseignement obligatoire
L'inspecteur exerce son activité dans les écoles primaires de la 1re à la 8e année de programme, secondaires I, les classes de l'enseignement spécialisé, les institutions qui ont en charge les enfants en difficulté ainsi que dans les écoles privées qui comptent des élèves de scolarité correspondante. Il contrôle les mesures d'appui et de soutien pédagogique.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 770.

Règlement concernant l'octroi de subventions diverses en vertu de la loi sur l'instruction publique

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement concernant l'octroi de subventions diverses en vertu de la loi sur l'instruction publique du 13 janvier 1988 (RS/VS 400.100) est modifié comme il suit:

Art. 10 Principe
Lorsque les circonstances de lieu ou de temps l'exigent, l'administration communale, avec l'accord préalable du Département, est tenue d'organiser le transport gratuit des élèves de 1re à la 8e année de programme et du cycle d'orientation ayant une marche de plus d'une demi-heure pour se rendre à l'école ou pour suivre des cours d'appui en dehors de l'horaire scolaire (soutien pédagogique).

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 771.

Règlement fixant les normes et directives concernant les constructions scolaires

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement fixant les normes et directives concernant les constructions scolaires du 23 mars 2005 (RS/VS 400.200) est modifié comme il suit:

Art. 11 Ecoles de quartier
Dans les villes ou dans les agglomérations importantes, la création de nouveaux locaux peut revêtir la forme d'écoles de quartier destinées à recevoir des élèves des classes des quatre premiers degrés de l'enseignement primaire, si les conditions suivantes sont remplies:
a) l'école de quartier se situe à 500 mètres au moins du centre scolaire le plus rapproché;
b) les dangers de la circulation imposent une telle solution;
c) l'école de quartier reçoit au minimum deux classes à effectifs normaux;
d) la création de l'école de quartier ne porte pas préjudice à l'organisation rationnelle de l'enseignement dans le centre scolaire le plus rapproché.

Art. 24 al. 2 Salles de classe standards
[1] En règle générale, les locaux et places de jeux des classes de la 1re et de la 2e année de programme doivent être situés de façon à ne pas gêner le travail des autres classes et réciproquement.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 771.

Règlement concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées du 20 juin 2012 (RS/VS 405.100) est modifié comme il suit:

Art. 2 Traitement du personnel de la scolarité obligatoire
Le traitement du personnel de la scolarité obligatoire comprend la masse salariale totale [(à savoir la masse salariale brute y compris les charges sociales de l'employeur, déduction faite des récupérations de salaires (allocations pour perte de gains ou autres)] reconnue par l'Etat pour l'enseignement:
a) du primaire (1re à la 8e année de programme);
b) du secondaire du premier degré;
c) spécialisé dispensé dans les structures scolaires communales et/ou régionales de la scolarité obligatoire;
d) spécialisé de la scolarité obligatoire dispensé en institutions spécialisées, y compris celles hors canton.

Art. 6 al. 1 Effectif des élèves de la scolarité obligatoire
[1] L'effectif total des élèves de la scolarité obligatoire et des institutions spécialisées comprend les élèves domiciliés en Valais et scolarisés:[1]
a) dans un établissement public valaisan de l'enseignement primaire, de la 1re à la 8e année de programme;
b) dans un établissement public valaisan du cycle d'orientation, et
c) dans des institutions spécialisées (institutions d'enseignement et d'éducation spécialisées) telles que listées dans le présent règlement et qui suivent une scolarité obligatoire.

Art. 8 al. 2 et 6 Tâches et responsabilités des communes
[2] Les données relatives aux élèves sont saisies par degré d'enseignement (pri-

maire, cycle d'orientation et institutions spécialisées) dans le système de base de données de gestion des écoles, sous la responsabilité des directions d'école, respectivement des commissions scolaires, des communes ou des associations de communes.

6 Les communes sont responsables de budgétiser et de comptabiliser leurs contributions par degré d'enseignement (primaire, cycle d'orientation et enseignement spécialisé) sur la base du modèle du plan comptable harmonisé en vigueur.

Art. 10 al. 1 Tâches et responsabilités du canton

1 Le Département facture annuellement avant le 31 mai à chaque commune du canton leurs contributions par année civile pour les élèves de l'enseignement primaire (1re à la 8e année de programme), du cycle d'orientation et des institutions spécialisées qui sont domiciliés sur leur territoire au 31 décembre de l'année précédant la facturation.

II

Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 771.

Règlement concernant l'éducation physique à l'école

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement concernant l'éducation physique à l'école du 19 décembre 2012 (RS/VS 400.102) est modifié comme il suit:

Art. 6 al. 1 et 2 Grille horaire
[1] En 1re et 2e année de programme, l'enseignement de l'éducation physique doit prendre différentes formes d'activités physiques et sportives quotidiennes.
[2] De la 3e à la 8e année de programme et au cycle d'orientation, trois périodes doivent être consacrées hebdomadairement à l'éducation physique. Selon le type d'activités (notamment natation, sports de neige, journée sportive), le regroupement de périodes est possible sur une durée limitée avec l'autorisation de l'inspecteur. Toute autre organisation de la grille horaire fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'inspecteur.

Art. 9 al. 1 Personnel enseignant de la scolarité obligatoire
[1] Les cours d'éducation physique sont, de la 1re à la 8e année de programme, assurés par l'enseignant généraliste en charge de la classe.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 772.

Règlement concernant l'organisation de l'année scolaire

Abrogation du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Art. 1
Le règlement concernant l'organisation de l'année scolaire du 14 mars 1973 (RS/VS 400.104) est abrogé.

Art. 2
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 772.

Règlement concernant l'école enfantine

Abrogation du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Art. 1
Le règlement concernant l'école enfantine du 18 avril 1973 (RS/VS 410.10) est abrogé.

Art. 2
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 772.

Règlement concernant la loi sur la profession d'avocat

Modification du 13 avril 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 13 et suivants de la loi sur la profession d'avocat pratiquant la représentation en justice (loi sur la profession d'avocat) du 6 février 2001;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement concernant la loi sur la profession d'avocat du 20 février 2002 est modifié comme il suit:

Art. 25 al. 1 let. a Rémunération des membres de la Chambre de surveillance
[1] Le président de la Chambre de surveillance perçoit:
a) un honoraire forfaitaire annuel de 4'000 francs pour assurer une pratique uniforme dans la surveillance des avocats et pour accomplir les tâches administratives et organisationnelles liées au fonctionnement de l'autorité de première instance;

II
Le présent acte législatif entre en vigueur le 1er janvier 2017, après avoir été publié au Bulletin offi¬ciel.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 13 avril 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 17/2016, p. 1046.

Règlement de la maturité spécialisée orientation «santé» du canton du Valais

du 20 avril 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962;
vu le règlement de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) relatif à la reconnaissance des certificats délivrés par les Ecoles de culture générale du 12 juin 2003;
vu le règlement cantonal de l'école de culture générale du 3 juin 2008;
vu la loi fédérale sur les Hautes écoles spécialisées du 6 octobre 1995, en particulier son article 5;
vu la reconnaissance par la CDIP des écoles de culture générale du Valais du 26 juin 2009;
vu la décision de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) sur les principes cadres de la maturité spécialisée santé romande du 26 mai 2011;
vu les directives d'admission en Bachelor dans le domaine Santé de la HES-SO dans la version du 21 octobre 2011;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête[1]*:*

Section 1: Généralités

Art. 1 Champ d'application
[1] Le présent règlement définit les conditions d'admission et de promotion dans l'année de maturité spécialisée santé (ci-après: MSSA) du canton du Valais.
[2] Il fixe les modalités de l'organisation et du déroulement de l'année.

Art. 2 Définition
L'année de MSSA est une filière de l'enseignement secondaire du deuxième degré général.

Art. 3 Objectifs
[1] La filière MSSA délivre un certificat de maturité spécialisée reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).
[2] L'organisation de la MSSA repose sur les objectifs fondamentaux suivants:
a) permettre aux étudiants d'avoir un accès direct à la HES-SO santé, sous réserve de la régulation prévue dans les directives d'admission en Bachelor dans le Domaine santé de la HES-SO du 21 octobre 2011;

b) attester des connaissances, des savoir-faire et une aptitude générale à accéder à une formation de niveau HES dans le domaine de la santé.

[3] La MSSA favorise le développement de la personnalité de l'élève en renforçant ses compétences personnelles et sociales.

Art. 4 Etablissements reconnus

[1] L'Etat du Valais reconnaît le certificat de MSSA relevant:

a) de l'Oberwalliser Mittelschule St-Ursule à Brigue-Glis;
b) de l'Ecole de commerce et de culture générale de Sierre;
c) de l'Ecole de commerce et de culture générale de Sion;
d) de l'Ecole de commerce et de culture générale de Martigny;
e) de l'Ecole de commerce et de culture générale de Monthey.

[2] Cette liste peut être modifiée par le Conseil d'Etat.

Section 2: Admission et organisation de la formation

Art. 5 Admission

L'admission à la MSSA est conditionnée par l'obtention du certificat de culture générale (ci-après: certificat ECG) en option « santé ».

Art. 6 Contenu de la formation

La MSSA comprend:

a) le certificat ECG, option «santé»;
b) des cours et des stages;
c) un travail de maturité en lien avec le domaine santé.

Art. 7 Organisation de la formation

[1] La formation s'étend sur 32 semaines et s'organise de la manière suivante:

a) 14 semaines de cours permettant l'acquisition de prérequis théoriques et de compétences pratiques;
b) 14 semaines de stage dont huit semaines dans des organisations et institutions socio-sanitaires et six semaines de stage dans le monde du travail au sens large;
c) quatre semaines consacrées à la préparation et à la rédaction du travail de maturité.

[2] Le travail de maturité est réalisé dans le domaine santé. Il est présenté sous la forme d'un rapport attestant de la capacité du candidat à mener une réflexion personnelle approfondie sur une activité en lien avec le stage. Il doit consister en un document écrit et être défendu oralement.

[3] Les modalités d'organisation des stages et du travail de maturité sont précisées dans les directives du Département en charge de la formation (ci-après: Département) relatives à l'organisation de la MSSA.

[4] Les modalités d'évaluation des cours théoriques sont précisées par les directives y relatives.

Section 3: Certification

Art. 8 Validation de la formation
[1] Le stage pratique spécifique de huit semaines ou plus est validé par l'Ecole de culture générale (ci-après: ECG), en collaboration avec la HES domaine santé et l'établissement où a lieu le stage.
[2] Les stages pratiques au sens large doivent avoir été effectués, attestés par l'employeur et validés par l'ECG.
[3] Les cours pratiques et théoriques doivent avoir été réussis.
[4] Le travail de maturité est validé par l'ECG, en collaboration avec la HES domaine santé.
[5] Les modalités de validation des stages pratiques et du travail de maturité sont précisées dans les directives du Département relatives à l'organisation de la MSSA.

Art. 9 Obtention du titre
La MSSA est obtenue si les conditions suivantes sont remplies de façon cumulative:
a) le stage spécifique de 8 semaines a été validé;
b) les stages pratiques au sens large ont été validés;
c) les cours pratiques et théoriques ont été réussis dans les trois domaines de compétences définis dans les directives du Département relatives à l'organisation de la MSSA;
d) le travail de maturité spécialisée a été exécuté, rendu dans les délais, défendu oralement et a obtenu au moins la mention «suffisant».

Art. 10 Inscription à la soutenance du travail de maturité
Les candidats doivent déposer auprès de la direction de leur école, conformément aux directives du Département:
a) une demande écrite d'admission selon formulaire d'inscription officielle;
b) une attestation de paiement de la finance d'inscription.

Art. 11 Fraude ou plagiat dans le cadre du travail de maturité spécialisée
Toute fraude ou plagiat est passible d'une sanction qui va de l'échec à la session de MSSA à la perte de tout droit à la maturité spécialisée.

Art. 12 Présence de tiers
Seuls sont admis à assister à la soutenance du travail de maturité, le répondant ECG, l'expert HES, le répondant de l'établissement de stage, le directeur de l'ECG, le directeur de l'établissement du lieu de stage, l'inspecteur, les délégués du Département et de la CDIP.

Art. 13 Cas d'échec
[1] La non validation des stages non spécifiques dans les délais requis conduit à un échec.
[2] En cas de non validation du stage spécifique, celui-ci peut être remédié une seule fois par le suivi et la réussite d'un nouveau stage de huit semaines, en principe dans l'année scolaire en cours.
[3] En cas d'insuffisance au travail de maturité, l'étudiant a quatre semaines

pour présenter une nouvelle version. En cas d'échec, le travail de maturité doit être refait dans le cadre d'un nouveau stage de quatre semaines.
[4] Un échec aux cours implique la répétition de ceux-ci.
[5] Dans les quatre cas d'échec ci-dessus, un deuxième échec est un échec définitif à la MSSA.

Art. 14 Indications figurant sur le certificat
Le certificat de MSSA, délivré par le Département, porte les indications suivantes:
a) la dénomination de l'école et du canton où l'école a son siège;
b) la mention de l'option choisie;
c) les données personnelles du titulaire du certificat: nom, prénom, lieu d'origine (nationalité et lieu de naissance pour les étrangers) ainsi que la date de naissance;
d) la mention de la reconnaissance à l'échelon national du certificat de MSSA;
e) les notes obtenues dans les branches du certificat ECG;
f) le sujet et l'appréciation du travail personnel;
g) le sujet et l'appréciation du travail de maturité;
h) la validation des stages pratiques et des cours;
i) la signature de la direction de l'école et de l'instance cantonale compétente;
j) le lieu et la date.

Section 4: Obligations de l'étudiant

Art. 15 Devoirs et sanctions
[1] L'étudiant est tenu de se conformer aux directives appliquées dans sa filière. Il doit également traiter correctement les objets, appareils et outils qui lui sont confiés pour les travaux pratiques. Il est responsable des dommages causés aux équipements et aux locaux.
[2] L'étudiant qui se rend coupable de faute grave est passible des sanctions disciplinaires prévues aux articles 25 et 26 du règlement général concernant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré du 17 septembre 2003.

Section 5: Procédure de recours

Art. 16 Procédure
Les décisions prises en application du présent règlement sont soumises aux dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 (LPJA).

Art. 17 Recours
[1] Les décisions du Département sont susceptibles de recours au Conseil d'Etat dans les trente jours ou, s'il s'agit d'une décision incidente (art. 41 al. 2 et 42 LPJA) dans les dix jours dès sa notification.

[2] Peuvent notamment faire l'objet de recours les décisions concernant:
a) les sanctions en cas de fraude;
b) le refus de délivrer la maturité (échec);
c) la non validation du stage spécifique.

Section 6: Dispositions finales

Art. 18 Cas non prévus
[1] Les élèves sont soumis aux dispositions du règlement général concernant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré du 17 septembre 2003 ainsi qu'aux dispositions du Département.
[2] Tous les cas non prévus par le présent règlement sont de la compétence du Département.

Art. 19 Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur avec effet rétroactif au début de l'année scolaire 2015-2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 20 avril 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans le présent règlement, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

BO No 18/2016, p. 1112.

Règlement d'application de l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (ROEIE)

du 6 avril 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 10a et suivants de la loi sur la protection de l'environnement du 7 octobre 1983 (LPE);
vu l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement du 19 octobre 1988 (OEIE);
vu les articles 13 et suivants de la loi cantonale sur la protection de l'environnement du 18 novembre 2010 (LcPE);
sur la proposition du département en charge de la protection de l'environnement,

arrête:

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application
Le présent règlement organise dans le canton la mise en œuvre de l'étude de l'impact sur l'environnement (EIE) telle que celle-ci est prescrite par la LPE, l'OEIE et la LcPE.

Art. 2 Service spécialisé
[1] Le service en charge de la protection de l'environnement (ci-après: le service) est le service spécialisé au sens de l'OEIE.
[2] Il veille à ce que la concertation avec l'autorité de la procédure décisive se fasse à temps et renseigne les autres services.
[3] Il peut édicter des directives sur l'élaboration du rapport d'impact (art. 10 al. 2 OEIE).

Art. 3 Coordination
[1] L'autorité compétente de la procédure décisive assure la coordination des procédures.
[2] L'activité de coordination de l'autorité compétente de la procédure décisive n'empiète en aucune manière sur les tâches dévolues aux autorités et aux services par la législation sur la protection de l'environnement et la législation spéciale.
[3] Un groupe interdépartemental supervise la mise en place de directives et instruments de coordination. Le groupe se compose des chefs du service juridique de la Chancellerie d'Etat (président), du service en charge de l'aménagement du territoire et du service en charge de la protection de l'environnement.

Art. 4 Procédure décisive – EIE par étapes
[1] L'annexe au présent règlement définit les procédures décisives dans lesquelles l'EIE doit être effectuée pour les installations de compétence cantonale.
[2] Les procédures préalables ne sont pas des procédures décisives.
[3] Dans les cas où l'annexe prévoit une EIE par étapes, n'est examiné dans la deuxième étape que ce qui n'était pas décidé définitivement dans la première.

Art. 5 Plans d'affectation spéciaux
En dérogation à l'article 4 alinéa 1, l'EIE se déroule dans le cadre de la planification d'affectation spéciale, si les impacts sur l'environnement de cette planification peuvent être déterminés de manière suffisante (art. 5 al. 3 OEIE).

Chapitre 2: Etablissement du rapport d'impact

Art. 6 Enquête préliminaire et cahier des charges
[1] Dès la planification d'un projet soumis à l'EIE, le requérant prend contact avec l'autorité compétente de la procédure décisive qui le renseigne sur les directives applicables ainsi que les autorités et services à consulter.
[2] Le service évalue, dans un délai de 60 jours dès réception de tous les éléments nécessaires, l'enquête préliminaire et le cahier des charges puis les transmet avec ses observations à l'autorité compétente de la procédure décisive, qui en informe le requérant.

Art. 7 Rapport d'impact
[1] Le rapport d'impact est élaboré par le requérant conformément aux exigences des articles 9 et 10 OEIE, du cahier des charges préalablement adopté, du résultat de l'enquête préliminaire et des directives du service.
[2] L'enquête préliminaire est réputée rapport d'impact lorsque cette enquête a établi et exposé tous les effets du projet sur l'environnement ainsi que les mesures de protection nécessaires.

Chapitre 3: Procédure décisive

Art. 8 Préparation de l'EIE
[1] L'autorité compétente de la procédure décisive, d'entente avec le service, assure la coordination des travaux préparatoires au sens de l'article 14 OEIE. Elle fixe le nombre d'exemplaires du rapport que le requérant devra remettre dès l'engagement de la procédure décisive.
[2] Les procédures d'autorisations spéciales au sens des articles 21 alinéa 1 OEIE et 6 LcPE seront introduites et mises à l'enquête publique simultanément par l'autorité compétente de la procédure décisive, selon les prescriptions de la législation spécifique.

Art. 9 Consultation du rapport
[1] Lors de l'enquête publique prévue par la procédure décisive, le rapport d'impact doit pouvoir être consulté. A défaut d'enquête publique, l'autorité compétente de la procédure décisive organise la consultation du rapport prévue par l'article 15 OEIE.
[2] La publication officielle mentionnera l'existence du rapport, le lieu de la consultation ainsi que la durée minimale de 30 jours pour la consultation.
[3] Tout intéressé peut consulter le rapport et s'en faire remettre des photocopies contre paiement des frais. Demeurent réservées toutes décisions et prescriptions sur l'obligation de garder le secret et sur la préservation des intérêts privés, notamment l'article 16, alinéa 3 OEIE.

Art. 10 Décisions préalables
[1] Les décisions préalables nécessaires pour que l'EIE puisse être effectuée correctement (art. 16 OEIE notamment) relèvent de l'autorité compétente de la procédure décisive prévue à l'article 4 du présent règlement.
[2] En cas d'expertise, les intéressés peuvent donner leur avis sur le choix des experts; les parties peuvent se prononcer sur le résultat de l'expertise.
[3] Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours dans les limites de l'article 41 alinéa 2 de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA).

Art. 11 Consultation de la Confédération
Avant de rendre une décision concernant les installations figurant dans l'annexe du présent règlement et marquées d'un astérisque, l'autorité compétente de la procédure décisive requiert l'évaluation sommaire de l'Office fédéral conformément à l'article 12 alinéa 3 OEIE en lui remettant les documents prévus à l'article 14 alinéa 4 OEIE.

Chapitre 4: Appréciation – Décision finale

Art. 12 Evaluation du rapport
[1] Le service évalue, au sens de l'article 13 OEIE, le rapport d'impact dans un délai de 60 jours dès réception des avis des services concernés et des éventuelles expertises.
[2] Le service examine si les indications contenues dans le rapport d'impact sont complètes et exactes. Au besoin, cas échéant à la demande des services concernés, l'autorité compétente de la procédure décisive requiert les données et pièces manquantes.
[3] Le service évalue si l'installation projetée est conforme aux prescriptions sur la protection de l'environnement (art. 3 OEIE).
[4] Il se prononce sur les divergences résultant des différents avis et formule ses propositions conformément à l'article 13 alinéa 4 OEIE.

Art. 13 Coordination des autorisations spéciales avec la procédure décisive
[1] Lorsqu'un projet implique plusieurs autorisations relevant d'autorités distinctes, les décisions spéciales sont intégrées dans une décision globale rendue par l'autorité compétente de la procédure décisive contre laquelle une seule

voie de recours est ouverte. Ce modèle vaut par analogie pour les objets non soumis à EIE mais qui impliquent la délivrance de plusieurs autorisations cantonales.
[2] En cas de contradiction et à défaut de conciliation, l'autorité compétente de la procédure décisive tranche.
[3] Les décisions sont notifiées séparément, mais de manière simultanée, quand une attraction de compétences n'est pas réalisable, notamment quand la décision de la procédure décisive est communale.

Art. 14 Décision finale
[1] L'autorité compétente de la procédure décisive examine la compatibilité du projet avec les prescriptions de la législation fédérale et cantonale en matière de protection de l'environnement, sur la base des éléments selon l'article 17 OEIE.
[2] Elle prend en considération les conclusions de cet examen lorsqu'elle statue sur la demande d'autorisation de construire, d'approbation des plans, d'octroi de concession, d'autorisation d'exploiter ou d'homologation des plans d'affectation.
[3] Elle fixe, cas échéant, les conditions applicables à la réalisation du projet ou les charges à imposer au requérant.
[4] Lorsqu'une installation doit être mise au bénéfice de subventions fédérales, il y a lieu de soumettre le projet à l'autorité fédérale compétente en matière de subvention, préalablement à la décision cantonale.
[5] Les autorités cantonales ayant la compétence d'accorder des subventions pour la construction ou la modification d'installations soumises à une EIE ne prennent leur décision qu'une fois l'EIE achevée, en tenant compte des résultats de celle-ci. Elles ne versent les subventions que si le projet est réalisé conformément aux conditions fixées dans la décision.

Art. 15 Publication
[1] L'autorité compétente de la procédure décisive publie au Bulletin officiel qu'elle a pris une décision relative à une étude d'impact sur l'environnement. Elle indique où sa décision, les autorisations spéciales ainsi que les documents prévus à l'article 20 alinéa 1 OEIE peuvent être consultés pendant 30 jours.
[2] La notification de la décision et la consultation du dossier restent régies par les règles de la procédure décisive. En cas d'interventions collectives, la publication peut tenir lieu de notification moyennant une mention dans le texte publié.

Chapitre 5: Dispositions transitoires et finales

Art. 16
[1] Les demandes en cours d'examen lors de l'entrée en vigueur du présent règlement sont régies par l'ancien droit.
[2] Le présent règlement est soumis à l'approbation du Département fédéral en charge de l'environnement[1].

[3] Il entre en vigueur au moment de sa publication au Bulletin officiel et abroge le règlement du 29 novembre 2011 sur le même objet.

Ainsi arrêté en séance du Conseil d'Etat à Sion, le 6 avril 2016

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé le 2 juin 2016.

Annexe
au règlement cantonal d'application de l'OEIE (06.04.2016)

Procédures décisives et autorités compétentes pour les installations de compétence cantonale, sous réserve de la procédure et des autorités compétentes en vertu de l'article 5 du présent règlement

1	**Transports**	
11	**Circulation routière**	
N°	Type d'installation	Procédure décisive - Autorité
11.1	Routes nationales	A déterminer par le droit fédéral
11.2	*) Routes principales aménagées avec l'aide de la Confédération (art. 12 LF du 22 mars 1985 concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire et de la redevance autoroutière)	*Procédure décisive:* adoption du plan de routes (art. 47 LR) *Autorité compétente:* Conseil d'Etat
11.3	Autres routes à grand débit et autres routes principales (RGD et RP)	
11.4	Parcs de stationnement (terrain ou bâtiment) pour plus de 500 voitures	*Procédure décisive:* Autorisation de construire[2] *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
12	**Trafic ferroviaire**	
12.1	Nouvelles lignes de chemin de fer (art. 5 et 6 LF du 20 déc. 1957 sur les chemins de fer, LCdF)	A déterminer par le droit fédéral
12.2	Autres installations destinées exclusivement ou essentiellement au trafic ferroviaire (y compris extension de lignes existantes) lorsque le devis excède 40 millions de francs (sauf installations de sécurité) ou lorsqu'elles sont assimilables à l'un des types d'installation mentionnés dans l'annexe OEIE	
13	**Navigation**	
13.1	Installations portuaires pour les bateaux des entreprises publiques de navigation	A déterminer par le droit fédéral
13.2	Ports industriels avec installations fixes de chargement et de déchargement	*Procédure décisive:* Autorisation de construire
13.3	Ports de plaisance avec plus de 100 places d'amarrage dans les lacs ou plus de 50 places d'amarrage dans les cours d'eau	*Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions

13.4	Voies navigables	A déterminer par le droit fédéral
14	**Navigation aérienne**	
14.1	Aéroports	A déterminer par le droit fédéral
14.2	Champs d'aviation (héliports exceptés) avec plus de 15 000 mouvements par an	
14.3	Héliports avec plus de 1000 mouvements par an	
2	**Energie**	
21	**Production d'énergie**	
21.1	Equipements destinés à l'utilisation d'énergie nucléaire, à la production, à l'emploi, au traitement et au stockage de matières nucléaires	A déterminer par le droit fédéral
21.2	*) Installations destinées à la production d'énergie d'une puissance thermique ou pyrolytique a. supérieure à 50 MWth pour les énergies fossiles b. supérieure à 20 MWth pour les énergies renouvelables c. supérieure à 20 MWth pour les énergies combinées (fossiles et renouvelables)	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
21.2a	Installations de fermentation d'une capacité de traitement supérieure à 5000 t de substrat (substance fraîche) par an	
21.3	Centrales à accumulation et centrales au fil de l'eau ainsi que centrales à pompage-turbinage d'une puissance installée supérieure à 3 MW	
	a. sur des cours d'eau internationaux ou sur des sections de cours d'eau qui traversent plusieurs cantons lorsque les cantons ne peuvent pas s'entendre sur l'octroi des droits d'eau	A déterminer par le droit fédéral
	b. *) sur les autres cours d'eau	EIE par étapes: <u>1re étape:</u> procédure d'octroi de la concession *Procédure décisive:* Concession ou approbation (art. 9 à 28 de la loi cantonale sur l'utilisation des forces hydrauliques) *Autorité compétente:* Conseil d'Etat <u>2e étape:</u> approbation des plans *Procédure décisive:* Autorisation (art. 31 et 32 de la loi cantonale sur l'utilisation des forces hydrauliques)

		Autorité compétente: Département
21.4	Installations géothermiques (y compris celles qui exploitent la chaleur des eaux souterraines) d'une puissance supérieure à 5 MWth	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
21.5	...	
21.6	*) Raffineries de pétrole et de gaz	
21.7	Installations destinées à l'extraction du pétrole, du gaz naturel ou du charbon	
21.8	Installations d'exploitation de l'énergie éolienne d'une puissance installée supérieure à 5 MW	
21.9	Installations photovoltaïques d'une puissance installée supérieure à 5 MW, qui ne sont pas fixées sur des bâtiments	
22	**Transport et stockage d'énergie**	
22.1	Conduites au sens de l'art. 1 de la LF du 4 oct. 1963 sur les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux (LITC) pour lesquelles une approbation des plans ordinaire est nécessaire	A déterminer par le droit fédéral
22.2	Lignes aériennes à haute tension et câbles à haute tension enterrés, dimensionnés pour 220 kV ou plus	
22.3	Réservoirs destinés au stockage de gaz, de combustible ou de carburants, d'une capacité supérieur, en conditions normales, à 50 000 m^3 de gaz ou 5000 m^3 de liquide	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
3	**Constructions hydrauliques**	
30.1	Ouvrages de régularisation du niveau ou de l'écoulement des eaux de lacs naturels d'une superficie moyenne supérieure à 3 km^2, et prescriptions relatives au fonctionnement	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
30.2	Mesures d'aménagement hydraulique, telles que: endiguements, corrections, construction d'installations de rétention des matériaux charriés ou des crues, lorsque le devis excède 10 millions de francs	*Procédure décisive:* Approbation du projet d'exécution (art. 35 de la loi sur l'aménagement des cours d'eau) *Autorité compétente:* Conseil d'Etat
30.3	Déchargements de plus de 10 000 m^3	*Procédure décisive:*

	de matériaux dans des lacs	Autorisation de construire
30.4	Extraction de plus de 50 000 m^3 par an de gravier, de sable ou d'autres matériaux de lacs, de cours d'eau ou de nappes d'eau souterraines (sauf extraction ponctuelle pour des raisons de prévention des crues)	*Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
4	**Elimination des déchets**	
40.1	Dépôts en couches géologiques profondes pour déchets radioactifs	A déterminer par le droit fédéral
40.2	Installations nucléaires pour l'entreposage d'éléments combustibles usés ainsi que pour le conditionnement ou l'entreposage de déchets radioactifs	
40.3	...	*Procédure décisive:*
40.4	Décharges de types C, D et E	Autorisation de construire
40.5	...	*Autorité compétente:*
40.6	...	Conseil municipal ou
40.7	Installations de traitement des déchets: a. installations destinées au tri ou au traitement physique de plus de 10 000 t de déchets par an b. installations destinées au traitement biologique de plus de 5000 t de déchets par an c. installations destinées au traitement thermique ou chimique de plus de 1000 t de déchets par an	Commission cantonale des constructions
40.8	Entrepôts provisoires pour plus de 5000 t de déchets spéciaux	
40.9	Installations d'épuration des eaux usées d'une capacité supérieure à 20 000 équivalents-habitants	
5	**Constructions et installations militaires**	
50.1	Places d'armes, places de tir et places d'exercice appartenant à l'armée	A déterminer par le droit fédéral
50.2	Centres logistiques	
50.3	Aérodromes militaires	
50.4	Installations appartenant à l'armée et qui sont assimilables à l'un des types d'installation mentionnés dans l'annexe OEIE	
6	**Sport, tourisme et loisirs**	
60.1	Installations à câbles soumises à concession fédérale	A déterminer par le droit fédéral
60.2	Téléskis pour mettre en valeur de nouvelles zones ou relier entre eux différents domaines de sports d'hiver	*Procédure décisive:* Autorisation (art. 1 de l'ordonnance concernant la construction et l'exploitation de téléphériques et de téléskis sans concession fédérale)

		Autorité compétente: Département
60.3	Modifications de terrains supérieures à 5000 m² pour des installations de sports d'hiver	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions Si lié à une construction de téléski: Autorisation (art. 1 de l'ordonnance concernant la construction et l'exploitation de téléphériques et de téléskis sans concession fédérale) *Autorité compétente:* Département
60.4	Canons à neige, si la surface destinée à être enneigée est supérieure à 50 000 m²	*Procédure décisive:* Autorisation de construire
60.5	Stades comprenant des tribunes fixes pour plus de 20 000 spectateurs	*Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
60.6	Parcs d'attractions d'une superficie supérieure à 75 000 m² ou d'une capacité de plus de 4000 visiteurs par jour	
60.7	Terrains de golf de neuf trous et plus	
60.8	Pistes pour véhicules motorisés destinées à des manifestations sportives	
7	**Industrie**	
70.1	*) Usine d'aluminium	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions Si aucune procédure d'autorisation de construire n'est menée: Procédure d'approbation des plans (art. 9 de la loi sur le travail) par le département
70.2	Aciéries	
70.3	Usines de métaux non ferreux	
70.4	Installations destinées au prétraitement et à la fonte de ferraille et de vieux métaux	
70.5	Installations d'une surface d'exploitation supérieure à 5000 m² ou d'une capacité de production supérieure à 1000 t par an pour la synthèse de produits chimiques	
70.5a	Installations d'une capacité de production supérieure à 100 t par an pour la synthèse de substances actives de produits phytosanitaires, de biocides et de médicaments	
70.6	Installations d'une surface d'exploitation supérieure à 5000 m² ou d'une capacité de production supérieure à 10 000 t par an pour la transformation de produits chimiques selon les types d'installation n° 70.5 et 70.5a	
70.6a	...	
70.7	Entrepôts destinés au stockage des produits chimiques, d'une capacité utile supérieure à 1000 t	
70.8	Fabriques d'explosifs et fabriques de muni-	

tions

70.9 ...

70.10 Cimenteries

70.10a Unités de fabrication de revêtement d'une capacité de production supérieure à 20 000 t par an

70.11 Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la fabrication de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 t par jour

70.12 Fabriques de cellulose d'une capacité de production supérieure à 50 000 t par an

70.13 Installations industrielles destinées à la fabrication de papier et de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 t par jour

70.14 Usines fabriquant des panneaux d'aggloméré

70.15 Installations de traitement de surface de métaux et de matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affecté au traitement est supérieur à 30 m^3

70.16 Installations destinées à la production de chaux dans des fours rotatifs ou dans d'autres fours, avec une capacité de production supérieure à 50 t par jour

70.17 Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 t par jour

70.18 Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, avec une capacité de production supérieure à 75 t par jour ou une capacité de four supérieure à 4 m^3 et une densité d'enfournement supérieure à 300 kg/m3 par four

70.19 Installations destinées au prétraitement ou à la teinture de fibres ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 t par jour

70.20 Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, avec une capacité de consommation de solvants supérieure à 150 kg par heure ou à 200 t par an

70.21 Abattoirs, boucheries en gros et autre exploitations destinées à la fabrication de produits alimentaires à partir de matière

	premières animales (autres que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 30 t par jour	
70.22	Installations destinées à la fabrication de produits alimentaires à partir de matières premières végétales, avec une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle)	
70.23	Installations de traitement et de transformation du lait, pouvant recevoir plus de 200 t de lait par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)	
8	**Autres installations**	
80.1	Améliorations foncières générales: améliorations foncières intégrales de plus de 400 ha a. améliorations foncières intégrales avec irrigation ou drainage de terres b. agricoles d'une superficie supérieure 20 ha, ou modifications de terrain supérieures à 5 ha c. projets généraux de desserte agricole concernant une zone supérieure à 400 ha	*Procédure décisive:* Approbation au sens de l'art. 54 al. 1-3 de la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural *Autorité compétente:* Conseil d'Etat
80.2	Projets de desserte forestière concernant une zone supérieure à 400 ha	*Procédure décisive:* Approbation des plans selon l'art 47 de la loi sur les routes *Autorité compétente:* Conseil d'Etat
80.3	Gravières, sablières, carrières et autres exploitations d'extraction de matériaux non utilisés à des productions d'énergie, d'un volume global d'exploitation supérieur à 300 000 m3	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou Commission cantonale des constructions
80.4	Installations destinées à l'élevage d'animaux de rente, lorsque la capacité de l'exploitation (étables d'alpage exceptées) est supérieure à 125 unités de gros bétail UGB). Selon l'ordonnance sur la terminologie agricole, le coefficient de conversion en UGB des animaux consommant des fourrages grossiers est de 0,5 (O du 7 déc. 1998 sur la terminologie agricole)	S'il y a octroi de contributions/aides à l'investissement: *Procédure décisive:* Approbation au sens de l'art. 54 al. 4 de la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural *Autorité compétente:* Conseil d'Etat S'il y a octroi de crédits ou si aucune aide n'est octroyée: *Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:* Conseil municipal ou

		Commission cantonale des constructions
80.5	Centres commerciaux et magasins spécialisés d'une surface de vente supérieure à 7500 m²	*Procédure décisive:* Autorisation de construire *Autorité compétente:*
80.6	Places de transbordement des marchandises et centres de distribution disposant d'une surface de stockage des marchandises supérieure à 20 000 m2 ou d'un volume de stockage supérieur à 120 000 m³	Conseil municipal ou < Commission cantonale des constructions
80.7	Installations fixes de radiocommunication (uniquement les équipements de transmission), d'une puissance supérieure à 500 kW ou plus	

[1] Si le type d'installation est marqué d'un astérisque *), l'Office fédéral de l'environnement doit être consulté. Pour la désignation précise des installations, se référer à l'OEIE.
[2] Article 2 de la loi du 8 février 1996 sur les constructions.

A déterminer par le droit fédéral

BO No 25/2016, p. 1591.

Règlement concernant la loi sur le notariat

Modification du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
vu l'article 88 de la loi sur l'organisation entre les Conseils et les rapports entre les pouvoirs;
vu l'article 13 alinéa 4 de la loi sur le notariat;
vu le chapitre 1 section 2 du règlement concernant la loi sur le notariat du 7 septembre 2005;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

ordonne:

I
Le règlement concernant la loi sur le notariat du 7 septembre 2005 est modifié comme il suit:

Art. 9 al. 1 Commission des examens de notaires a) composition
[1] La commission d'examen est nommée pour une période de quatre ans par le Conseil d'Etat, sur proposition de l'Association pour les représentants de la profession. Elle comprend un président et 14 membres.

II
Le présent acte législatif sera publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1750.

Règlement sur les personnes en formation professionnelle initiale de l'Administration cantonale

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 29 à 32 de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (LTr);
vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr);
vu l'ordonnance fédérale du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr);
vu la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LALFPr) du 13 juin 2008;
vu l'ordonnance concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (OLALFPr) du 9 février 2011;
vu la loi du 19 novembre 2010 sur le personnel de l'Etat du Valais;
vu l'ordonnance du 22 juin 2011 sur le personnel de l'Etat du Valais;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Section 1: Dispositions générales

Art. 1 Principe et buts
[1] La formation des jeunes est une mission essentielle à toute société et il importe que l'Administration cantonale valaisanne puisse se montrer exemplaire dans ce domaine.
[2] La formation professionnelle initiale constituant un investissement en vue d'assurer une relève optimale tant pour l'économie cantonale que pour la société en général, l'Etat veut dispenser une formation de qualité et offrir des places d'apprentissage et de formation diversifiées et actualisées en concordance avec le marché de l'emploi.
[3] La dimension formatrice de l'Etat du Valais, en tant qu'institution publique, doit s'intégrer pleinement dans sa mission politique et économique afin de répondre aux attentes et aux besoins de la population et du marché de l'emploi.

Art. 2 Champ d'application
[1] Le présent règlement est applicable aux personnes en formation professionnelle initiale de l'Administration cantonale, des établissements de l'Etat, des tribunaux et du ministère public (ci-après: personnes en FPI).
[2] Sont exclues du présent règlement toutes les formations professionnelles initiales règlementées spécifiquement. La gestion administrative de ces formations est réglée par des dispositions du Conseil d'Etat en la matière.

Art. 3 Egalité entre hommes et femmes
Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

Art. 4 Définitions
[1] Les personnes en FPI sont composées:
a) des apprentis, qui suivent une FPI en entreprise;
b) des stagiaires MPC, qui effectuent un stage de longue durée dans le cadre d'une FPI en école conformément à l'ordonnance du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) sur la formation professionnelle initiale d'employée de commerce/employé de commerce avec certificat fédéral de capacité (CFC) du 26 septembre 2011;
c) des stagiaires EMVs, qui effectuent un stage de longue durée dans le cadre d'une FPI en école dispensée par l'Ecole des Métiers du Valais.
[2] La formation professionnelle initiale vise à transmettre et à faire acquérir les compétences, les connaissances et le savoir-faire indispensables à l'exercice d'une activité dans une profession, un champ professionnel ou un domaine d'activité. Les diplômes obtenus lors de ce cursus sont soit une attestation fédérale de formation professionnelle, soit un certificat fédéral de capacité. Un certificat fédéral de maturité professionnelle peut être obtenu en sus du certificat fédéral de capacité, conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales en la matière.

Section 2: Modalités d'engagement et de résiliation

Art. 5 Compétences
La compétence du Conseil d'Etat en matière d'engagement et de résiliation est déléguée au Service des ressources humaines (SRH) avec préavis des services concernés.

Art. 6 Mise au concours – Exigences d'engagement
[1] Tous les postes d'apprentis et de stagiaires MPC sont mis au concours par le SRH de manière publique dans le Bulletin officiel, si nécessaire dans les journaux, les revues spécialisées, les sites Internet et/ou d'autres moyens de communication. Les postes de stagiaires EMVs sont en principe mis au concours dans les écoles concernées.
[2] Si le résultat de cette mise au concours s'avère insuffisant, un poste peut être repourvu par des offres tardives ou spontanées, pour autant que l'appelé remplisse les exigences du poste mis au concours.
[3] Les personnes en FPI ne pourront être engagées à un poste où il existe des rapports de subordination immédiate avec des parents ou alliés des premier et deuxième degrés.
[4] Avant la conclusion du contrat, l'Etat du Valais peut exiger que le candidat lui présente un certificat médical ou tout autre document pertinent attestant de son aptitude à la formation envisagée. L'autorité d'engagement peut en tout temps demander de renouveler ces documents.

Art. 7 Processus de sélection
Le SRH définit des processus de sélection méthodiques et standardisés à appliquer pour tout engagement de personnes en FPI.

Art. 8 Déroulement de la formation
Le Conseil d'Etat peut prévoir, sur proposition du SRH, des mesures organisationnelles spécifiques en vue de faciliter l'atteinte des objectifs fixés dans les ordonnances fédérales sur la formation professionnelle initiale.

Art. 9 Contrats de droit public d'apprentissage et de stage
[1] Les contrats d'apprentissage et de stage ne sont valables que s'ils sont passés par écrit.
[2] Le contrat indique notamment la nature, la durée de la formation professionnelle, le salaire convenu pour toute la période de formation, la durée du temps d'essai, la durée du travail et le droit aux vacances conformément à la législation applicable.
[3] Restent applicables les dispositions relatives aux employés de l'Etat du Valais.

Art. 10 Temps d'essai
[1] Le temps d'essai est de trois mois.
[2] Avant l'expiration du temps d'essai, ce dernier peut exceptionnellement être prolongé de trois mois supplémentaires jusqu'à six mois, d'entente entre les parties et sur approbation du Service de la formation professionnelle.
[3] Pendant le temps d'essai, chacune des parties peut résilier le contrat d'apprentissage ou de stage en tout temps moyennant un délai de congé de sept jours.

Art. 11 Durée de l'engagement
[1] La durée d'engagement est définie par les modalités du contrat d'apprentissage ou de stage conclu entre la personne en FPI, son représentant légal et l'Etat du Valais.
[2] L'engagement de la personne en FPI prend fin sans résiliation au terme de la durée fixée par le contrat d'apprentissage ou de stage, sous réserve d'une éventuelle prolongation.
[3] La durée de la formation professionnelle initiale peut être écourtée de manière appropriée pour les personnes qui ont beaucoup de facilité ou qui ont une formation préalable et prolongée pour les personnes qui ont notamment des difficultés d'apprentissage ou qui présentent un handicap.
[4] En cas de redoublement de l'année scolaire, d'échec à la procédure de qualification ou d'autres justes motifs, l'autorité d'engagement peut prolonger l'engagement sur proposition du service concerné et sur préavis du Service de la formation professionnelle.
[5] Demeure réservée la résiliation en tout temps pour justes motifs par l'autorité d'engagement.

Art. 12 Résiliation après le temps d'essai
[1] Après le temps d'essai, le contrat d'apprentissage ou de stage peut être résilié d'un commun accord entre les parties.

[2] Le contrat d'apprentissage ou de stage peut être résilié immédiatement par l'employeur ou la personne en FPI pour de justes motifs, notamment:
a) si la personne en FPI n'a pas les aptitudes physiques ou intellectuelles indispensables à sa formation ou si sa santé ou sa moralité est compromise; la personne en FPI et, le cas échéant, ses représentants légaux, doivent être entendus au préalable;
b) si la formation ne peut être achevée ou ne peut l'être que dans des conditions essentiellement différentes de celles qui avaient été prévues;
c) après un avertissement, si la personne en FPI ne suit pas les cours auxquels elle est astreinte.
[3] Si le contrat d'apprentissage ou de stage est résilié, le SRH doit en aviser immédiatement le SFOP.
[4] Une procédure du SRH précise les modalités en cas de résiliation du contrat.

Section 3: Obligations et droits de la personne en FPI

Art. 13 Obligations
[1] La personne en FPI doit tout mettre en œuvre afin d'atteindre le but de sa formation.
[2] Elle doit fournir une prestation de travail, avoir un comportement irréprochable, acquérir les connaissances pratiques et suivre les cours interentreprises ainsi que, le cas échéant, les cours professionnels.

Art. 14 Droit au traitement
La personne en FPI a droit à un traitement. Celui-ci, à l'exception du treizième salaire, est versé à la fin de chaque mois. Le traitement se compose des postes suivants:
a) traitement de base;
b) treizième salaire.

Art. 15 Traitements
[1] Tous les traitements des personnes en FPI sont versés sur la base du barème fixé par le Conseil d'Etat.
[2] Ces montants sont adaptés au renchérissement dans la même mesure que pour l'ensemble de l'Administration cantonale.

Art. 16 Traitement versé en cas de répétition d'une année d'apprentissage
En cas de répétition d'une année d'apprentissage, la rémunération versée correspond au traitement de l'année qui doit être répétée.

Art. 17 Certificat médical
[1] En principe, les absences pour cause de maladie ou d'accident doivent être justifiées par un certificat médical après trois jours successifs.
[2] Exceptionnellement, le chef de service peut réclamer un certificat médical dès le premier jour d'absence pour autant qu'il en ait préalablement informé par écrit la personne en FPI.
[3] En cas de maladie ou d'accident survenant durant les vacances, le certificat

médical doit être établi dès le premier jour de maladie ou d'accident pour permettre la récupération des jours de vacances.
[4] En cas d'absence prolongée, la personne en FPI doit présenter chaque mois un nouveau certificat médical.
[5] L'avis du médecin-conseil peut en tout temps être requis.

Art. 18 Traitement versé en cas de maladie et d'accident et réduction des vacances
En cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident, les dispositions applicables aux employés d'Etat font foi. Le droit au traitement prend fin à l'échéance du contrat d'apprentissage ou de stage.

Art. 19 Accidents
[1] La personne en FPI est assurée obligatoirement selon les dispositions de la loi fédérale sur l'assurance accidents du 20 mars 1981 (LAA).
[2] L'employeur assure les personnes en FPI contre les risques d'accidents professionnels et non professionnels.
[3] Les primes d'assurance accidents non professionnels sont à la charge de la personne en FPI.

Art. 20 Traitement versé en cas de maternité et d'adoption
[1] Sont applicables les dispositions arrêtées en la matière dans la loi et l'ordonnance fixant le traitement des employés de l'Etat du Valais, ceci pour autant que la personne en FPI suive les cours interentreprises et, respectivement, que l'apprenti suive les cours professionnels.
[2] Si les rapports de service cessent dans les six mois qui suivent l'accouchement, le droit au traitement prend fin à l'échéance du contrat d'apprentissage ou de stage.

Art. 21 Service militaire et protection civile
[1] En cas de service militaire obligatoire ou non obligatoire, la personne en FPI n'a pas droit au salaire. Elle perçoit, par contre, les allocations pour perte de gain allouées par la Caisse cantonale de compensation.
[2] La personne en FPI est tenue de remettre à l'administration des finances la carte d'allocation pour perte de gain dans les cinq jours suivant l'accomplissement de chaque service obligatoire ou non.

Art. 22 Jeunesse et sport
Sont applicables les dispositions arrêtées en la matière dans l'ordonnance concernant le traitement des employés de l'Etat du Valais.

Art. 23 Congés non payés
[1] Sont applicables les dispositions en la matière fixées dans l'ordonnance concernant le traitement des employés de l'Etat du Valais.
[2] Pendant le congé non payé, la personne en FPI reste astreinte à suivre les cours interentreprises ainsi que le cas échéant les cours professionnels.

Art. 24 Indemnités de déplacements et de repas
[1] Le déplacement entre le domicile civil et le lieu habituel de travail n'est pas remboursé, y compris les samedis, les dimanches, les jours fériés et chômés
[2] Pour les déplacements entre les lieux de domicile et de cours professionnels, le règlement concernant les modalités de prise en charge des frais de déplacement en transport public pour les apprentis et étudiants du secondaire du deuxième degré général du 6 juin 2012 fait foi.
[3] La personne en FPI peut se faire rembourser le trajet supplémentaire occasionné par la fréquentation des cours interentreprises sur la base des frais de transports publics (billet 2e classe) depuis le lieu habituel de travail, le lieu de cours professionnels ou le domicile civil (lieu le plus proche du lieu de destination). Dans tous les cas, les trajets selon l'alinéa 1 et l'alinéa 2 ne sont pas remboursés.
[4] Pour les cours interentreprises, les indemnités de repas sont remboursées aux personnes en FPI pour autant que le lieu de cours diffère du lieu habituel de travail et/ou de cours professionnels et/ou de domicile.
[5] Le règlement sur les indemnités de déplacements du 24 juin 2010 est également applicable aux personnes en FPI pour le service extérieur et la fréquentation des cours de formation internes à l'Administration cantonale.

Art. 25 Droit aux vacances
Indépendamment de son âge, la personne en FPI a droit à cinq semaines de vacances payées par année d'apprentissage ou de stage.

Art. 26 Formation
[1] La formation professionnelle initiale se décline sur plusieurs niveaux: la formation sur la place de travail, les cours interentreprises relatifs à chaque branche professionnelle et, le cas échéant, les cours dispensés par l'école professionnelle.
[2] La personne en FPI s'engage tout au long de son cursus à s'investir afin d'acquérir toutes les compétences nécessaires à l'accomplissement de sa formation.
[3] En contrepartie, les différentes instances s'engagent à fournir les conditions nécessaires au bon déroulement de la formation professionnelle initiale.

Art. 27 Développement de la qualité
[1] Dans le but d'améliorer de manière continue la qualité de la formation en entreprise, les services sont tenus d'utiliser les outils prescrits par les ordonnances fédérales sur la formation professionnelle initiale ou proposés par les organismes intercantonaux (plans de formations et guides méthodiques, rapports semestriels, dossiers de formation, etc.) et/ou par l'employeur.
[2] Les services doivent fournir à la fin de chaque semestre les notes d'expérience prévues par les ordonnances fédérales sur la formation professionnelle initiale et tout autre élément comptant pour les procédures de qualification, conformément aux directives du Service de la formation professionnelle et/ou des branches professionnelles.

Section 4: Conséquences des violations des devoirs de service

Art. 28 Cas disciplinaires
En cas de violation intentionnelle ou par négligence des devoirs de service, la personne en FPI engage sa responsabilité.

Art. 29 Mesures disciplinaires
[1] Pour les mesures disciplinaires, les dispositions en la matière fixées dans la loi et l'ordonnance sur le personnel de l'Etat du Valais sont applicables.
[2] Les procédures pénales et civiles demeurent réservées.

Section 5: Dispositions finales

Art. 30 Entrée en vigueur et abrogation du droit antérieur
[1] Le présent règlement est publié dans le Bulletin officiel du canton du Valais et entre en vigueur le 1er août 2016.
[2] Avec l'entrée en vigueur du présent règlement sont abrogées toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires, notamment le règlement sur les apprentis de l'Administration cantonale du 20 juin 2007.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1750.

Règlement sur les itinéraires de mobilité de loisirs (RIML)

Modification du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi sur les itinéraires de mobilité de loisirs du 14 septembre 2011 (LIML);
sur la proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement,

arrête:

I

Le règlement sur les itinéraires de mobilité de loisirs du 21 décembre 2011 est modifié comme il suit:

Art. 2 al. 2 Services spécialisés et service chargé de diriger les procédures

[2] Le service spécialisé compétent pour le subventionnement, la surveillance concernant la signalisation, l'entretien et la construction d'ouvrages ainsi que pour l'examen et le contrôle des modifications et mesures de remplacement est celui en charge des routes.

II

Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1752.

Règlement fixant le tarif des émoluments et des frais en matière de navigation intérieure

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 62 alinéa 1 de la loi fédérale sur la navigation intérieure du 3 octobre 1975 et l'ordonnance sur la navigation dans les eaux suisses du 8 novembre 1978;
vu l'article 3 lettre f de la loi d'application de la loi fédérale sur la navigation intérieure et de l'accord franco-suisse concernant la navigation sur le Léman du 2 juillet 1982;
vu la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives du 14 mai 1998;
vu l'art. 88 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité;

arrête:

Art. 1 Champ d'application
[1] Le Service de la circulation routière et de la navigation perçoit les émoluments et les frais énumérés aux articles 2 à 8 ci-après en matière de navigation intérieure.
[2] Les droits de timbre sont perçus en sus.

Section 1: Admission des personnes à la navigation

Art. 2 Permis de conduire

2.1	Admission des conducteurs:	
2.1.1	Constitution du dossier, carte d'autorisation comprise	Fr. 40.-
2.1.2	Délivrance d'une carte d'autorisation supplémentaire dans les 18 mois ou duplicata	Fr. 20.-
2.2	Examen théorique:	
2.2.1	Catégories A et D	Fr. 30.-
2.2.2	Examen complémentaire pour catégories B, C et E	Fr. 75.-
2.2.3	Prolongation de la validité de l'examen théorique réussi	Fr. 20.-
2.3	Examen pratique:	
2.3.1	Catégorie A, bateaux à moteur	Fr. 175.-
2.3.2	Catégorie B, bateaux à passagers: selon le temps consacré	
2.3.3	Catégorie C, bateaux à marchandises ainsi qu'engins flottants ayant leurs propres moyens de propulsion: selon le temps consacré.	

2.3.4	Catégorie D, bateaux à voile	Fr. 175.-
2.3.5	Catégorie E, bateaux de construction particulière: selon le temps consacré	
2.3.6	Examen particulier effectué sur demande hors du programme des inspecteurs: selon le temps consacré	
2.4	Répétition d'un examen:	
2.4.1	Répétition de l'examen théorique ou pratique complet: émolument prévu sous chiffres 2.2.1, 2.2.2 et 2.3.1 à 2.3.6.	
2.4.2	Répétition de l'examen théorique ou pratique partiel: selon le temps consacré	
2.5	Examen théorique, pratique ou particulier non décommandé 7 jours ouvrables avant le jour fixé: émolument prévu pour l'examen sollicité	
2.6	Frais des examens médicaux, des expertises médicales, psychotechniques, psychologiques, psychiatriques: à la charge de l'intéressé et paiement direct à la personne ou à l'institut chargé de l'examen ou de l'expertise	
2.7	Délivrance du permis de conduire	Fr. 50.-
2.8	Délivrance d'un duplicata ou d'un nouveau permis de conduire suite à des changements de faits annotés sur le document (décisions, adjonction catégorie, etc.) ou changement de canton	Fr. 30.-
2.9	Délivrance, sans examen, d'un permis de conduire suisse sur la base d'un permis de conduire étranger	Fr. 100.-
2.10	Délivrance d'un permis de conduire international ou son renouvellement	Fr. 30.-
2.11	Autorisation de subir un examen théorique et/ou pratique dans un autre canton	Fr. 40.-
2.12	Changement d'adresse sur le permis de conduire suisse ou sur le permis international	Fr. 10.-
2.13	Moyens didactiques pour théorie navigation: selon le prix fixé par la VKS	

Section 2: Admission des bateaux à la navigation

Art. 3 Permis de navigation

3.1	Admission des bateaux:	
3.1.1	Constitution du dossier	Fr. 30.-
3.1.2	Constitution du dossier pour bateau neuf ou d'occasion étranger	Fr. 55.-
3.2	Délivrance d'un permis de navigation	Fr. 50.-
3.3	Délivrance d'un permis de navigation collectif	Fr. 50.-
3.4	Délivrance d'un duplicata ou d'un nouveau permis de navigation suite à des changements de faits annotés dans le document	Fr. 30.-
3.5	Changement d'adresse dans un permis de navigation	Fr. 10.-

3.6	Dépôt temporaire du permis de navigation et des écussons autocollants, renouvellement de ces derniers compris	Fr. 30.-
	Le permis de navigation déposé au bureau de la navigation est conservé durant deux ans. A l'échéance de ce délai, il sera annulé et retourné à son titulaire.	
3.7	Autorisation temporaire de naviguer (maximum 48 heures) pour bateau suisse	Fr. 80.-
3.7.1	Autorisation de naviguer pour un bateau ayant son lieu de stationnement à l'étranger	Fr. 50.-
3.7.2	Assurance responsabilité civile plaques temporaires (maximum 48 heures) et bateau ayant son lieu de stationnement à l'étranger: selon tarif de la compagnie d'assurance.	
3.7.3	Caution pour plaques temporaires	Fr. 100.-
3.8	Autorisation provisoire de naviguer en raison d'une inspection technique non terminée	Fr. 25.-

Art. 4 Plaques de contrôle

4.1	Plaques de contrôle pour immatriculation normale, temporaire, bateaux ayant leur lieu de stationnement à l'étranger ou non dédouanés	Fr. 50.-
4.2	Plaque unique	Fr. 30.-
4.3	Emolument supplémentaire pour numéro de plaques de contrôle au choix du détenteur	Fr. 30.-
4.4	Plaques professionnelles	Fr. 80.-
4.5	Dépôt temporaire des plaques en métal auprès d'un office de poste, selon convention en vigueur. Les plaques en métal déposées auprès d'un office de poste sont conservées durant deux ans. A l'échéance de ce délai, elles seront annulées d'office.	

Art. 5 Inspections

5.1	Inspections d'admission:	
5.1.1	Inspection d'admission d'un bateau exclu de la Dir.2013/53/UE:	
	a) bateau de plaisance à rames ou bateau de plaisance se déplaçant par un autre système de transmission de la force humaine: selon le temps consacré, mais au minimum	Fr. 70.-
	b) bateau de plaisance motorisé ou à voiles: selon le temps consacré, mais au minimum	Fr. 105.-
	c) autres bateaux: selon le temps consacré, mais au minimum	Fr. 140.-
5.1.2	Inspection d'admission d'un bateau de sport au bénéfice d'un certificat CE:	
	a) établissement du procès-verbal d'admission	Fr. 50.-
	b) établissement du procès-verbal du contrôle technique	Fr. 50.-
5.1.3	Emoluments supplémentaires pour inspection d'admission:	
	a) par moteur fixe	Fr. 25.-

	b) par moteur hors-bord	Fr. 10.-
	c) par installation sanitaire fixe	Fr. 10.-
	d) par réservoir à carburant fixe	Fr. 10.-
	e) pour premier plombage	Fr. 100.-
	f) par plombage supplémentaire	Fr. 50.-
	g) mesure des émissions sonores et établissement du procès-verbal	Fr. 190.-
	h) mesurage de la surface vélique et établissement du procès-verbal	Fr. 70.-
	i) mesurage de la stabilité, du franc-bord, de la largeur à la ligne de flottaison	Fr. 50.-
	j) contrôle de l'insubmersibilité	Fr. 100.-
5.2	Inspection périodique et inspection d'office: est considéré équipement supplémentaire chaque élément mentionné à l'article 5.1.3 lettres c et d.	
	a) bateau à rames ou se déplaçant par un autre système de transmission de la force humaine	Fr. 35.-
	b) bateau de plaisance ou de sport motorisé	Fr. 70.-
	c) bateau de plaisance ou de sport 1 mot. HB et plus de 3 équip. supplémentaires	Fr. 105.-
	d) bateau de plaisance ou de sport plus de 1 mot. HB et plus de 2 équip. supplémentaires	Fr. 105.-
	e) bateau de plaisance ou de sport plus de 1 mot. HB et plus de 5 équip. supplémentaires	Fr. 140.-
	f) bateau de plaisance ou de sport 1 mot. IB et plus de 2 équip. supplémentaires	Fr. 105.-
	g) bateau de plaisance ou de sport 1 mot. IB et plus de 5 équip. supplémentaires	Fr. 140.-
	h) bateau de plaisance ou de sport plus de 1 mot. IB et plus de 1 équip. supplémentaires	Fr. 105.-
	i) bateau de plaisance ou de sport plus de 1 mot. IB et plus de 3 équip. supplémentaires	Fr. 140.-
	j) autre bateau: selon le temps consacré, mais au minimum	Fr. 70.-
	k) bateau de louage, pour les inspections regroupées: selon le temps consacré	
5.3	Emoluments supplémentaires pour inspection périodique ou d'office:	
	a) pour premier plombage	Fr. 100.-
	b) par plombage supplémentaire	Fr. 50.-
	c) mesure des émissions sonores et établissement du procès-verbal	Fr. 190.-
	d) mesurage de la surface vélique et établissement du procès-verbal	Fr. 70.-
	e) mesurage de la stabilité, du franc-bord, de la largeur à la ligne de flottaison	Fr. 50.-
	f) contrôle de l'insubmersibilité	Fr. 100.-

5.4	Rendez-vous pour inspection non décommandé 4 jours ouvrables avant le jour fixé: émolument prévu pour l'inspection manquée	
5.5	Contrôle complémentaire (coque en bois, etc.) ou contrôle subséquent suite à une inspection non réussie: selon le temps consacré, mais au minimum	Fr. 35.-
5.6	Inspection effectuée sur demande hors du programme des inspecteurs ou dans un lieu choisi par le détenteur du bateau: selon le temps consacré	

Section 3: Mesures administratives, mesures d'exécution et sanctions pénales

Art. 6 Mesures administratives, mesures d'exécution

6.1	Décision ordonnant un examen médical, un nouvel examen théorique, pratique ou une course de contrôle	Fr. 80.- à Fr. 300.-
6.2	Refus de délivrer une carte d'autorisation ou un permis de conduire	Fr. 80.- à Fr. 300.-
6.3	Avertissement	Fr. 80.- à Fr. 200.-
6.4	Retrait d'une carte autorisation ou du permis de conduire	
6.4.1	Retrait préventif	Fr. 80.- à Fr. 300.-
6.4.2	Retrait de sécurité ou d'admonestation	Fr. 120.- à Fr. 300.-
6.5	Interdiction de faire usage d'un permis de conduire étranger	Fr. 120.- à Fr. 300.-
6.6	Décision de restitution d'une carte d'autorisation ou du permis de conduire	Fr. 120.- à Fr. 300.-
6.7	Décision de restitution provisoire d'une carte d'autorisation ou d'un permis de conduire saisi par la police	Fr. 80.- à Fr. 100.-
6.8	Décision relative à l'exécution d'un retrait d'admonestation	Fr. 80.- à Fr. 150.-
6.9	Retrait du permis de navigation	Fr. 100.- à Fr. 200.-
6.10	Edition d'un ordre de séquestre	Fr. 90.-
6.11	Décision de retrait des droits et autorisations accordés selon ch. 8.1	Fr. 100.- à Fr. 200.-
6.12	Autres décisions non prévues par le présent règlement	Fr. 80.- à Fr. 300.-
6.13	Les débours de l'autorité sont calculés conformément aux articles 2 et 5 à 9 de la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autoRités judiciaires ou administratives du 14 mai 1998.	

Art. 7 Sanctions pénales

7.1	Emolument de la décision pénale	Fr. 60.- à Fr. 200.-
7.2	Les débours de l'autorité sont calculés conformément aux articles	

2 et 5 à 9 de la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives du 14 mai 1998.

Section 4: Dispositions diverses et finales

Art. 8 Autres émoluments et débours

8.1	Enquête en vue de la délivrance de plaques professionnelles, autorisation d'exploiter une entreprise de louage, autorisation pour contrôles subséquents par atelier reconnu, autorisation pour inspections d'admission des bateaux homologués, autorisation pour services antipollution des moteurs, autorisation d'organiser une manifestation sportive ou une fête nautique: selon le temps consacré.	
8.1.1	Délivrance d'une autorisation relative au point 8.1	Fr. 100.-
8.1.2	Renouvellement annuel de l'autorisation d'exploiter une entreprise de louage:	
	- sans modification	Fr. 65.-
	- avec modification	Fr. 100.-
8.1.3	Contrôle subséquent des entreprises titulaires d'une autorisation ou de permis de circulation collectif: selon le temps consacré.	
8.2	Attestations, déclarations	Fr. 20.- à Fr. 50.-
8.3	Renseignements spéciaux et autres prestations non prévues par le présent règlement: selon leur importance.	
8.4	Lois, arrêtés, imprimés: selon le prix du jour	
8.5	Photocopies: la page	Fr. 1.-
8.6	Chaque fois que le coût de la prestation doit être déterminé en fonction du temps consacré, le prix de l'heure est de Fr. 120.- par personne	
8.7	Aux montants facturés en fonction du temps consacré, s'ajoutent les frais de déplacement qui comprennent une indemnité horaire calculée conformément au chiffre 8.6 ci-devant et une indemnité de Fr. 0.70 par kilomètre effectif parcouru.	

Art. 9 Dispositions finales

[1] Le règlement fixant le tarif des émoluments et des frais en matière de navigation intérieure du 7 avril 2004 est abrogé.

[2] Le présent règlement sera publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er juillet 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1752.

Règlement concernant les modalités de prise en charge des frais de transport pour les apprentis et étudiants du secondaire du deuxième degré général

Modification du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 12 de la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I

Le règlement concernant les modalités de prise en charge des frais de transport pour les apprentis et étudiants du secondaire du deuxième degré général du 6 juin 2012 (RS/VS 400.120) est modifié comme il suit:

Art. 4 al. 5 et 6 Tâches et responsabilités

[5] Le service en charge des transports vérifie que les apprentis et les étudiants figurant sur les listes remplissent la condition d'octroi prévue à l'article 3 lettre c du présent règlement. Il émet les bons (ci-après «rail-check») en collaboration avec les CFF sur lesquels figurent les lieux de domicile et de cours de l'ayant droit.

[6] Les ayants droit se rendent aux guichets des entreprises de transport qui effectuent directement le calcul du montant du rail-check.

Art. 7 al. 1bis et 5 Rail-check

[1bis] Le montant du rail-check, calculé par les entreprises de transport, correspond en principe à la moitié de l'abonnement de parcours deuxième classe entre les lieux de domicile et de cours. En tous les cas, le montant maximum du rail-check s'élève à la moitié du prix, déterminé selon l'âge de l'ayant droit, de l'abonnement général deuxième classe, le solde du prix de l'abonnement choisi étant à la charge des parents.

[5] En cas d'émission de rail-check durant le mois de janvier, son montant est réduit de moitié.

II

Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er juin 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1754.

Règlement d'étude des filières à temps partiel pour l'enseignement dans les écoles du secondaire du degré I et du degré II général (écoles de maturité) de la Haute école pédagogique du Valais

Modification du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu le courrier de la CDIP du 9 juillet 2014 annonçant une modification de la pratique concernant le volume minimal de la formation scientifique requise pour le diplôme d'enseignement pour les écoles de maturité;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement d'études des filières à temps partiel pour l'enseignement dans les écoles du secondaire du degré I et du degré II général (écoles de maturité) de la Haute école pédagogique du Valais du 24 juin 2009 (RS/VS 419.108) est modifié comme il suit:

Art. 5 let. b et c Commission d'admission
La Commission d'admission statue sur le dossier de chaque candidat et prononce:
b) l'admission sous réserve de l'obtention du titre prérequis de la formation scientifique ou de crédits complémentaires pour la date indiquée par la HEP-VS;
c) l'admission sous réserve de l'attribution d'une place de stage par l'établissement employeur.

Art. 8 al. 1 et 2 Admission dans les filières du diplôme d'enseignement pour le degré secondaire I et les écoles de maturité et du diplôme d'enseignement pour les écoles de maturité
[1] En vue de l'obtention d'un diplôme d'enseignement mono-disciplinaire, la discipline enseignable doit comptabiliser 120 crédits ECTS dont 30 crédits ECTS obtenus dans le second cycle (master).
[2] En vue de l'obtention d'un diplôme d'enseignement bi-disciplinaire, la discipline enseignable A doit comptabiliser 120 crédits ECTS dont 30 crédits ECTS obtenus dans le second cycle (master) et la discipline enseignable B doit comptabiliser au minimum 90 crédits ECTS dont 30 ECTS obtenus durant le second cycle (master).

Art. 9 al. 1 et 2 Les branches enseignables
[1] Les branches enseignables suivantes sont offertes comme spécialisation didactique dans les filières du diplôme d'enseignement pour le degré secon-

daire I: français (langue de scolarisation); français (langue étrangère); allemand (langue de scolarisation); allemand (langue étrangère); anglais; histoire; éthique et cultures religieuses; géographie; mathématiques; sciences de la nature (biologie, chimie, physique); éducation physique; arts visuels; musique. [2] Les branches enseignables suivantes sont offertes comme spécialisation didactique dans les filières du diplôme d'enseignement pour le degré secondaire I et les écoles de maturité et du diplôme d'enseignement pour les écoles de maturité: français (langue de scolarisation); français (langue étrangère); allemand (langue de scolarisation); allemand (langue étrangère); anglais; espagnol; italien; latin (langue étrangère); grec; histoire; religions; géographie; mathématiques; biologie; chimie; physique; informatique; économie et droit; philosophie; pédagogie/psychologie; sport; histoire de l'art; arts visuels; musique.

Art. 11 Titres universitaires et polytechniques particuliers

[1] La reconnaissance de titres académiques étrangers par la HEP-VS se fonde sur les recommandations de Swissuniversities.

Art. 12 Compétences langagières dans les langues d'enseignement

[3] Le niveau de compétences attendu est le C2 tel que prévu dans le portfolio européen des langues. La direction de la HEP-VS peut faire évaluer ce niveau de compétences attendu.

II
Dispositions transitoires

Les candidats ayant déposé leur dossier de candidature à la HEP-VS en 2015 et pour lesquels la Commission d'admission a constaté qu'ils remplissaient les conditions d'admission prévues aux articles 7 et 8 dans leur teneur au 20 mai 2016 peuvent être admis pour les années académiques 2016-2017 et 2017-2018 sur la base de ces anciennes conditions. Il en va de même pour les étudiants inscrits à la HEP-VS durant cette même période et qui sont candidats à un diplôme additionnel ou consécutif.

III

Le présent acte législatif est publié au Bulletin Officiel pour entrer en vigueur le 21 mai 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1754.

Règlement d'exécution de la loi sur la chasse

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 53 chiffre 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 53 alinéa 2 de la loi sur la chasse du 30 janvier 1991 (LcChP);
sur la proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE),

arrête:

Chapitre 1: Examen de capacité

Art. 1 Principe
[1] Pour obtenir le permis de chasse, le candidat doit suivre une formation théorique et pratique, puis réussir un examen écrit et oral, ainsi qu'un examen de tir à la carabine et au fusil.
[2] Aucun permis de chasse ne peut être délivré à une personne dont il y a lieu de craindre qu'en possession d'une arme elle puisse l'utiliser d'une manière dangereuse pour elle-même ou pour autrui.
[3] La responsabilité de la formation des candidats incombe au Service de la chasse, de la pêche et de la faune (ci-après: service), qui peut déléguer à la Fédération valaisanne des sociétés de chasse (ci-après: FVSC) tout ou partie de l'organisation des cours et examens nécessaires.
[4] En cas d'échec à l'examen, le candidat n'est pas tenu de suivre à nouveau les cours de formation.

Art. 2 Formation
[1] La formation du candidat s'étend sur deux ans au minimum.
[21] Le programme de la première année consiste en une formation pratique de 50 heures au moins portant notamment sur les matières suivantes:
a) la connaissance des animaux sauvages et de leurs biotopes;
b) la connaissance de l'environnement, de la biodiversité et de l'écologie;
c) la connaissance et l'utilisation des chiens de chasse et de rouge;
d) le tir, la connaissance et la manipulation des armes;
e) des travaux d'utilité, définis de cas en cas par le service, pour un maximum
de dix heures.
[3] La Commission d'examen fixe le nombre minimum d'heures de formation à suivre dans les différents modules pour être admis aux examens. Le candidat qui a manqué une journée de formation pour des motifs impérieux, peut la remplacer par une journée de rattrapage organisée par le Service.
[4] Le programme de la deuxième année comprend un cours théorique, avec une fréquentation minimale de sept jours. L'instruction porte notamment sur:

a) la législation relative à la chasse et à la protection des mammifères et oiseaux sauvages, ainsi que sur les législations connexes;
b) l'éthique de la chasse, la biodiversité et l'écologie;
c) la connaissance des mammifères et des oiseaux sauvages;
d) la technique et la pratique de la chasse;
e) les chiens de chasse et les chiens de rouge;
f) les armes et les munitions de chasse;
g) les maladies du gibier et les dommages aux cultures.
[5] Le service est compétent pour exclure de la formation un candidat dont le comportement perturbe le bon déroulement des cours ou qui démontre un désintérêt manifeste pour l'enseignement dispensé. Cette procédure intervient sur rapport écrit d'un instructeur. L'exclusion ne donne pas droit au remboursement de l'émolument de formation et d'examen.

Art. 3 Stands de tir
[1] Les entraînements et les examens de tir sont organisés sur des stands de tirs déterminés par le service dans les différentes régions du canton.
[2] Le service peut prévoir un tournus entre les stands de tirs agréés.

Art. 4 Inscription aux cours de formation
[1] Celui qui requiert son inscription aux cours de formation doit être âgé d'au moins 18 ans révolus au 31 décembre de l'année en cours et ne pas réaliser un motif de refus du permis au sens de l'article 13 de la loi sur la chasse du 30 janvier 1991 (LcChP, ci-après: la loi).
[2] L'inscription doit être accomplie au plus tard le 1er octobre de l'année en cours.
[3] L'inscription n'est valable que pour une période de deux ans tant pour la formation pratique que théorique. Passé ce délai, une nouvelle inscription est obligatoire.

Art. 5 Examen
[1] L'examen porte sur chaque branche inscrite au programme de formation selon l'article 2 du présent règlement.
[2] L'examen comporte:
a) une épreuve de tir à balle et à grenaille au terme de la formation pratique;
b) un examen théorique, écrit et oral, au terme de la deuxième année de formation.
[3] Celui qui obtient un résultat insuffisant aux épreuves du tir est autorisé à poursuivre sa formation et à se présenter à l'examen théorique.
[4] Celui qui échoue à l'examen théorique est dispensé de refaire l'épreuve du tir dans le délai de quatre ans.
[5] Dès le deuxième échec à l'examen théorique, le candidat peut demander d'effectuer la totalité de l'examen par oral. Cet examen est organisé lors des sessions ordinaires.
[6] Dès le deuxième échec à l'examen de tir, le candidat peut demander à effectuer le tir seul. Cet examen personnel, organisé hors d'une session ordinaire, exige la disponibilité d'une cible équipée de système électronique avec une imprimante affichant le résultat.

Art. 6 Sessions d'examens et inscriptions à l'examen
[1] L'examen théorique a lieu au printemps. L'épreuve de tir est organisée à raison de deux sessions par année, une en automne et une au printemps.
[2] Le candidat est réputé inscrit à l'examen pour la session qui suit chaque période de formation, sauf avis contraire de sa part signifié au service 15 jours avant la session. Le service décide des exceptions pour de justes motifs.
[3] Le candidat qui ne se présente pas à l'examen ou qui a subi un échec peut se réinscrire auprès du service, au plus tard dans les trente jours qui précèdent une nouvelle session et s'acquitter dans le même délai de la taxe prescrite.
[4] Le candidat qui échoue aux épreuves de tir a la possibilité de refaire ces examens lors de la même session. Si cette deuxième tentative se solde par un échec, il doit se présenter à une nouvelle session, selon les modalités définies ci-dessus au 3e alinéa.

Art. 7 Commission d'examen
[1] Une commission d'examen est nommée par le Conseil d'Etat pour la période administrative, comprenant un groupe pour le Valais romand et un groupe pour le Haut-Valais. Cette commission présidée par le Chef du service ou par son remplaçant se réunit au minimum une fois tous les cinq ans. Elle a notamment pour tâches:
a) de fixer les conditions des épreuves de tir, des examens écrits et oraux, le nombre de questions à poser et le barème des points pour les différentes épreuves;
b) de déterminer le nombre de points à obtenir pour la réussite des examens;
c) d'apprécier les travaux des candidats et d'attribuer les notes.
[2] Les prescriptions d'examen découlant des lettres a et b ci-devant sont communiquées d'avance aux candidats.

Art. 8 Emoluments de formation et d'examen
[1] Au moment de son inscription au cours, le candidat s'acquitte d'un émolument de formation et d'examen fixé par le Conseil d'Etat.
[2] Le candidat qui se réinscrit à un nouvel examen, à la suite d'un échec, doit s'acquitter d'un émolument complémentaire fixé par le Conseil d'Etat.
[3] Le candidat qui, pour une raison de force majeure dûment annoncée, renonce à l'examen peut se présenter à la session suivante sans nouvel émolument, une fois au plus.
[4] Lorsque le candidat ne fréquente pas les cours ou ne se présente pas à l'examen, un remboursement partiel de l'émolument de formation et d'examen peut lui être accordé par le service, selon un barème fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 9 Résultat d'examen et recours
[1] Le résultat de l'examen est notifié à chaque candidat par le service dans les 15 jours suivant le déroulement des épreuves.
[2] Le candidat peut recourir auprès du Conseil d'Etat:
a) contre le déroulement des épreuves;
b) contre une appréciation arbitraire des travaux d'examen.

Chapitre 2: Surveillance de la chasse et de la faune sauvage

Art. 10 Formation de base et perfectionnement des gardes professionnels
[1] Le surveillant de la faune doit posséder, au moment de son engagement, des connaissances au moins équivalentes à celles requises de la part du chasseur. Il est assermenté par le préfet.
[2] Il est tenu de suivre annuellement les cours de formation complémentaire organisés par le service ou par d'autres institutions, selon la directive interne du service.

Art. 11 Organisation du gardiennage
[1] Chaque garde professionnel est subordonné à un Chef de secteur.
[2] Chaque région linguistique dispose de gardes-chasse spécialistes qui épaulent les Chefs de secteurs.
[3] Les modalités de fonctionnement du gardiennage sont réglées par une directive interne.

Art. 12 Domaine d'activité des gardes professionnels
Le garde professionnel (art. 27 al. 1 litt. a LCChP) s'occupe de toutes les tâches découlant de la législation relative à la chasse et à la pêche ainsi que de celles qui découlent de législations connexes.

Art. 13 Horaire de travail des gardes professionnels
[1] Le modèle horaire appliqué est celui de la durée annuelle du temps de travail. Celle-ci est répartie en fonction des fluctuations saisonnières du volume effectif de travail.
[2] Le garde professionnel (GCP) est tenu de fournir la preuve de l'exécution du minimum d'heures annuelles de travail, déterminé par le Règlement du personnel de l'Etat. Ce temps de travail est réparti sur cinq ou six jours par semaine, il comprend une proportion de travail de nuit adaptée aux nécessités particulières de son périmètre de gardiennage.
[3] Il fournit à son supérieur un programme hebdomadaire qui doit être remis au plus tard le dimanche pour la semaine suivante.
[4] Il remet également chaque semaine à son supérieur un rapport sur son activité journalière de la semaine écoulée.
[5] Même hors de son temps de travail il est tenu de donner suite à toute infraction portée à sa connaissance.

Art. 14 Service spécial
[1] Selon les circonstances, le supérieur peut exiger de ses collaborateurs qu'ils accomplissent leur service à des endroits et jours déterminés.
[2] A l'exclusion des périodes de vacances, le supérieur peut faire appel en tout temps à ses collaborateurs lorsqu'une situation particulière exige une intervention rapide ou une action spéciale ou collective.

Art. 15 Collaboration entre gardes professionnels
[1] En fonction des missions à accomplir, les gardes professionnels peuvent être appelés à travailler ensemble.

[2] Les modalités de ces collaborations sont réglées par une directive interne.

Art. 16 Equipements des gardes professionnels
[1] A son entrée en fonction, le garde professionnel reçoit un équipement de service dont il est responsable.
[2] Le remplacement et la réparation du matériel de service se font aux frais de l'Etat pour autant qu'il n'y a pas eu faute grave de la part de l'intéressé.
[3] En outre, l'Etat contribue aux frais et dépens du garde professionnel, via les différentes indemnités qui sont définies par une décision spécifique du Conseil d'Etat.
[4] Le garde professionnel qui dispose d'un chien de travail reconnu utile à sa fonction est exonéré de la taxe due pour la médaille.
[5] Le garde professionnel est autorisé à utiliser ses armes privées dans le cadre de son travail pour autant que ce matériel soit enregistré au Bureau des armes et annoncé au service.
[6] En général, le garde professionnel est tenu de restituer l'équipement de service en cas de démission ou de renvoi. Le Conseil d'Etat fixe les critères d'aliénation éventuelle du matériel dans une directive.

Art. 17 Organisation du gardiennage auxiliaire
[1] Le gardiennage auxiliaire est rattaché au gardiennage professionnel aussi bien territorialement qu'administrativement. Il comprend tous les gardes auxiliaires nommés par le Chef du département et assermentés par le préfet.
[2] Sur demande de la direction du service, le garde professionnel établit un rapport d'appréciation des prestations fournies par les gardes auxiliaires placés sous sa responsabilité.
[3] Le garde auxiliaire ne reçoit pas de matériel ni une arme de service. Il est donc autorisé à utiliser des armes et des accessoires d'armes privés, pour autant que ceux-ci soient conformes à la législation sur les armes et à l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages du 29 février 1988 (OChP).
[4] L'utilisation d'une arme ou d'un accessoire d'arme nécessitant un permis d'acquisition est subordonnée à l'existence ou à l'obtention des permis usuels; le garde auxiliaire est personnellement responsable de la légalisation de son matériel.

Art. 18 Domaine d'activité et compétences des gardes auxiliaires
Le domaine d'activité et les compétences du garde auxiliaire dans l'intervention sont les mêmes que celles du garde professionnel.

Art. 19 Statut des gardes auxiliaires
[1] Le garde auxiliaire est subordonné au garde professionnel du périmètre de gardiennage pour lequel il a été désigné par le Chef du département.
[2] Cet auxiliaire n'est pas un employé du Service mais est soumis aux mêmes règles que le garde professionnel, sous réserve des dispositions suivantes:
a) il n'est pas rémunéré, néanmoins lorsqu'il accepte de participer à des opérations de grande envergure, il perçoit une indemnité qui couvre tout ou partie de ses frais et dépens en lien avec ces missions;

b) il n'est soumis à aucun horaire de travail;
c) il n'est tenu de suivre que les cours organisés par le service.
[3] Il a le droit de porter en tout temps une arme, sur son secteur d'activité qui lui est attribué, et d'abattre:
a) les prédateurs autorisés par la législation sur la chasse;
b) le gibier blessé, malade ou dépérissant, en informant chaque fois et sans délai le garde professionnel.
[4] Il a la priorité pour effectuer des tirs d'assainissement et de régulation dans les districts francs de son secteur, dans la mesure où ces tirs dépassent les possibilités des gardes professionnels. Demeure réservé l'article 5 alinéa 2 LcChP.
[5] Le garde auxiliaire peut bénéficier d'une indemnité adaptée au volume des prestations effectuées durant l'année, selon une directive interne, établie par le service et approuvée par le Chef du Département.
[6] L'engagement d'un garde auxiliaire sur un autre périmètre de gardiennage que celui pour lequel il a été nommé, nécessite l'autorisation du Chef de secteur où la prestation est prévue.
[7] Lorsqu'un garde auxiliaire change de domicile et s'établit sur un autre périmètre de gardiennage, son rattachement à un autre garde professionnel est subordonné au respect des dispositions relatives à une procédure ordinaire de nomination.
[8] Le service édicte une directive interne sur les droits, les devoirs et les tâches liés à la fonction de garde-auxiliaire.

Art. 20 Fin d'activité des gardes auxiliaires
La fin d'activité peut intervenir en tout temps et sans motif particulier par décision
du Chef du département.

Art. 21 Autres surveillants de la faune sauvage
Les autres surveillants de la faune sauvage, à savoir les membres des corps de la police cantonale, des polices municipales et des frontières:
a) recherchent d'office les infractions et les dénoncent;
b) exercent, sur requête du service et d'entente avec leur supérieur, les autres tâches qui leur sont dévolues par la loi.

Chapitre 3: Pratique de la chasse

Art. 22 Permis de chasse
Le permis de chasse est personnel et incessible. Il doit contenir tous les éléments attestant que son porteur est bien la personne autorisée à chasser et préciser le genre de permis qu'elle a pris.

Art. 23 Formation continue
[1] Le porteur du permis de chasse reçoit annuellement, à titre de formation continue, le journal de sa corporation. La taxe d'abonnement à ce journal est comprise dans le prix du permis de chasse.

[2] Le preneur de permis qui utilise une carabine ou un fusil doit être en mesure de le faire avec efficience et sans danger, tant pour lui-même que pour autrui; afin de justifier de ses capacités, il est tenu de participer au minimum à un exercice périodique de tir, chaque trois ans.
[3] La FVSC entendue, le service fixe les modalités des exercices périodiques d'entente avec la Fédération valaisanne des sociétés de chasse (FVSC).
[4] Pour la commande du permis 2017, le chasseur doit disposer d'une attestation confirmant sa participation à un exercice périodique.
[5] A partir de 2018, seuls seront reconnus les exercices périodiques réalisés selon la directive édictée par le service et mise en vigueur en 2017 (tirs périodiques avec résultats minimums à atteindre).
[6] Les attestations validant la réussite de l'exercice périodique de tir dans un autre canton sont reconnues pour autant que les exigences minimales correspondent à celles fixées par le canton du Valais.

Art. 24 Contrôle
[1] Tout chasseur doit être porteur de son permis, de son carnet de contrôle ainsi que des bracelets de marquage.
[2] Sur réquisition du surveillant de la faune, il est tenu de fournir tous les renseignements relatifs au tir d'un animal ou à son matériel de chasse, bracelets de marquage inclus.

Art. 25 Assurance responsabilité civile
[1] Tout chasseur doit être assuré pour la somme fixée par le Conseil fédéral contre les dommages qu'il pourrait causer en qualité de détenteur d'armes et de chiens.
[2] S'il ne présente pas une quittance d'assurance responsabilité civile le couvrant pour la garantie précitée, le montant de la prime d'assurance collective de l'Etat sera perçu avec le prix du permis.

Art. 26 Ouverture
[1] La chasse s'ouvre le lundi du Jeûne fédéral.
[2] L'arrêté quinquennal précise toutes les dates d'ouverture pour les différents permis ainsi que leur durée respective.
[3] L'arrêté quinquennal mentionne également la date d'ouverture du permis A pour la première année du quinquennat suivant.

Art. 27 Armes de chasse
[1] Pour la chasse à balle, il ne peut être utilisé que des carabines à répétition manuelle ou à canon basculant, disposant d'un seul canon rayé d'un calibre minimal de 7 mm, et d'une énergie initiale de 3500 joules (EO) au minimum. La balle blindée est autorisée uniquement pour le tir de la marmotte.
[2] L'utilisation d'une carabine disposant d'un magasin est permise pour autant que celui-ci est conservé dans sa configuration originale.
[3] Le calibre des fusils à grenaille doit être de 12 à 20. Ces fusils à un ou deux canons ne doivent pouvoir contenir que deux cartouches.
[4] Les carabines de petit calibre à un seul coup ainsi que les fusils mixtes d'un

calibre identique sont autorisés lors de la chasse au renard à l'affût (permis E).
[5] Le Conseil d'Etat peut ordonner le contrôle et le poinçonnage des armes de chasse par l'instance qu'il désigne.

Art. 28 Tirs de réglage des armes de chasse
[1] Les tirs de réglage des armes de chasse sont réglementés comme suit:
a) ils sont autorisés dans les stands de tir homologués ou dans les lignes de tir approuvées par l'officier fédéral de tir. L'approbation des lignes de tir suppose l'accord préalable des instances communales ainsi que du propriétaire de la parcelle;
b) ils sont interdits dans tous les autres lieux.
[2] L'organisateur d'un tir avec des armes de chasse doit avoir contracté une assurance responsabilité civile.
[3] L'organisation d'un tir avec des armes de chasse suppose l'octroi préalable d'une autorisation du service ainsi que de l'officier fédéral de tir. Les demandes doivent être soumises à temps au Service accompagnées des documents nécessaires.

Art. 29 Prescriptions techniques
[1] Il est interdit de tirer le cerf, le chevreuil et le chamois à une distance de plus de 250 mètres et la marmotte à une distance de plus de 150 mètres. La distance de 40 mètres est un maximum pour le tir à grenaille. Une erreur d'estimation des distances de tir d'au maximum dix pourcent est tolérée.
[2] En outre, aucun gibier ne peut être abattu à moins de 100 mètres d'une habitation, d'un cimetière, d'un terrain de sport ou d'un autre terrain d'agrément public. Une distance identique de sécurité est à conserver pour l'utilisation d'un poste de chasse.
[3] Dès qu'un chasseur se déplace avec un moyen de locomotion, il doit décharger son arme. Cette exigence peut être précisée par l'arrêté quinquennal.
[4] Le tir depuis l'intérieur d'un véhicule, même à l'arrêt, est en principe interdit. A titre exceptionnel, une dérogation peut être accordée par le service.
[5] La détention et l'utilisation d'un poste de radio sont interdites.
[6] La détention d'un téléphone portable est autorisée.
[7] Les instruments d'optique tels que les jumelles, longues-vues, lunettes de visée et télémètres sont autorisés. L'utilisation ou le transport d'appareils permettant d'éclairer la cible, tels que les systèmes infrarouges ou les amplificateurs de lumière sont interdits lors de l'exercice de la chasse.
[8] La création ou l'utilisation de miradors à des fins de chasse est interdite.
[9] Durant l'exercice de la chasse, l'utilisation de pièges photographiques est interdite.
[10] La construction d'un poste fixe d'affût et son utilisation sont interdites. Le chasseur peut aménager un poste provisoire pour autant qu'il se serve exclusivement des matériaux disponibles sur place (sans recours à des clous, des broches, du fil de fer ou d'autres dispositifs de construction similaires). Une bâche en tissu peut être utilisée uniquement pour une fonction de couverture contre les précipitations météorologiques. L'aménagement d'un tel poste ne

donne aucune exclusivité sur son utilisation. Par contre la responsabilité de la remise en état des lieux après la chasse revient au chasseur qui a aménagé le poste; les dispositions applicables en matière de police des constructions sont en outre réservées.
[11] La mise en place et l'utilisation provisoires d'une tente de bivouac dans le terrain ouvert à la chasse sont autorisées, sous réserve du respect des autres exigences légales en la matière (forêt, aménagement du territoire, règlements communaux, etc.).

Art. 30 Chiens autorisés
[1] Le chasseur peut faire usage de chiens des catégories reconnues pour les différents types de permis, à savoir:
a) pour la chasse basse, toutes les espèces de chiens reconnus pour la chasse;
b) pour la chasse à la plume, les chiens d'arrêt;
c) pour la chasse au terrier, les teckels ou les terriers;
d) pour le gibier d'eau, un chien qui rapporte depuis un plan d'eau.
[2] En cas de doute sur la catégorie d'un chien, le service tranche.
[3] Chaque chien de chasse utilisé doit avoir reçu une éducation adéquate et disposer de toutes les aptitudes nécessaires à l'exercice de la chasse pour laquelle il est engagé.
[4] Sur rapport écrit d'un garde-chasse professionnel, le service peut interdire l'utilisation d'un chien manifestement inapte; le cas échéant cette interdiction peut être levée dès que le propriétaire de l'animal pourra attester de la réussite d'une épreuve confirmant l'aptitude du chien concerné.

Art. 31 Essais des chiens
[1] Sauf autorisation spéciale du service, le porteur du permis de chasse pour l'année précédente ou le nouveau chasseur ayant réussi l'examen est autorisé à entraîner son chien:
a) en principe toute l'année, à l'exception des mois de février, mars, avril, mai et juin: dans les territoires d'essais de chiens portés sur la carte de chasse;
b) du 1er au 31 août: mardi, jeudi, samedi et dimanche. Le chasseur doit accompagner son chien et faire son possible pour le ramener au domicile. Si le chien erre sans contrôle, le chasseur est punissable.
[2] Dès que le chien s'écarte du territoire autorisé, le chasseur doit en informer le garde-chasse local ou la police.
[3] Les essais de chien sont interdits dans les districts francs ainsi que dans les autres zones de protection sous réserve d'autres dispositions prévues dans l'arrêté quinquennal ou dans un avenant.

Art. 32 Transport du chien
Le transport de chiens au moyen d'un véhicule à moteur est soumis aux dispositions de la législation sur la protection des animaux.

Art. 33 Chien de rouge, liste officielle et utilisation
[1] Sont autorisés à entreprendre des recherches de gibier les conducteurs de chiens qui remplissent les conditions suivantes:

a) avoir réussi durant l'année en cours un examen d'aptitude reconnu par le service; ou
b) avoir participé à un cours de répétition organisé par la FVSC dans les trois années qui suivent la réussite de l'examen, puis selon cette même fréquence par la suite; ou
c) pouvoir attester la réussite d'un examen d'aptitude et apporter la preuve de recherches régulières et réussies, opérées sur du gibier blessé.

[2] Seuls les examens d'aptitudes effectués par la FVSC, ainsi que les épreuves dont les exigences correspondent à celles prévues par le règlement du Conseil d'administration de la Communauté de travail pour chiens de chasse (ci-après: CTCH), et qui sont organisées par des associations cynologiques validées par la CTCH, sont reconnus par le service.

[3] La FVSC tient la liste officielle des conducteurs de chiens de rouge autorisés à effectuer des recherches. Cette liste qui inventorie les conducteurs remplissant l'une des conditions fixées au premier alinéa du présent article, est disponible sur les sites Internet de la FVSC et du service. Il incombe au conducteur qui remplit les conditions de solliciter son inscription sur la liste officielle en s'adressant à la FVSC.

[4] Seuls les conducteurs qui figurent sur la liste officielle sont autorisés à effectuer des recherches pour un chasseur. Ils sont dès lors tenus de donner suite à une demande de recherche formulée par un chasseur.

[5] Le chasseur qui dispose d'un chien de rouge remplissant l'une des conditions fixées au premier alinéa du présent article et qui ne souhaite pas être inscrit dans la liste officielle, peut entreprendre des recherches de gibier exclusivement pour lui-même et les membres de son groupe de chasse.

[6] Durant la chasse haute, le chien de rouge doit être tenu en laisse courte.

[7] Le lâcher du chien, au-delà de la laisse longue, doit être motivé et annoncé préalablement dans chaque cas au garde professionnel.

Art. 34 Chasse les dimanches et jours fériés

Il est interdit de chasser les dimanches et les jours fériés officiels.

Art. 35 Jours de trêve

[1] Sous réserve de dispositions contraires dans l'arrêté quinquennal ou l'avenant, les lundi, mercredi et vendredi sont des jours de trêve.

[2] Il n'y a pas de jours de trêve pour la chasse aux carnassiers et au gibier d'eau.

Art. 36 Chasse de nuit

[1] Hormis la chasse aux carnassiers, la chasse de nuit est interdite, soit:
a) en septembre: de 20 h 30 à 6 h 30;
b) du 1er au 15 octobre: de 20 h à 6 h 45;
c) du 16 au 31 octobre: de 19 h à 7 h 30;
d) du 1er novembre au 30 novembre: de 18 h à 7 h;
e) du 1er décembre au 15 février: de 18 h à 8 h.

[2] Le Conseil d'Etat peut autoriser la pratique de certaines chasses pendant la nuit.

Art. 37 Chasse par neige
La chasse est interdite en cas de nouvelle chute de neige de plus de 15 cm d'épaisseur. Cette disposition n'est pas applicable à la chasse au chamois, au cerf, au chevreuil, à la marmotte, au sanglier et au lapin de garenne.

Art. 38 Chasse dans les cultures
[1] La chasse dans les vignes est autorisée dès le 25 octobre. Cette disposition ne s'applique pas aux vignes isolées qui sont situées au milieu d'autres cultures, pour autant que la récolte du raisin soit terminée.
[2] Dans les vergers et dans les cultures, la chasse est autorisée dès la fin des récoltes.

Art. 39 Appâts
La pose de nourriture ou de toute substance destinée à attirer, localiser ou stabiliser le gibier est interdite à l'exception des appâts admis pour l'exercice de la chasse aux carnassiers.

Art. 40 Gibier protégé
Sous réserve d'une disposition contraire dans un arrêté ou un avenant, les animaux suivants sont protégés : le mouflon, la chèvre de chamois allaitante et la chevrette allaitante, le cabri de chamois et le faon de chevreuil, la marmotte de l'année, ainsi que la laie allaitante.

Art. 41 Tir du gibier protégé ou non autorisé
[1] Tout chasseur qui abat un gibier protégé ou non autorisé a l'obligation de l'annoncer dans le plus bref délai et de le remettre personnellement au garde-chasse professionnel ou au poste de contrôle le plus proche de l'endroit d'abattage. Le cas échéant, le gibier abattu sera muni du bracelet de contrôle,
[2] Il devra prendre toutes les mesures nécessaires à la conservation et à l'identification de ce gibier. Le chasseur qui ne se conforme pas à ces dispositions, qui cherche à soustraire le gibier aux organes de contrôle, à le mutiler en vue de le rendre méconnaissable, à l'abandonner volontairement ou à l'utiliser à son profit, sera dénoncé.
[3] En cas de tir accidentel d'un animal protégé ou non autorisé et annoncé correctement, les dispositions suivantes sont appliquées:
a) tir d'une chèvre allaitante: taxe forfaitaire de 250 francs, confiscation du trophée si la longueur moyenne des cornes dépasse 23 cm;
b) tir d'un éterle non autorisé, respectivement erreur de tir sur la catégorie autorisée, ainsi que lorsque le chasseur ne dispose plus du nombre de bracelets nécessaires : taxe forfaitaire de 180 francs et confiscation du trophée si la longueur moyenne des cornes dépasse 23 cm;
c) tir d'une chevrette allaitante, durant la chasse à balle, par le porteur du permis A+B ou G: taxe forfaitaire de 200 francs;
d) tir d'une chevrette durant la chasse au faon: le chasseur est soumis au paiement d'une taxe forfaitaire de 180 francs; pour une chevrette allaitante, cette taxe est portée à 200 francs;
e) tir d'un faon de chevreuil, durant la chasse à balle, par le porteur du permis A+B ou G: taxe forfaitaire de 180 francs;

f) tir d'une troisième biche ou bichette pendant la chasse haute: taxe forfaitaire de 500 francs;
g) le tir d'un daguet dépassant le poids autorisé et dont la longueur moyenne des bois est supérieure à la limite prescrite pour définir le daguet chétif, alors qu'un autre cerf mâle ou un daguet chétif a déjà été prélevé est sanctionné comme suit: amende de 100 francs par tranche de 5 cm et paiement de la bête au tarif officiel fixé par le Conseil d'Etat, poids de la bête vidée et dans la peau;
h) le tir d'un daguet non chétif, lors de la première semaine de chasse est sanctionné par analogie à la lettre g susmentionnée;
i) tir d'une laie allaitante: taxe forfaitaire de 250 francs;
j) dans tous les autres cas, le tir d'un animal protégé ou non autorisé est sanctionné par une amende et par le paiement de la bête au tarif officiel fixé par le Conseil d'Etat, bête vidée dans la peau;
k) dans les cas sanctionnés par une amende, le trophée est confisqué au moment de la présentation du gibier, à l'exception de celui du daguet;
l) dans tous les cas susmentionnés, le chasseur a l'obligation de prendre en charge le gibier qu'il a abattu.

Art. 42 Marmottes dans la vallée de Saas
Le permis de chasse ne donne pas le droit de chasser la marmotte dans la vallée de Saas.

Art. 43 Gibier blessé
[1] Tout animal sur lequel le chasseur a tiré doit être recherché. Cette exigence peut être précisée par l'arrêté quinquennal.
[2] La recherche du gibier blessé dans un district franc s'opère sans arme, après annonce au garde professionnel. S'il faut abattre le gibier, le concours d'un surveillant de la faune est obligatoire.

Art. 44 Gibier à présenter
Le cerf, le chamois, le chevreuil et le sanglier doivent être présentés conformément aux dispositions de l'arrêté ou de l'avenant.

Art. 45 Transport d'armes
[1] Seul le chasseur muni d'un permis de chasse ou la personne au bénéfice d'une autorisation spéciale a le droit, les jours de chasse du permis correspondant, de transporter ou de se déplacer avec des armes pouvant servir à la chasse.
[2] Lors de la chasse haute (permis A), le chasseur peut se rendre à partir de 12 h avec son arme dans le secteur de chasse le dimanche qui précède l'ouverture ainsi que le deuxième dimanche de chasse.
[3] Lors de la chasse basse (permis B), le chasseur peut se rendre, la veille au soir à partir de 18 h, dans son logement de chasse avec son arme. A cet effet, l'utilisation des véhicules à moteur est libre pour autant que la route soit ouverte à tous.
[4] Pour tous les déplacements avec un véhicule, l'arme doit être déchargée et

rangée dans une housse de protection fermée ou, à défaut d'une housse de protection, dans le coffre du véhicule.
[5] Le fait d'être en possession de plusieurs permis n'autorise pas à chasser en étant porteur de deux fusils différents, l'un à balle et l'autre à grenaille.

Art. 46 Vente de gibier, contrôle des viandes
[1] Toute viande de gibier vendue à des bouchers ou à des tiers est soumise à l'inspection des viandes du lieu de stationnement. Cette inspection est obligatoire pour la viande de sanglier, même pour la consommation personnelle (risque de trichines).
[2] Les privés, restaurateurs et commerçants qui importent du gibier doivent, sur la demande de la police de la chasse, en établir la provenance.

Art. 47 Carnet de contrôle
[1] Tout chasseur a l'obligation de remettre à l'autorité compétente une statistique du gibier abattu. A cet effet, il lui est remis un carnet de contrôle.
[2] Le chasseur qui abat un gibier doit l'inscrire au moyen d'un stylo à bille dans son carnet de contrôle, avec tous les détails requis, dès qu'il se trouve près de l'animal abattu et avant son éviscération. Tout gribouillage ou gommage rendant l'inscription illisible est interdit.
[3] Le carnet de contrôle fait partie intégrante du permis. Sa perte entraîne pour le chasseur l'obligation de cesser immédiatement toute chasse et de requérir un duplicata auprès du service. Un nouveau carnet est fourni contre émolument et il doit être mis à jour.
[4] Le carnet signé par le chasseur doit être remis au service dans les dix jours qui suivent la fermeture de la chasse concernée. Sans réception de ce document après un rappel, l'autorité administrative prononce une sanction.

Art. 48 Chats errants
Seuls les organes de surveillance de la faune sauvage sont habilités à tirer les chats errants.

Art. 49 Arrêté et avenants
Le Conseil d'Etat fixe pour le surplus, dans l'arrêté périodique et ses avenants, ainsi que dans les arrêtés spéciaux, les dispositions régissant la pratique de la chasse.

Chapitre 4: Dommages causés par la faune sauvage

Art. 50 Mesures préventives
[1] Les plantations seront entourées d'une protection efficace ou traitées avec des produits répulsifs expérimentés et conseillés par les stations arboricoles et viticoles; celles-ci rappellent ces mesures préventives en temps opportun par des communiqués et donnent périodiquement des conseils aux intéressés.
[2] Les arbres rongés doivent être mastiqués immédiatement afin d'éviter une aggravation du dommage.
[3] Demeurent réservées les mesures préventives prévues par la loi.

[4] Les mesures préventives dans les forêts contiennent notamment l'amélioration des biotopes définis en collaboration entre les propriétaires et les services concernés.

Art. 51 Réduction de l'indemnité

[1] Le taux de réduction de l'indemnité allouée au lésé qui a omis de prendre les mesures préventives appropriées varie, compte tenu notamment:

a) de l'adéquation entre les mesures de prévention adoptées et la probabilité du dommage;
b) de l'usage incorrect des moyens de prévention;
c) de l'insuffisance d'entretien des moyens de prévention;
d) des mesures prises dès la connaissance du dommage pour en limiter l'importance.

[2] La réduction est en principe de 20 pour cent au moins et de 80 pour cent au plus.

Art. 52 Suppression de l'indemnité

[1] Aucune indemnité n'est allouée au lésé qui a omis de prendre les mesures préventives appropriées, à la suite d'une faute grave.

[2] Se rend en principe coupable d'une faute grave celui qui, notamment:

a) néglige de prendre les précautions qui, dans les mêmes circonstances, se seraient imposées à toute personne raisonnable;
b) néglige de prendre les mesures que lui recommande le Service ou un surveillant de la faune sauvage, s'il existe un rapport raisonnable entre le coût effectif de ces mesures pour le lésé et l'ampleur du dommage qu'il s'agit de prévenir;
c) néglige tout entretien des moyens de prévention;
d) ne procède pas aux récoltes en temps voulu.

Art. 53 Administration de la preuve à futur

[1] Dès la constatation du dommage, le lésé doit en informer sans délai le service pour permettre à celui-ci de procéder à toutes les constatations utiles en vue de prévenir la perte d'un moyen de preuve ou de trop grandes difficultés dans l'administration de la preuve.

[2] Le service est notamment compétent pour requérir ou faire requérir des informations de personnes entendues à titre de renseignement, procéder ou faire procéder à une inspection des lieux ou aménager une expertise; les frais occasionnés sont supportés par l'Etat.

[3] Demeure réservée la possibilité pour le lésé de requérir, à ses frais, l'administration de la preuve à futur par le juge civil.

[4] Le Conseil d'Etat désigne périodiquement les experts chargés de la taxation sur requête du service. Pour des situations particulières, cette désignation intervient de cas en cas.

Art. 54 Fonds

Une contribution annuelle minimale de 25 francs par permis est prélevée sur la taxe du permis de chasse.

Chapitre 5: Dispositions diverses

Art. 55 Autorisation particulière de chasser
[1] Le Conseil d'Etat fixe, par arrêté, la taxe perçue pour la délivrance de l'autorisation particulière de chasser le bouquetin ou le chamois. Les taxes fixées incluent un émolument régalien, les frais administratifs et de décision. Le chasseur résidant en Valais bénéficie d'un tarif réduit.
[2] Le service est compétent pour réduire le montant de la taxe pour tenir compte des malformations et autres tares du gibier abattu.
[3] Une autorisation particulière de chasse gratuite peut être accordée par le Département dans des cas particuliers. Le don de trophées provenant de tirs de régulation ou d'assainissement est de la compétence du service.

Art. 56 Séquestre des objets et véhicules
Les gardes professionnels se conforment aux dispositions du code de procédure pénale pour séquestrer les objets et véhicules ayant servi à commettre une infraction ou sont le produit d'une infraction, ainsi que tous les autres objets pouvant servir de pièce à conviction.

Art. 57 Confiscation d'armes prohibées
[1] La confiscation d'armes prohibées est régie par le code pénal suisse et la loi cantonale d'application y relative (LACP). Pour le surplus la loi fédérale sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions du 20 juin 1997 (LArm), son ordonnance d'application du 2 juillet 2008, ainsi que la loi cantonale d'application de la loi fédérale sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions du 22 septembre 1999 s'appliquent.
[2] Est réputée prohibée:
a) en période de chasse, toute arme de tir non autorisée pour la chasse considérée;
b) hors de la période de chasse, toute arme de tir.

Art. 58 Types de clôtures compatibles avec les animaux sauvages
Le service est compétent pour interdire, ordonner le dépôt au sol, ou faire enlever les clôtures qui s'avèrent dangereuses pour la faune sauvage.

Art. 59 Districts francs
[1] Le périmètre des districts francs est fixé dans un arrêté quinquennal du Conseil d'Etat, ainsi que dans une carte de chasse établie pour la même période.
[2] Le Conseil d'Etat peut chaque année, pour des raisons impérieuses, modifier le périmètre de l'un ou de l'autre des districts francs.
[3] En cas de divergence entre l'extrait de la carte de chasse et le texte de l'arrêté sur les districts francs, ce dernier l'emporte.
[4] La définition des périmètres doit tenir compte:
a) des buts fixés par la loi aux districts francs;
b) des dispositions du plan directeur cantonal régissant les secteurs sur lesquels les districts francs exercent une incidence. Ces secteurs sont définis par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

[5] Pour la création ou la suppression d'un district franc, les milieux concernés, cités dans l'article 8 de la LcChP, doivent être consultés.

Art. 60 Sanctions
[1] Les infractions aux dispositions du présent règlement, des arrêtés et de leurs annexes, ainsi que des avenants sont punies selon la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages et selon les dispositions cantonales.
[2] Doit être considérée comme infraction grave au sens de l'article 14 alinéa 1 lettre g de la LcChP:
a) toute inscription ou marquage non immédiat du gibier abattu;
b) l'échange de bracelets de marquage;
c) l'inscription d'un gibier abattu par un autre chasseur;
d) le fait de faire inscrire son gibier par un autre chasseur;
e) le fait de ne pas rechercher un animal sur lequel un coup de feu a été lâché et qui n'est pas tombé sur place, et en particulier de ne pas recourir à un chien de rouge lorsqu'il existe un indice de blessure;
f) le non-respect des distances de tir;
g) l'utilisation abusive et réitérée, d'un véhicule à moteur;
h) les menaces ou voies de fait à l'encontre d'autres chasseurs pendant la pratique de chasse;
i) le non-respect des prescriptions de sécurité lors de l'utilisation d'une arme durant la pratique de la chasse, en particulier les tirs non fichant, le manque de visibilité et/ou l'identification sommaire de la cible;
j) le non-respect des prescriptions relatives à la recherche du gibier blessé.

Art. 61 Abrogation
Le présent règlement abroge le règlement d'exécution de la loi sur la chasse du 15 juin 2011.

Art. 62 Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication au Bulletin officiel.

Ainsi décidé en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 28/2016, p. 1840.

Règlement sur le Conseil d'Etat

Modification du 31 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 53 de la Constitution cantonale;
vu les articles 73 et suivants de la loi sur l'organisation des conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996 (LOCRP);
sur proposition du la présidence,

arrête:

I
Le règlement sur le Conseil d'Etat du 15 janvier 1997 est modifié comme il suit:

Art. 1 Répartition
Le Conseil d'Etat décide de la répartition des départements lors de la première séance qui suit son renouvellement intégral et en cas de remplacement en cours de législature en suivant le principe de l'ancienneté de fonction; en cas d'égalité, l'âge est déterminant.

Art. 8 al. 1 et 2 Décisions prises par voie de circulation *(nouveau titre)*
[1] En cas d'urgence ou durant la pause estivale, une décision peut être prise par voie de circulation. Cette décision doit obtenir l'accord écrit d'au moins trois membres du Conseil d'Etat, sauf si une demande de discussion est demandée par deux membres du Conseil d'Etat. Cette décision doit figurer pour information au bordereau de la séance ordinaire qui suit sous décisions prises par voie de circulation.
[2] En cas de mesures provisionnelles urgentes à prendre, le président décide et informe les membres du Conseil d'Etat lors de la séance ordinaire qui suit. *(nouveau)*

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur dès sa publication au Bulletin officiel.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 31 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 37/2016, p. 2426.

Règlement de l'école de culture générale filière arts de la scène – théâtre et de la maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène – théâtre du canton du Valais

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962;
vu le règlement de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: CDIP) relatif à la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale du 12 juin 2003;
vu le règlement de l'école de culture générale du 3 juin 2008;
vu la reconnaissance par la CDIP des écoles de culture générale du Valais du 26 juin 2009;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête[1]:

Section 1: Généralités

Art. 1 Champ d'application
[1] Le présent règlement définit les conditions d'admission et de promotion dans la filière social et théâtre de l'école de culture générale (ci-après: ECG) et dans l'année de maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène – théâtre (ci-après: MSAT).
[2] Il fixe les modalités de l'organisation et du déroulement de la filière ECG option social et théâtre ainsi que de la MSAT.

Art. 2 Définition
[1] La filière ECG option social et théâtre suivie de l'année de MSAT est une filière de l'enseignement secondaire du deuxième degré général, destinée à des élèves particulièrement doués pour les arts de la scène qui répondent aux conditions d'admission fixées à l'article 5 du présent règlement.
[2] En plus de la formation scolaire nécessaire à l'obtention d'un certificat ECG, les élèves reçoivent une formation complémentaire et préprofessionnelle dans le domaine théâtral pendant la troisième année de l'ECG et l'année de MSAT.
[3] Les deux heures d'histoire du théâtre de deuxième année de l'ECG sont données par un professeur de l'ECCG de Martigny; elles sont complétées par des rencontres avec des professions du théâtre (notamment metteur en scène, technicien, costumière) et par des spectacles.
[4] La formation préprofessionnelle artistique théâtre est assurée par l'Ecole de théâtre de Martigny, en complément à la formation scolaire, et en collaboration avec l'ECCG de Martigny.

Art. 3 Objectifs
[1] Cette filière délivre un certificat «ECG option social et artistique», arts de la scène – théâtre selon le règlement cantonal de l'école de culture générale du 3 juin 2008 et un certificat de maturité spécialisée orientation artistique arts de la scène – théâtre reconnus par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).
[2] Le plan d'études, les programmes et les méthodes de travail reposent sur les objectifs fondamentaux suivants:
a) permettre à des élèves particulièrement doués pour le théâtre et les arts de la scène d'accéder à la procédure d'admission à une Haute Ecole de théâtre ou à une autre école équivalente;
b) élargir le développement d'une culture générale orientée vers la compréhension des réalités actuelles, mettant en valeur le sens des relations humaines, la créativité et l'esprit d'initiative;
c) préparer les élèves à la formation dans une Haute Ecole de théâtre ou une autre école équivalente à travers l'approfondissement de connaissances scolaires et professionnelles spécifiques.
[3] La MSAT favorise le développement de la personnalité de l'élève en renforçant ses compétences personnelles et sociales.

Art. 4 Etablissement reconnu
[1] L'Etat du Valais reconnaît le certificat ECG option social et artistique arts de la scène – théâtre ainsi que la maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène – théâtre (MSAT) relevant de l'Ecole de commerce et de culture générale de Martigny.
[2] Le Conseil d'Etat peut reconnaître d'autres établissements.

Section 2: Admission et organisation de la formation

Art. 5 Admission dans la filière ECG option social et arts de la scène – théâtre
L'admission à l'ECG option social et théâtre est possible aux conditions suivantes:
a) avoir réussi la première année ECG;
b) avoir transmis, en même temps que l'inscription, un dossier de motivation qui sera examiné par l'Ecole de théâtre de Martigny;
c) pour les candidats à la deuxième ECG: avoir réussi avec succès l'audition mise sur pied par l'Ecole de théâtre de Martigny au printemps précédent le début de l'année scolaire suivante.

Art. 6 Admission dans l'année de maturité spécialisée orientation théâtre
L'admission dans l'année de MSAT est conditionnée par la réussite du certificat ECG artistique orientation arts de la scène – théâtre ou par une formation équivalente.

Art. 7 Organisation et durée de la formation de la filière ECG arts de la scène – théâtre
La MSAT comporte quatre années d'études organisées de la façon suivante:

a) première année: ECG en tronc commun dans n'importe quel établissement scolaire et réussite au printemps de l'audition placée sous la responsabilité de l'Ecole de théâtre de Martigny;
b) deuxième année: programme ordinaire de l'ECG social et arts de la scène – théâtre de Martigny avec un complément de deux périodes d'enseignement spécifique au théâtre; cette note est reprise pour la certification comme branche à option;
c) troisième année: programme ordinaire de l'ECG social et arts de la scène – théâtre de Martigny et début de la formation dispensée par l'Ecole de théâtre de Martigny à raison de dix périodes hebdomadaires. En cas de réussite, l'élève obtient à l'issue de cette année de formation le certificat ECG option social et arts de la scène – théâtre;
d) année de maturité: formation théâtrale dispensée par l'Ecole de théâtre de Martigny à raison de vingt périodes hebdomadaires et suivi du travail de maturité par l'ECG de Martigny.

Section 3: Certificat ECG artistique orientation arts de la scène – théâtre

Art. 8 Réussite du certificat ECG artistique orientation arts de la scène – théâtre
[1] La réussite du certificat ECG artistique orientation arts de la scène – théâtre est régie par le règlement cantonal de l'école de culture générale du 3 juin 2008 et les examens organisés par l'Ecole de théâtre de Martigny doivent être réussis. L'obtention de ce certificat autorise l'élève à suivre l'année de MSAT.
[2] Un échec aux examens organisés par l'Ecole de théâtre mais la réussite des examens finaux répondant aux exigences de l'ECG option social autorise la certification dans cette option.
[3] En cas d'abandon de la formation théâtrale en cours d'année, les étudiants suivront les modules réguliers de la filière option social et pédagogie.

Section 4: Maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène – théâtre (MSAT)

Art. 9 Réussite de la maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène – théâtre (MSAT)
La MSAT est obtenue si l'étudiant réussit la formation théâtrale dispensée par l'école de théâtre et si le travail de maturité spécialisée exécuté, rendu dans les délais et défendu oralement, a obtenu au moins la mention «suffisant».

Art. 10 Inscription à la soutenance du travail de maturité
Les candidats doivent déposer auprès de la direction de leur école:
a) une demande écrite d'admission selon formulaire d'inscription officielle;
b) une attestation de paiement de la finance d'inscription.

Art. 11 Fraude ou plagiat dans le cadre du travail de maturité spécialisée
Toute fraude est passible d'une sanction qui va de l'échec à la session de MSAT à la perte de tout droit à la maturité spécialisée.

Art. 12 Présence de tiers
Seuls sont admis à assister à la soutenance du travail de maturité, le répondant ECG, l'expert, le répondant de l'Ecole de théâtre de Martigny, le directeur de l'établissement, l'inspecteur, les délégués du Département et de la CDIP.

Art. 13 Cas d'échec
[1] En cas d'échec à la formation à l'Ecole de théâtre de Martigny, l'année de maturité doit être refaite.
[2] En cas d'échec au travail de maturité, celui-ci doit être refait en principe dans l'année qui suit au plus tard.
[3] Dans les deux cas ci-dessus, un deuxième échec est un échec définitif à la MSAT.

Art. 14 Indications figurant sur le certificat de maturité
Le certificat de MSAT, délivré par le Département, porte les indications suivantes:
a) la dénomination de l'école et du canton où l'école a son siège;
b) la mention de l'option choisie;
c) les données personnelles du titulaire du certificat;
d) la mention de la reconnaissance à l'échelon national du certificat de MSAT;
e) les notes obtenues dans les branches du certificat ECG;
f) le sujet et l'appréciation du travail personnel;
g) le sujet et l'appréciation du travail de maturité;
h) la validation des stages pratiques;
i) la signature de la direction de l'école et de l'instance cantonale compétente;
j) le lieu et la date.

Section 5: Procédure de recours

Art. 15 Procédure
Les décisions prises en application du présent règlement sont soumises aux dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA).

Art. 16 Recours
[1] Les décisions du Département sont susceptibles de recours au Conseil d'Etat dans les trente jours ou, s'il s'agit d'une décision incidente (art. 41 al. 2 et 42 LPJA), dans les dix jours, dès sa notification.
[2] Peuvent notamment faire l'objet de recours les décisions concernant:
a) les sanctions en cas de fraude;
b) le refus de délivrer la maturité (échec);
c) la non validation du stage spécifique.

Section 6: Dispositions finales

Art. 17 Cas non prévus
[1] Au surplus, les élèves sont soumis aux dispositions du règlement général concernant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré.

[2] Tous les cas non prévus sont du ressort du Département.

Art. 18 Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur avec effet rétroactif au début de l'année scolaire 2015-2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Dans le présent règlement, toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin.

BO No 39/2016, p. 2567.

Règlement concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées

Modification du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007;
vu le concept cantonal pour la pédagogie spécialisée en Valais du 10 décembre 2014;
vu la cantonalisation des logopédistes à partir du 15 août 2016;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
Le règlement concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions du 20 juin 2012 (RS/VS 405.100) est modifié comme il suit:

Art. 2 let. e (nouveau) Traitement du personnel de la scolarité obligatoire

Le traitement du personnel de la scolarité obligatoire comprend la masse salariale totale [(à savoir la masse salariale brute y compris les charges sociales de l'employeur, déduction faite des récupérations de salaires (allocations pour perte de gains ou autres)] reconnue par l'Etat pour l'enseignement:

e) ainsi que les mesures pédago-thérapeutiques, ordinaires et renforcées, dispensées dans les structures scolaires communales et/ou régionales de la scolarité obligatoire *(nouveau)*.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 15 août 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 39/2016, p. 2568.

Règlement sur le Conseil de santé et d'éthique

du 5 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi sur la santé du 14 février 2008;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Art. 1 Objet
Le présent règlement précise la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil de santé et d'éthique (ci-après: le Conseil).

Art. 2 Nomination
Sur proposition du département dont relève la santé publique (ci-après: le Département), le Conseil d'Etat nomme pour une période de quatre ans le président et les membres du Conseil au début de chaque période administrative.

Art. 3 Composition du Conseil
[1] Le Conseil se compose d'un président et de sept à neuf membres.
[2] Le président et les membres sont choisis pour leurs compétences et leur expérience, notamment dans les domaines de la médecine, du droit et de l'éthique.
[3] Font notamment partie des membres:
a) un éthicien;
b) un professionnel de la santé;
c) un diplômé dans une science exacte;
d) un juriste.
[4] Les membres du Conseil sont tenus au secret de fonction.

Art. 4 Attributions
[1] Le Conseil est un organe consultatif en matière de politique et d'éthique de la santé. Il est le conseil permanent du Conseil d'Etat et des autorités sanitaires en matière d'éthique en relation avec la santé et dans d'autres domaines.
[2] Sur requête du Conseil d'Etat, du Département ou du Service de la santé publique, il donne des avis et des préavis sur:
a) les projets législatifs en lien avec l'éthique de la santé;
b) les aspects éthiques du domaine de la santé ainsi que sur toute autre question liée à la santé ou à l'éthique de la santé qui lui serait soumise dans la mesure où elle ne relève pas, pour des aspects techniques ou spécifiques, d'un autre organe consultatif prévu par la loi sur la santé;
c) des mandats spéciaux sur les options importantes de politique de santé.

[3] Spontanément, le Conseil peut traiter des sujets de son choix et les publier après information.
[4] Le Conseil peut lui-même demander à être entendu sur les points cités aux précédents alinéas et présenter toute proposition ou suggestion qui lui paraît pertinente.

Art. 5 Organisation et fonctionnement du Conseil
[1] Le président et les membres définissent les sujets à traiter ainsi que l'ordre du jour des séances. Le Conseil tient au minimum une séance par an.
[2] Le Conseil peut au besoin faire appel à des membres des milieux concernés ainsi qu'à des experts externes.
[3] Pour le surplus, le Conseil s'organise lui-même de façon indépendante; il adopte son règlement intérieur et a son propre secrétariat.

Art. 6 Rapport d'activités
Le Conseil transmet au Département un rapport d'activités annuel mentionnant notamment les dossiers traités ainsi que les membres qui ont été amenés à fonctionner.

Art. 7 Financement
Le Département définit les modalités de financement du Conseil s'agissant notamment de l'indemnisation des membres et des experts.

Art. 8 Dispositions transitoires
[1] A l'entrée en vigueur du présent règlement, le Conseil reprend le traitement des dossiers encore pendants du Conseil de santé institué par l'article 13 de la loi sur la santé, de même que ceux de la Commission d'éthique de la recherche instituée en vertu de l'article 14 de la loi sur la santé et désignée Commission Cantonale Valaisanne d'Ethique Médicale (ci-après: CCVEM) à l'article 5 de l'ordonnance sur la recherche biomédicale impliquant des êtres humains du 4 mars 2009. En particulier, le Conseil est chargé du contrôle des protocoles de recherches biomédicales impliquant des personnes qui sont encore soumis à l'ancienne procédure.
[2] A l'entrée en vigueur du présent règlement, les membres de la CCVEM deviennent des membres du Conseil pour la fin de la période administrative pour laquelle ils ont été nommés, en dérogation aux articles 2 et 3.

Art. 9 Abrogation
Le règlement sur le Conseil de santé du 26 mars 1997 (RS/VS 800.102), l'ordonnance sur la recherche biomédicale impliquant des êtres humains du 4 mars 2009 (RS/VS 800.200), ainsi que toutes les dispositions contraires sont abrogés.

Art. 9 Dispositions finales
Le présent règlement est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 5 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 42/2016, p. 2779.

Règlement d'application de la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais relatif à l'exploitation de l'établissement

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud
Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais (ci-après: la Convention);
vu que l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais exploite, depuis le 1er janvier 2014, six sites de soins aigus et de réadaptation (le Samaritain à Vevey, Aigle, Montreux, la Providence à Vevey, Mottex à Blonay et Monthey), situés respectivement sur les cantons de Vaud et du Valais et qu'à terme, l'HRC exploitera trois sites (le site de soins aigus à Rennaz et deux antennes qui seront situées au Samaritain à Vevey et à Monthey) répartis sur les deux cantons précités;
vu les préavis du Département de la santé et de l'action sociale du Canton de Vaud et du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture du Canton du Valais (ci-après: les départements),

arrêtent:

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 Objet, but et champ d'application
Le présent règlement fixe les dispositions d'application de la Convention intercantonale sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais (ci-après: l'HRC) du 17 décembre 2008 relatives au fonctionnement de l'HRC.

Art. 2 Principe
A défaut de dispositions contraires dans la Convention, le présent règlement ou une législation spécifique, le droit du lieu du site est applicable.

Art. 3 Mise en œuvre du règlement
[1] Sous réserve des compétences des Conseils d'Etat vaudois et valaisan, les départements sont chargés de l'exécution du présent règlement. Ils édictent à cet effet les directives nécessaires.
[2] Les Chefs de département rencontrent le Conseil d'Etablissement une fois par an au moins.

Chapitre 2: Autorisations

Art. 4 Autorisations d'exploiter et de diriger
[1] L'HRC doit être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter. Sa direction doit être au bénéfice d'une autorisation de diriger; ces autorisations valent pour les différents sites de l'établissement.
[2] Les autorisations sont délivrées par le canton de Vaud, conformément à sa législation.
[3] Le canton de Vaud consulte préalablement le canton du Valais.

Art. 5 Autorisation de pratiquer des professionnels de la santé
[1] Les professionnels de la santé travaillant à l'HRC sont appelés à exercer sur les différents sites vaudois et valaisan de l'établissement.
[2] L'autorisation de pratiquer des professionnels est délivrée par l'autorité compétente au siège social de l'établissement, soit le canton de Vaud, conformément à sa législation.
[3] Le canton de Vaud informe régulièrement le canton du Valais des autorisations délivrées.

Art. 6 Autres autorisations
Les autres autorisations nécessaires sont délivrées par l'autorité compétente au lieu du site conformément à sa propre législation.

Chapitre 3: Relations contractuelles

Art. 7 Prestations
[1] Les listes et mandats de prestations LAMal de l'établissement sont définis par les deux Conseils d'Etat selon la procédure respective de chaque canton.
[2] Le contrat de prestations fixe les modalités d'exécution des mandats de prestations LAMal. Les départements concluent annuellement avec l'HRC un contrat de prestations tripartite.

Chapitre 4: Système de financement

Art. 8 Prestations LAMal
Les cantons participent au financement des prestations stationnaires LAMal de leurs assurés relevant de l'assurance obligatoire des soins selon les modalités définies dans le contrat de prestations. Les deux départements édictent des règles communes.

Art. 9 Prestations relevant d'autres assurances sociales
Les cantons de Vaud et du Valais participent au financement des prestations stationnaires de leurs assurés relevant d'autres assurances sociales (LAA, LAM, LAI) selon les modalités définies dans le contrat de prestations. Les deux départements édictent des règles communes.

Art. 10 Prestations d'intérêt général
[1] La participation des cantons de Vaud et du Valais aux coûts d'exploitation ou d'investissements des prestations d'intérêt général (PIG) de l'HRC porte,

dans la limite des disponibilités budgétaires, sur des prestations dont le financement ne peut être assuré malgré une gestion rationnelle et efficace.
2 Les coûts de formation universitaire et de recherche de l'HRC au sens de l'article 49 alinéa 3 LAMal sont financés par les cantons conformément aux modalités édictées par les deux départements.
3 Les deux départements déterminent annuellement par voie budgétaire les montants retenus pour les PIG communes. Le financement est en principe réparti à raison de 75 pour cent pour le Canton de Vaud et 25 pour cent pour le Canton du Valais.
4 Chaque département peut demander et financer des PIG particulières.

Art. 11 Autres subventions
1 Les départements peuvent octroyer d'autres subventions dans la limite des disponibilités budgétaires, sur la base d'un dossier détaillé et argumenté.
2 Les départements fixent les modalités dans le contrat de prestations.

Art. 12 Conventions tarifaires
1 Toutes les prestations sont facturées avec des tarifs identiques pour les patients valaisans et vaudois conformément aux articles 16 et 17 de la Convention.
2 Les conventions tarifaires, au sens de la LAMal, signées par l'HRC sont soumises à l'approbation du Conseil d'Etat vaudois. Le Département de la santé du Canton du Valais est consulté.
3 En cas d'absence de convention tarifaire au sens de la LAMal, les deux Conseils d'Etat fixent le tarif.

Art. 13 Contrôle des investissements
1 L'HRC soumet, pour approbation, aux deux Conseils d'Etat, au minimum chaque deux ans, un plan quadriennal de ses investissements. Ce plan doit être transmis pour la première fois, le 31 août 2020.
2 L'HRC peut décider d'investissements non approuvés dans le plan quadriennal, mais justifiés par des événements exceptionnels. Ces investissements sont soumis aux deux Conseils d'Etat pour approbation si leur montant, par objet, est supérieur à deux millions de francs.
3 L'acquisition d'équipements médico-techniques est soumise aux dispositions légales en vigueur dans le canton de Vaud en particulier au Décret du 29 septembre 2015 sur la régulation des équipements médico-techniques lourds pour sa durée de validité. Avant de rendre sa décision, l'autorité vaudoise compétente prend l'avis du département de la santé valaisan.

Art. 14 Principes de comptabilisation relatifs aux investissements
1 Les investissements de l'HRC sont activés au bilan.
2 La part de la rémunération des prestations liées aux investissements excédant les charges d'investissement est comptabilisée dans un fonds affecté aux investissements au passif du bilan.
3 Les principes de comptabilisation relatifs aux investissements sont réévalués périodiquement et font l'objet d'une directive des départements.

Art. 15 Plan comptable et principes comptables
[1] Les comptes financiers et analytiques de l'HRC répondent aux exigences du présent règlement, de la législation fédérale et aux recommandations de l'association faîtière des hôpitaux H+, notamment Swiss GAAP FER et Rekole.
[2] Les financements cantonaux doivent être comptabilisés distinctement.
[3] Les départements peuvent préciser certaines exigences cantonales dans une directive commune.

Art. 16 Approbation des budgets et des comptes
[1] L'HRC établit annuellement un budget d'exploitation et un budget d'investissements conformément aux modalités et calendriers définis dans le contrat de prestations en vue de leur approbation par les Conseils d'Etat.
[2] Le Conseil d'Etablissement arrête les budgets et les comptes. Il transmet les budgets, les comptes audités, le rapport de l'organe de révision et le rapport d'activité simultanément aux départements vaudois et valaisan.
[3] Les deux départements transmettent à leur Conseil d'Etat les comptes et budgets de l'HRC pour ratification. Les Conseils d'Etat donnent décharge au Conseil d'établissement de sa gestion annuelle.

Art. 17 Organe de révision de l'HRC
[1] L'organe de révision est ratifié par les deux Conseils d'Etat sur proposition du Conseil d'Etablissement de l'HRC.
[2] Il effectue un examen des états financiers de l'HRC visant à vérifier leur exactitude et leur pertinence conformément aux normes en vigueur concernant le contrôle ordinaire et au présent accord.
[3] Il établit annuellement un rapport détaillé à l'attention du Conseil d'Etablissement de l'HRC contenant notamment les constatations relatives à l'établissement des comptes, au système de contrôle interne ainsi qu'à l'exécution et au résultat du contrôle.
[4] Il établit annuellement un rapport écrit à l'attention du Conseil d'Etablissement ainsi qu'aux deux Conseils d'Etat qui résume le résultat de la révision et qui exprime son opinion sur la gestion de l'HRC et sur les états financiers et leur légalité par rapport à la législation en vigueur. Il recommande l'approbation sans réserve, avec réserve ou le renvoi des comptes annuels.

Art. 18 Audit interne
[1] L'HRC dispose d'un service d'audit interne chargé notamment d'évaluer, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernement d'entreprise, ainsi que d'élaborer des propositions pour renforcer leur efficacité.
[2] L'HRC informe régulièrement les départements des constatations et propositions du service d'audit interne.

Art. 19 Gestions des fonds et donations
[1] Tous les fonds et donations résultant de l'activité de l'HRC sont intégrés dans sa comptabilité.

[2] L'HRC précise dans des règlements à quelles conditions et selon quelles modalités des fonds peuvent être créés et financés.

Chapitre 5: Sécurité des patients et qualité des soins

Art. 20 Démarche sécurité patients, qualité des soins et gestion des réclamations
[1] L'établissement s'engage à tout mettre en œuvre pour disposer d'une démarche active en matière de sécurité patients et qualité des soins.
[2] L'HRC édicte une directive interne fixant la procédure de gestion des réclamations de patients.

Art. 21 Déclaration et gestion des incidents
[1] L'HRC est tenu de mettre en place un système de déclaration et de gestion des incidents.
[2] Les annonces d'événements graves ou incidents critiques s'effectuent selon les règles et la procédure prévue par la législation du siège social de l'établissement, soit le Canton de Vaud.
[3] Le Canton de Vaud informe immédiatement le canton du Valais de l'annonce d'un événement grave ou incident critique et des suites données.

Chapitre 6: Droit des patients et devoirs des professionnels de la santé

Art. 22 Obligations et droit applicable
[1] L'HRC veille à ce que les droits des patients découlant des législations fédérales et cantonales applicables soient respectés.
[2] Les professionnels de la santé respectent les devoirs professionnels prévus par les législations fédérales et cantonales notamment celles relatives à l'établissement des constats de décès, au signalement d'un mineur en danger et à l'annonce des maladies obligatoires selon la loi fédérale sur les épidémies.
[3] La procédure d'assistance au suicide est celle du droit du lieu du site.

Chapitre 7: Surveillance de l'établissement

Art. 23 Surveillance découlant du régime des autorisations
[1] La surveillance découlant des autorisations délivrées relève de l'autorité compétente au siège social de l'établissement, soit le canton de Vaud, conformément à sa législation. Le Service de la santé publique valaisan est informé régulièrement.
[2] Les décisions prises au titre de la surveillance du régime des autorisations délivrées conformément aux articles 4 et 5 du présent règlement relèvent de la compétence conjointe des deux départements. Demeurent réservées les mesures provisionnelles.
[3] Pour les autres autorisations, l'autorité du canton qui a délivré l'autorisation est compétente pour statuer, conformément à sa législation.

Art. 24 Surveillance découlant de la planification
[1] L'HRC fait l'objet de contrôles par les deux départements portant sur le res-

pect de la planification, des mandats et contrats de prestations, de l'économicité des prestations, du budget, des comptes et de l'affectation du financement LAMal et des subventions cantonales.
[2] Les cantons s'informent mutuellement, dans les meilleurs délais, des actes de surveillance effectués conformément à l'alinéa précédent.
[3] Les décisions prises au titre de la surveillance découlant de la planification relèvent de la compétence conjointe des deux départements, voire des deux Conseils d'Etat, en fonction de leurs attributions respectives.

Chapitre 8: Dispositions finales

Art. 25 Abrogation
L'arrêté d'application du 15 septembre 2010 de la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais est abrogé.

Art. 26 Entrée en vigueur
Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par les deux Conseils d'Etat.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Ce règlement a été adopté par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud le 2 novembre 2016.

BO No 47/2016, p. 3096.

Règlement sur les émoluments en vertu de la loi fédérale sur le service de l'emploi

Modification du 9 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 6 de la loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs du 13 décembre 2012 (LEMC);
sur la proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

arrête:

I
Le règlement sur les émoluments en vertu de la loi fédérale sur le service de l'emploi du 16 décembre 2010 est modifié comme il suit:

Titre: Règlement sur les émoluments en vertu de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services du 16 décembre 2010

Art. 1 al. 1 let. a, b et c Octroi d'une autorisation de pratiquer cantonale
[1] Le canton perçoit les émoluments suivants en application de la LSE:
a) autorisation de pratiquer le placement privé: 1200 francs;
b) autorisation de pratiquer la location de services: 1400 francs;
c) autorisation de pratiquer le placement privé et la location de services: 2000 francs.

Art. 2 al. 1 let. a, b, c, d, al. 2 et al. 3 Modification d'une autorisation cantonale
[1] Les émoluments suivants sont perçus en cas de modification d'une autorisation cantonale:
a) changement de la personne responsable: 600 francs;
b) changement de la raison sociale: 400 francs;
c) changement de plusieurs points de l'autorisation initiale: 600 francs;
d) modification de l'adresse dans l'autorisation ou non-remplacement de l'un des responsables: 250 francs. *(nouveau)*
[2] Un émolument de 850 francs est perçu si la modification d'une autorisation cantonale de pratiquer la location de services nécessite de la part du service compétent un examen des contrats-cadres de travail, des contrats de mission et/ou des contrats de location de services utilisés par cette entreprise.
[3] Abrogé.

Art. 3 Succursale, local commercial
Un émolument de 600 francs est perçu lorsqu'une société dont le siège principal se trouve en Valais ouvre une nouvelle succursale dans le canton. Un

émolument de 300 francs est perçu en cas d'ouverture d'un local commercial dépendant d'une succursale disposant de sa propre autorisation en Valais.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 9 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 47/2016, p. 3097.

Règlement fixant le tarif des émoluments et des frais en matière d'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière

du 30 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 et l'ordonnance réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière du 27 octobre 1976;
vu l'art 1 let. g de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière du 30 septembre 1987;
vu la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives du 14 mai 1998;
vu l'art. 88 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Art. 1 Champ d'application
[1] Le Service de la circulation routière et de la navigation (ci-après: SCN), perçoit les émoluments et les frais énumérés aux articles 2 à 13 ci-après en matière d'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière.
[2] Les droits de timbre sont perçus en sus.

Section 1: Admission des personnes à la circulation

Art. 2 Permis d'élève conducteur

1.	Délivrance d'un permis d'élève conducteur	Fr. 60.–
2.	Etablissement d'un duplicata ou d'un nouveau permis d'élève conducteur suite à perte, vol ou toute autre circonstance nécessitant son remplacement	Fr. 30.–
3.	Changement d'adresse avec établissement du permis d'élève	Fr. 10.–

Art. 3 Examens de conduite

1.	Autorisation de se présenter à un examen ou à une course de contrôle	Fr. 20.–
2.	Etablissement d'une nouvelle autorisation suite à perte, vol, changement d'adresse ou toute autre circonstance nécessitant son remplacement	Fr. 10.–
3.	Examens théoriques de base	Fr. 30.–
4.	Examen théorique complémentaire pour les caté-	

	gories C ou D ou les sous-catégories C1 ou D1	Fr. 80.–
5.	Examen portant sur la théorie complémentaire exigée pour la délivrance de l'autorisation de transporter des personnes à titre professionnel aux titulaires d'un permis de conduire des atégories B ou C, des sous-catégories B1 ou C1 ou de la catégorie spéciale F	Fr. 40.–
6.	Examen théorique individuel sur requête	Fr. 90.–
7.	Examen pratique:	
7.1	Catégorie A, sous-catégorie A1	Fr. 80.–
7.2	Catégories B, BE, DE, sous-catégories, B1, C1E, D1E et catégorie spéciale F	Fr. 90.–
7.3	Catégorie C, CE, sous-catégories C1, D1	Fr. 135.–
7.4	Catégorie D Fr. 180.–	
7.5	Examen complémentaire pratique exigé pour la délivrance de l'autorisation d'effectuer des transports à titre professionnel aux titulaires d'un permis de conduire des catégories B ou C, des sous-catégories B1 ou C1 ou de la catégorie spéciale F	Fr. 90.–
8.	Examen théorique OACP	Fr. 80.–
9.	Examens particuliers: Pour les examens particuliers suivants ordonnés par l'autorité, il sera perçu un émolument fixé entre Fr. 30.– et Fr. 180.– selon l'importance de la prestation, si l'émolument pour cette dernière n'est pas prévu dans le présent règlement: nouvel examen théorique et/ou pratique, course de contrôle, examen pratique de conduite d'un véhicule adapté à un handicap, test psychotechnique, examen pratique des catégories G ou M, tout autre examen particulier.	
10.	Examen théorique, pratique ou particulier non décommandé 7 jours ouvrables avant le jour fixé: émolument prévu pour l'examen sollicité ou ordonné.	
11.	Annulation dans le délai fixé d'un rendez-vous pour un examen pratique	Fr. 20.–
12.	Autorisation de subir l'examen de conduite (théorie et/ou pratique) dans un autre canton	Fr. 30.–
13.	Consultation du résultat d'un examen théorique	Fr. 30.–

Art. 4 Permis de conduire et autorisations

1.	Délivrance d'un permis de conduire format carte de crédit (pcc)	Fr. 50.–
2.	Etablissement d'un duplicata d'un pcc suite à perte, vol ou endommagement	Fr. 40.–
3.	Délivrance d'un permis de conduire suisse suite à l'échange d'un permis étranger	Fr. 120.–
4.	Délivrance d'un permis international	Fr. 40.–
5.	Délivrance d'un permis ou d'une autorisation de conduire lors d'un retrait différencié	Fr. 50.–

6. Changement d'adresse du titulaire d'un permis de conduire si le module internet spécifique n'est pas utilisé par le détenteur Fr. 10.–
7. Etablissement d'un certificat de capacité (permis 95) Fr. 35.–

Section 2: Admission des véhicules à la circulation

Art. 5 Contrôle des véhicules et de leurs équipements

1. Contrôle individuel précédant la première immatriculation d'un véhicule réceptionné CH et contrôles subséquents périodiques:

1.1 Voitures automobiles légères dont le poids total n'excède pas 3,50 t comprenant les véhicules pour le transport de personnes et de choses, les chariots et les machines de travail, les véhicules agricoles; Remorques de transport et de travail dont le poids total n'excède pas 3,50 t Fr. 70.–

1.2 Voitures automobiles lourdes dont le poids total est supérieur à 3,50 t comprenant les véhicules pour le transport de personnes et de choses, les chariots et les machines de travail, les véhicules agricoles; Remorques de transport et de travail dont le poids total est supérieur à 3,50 t Fr. 140.–

1.3 Motocycles, tricycles et quadricycles à moteur; Remorques attelées aux motocycles, tricycles et quadricycles à moteur Fr. 50.–

2. Contrôle individuel d'un véhicule non réceptionné ou partiellement réceptionné ou ayant subi une seule transformation ou modification:

2.1 Voitures automobiles légères dont le poids total n'excède pas 3,50 t comprenant les véhicules pour le transport de personnes et de choses, les chariots et les machines de travail, les véhicules agricoles; Remorques de transport et de travail dont le poids total n'excède pas 3,50 t Fr. 140.–

2.2 Voitures automobiles lourdes dont le poids total est supérieur à 3,50 t comprenant les véhicules pour le transport de personnes et de choses, les chariots et les machines de travail, les véhicules agricoles; Remorques de transport et de travail dont le poids total est supérieur à 3,50 t Fr. 280.–

2.3 Motocycles, tricycles et quadricycles à moteur Fr. 100.–

3. Contrôle du dispositif d'attelage:

3.1 Voitures automobiles légères dont le poids total n'excède pas 3,50 t comprenant les véhicules pour le transport de personnes et de choses, les chariots et les machines de travail, les véhicules agricoles Fr. 40.–

3.2 Voitures automobiles lourdes dont le poids total est supérieur à 3,50 t comprenant les véhicules pour le transport de personnes et de choses, les chariots et les machines de travail, les véhicules agricoles Fr. 70.–

3.3 Motocycles, tricycles et quadricycles à moteur Fr. 30.–

4. Contrôle complémentaire pour les véhicules dont

	le poids total est supérieur à 3,50 t	Fr. 70.– à140.–
5.	Contrôle complémentaire pour les véhicules dont le poids total est inférieur ou égal à 3,50 t	Fr. 30.– à 70.–
6.	Contrôles des véhicules spéciaux et travaux spéciaux (étude du dossier, cumul de transformations ou de modifications, mesures des émissions sonores ou polluantes, étalonnage de compteur, tests en charge, etc.): selon le temps consacré	
7.	Contrôle non décommandé 4 jours ouvrables avant le jour fixé: émolument identique à celui prévu pour le contrôle.	
8.	Annulation dans le délai prescrit d'un rendez-vous pour un contrôle technique demandé par le détenteur	Fr. 20.–
9.	Préparation du dossier pour les véhicules importés et les véhicules modifiés	Fr. 25.– à 100.–
10.	Modification d'un poids autorisé d'un véhicule	Fr. 40.–

Art. 6 Permis de circulation

1.	Délivrance d'un permis de circulation	Fr. 50.–
2.	Délivrance d'un permis de remplacement	Fr. 50.–
3.	Délivrance d'un permis à court terme (sans RC) par 24 heures	Fr. 30.–
4.	Permis de circulation collectif:	
4.1	Délivrance d'un permis de circulation collectif	Fr. 50.–
4.2	Enquête en vue de la délivrance d'un permis de circulation collectif et de plaques professionnelles	Fr. 250.–
5.	Etablissement d'un duplicata ou d'un nouveau permis de circulation suite à perte, vol ou toute autre circonstance nécessitant son remplacement	Fr. 30.–
6.	Changement d'adresse avec établissement d'un permis de circulation	Fr. 10.–

Art. 7 Autorisations spéciales

1.	Délivrance d'une autorisation d'emprunter la voie publique, sur un court tronçon déterminé, avec des véhicules dépourvus de permis de circulation et de plaques (par véhicule):	
1.1	Chariot de travail et machine de travail dont le poids total n'excède pas 3,50 t	Fr. 60.–
1.2	Chariots de travail et machines de travail dont le poids total est supérieur à 3,50 t	Fr. 120.–
1.3	Autres véhicules automobiles	Fr. 250.–
1.4	Enquête relative à la délivrance d'une autorisation selon ch. 1. et contrôle de sécurité du véhicule: selon le temps consacré	
2.	Délivrance d'une autorisation pour circuler de nuit, les dimanches et jours fériés (selon durée de validité et par véhicule)	Fr. 30.– à 200.–
3.	Délivrance d'une autorisation exceptionnelle pour véhicules agricoles (par véhicule)	Fr. 50.–
4.	Délivrance d'une autorisation de transporter des	

	personnes avec des camions avec des véhicules des catégories C ou C1 (par véhicule)	Fr. 50.–
5.	Délivrance d'autres autorisations spéciales (selon genre et durée de validité)	Fr. 30.– à 80.–

Art. 8 Plaques de contrôle

1.	Voitures automobiles, voitures automobile de travail et véhicules spéciaux (la paire)	Fr. 40.–
2.	Véhicules à plaque unique (motocycles, remorques, etc.)	Fr. 30.–
3.	Véhicules agricoles	Fr. 20.–
4.	Véhicules automobiles immatriculés provisoirement	Fr. 60.–
5.	Motocycles immatriculés provisoirement	Fr. 40.–
6.	Le SCN met aux enchères sur son site internet les numéros de plaques présentant un intérêt particulier. Les montants de départ des enchères sont les suivants:	
6.1	Voitures automobiles	
	Numéros à un chiffre	Fr. 10 000.–
	Numéros à 2 chiffres	Fr. 5000.–
	Numéros à 3 chiffres	Fr. 3000.–
	Autres numéros présentant un intérêt particulier	Fr. 1500.–
6.2	Motocycles	
	Numéros à un chiffre	Fr. 5000.–
	Numéros à 2 chiffres	Fr. 3000.–
	Numéros à 3 chiffres	Fr. 1500.–
	Autres numéros présentant un intérêt particulier	Fr. 500.–
7.	Emolument supplémentaire pour plaques de contrôle au choix du détenteur si le numéro n'est pas destiné aux enchères:	
7.1	Voitures automobiles	
	Numéros à 4 chiffres	Fr. 1500.–
	Numéros à 5 chiffres	Fr. 250.–
	Numéros à 6 chiffres	Fr. 100.–
7.2	Motocycles	
	Numéros à 4 chiffres	Fr. 250.–
	Numéros à 5 chiffres	Fr. 100.–
7.3	Véhicules agricoles	
	Numéros à un chiffre	Fr. 5000.–
	Numéros à 2 chiffres	Fr. 3000.–
	Numéros à 3 chiffres	Fr. 1500.–
	Numéros à 4 chiffres	Fr. 250.–
	Numéros à 5 chiffres	Fr. 100.–
8.	Reprise par le même détenteur après annulation, perte ou vol des plaques	Fr. 80.–
9.	Dépôt de garantie pour plaques de contrôle	

	de voitures automobiles délivrées avec un permis à court terme	Fr. 100.–
10.	Dépôt de garantie pour plaques de contrôle de motocycles et remorques délivrées avec un permis à court terme	Fr. 50.–

Art. 9 Dispositions propres aux cyclomoteurs

1.	Délivrance d'un permis de circulation	Fr. 20.–
2.	Plaque pour cyclomoteur	Fr. 4.–
3.	Vignette pour cyclomoteur avec impôt (assurance RC non comprise)	Fr. 17.–
4.	Contrôle obligatoire extraordinaire suite à un rapport de police	Fr. 50.–
5.	Frais de délivrance d'une plaque et/ou d'une vignette pour cyclomoteur	Fr. 7.–

Section 3: Moniteurs et écoles de conduite

Art. 10 Autorisations et surveillance

1.	Délivrance de l'autorisation d'enseigner	Fr. 250.–
2.	Délivrance d'une autorisation pour animateur deux phases	Fr. 50.–
3.	Prolongation d'une autorisation pour animateur deux phases	Fr. 30.–
4.	Délivrance d'une autorisation pour l'exploitation d'un centre de formation deux phases	Fr. 100.–
5.	Inspection initiale des installations d'une école de conduite	Fr. 180.–
6.	Inspection de l'activité des moniteurs de conduite	Fr. 120.–

Section 4: Mesures administratives, mesures d'exécution et sanctions

Art. 11 Mesures administratives

1.	Décision ordonnant un examen médical, un examen psychologique ou psychiatrique, un nouvel examen théorique ou pratique ou tous les deux, une course de contrôle	Fr. 80.– à 300.–
2.	Refus de délivrer un permis d'élève conducteur ou un permis de conduire	Fr. 80.– à 300.–
3.	Avertissement	Fr. 80.– à 200.–
4.	Retrait du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire:	
4.1	Retrait préventif	Fr. 80.– à 300.–
4.2	Retrait de sécurité et d'admonestation	Fr. 120.– à 300.–
5.	Interdiction de faire usage d'un permis de conduire étranger	Fr. 120.– à 300.–
6.	Restitution du permis d'élève conducteur ou du	

	permis de conduire	Fr. 120.– à 300.–
7.	Cours d'éducation routière:	
7.1	Délivrance d'une autorisation de dispenser des cours	Fr. 250.–
7.2	Inspection de l'activité	Fr. 120.–
8.	Décision de restitution provisoire d'un permis d'élève conducteur ou d'un permis de conduire saisi par la police	Fr. 50.– à 100.–
9.	Avertissement pour moniteurs de conduite	Fr. 80.– à 200.–
10.	Retrait du permis de moniteur de conduite	Fr. 120.– à 300.–
11.	Retrait du permis de circulation	Fr. 100.– à 200.–
12.	Etablissement d'un ordre de séquestre de permis de conduire ou de circulation par la police (frais de police en sus)	Fr. 30.– à 50.–
13.	Refus ou retrait de la dispense de présenter au contrôle individuel des véhicules lors de leur première immatriculation	Fr. 100.– à 200.–
14.	Retrait des droits accordés par convention aux garagistes	Fr. 100.– à 200.–
15.	Autres décisions non prévues par le présent règlement	Fr. 80.– à 300.–
16.	Les débours de l'autorité sont calculés conformément aux articles 2 et 5 à 9 de la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives.	

Art. 12 Sanctions

1.	Emolument de la décision pénale	Fr. 60.– à 200.–
2.	Les débours de l'autorité sont calculés conformément aux articles 2 et 5 à 9 de la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives.	

Section 5: Dispositions diverses et finales

Art. 13 Autres émoluments et débours

1.	Délivrance d'une autorisation de former des apprentis conducteurs de camions	Fr. 60.–
2.	Frais d'immatriculation, de mutation	Fr. 30.–
3.	Ristourne pour saisie d'une demande d'immatriculation dans le module internet ad hoc	Fr. 10.–
4.	Renseignements spéciaux: selon le temps consacré	
5.	Photocopies: dès 10 pages, Fr. 1.- la page	Fr. max. 30.–
6.	Photocopies de documents microfilmés: la page	Fr. 5.–
7.	Attestations, déclarations, certificats	Fr. 20.– à 50.–
8.	Frais des examens médicaux, des expertises médicales, psychotechniques, psychologiques, psychiatriques: à la charge de l'intéressé et paiement direct à la personne ou à l'institut chargés de l'examen ou de l'expertise	

9. Contrôle subséquent des entreprises titulaires d'un permis de circulation collectif et de plaques professionnelles Fr. 150.–
10. Assurance responsabilité civile (RC): selon tarif des compagnies
11. Chaque fois que le coût de la prestation doit être déterminé en fonction du temps consacré, le prix de l'heure est de Fr. 120.– par personne
12. Aux montants facturés en fonction du temps consacré, s'ajoutent les frais de déplacement qui comprennent une indemnité horaire calculée conformément au chiffre 4 ci-devant et une indemnité de Fr. 0,70 par kilomètre effectif parcouru. Les frais de déplacement ne sont pas perçus pour les examens de conduite ainsi que pour les contrôles des véhicules agricoles effectués à l'extérieur des halles officielles de contrôle.
13. Formation de base pour l'octroi de la dispense de contrôle individuel précédant la 1ère mise en circulation pour les voitures automobiles légères réceptionnées Fr. 300.–
14. Formation de base pour l'octroi de la dispense de contrôle individuel précédant la 1ère mise en circulation pour les motocycles, quadricycles et remorques réceptionnés Fr. 150.–
15. Autres prestations non prévues par le présent règlement: selon leur importance.

Art. 14 Abrogation - Entrée en vigueur

[1] Le présent règlement abroge le règlement du 18 mars 2003 sur le même objet.

[2] Il est publié au Bulletin officiel et entre en vigueur le 1er février 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 30 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 50/2016, p. 3325.

Règlement d'application de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais

Modification du 30 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 8 alinéa 4, 11alinéa 2, 18 alinéa 3 et 20 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais du 13 novembre 1991 (LREE);
vu les articles 2 et 53 chiffres 2 et 8 de la Constitution cantonale;
sur proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

I
Le règlement d'application de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais du 7 juillet 1993 est modifié comme il suit:

Art. 1 al. 1 et 2 Représentants des Eglises
[1] Les Eglises catholique romaine et réformée évangélique communiquent au Département en charge des institutions (ci-après: le Département) les autorités habilitées à les représenter sur le plan cantonal.
[2] Abrogé.

Art.3 al. 1 Traitements a) principes
[1] La rétribution des ecclésiastiques engagés à plein temps correspond au traitement annuel d'un maître de l'enseignement primaire (Diplôme pédagogique enfantin ou primaire E1-16).

Art. 4 al. 1, 2 et 3 (nouveaux) b) modalités
[1] Les traitements fixés à l'article 3 sont soumis aux mêmes variations que celles du personnel enseignant, notamment en ce qui concerne les augmentations réelles, le renchérissement, et les allocations sociales. Les parts d'expérience sont calculées conformément à l'alinéa suivant.
[2] La différence entre le traitement minimal et maximal est de 35 pour cent. Les Conseils municipaux fixent les parts d'expérience annuelles retenues comme frais de culte au sens des articles 7 et 8 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais du 13 novembre 1991 (LREE) entre 1,75 et 3,5 pour cent.
[3] Le pourcentage de parts d'expérience accumulé en qualité d'ecclésiastique ou de laïc chargé de tâches pastorales reste acquis à l'intéressé lors d'un changement de fonction ou de lieu de travail.

Art.9 al. 1 et 2 c) fin de l'obligation de contribuer
[1] Abrogé.
[2] Abrogé.

Art. 10 al. 1, 2 et 3 (Nouveau) Maintien en fonction après l'âge légal de la retraite

[1] Les ecclésiastiques et les laïcs chargés de tâches pastorales qui sont maintenus en fonction après l'âge légal de la retraite peuvent choisir, pour autant que le règlement de l'institution de prévoyance le prévoie, si le traitement doit être réduit des rentes versées par celle-ci ou si la rente doit être différée jusqu'à la fin de l'engagement.
[2] Si le règlement de l'institution de prévoyance ne prévoit pas d'ajournement de la rente, celle-ci est déduite du salaire au prorata du taux d'activité.
[3] La rente AVS demeure acquise à l'intéressé.

Art. 11 Calcul des salaires et cotisations

Le Département, avec la collaboration du Service de l'Administration des finances, fournit chaque année, à l'intention des paroisses et des communes, les informations servant au calcul des salaires.

Art. 12 al.1 Remplacements (Nouveau titre)

[1] Les remplacements nécessaires sont payés par l'employeur.

Art. 13 al. 1 Maladie, accident et service obligatoire

[1] Les traitements en cas de maladie, d'accident ou de service obligatoire sont fixés conformément aux dispositions valables pour les employés de l'Etat du Valais.

Art. 16 Plan comptable a) obligation

Afin de faciliter l'examen des comptes et du budget et de simplifier les tâches des communes, le Département peut imposer aux paroisses un plan comptable, notamment lorsqu'une paroisse recouvre le territoire de plusieurs communes ou lorsqu'il y a plusieurs paroisses sur le territoire communal.

Art. 24 al. 1, 2 et 3 Commission cantonale a) nomination

[1] Les Eglises reconnues et la Fédération des Communes Valaisannes sont invitées par le Département à formuler des propositions quant à la nomination des membres de la commission cantonale.
[2] Le Département communique ces propositions au bureau du Grand Conseil.
[3] Le président et les autres membres de la commission sont nommés par le Grand Conseil pour la durée de la législature.

Art. 27 d) indemnisation

Les membres de la commission cantonale sont indemnisés conformément à l'arrêté sur les indemnités de commissions du 18 juin 2008.

Art. 28 Exécution

Le Département est chargé de l'exécution du présent règlement.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 30 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 50/2016, p. 3328.

Règlement concernant les taxes cadastrales

Modification du 16 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu le rapport du Service cantonal des contributions du 15 novembre 2016;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

I
Le règlement concernant les taxes cadastrales du 6 février 1975 est modifié comme il suit :

Art. 23
Abrogé

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi projeté en Conseil d'Etat, à Sion, le 16 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Approuvé en séance du Grand Conseil à Sion, le 15 décembre 2016.

Le président du Grand Conseil: **Edmond Perruchoud**
Le chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

BO No 50/2016, p. 3517.

Arrêté concernant l'élection d'une députée au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sierre)

du 13 janvier 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Sierre, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la démission présentée par M. Olivier Salamin, à Sierre, député;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
Mme Francine Zufferey Molina, à Chippis, est proclamée élue députée au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 13 janvier 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 22 janvier 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 4/2016, p. 169.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur du règlement sur le fonds cantonal pour le tourisme

du 27 janvier 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 32bis de la loi sur le tourisme du 9 février 1996 créant le fonds cantonal pour le tourisme et précisant que sa mise en place est régie par un règlement du Conseil d'Etat, soumis à l'approbation du Grand Conseil;
vu le règlement sur le fonds cantonal pour le tourisme adopté par le Grand Conseil le 11 juin 2015;
sur la proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

arrête:

Article unique

Le règlement sur le fonds cantonal pour le tourisme adopté par le Grand Conseil le 11 juin 2015 entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 27 janvier 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 6/2016, p. 297.

Arrêté quinquennal sur l'exercice de la pêche en Valais pour les années 2014 à 2018

Modification du 3 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur la pêche du 21 juin 1991 (LFSP);
vu les articles 50 et 52 à 55 de la loi cantonale sur la pêche du 15 novembre 1996;
vu l'ordonnance sur l'exercice de la pêche du 19 novembre 2008;
sur la proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement,

ordonne:

I
L'arrêté quinquennal sur l'exercice de la pêche du 27 novembre 2013 est modifié comme suit:

Art. 2 - ch. 2 Canaux
District de Rarogne:
– Nordkanal;
– Grossgrundkanal;
– Wannenmooskanal;
– Galdikanal: entre la limite communale de Niedergesteln / Rarogne et le Rottubrücke, durant l'année 2016.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er février 2016.

Ainsi décidé en Conseil d'Etat, à Sion, le 3 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 7/2016, p. 364.

Arrêté concernant l'élection d'un député-suppléant au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Saint-Maurice)

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Saint-Maurice, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la nomination de M. Cédric Rosaire, à Evionnaz, à la fonction de député en remplacement de M. André Vernay, à Saint-Maurice;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Article unique
M. Pierre-Alain Rosset, à Salvan, est proclamé élu député-suppléant au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 26 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 471.

Arrêté concernant l'élection d'un député-suppléant au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district d'Hérens)

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district d'Hérens, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la désignation de M. Fabien Schafeitel, à Euseigne, à la fonction de député en remplacement de M. Grégoire Dussex;
vu la candidature proposée par les signataires de la liste N° 3 du Parti démocrate-chrétien du district d'Hérens en l'absence de viennent-ensuite sur cette liste;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
M. Luc Bonvin, à Vex, est proclamé élu député-suppléant au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 26 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 471.

Arrêté concernant l'élection d'une députée-suppléante au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sion)

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Sion, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la démission présentée par M. Florian Maret, à Sion, député-suppléant;
vu la candidature proposée par les signataires de la liste No 2 du Parti démocrate-chrétien du district de Sion, en l'absence de viennent-ensuite sur cette liste;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
Mme Carole Schmid, à Sion, est proclamée élue députée-suppléante au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 26 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 471.

Arrêté concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 87 de la Constitution cantonale,
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP),
vu l'ordonnance sur le vote par correspondance du 12 mars 2008 (OVC),
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 But
Le présent arrêté fixe les dates et règles applicables pour l'élection des autorités municipales et bourgeoisiales pour la législature 2017-2020.

Art. 2 Principe d'égalité
Dans le présent arrêté, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Chapitre 1: Election des autorités municipales

Section 1: Conseil général

Art. 3 Système électoral
Le conseil général est élu selon le système de la représentation proportionnelle.

Art. 4 Date
Dans les communes qui ont institué un conseil général, l'élection de celui-ci a lieu le dimanche 13 novembre 2016.

Art. 5 Eligibilité
Tout citoyen suisse ayant le droit de vote sur le plan communal est éligible aux fonctions de conseiller général.

Section 2: Conseil municipal

Art. 6 Système électoral
[1] Le Conseil municipal est élu soit selon le système proportionnel, soit selon le système majoritaire, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.
[2] Le système proportionnel s'applique dans les communes de plus de 1'500

habitants ou qui ont introduit ce système. Dans les autres communes, le système majoritaire est applicable.

Art. 7 Dates
[1] L'élection du Conseil municipal a lieu le dimanche 16 octobre 2016.
[2] En système majoritaire, si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à tous les candidats à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 30 octobre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.

Art. 8 Eligibilité
Tout citoyen suisse est éligible à la fonction de conseiller municipal. Le domicile dans le canton ou la commune n'est pas exigé.

Section 3: Président et vice-président

Art. 9 Système électoral
Le président et le vice-président de la commune municipale sont élus selon le système majoritaire, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.

Art. 10 Dates
[1] L'élection du président et du vice-président a lieu le dimanche 13 novembre 2016.
[2] Si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à un candidat à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 27 novembre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.
[3] Dans les communes où un second tour est nécessaire pour l'élection du conseil municipal (art. 6 et 7), l'élection du président et du vice-président a lieu le dimanche 27 novembre 2016. Si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à un candidat à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 11 décembre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.

Art. 11 Eligibilité
Sont éligibles à la fonction de président ou de vice-président les membres du conseil municipal.

Section 4: Juge et vice-juge

Art. 12 Système électoral
Le juge et le vice-juge de la commune municipale sont élus selon le système majoritaire, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.

Art. 13 Dates
[1] L'élection du juge et du vice-juge a lieu le dimanche 16 octobre 2016.

[2] Si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à un candidat à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 13 novembre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.
[3] Dans les communes où un second tour est nécessaire pour l'élection du conseil municipal ainsi que pour l'élection du juge et/ou du vice-juge, ce second tour a lieu le dimanche 30 octobre 2016 (art. 6, 7 et 12). De nouvelles candidatures peuvent être proposées.

Art. 14 Eligibilité
Tout citoyen suisse est éligible à la fonction de juge ou vice-juge. Le domicile dans le canton, le cercle ou la commune n'est pas exigé.

Chapitre 2: Election des autorités bourgeoisiales

Section 1: Conseil bourgeoisial

Art. 15 Système électoral
[1] Le Conseil bourgeoisial est élu soit selon le système proportionnel, soit selon le système majoritaire, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.
[2] Le système proportionnel s'applique dans les bourgeoisies de plus de 1'500 bourgeois domiciliés ou qui ont introduit ce système. Dans les autres bourgeoisies, le système majoritaire est applicable.

Art. 16 Dates
[1] L'élection du conseil bourgeoisial a lieu le dimanche 16 octobre 2016.
[2] En système majoritaire, si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à tous les candidats à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 30 octobre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.

Art. 17 Eligibilité
Tous les bourgeois, domiciliés ou non, sont éligibles à la fonction de conseiller bourgeoisial.

Section 2: Président et vice-président

Art. 18 Système électoral
Le président et le vice-président de la bourgeoisie sont élus selon le système majoritaire, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.

Art. 19 Dates
[1] L'élection du président et du vice-président a lieu le dimanche 13 novembre 2016.
[2] Si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à un candidat à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 27

novembre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.
[3] Dans les bourgeoisies où un second tour est nécessaire pour l'élection du conseil bourgeoisial (art. 15 et 16), l'élection du président et du vice-président a lieu le dimanche 27 novembre 2016. Si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à un candidat à élire, il est procédé à un second tour. Ce second tour a lieu le dimanche 11 décembre 2016. De nouvelles candidatures peuvent être proposées.

Art. 20 Eligibilité
Sont éligibles à la fonction de président ou de vice-président les membres du Conseil bourgeoisial.

Chapitre 3: Organisation du scrutin

Section 1: Corps électoral

Art. 21 Convocation du corps électoral
[1] Le Conseil communal affiche l'avis de convocation du corps électoral au pilier public au plus tôt le 20 septembre 2016 et au plus tard le 26 septembre 2016.
[2] Cet avis précise la date et l'ordre des opérations électorales. Il indique les heures d'ouverture des bureaux de vote ainsi que les jours et les heures durant lesquels le citoyen peut exercer son vote en déposant l'enveloppe de transmission fermée directement auprès du secrétariat communal.

Art. 22 Registre électoral
Le registre électoral est tenu constamment à jour par le secrétaire communal ou par le préposé désigné par le conseil communal. Le conseil municipal s'assure avant chaque scrutin que les inscriptions et les radiations y ont été opérées.

Section 2: Liste des candidats

Art. 23 Dépôt des listes
[1] Le dépôt de listes est obligatoire pour toutes les élections tant en système proportionnel qu'en système majoritaire.
[2] Les listes formées par les partis ou les groupements politiques doivent être déposées, sous pli fermé et contre reçu, au greffe du conseil concerné. Les listes des candidats ne peuvent renfermer plus de noms que de membres à élire. En système proportionnel, chaque liste doit porter une désignation qui la distingue des autres listes. La remise des listes par voie postale ou par d'autres moyens (fax ou informatique) n'est pas autorisée.

Art. 24 Date du dépôt des listes pour l'élection du conseil municipal et du Conseil bourgeoisial, du juge, du vice-juge et du Conseil général
Les listes doivent être déposées au greffe communal:
a) pour l'élection du conseil municipal et du Conseil bourgeoisial:

– au plus tard le 19 septembre 2016, jusqu'à 18 heures;
– en cas de second tour en système majoritaire: au plus tard le 18 octobre 2016 jusqu'à 18 heures.

b) pour l'élection du juge et du vice-juge:
– pour le premier tour: au plus tard le 19 septembre 2016, jusqu'à 18 heures;
– pour le second tour: au plus tard le 18 octobre 2016, jusqu'à 18 heures.

c) pour l'élection du conseil général:
– au plus tard le 17 octobre 2016, jusqu'à 18 heures.

Art. 25 Date du dépôt des listes pour l'élection du président et du vice-président

[1] Pour le premier tour de l'élection du président et du vice-président, les listes doivent être déposées le mardi qui suit l'élection du Conseil communal **à 12 heures au plus tard**, soit:

a) au plus tard le 18 octobre 2016 à 12 heures, si le Conseil communal est élu au système proportionnel ou s'il est élu au système majoritaire et que tous les membres du conseil sont élus à l'issue du premier tour;

b) au plus tard le 2 novembre 2016 à 12 heures, si le Conseil communal est élu au système majoritaire et qu'un second tour est nécessaire, le 30 octobre 2016, pour désigner l'ensemble du Conseil communal (art. 3 al. 3 LcDP).

[2] Pour le second tour de l'élection du président et du vice-président, les listes doivent être déposées le mardi qui suit le premier tour **à 18 heures au plus tard**, soit:

a) au plus tard le 15 novembre 2016 à 18 heures, si le premier tour de l'élection a lieu le 13 novembre 2016;

b) au plus tard le 29 novembre 2016 à 18 heures, si le premier tour de l'élection a lieu le 27 novembre 2016.

Art. 26 Retrait de liste

Une liste ne peut être retirée après son dépôt.

Art. 27 Signataires

[1] Chaque liste doit être signée par 10 citoyens au moins, domiciliés dans la commune, au nom d'un parti ou d'un groupement politique, dans les communes de plus de 1'000 citoyens, et par 5 citoyens au moins dans les communes de 1'000 citoyens et moins.

[2] Nul citoyen ne peut signer plus d'une liste de candidats concernant la même élection. Toute infraction à cette règle entraîne la nullité des signatures. Toute signature annulée de ce fait peut être remplacée dans les 48 heures.

[3] Un citoyen ne peut retirer sa signature après le dépôt de la liste.

[4] Les signataires de la liste doivent désigner un mandataire. En l'absence d'indication, le premier signataire de la liste est considéré comme mandataire du parti.

[5] Le mandataire a le droit et l'obligation de donner, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les déclarations néces-

saires pour écarter les difficultés qui viendraient à surgir. Les décisions des signataires des listes sont prises à la majorité absolue.

Art. 28 Candidature forcée
[1] En système proportionnel, un citoyen ne peut être contraint de figurer sur une liste d'un parti politique. Sur sa demande, il est rayé d'office de la liste.
[2] En système majoritaire, les listes déposées doivent être signées préalablement par les candidats.

Art. 29 Candidatures multiples
[1] Les candidatures multiples sont interdites.
[2] Le candidat dont le nom figure sur plus d'une liste déposée et concernant la même élection doit opter, par écrit, pour l'une d'entre elles. A défaut, le conseil concerné procède au tirage au sort.

Art. 30 Affichage
[1] Après l'épuration des listes, le président du conseil concerné fait afficher au pilier public les listes des candidats déposées en temps utile.
[2] En système proportionnel, ces listes doivent porter en tête un numéro d'ordre, établi selon le rang de leur présentation.

Section 3: Cas particuliers; élection tacite

Art. 31 Absence de liste déposée
[1] Si aucune liste n'a été déposée, les citoyens peuvent voter pour toute personne éligible.
[2] Chaque citoyen dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à attribuer.
[3] Sont élus jusqu'à concurrence du nombre de sièges à repourvoir celui, respectivement ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative). En cas d'égalité de voix, le sort décide.

Art. 32 Dépôt d'une seule liste en système proportionnel
[1] S'il n'y a qu'une seule liste déposée, tous les candidats de cette liste sont élus sans scrutin.
[2] Lorsque le nombre de candidats de cette liste est inférieur au nombre de sièges à repourvoir, une élection complémentaire, au système majoritaire sans dépôt de liste, a lieu à la date prévue pour le scrutin ordinaire. Sont élus jusqu'à concurrence du nombre de sièges à repourvoir celui, respectivement ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative). En cas d'égalité de voix, le sort décide.

Art. 33 Election tacite en système majoritaire
[1] S'il n'y a qu'une seule liste déposée, tous les candidats de cette liste sont élus sans scrutin. Il en est de même si le nombre des candidats de toutes les listes est égal ou inférieur au nombre de sièges à repourvoir.
[2] Lorsque le nombre de candidats est inférieur au nombre de sièges à repourvoir, une élection complémentaire, au système majoritaire sans dépôt de listes,

a lieu à la date prévue pour le scrutin ordinaire. Sont élus jusqu'à concurrence du nombre de sièges à repourvoir celui, respectivement ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative). En cas d'égalité de voix, le sort décide.

Section 4: Matériel de vote

Art. 34 Impression des bulletins électoraux, charge des frais
[1] La commune fait imprimer, à ses frais, les bulletins de vote de chaque liste valablement déposée ainsi qu'un bulletin blanc officiel.
[2] En l'absence de liste déposée, seuls des bulletins blancs officiels sont imprimés et remis aux électeurs.
[3] Les partis ou groupements politiques ne sont pas autorisés à imprimer des bulletins. Les mandataires de listes peuvent toutefois obtenir au prix coûtant, auprès du greffe communal, des bulletins imprimés supplémentaires.

Art. 35 Envoi du matériel de vote
[1] Avant chaque élection, les communes adressent personnellement à chaque citoyen, à son domicile, un exemplaire de chaque bulletin de vote imprimé, un bulletin blanc officiel, une enveloppe de transmission, une feuille de réexpédition et autant d'enveloppes de vote qu'il y a de scrutins organisés. Les enveloppes de vote doivent mentionner clairement le scrutin auquel elles sont destinées.
[2] Lorsque plusieurs scrutins ont lieu le même jour, le citoyen reçoit une seule enveloppe de transmission comprenant le matériel de vote destiné à tous les scrutins organisés, sous réserve de l'al. 3.
[3] En cas d'élection communale le 27 novembre 2016, date à laquelle est prévue une votation fédérale, les citoyens reçoivent le matériel de vote pour le scrutin communal dans une enveloppe de transmission séparée et dans le délai légal (cf. al. 4).
[4] Les citoyens reçoivent le matériel de vote au plus tard 15 jours avant le scrutin. Pour les seconds tours de scrutin, ce délai est réduit à 5 jours (art. 56 al. 1 LcDP).

Section 5: Bâtiments électoraux

Art. 36 Bureaux de vote
[1] Le Conseil communal met à disposition les locaux de vote et de dépouillement nécessaires, si possible dans un bâtiment public.
[2] Toutes discussions entre citoyens, toutes délibérations autres que celles du bureau, toute distribution de bulletins, toutes opérations tendant à capter des suffrages ou à entraver le libre exercice du droit de vote sont interdites dans le bâtiment électoral.
[3] Lors d'élections ou de votations simultanées, les bureaux de vote sont clairement signalisés.

Art. 37 Secret du vote
[1] Le Conseil communal veille à assurer le secret et l'absolue liberté de vote.

[2] Il fait aménager dans le local de vote les équipements nécessaires. En particulier, il établit dans la salle de vote un ou plusieurs isoloirs où se trouvent les bulletins au choix et par lequel le citoyen doit se rendre à l'urne.
[3] Le bureau électoral veille spécialement à ce que l'accès à l'urne soit constamment libre et le citoyen à l'abri de toute pression. Il vérifie, de manière régulière, que la totalité des bulletins officiels se trouve en suffisance dans les isoloirs.
[4] Il est établi une urne particulière pour chaque scrutin. L'urne doit être munie d'une indication claire et bien visible quant à l'objet du scrutin.

Section 6: De l'exercice du droit de vote

Art. 38 Modes de voter
[1] Le citoyen exerce son droit de vote soit en se rendant en personne à l'urne au lieu de son domicile, soit en votant par voie postale ou par dépôt à la commune.
[2] A cet effet, le conseil communal arrête toutes les dispositions utiles afin de sauvegarder le secret absolu du vote et l'intangibilité du matériel de vote (urnes scellées, etc.).

Art. 39 Vote à l'urne
[1] L'électeur exerce son droit en déposant personnellement son enveloppe dans l'urne.
[2] L'électeur vote en se servant du matériel de vote (enveloppes de vote, bulletins de vote imprimés ou bulletin blanc officiel, feuille de réexpédition, cas échéant carte civique) qui lui a été officiellement remis par la commune. Si ce matériel fait défaut, une nouvelle enveloppe de vote lui est remise personnellement à l'entrée de l'isoloir et dans laquelle il place un bulletin de vote. Toute distribution d'enveloppes ou de bulletins de vote en dehors de la salle de vote est interdite.
[1] Dans les communes prescrivant la carte civique ou exigeant la présentation de la feuille de réexpédition qui en tient lieu, le citoyen qui se présente à l'urne doit la produire. Si celle-ci fait défaut, le citoyen inscrit au registre électoral est néanmoins admis au vote s'il peut justifier de son identité. Le bureau s'assure que cette personne n'a pas voté par correspondance ou par dépôt à la commune ou dans une autre section (art. 64 LcDP).

Art. 40 Modalités du vote
[1] L'électeur souhaitant voter par correspondance ou par dépôt à la commune place son bulletin dans l'enveloppe de vote correspondante, sur laquelle il ne doit faire aucune inscription pouvant en révéler la provenance.
[2] Il introduit ensuite la ou les enveloppes de vote dans l'enveloppe de transmission avec, le cas échéant, la carte civique.
[3] **Il appose sa signature sur la feuille de réexpédition** et, en l'absence de texte pré-imprimé, y inscrit l'adresse de l'administration communale destinataire.
[4] Il introduit la feuille de réexpédition dans l'enveloppe de transmission de

façon à ce que l'adresse de la commune destinataire apparaisse dans la fenêtre transparente. Enfin, il ferme l'enveloppe de transmission et la remet à un bureau de poste ou la dépose dans l'urne scellée prévue à cet effet au secrétariat communal.

Art. 41 Envoi par poste
[1] Si l'électeur exerce son vote par la voie postale, il affranchit, sous peine de nullité, l'enveloppe de transmission selon les tarifs postaux en vigueur et remet le pli à un bureau de poste.
[2] L'envoi doit parvenir à l'administration communale au plus tard le vendredi précédant l'élection. Dès leur réception, les enveloppes transmises par voie postale sont immédiatement insérées dans l'urne scellée, sous la responsabilité du secrétaire communal ou du préposé désigné par le conseil communal.
[3] Les enveloppes de transmission arrivées hors délai sont gardées fermées. La commune les conserve jusqu'à l'échéance du délai de recours, puis les détruit avec le matériel de vote (art. 88 LcDP).
[4] La commune refuse les enveloppes non affranchies ou insuffisamment affranchies qui lui parviennent par voie postale (art. 14 al. 3 OVC).
[5] L'envoi groupé d'enveloppes de transmission est interdit, sous peine de nullité (art. 20 al. 1 let. d OVC).

Art. 42 Dépôt à la commune
[1] L'électeur peut exercer son vote en déposant l'enveloppe de transmission fermée directement auprès du secrétariat communal, **dans l'urne scellée prévue à cet effet**. Ce dépôt peut intervenir dès que le citoyen a reçu le matériel de vote et jusqu'au vendredi qui précède le scrutin, à 17 heures.
[2] L'enveloppe de transmission ne doit pas être déposée dans la boîte aux lettres de la commune, sous peine de nullité (art. 20 al. 1 let. c OVC).
[3] La commune mentionne dans l'avis de convocation du corps électoral les jours et les heures durant lesquels ce dépôt peut être effectué. Ce dépôt doit être rendu possible au minimum pendant deux heures les jeudi et vendredi qui précèdent le scrutin.
[4] Le Conseil communal arrête toutes les dispositions utiles afin de sauvegarder le secret absolu du vote et l'intangibilité du matériel de vote (urne scellée, etc.).

Art. 43 Vote des personnes âgées, malades ou handicapées
[1] Les personnes que des infirmités empêchent d'accomplir elles-mêmes les actes nécessaires à l'exercice de leur droit de vote peuvent se faire assister à leur lieu de domicile, de résidence ou au local de vote, par une personne de leur choix. Celle-ci doit respecter le secret du vote.
[2] L'électeur incapable d'écrire peut se faire remplacer par une personne de son choix pour accomplir les formalités du vote par correspondance ou par dépôt à la commune. Cette personne est habilitée à signer en lieu et place de l'électeur incapable. Elle mentionne ses nom et prénom sur la feuille de réexpédition.

Art. 44 Vote par procuration
Le vote par procuration est interdit (art. 29 LcDP).

Art. 45 Ouverture des bureaux de vote et durée du scrutin
[1] Le Conseil communal ouvre les bureaux de vote le samedi qui précède le scrutin. Dans les communes votant par section, l'ouverture anticipée du samedi peut être limitée au seul bureau principal.
[2] Les jours du scrutin (samedi et dimanche), les bureaux de vote sont ouverts pendant une heure au moins.
[3] L'ouverture totale du bureau principal de vote est de trois heures au moins dans les communes de plus de 4'000 citoyens actifs.
[4] Le dimanche le scrutin est clos à douze heures au plus tard.
[5] Lorsque plusieurs scrutins ont lieu le même jour, l'administration communale veille à ce que les bureaux de vote soient ouverts aux mêmes horaires et soient correctement signalisés.

Art. 46 Expression du vote
[1] Le citoyen vote en se servant soit d'un bulletin de vote imprimé, soit d'un bulletin blanc officiel.
[2] S'il utilise un bulletin de vote imprimé, il peut le modifier de sa main et biffer le nom de certains candidats (latoiser) ou y inscrire le nom de candidats d'autres listes (panacher). En système proportionnel, il peut aussi biffer la dénomination et le numéro d'ordre de la liste ou les remplacer par une autre dénomination ou un autre numéro d'ordre.
[3] S'il utilise un bulletin blanc officiel, il peut inscrire, à la main, le nom des candidats qui figurent sur les listes déposées. En système proportionnel, il peut y inscrire également la dénomination ou le numéro d'ordre d'une des listes déposées.
[4] Il est interdit de porter le nom d'un même candidat plus d'une fois sur le même bulletin (cumuler). La répétition du nom est censée non écrite.

Section 7: Dépouillement du scrutin

Art. 47 Dépouillement par section
Le dépouillement du scrutin par section est interdit, sauf autorisation exceptionnelle octroyée par le Conseil d'Etat (art. 69 LcDP).

Section 8: Transmission et communication des résultats

Art. 48 Transmission des résultats
Une fois le résultat du vote constaté, le président du bureau de dépouillement fait parvenir immédiatement un double du procès-verbal au président de la commune ainsi qu'au Département des finances et des institutions, selon ses instructions.

Art. 49 Communication des résultats
Les résultats des élections communales sont portés à la connaissance des

citoyens par affichage au pilier public sitôt après avoir été constatés par le bureau de dépouillement, le jour même du scrutin. Le président de la commune en assume la responsabilité.

Art. 50 Conservation du matériel de vote
Les bulletins de vote, les feuilles de réexpédition, la liste des votants, les états détaillés ainsi que les enveloppes de vote et de transmission sont conservés, pendant le délai de quinze jours, pour être consultés en cas de recours contre les élections. Ce matériel de vote est mis sous pli fermé, cacheté et signé par les membres du bureau de dépouillement. S'il n'y a pas eu de recours, une fois ce délai écoulé, ce matériel est détruit en sauvegardant le secret du vote et sous la responsabilité du président de la commune (art. 88 LcDP).

Chapitre 4: Dispositions finales

Art. 51 Renvoi
Pour tous les cas non prévus dans le présent arrêté, sont applicables les dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques (LcDP) et celles de l'ordonnance sur le vote par correspondance (OVC).

Ainsi arrêté en séance du Conseil d'Etat le 17 février 2016, pour être inséré dans le Bulletin officiel et affiché dans toutes les communes du canton.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 471.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi d'adhésion au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

vu que la loi d'adhésion au concordat du 3 avril 2014 réglant la coopération en matière de police en Suisse romande a été adoptée par le Grand Conseil le 9 septembre 2015;
attendu que cette loi a été publiée au bulletin officiel du 9 octobre 2015 avec indication du délai référendaire échéant au 7 janvier 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile contre cette loi;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Article unique
La loi d'adhésion au concordat du 3 avril 2014 réglant la coopération en matière de police en Suisse romande du 9 septembre 2015 entre en vigueur le 1er janvier 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 474.

Arrêté
concernant la mise en vigueur du registre foncier dans la commune de Eggerberg, lots 1 (5R) – 2 – 3 – 4, plans 1-21 de la mensuration officielle, sauf la parcelle no. 309 fol. 3

du 17 février 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 209 et suivants de la loi d'application du code civil suisse du 24 mars 1998;
vu l'article 20 de l'ordonnance concernant l'introduction du registre foncier dans le canton du Valais du 9 novembre 2011;
attendu que les travaux d'introduction du registre foncier dans la Commune de Eggerberg, ont été exécutés conformément aux dispositions légales;
attendu que les délais d'exposition des documents sont expirés et que les oppositions ont toutes été liquidées;
sur la proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

arrête:

Art 1
[1] Le registre foncier est mis en vigueur dans la Commune de Eggerberg, lots 1 (5R) – 2 – 3 – 4, plans 1-21 de la mensuration officielle, sauf la parcelle no. 309 fol. 3 à partir du 1er mars 2016.
[2] Aucun acte de disposition de la propriété foncière intéressant cette commune ne peut être établi sans être accompagné d'un extrait du registre foncier délivré par le conservateur de l'arrondissement dont elle relève.
[3] Toute modification apportée à une parcelle (division, rectification de limites, etc.) doit être opérée par le géomètre conservateur qui établira le procès-verbal de mutation à joindre à l'extrait du registre foncier.

Art. 2
Le présent arrêté est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er mars 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 février 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 9/2016, p. 476.

Arrêté concernant l'estivage 2016

du 2 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels du 9 octobre 1992 (loi sur les denrées alimentaires, LDAI);
vu la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991 (LEaux); vu l'article 32 alinéa 1 de l'ordonnance fédérale sur les épizooties du 27 juin 1995 (OFE);
vu les articles 69, 77, 78 et 101 de l'ordonnance fédérale sur la protection des animaux du 23 avril 2008 (OPAn);
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Section 1: Généralités

Art. 1

[1] Tous les animaux estivés sur des pâturages ou sur des alpages doivent être sains et indemnes de maladies contagieuses.
[2] Les animaux qui sont conduits à leur lieu d'estivage dans des véhicules ne doivent pas être transportés avec du bétail de boucherie ou du bétail de commerce. Le transport doit être effectué dans des véhicules nettoyés et désinfectés.
[3] Le détenteur d'animaux responsable de l'exploitation d'alpage et les autres employés de l'exploitation d'alpage sont tenus d'observer consciencieusement les animaux estivés et de faire appel au vétérinaire compétent en cas de suspicion de maladie.
[4] Obligation d'inscrire les médicaments vétérinaires dans un registre. Selon l'ordonnance sur les médicaments vétérinaires(OMédV), presque tous les médicaments vétérinaires administrés à des animaux de rente doivent être inscrits dans un registre (tous les médicaments remis sur ordonnance, tous les médicaments pour lesquels il faut respecter un temps d'attente, les médicaments reconvertis ou importés, les médicaments non soumis à une autorisation de mise sur le marché, les médicaments fabriqués selon une formule magistrale). Si des médicaments vétérinaires sont administrés à des animaux sur l'alpage, les informations suivantes doivent être inscrites dans un journal des traitements:
a) la date de la première et de la dernière administration;
b) l'identification des animaux ou du groupe d'animaux traités p. ex. le numéro de la marque auriculaire;
c) l'indication thérapeutique;

d) la dénomination commerciale du médicament;
e) la quantité;
f) les délais d'attente;
g) les dates de libération des différentes denrées alimentaires issues de l'animal de rente;
h) le nom de la personne habilitée à remettre le médicament qui a prescrit, remis ou administré le médicament vétérinaire.

[5] Si le détenteur d'animaux constitue un stock de médicaments, il doit conclure une convention sur les médicaments vétérinaires avec son vétérinaire. Si une convention MédV est conclue, le vétérinaire doit effectuer au moins une visite de l'exploitation d'estivage par saison d'estivage (art. 10 et annexe 1 OMédV). Lors de chaque constitution de stocks et lors de chaque restitution de médicaments, le détenteur d'animaux doit consigner dans un inventaire les données suivantes:
a) la date de remise;
b) la dénomination commerciale;
c) la quantité exprimée en unités de confection;
d) le fournisseur ou la personne qui reprend les médicaments.

[6] Les prescriptions en matière de protection des animaux, notamment celles qui concernent le transport et la détention, sont également applicables à l'estivage.

[7] L'application de médicaments vétérinaires à distance (au moyen de sarbacanes ou de fusils anesthésiants) est interdite. Exceptions: l'administration de tranquillisants au moyen de sarbacane ou de «fusils anesthésiants».

Art. 2 Cadavres d'animaux

Si des animaux meurent à l'alpage, les cadavres doivent être éliminés conformément aux prescriptions de l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux du 25 mai 2011 (OESPA), autrement dit: soit être conduits à l'incinération, soit être enfouis avec l'accord du vétérinaire cantonal. Ce dernier tranche les cas particuliers.

Section 2: Contrôle du trafic des animaux

Art. 3 Principe

En principe, toutes les lois, ordonnances et directives applicables au trafic des animaux sont applicables à l'estivage. On veillera notamment aux points suivants.

Art. 4 Tâches du détenteur d'animaux responsable de l'exploitation d'estivage

Toute exploitation d'estivage doit désigner un détenteur d'animaux responsable de l'exploitation. Ce chef d'exploitation porte la responsabilité des points suivants:
a) il doit réceptionner les documents d'accompagnement prescrits, les listes des animaux et les certificats requis que lui remettent les détenteurs d'animaux le jour où les animaux sont amenés à l'exploitation d'estivage; aux

termes de l'article 8 OFE, il doit établir un registre des animaux; celui-ci mentionne les variations d'effectif (arrivées et départs), les numéros des marques d'identification et les données relatives aux inséminations et aux saillies;

b) il doit tenir le registre des animaux à jour en y inscrivant les éventuelles mutations survenant au cours de l'estivage;

c) à la fin de l'estivage: il restitue les documents d'accompagnement apportés au début de l'estivage à condition:
1. qu'il n'y ait pas de changement de propriétaire et que les animaux retournent dans leur exploitation d'origine;
2. que les confirmations figurant aux chiffres 4 et 5 du document d'accompagnement soient toujours valables;

d) à la fin de l'estivage: il l'atteste sur le document d'accompagnement qu'il réutilise en le signant, le datant et en ajoutant la note suivante: «Les confirmations figurant aux chiffres 4 et 5 sont toujours valables»; si ces conditions ne sont pas réunies, il doit remplir un nouveau document d'accompagnement;

e) il actualise les mutations sur les listes des animaux, signe ces dernières à l'emplacement prévu et les rend au propriétaire des animaux avec les documents d'accompagnement.

Art. 5 Document d'accompagnement / liste des animaux

[1] Les animaux à onglons ne peuvent être transportés dans une autre exploitation qu'avec un document d'accompagnement.

[2] Lorsque plusieurs animaux sont transportés, il est recommandé de les mentionner sur la liste des animaux.

[3] Une liste des animaux ne peut être qu'utilisée conjointement avec un document d'accompagnement. Sur le document d'accompagnement, il faut cocher la case «Liste des animaux jointe».

Art. 6 Notification des mouvements d'animaux de l'espèce bovine à la BDTA

[1] Tous les mouvements d'animaux de l'espèce bovine déplacés vers des exploitations d'estivage, des exploitations de pâturage, des exploitations de pâturages communautaires ou estivés à l'étranger doivent être notifiés à la banque de données sur le trafic des animaux (BDTA) en utilisant le portail internet www.agate.ch. Les informations de celle-ci concernant les divers types et possibilités de notification doivent être prises en considération.

[2] Si le détenteur d'animaux responsable de l'exploitation d'estivage n'a pas encore reçu son login personnel pour accéder au portail www.agate.ch, il peut le demander au helpdesk par écrit en envoyant un courrier électronique à info@agatehelpdesk.ch ou par téléphone en composant le numéro de tél. 0848 222 400.

Art. 7 Notification des entrées de porcs sur les exploitations d'estivage à la BDTA

[1] Les entrées de porcs sur les exploitations d'estivage doivent être notifiées à

la BDTA via le portail internet www.agate.ch ou au moyen d'une carte de notification. Ces cartes peuvent être commandées au helpdesk Agate par courrier électronique à envoyer à info@agatehelpdesk.ch ou par téléphone en composant le numéro 0848 222 400.
2 Les informations pour s'identifier et accéder au site www.agate.ch peuvent également être demandées au helpdesk Agate, si ces informations n'ont pas encore été envoyées à l'éleveur responsable de l'exploitation d'estivage.

Art. 8 Notification des entrées d'équidés à la BDTA
Les propriétaires d'équidés (chevaux, ânes, mulets, bardots et poneys) doivent notifier à la BDTA les déplacements de leurs animaux de l'exploitation d'origine à l'exploitation d'estivage. La notification à la BDTA doit se faire en utilisant le portail www.agate.ch. Ces déplacements doivent être notifiés à la BDTA à condition que les animaux restent plus de 30 jours sur l'exploitation d'estivage. Si vous avez des questions, veuillez-vous adresser au helpdesk d'Agate info@agatehelpdesk.ch ou composer le numéro de tél. 0848 222 400.

Art. 9 Notification des changements d'adresse à la banque de données sur les chiens
Les détenteurs de chiens inscrivent l'adresse de l'alpage dans la banque de données sur les chiens Amicus (www.amicus.ch) pour la durée du séjour à l'alpage. Un champ est prévu à cet effet et permet de saisir les adresses temporaires. Le helpdesk d'Amicus répondra aux questions au numéro 0848 777 100.

Section 3: Prescriptions d'estivage applicables au pacage frontalier

Art. 9 Champ d'application
Par pacage frontalier, on entend, par définition, l'action de mener au pâturage du bétail bovin vers une zone frontalière limitée à dix km d'un côté et de l'autre de la frontière entre un Etat membre de l'UE et la Suisse. Cependant, les autorités compétentes concernées peuvent exceptionnellement autoriser une profondeur plus grande de part et d'autre de la frontière entre la Suisse et l'UE.

Art. 10 Mesures en Suisse avant le début de l'estivage
1 En ce qui concerne la BVD, les mêmes conditions que pour l'estivage en Suisse s'appliquent selon l'article 18.
2 Pour ce qui est de la maladie de la langue bleue, ce sont les dispositions et exigences actuelles du pays où les animaux sont estivés qui s'appliquent.
3 Les animaux qu'il est prévu d'estiver doivent faire l'objet d'un examen vétérinaire officiel dans les 48 heures avant leur départ pour le pacage. Le vétérinaire officiel établit un certificat sanitaire, qui accompagne les animaux à leur lieu de destination. Le certificat sanitaire à utiliser pour le pacage saisonnier ou le pacage journalier des bovins est celui reproduit dans le système TRACES. Pour le pacage des autres catégories d'animaux, l'accord vétérinaire bilatéral ne fixe aucun certificat spécial. C'est la raison pour laquelle il

faudra convenir avec les services vétérinaires du lieu de destination du certificat à utiliser. Le certificat sanitaire à utiliser pour le pacage frontalier ou le pacage journalier doit comporter les informations suivantes:

a) la confirmation officielle que l'exploitation de provenance des animaux qu'il est prévu d'estiver ne fait l'objet d'aucune interdiction ou limitation liée à une épizootie bovine;

b) la confirmation officielle que le troupeau de provenance est reconnu officiellement indemne de leucose, de tuberculose et de brucellose;

c) au cours des trente derniers jours, les bovins qu'il est prévu d'estiver ont séjourné dans l'exploitation de provenance et ils n'ont pas eu de contact avec des animaux importés;

d) nombre d'animaux de l'espèce bovine et identification des animaux (marque auriculaire);

e) numéro d'agrément du transporteur (si la distance de transport est supérieure à 50 km);

f) adresse de l'exploitation de destination, y compris code d'enregistrement du pâturage; en cas de pacage frontalier en Allemagne, cette rubrique ne doit pas être remplie.

[4] Une convention écrite doit être conclue entre le vétérinaire officiel et le détenteur d'animaux. Dans cette convention, le détenteur d'animaux déclare accepter toutes les mesures prévues et les autres mesures prises au niveau local dans le pays de destination et il s'engage à supporter tous les frais liés au contrôle. La convention doit contenir une disposition stipulant que le détenteur d'animaux est tenu d'informer les autorités étrangères (annonce de l'arrivée des animaux et de la date prévue du retour en Suisse).

[5] L'office vétérinaire cantonal compétent informe les autorités vétérinaires du pays voisin du départ des animaux au plus tard dans les 24 heures précédant la date prévue d'arrivée des animaux sur le lieu de pacage frontalier (au moyen d'un message TRACES). En accord avec les autorités vétérinaires régionales compétentes du pays limitrophe, l'information nécessaire peut aussi être transmise sous une autre forme. Le système TRACES ne connaît qu'un certificat spécial pour l'estivage / le pacage des bovins. Pour les moutons et les chèvres, il n'existe à l'heure actuelle que des modèles de certificats régionaux. Néanmoins les animaux doivent être accompagnés dans tous les cas de l'original du certificat signé par le vétérinaire officiel compétent et marqué de son sceau.

[6] Le détenteur d'animaux annonce à la BDTA le départ d'animaux de l'espèce bovine.

[7] Les animaux doivent rester sous contrôle douanier pendant toute la durée du pacage à l'étranger. Le détenteur des animaux doit s'informer des prescriptions et des procédures auprès de la douane.

[8] En raison de l'application des accords bilatéraux, la douane suisse ne perçoit plus d'émoluments vétérinaires sur mandat de l'OSAV.

[9] Mesures spéciales applicables au pacage transfrontalier dans le Voralberg (Autriche): des risques élevés existent, lors de pacage dans cette région, que les animaux contractent la tuberculose bovine.

[10] En cas de pacage journalier, les mesures visées aux alinéas 2 à 6 ne doivent

être prises qu'au début de la période de pacage. Pour tous les autres franchissements de la frontière dans la même année calendaire, aucun contrôle vétérinaire officiel ou message TRACES n'est nécessaire et aucun émolument supplémentaire n'est perçu. Le détenteur des animaux s'engage, par écrit, à informer sans tarder le service ou office vétérinaire cantonal compétent et les autorités vétérinaires étrangères compétentes de tout contact de ses animaux avec des animaux du pays voisin et à communiquer à ces dernières la date de la fin du pacage.

Art. 11 Mesures au lieu de destination à l'étranger

[1] Les animaux ne doivent pas avoir de contact avec des troupeaux étrangers (seuls les troupeaux autrichiens, parmi tous les troupeaux de bovins des pays qui nous entourent, sont considérés comme «officiellement indemnes d'IBR sur le plan national»; en outre, la BVD est présente à de nombreux endroits).

[2] Les autorités vétérinaires compétentes procèdent sans tarder à un contrôle vétérinaire officiel des animaux au lieu de destination. Le détenteur d'animaux doit annoncer à temps, à l'autorité vétérinaire étrangère, l'arrivée des animaux sur le lieu de pacage.

[3] Selon la décision 2001/672/CE, les animaux doivent être enregistrés dans la banque de données nationale sur les mouvements d'animaux du pays destination au plus tard sept jours après la date de montée à l'alpage.

[4] Le vétérinaire officiel de l'exploitation d'estivage procède à l'examen des animaux dans les 48 heures avant leur départ et établit un certificat sanitaire pour le retour des animaux du pacage frontalier. A cette fin, il utilisera, pour les bovins, le certificat sanitaire pour l'estivage reproduit dans le système TRACES. Le détenteur suisse des animaux doit demander le certificat requis et annoncer à temps à l'autorité étrangère la date du retour des animaux en Suisse. Le certificat sanitaire pour le retour des bovins du pacage frontalier doit comporter les données suivantes:

a) date de départ;
b) nombre de bovins et l'identification des animaux (numéro de la marque auriculaire);
c) adresse de l'exploitation de destination;
d) numéro d'agrément du transporteur (si la distance de transport est supérieure à 50 km);
e) confirmation du vétérinaire officiel que les animaux ont été examinés dans les 48 heures avant leur départ pour le retour dans leur exploitation de provenance et qu'ils n'ont présenté aucun signe de maladie infectieuse;
f) confirmation du vétérinaire officiel que la zone de pacage dans laquelle les animaux ont séjourné ne fait l'objet d'aucune interdiction ou limitation liée à des maladies touchant les espèces bovines et qu'aucun cas de tuberculose, de brucellose ou de leucose n'a été constaté au cours de la période de pacage.

[5] Les autorités vétérinaires compétentes du pays de pacage annoncent à l'Office vétérinaire cantonal le retour des animaux au plus tard dans les 24 heures avant leur départ du lieu de pacage (par message TRACES).

[6] En cas de pacage journalier, les mesures visées aux alinéas 2 à 5 ne doivent

être prises qu'à la fin de la période de pacage. Le détenteur des animaux s'engage à informer les autorités vétérinaires compétentes de la fin de la période de pacage. Pour tous les autres franchissements de la frontière dans la même année calendaire, aucun contrôle vétérinaire officiel ou message TRACES n'est nécessaire.

Art. 12 Mesures en Suisse après le retour des animaux
[1] Le certificat sanitaire établi par les autorités vétérinaires étrangères doit être contrôlé immédiatement après le retour des animaux. La nature et les modalités du contrôle sont fixées par l'Office vétérinaire cantonal.
[2] Les cantons qui possèdent une frontière avec l'étranger peuvent convenir d'une simplification de la procédure avec les autorités vétérinaires du pays voisin. Cela concerne notamment le lieu dans lequel il est procédé au contrôle vétérinaire officiel (évent. contrôle dans les centres de rassemblement et non dans l'exploitation de provenance aussi bien dans le pays de provenance que dans le pays de destination).
[3] Le détenteur annonce à la BDTA le retour des animaux de l'espèce bovine.
[4] L'OSAV ne prévoit aucune mesure de surveillance vétérinaire officielle après le retour de l'estivage, sous réserve des mesures temporaires à prendre en raison de foyers d'épizooties. Dans des cas fondés, le vétérinaire cantonal peut toutefois exiger des examens à l'égard de l'IBR ou à l'égard d'autres maladies.

Art. 13 Document d'accompagnement selon l'article 12 OFE
Pour le transport des animaux du troupeau de provenance à la frontière douanière, et leur transport de retour, de la frontière douanière au troupeau de provenance, le certificat sanitaire établi par le vétérinaire officiel fait office de document d'accompagnement au sens de l'article 12 OFE. Le détenteur des animaux ne doit par conséquent pas établir de document d'accompagnement.

Art. 14 Autorisation de transports transfrontaliers
Seules les entreprises de transport titulaires de l'autorisation visée à l'article 170 de l'ordonnance sur la protection des animaux peuvent transporter des vertébrés. Ces entreprises doivent respecter non seulement les dispositions suisses, mais aussi, sur le fond et sur la forme, toutes les exigences du règlement CE 1/2005 applicables au cas par cas. Les éleveurs qui transportent leurs propres animaux dans leur propre véhicule sur une distance ne dépassant pas 50 km ne doivent pas être titulaires d'une autorisation.

Section 4: Dispositions propres à certaines espèces

Art. 15 Bétail bovin – Charbon symptomatique
Dans les régions qui ont des cas de charbon symptomatique, il est recommandé de vacciner le bétail bovin.

Art. 16 Hypodermose
Dans les régions qui ont eu des cas d'hypodermose, il est recommandé de

traiter en automne le bétail bovin qui sera estivé. Le traitement des animaux atteints peut être ordonné par le vétérinaire cantonal de la région (art. 231 al. 2 de l'OFE).

Art. 17 Avortements

[1] Tout avortement des animaux de l'espèce bovine doit être considéré comme un risque de maladie contagieuse. Le détenteur d'animaux responsable doit annoncer au vétérinaire délégué compétent tout avortement survenant chez des bovins.

[2] Les femelles qui présentent des signes d'un avortement prochain ou qui ont déjà avorté doivent être immédiatement séparées du troupeau. Elles doivent être isolées du troupeau tant que les examens vétérinaires ne sont pas terminés.

[3] Les employés de l'exploitation d'alpage doivent prendre toutes les mesures de précaution qui sont en leur pouvoir compte tenu des circonstances pour empêcher une propagation; ils doivent notamment enfouir le fœtus et les arrière-faix selon les prescriptions une fois qu'ils ont été examinés. Ils veilleront également à nettoyer à plusieurs reprises soigneusement: les ustensiles souillés après chaque usage, l'animal lui-même et l'emplacement où il se trouvait.

Art. 18 BVD

[1] Dans les exploitations de pâturage ou exploitations d'estivage (au sens des art. 7 à 9 de l'ordonnance sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation du 7 décembre 1998 [ordonnance sur la terminologie agricole, OTerm]) dans lesquelles sont détenus des bovins provenant de diverses unités d'élevage ou dans laquelle des contacts avec des bovins d'autres unités d'élevage sont possibles,

a) Les bovins peuvent être admis uniquement s'ils ne sont pas frappés d'une interdiction de déplacement. Il est recommandé aux détenteurs d'animaux responsables de l'estivage de contrôler le statut BVD des animaux à la banque de données sur le trafic des animaux;

b) il faut soumettre à un examen virologique tous les avortons découverts sur les exploitations d'estivage.

c) Le vétérinaire cantonal peut accorder des dispenses ou décider des dérogations pour autant que des conditions de sécurité soient respectées.

Art. 19 Vaches taurelières ou improductives

[1] Les bêtes qui présentent des symptômes de nymphomanie, vaches taurelières ayant les ligaments affaissés, chaleurs permanentes, beuglements caractéristiques seront isolées du troupeau pendant la pâture.

[2] Les bêtes âgées de plus de trois ans qui n'ont jamais eu de gestation complète, de même que les vaches n'ayant pas vêlé normalement depuis plus de 15 mois doivent être en possession d'une attestation vétérinaire de gestation certaine (50 jours au minimum) pour être admises à l'estivage. Une gestation probable ne doit pas être prise en considération.

[3] Les bêtes évoquées à l'alinéa 2 doivent quitter l'exploitation d'estivage en cas d'avortement.

[4] Dans les cas douteux, le vétérinaire préposé au contrôle a le droit et même l'obligation de procéder à un nouvel examen et ceci avec la collaboration des responsables de l'alpage.
[5] Les vaches, qui n'ont pas eu de gestation complète en 24 mois, ainsi que les génisses âgées de quatre ans et plus, sont exclues d'un alpage commun.
[6] Pour une vache une durée de gestation de 283 +/- 21 jours peut être considérée comme normale. Un vêlage avant terme, (gestation de moins de 262 jours) et dont le veau survit c.à.d. qu'il atteint l'âge de dix jours au moins, peut être considéré comme un vêlage normal. Une attestation vétérinaire est alors exigée.
[7] Au cours de l'estivage, les procureurs ou directeurs d'alpages sont compétents pour faire évacuer une bête qui rentrerait dans l'une des catégories mentionnées ci-dessus.
[8] Les procureurs ou directeurs d'alpages se rendent responsables des accidents ou dommages que des animaux non autorisés peuvent provoquer si les mesures requises ne sont pas prises dans un délai convenable.
[9] Lors de réclamations justifiées, les procureurs et directeurs d'alpages ordonnent une expertise aux frais de l'alpage.

Art. 20 Moutons
[1] Gale: Il est recommandé d'administrer un traitement prophylactique contre la gale à tous les moutons avant l'estivage.
[2] Piétin: Seuls des animaux ayant des onglons sains peuvent être estivés. Les animaux qui boitent, notamment ceux qui présentent des signes de piétin doivent être refoulés par troupeau entier dans leur troupeau d'origine.
[3] Ophtalmie infectieuse: Aucun animal présentant des signes cliniques d'ophtalmie infectieuse (forte rougeur des yeux, conjonctivite, yeux troubles) ne peut être mené à l'alpage et estivé sur des pâturages.
[4] Avortement: tout avortement doit être annoncé au vétérinaire délégué.

Art. 21 Chèvres
Avortement: Tout avortement doit être annoncé au vétérinaire délégué.

Section 5: Chiens de protection de troupeaux

Art. 22 Définition
Détenteur: le détenteur au sens de la législation sur la protection des animaux est la personne qui détient le pouvoir de disposer d'un animal plus que temporairement. Les personnes qui assurent pendant plusieurs semaines la responsabilité d'un animal sont considérées comme détenteurs. Pour les chiens de protection de troupeaux, est considéré comme détenteur pendant l'estivage le responsable de l'alpage.

Art. 23 Devoir d'annonce
[1] Le détenteur de chien de protection de troupeaux doit annoncer dans les cinq jours ouvrables à l'office vétérinaire cantonal la mise en service d'un chien de protection de troupeau.

[2] Concernant les chiens placés par Agridea, le détenteur peut déléguer cette tâche à cette organisation.
[3] Lors de l'annonce doivent être fournis les données suivantes:
a) nom du chien, race, sexe, âge, numéro d'identification électronique;
b) nom du propriétaire du chien;
c) nom de l'élevage de provenance;
d) antécédents de tout problème en relation avec un comportement agressif représentant un danger pour les humains;
e) données sur le placement du chien de protection de troupeaux pendant l'estivage de l'année en cours:
1. période (de quand à quand?)
2. lieu, nom d'alpage
3. identité du détenteur (personne qui en assume la responsabilité), numéro de natel
[4] Tout changement concernant la détention de chien de protection de troupeaux intervenant en cours de saison doit être annoncée.

Art. 24 Surveillance
[1] En principe, le chien de troupeau doit être sous contrôle permanent de son détenteur.
[2] Dans des cas d'exception, le chien peut être laissé sans contrôle temporairement, si toutes les précautions sont prises afin d'éviter tout dérangement des promeneurs et toute agression.
[3] Lors de pacages tournants au sens de l'article 5 alinéa 2 de l'ordonnance sur les contributions d'estivage, deux contrôles hebdomadaires du chien de protection doivent être effectués par la personne qui en assure la garde.
[4] Par ces contrôles, il faut s'assurer que le chien est en bonne santé et dispose de nourriture. Il faut maintenir sa socialisation à l'humain ou du moins à celui qui en assume la garde, contrôler et évaluer l'adéquation de sa réaction au contact d'humains.

Art. 25 Information des promeneurs
[1] Sur place, le détenteur doit poser et fixer des panneaux d'information pour les promeneurs sur tous les chemins pédestres traversant la zone de protection et ceci dans les deux sens.
[2] L'information doit être claire, visible et compréhensible, aussi pour des gens ne connaissant pas les dangers liés aux chiens de protection de troupeau. Elle doit contenir:
a) des données sur la présence de chiens: le nombre, leur localisation sur l'alpage (zone approximative);
b) des indications sur l'attitude à adopter par les promeneurs;
c) un ou plusieurs numéros de téléphone en cas de problème.

Art. 26 Mesures en cas d'agression, de comportement suspect ou inadéquat
[1] Toute agression ou comportement suspect ou inadéquat doit être annoncé immédiatement par le détenteur du chien à l'Office vétérinaire.
[2] L'Office vétérinaire analyse les faits. En cas d'agression, il analyse les circonstances. Il entend la victime et le détenteur ou la personne qui a la garde

du chien de protection de troupeaux.
[3] Si l'Office vétérinaire le juge nécessaire des mesures de sécurité sont prises. En cas de doute l'Office vétérinaire peut exiger qu'une expertise comportementale du chien soit faite par un spécialiste.
[4] Le détenteur doit supporter les frais d'expertises et autres frais.

Section 6: Places de traites mobiles

Art. 27 But et champ d'application
[1] Assurer l'exécution de la législation sur l'ordonnance réglant l'hygiène dans la production laitière dans toute zone aménagée pour ces infrastructures et de garantir la protection des eaux.
[2] Les zones d'estivage concernées sont toutes celles qui utilisent les traites mobiles stationnant au moins sept jours de suite sur la même place.

Art. 28 Définition
Une place de traite mobile comprend deux zones:
a) l'aire de traite qui est la surface comprenant la place occupée par l'installation de traite mobile et la surface s'étendant jusqu'à une distance de trois mètres sur tout le pourtour depuis le bord extérieur de l'installation de traite mobile;
b) l'aire d'attente qui est attenante à l'aire de traite et où se tiennent les vaches en attendant leur tour pour la traite.

Art. 29 Aire de traite
[1] Le sol doit supporter le piétinement et offrir la possibilité d'être nettoyé (lavage – raclage), y compris en cas de conditions météorologiques défavorables. Il doit être aménagé et stabilisé à cet effet.
[2] L'aire de traite mobile doit être située en dehors des zones de protection des eaux S. En zone S3, elle peut être autorisée au cas par cas par l'autorité compétente avec un sol imperméabilisé et les eaux évacuées dans un réservoir à lisier.
[3] La distance jusqu'aux eaux superficielles doit être de 20 mètres au minimum. Il convient d'augmenter cette distance ou de renoncer à la place en cas de situation particulièrement défavorable (écoulements dirigés).

Art. 30 Aire d'attente
[1] Il faut prendre les dispositions pour empêcher toute création de bourbier. L'enfoncement dans le terrain ne devrait pas dépasser la couronne de l'onglon des bovins.
[2] Les excréments ne doivent pas représenter un danger pour les eaux, même en cas de fortes précipitations (ruissellement ou percolation).

Section 7: Dispositions finales et entrée en vigueur

Art. 31 Dispositions finales
[1] Les autorités communales, les vétérinaires, les agents de la police cantonale et communale, les directeurs et procureurs d'alpages sont chargés de veiller

à l'observation des présentes dispositions.
[2] Les infractions seront punies d'une amende conformément à l'article 28 de la loi d'application de la loi fédérale sur les épizooties ou en vertu de l'article 28 de la loi cantonale de protection des animaux. Demeure réservée la responsabilité civile vis-à-vis des tiers.
[3] Le vétérinaire cantonal est chargé de l'exécution des présentes prescriptions. Il est autorisé à prendre d'urgence les mesures qu'il jugera utiles en vue de l'exécution du présent arrêté.

Art. 32 Entrée en vigueur
Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec la publication, date à laquelle il abroge celui du 26 mars 2014.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 11/2016, p. 615.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la modification de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)

du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que la modification de la loi sur la procédure et la juridiction administratives a été adoptée en lecture unique par le Grand Conseil le 12 novembre 2015;
attendu que cette modification a été publiée au Bulletin officiel du 4 décembre 2015 avec indication du délai référendaire échéant au 3 mars 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile contre cette loi;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Article unique
La modification du 12 novembre 2015 de la loi sur la procédure et la juridiction administratives entre en vigueur le 1er avril 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 772.

Arrêté concernant l'éducation routière à l'école

Modification du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 73 chiffre 4 de la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013;
sur proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

I
L'arrêté concernant l'éducation routière à l'école du 7 juillet 2000 (RS/VS 400.103) est modifié comme il suit:

Art. 3 Champ d'application
Sont concernées par les dispositions du présent arrêté les écoles primaires (de la 1re à la 8e année de programme) et secondaires du premier degré (cycle d'orientation) et, le cas échéant, les établissements de la scolarité post-obligatoire.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer rétroactivement en vigueur en même temps que la loi sur l'enseignement primaire du 15 novembre 2013 (LEP), soit le 1er août 2015.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 13/2016, p. 772.

Arrêté
fixant la part cantonale pour les prestations hospitalières

du 23 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 3 de la Constitution cantonale;
vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994, en particulier l'article 49a alinéa 2;
vu la loi sur les établissement et institutions sanitaires (LEIS) du 13 mars 2014, en particulier l'article 12 alinéa 4;
sur proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Art. 1
Conformément à l'article 49a alinéa 2 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994, la participation cantonale aux prestations hospitalières (traitements stationnaires) pour les habitants du canton du Valais est fixée à 55% des tarifs dès l'année 2017.

Art. 2
Le présent arrêté sera publié dans le Bulletin officiel. Il entre en vigueur avec effet au 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 23 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**
14

BO No 14/2016, p. 842.

Arrêté fixant les émoluments du Service cantonal des contributions

Modification du 4 mai 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 138bis et 166bis de la loi fiscale du 10 mars 1976;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

I
L'arrêté fixant les émoluments du Service cantonal des contributions du 22 avril 2009 est modifié comme il suit:

Art. 2 al. 1 let. c et d
[1]Le montant des émoluments administratifs est le suivant:
c) pour chaque sommation pour non-dépôt de la déclaration d'impôt et pour la sommation dans la procédure de perception 25 francs;
d) pour chaque introduction d'une poursuite 40 francs;

II
La présente modification est publiée au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 4 mai 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 20/2016, p. 1236.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi d'application de la loi fédérale sur la géoinformation du 10 mars 2016 (LcGéo)

du 18 mai 2016

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

attendu que la loi d'application de la loi fédérale sur la géoinformation a été adoptée par le Grand Conseil le 10 mars 2016;
attendu que cette loi a été publiée dans le Bulletin officiel numéro 15 du 8 avril 2016;
vu que cette loi n'est pas soumise au référendum;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

arrête:

Article unique
La loi d'application de la loi fédérale sur la géoinformation du 10 mars 2016 entre en vigueur le 1er juillet 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 18 mai 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 22/2016, p. 1358.

Arrêté concernant l'élection d'une députée au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Martigny)

du 1er juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Martigny, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la démission présentée par M. Nicolas Voide, à Martigny, député;
vu la déclaration d'acceptation de Mme Carole Darbellay Ghalmi, à Martigny, seule députée non élue sur la liste N° 3 du Parti Démocrate-Chrétien du district de Martigny;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
Mme Carole Darbellay Ghalmi, à Martigny, est proclamée élue députée au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 1er juin 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 10 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 24/2016, p. 1494.

Arrêté concernant l'élection des autorités de la commune municipale de Crans-Montana pour la législature 2017-2020

du 1er juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 87 de la Constitution cantonale,
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP),
vu l'ordonnance sur le vote par correspondance du 12 mars 2008 (OVC),
vu l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020,
vu la décision du Grand Conseil du 9 mars 2016 concernant la fusion des communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens,
vu le contrat de fusion entre les communes de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens,
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 But
Le présent arrêté fixe les modalités d'organisation de l'élection des autorités de la commune municipale de Crans-Montana pour la législature 2017-2020.

Art. 2 Principe d'égalité
Dans le présent arrêté, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Chapitre 1: Election des autorités municipales

Art. 3 Dates
L'élection des nouvelles autorités de la commune municipale de Crans-Montana a lieu lors du renouvellement intégral des autorités communales, aux dates prévues par l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020.

Art. 4 Compétence
Les conseils municipaux de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens (ci-après : le conseil municipal) sont compétents pour toutes les tâches électorales qui leur sont dévolues par le présent arrêté et par la législation sur les droits politiques dans la mesure où les décisions communales doivent être coordonnées ou harmonisées.

Art. 5 Convocation du corps électoral
[1] Le Conseil municipal établit un avis commun de convocation des assemblées

primaires.
[2] L'avis de convocation fixe l'ordre des opérations électorales dans chaque commune. Il est affiché au pilier public des communes fusionnées.
[3] Le dimanche du scrutin, la fermeture des bureaux de vote dans chaque commune doit intervenir simultanément.

Art. 6 Registre électoral
[1] Chaque commune tient un registre électoral.
[2] Le citoyen exerce son droit de vote dans la commune où il est inscrit dans le registre électoral.
[3] Si un citoyen change de domicile politique à l'intérieur des communes fusionnées dans les 30 jours qui précèdent le scrutin, le délai de carence de l'art. 9 LcDP ne s'applique pas et le citoyen est admis à voter dans la commune de son nouveau domicile.
[4] Le cas échéant, le citoyen doit prouver qu'il n'a pas déjà voté à l'ancien domicile politique.

Art. 7 Dépôt des listes
[1] Les listes formées par les partis ou les groupements politiques doivent être déposées **au greffe de la commune municipale de Randogne**, dans les formes et délais légaux.
[2] Chaque liste doit être signée par 10 citoyens au moins, domiciliés dans l'une des communes fusionnées, au nom d'un parti ou d'un groupement politique.
[3] Ces plis sont transmis, non ouverts, au Conseil municipal réuni en séance, au plus tard le lendemain de la date limite pour le dépôt des listes.

Art. 8 Epuration des listes
Le Conseil municipal procède à l'épuration des listes.

Art. 9 Affichage des listes
Les listes de candidats sont affichées au pilier public dans chaque commune.

Art. 10 Impression des bulletins électoraux
Le Conseil municipal fait imprimer les bulletins de vote de chaque liste valablement déposée ainsi qu'un bulletin blanc officiel.

Art. 11 Envoi du matériel de vote
Chaque commune envoie le matériel de vote aux citoyens inscrits dans son registre électoral.

Art. 12 Dépouillement partiel
Chaque commune procède au dépouillement partiel des scrutins (art. 19 OVC).

Art. 13 Dépouillement du scrutin
[1] Pour les élections communales, le dépouillement du scrutin a lieu de manière centralisée.

[2] A l'issue du scrutin, l'ensemble du matériel électoral ainsi que le contenu des urnes de chaque commune est mis sous pli cacheté en présence du bureau de vote et muni des signatures de tous les membres de ce dernier. Ce pli est remis personnellement, sous la responsabilité du président du bureau de vote communal, au bureau de dépouillement. Le contenu des urnes de tous les bureaux de vote est mélangé avant que le dépouillement ne puisse commencer.
[3] Le Conseil municipal désigne les membres du bureau de dépouillement et met à leur disposition les moyens et locaux nécessaires à cet effet.

Art. 14 Publication des résultats
Les résultats des élections sont affichés dans chaque commune.

Chapitre 2: Election des autorités bourgeoisiales

Art. 15 Conseil bourgeoisial de Chermignon
[1] La commune bourgeoisiale de Chermignon élit un conseil bourgeoisial séparé ainsi qu'un président et un vice-président pour la prochaine période législative.
[2] L'élection des autorités de la commune bourgeoisiale de Chermignon a lieu lors du renouvellement intégral des autorités communales, aux dates prévues par l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020.
[3] Le Conseil municipal de Chermignon établit l'avis de convocation de l'assemblée bourgeoisiale.
[4] Les listes formées par les partis ou les groupements politiques doivent être déposées au greffe de la commune de Chermignon, dans les formes et délais légaux.
[5] Pour le reste, le conseil municipal de Chermignon organise l'élection du conseil bourgeoisial (art. 184 LcDP).

Chapitre 3: Dispositions diverses et finales

Art. 16 Votation fédérale du 27 novembre 2016
Chaque commune procède à l'organisation de la votation fédérale du 27 novembre 2016 selon les modalités usuelles. En particulier, chaque commune procède au dépouillement du scrutin et communique le résultat du vote au canton.

Art. 17 Renvoi
Pour les cas non prévus dans le présent arrêté, sont applicables la loi sur les droits politiques (LcDP), l'ordonnance sur le vote par correspondance (OVC), l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020, la décision du Grand Conseil du 9 mars 2016 concernant la fusion des communes municipales de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens, et le contrat de fusion approuvé par le Grand Conseil le 9 mars 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 1er juin 2016, pour être inséré dans le Bulletin officiel et affiché dans les communes de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 24/2016, p. 1494.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la modification de la loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

du 1er juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que la modification de la loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études a été adoptée par le Grand Conseil en lecture unique le 16 décembre 2015;
attendu que la loi précitée a été publiée au Bulletin officiel numéro 1 du 1er janvier 2016 pour être soumise au référendum avec indication du délai référendaire échéant au 31 mars 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile contre cette modification à la loi;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Article unique
La modification du 16 décembre 2015 de la loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études entre en vigueur au 1er juillet 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 1er juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 24/2016, p. 1495.

Arrêté
fixant les montants de la péréquation financière intercommunale 2017

du 7 juin 2016

Le Conseil d'Etat

vu la loi sur la péréquation financière intercommunale du 15 septembre 2011;
vu l'ordonnance sur la péréquation financière intercommunale du 21 décembre 2011;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 Indices de ressources des communes avant péréquation des ressources
Les indices de ressources des communes valaisannes avant péréquation des ressources sont publiés dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2 Contribution des communes à fort potentiel de ressources
Le pourcentage de contribution des communes à fort potentiel de ressources est fixé à un taux de 20 pour cent de la différence entre leur potentiel de ressources et le potentiel moyen de l'ensemble des communes.

Art. 3 Montant de la péréquation horizontale des ressources
La somme à répartir par les communes à fort potentiel de ressources au titre de la péréquation horizontale est fixée à 25'352'509 francs.

Art. 4 Montant de la péréquation verticale des ressources
La somme à répartir par le canton au titre de la péréquation verticale est fixée à 16'901'673 francs.

Art. 5 Objectif minimal de potentiel de ressources
L'objectif minimal de potentiel de ressources après addition des versements des péréquations horizontale et verticale des ressources est fixé à 83,6 pour cent.

Art. 6 Alimentation par habitant par les communes contributrices du fonds de péréquation des ressources
Le montant dû par habitant par chaque commune à fort potentiel de ressources pour alimenter le fonds de péréquation horizontale est publié dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 7 Répartition par habitant aux communes bénéficiaires du fonds de péréquation des ressources
Le montant reçu par habitant par chaque commune à faible potentiel de ressources au titre de la répartition du fonds de péréquation des ressources est

publié dans le tableau annexé au présent arrêté (en francs par habitant et au total pour la commune).

Art. 8 Indice synthétique de charges des communes
Les indices synthétiques de charges des communes valaisannes sont publiés dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 9 Montant de la compensation des charges
La somme à répartir au titre de la compensation des charges est fixée à 19'014'381.90 francs.

Art. 10 Répartition par habitant aux communes bénéficiaires du fonds de compensation des charges
Le montant reçu par habitant par chaque commune bénéficiaire au titre de la répartition du fonds de compensation des charges est publié dans le tableau annexé au présent arrêté (en francs par habitant et au total pour la commune).

Art. 11 Echéance des paiements et versements
[1] Si une commune est contributrice à la péréquation des ressources et bénéficiaire de la compensation des charges et/ou de la compensation pour les cas de rigueur, seul le montant net total lui sera facturé ou versé.
[2] Les factures (en net) seront envoyées aux communes contributrices pour le 30 octobre 2017 au plus tard avec échéance de paiement à 30 jours.
[3] Les versements (en net) aux communes bénéficiaires seront effectués pour le 30 novembre 2017 au plus tard.

Art. 12 Entrée en vigueur
Le présent arrêté est publié au Bulletin officiel et entre en vigueur immédiatement.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 17 juin 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Annexe

Péréquation financière intercommunale 2015 par commune

No	Commune	Indice de ressources 2017	Montant reparti par habitant de la péréquation des ressources (-) commune contributrice (+) commune bénéficiaire	Montant par commune de la péréquation des recources	Indice synthétique de charges 2017	Montant par reparti par habitant de la compensation des charges canton = contributeur (+) commune bénéficiaire	Montant par commune de la compensation des charges	Montant net par commune pour l'année 2017 (-) commune contributrice (+) commune bénéficiaire
2	Bellwald	109.5%	-61	-26'771	297'422	499	217'317	190'546
4	Binn	152.1%	-338	-50'976	147'203	712	107'556	56'580
6	Ernen	129.2%	-189	-101'776	385'190	522	281'446	179'670
7	Fiesch	94.0%	5	4'711	141'975	109	103'737	108'448
8	Fieschrtal	159.4%	-385	-122'593	148'391	340	108'425	-14'168
11	Lax	65.1%	600	175'367	93'215	233	68'109	243'476
13	Goms	102.4%	-15	-19'549	1'003'596	576	733'296	713'747
15	Obergoms	126.3%	-170	-115'421	560'439	604	409'495	294'074
22	Bettmeralp	133.7%	-218	-95'968	345'763	575	252'638	156'670
23	Bister	206.5%	-690	-21'377	19'649	463	14'357	-7'020
24	Bitsch	191.4%	-592	-506'853	-119'639	0	0	-506'853
28	Grengiols	99.9%	0	0	277'670	441	202'885	202'885
30	Mörel-Filet	103.4%	-22	-15'089	45'001	48	32'881	17'792
31	Riederalp	138.6%	-250	-131'123	393'901	549	287'811	156'688
33	Brig-Glis	95.3%	3	20'494	-2'510'026	0	0	20'494
35	Eggerberg	55.5%	908	310'002	44'990	96	32'873	342'875
38	Naters	85.9%	39	239'119	-649'070	0	0	239'119
39	Ried-Brig	81.2%	79	154'982	186'000	69	135'905	290'887
40	Simplon	151.0%	-330	-107'934	232'257	519	169'703	61'769
41	Termen	82.3%	67	57'760	231'261	196	168'975	226'735
42	Zwischbergen	573.3%	-3'066	-254'458	65'440	576	47'815	-206'643
43	Baltschieder	65.8%	575	718'999	-183'164	0	0	718'999
44	Eisten	273.1%	-1'121	-239'951	121'969	416	89'119	-150'832
45	Embd	91.8%	11	3'339	141'230	331	103'192	106'531
47	Grächen	76.8%	221	309'211	274'800	144	200'788	509'999
48	Lalden	105.6%	-36	-24'165	-86'498	0	0	-24'165
49	Randa	131.1%	-202	-89'266	207'563	343	151'660	62'394
50	Saas-Almagell	153.0%	-343	-132'456	254'571	482	186'007	53'551
51	Saas-Balen	112.9%	-83	-33'785	200'488	361	146'491	112'706
52	Saas-Fee	109.4%	-61	-103'854	344'994	147	252'076	148'222
53	Saas-Grund	78.3%	171	183'582	174'729	119	127'669	311'251
54	St. Niklaus	98.2%	0	636	302'380	95	220'940	221'576
55	Stalden	120.0%	-129	-144'624	5'553	4	4'058	-140'566
56	STtaldenried	77.1%	209	115'558	153'704	203	112'306	227'864
57	Täsch	78.0%	182	213'995	167'437	104	122'341	336'336
58	Törbel	77.1%	209	102'512	278'259	415	203'315	305'827
59	Visp	116.3%	-105	-767'457	-1'451'749	0	0	-767'457
60	Visperterminen	76.9%	218	304'188	600'029	314	438'422	742'610

61	Zeneggen	77.7%	191	51’949	137’888	370	100’750	152’699
62	Zermatt	172.9%	-473	-2’722’266	969’284	123	708’225	-2’014’041
63	Ausserberg	64.8%	608	388’267	159’546	183	116’575	504’842
64	Blatten	73.3%	333	98’651	235’464	580	172’046	270’697
65	Bürchen	73.4%	330	239’286	261’910	264	191’369	430’655
66	Eischoll	65.4%	588	267’576	219’110	352	160’097	427’673
67	Ferden	104.9%	-32	-8’191	153’258	437	111’981	103’790
69	Kippel	78.3%	172	63’705	137’690	272	100’605	164’310
70	Niedergesteln	70.9%	412	282’385	11’952	13	8’733	291’118
71	Raron	85.3%	43	80’672	-138’730	0	0	80’672
72	Steg-Hohtenn	92.5%	9	13’411	-183’598	0	0	13’411
73	Unterbäch	84.2%	51	20’660	228’374	411	166’865	187’525
74	Wiler	76.9%	215	123’487	197’507	251	144’312	267’799
75	Agarn	66.1%	568	455’738	-100’600	0	0	455’738
76	Albinen	77.9%	184	48’428	203’407	564	148’623	197’051
78	Ergisch	145.6%	-295	-57’832	144’264	538	105’409	47’577
81	Gampel-Bratsch	80.1%	112	214’109	36’205	14	26’453	240’562
82	Guttet-Feschel	55.9%	898	393’335	176’222	294	128’760	522’095
83	Inden	93.2%	7	826	65’436	397	47’812	48’638
84	Leuk	69.9%	445	1’521’903	2’232	0	1’631	1’523’534
85	Leukerbad	94.9%	3	5’248	611’758	284	446’992	452’240
86	Oberems	136.5%	-236	-30’719	120’284	676	87’888	57’169
87	Salgesch	89.8%	18	24’834	-107’780	0	0	24’834
88	Turtmann-Unterems	75.6%	259	291’719	119’833	78	87’558	379’277
90	Varen	65.9%	574	358’001	104’969	123	76’698	434’699
92	Chalais	72.9%	345	1’082’614	-163’890	0	0	1’082’614
95	Chippis	71.9%	379	628’384	-336’460	0	0	628’384
98	Grône	63.7%	645	1’457’865	-155’475	0	0	1’457’865
99	Icogne	192.4%	-599	-323’030	223’481	303	163’291	-159’739
100	Lens	189.5%	-580	-2’258’914	313’688	59	229’202	-2’029’712
101	Miège	68.6%	487	647’272	-199’666	0	0	647’272
104	Crans-Montana	138.6%	-250	-2’654’332	74’830	5	54’676	-2’599’656
106	Saint-Leonard	72.2%	368	800’554	-417’804	0	0	800’554
108	Sierre	83.7%	55	450’142	-3’225’755	0	0	450’142
109	Venthone	104.2%	-27	-32’935	-166’713	0	0	-32’935
110	Veyras	91.3%	12	21’599	-358’553	0	0	21’599
111	Anniviers	150.3%	-326	-856’090	2’003’690	558	1’464’033	607’943
113	Ayent	87.2%	31	106’759	426’358	83	311’526	418’285
114	Evolene	118.1%	-117	-201’244	1’173’683	499	857’573	656’329
115	Heremence	169.3%	-449	-623’430	901’791	474	658’910	35’480
117	Mont-Noble	98.6%	0	138	608’136	477	444’346	444’484
118	Saint-Martin	88.1%	26	23’133	557’888	460	407’631	430’764
120	Vex	106.7%	-43	-71’957	267’561	118	195’498	123’541
121	Arbaz	96.3%	2	1’729	168’925	111	123’428	125’157
122	Grimissuat	85.4%	42	124’081	-455’679	0	0	124’081
124	Savièse	107.5%	-48	-335’572	-613’593	0	0	-335’572
125	Sion	103.5%	-23	-732’355	-6’503’874	0	0	-732’355
126	Veysonnaz	111.0%	-71	-41’019	43’980	56	32’135	-8’884
127	Ardon	67.7%	514	1’469’797	-491’136	0	0	1’469’797
128	Chamoson	76.4%	234	741’902	-120’280	0	0	741’902
129	Conthey	78.3%	171	962’520	-777’342	0	0	962’520

130	Nendaz	119.5%	-126	-764’419	909’761	110	664’733	-99’686
131	Vétroz	70.7%	419	1’799’192	-1’208’582	0	0	1’799’192
132	Bovernier	72.7%	353	299’372	-57’934	0	0	299’372
133	Charrat	65.0%	601	922’377	-189’778	0	0	922’377
134	Fully	65.6%	583	3’267’296	-1’319’508	0	0	3’267’296
135	Iserables	74.6%	292	255’800	161’827	135	118’242	374’042
136	Leytron	80.1%	112	321’556	42’787	11	31’263	352’819
137	Martigny-Combe	77.0%	213	488’347	-64’885	0	0	488’347
138	Martigny	105.4%	-35	-590’200	-3’659’048	0	0	-590’200
139	Riddes	91.8%	11	29’975	20’018	5	14’626	44’601
140	Saillon	69.1%	470	1’086’166	-206’625	0	0	1’086’166
141	Saxon	61.6%	711	2’929’774	-708’305	0	0	2’929’774
142	Trient	280.5%	-1’169	-176’564	95’692	463	69’919	-106’645
143	Bagnes	269.3%	-1’097	-8’612’224	1’920’972	179	1’403’593	-7’208’631
144	Bg-St-Pierre	179.9%	-518	-105’464	184’336	661	134’689	29’225
145	Liddes	78.1%	177	130’584	464’409	459	339’329	469’913
146	Orsières	87.8%	27	83’753	1’229’746	290	898’537	982’290
147	Sembrancher	85.0%	45	41’740	100’116	79	73’152	114’892
148	Vollèges	68.6%	485	840’013	105’414	44	77’023	917’036
149	Collonges	68.9%	477	302’517	7’645	9	5’586	308’103
150	Dorenaz	59.9%	767	612’787	12’592	12	9’201	621’988
151	Evionnaz	85.3%	43	49’609	36’644	23	26’774	76’383
152	Finhaut	284.4%	-1’195	-519’715	89’780	151	65’599	-454’116
153	Massongex	68.3%	496	833’341	-319’834	0	0	833’341
155	Saint-Maurice	60.3%	755	2’931’602	-812’069	0	0	2’931’602
156	Salvan	116.7%	-108	-132’052	209’415	125	153’013	20’961
157	Vernayaz	68.4%	492	903’328	-349’282	0	0	903’328
158	Verossaz	62.6%	681	443’57 9	102’011	114	74’536	518’115
159	Champery	148.6%	-315	-396’539	586’680	340	428’669	32’130
160	Collombey-Muraz	74.2%	304	1’671’534	-1’649’097	0	0	1’671’534
161	Monthey	93.2%	7	56’789	-3’745’656	0	0	56’789
162	Port-Valais	83.8%	54	173’985	-865’188	0	0	173’985
163	Sain-Gingolph	74.4%	296	278’761	15’753	12	11’510	290’271
164	Troistorrents	88.5%	24	90’536	166’396	28	121’580	212’116
165	Val d’Illiez	95.5%	3	4’643	653’610	267	477’572	482’215
166	Vionnaz	82.2%	68	157’090	-57’267	0	0	157’090
167	Vouvry	84.6%	48	165’862	-392’526	0	0	165’862

BO No 25/2016, p. 1593.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la modification du 11 septembre 2014 de la loi sur les incompatibilités et de la loi sur la police cantonale

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la modification de la loi sur les incompatibilités et de la loi sur la police cantonale adoptée par le Grand Conseil le 11 septembre 2014;
considérant que cette modification a été publiée dans le Bulletin officiel du 3 octobre 2014 avec indication du délai référendaire échéant au 5 janvier 2015;
considérant qu'aucun référendum n'a été déposé dans le délai utile contre cette modification;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Article unique
La modification du 11 septembre 2014 de la loi sur les incompatibilités et de la loi sur la police cantonale entre en vigueur le 1er juillet 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1748.

Arrêté
fixant l'entrée en vigueur de la loi sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes

du 24 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que la loi sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes a été adoptée en lecture unique par le Grand Conseil le 9 mars 2016;
attendu que cette loi a été publiée dans le Bulletin officiel du 25 mars 2016 avec indication du délai référendaire échéant au 23 juin 2016;
attendu qu'aucune demande de référendum n'a été déposée dans le délai utile contre cette loi;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Article unique
La loi du 9 mars 2016 sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes entre en vigueur le 1 er juillet 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 24 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 27/2016, p. 1755.

Arrêté concernant l'élection des autorités des communes municipale et bourgeoisiale de Sion pour la législature 2017-2020

du 1er juillet 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 87 de la Constitution cantonale,
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP),
vu l'ordonnance sur le vote par correspondance du 12 mars 2008 (OVC),
vu l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020,
vu la loi du 9 mars 2016 sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes,
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 But
Le présent arrêté fixe les modalités d'organisation de l'élection des autorités des communes municipale et bourgeoisiale de Sion pour la législature 2017-2020.

Art. 2 Principe d'égalité
Dans le présent arrêté, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Art. 3 Dates
L'élection des nouvelles autorités des communes municipale et bourgeoisiale de Sion a lieu lors du renouvellement intégral des autorités communales, aux dates prévues par l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020.

Chapitre 1: Election des autorités municipales

Art. 4 Compétence
Les conseils municipaux de Sion et des Agettes (ci-après: le Conseil municipal) sont compétents pour toutes les tâches électorales qui leur sont dévolues par le présent arrêté et par la législation sur les droits politiques dans la mesure où les décisions communales doivent être coordonnées ou harmonisées.

Art. 5 Convocation du corps électoral
[1] Le Conseil municipal établit un avis commun de convocation des assemblées primaires.

[21] L'avis de convocation fixe l'ordre des opérations électorales dans chaque commune. Il est affiché au pilier public des communes fusionnées.
[3] Le dimanche du scrutin, la fermeture des bureaux de vote dans chaque commune doit intervenir simultanément.

Art. 6 Registre électoral
[1] Chaque commune tient un registre électoral.
[2] Le citoyen exerce son droit de vote dans la commune où il est inscrit dans le registre électoral.
[3] Si un citoyen change de domicile politique à l'intérieur des communes fusionnées dans les 30 jours qui précèdent le scrutin, le délai de carence de l'art. 9 LcDP ne s'applique pas et le citoyen est admis à voter dans la commune de son nouveau domicile.
[4] Le cas échéant, le citoyen doit prouver qu'il n'a pas déjà voté à l'ancien domicile politique.

Art. 7 Dépôt des listes
[1] Les listes formées par les partis ou les groupements politiques doivent être déposées **au greffe de la commune municipale de Sion**, dans les formes et délais légaux.
[2] Chaque liste doit être signée par 10 citoyens au moins, domiciliés dans l'une des communes fusionnées, au nom d'un parti ou d'un groupement politique.
[3] Ces plis sont transmis, non ouverts, au conseil municipal réuni en séance, au plus tard le lendemain de la date limite pour le dépôt des listes.

Art. 8 Epuration des listes
Le Conseil municipal procède à l'épuration des listes.

Art. 9 Affichage des listes
Les listes de candidats sont affichées au pilier public dans chaque commune.

Art. 10 Impression des bulletins électoraux
Le Conseil municipal fait imprimer les bulletins de vote de chaque liste valablement déposée ainsi qu'un bulletin blanc officiel.

Art. 11 Envoi du matériel de vote
Chaque commune envoie le matériel de vote aux citoyens inscrits dans son registre électoral.

Art. 12 Dépouillement partiel
Chaque commune procède au dépouillement partiel des scrutins (art. 19 OVC).

Art. 13 Dépouillement du scrutin
[1] Pour les élections communales, le dépouillement du scrutin a lieu de manière centralisée.
[2] A l'issue du scrutin, l'ensemble du matériel électoral ainsi que le contenu des urnes de chaque commune est mis sous pli cacheté en présence du bureau de vote et muni des signatures de tous les membres de ce dernier. Ce pli est

remis personnellement, sous la responsabilité du président du bureau de vote communal, au bureau de dépouillement. Le contenu des urnes de tous les bureaux de vote est mélangé avant que le dépouillement ne puisse commencer.
[3] Le Conseil municipal désigne les membres du bureau de dépouillement et met à leur disposition les moyens et locaux nécessaires à cet effet.

Art. 14 Publication des résultats
Les résultats des élections sont affichés dans chaque commune.

Chapitre 2: Election des autorités bourgeoisiales

Art. 15 Compétence
Le Conseil bourgeoisial de Sion et le Conseil municipal des Agettes – qui administrent la bourgeoisie des Agettes – (ci-après: le Conseil bourgeoisial) sont compétents pour toutes les tâches électorales qui leur sont dévolues par le présent arrêté et par la législation sur les droits politiques dans la mesure où les décisions des bourgeoisies doivent être coordonnées ou harmonisées.

Art. 16 Renvoi
[1] Les art. 5 à 14 s'appliquent par analogie à l'élection des autorités bourgeoisiales.
[2] Les listes formées par les partis ou les groupements politiques doivent être déposées **au greffe de la commune bourgeoisiale de Sion**, dans les formes et délais légaux.

Chapitre 3: Dispositions diverses et finales

Art. 17 Votation fédérale du 27 novembre 2016
Chaque commune procède à l'organisation de la votation fédérale du 27 novembre 2016 selon les modalités usuelles. En particulier, chaque commune procède au dépouillement du scrutin et communique le résultat du vote au canton.

Art. 18 Renvoi
Pour les cas non prévus dans le présent arrêté, sont applicables la loi sur les droits politiques (LcDP), l'ordonnance sur le vote par correspondance (OVC), l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020 et la loi du 9 mars 2016 sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 1er juillet 2016, pour être inséré dans le Bulletin officiel et affiché dans les communes de Sion et des Agettes.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 28/2016, p. 1838.

Arrêté
remettant en vigueur et modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat du Valais concernant l'extension du champ d'application de la convention collective de travail de la branche automobile du canton du Valais et de son avenant

du 7 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;
vu l'article 7 alinéa 2 de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête d'extension présentée par les organisations signataires de la convention collective le 27 octobre 2015;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais no 17 du 22 avril 2016, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 28 avril 2016;
considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

arrête:

Art. 1
L'extension de la convention collective de travail de la branche automobile du canton du Valais est remise en vigueur (arrêté du Conseil d'Etat du 27 août 2014) et le champ d'application de son avenant est étendu à l'exclusion des clauses en caractère normal dans la publication au Bulletin officiel du canton du Valais.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à tout le territoire du canton du Valais.

Art. 3
Il s'applique à tous les employeurs qui, à titre professionnel, font commerce d'automobiles légères et/ou de véhicules lourds, et/ou font commerce et installent des pièces ou parties détachées et/ou accessoires, entretiennent et/ou réparent des automobiles légères et des véhicules lourds, effectuent des tra-

vaux électriques et/ou électroniques sur ces véhicules, exploitent une installation de lavage de ces véhicules, exploitent une station-service, à l'exclusion des carrosseries indépendantes, ainsi que des entreprises industrielles et commerciales disposant, pour leur propre usage, d'un atelier de réparation de véhicules à moteur; aux travailleurs payés au mois ou à l'heure desdits employeurs.

Art. 4
Dans le cadre des contrôles relatifs à l'application de la convention collective, les membres de la commission paritaire de la profession sont tenus d'observer le secret de fonction.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés du 8 octobre 1999 (RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance du 21 mai 2003 (Odét; RS 823.201) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de l'économie[1], de la formation et la recherche et déploie ses effets jusqu'au 30 avril 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 7 juin 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) le 30 juin 2016.

BO No 28/2016, p. 1838.

Arrêté
remettant en vigueur et modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat du Valais concernant l'extension du champ d'application de la convention collective de travail réglant les conditions de travail et de salaires dans les entreprises de carrelage du canton du Valais et de son avenant

du 7 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;
vu l'article 7 alinéa 2 de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête d'extension présentée par les organisations signataires de la convention collective le 9 février 2016 ;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais no 18 du 29 avril 2016, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 4 mai 2016;
considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

arrête:

Art. 1
L'extension de la convention collective de travail réglant les conditions de travail et de salaire dans les entreprises de carrelage du canton du Valais est remise en vigueur (arrêtés du Conseil d'Etat des 19 décembre 2012 et 17 septembre 2014) et le champ d'application de son avenant est étendu à l'exclusion des clauses en caractère normal dans la publication au Bulletin officiel du canton du Valais.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à tout le territoire du canton du Valais.

Art. 3
Il s'applique aux entreprises exécutant des travaux de carrelages ainsi qu'à leurs travailleurs et apprentis, quel que soit le mode de rémunération, à l'ex-

ception des contremaîtres, du personnel technique, administratif, et de nettoyage.

Art. 4
Dans le cadre des contrôles relatifs à l'application de la convention collective, les membres de la commission paritaire de la profession sont tenus d'observer le secret de fonction.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés du 8 octobre 1999 (RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance du 21 mai 2003 (Odét; RS 823.201) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de l'économie[1], de la formation et la recherche et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2018.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 7 juin 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) le 30 juin 2016.

BO No 28/2016, p. 1839.

Arrêté
modifiant les arrêtés du Conseil d'Etat du Valais concernant l'extension du champ d'application de la convention collective de travail xdes installateurs-électriciens et des monteurs de lignes du canton du Valais

du 25 mai 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail;
vu l'article 7, alinéa 2, de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête d'extension présentée par les organisations signataires de la convention collective;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais no 13 du 25 mars 2016, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 4 avril 2016;
considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

arrête :

Art. 1
Les arrêtés des 5 mars 2014 et 12 août 2015 concernant le champ d'application de la convention collective de travail des installateurs-électriciens et des monteurs de lignes du canton du Valais, de son avenant sur les salaires et la caution sont modifiés à l'exception des dispositions en caractère normal selon publication parue dans le Bulletin officiel du canton du Valais du 25 mars 2016.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à tout le territoire du canton du Valais.

Art. 3
Il s'applique à toutes les entreprises d'installations électriques ayant à leur service les travailleurs classifiés selon l'art. 2 de la convention sur les salaires, à titre stable ou occasionnel, quel que soit le mode de rémunération, aux entre-

prises d'autres branches ou particuliers qui exécutent pour des tiers, même à titre occasionnel ou accessoire des travaux électriques, à l'exclusion des membres de la famille du propriétaire de l'entreprise, au personnel administratif, aux apprentis au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle, au personnel technique ainsi qu'aux cadres supérieurs titulaires d'une maîtrise fédérale ou d'un diplôme d'ingénieur ainsi qu'aux titulaires d'un brevet fédéral à condition que ces derniers exercent une fonction dirigeante

Art. 4
Dans le cadre des contrôles relatifs à l'application de la convention collective, les membres de la commission paritaire de la profession sont tenus d'observer le secret de fonction.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance (Odét; RS 823.201) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de l'économie[1], de la formation et la recherche et déploie ses effets jusqu'au 31 mai 2018.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 25 mai 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) le 30 juin 2016.

BO No 28/2016, p. 1840.

Arrêté quinquennal sur l'exercice de la chasse en Valais pour les années 2016 à 2020

du 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages du 20 juin 1986 (LChP);
vu l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages du 29 février 1988 (OChP);
vu la loi cantonale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages du 30 janvier 1991 (LcChP);
vu le règlement d'exécution du 22 juin 2016 de la loi sur la chasse du 30 janvier 1991 (RexChP);
sur la proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement,

arrête:

Art. 1 Champ d'application
Le présent arrêté complète les dispositions légales régissant l'exercice de la chasse et en détermine les conditions pratiques.

Art. 2 Avenant
Le Conseil d'Etat modifie le présent arrêté par un avenant qui contient toute disposition qui s'avère urgente.

Art. 3 Types de permis
Il existe les types de permis suivants:

A	:	la chasse à balle (chasse haute);
B	:	la chasse à grenaille (chasse basse);
A+B	:	la chasse à balle et à grenaille;
C	:	la chasse au gibier d'eau;
E	:	la chasse aux prédateurs;
S	:	la chasse au sanglier;
G	:	permis général (comprenant tous les types de permis précités à l'exception du permis S).

Art. 4 Prix des permis

	Permis pris sans A ou B, taxe de base supplémentaire
1. Chasseurs domiciliés et établis dans le canton:	
– Permis A	945.-
– Permis B	600.-
– Permis A + B	1345.-

– Permis C	165.-	150.-
– Permis E	100.-	150.-
– Permis S	220.-	150.-
– Permis général	1420.-	

2. Chasseurs domiciliés et établis dans un autre canton:

– Permis A	2235.-	
– Permis B	1620.-	
– Permis A + B	3350.-	
– Permis C	330.-	(ne peut être pris sans permis A ou B)
– Permis E	200.-	(ne peut être pris sans permis A ou B)
– Permis S	440.-	(ne peut être pris sans permis A ou B)
– Permis général	3555.-	

3. Chasseurs domiciliés à l'étranger:

– Permis A	3505.-	
– Permis B	2620.-	
– Permis A + B	5400.-	
– Permis C	660.-	(ne peut être pris sans permis A ou B)
– Permis E	400.-	(ne peut être pris sans permis A ou B)
– Permis S	880.-	(ne peut être pris sans permis A ou B)
– Permis Général	5730.-	

4.	Prime assurance responsabilité civile	25.-
5.	Carte de chasse	20.-
6.	Carnet de contrôle perdu: pour A, A+B ou G	250.- et respectivement 50.- pour C, D, E ou S
7.	Taxe non membre d'une diana	100.-
8.	Textes législatifs	10.- pièce
9.	Vignette supplémentaire	10.-
10.	Duplicata du permis de chasse	10.-

11. Dès le 50e permis le chasseur bénéficie du demi-tarif.

12. Le prix du permis peut être adapté chaque année au renchérissement. Le cas échéant les changements sont publiés dans l'avenant.

Art. 5 Supplément pour non membre

Pour tout chasseur non membre d'une section affiliée à la FVSC, il est perçu lors de la délivrance du permis un supplément de 100 francs, en compensation du travail effectué par les sections et la FVSC en collaboration avec l'Etat. Ce montant est restitué à la FVSC.

Art. 6 Délivrance des permis

[1] Les permis de chasse sont délivrés par le Service de la chasse, de la pêche et de la faune, Rue de l'Industrie 29, 1950 Sion (SCPF). Celui qui entend chasser doit retourner à cette instance le formulaire officiel de commande avant le 14 août.

[2] Celui qui n'a pas reçu le formulaire de commande au 1er août ou qui souhaite des renseignements peut s'adresser au SCPF.
[3] Toute commande de permis A, A+B, B et G émise après le 14 août fera l'objet d'une facturation de 50 francs. Le cachet du timbre postal fait foi.

Art. 7 Dates d'ouvertures et durées
[1] Les dates d'ouvertures pour la période quinquennale figurent dans l'annexe I.
[2] Le permis A (chasse haute) se pratique durant deux semaines, à dater du lundi du Jeûne fédéral.
[3] Le permis B (chasse basse) commence le mardi qui suit la fermeture de la chasse haute, elle dure 21 jours. Durant les trois premières semaines, le jeudi est considéré comme jour de trêve.
[4] Le permis C (chasse au gibier d'eau) commence le lundi qui suit la fermeture de la chasse basse et dure jusqu'au 31 janvier. Cette chasse est ouverte sur le Rhône et les canaux de la plaine des Evouettes à Brigue.
[5] Le permis E (chasse à l'affût) commence le 15 novembre et dure jusqu'à fin février; la chasse au terrier commence après la clôture de la chasse basse et dure jusqu'au 15 février.
[6] Le permis S (chasse au sanglier) se déroule sur huit samedis répartis entre la fin de la chasse basse et la fin janvier.

Art 8 Munitions autorisées
[1] Pour la chasse à balle, selon les dispositions y relatives de l'article 27 du RexChP.
[2] Pour les autres permis, la cartouche à grenaille d'un calibre maximum de 12/76, la cartouche à balle pour fusil (Brenneke) ou une munition équivalente.
[3] Dès la fin de la chasse au chevreuil, seuls des plombs ne dépassant pas le calibre de 4 mm sont autorisés, exception faite de la cartouche à balle pour fusil (Brenneke) ou d'une munition équivalente employée pour le tir du sanglier, en période du permis B.
[4] Pour la chasse au renard à l'affût, les armes à balle d'un calibre allant du 22 Hornet jusqu'au 5.6X50 peuvent être utilisées; les balles blindées sont interdites.
[5] Lorsqu'il existe un choix possible, le chasseur est tenu de recourir à la munition la mieux adaptée au gibier qu'il entend prélever.

Art. 9 Gibiers contingentés
A. Avec bracelet de marquage:
[1] Le chamois: au maximum quatre bêtes qui doivent immédiatement être munies de bracelets de marquage correspondant à la catégorie.
B. Sans bracelet de marquage
[2] Le chasseur peut tirer, sans bracelet de marquage, au maximum le nombre de pièces suivant:
– la marmotte : cinq pièces;
– le lièvre : huit pièces (maximum une par jour);
– le faisan : huit pièces (maximum deux par jour);

– le tétras lyre : six pièces (maximum deux par jour);
– le lagopède : huit pièces (maximum deux par jour);
– les canards autorisés : illimité (six pièces maximum par jour);
– les faons de cerf : illimité;
– les cerfs et chevreuils selon les précisions aux articles 12, 13 et 19 du présent arrêté;
– le sanglier selon les précisions aux articles 12 et 25 du présent arrêté.

Art. 10 Contrôle du gibier, généralités
[1] Le chasseur qui a tiré un cerf, un chevreuil ou un sanglier le présente le jour même du tir au garde-chasse professionnel de la région ou au poste de contrôle le plus proche selon liste figurant dans le carnet de contrôle.
[2] Les animaux protégés ou non autorisés doivent être annoncés au garde-chasse du secteur où le tir a eu lieu, et présentés immédiatement par le chasseur lui-même.
[3] Lors de l'inscription du gibier et avant de déplacer l'animal, le chasseur doit mentionner sur son carnet le nom ou numéro du garde-chasse atteint, l'heure d'appel ou l'endroit où il s'engage à présenter son gibier.
[4] En cas d'impossibilité de transporter le gibier le jour même au lieu de contrôle, le chasseur doit en informer téléphoniquement le garde-chasse professionnel.
[5] Pendant la chasse au brocard les postes de contrôle n'étant pas en fonction, le chasseur est tenu de contacter par téléphone et aussitôt que possible le garde-chasse professionnel pour convenir avec lui des modalités de présentation du gibier abattu.

Art. 11 Perte du carnet de contrôle
[1] Sous réserve de force majeure, la perte du carnet de contrôle des permis A/B/A+B ou G donne lieu à la perception d'une taxe de 250 francs. En cas de perte du carnet de contrôle des permis C/D/E/S, la taxe est de 50 francs.
[2] Les mêmes montants sont perçus sous forme d'un procès-verbal de contravention lorsque suite à un rappel et sans motivation, le carnet de contrôle n'est pas renvoyé au Service dans le délai fixé. En cas de récidive, les montants sont majorés.

Art. 12 Permis A chasse haute, généralités
Le permis A autorise le chasseur à tirer à la carabine les animaux suivants:
a) le cerf, la biche, le daguet et le faon, selon les dispositions des articles 13, 14, 15 et 16.
b) le chamois, selon les dispositions des articles 17 et 18
c) une chevrette non allaitante pour le titulaire du permis A+B ou G
d) le sanglier, à l'exception de la laie allaitante
e) cinq marmottes
f) le renard, le blaireau, la martre et la fouine

Art. 13 Modalités de la chasse au cerf
Sous réserve des dispositions relatives au daguet, le contingent de bêtes autorisées est le suivant:

a) un cerf mâle de six cors au moins;
b) un quatre cors à l'exclusion du quatre cors fourché haut qui est protégé;
c) un daguet chétif (longueur moyenne des bois, pivot compris * à 25cm ou poids vidé * à 70 kg) ou un daguet non chétif (longueur moyenne des bois, pivot compris supérieure à 25 cm et poids vidé supérieur à 70 kg)
– le tir du daguet chétif est autorisé durant toute la chasse haute
– le tir du daguet non chétif n'est autorisé que durant la deuxième semaine de chasse haute
– le tir du daguet non chétif supprime le droit à toutes les autres catégories de cerf mâle;
d) deux biches ou deux bichettes, ou une biche et une bichette;
e) des faons;
f) Les erreurs de tir sont traitées selon les dispositions y relatives de l'article 41 du RexChP.

Art. 14 Chasse au cerf dans les volets de réserves
[1] En cas de nécessité et dans le but d'atteindre les objectifs du plan de tir du cerf, les volets des réserves cantonales et des districts francs fédéraux mentionnés dans l'avenant annuel seront ouverts à la chasse au cerf.
[2] Dans ces zones, sous réserve de dispositions contraires mentionnées dans l'avenant, seule l'espèce cerf peut être chassée.
[3] Dans ces volets, le tir des biches, du daguet chétif et des faons est autorisé. Le cerf mâle, daguet compris, est protégé.
[4] Chaque chasseur reçoit avec l'avenant annuel les extraits de cartes sur lesquels figurent les volets de réserves ouverts pour la chasse au cerf. Les points de références sont ceux figurant sur la carte nationale à l'échelle 1:25000. En cas de différence entre le texte et les cartes, c'est le texte qui fait foi.
[5] Afin d'éviter un dérangement anticipé et la fuite des cerfs avant l'ouverture de la chasse ainsi que d'en assurer un exercice efficace, les prescriptions suivantes sont à observer dans ces zones:
a) toute construction ou utilisation de poste de tir et autres abris est interdite dans les volets de réserves ouverts ainsi que le long des limites de ceux-ci;
b) le séjour des chasseurs dans ces zones est interdit de 20 heures 30 à 7 heures, sous réserve du temps nécessaire au chasseur pour quitter son poste et quitter la zone après 20 heures 30;
c) les volets de réserves ouverts ne peuvent être occupés par les chasseurs le dimanche qui précède l'ouverture dès 12 heures comme c'est le cas dans les zones ordinaires de chasse. Par contre, le chasseur peut stationner et se poster sur le pourtour d'un volet ouvert sans restriction d'horaire précité. Ces restrictions sont également valables pour les chasseurs disposant d'une résidence de chasse à l'intérieur des zones concernées, pour autant qu'ils n'aient pas déjà obtenu une autorisation du SCPF;
d) hors du réseau rouge et orange, l'utilisation des routes dans les volets et sur leur pourtour avec des véhicules à moteur est interdite pour tous les chasseurs. Une route faisant limite entre le volet et le terrain libre à la chasse peut être utilisée dans les tranches horaires définies par l'article 31

de l'arrêté quinquennal. Pour le transport d'un cerf l'utilisation des routes est autorisée lorsqu'elle a préalablement été annoncée au garde-chasse professionnel du secteur ou à défaut au SCPF.

Art. 15 Volets de réserves ouverts pour la chasse au cerf
La localisation précise des volets de réserve est fonction des objectifs fixés. Elle est revue périodiquement et communiquée dans l'Avenant annuel.

Art. 16 Tir complémentaire du cerf
[1] Si la chasse ordinaire au cerf ne permet pas d'atteindre le prélèvement du plan de tir établi, le gardiennage est chargé d'effectuer les tirs complémentaires requis.
[2] Si l'importance des tirs complémentaires à réaliser dépasse les capacités du gardiennage, le Service peut confier tout ou partie de ces tirs complémentaires aux porteurs des permis A, A+B et G, domiciliés et établis en Valais.
[3] Les modalités d'organisation de ces tirs complémentaires sont de la compétence du Service.
[4] Lorsque ces tirs complémentaires sont confiés aux chasseurs, les modalités y relatives seront publiées dans le Bulletin officiel.

Art. 17 Modalités de la chasse au chamois
Sous réserve des dispositions relatives à l'éterle mâle fort, le contingent de tir est le suivant:
[1] Un chamois mâle (bouc), une chèvre et un éterle; un quatrième chamois est autorisé pour le chasseur qui a obtenu un bracelet bonus, selon les précisions de l'alinéa 2:
a) le tir de l'éterle mâle fort (poids supérieur à 17kg ou longueur moyenne des cornes supérieure à 16cm) supprime le droit au bouc;
b) le tir de l'éterle mâle fort nécessite de poser le bracelet de l'éterle et celui du bouc. Si le bracelet du bouc a déjà été utilisé, la situation est assimilée à une errreur de tir.
[2] Lors de la présentation d'un éterle chétif (poids vidé inférieur à 14 kg ou dont la longueur moyenne des cornes ne dépasse pas 13 cm) ou d'une chèvre de 11 ans ½ au moins, le chasseur reçoit le droit de prélever un chamois supplémentaire (chamois mâle, chèvre, éterle femelle ou éterle mâle chétif).
[3] Un chasseur qui abat un chamois non autorisé ne peut plus prélever un chamois supplémentaire, même s'il tire un chamois au sens de l'alinéa 2 de cet article.
[4] Les erreurs de tir sont traitées selon les dispositions y relatives de l'article 42 RexChP.
[5] La chasse au chamois peut être adaptée annuellement par le Conseil d'Etat dans l'avenant, ceci dans le but d'atteindre les objectifs fixés.
[6] Tous les bracelets sont strictement personnels et incessibles. Les bracelets perdus ne sont pas remplacés. Le bracelet est fixé avant l'inscription dans le carnet de contrôle autour du jarret arrière après découpage de la partie plastique correspondant au mois et au jour du tir; deux schémas figurant dans le carnet de contrôle expliquent la manière de procéder.

[7] Dès l'abattage, le chasseur est tenu de fixer le bracelet avant le transport du gibier. Si le gibier n'est pas marqué correctement ou si le bracelet a été utilisé abusivement, le chasseur est punissable.
[8] Si le chamois présenté au garde-chasse correspond aux critères établis dans l'article 17, 2ème alinéa de cet arrêté, le chasseur reçoit un bracelet pour un chamois supplémentaire.

Art. 18 Présentation du chamois

[1] Chaque chamois abattu sera inscrit dans le carnet de contrôle ainsi que sur la carte ad hoc.
[2] Le chamois sera présenté entier à un garde-chasse professionnel ou à un autre membre de la police de la chasse mandaté à cette fin, jusqu'à la fin de la chasse à balle.
[3] A l'exception des chamois donnant droit à un bracelet bonus qui doivent être présentés par l'ayant-droit, cette opération peut être confiée à une autre personne qui devra être porteuse de la carte de contrôle.
[4] Le chamois sera présenté à l'un des postes de contrôle et aux horaires mentionnés dans le carnet de contrôle ou selon accord particulier convenu téléphoniquement avec le garde-chasse professionnel.
[5] Le garde-chasse n'a pas l'obligation de contrôler les chamois en dehors des postes et des horaires mentionnés dans le carnet de contrôle.
[6] Pour les chamois protégés ou non autorisés, les dispositions prévues à l'article 10 du présent arrêté sont applicables. Les animaux protégés ou non autorisés doivent être annoncés ou présentés immédiatement.
[7] La présentation d'un gibier congelé est interdite.

Art. 18bis Prescriptions particulières pour la chasse du chamois dans des parties des districts de Conches et de Rarogne oriental (sous-unités de gestion no 1.1, 1.2, 1.3)

[1] Les présentes prescriptions particulières s'appliquent exclusivement dans les sous-unités de gestion du chamois no 1.1, 1.2 et 1.3, représentées sur la carte interactive qui peut être visualisée sur le site de Service. Une descrition exhaustive des limites de ces sous-unités s'avérant excessivement compliquée, ce sont les limites indiquées sur la carte interactive qui font foi et qui, en cas de doute seront décisives:

a) dans ces 3 sous-unités, le chasseur peut tirer un éterle chétif (♂≤ à14 kg /♀≤ à 13 kg) et une vieille chèvre non allaitante (♀≥ 11½ ans);
b) le chamois abattu dans ces 3 sous-unités ne donne pas droit à un bracelet bonus et un bracelet bonus provenant d'un prélèvement réalisé ailleurs ne peut pas être concrétisé dans ces 3 sous-unités;
c) tous les chamois abattus dans ces 3 sous-unités doivent être présentés le jour même au garde-chasse professionnel de la région;
d) en cas d'erreur de tir, les dispositions de l'article 41 du règlement d'exécution de la loi sur la chasse du 22 juin 2016 s'appliquent. De surcroît le chasseur perd son droit de tirer un autre chamois sur l'ensemble du canton. Subséquemment lors du contrôle, le garde-chasse professionnel lui séquestre les bracelets dont il dispose encore.

Art. 19 Permis B chasse basse, généralités

Sous réserve des éventuelles adaptations annuelles de la chasse au chevreuil décidées par le Conseil d'Etat, le permis B autorise à tirer au fusil à grenaille:

a) durant les trois premières semaines, respectivement le mardi et le samedi:un maximum de deux brocards. Le chasseur qui, lors de la chasse au brocard, abat une chevrette ou un faon de chevreuil, perd une unité de son contingent de brocards;

b) sur l'ensemble de la période de la chasse basse:
– le petit gibier à poil et à plume;
– le canard jusqu'à l'altitude de 1000 m dès le mardi qui suit la fermeture du chevreuil;
– le lièvre et le lapin de garenne dès le 1er octobre;
– le tétras-lyre, le lagopède et la bécasse dès le 16 octobre (sans jours de trêve entre le 16 et le 31 octobre pour le chasseur disposant d'un chien d'arrêt selon l'article 27 du présent arrêté; la restriction de l'utilisation des véhicules à moteur de l'article 31 de l'arrêté est applicable uniquement pendant les jours de chasse où la chasse au brocard est également autorisée);

c) le sanglier, à l'exception de la laie allaitante.

Art. 19bis Chasse au faon de chevreuil

[1] Le chasseur porteur du permis B, A+B ou G est autorisé à prélever un faon de chevreuil exclusivement dans la zone de chasse particulière, localisée sur les bas-coteaux et la Plaine du Rhône.

[2] La zone de chasse particulière sur laquelle le prélèvement du faon est permis est définie sur la carte interactive accessible aux chasseurs intéressés, via le site du SCPF:

* (http://www.sit-valais.ch/fr/chasse.html) zone de chasse particulière

[3] Dans les districts francs (DFC) ou parties de districts francs qui sont englobés dans le zone de chasse particulière, le prélèvement du faon est possible, à l'exception des districts francs mixtes no 20,24 et 26 ainsi que les DFC no 88, 106 et 107.

[4] La chasse du faon est autorisée pendant les deux semaines qui suivent la chasse au brocard et durant les jours ordinaires de chasse; le tir est à réaliser exclusivement avec l'arme et la munition autorisées pour cette chasse (chasse basse).

[5] Durant les 6 jours susmentionnés, en plus du faon de chevreuil le chasseur est en droit de chasser toutes les bêtes autorisées durant la chasse basse, à teneur de l'article 19, chiffres 2 et 3 de l'arrêté. Néanomins ces espèces ne peuvent pas être chassées dans les districts francs ou parties de districts francs situés dans cette zone de chasse spéciale.

[6] Dans les secteurs de la zone de chasse particulière qui sont situés sur la plaine du Rhône, les prescriptions de sécurité définies à l'article 29 alinéas 4 et 5 de l'arrêté restent applicables.

[7] Comme la zone de chasse particulière englobe des secteurs urbanisés, une grande attention doit être portée au strict respect de l'article 29 alinéa 2 du règlement d'exécution du 22 juin 2016 de la loi sur la chasse qui stipule

notamment l'interdiction d'abattre un gibier et de se poster à moins de 100 m d'une habitation.

Art. 20 Permis A + B

[1] Le porteur du permis A + B ou G est autorisé à tirer deux chevrettes non allaitantes durant toute la chasse haute. Le chasseur qui a abattu une chevrette allaitante, un faon de chevreuil ou un brocard durant la chasse à balle, perd son contingent chevrette.

[2] Les erreurs de tir sont traitées selon les dispositions y relatives de l'article 42 du RexChP.

Art. 21 Permis C gibier d'eau

[1] Ce permis donne le droit d'abattre le grèbe huppé, la foulque macroule, le cormoran et les canards sauvages autorisés par la loi fédérale, ainsi que les corvidés et les prédateurs chassables selon l'article 23 ci-après.

[2] Pendant la durée de la chasse au gibier d'eau, le chasseur ne peut se trouver avec une arme chargée qu'à proximité immédiate des cours d'eau ouverts à la chasse. Durant les déplacements, l'arme doit être déchargée et détenue dans une housse de protection fermée ou, sans housse de protection, dans le coffre du véhicule.

Art. 22 Chasse au blaireau

Le garde-chasse est compétent pour attribuer localement, en dehors de la validité des permis B et E, une autorisation pour chasser le blaireau. Il définira précisément les emplacements et déterminera la durée ainsi que les moyens autorisés.

Art. 23 Permis E prédateurs

Le permis E donne le droit de tirer, le blaireau (jusqu'au 15 janvier), le renard, la martre et la fouine selon les conditions suivantes:

a) pour la chasse au terrier:
– le chasseur doit s'annoncer au moins 24 heures à l'avance au garde-chasse professionnel du secteur, en précisant le lieu, les accompagnants et le moment de la chasse;
– le chien ne peut être engagé que pour pénétrer dans le terrier. Les chiens qui chassent hors des terriers sont interdits. Le chasseur a l'obligation de déposer les renards abattus dans un centre pour déchets carnés.

b) pour la chasse à l'affût:
– le porteur du permis E ne peut pratiquer la chasse à l'affût que dans un rayon routier de 30 km autour de sa résidence;
– le lieu d'affût doit être signalé 24 heures à l'avance au garde-chasse professionnel du secteur. Tout changement doit être communiqué dans le même délai;
– le chasseur ne peut pas rejoindre son lieu d'affût avant 16 heures; pour ce faire il doit emprunter le chemin le plus court reliant son domicile à son lieu d'affût;
– le changement du lieu d'affût durant la même soirée de chasse est interdit. En quittant son poste le chasseur met fin à la chasse du jour;

– le tir depuis l'intérieur d'un véhicule stationné à l'emplacement de l'affût est autorisé.

Art. 24 Permis S sanglier, généralités

[1] Ce permis est réservé aux chasseurs domiciliés en Valais, sauf pour le porteur du permis A, B, A+B ou G.

[2] Cette chasse se pratique en principe dans les districts de Monthey, Saint-Maurice, Martigny, Entremont, Conthey, sur la Rive droite du Rhône pour les districts de Sion, Hérens et Sierre, ainsi que sur la totalité du district de Loèche:

a) les zones de chasse autorisées sont numérotées et délimitées sur une carte remise à chaque chasseur avec les documents de contrôle;

b) au maximum 75 chasseurs peuvent pratiquer la chasse dans la même zone.

[3] Les armes autorisées sont celles qui correspondent au permis A.

[4] La vente des permis et la remise des documents de contrôle se fait uniquement au bureau du SCPF, du 2 au 15 novembre au plus tard. Le guichet est ouvert de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30:

a) le chef du groupe doit présenter tous les permis des participants. Il fournira le nom de son remplaçant ainsi que toutes les indications relatives aux chiens utilisés;

b) l'inscription du groupe dans la zone de chasse choisie se fera uniquement par téléphone au SCPF (027 606 70 00) le vendredi qui précède le jour de chasse de 14 h à 16 h 30. Les groupes seront inscrits dans l'ordre de réception des annonces téléphoniques opéréres par l'intermédiaire d'un chef de groupe. Le groupe non-inscrit dans le délai prescrit ne pourra pas pratiquer la chasse. Les chefs de groupe s'informent des groupes inscrits pour la chasse du lendemain auprès du garde-chasse professionnel du secteur le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30.

[5] En plus du sanglier, le chasseur a le droit d'abattre le renard et le blaireau (le blaireau jusqu'au 15 janvier).

Art. 25 Modalités de la chasse au sanglier

[1] La chasse hivernale au sanglier se pratique exclusivement en groupe de huit à 15 chasseurs, entre 8 h et 17 h:

a) les quatre premiers samedis, elle s'exerce sur la totalité des zones de chasse autorisées (districts francs compris), et sur toutes les catégories de bêtes autorisées ;

b) pour les quatre samedis suivants, l'accès aux districts francs est en principe interdit et le tir peut être limité aux bêtes rousses. Cela étant, les modalités de chasse seront fixées par le SCPF, en fonction des objectifs à atteindre et des résultats déjà acquis. Ces modalités seront communiquées aux intéressés, via les chefs de groupes.

[2] Pour toutes les bêtes abattues, le diaphragme doit être soumis à un laboratoire spécialisé en vue du dépistage des trichines.

Art. 26 Chiens, généralités et essais

[1] Les chiens autorisés sont précisées à l'article 30 du RexChP.

[2] Les dispositions relatives aux essais des chiens sont précisées à l'article 31 du RexChP
[3] Les essais de chiens dans les terrains d'essai, hors du mois d'août, doivent être annoncés au garde-chasse du secteur au moins 24 heures à l'avance.
[4] Lors de la chasse haute, les essais de chiens sont interdits dans tout le canton.
[5] Les essais de chiens sont interdits en cas de nouvelle chute de neige de plus de 15 cm d'épaisseur.
[6] Essai de chien d'arrêt:
a) avant le 15 août, les essais de chiens sur le tétras lyre ou le lagopède sont interdits dans tout le canton;
b) les zones d'essai pour chiens d'arrêt sur tétraonidés délimitées sur la carte de chasse (TE) peuvent être utilisées du 15 août jusqu'au dimanche précédant d'une semaine l'ouverture du permis A.
[7] Essai de chien sur le lièvre
Une zone spécifique est destinée aux essais de chiens sur lièvre. Cette zone est délimitée sur la carte de chasse (LI) et peut être utilisée toute l'année, à l'exception des mois de mars, avril, mai et juin.

Art. 27 Chiens, exigences et utilisations pendant la chasse
[1] Permis B:
a) pour la chasse au lièvre pratiquée, au-dessous de la limite supérieure des forêts et dans la plaine, après la chasse au chevreuil il est exigé d'engager au minimum un chien pour quatre chasseurs;
b) pour la chasse au gibier d'eau durant le permis B il est exigé d'engager au moins un chien qui rapporte depuis un plan d'eau, pour trois chasseurs;
c) pour la chasse au tétras-lyre, au lagopède et à la bécasse, durant les jours de trêve entre le 16 et le 31 octobre il est exigé d'engager au minimum un chien d'arrêt pour deux chasseurs.
[2] Permis C:
l'engagement d'au moins un chien qui rapporte depuis un plan d'eau, pour trois chasseurs est exigé.
[3] Chasse au blaireau:
les chiens reconnus potentiellement dangereux et leurs croisements, selon la liste publiée par le Conseil d'Etat, sont interdits.
[4] Permis E:
seuls des teckels ou des chiens terriers de petite taille sont autorisés.
[5] Permis S:
a) les seules races de chiens autorisés dans le cadre du permis «S» sont les chiens d'arrêt, les chiens broussailleurs, les chiens terriers dont la hauteur au garrot ne dépasse pas 42 cm, ainsi que les chiens de race teckel;
b) les chiens ne sont pas lâchés avant 8 heures 30 et pour autant qu'au moins une trace fraîche de sanglier a été repérée. Le lâché est aussi possible lorsqu'un ou plusieurs sangliers ont pu être localisés dans un massif forestier ou dans un secteur bien circonscrit;
c) lorsqu'une couche de neige de plus de 15 cm d'épaisseur recouvre le sol, il est interdit de laisser courir les chiens. Le cas échéant, ceux-ci doivent impérativement être tenus en laisse.

Art. 28 Zones de sécurité

[1] Le tir à balle est interdit pendant la chasse au permis A:

a) Oberwald-Gerental: du pont Unterwasser, limité d'une part par les Gorneri et le Gerenwasser, d'autre part par la route jusqu'au pont qui conduit dans le Gerental;

b) Oberwald: Pischenwald entre le point 1368 – Le Rhône - Goneriwasser – Unterwassern;

c) Oberwald – Ulrichen: entre la route cantonale et le chemin forestier conduisant d'Oberwald jusqu'à Loch-Aegina, point 1358;

d) Ulrichen – Niederwald: côté droit de la vallée, entre la route cantonale et le Rhône; côté gauche de la vallée entre le Rhône et le chemin forestier ;

e) Bieligermatte et Zeiterbode comme suit: du pont Ritzibrigge en suivant la route forestière qui traverse le camping jusqu'au pt 1326 (bifurcation), en descendant cette route jusqu'à la courbe en épingle (balisage); d'ici en ligne droite sur la route qui passe à coté des cibles du stand de tir (balisage), en suivant cette route jusqu'à Zeit pt 1284, et en continunant jusqu'à la Selkingerbrücke;

f) Niederwald - Steinhaus: entre le pont du Rhône à Niederwald et le pont du Rhône à Milihalte – Rufibach, entre la route forestière Niederwald-Steinhaus et la route cantonale;

g) au lieu-dit Guldersand, dans la zone sise entre le Rhône et la voie de chemin de fer FO depuis le pont FO «Nussbaum» jusqu'au pont FO de Grengiols, y compris la place de parc VBB;

h) sur tout le territoire de la société Suisse des explosifs de Gamsen, y compris dans un cercle de 200 m autour de cette zone;

i) Viège: depuis le pont de Viège, suivre la route cantonale jusqu'à Neubrück; de ce point, gagner, sur la rive opposée, une route de campagne et la suivre jusqu'au pont de Viège (point de départ);

j) Randa – Täsch: de l'embouchure du Birchbach dans la Viège en remontant ce cours d'eau jusqu'à la fenêtre de déviation, de ce point en suivant le chemin pédestre jusqu'au Schalibach, en descendant cette rivière dans la Viège, de là en suivant cette rivière jusqu'au pont du Schali; de là suivre la route jusqu'à la route cantonale «maison Bärgfriede». Puis suivre la route cantonale jusqu'au Birchbach pour finalement suivre ce cours d'eau jusqu'au point initial;

k) Zermatt/Zär Bänä: de la Mattervispe, monter le couloir Leimragraben jusqu'à la route Riedstrasse. Suivre la route Riedstrasse en aval jusqu'au restaurant Olympiastübli et continuer en direction sud par le chemin AHV jusqu'à la voie de chemin de fer GGB; Suivre celle-ci en montant jusqu'au pont Findelbrücke et de là descendre le Findelbach jusqu'à la Vispe, puis en aval de la Vispe jusqu'au point de départ;
NB: Cette zone de sécurité est aussi valable pour la chasse basse;

l) Gampel – Steg: le tir d'une rive à l'autre est interdit de l'usine électrique de Steg en remontant la Lonza jusqu'au pont Marchgrabe (point 872);

m) Loèche-les-Bains: du croisement du Bennonggrabens et du Römerweg pt 1406 descendre le chemin pédestre passant devant le restaurant Bodmenstübli jusqu'au Russengraben; suivre le cours d'eau du Russengraben

jusqu'à l'intersection avec le chemin culturel Varen – Leukerbad, suivre ce chemin vers l'intérieur de la vallée jusqu'au Bennonggraben, remonter ces couloirs jusqu'au pont vers le Römerweg, point initial;
N.B.: cette zone de sécurité n'est valable que pour la chasse basse;

n) Les Haudères (Sanières): depuis l'intersection du torrent descendant des Coulayes avec la route de Molignon; puis par cette route vers Molignon – les Haudères – les Sanières jusqu'aux Coulayes; de là en descendant le torrent jusqu'au point initial.

o) Riddes – Bieudron: le tir contre le mont depuis la plaine, les vignes et les vergers est interdit entre le torrent d'Econe et la step de Bieudron;

p) Ardève – Chamoson – Leytron: le tir contre le mont depuis la plaine et les vignes est interdit dans tout le périmètre de l'Ardève;

q) Les Marécottes (Salvan): deux cents mètres de part et d'autre de la voie ferrée, depuis la gare des Marécottes jusqu'à la dernière habitation du hameau de la Medetta. Dans cette zone l'interdiction vaut aussi pour le tir à grenaille;

r) dans les places de camping et de sport.

[2] Dans ces zones, il est interdit de prendre des postes et de tirer; il est également interdit de tirer par dessus ces zones.

Art. 29 Autres prescriptions de sécurité

[1] Pour tous les déplacements avec un véhicule, l'arme doit être déchargée et rangée dans une housse de protection fermée ou, à défaut d'une housse de protection, dans le coffre du véhicule.

[2] Dans la plaine du Rhône, le tir à balle est en principe interdit, à l'exception de celui mentionné à l'alinéa suivant.

[3] Sur une largeur maximale de 250 mètres dès le pied du coteau, un tir dans la direction du talus est toléré à la condition impérative de l'absence de toute voie de communication sur la ligne de tir.

[4] Dans la plaine du Rhône, l'utilisation de la cartouche à balle pour fusil (Brenneke) ou d'une munition équivalente est interdite.

[5] Le tir à grenaille est interdit de chaque côté de l'autoroute à compter depuis le grillage de fermeture vers l'extérieur sur une bande de 50 mètres de largeur. Cette interdiction vaut également pour les périmètres des gouilles entièrement clôturés situés le long de l'autoroute.

[6] Pour la chasse à l'affût, la distance maximale de tir à balle est fixée à 100 mètres et le lieu d'affût sera autorisé pour autant qu'une butte sécurisant le tir soit présente.

Art. 30 Utilisations des routes et chemins pour l'exercice de la chasse, généralités

[1] Outre les routes rouges qui figurent sur la carte de chasse, sont autorisées toutes les routes communales, agricoles ou forestières sur lesquelles on peut rouler avec un véhicule ordinaire sans traction 4X4.

[2] Le chasseur qui utilise une route communale, agricole ou forestière, pour laquelle une restriction de circulation est homologuée et signalée, le fait sous sa propre responsabilité.

[3] Les pistes forestières ou d'alpages ainsi que les pistes liées à l'exploitation d'une remontée mécanique qui ont été construites exclusivement pour exploiter ces domaines ne sont pas considérées comme routes autorisées.
[4] Aucun véhicule motorisé n'est autorisé sur les chemins pédestres pour l'exercice de la chasse.
[5] L'utilisation des routes communales, agricoles ou forestières n'est autorisée que si tous les chasseurs peuvent les utiliser. Dans le cas contraire, ces routes sont énumérées comme routes interdites dans l'annexe III du présent arrêté quinquennal.
[6] L'utilisation des routes dont l'usage est régulé par une barrière ou un dispositif ad hoc est autorisée uniquement si la barrière ou le dispositif reste ouvert durant les cinq premières semaines de chasse.
[7] Le déplacement via une route implantée hors du territoire suisse pour revenir chasser en Valais est interdit.

Art. 31 Utilisation des véhicules à moteur

[1] Le véhicule transportant un chasseur ou une pièce de gibier doit être muni d'une vignette remise par l'office de délivrance du permis. La vignette est à coller sur la vitre arrière du véhicule. Pour les tracteurs et les cyclomoteurs, elle doit être apposée à un endroit bien visible. La première vignette est gratuite, les suivantes sont facturées.
[2] L'utilisation de véhicules à moteur pour l'exercice de la chasse, avec ou sans arme, comme conducteur ou passager, est réglée comme il suit durant les cinq premières semaines de chasse:

a) libre:
– sur le réseau routier colorié en rouge sur la carte de chasse;
– sur le reste du réseau routier, y compris les routes colorées en orange pour la traversée de réserve, entre 18 heures et 7 heures (17 heures et 8 heures pendant la chasse au brocard) ainsi qu'entre 11 heures 30 et 14 heures 30;
– sur les routes mentionnées à l'annexe III du présent arrêté, sous réserve d'une annonce préalable au garde-chasse du secteur, mais uniquement pour le transport du gibier abattu pendant la chasse à balle, le mercredi et le samedi, entre 11 heures 30 et 14 heures 30;
– sur les routes mentionnées à l'annexe III du présent arrêté et hors des tranches horaires susmentionnées, mais uniquement pour le transport du cerf, sous réserve d'une annonce préalable au garde-chasse professionnel du secteur. En l'occurrence, une fois le transport terminé, le véhicule peut regagner l'emplacement où il se trouvait au début de l'opération.

b) interdit:
– sur toutes les routes énumérées dans l'annexe III de l'arrêté quinquennal, et sous réserves des prescriptions particulières fixées par les communes;
– sur toutes les routes non coloriées en rouge sur la carte de chasse, sauf pour rejoindre son domicile ou son lieu de séjour et mettre ainsi fin à la chasse de la journée, entre 7 heures (8 h pendant la chasse au brocard) et 11 heures 30 ainsi qu'entre 14 h 30 et 18 h (17 h pendant la chasse au brocard). En l'occurrence, le chasseur qui met fin à sa chasse doit inscrire

dans son carnet de contrôle l'heure exacte de départ et la description de la route utilisée jusqu'à la prochaine route rouge.

[3] Traversée de réserve:
seules sont autorisées les routes colorées en rouge ou en orange sur la carte de chasse; tout arrêt sur ces routes est interdit.

[4] Après la clôture de la chasse au brocard, l'utilisation des routes est libre. L'usage des véhicules est toujours soumis au respect de la signalisation en place sur les routes communales, agricoles ou forestières.

Art. 32 Récupération des chiens lors de la chasse

Lors d'une journée de chasse, dans le cas où le chien ne revient pas et pour autant que le propriétaire soit informé de l'endroit où son chien se trouve, l'utilisation d'un véhicule à moteur est autorisé pour aller le récupérer. Tout déplacement en véhicule sera annoncé préalablement au garde-chasse qui délivrera une autorisation orale.

Art. 33 Recherche du gibier blessé

[1] Tout animal sur lequel le chasseur a tiré doit être recherché.

[2] Si l'animal sur lequel il a tiré ne tombe pas sur place, le chasseur doit, immédiatement après le tir et de façon claire, marquer le lieu où il se trouvait pour lâcher son coup de feu, puis se rendre à l'emplacement de l'animal pour y rechercher consciencieusement des indices de blessures, en suivant notamment la direction de fuite du gibier.

[3] En présence d'un indice de blessure, le chasseur doit le marquer et faire appel à un conducteur de chien de rouge.

[4] Toute recherche d'un animal blessé doit préalablement être annoncée par téléphone au garde-chasse professionnel. Sitôt la recherche terminée, le garde-chasse professionnel est informé du résultat.

[5] La recherche dans un district franc, est à effectuer selon les dispositions y relatives de l'article 43 RexChP.

[6] Avant l'entrée en action d'un chien de rouge, le chasseur est tenu de remplir toutes les rubriques prévues à cet effet dans le carnet de contrôle; après son intervention, le conducteur du chien apposera sa signature sur le carnet, en mentionnant si le gibier a été trouvé ou non.

Art. 34 Transport aérien

L'utilisation d'un moyen de transport aérien ou d'engins de vol libre pour l'exercice de la chasse ou le transport du gibier est interdite.

Art. 35 Réserves

[1] Les districts francs cantonaux, fédéraux et OROEM (Ordonnance fédérale sur les réserves d'oiseaux d'eau et migrateurs d'importance nationale et internationale), ainsi que les lieux de protection partielle, figurent dans l'annexe II joint au présent arrêté.

[2] Les districts francs cantonaux et fédéraux, ainsi que les districts francs mixtes sont représentés sur la carte de chasse schématique. Celle-ci est valable pour les années 2011-2015 sous réserve de modifications apportées par un avenant.

Les limites précises des secteurs de réserve sont disponibles sur une carte interactive via Internet, http://www.sit-valais.ch/fr/chasse.html (ou via le site du SCPF: http://www.vs.ch/scpf). Les chasseurs peuvent y consulter les différents secteurs de réserve au moyen du numéro de référence indiqué sur la carte schématique. Ils peuvent également imprimer les extraits souhaités. Au besoin, le chasseur peut aussi obtenir contre rémunération, lors de la commande du permis, les extraits des cartes des secteurs de réserves qui l'intéressent.

[3] En cas de différence entre le texte de l'annexe II et l'extrait de carte, c'est le texte qui fait foi. Celui-ci est basé sur la carte au 1:25'000.

[4] En plus du réseau routier coloré en rouge ou en orange, la traversée d'un district franc avec arme et chien est autorisée lorsqu'un chasseur domicilié dans un district franc doit en sortir pour se livrer à la chasse ou revenir à son domicile. Dans tous les autres cas, une autorisation du SCPF est nécessaire. Durant ces déplacements, les armes doivent être déchargées et les chiens doivent obligatoirement être tenus en laisse.

[5] Tout arrêt dans un district franc est interdit.

[6] La chasse au renard à l'affût est autorisée, pendant la durée du permis E, dans une bande de 50 mètres à gauche et à droite des cours d'eau principaux.

Art. 36 Types de réserves

[1] Les réserves suivantes sont représentées schématiquement sur la carte de chasse:

a) districts francs fédéraux et cantonaux: tout type de chasse est interdit;

b) districts francs fédéraux mixtes: la chasse basse est interdite dans ces périmètres;

c) districts francs cantonaux mixtes: les restrictions en vigueur sont indiquées dans le texte décrivant les limites des réserves (voir annexe II).

[2] Les zones de protection pour marmottes et gibier d'eau ne sont pas représentées sur la carte de chasse; celles-ci sont décrites dans l'annexe II, sous chiffre 1.

Art. 37 Pièges

Pour l'exercice de la chasse, quel que soit le type de permis, l'usage de pièges est interdit.

Art. 38 Concours de trophées de la FVSC

[1] Le chasseur qui a abattu dans le canton une pièce de gros gibier présentant un beau trophée peut prendre part au concours des trophées valaisan et intercantonal selon les conditions fixées par le règlement de la Fédération valaisanne des sociétés de chasse (FVSC) et des associations faîtières suisses, à condition de la présenter encore dans la peau au garde-chasse professionnel du secteur puis de déposer le trophée au SCPF avant le 1er février.

[2] Pour le dépôt des trophées au SCPF, aucune correspondance ne sera transmise aux chasseurs.

Art. 39 Prime de renard et de blaireau

[1] Pour chaque preneur de permis, le service de la chasse ristourne à la FVSC un montant de 20 francs qui permet à cette dernière de verser une prime de 15 francs par renard et de 20 francs par blaireau abattu durant l'exercice de la chasse.

[2] Pour toucher cette prime, le chasseur doit remettre au garde-chasse professionnel de son secteur, dans les dix jours qui suivent la fermeture du permis respectif, les deux pattes avant du renard et/ou du blaireau ainsi que son carnet de contrôle. Il fournira par la même occasion ses références bancaires ou CCP ainsi que son carnet de contrôle de la chasse concernée.

[3] Sitôt les données relatives aux tirs enregistrées, le SCPF transmet les éléments à la FVSC qui est responsable du paiement de ces primes.

[4] Les éventuelles réclamations relatives à ces primes sont à formuler auprès de la FVSC.

Art. 40 Inscription pour le tir du bouquetin / action bouquetins

[1] Le chasseur qui s'intéresse au tir du bouquetin doit s'inscrire lors de la commande du permis de chasse. L'inscription n'est possible que pour les chasseurs, membres d'une Diana, ayant commandé un permis A, A+B, B ou G.

[2] L'inscription en dehors de la commande du permis de chasse est exclue.

[3] Une directive du SCPF fixe le détail des modalités concernant la chasse du bouquetin.

Art. 41 Dispositions finales

[1] Le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement pourvoit à l'exécution du présent arrêté.

[2] Le présent arrêté abroge l'arrêté du 16 juin 2006 ainsi que ses annexes.

[3] Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au Bulletin officiel.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 22 juin 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le Chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Table des matières

Article

Champ d'application 1
Avenant 2
Types de permis 3
Prix des permis 4
Supplément pour non membre 5
Délivrance des permis 6
Dates d'ouvertures et durées 7
Munitions autorisées 8
Gibiers contingentés 9
Contrôle du gibier, généralités 10
Perte du carnet de contrôle 11
Permis A chasse haute, généralités 12
Modalités de la chasse au cerf 13
Chasse au cerf dans les volets de réserves 14
Volets de réserves ouverts pour la chasse au cerf 15
Tir complémentaire du cerf 16
Modalités de la chasse au chamois 17
Présentation du chamois 18
Prescriptions particulières pour le chamois
dans des parties des districts de Conches et de Rarogne Oriental 18bis
Permis B chasse basse, généralités 19
Chasse au faon de chevreuil 19bis
Permis A+B 20
Permis C gibier d'eau 21
Chasse au blaireau 22
Permis E prédateurs 23
Permis S sanglier, généralités 24
Modalités de la chasse au sanglier 25
Chiens, généralités et essais 26
Chiens, exigences et utilisations pendant la chasse 27
Zones de sécurité 28
Autres prescriptions de sécurité 29
Utilisation des routes et chemins pour l'exercice de la chasse, généralités 30
Utilisation des véhicules à moteur 31
Récupération des chiens lors de la chasse 32
Recherche du gibier blessé 33
Transport aérien 34
Réserves 35
Types de réserves 36
Piègesd 37
Concours de trophées de la FVSC 38
Prime de renard et de blaireau 39
Inscription pour le tir du bouquetin / action bouquetins 40
Dispositions finales 41

Date d'ouverture

Types de permis	Espèces chassables	Dates d'ouverture et de fermeture					Jours de trêve
		2016	2017	2018	2019	2020	
A	Chamois, cerf, marmotte, sanglier, renard, blaireau, martre, fouine	19 au 01.10	18 au 30.09	17 au 29.09	23.09 au 05.10	21.09 au 03.10	Dimanche
A + B	Chevrette	Durant toute la chasse haute					
B	Brocard	4 au 22.10	3 au 21.10	2 au 20.10	8 au 26.10	6 au 24.10	Lu-me-je-ve
A+B/B/G	Faon de chevreuil	25.10 au 05.11	24.10 au 04.11	23.10 au 03.11	29.10 au 09.11	27.10 au 07.11	Lu-me-ve jours fériés
B	Sanglier, Lièvre (dès le 1.10), lapin de garenne, renard, blaireau, martre, fouine, corneilles noire et mantelée, bécasse des bois, faisan, pie, geai, grand corbeau, tourterelle turque, pigeon ramier	4.10 au 29.11	3.10 au 25.11	2.10 au 27.11	8.10 au 30.11	6.10 au 28.11	Lu-me-ve, jours fériés + je lors de la chasse au brocard
B	Tétras lyre, lagopède, bécasse	17.10 au 29.11	16.10 au 25.11	16.10 au 27.11	16.10 au 30.11	16.10 au 28.11	Lu-me-ve, jours fériés
B	Tétras lyre, lagopède, bécasse **avec chien d'arrêt**	Du 16 au 31 octobre					jours fériés
B	Canard, grèbe huppé, foulque macroule, cormoran	Mardi qui suit la fin de la chasse au brocard					Lu-me-ve jours fériés
C	Canard, grèbe huppé, foulque macroule, cormoran,	Lundi qui suit la fin de la chasse basse jusqu'au 31 janvier					Jours fériés
	Blaireau	Dès l'ouverture du permis A jusqu'au 15 janvier					Jours fériés
E	Renard, blaireau* (*jusqu'au 15.01), martre, fouine	**La chasse au terrier commence après la clôture de la chasse basse et dure jusqu'au 15 février. La chasse à l'affût commence le 15 novembre et dure jusqu'à fin février.**					Jours fériés
S	Sanglier, renard Blaireau (jusqu'au 1 janvier)	03.12.2016 10.12.2016 17.12.2016 31.12.2016 07.01.2017 14.01.2017 21.01.2017 28.01.2017	02.12.2017 09.12.2017 16.12.2017 23.12.2017 06.01.2018 13.01.2018 20.01.2018 27.01.2018	01.12.2018 15.12.2018 22.12.2018 29.12.2018 05.01.2019 12.01.2019 19.01.2019 26.01.2019	07.12.2019 14.12.2019 21.12.2019 28.12.2019 04.01.2020 11.01.2020 18.01.2020 25.01.2020	05.12.2020 12.12.2020 19.12.2020 26.12.2020 09.01.2021 16.01.2021 23.01.2021 30.01.2021	

Ouverture de la chasse en 2021 = 20 septembre

Annexe II
à l'arrêté sur l'exercice de la chasse en Valais de 2016 à 2020

I. Gibier partiellement protégé (marmottes et oiseaux d'eau).
II. a) Territoires où les essais de chiens sont autorisés toute l'année, sauf pendant la chasse haute et durant les mois de février, mars, avril, mai et juin (sous reserve d'autres dispositions dans le descriptif de la zone).
b) Territoires pour essais de chiens d'arrêt sur tétraonidés autorisés du 15 août jusqu'au dimanche précédant d'une semaine l'ouverture de la chasse haute.
c) Territoires pour essais de chiens sur lièvre autorisés toute l'année, sauf pendant la chasse haute et les mois de mars, avril, mai et juin.
III a) Districts francs cantonaux.
b) Districts francs cantonaux mixtes.
IV. Districts francs fédéraux, fédéraux mixtes et réserves OROEM.

I. Gibier partiellement protégé

1. Marmotte

1.1. 200 m à gauche et à droite de toutes les voies ferrées alpestres, des téléphériques, des télésièges touristiques, ainsi que des routes du Grand-Saint-Bernard, en amont de Bourg-St-Pierre, du Simplon, de la Furka, du Grimsel, du Nufenen et du Herrenweg sur le parcours «lac de Merjelen – Riederalp».
1.2. Dans un rayon de 500 m autour des cabanes du C.A.S. et de ski-club et dans un rayon de 1000 m autour de la cabane de Susanfe.
1.3. Dans la région de Ginals, Unterbäch, du pont du Mühlebach - Unter - Senntum en suivant le chemin jusqu'à Altstafel; de là, en direction sud en suivant le bisse jusqu'au torrent de Altstafeltälli; ce torrent en descendant jusqu'au Mühlebach, point initial.
1.4. Sur le territoire de la commune de Naters:
200 m à gauche et à droite du sentier Alpe Bel-Sattlen-hôtel Belalp.
1.5. Sur le territoire de la commune de Mund:
300 m autour de la chapelle Eril à Baltschiedertal.
1.6. Sur le territoire de la commune de Visperterminen:
- au lieu-dit «Wyss Flüho»
1.7. Sur le territoire de la commune de St-Nicolas:
250 m autour des cabanes Geisstrift, Taaflue, Sparren et Altstafel (Stellirigg) et en longant les deux chemins menant aux cabanes de Bordier et de Topali.
1.8. Sur le territoire de la commune de Zermatt: 500 m autour de la station de montagne de Sunnegga.
1.9. Sur le territoire de la commune de Täsch: rive gauche de la vallée protégée; protégé sur la rive droite de la vallée de la limite communale

Randa-Täsch jusqu'à Täschalp en dessous de l'Europaweg et 250 m autour du bâtiment de Täschalp.

1.10. Dans le Turtmanntal, 500 m à droite et à gauche du Turtmannbach.

1.11. Sur le territoire de la commune de Blatten: entre la Lonza, le torrent d'Innertal, le chemin de l'alpage de Guggistafel (pont amont sur Innertal) et le Falländ- Bach.

1.12. Sur le territoire des communes de Gampel et Erschmatt:

- 300 m autour des cabanes des alpages de Fesel et de Bachalpe.

1.13. Sur le territoire de la commune de Loèche-les-Bains:

- 200 m à gauche et à droite de la route du col de la Gemmi - Spittelmatten
- 200 m à gauche et à droite du sentier pédestre Gemmi - Adelboden et 200 m autour du Daubensee.

1.14. Marmottes au Saastal

a) Le présent arrêté ne déroge pas aux droits de la vallée de Saas (district de Viège) concernant la chasse aux marmottes, droits établis par titre du 16 mai 1804 et reconnus par les autorités fédérales comme étant de nature civile.

Pour les marmottes de la vallée de Saas, sont valables les dispositions suivantes décidées par l'autorité compétente.

b) Les chasseurs désireux de chasser la marmotte dans la vallée de Saas doivent se procurer auprès de l'administration communale de Saas-Grund une autorisation de tir réglant l'exercice de cette chasse. Ces autorisations ne sont remises qu'à des bourgeois des quatre communes de Saas qui sont domiciliés dans l'une de ces communes.

1.15. Sur le territoire de la commune d'Evolène:

– Dans un rayon de 500 m autour de la station de Saley; Ferpècle.

– Sur une bande large de 200 m à droite et à gauche de la Borgne d'Arolla, sur tout son parcours.

– 200 m le long du chemin du pas de Chèvre, sur tout le parcours.

– 400 m le long du chemin reliant La Gouille et Satarma au lac Bleu.

– Autour du restaurant de Chemeuille, dans un rayon de 300 m.

1.16. Entre le barrage de la Grande Dixence, le torrent du Merderé, la Dixence et le torrent de Déchénaz.

1.17. 200 m autour du lac artificiel de Zeuzier.

1.18. Dans les mayens de Dorbagnon (Savièse).

1.19. Sur le territoire de la commune de Chamoson; l'alpage des Pouays et Lortier; de là au torrent de la Fontaine Froide et de ce torrent en suivant le sentier qui va des chalets de Chamosentse à la Losentse.

1.20. District de Martigny: l'alpage de l'Arpille, le Mont-Ravoire et Chez-Larze sur Chemin.

1.21. Sur le territoire de Bagnes:

A Verbier; dans la région comprise entre la Pierre-Avoi et le Mont-Fort, soit les alpages de La Marlène, Les Grands-Plans, Le Vacheret et La Chaux.

– Dans la région de Bagnes-Mauvoisin, de la Dranse sortant du barrage de Mauvoisin en descendant jusqu'à l'embouchure du torrent de Boche-

resse, ce torrent en remontant jusqu'au bas des rochers de Pierre-à Vire; de là à la Dranse, point initial.

1.22. Catogne, Entremont: le massif du Catogne, en amont de la cote 1400.
1.23. Val d'Arpette, Champex: tout le Vallon.
1.24. Sur le territoire des communes de Dorénaz et Collonges.
1.25. Du barrage principal du torrent du Saint-Barthélemy en suivant le torrent du même nom jusqu'au col des Orgières; de là, l'arête des Gagneries jusqu'au col du Jorat; puis, en suivant le chemin du col jusqu'à la bifurcation du sentier de Frête et jusqu'au sentier Cocorier-Jorat rejoignant le chemin du col, puis jusqu'au barrage principal du Saint-Barthélemy, point initial.

2. Gibier d'eau

Généralités

Le gibier d'eau est protégé de façon absolue sur tout le canton au-dessus de l'altitude de 1000 mètres.

Brig-Glis – Naters

Dans la plaine du Rhône, de l'embouchure de la Gamsa jusqu'à l'embouchure de la Massa dans le Rhône.

Volki Gillo Visp

La gouille d'excavation de Volki-Gillo ainsi que dans une zone de 100 m autour de celle-ci.

Grossgrundkanal

Le long du Grossgrundkanal de l'aire de la fabrique Lonza Viège jusqu'à l'embouchure dans le Rhône.

Les Mangettes

Zone comprise entre la route du manège, la route de la berge du Rhône jusqu'au pont de Pré-Loup, en remontant la rive gauche du canal des Mangettes jusqu'au manège.

Saint-Maurice

Le Rhône entre le pont St-Maurice – Lavey-Village (aval) jusqu'à l'embouchure de la Pissechèvre amont.

Vouvry

Du pont de la Porte du Sex en remontant la route de la berge du Rhône jusqu'à la route descendant en direction du lieu-dit Les Iles, en suivant la route cantonale direction Vouvry jusqu'au manège Les Iles, de là direction Sud-Est jusqu'au point 379, traverser en ligne droite par dessus la voie de chemin de fer jusqu'au canal des Chambettes, poursuivre direction les Grands Prés jusqu'à la route cantonale, par la route cantonale direction la Portedu Sex, point initial.

II. Territoire d'essais de chiens

***a)* Territoires où les essais de chiens sont autorisés toute l'année, sauf pendant la chasse haute et durant les mois de février, mars, avril, mai et juin.**

CH 1 Région du Breithorn, commune de Grengiols

Depuis le virage de la Breithornstrasse au P.2228 en montant la route jusqu'au virage suivant au pt 2316; en poursuivant dans la même direction jusqu'à l'arête rocheuse; en remontant cette arête par le pt 2453 sur l'arête à hauteur du pt 2573; en suivant cette arête en direction sud-ouest par le pt 2505, jusqu'au pt 2451; de là en descendant jusqu'au virage de la Breithornstrasse au pt 2228, point initial.

CH 2 Région Bettmeralp, Martisbergeralp

Au-dessus du village de Bettmeralp à hauteur du pt 1982, en longeant le Herrenweg jusqu'à la limite du district à hauteur du pt 2207; en remontant le long de la limite du district sur l'arête au pt 2786; de là en longeant l'arête par les pts 2490 et 2431 jusqu'au Biel, pt 2292; de là en descendant en ligne droite jusqu'au Bettmersee; en descendant le long de la rive est du lac jusqu'au Herrenweg près Bettmeralp, point initial.

CH 3 Région Simplon, Hohweng

De Engiloch par dessus l'arête du rocher menant à Hohliecht pt 2134.7, de là suivre le chemin pédestre jusqu'au point d'intersection avec le Wallibach, pt 2031, descendre celui-ci jusqu'à l'intersection avec la route du col du Simplon, puis remonter cette route jusqu'au point initial Engiloch.
Attention: des moutons sont alpés dans cette région. Pour cette raison, seuls les chiens habitués aux moutons peuvent être entraînés.

CH 4 Région Stalden, Unterflie, Neubrück

De Neubrück, en suivant l'ancienne route jusqu'à Stalden; de là en remontant le couloir jusqu'à la fenêtre de galerie; de là par la route d'accès jusqu'à l'intersection de la route de Törbel; en suivant celle-ci jusqu'à l'intersection vers le hameau de Unterflie; en poursuivant le chemin en descendant jusqu'au Wyssrischugrabo en descandant celui-ci par Steigässi vers Neubrück, point initial.

CH 5 Région de Radet et de Getwing

Sud: le Rhône; ouest: Feschelbach; nord: route Bratsch - Erschmatt; est: en ligne droite de Schmitten à Getwing.
N.B.L'entrainement des chiens est autorisé dans cette zone que jusqu'au 15.décembre

CH 6 Région de Vissoie

De l'intersection de la route cantonale de Vissoie – Zinal avec le torrent des Moulins (abattoir de Vissoie); en remontant ce torrent des Moulins jusqu'à la route forestière de Gillou (Prilett pt 1695); par cette route forestière, jusqu'au

couloir après la barrière (pt 1866); en descendant le couloir jusqu'à la route cantonale en amont de la chapelle de Cuimey pt 1283; puis par cette route jusqu'à l'abattoir de Vissoie, point initial.

CH 7 Les Chertines
De Bluche point 1271 en descendant la ligne du funiculaire Sierre – Montana jusqu'à son intersection avec la route de Loc, en descendant cette route puis la route du Stade jusqu'à Loc; puis en direction ouest par le Chemin des Coliers jusqu'à Corin; en remontant par le Chemin de Corin puis le Chemin des Crêtes jusqu'à Montana-Village, puis par la Rue des Jardins jusqu'à Bluche point initial.

CH 8 Région Ayent
Zone située entre la route Saint-Romain – Anzère, la route des Rugès et la route des Valettes.

CH 9 Région Savièse
Zone située entre la route de la Boutze et la route de Binii – Chandolin.

CH 10 Région Borgne – Dixence
Zone située entre la Borgne, la Dixence – la route d'Evolène, le torrent de Pelettaz pt 944.

CH 11 Région Nendaz
Zone située entre la route de Condémines – la route de Basse-Nendaz jusqu'à la chapelle St-Sébastien, la lisière de la forêt, pts 1043 et 1226 – la route forestière, pt 1167, jusqu'à Condémines.

CH 12 Région de Saxon
De l'intérieur du village de Saxon en direction nord-est par la route du fond des vignes jusqu'aux Frasses, puis jusqu'à la route menant à Ecône, en remontant cette route jusqu'à la limite de la forêt, puis par cette limite en direction sud-ouest jusqu'à la tour de l'ancien Château, en descendant le torrent jusqu'à l'intérieur du village de Saxon.

CH 13 Région de Fully
De Buitonne route principale en passant par Eulo, puis l'ancienne route jusqu'au lieu-dit «Les Salaux», de là en remontant le chemin jusqu'aux vignes puis en suivant le sommet des vignes jusqu'à Tassonnières, en remontant la combe jusqu'à l'arête, en suivant cette arête direction nord-est jusqu'à Prampé et en descendant par le torrent jusqu'à Buitonne, point initial.

CH 14 Région du Guercet
Du village du Guercet en suivant la route en direction de Charrat jusqu'aux premières habitations; de là à travers les vignes jusqu'au réservoir, puis par le sentier en direction du Planard jusqu'à la route forestière, puis en suivant celle-ci en direction de Chemin jusqu'à l'intersection avec le chemin venant

de la plaine (pt 1002) et en suivant celui-ci jusqu'au couvert d'Octodure, puis par la route jusqu'au village du Guercet (point initial).

CH 15 Région de Bagnes
Du pont des Verney sur la Dranse de Bagnes au Châble, en remontant la route en direction du Châble jusqu'à son intersection avec le torrent de Bruson, ce torrent en remontant jusqu'à son croisement avec le chemin des Barmes, par ce chemin jusqu'au sentier des chômeurs, puis en direction nord-ouest jusqu'au chemin de Bonavau, en descendant ce chemin jusqu'à l'intersection de la route des Vernays, par cette route jusqu'au pont du Verney, point initial.

CH 16 Région d'Orsières
De la Dranse d'Entremont sous le village de Chamoille, en remontant le torrent puis en direction sud par la limite de la réserve du Mont Brun jusqu'au torrent de la Combe, en descendant ce torrent jusqu'à la Dranse puis par la rivière jusqu'au point initial.

b) **Territoires pour essais de chiens d'arrêt sur tétraonidés autorisés du 15 août jusqu'au dimanche précédant d'une semaine l'ouverture de la chasse haute.**

TE 1 Mandelon
Des chalets de Mandelon par le chemin en direction nord jusqu'au chalet Par des Mosons, pt 2172; de là en remontant jusqu'à la lisière supérieure de la forêt, ensuite en suivant direction sud la lisière supérieure jusqu'à la Dojiouire, en descendant jusqu'au chemin puis en suivant le chemin jusqu'à Mandelon, point initial.

TE 2 Mont Brun
Du sommet du télé de Moay pt 2167 en direction sud par le chemin passant par le pt 2091 jusqu'à l'intersection de la route des Planards; de là en suivant cette route direction nord pt 2000 puis par le chemin jusqu'au Larzey pt 1861; en suivant le chemin direction nord-est jusqu'à l'arête, de là en direction sud par les pts 2040 – 2064 et 2052 jusqu'au point initial.

c) **Territoires pour essais de chiens sur lièvre autorisés toute l'année, sauf pendant la chasse haute et les mois de mars, avril, mai et juin.**

LI 1 Région Ardon – Chamoson
De l'intersection de l'autoroute et de la Lizerne, en descendant celle-ci jusqu'au Rhône, en suivant ce dernier jusqu'à son intersection avec l'autoroute puis en remontant cette dernière jusqu'au point initial.
N.B. **Dans ce terrain la chasse au lièvre est interdite.**

III. *a)* Districts francs cantonaux

No 1 Grimsel – Gletsch
Du Rhône, monter le Rätischbach pt 1802 jusqu'au vieux chemin du Grimsel pt 2102 (balisage); suivre le vieux chemin du Grimsel jusqu'au col du Grimsel, suivre la limite cantonale jusque sur le Gärstenhorn; de là en direction

Sud-est par les pts 2340, 2209 (Zungenspitze des Rhonegletschers); descendre le Rhône jusqu'à Gletsch, au pont de la route de la Furka; remonter la route de la Furka 200 m après le troisième contour en épingle à cheveux (balisage), qui est soutenu par le mur Wyssgand au pt 2309 (balisage) jusqu'au chemin pédestre Bidmer (balisage); suivre le chemin pédestre jusqu'à Firbäch, pt 2329; descendre le Lengesbach jusqu'au Rhône; descendre le Rhône jusqu'à Rätischbach, point initial.

No 2 Geren – Gonerli

De la Geisshitte, suivre la Gerenalpstrasse jusqu'à la hauteur du Tällibach au pt 1625, monter le Tällibach jusqu'au pt 2315 et continuer en passant par le pt 2549 jusqu'à la source au lieu-dit Hell; monter ensuite en direction nord sur le Tällistock pt 2875; de là suivre l'arête en direction sud-est jusqu'au pt 2985; de là descendre en direction sud-ouest par les pts 2800, 2725, 2735, 2387 (balisage); descendre le torrent jusqu'à la Gerenstrasse (balisage pt 1713); de la Gerenalpstrasse à la Gerenwasser puis monter la Gerenwasser jusqu'au pt 2109 à Cher (balisage); de là par les pts 2632, 2878 jusqu'à la pointe Di Manio 2925; de là suivre la frontière cantonale via le P. Nero pt 2904 jusqu'au Gornerlilücke pt 2741; de là descendre en ligne droite jusqu'aux pts 2422, 2365 jusqu'à la Gorneliwasser, suivre la Gorneliwasser jusqu'au pont de Gonerlistafel pt 1788; descendre le chemin d'alpage jusqu'à Geisshitte, point initial.

No 3 Blashorn – Ägene

Du pont Kittbrücke (route du Nufenen pt 1533), monter le chemin marqué par Lade jusqu'à Senntumhitte pt 1790; suivre l'arête jusqu'à la grande antenne puis suivre la conduite d'eau en direction de l'ouest jusqu'au Cheerbach (balisage); descendre le Cheerbach jusqu'au Rhône puis suivre le Rhône jusqu'au Löüwenebach; remonter le Löüwenebach par le pt 1872 (balisage) jusqu'au Treichbode (balisage) puis en poursuivant par les pts 2189, 2420 sur l'arête à Blaslicke pt 2815; suivre l'arête jusqu'au Mittaghorn et P. Gallina, pt 3061; suivre la frontière cantonale menant au Chilchhorn pt 2874, puis au col du Nufenen; continuer jusqu'au pt 2440 (Nufenenbächi); descendre le Nufenenbächi jusqu'à l'embouchure dans l'Ägene; descendre l'Ägene jusqu'au pont de Kittbrücke, point initial.

No 4 Wichelwald – Bochtenhorn

De l'embouchure de l'Ägene dans le Rhône, monter l'Ägene jusqu'à Kittbrücke pt 1533, route cantonale, suivre celle-ci 200 m jusqu'au premier virage, entrée de l'ancienne route; suivre celle-ci jusqu'au Chietalbach; monter ce torrent jusqu'à Mittlätsch pt 2058; de là remonter le chemin pédestre par Obermatte, pt 2178 et continuer par le sentier jusqu'à l'arête puis descendre jusqu'au Schitertellibach; descendre ce torrent jusqu'à l'Ägene; monter l'Ägene jusqu'au pt 1942 (embouchure Lengtalbach); monter ce torrent jusqu'au pt 2280 (balisage); de là, monter en direction sud jusqu'aux pts 2631, 2825 entre Vordri et Hinneri Sulzlicke; suivre l'arête en direction ouest par Ritzhörner pt 3047, 3108 jusqu'au pt 3127; de là, descendre la gorge rocheuse en direction nord-ouest jusqu'au Merezebach (balisage); descendre le couloir

droit jusqu'au balisage, puis monter en longeant le chemin pédestre jusqu'à Ouchumm (balisage), puis suivre en montant l'arête nord sur le Brudellhorn pt 2791; de là suivre la limite communale et longer l'arête par les pts 2729, 2662, 2744, 2692; de là en direction nord-ouest au Moosmattestock pt 2475, suivre l'arête en descendant jusqu'au chemin pédestre (balisage); de là suivre ce chemin en direction est jusqu'au torrent Linnebächi; descendre ce torrent jusqu'au Rhône; remonter le Rhône jusqu'à l'Ägene, point initial.

No 5 Tellere

Point d'intersection Niderbach – Gommerhöhenweg, 200 m direction en direction ouest jusqu'au balisage – limite communale; longer la limite communale en montant par les points 1967, 2140 (balisage) 2365 Straaleloch pts 2516, 2691, 2766, au Geschinerstock 2856, par la limite cantonale en direction est par Uelistock pt 2890, Üerlicherjoch 2756, au pt 2820; descendre le long de la limite communale en suivant par les pts 2703, 2626, Drimändelibord (balisage) entre Tälli et Obertal jusqu'à l'intersection Oberbach – Gommerhöhenweg; suivre le Gommerhöhenweg en direction ouest par Nessel en descendant le Niderbach, point initial.

No 6 Löffelhorn – Münstigertal

Du point d'intersection Gommerhöhenweg – Münstigerbach pt 1633, monter le Münstigerbach en suivant jusqu'à Unnerm-Blatt (balisage); de là suivre le couloir en direction nord par Grieblätz jusqu'aux pts 2800, 2954 sur l'arête; de là en direction est (limite cantonale) jusqu'au Löffelhorn, descendre jusqu'au Trützipass pt 2826; de là descendre jusqu'au lac pt 2725; descendre jusqu'au Trützisee pt 2579; puis descendre le Geschinerbach jusqu'à Oberstafel pt 2280, de là descendre le chemin d'alpage en suivant jusqu'à Galehitte pt 2356; descendre le chemin marqué par le pt 2219 et ensuite en descendant par le Löüwenestock Birchegg (balisage), bord du Münstigerlöüwene jusqu'aux écuries, suivre le Gommerhöhenenweg en direction ouest jusqu'au Münstigerbach, point initial.

No 7 Räifte Stockji – Merezebach

Du virage situé à la bifurcation vers Oberberbel au pt 1516, suivre cette route en passant par Oberberbel et monter le vieux chemin d'alpage jusqu'à la prise d'eau près Chäller pt 1842; de là monter le long du Merezebach jusqu'au lac de Tiefschlüecht pt 2413; prendre la direction nord le long de la limite communale en passant par Stockji pt 2604, ensuite par les pts 2470 et 2419 jusqu'au pt 2276; de là le long du balisage au-dessus des paravalanches jusqu'au Raiftenweg, descendre ce chemin le long des paravalanches par le pt 2101 jusqu'au pt 1935; de là descendre en ligne droite sur la Hohbachstrasse (balisage); descendre cette route jusqu'à la bifurcation de Merezebach pt 1775; de là en direction nord descendre le long de la limite communale par le pt 1680 jusqu'à la bifurcation de la route vers Oberberbel, point initial.

Nr. 8 Blinnen Ost – Hobach

Du point d'intersection de la route d'alpage Blinnen et de la Tirollischlüecht (balisage) monter la Tirollischlüecht et suivre ensuite le balisage jusqu'au

chemin d'alpage sur l'arête; descendre ce chemin d'alpage jusqu'à Chäller pt 2027; de là continuer la route jusqu'au pont sur le Hohbachji; monter le long du Hohbachji jusqu'à Seewe pt 2462; de là en ligne droite par le pt 2573 (balisage) à la hauteur de la Saaslamme; descendre la Saaslamme jusqu'à la Blinnentalstrasse, remonter la vallée par cette route jusqu'à la Tirollischlüecht, point initial.

No 9 Blinne – Ritzichumme

De la Blinne à la hauteur de Finsterlig (balisage), monter la Blinne jusqu'à la hauteur de Lärch (balisage); de là le Chummegrat entre Holamme et Litschchumme en suivant le balisage par le pt 2618 jusqu'au Grathorn pt 2672; de là descendre le chemin pédestre jusqu'au pt 2599; de là descendre le chemin pédestre balisé dans la Ritzichumme jusqu'à l'affluent est du Ritzibach (balisage); descendre le long de ce torrent jusqu'au point d'intersection avec le chemin d'alpage vers Bordstafel; descendre ce chemin d'alpage jusqu'à la bifurcation Löüb (balisage); de là remonter le Fasserwald en suivant le balisage jusqu'à Hofure; ensuite suivre le balisage en direction est jusqu'à Chalcheri, courbe d'altitude 2200; suivre le balisage à cette hauteur jusqu'au Bidmerweg; suivre le Bidmerweg en direction nord-est jusqu'à Bidmer (balisage); ensuite descendre la Finsterligchäle jusqu'à Finsterlig-Blinne, point initial.

Nr. 10 Bifiga – Hostettwald

Du point de confluence du Chrimpebach et du Rhône, remonter le Rhône jusqu'au Schmalibach (balisage); remonter le long du Schmalibach jusqu'à la source au Räift (balisage); de là vers la cabane de Salzgäbul et en direction sud sur la conduite d'eau, courbe d'altitude 2100; longer la conduite d'eau jusqu'au Chrimpebach; descendre le long du Chrimpebach jusqu'au Rhône, point initial.

No 11 Bächital

Du Reckingerbach à hauteur du pt 2068 en direction ouest en remontant la digue paravalanches (balisage); en remontant le long du couloir jusqu'au lieudit Ritze au pt 2572; de là en ligne droite vers le sud (balisage) en passant par l'alpage de Ritzingenalpe au pt 2240 jusqu'au chemin d'alpage Galebrunne; suivre le chemin jusqu'aux écuries pt 2266; monter en suivant la limite communale jusqu'au Dri Mannlini pt 2606, jusqu'au Ritzihorn pt 2893, Gälmjinihörner pt 3236; Unnerlicke pt 3127; Vorderes Galmihorn pt 3507; Hinteres Galmihorn pt 3488, de là en descendant le Bächigletscher jusqu'au pt 2473; de là descendre le Reckingerbach jusqu'au point initial.

No 12 Selkigertal

De l'intersection Walibach – Gommerhöhenweg, suivre le chemin pédestre en direction sud par le Selkigerchäller jusqu'au balisage; monter le couloir (balisage) jusqu'au pt 2071 Hanspill; de là suivre la conduite d'eau en direction nord-ouest jusqu'au Hilpersbach pt 2156; de là en direction nord jusqu'au Stockflesch, puis longer l'arête marquée (limite communale) par les pts 2838,

Täschehorn pt 3008 jusqu'au Setzenhorn pt 3061 et continuer l'arête en montant jusqu'au pt 3232 Hangendgletscher; de là en direction sud-est par les pts 3060, 2698, 2317 jusqu'au Selkigerbach; descendre le Selkigerbach jusqu'au Gommerhöhenweg, point initial.

No 13 Obflie
De l'intersection du Wysswasser – Hohbrücke pt 1329, monter la Wysswasser jusqu'à la Jagdlamme; monter la Lamme jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre (Gletscherblick pt 2362); descendre ce chemin pédestre jusqu'à l'intersection avec le torrent du Rinnerhitta, descendre ce torrent jusqu'à Schranni; de là, suivre le chemin pédestre jusqu'au point 1855; de là suivre le chemin pédestre inférieur jusqu'à l'intersection avec le Teife Bach; descendre ce torrent jusqu'à l'intersection du chemin «Egga-Hohbrücke»; de là suivre le chemin jusqu'à Hohbrücke – Wysswasser, point initial.

No 14 Brücherbach
Du croisement Wysswasser – Steinigbach, monter le Steinigbach jusqu'au Herrenweg, de ce chemin en direction nord, Unners Tälli pts 2244, 2386 jusqu'au pt 2364; de là descendre le chemin pédestre en direction nord-ouest par le pt 2346 jusqu'au pt 1931; de là descendre le chemin pédestre jusqu'au Glingulsteg; descendre la route jusqu'au Wysswasser; descendre le Wysswasser jusqu'au croisement avec le Steinigbach, point initial.

No 15 Corpi
Au lieu-dit Holz, suivre le chemin pédestre en direction ouest jusqu'au Brunnengrabe (balisage); monter ce couloir jusqu'en dessous du pt 1868 (balisage rouge); de là, poursuivre en direction ouest en suivant le balisage rouge jusqu'à la cabane (Hinnerlärch) et la route de Stich; suivre cette route en direction ouest jusqu'à l'intersection avec la route d'alpage, suivre la route de Stich en direction ouest jusqu'au croisement avec le Deischbach pt 1669; remonter le Deischbach jusqu'à l'intersection avec le Herrenweg (balisage rouge); de là, suivre le Herrenweg en direction est jusqu'au Kühbodenstafel (intersection Alte Bach); descendre ce torrent jusqu'au chemin pédestre au lieu-dit Holz, point initial.

No 16 Rufibach
Monter par le pont du Rufibach en direction sud-est en longeant le bord de la paroi rocheuse entre le Rufibach et le Schonerwald jusqu'au premier alpage, courbe de niveau 1840 (balisage); suivre le balisage en direction est par l'alpage jusqu'au point d'intersection avec le chemin situé au-dessus de l'Alte Chäller; monter ce chemin jusqu'au Bettulbach; remonter ce torrent et ensuite suivre la limite communale jusqu'au point d'intersection des limites des communes Steinhaus et Ernen; suivre cette limite jusqu'à l'intersection des limites de communes Steinhaus-Mühlebach-Ernen; de là en ligne directe jusqu'à l'ancien téléski Trassee (balisage); suivre le Militärweg par le pt 1941 jusqu'au bord des falaises du Rufibach, descendre en longeant le bord de la paroi rocheuse jusqu'au pont, point initial.

No 17 Eggerhorn
Du pt 1611 Schlättergrabe, suivre le chemin pédestre en direction nord jusqu'au balisage. Monter le couloir marqué jusqu'au point d'intersection avec le chemin pédestre Eggerhorn 100 m au-dessus de Stock; descendre le chemin pédestre jusqu'au pt 1935; de là suivre le chemin pédestre (Putzera) par le pt 1950 jusqu'au couloir balisé; remonter ce couloir jusqu'au Grosse Fülhorn pt 2677, en direction de l'est jusqu'au pt 2687; de là vers le sud par le pt 2218 jusqu'à Fäldbach; descendre ce cours d'eau jusqu'à l'intersection avec le Sännewäg; suivre le Sännewäg jusqu'à la route qui mène à Aebnimatt pt 2023; de là suivre le chemin pédestre en direction nord jusqu'au balisage dans la combe à Sattulti; de là en direction nord-ouest suivre le balisage en descendant le Schlättergraben pt 1611, point initial.

No 18 Heiligkreuz – Leewald
De l'intersection de la route Heiligkreuz et le Schaplergraben; monter ce couloir en direction de l'est jusqu'au balisage; suivre le chemin pédestre jusqu'à Kaffeestafel pt 2039 en direction du nord-est et en passant par la Hockbode, pt 2109, jusqu'à Dri Stafle, puis poursuivre le chemin pédestre jusqu'au pont Mässerbach – chemin pédestre; monter le Mässerbach jusqu'à Manibode pt 2026; de là, poursuivre en direction du sud-ouest en passant par le pt 2352 et en ligne directe jusqu'au Obere Stafel pt 2169, puis par le Chällerli, pt 1897; descendre en longeant le chemin jusqu'à Heiligkreuz; descendre la route jusqu'au point initial.

Nr. 19 Twingi
Du point d'intersection Holöüwegrabe – Binna, remonter la Binna jusqu'au point d'intersection Binna – Grossgrabe; remonter la Grossgrabe jusqu'au pt 2585; de là descendre la Hohlöüwegrabe jusqu'au point d'intersection avec la Binna, point initial.

No 20 Bättlihorn
Du Bättligraben en longeant le chemin balisé jusqu'à la Oberi Flüe, chemin balisé, puis en poursuivant le chemin jusqu'au couloir balisé, puis descendre le couloir jusqu'au Milibach; de là, sur le côté opposé de la vallée, monter en suivant le pied de la paroi balisé jusqu'au Schlittweg; monter ce chemin jusqu'au pt 2451, puis suivre en direction sud-ouest le petit chemin pédestre par les pts 2493 et 2652, de là longer l'arête par les pts 2843 et 2802 jusqu'à Bättlihorn, continuer par le pt 2992 jusqu'au pt 2824, de là en direction nord par le pt 2615 dans le Gifrischgraben; descendre ce couloir jusqu'au balisage; en direction de l'est monter l'arête rocheuse jusqu'au Chriesihorn pt 2535; de ce point en direction du nord descendre l'arête jusqu'au Bättligraben; descendre cette arête jusqu'à l'intersection du chemin Oberi Flüe, point initial.

No 21 Fülhorn
De Mattigraben pt 1361 suivre le chemin pédestre jusqu'au Tunetschgraben; suivre ce couloir en direction sud en longeant la frontière du district jusque sur le Chleine-Humetz, pt 2838; de là, en longeant l'arête en direction ouest

et en passant par Füllhorn jusqu'au Folluhorn, pt 2657; de ce point en direction du nord-ouest par l'arête rocheuse jusqu'au pt 2376 (balisage) puis en direction du nord descendre le couloir entre Vorder et Mittlere Arben jusque dans le Mattigrabu, poursuivre celui-ci jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre, point initial.

No 22 Ganter
Du confluent du Schiessbach dans le Ganterbach pt 1404, en montant le Schiessbach jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre au pt 1954, de là suivre le chemin supérieur (Geisswäg) jusqu'au pt 2094; de ce point descendre par le chemin conduisant au pont franchissant la Steinubach, puis en poursuivant par le chemin pédestre en passant par le Ganterbach, le Furgguböümbach, la Schrickbode pt 1925, Heitrich jusqu'au balisage réalisé 200 m avant le pt 2083; de là en direction du nord descendre l'arête rocheuse dans le Wirigrabe (balisage); descendre le couloir de Wiri jusqu'au Ganterbach puis descendre ce torrent jusqu'à l'embouchure du Schiessbach, point initial.

No 23 Mäderhorn
De la sortie nord de la galerie du Rothwald (balisage) pt 1823 en remontant la pente en direction est jusqu'à la partie supérieure du Blaue Rand; de là en suivant le balisage jusqu'au pt 2231; de là suivre le chemin pédestre par les pts 2307 et 2610 jusqu'à Mäderlicka pt 2887; de là descendre le chemin pédestre par Chaltwassertälli, puis le pt 2550 et le pt 2293 jusqu'au pt 2162; de là en ligne droite descendre les parois de la route du col du Simplon jusqu'au point initial (sortie nord de la galerie du Rothwald).

No 24 Staldhorn
De l'intersection du Fyschterschlüochtweg du Stockalperweg monter le Stockalperweg jusqu'au pont traversant le Hopschugrabe; monter le cours d'eau du Hopschugrabe jusqu'au Hopschusee; de là suivre le chemin pédestre par les pts 2149, 2284, et 2470 jusqu'à Inneren Nanzlicka au pt 2579, suivre l'arête jusqu'à Üsseren Nanzlicka pt 2602 et jusqu'à l'antécime du Spizhörnli; de là en direction est suivre l'arête descendante du Ärezhorn jusqu'à la source du Nesselbach à la hauteur de Lengritz (balisage); descendre le Nesselbach jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre supérieur, suivre ce chemin pédestre en direction est jusqu'à Oberen Nesseltal, de là suivre le bord supérieur des chottes jusqu'au pt 1823; de là suivre le chemin pédestre par Schwefelbord et Fyschterschlüocht jusqu'au point initial du Stockalperweg.

No 25 Glishorn
De l'Eschil, pt 1262, descendre le couloir d'Eschil; lors de la séparation du couloir suivre le couloir nord en montant jusqu'au point où le sentier pédestre entre sur le grand pâturage du Glishorn (balisage); de là, longer l'arête tout d'abord en direction du nord-est, puis à l'est jusqu'au sommet du Glishorn, pt 2525; de là, en direction du sud en suivant l'arête et en passant par le Füllhorn, pt 2678 jusqu'au Spitzhörnli, pt 2737; suivre la frontière du district en direction de l'ouest en descendant jusqu'au Marchgrabe; descendre encore

plus bas dans ce couloir jusqu'à l'intersection de la route du Nanztal; suivre cette route en quittant le Nanztal jusqu'au point initial Eschil.

No 26 Lind
De Aentschi, emprunter le sentier alpestre jusqu'au nouveau pont enjambant la Gamsa pt 1373; monter en longeant la Gamsa jusqu'au pont de Mittluhüs pt 1599; de là, suivre le sentier de la vallée jusqu'à l'intersection du Meiggergraben (balisage); monter le couloir de Meigger jusqu'à Enge, longer l'arête rocheuse jusqu'à Meigger pt 2148; de là, en direction de l'ouest jusqu'au lac de Gebidem; longer le sentier pédestre en direction du nord-ouest jusqu'à la Lengi Teiffi pt 2225; de là, descendre le chemin militaire et le suivre jusqu'à la Gebidemtole et de là descendre le sentier pédestre jusqu'à Wyss Fluoh et suivre le sentier pédestre en descendant jusqu'au point initial de Aentschi.

No 27 Schweifjini
Du pont de Chlusmatte, descendre le Chrummbach jusqu'au pont en dessous de Maschihüs; de ce pont, descendre 200 m la vieille route du Simplon (balisage), de là en direction ouest monter jusqu'au bisse en dessous de Dristul (balisage); suivre ce bisse en direction sud jusqu'au virage de la Rossbodenstrasse bei Chnubla pt 1662; de là monter la route de Rossboden jusqu'à l'intersection avec le chemin de Rossboden; monter ce chemin jusqu'au prochain croisement avec la route de Rossboden; de là à nouveau monter ce chemin jusqu'au croisement avec la route, puis le long de la route jusqu'au chemin et suivre ce chemin jusqu'au Rossbodenstafel; passer en direction nord des chottes et suivre le chemin pédestre par Furgghalte jusqu'au sommet du Galu, de ce point suivre l'arête par les pts 2415, 2433 jusqu'au Schilthorn pt 2670; de là en direction du nord descendre l'arête jusqu'au croisement avec le chemin pédestre de Wyssbodenhorn, de là suivre le chemin pédestre en descendant jusqu'au premier des Sirvoltensee au pt 2453; de là descendre le chemin pédestre en direction nord par le pt 2317 et Wysse Bode jusqu'au point initial, pont traversant le Chrummbach à Chlussmatte.

No 28 Alpjerweng
De l'ancienne caserne, monter env. 250 m la route du col du Simplon jusqu'au premier pont; monter en ligne directe et en direction du nord la paroi rocheuse jusque sur l'arête à la hauteur du double virage de la route forestière (balisage); de là, suivre l'arête supérieure en direction du nord-est en passant par le pt 1705 jusqu'à la Alpjierbidi, pt 2190 et poursuivre en passant par le Rothorn, le Chellihorn, le Chessihorn jusqu'au Plaggische Bode, au pt 2858; descendre en direction de l'est jusqu'au Alpjerwasser; suivre l'Alpjerwasser jusqu'au pont près d'Alpje; descendre en suivant la route d'Alpje jusqu'à la route du col du Simplon jusqu'au point initial (ancienne caserne).

No 29 Seehorn
De Gondo, monter la route de la vallée de Zwischbergen jusqu'à l'intersection du Bällegggraben, au sud-est de la Bällegga; de là, monter le couloir de la

Bällegg jusqu'à l'arête; suivre cette arête en direction sud-ouest jusqu'au sommet du Seehorn, pt 2439; descendre le couloir en direction nord-ouest entre Chrapfe et Gränialme jusque sur la route du col du Simplon, entre l'ancienne caserne et Hohstäg; suivre la route du col jusqu'au point initial Gondo.

No 30 Furmule
De l'intersection de la route de la vallée de Zwischbergen et le Garibilgraben, pt 1425, suivre la route en direction de la vallée jusqu'au pt 1616; de là, monter le couloir en direction nord-ouest jusqu'au Galihorn, pt 2577; suivre l'arête en direction nord en passant par Galilicka, Murmulagrat, Guggilihorn jusqu'au Tschuggmatthorn, pt 2313; de là, descendre en direction nord-ouest dans le couloir jusqu'à l'intersection du chemin pédestre (balisage), suivre ce chemin pédestre en passant par Lätzi Matta jusqu'à la route de la Furggu; descendre en suivant cette route jusqu'au virage au lieu-dit Garibil, pt 1562; de là, descendre en direction de l'est en suivant le petit sentier pédestre jusqu'au point initial 1425.

No 31 Bielti
De la centrale située dans la forêt du Tannu remonter le Rot Graben (Rots Chi)jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre Obru Irgili; de là en direction du sud-ouest suivre le chemin pédestre par Bielti jusqu'à Schiena pt 2129, de cet endroit suivre le balisage à une altitude identique jusqu'aux pts 2069 et 2011 puis jusqu'à l'arête rocheuse du Ricca (balisage); de là en direction de l'ouest descendre le couloir jusqu'au Zwischbergenbach situé en dessous de Fah; continuer la descente jusqu'au pont d'Engi, de là suivre le chemin de la vallée jusqu'au pont de Garibilgraben; de là suivre le Zwischbergenbach jusqu'au départ du couloir rouge, point initial.

No 32 Laggintal
De l'intersection de la Lagginstrasse avec le Furigraben, emprunter la Lagginstrasse jusqu'à sa fin; de là suivre le chemin pédestre marqué jusqu'au point d'intersection avec le Schräbach, descendre le Schräbach jusque sur la moraine du Sibiluflüeggletscher (balisage), suivre le bord nord de cette moraine jusqu'au pt 2824; de là monter sur le Sibiluflüeggrat, de cette arête en direction est par le Rothorn jusqu'au Wenghorn pt 2588; de là descendre cette arête en direction nord jusqu'au pt 2238 et continuer en ligne droite par les rochers jusqu'au bord inférieur de la paroi rocheuse (balisage); de là suivre le pied de la paroi rocheuse en direction sud-est par Fächt jusqu'à Furigraben (balisage); descendre ce couloir jusqu'au point initial Lagginstrasse.
N.B. Il est interdit de tirer par dessus la Laggina entre le Dristulgraben et le pont en dessous de Pästa.

No 33 Rosschumme
De l'extrémité ouest du pont de Sädol en direction sud-ouest monter à la Waldegga, pt 1989, poursuivre jusqu'à l'intersection du chemin alpestre Giw – Gspon; suivre ce chemin en direction sud jusqu'au téléski; suivre le téléski jusqu'à la station supérieure pt 2192, puis emprunter le chemin pour Mällachji

jusqu'au pt 2371; de là remonter l'arête en passant par les pts 2593 et 2763 jusqu'au Wyssgrat pt 2886; de ce point suivre l'arête en passant le Ochsenhorn, pt 2912, jusqu'au pt 2827; suivre l'arête en direction du nord-ouest en longeant la frontière communale, puis descendre jusqu'à l'intersection du chemin pédestre à Sältodi; de là, suivre le chemin pédestre jusqu'au premier couloir (balisage); descendre celui-ci jusqu'au Sitgraben, poursuivre en descendant ce couloir jusqu'à l'intersection du tracé (conduite enterrée), suivre le tracé jusqu'au point initial de pont de Sädol.

No 34 Biffig
Monter le couloir qui se trouve environ 80 m au sud du Riedbach qui se jette dans la Saaservispe jusqu'au chemin qui mène du hameau Riedbach au hameau Hohflüe; monter ce chemin jusqu'au hameau Hohflüe; de là suivre le bisse Riederi en direction sud jusqu'au Leidbach; descendre le Leidbach jusqu'au chemin Biffi – Leidbach, suivre ce chemin jusqu'au hameau Biffig; de là descendre en ligne droite jusqu'au contour en épingle à cheveux (Plattenbruch Noti) de la route Eya – Biffig; suivre cette route jusqu'au chemin Erl – Raaftgarten; descendre ce chemin jusqu'au pont qui traverse la Saaservispe vers le hameau Raaftgarten; suivre la Saaservispe jusqu'au point initial.

No 35 Schwarzwald – Eisten
De l'embouchure du bisse de Riederi dans le Leidbach, monter le bisse en passant par Lengfell (balisage) jusqu'au Simelihorn, pt 3124; de là, en ligne directe et en direction du sud-ouest, descendre à la cabane des bergers sise au bord du chemin alpestre Gspon – Saas-Grund; depuis cette cabane, en ligne directe, jusqu'à la cabane de l'alpage de Geitti; descendre la Stapflawine jusqu'au chemin Geitti – Bidumini, suivre ce chemin jusqu'à Bidumini, puis continuer le chemin d'alpage jusqu'au Ahornbach; descendre le Ahornbach jusqu'au bisse de Riederi; puis suivre le bisse en direction du nord en passant par Stellinu jusqu'à son embouchure avec le Leidbach, point initial.

No 36 Brigifeld
Du croisement de l'ancien chemin du Saastal avec le Chessigraben (Restizug) suivre le chemin en direction du sud par Raaftgarte jusqu'au Fallowina; monter la Fallowina jusqu'au pt 2025 vers le chemin Tirbja – Hannig; suivre ce chemin jusqu'au télésiège Bärgje; longer le télésiège jusqu'à la station de départ; de là suivre la route qui mène à Hohtschuggen; de Hohtschuggen, suivre le chemin balisé par Sattelegga jusqu'à la fenêtre de galerie à Chessigraben (Restizug); descendre ce couloir jusqu'à l'ancien chemin du Saastal, point initial.

No 37 Galgern
De l'ancien pont de l'Ahorn, en suivant la Saaservispe jusqu'à la Hüotlowina; suivre la Hüotlowina en montant jusqu'à l'arête de Lägundu (là où la frontière du couloir n'est pas bien reconnaissable, suivre le balisage), poursuivre en passant par l'arête jusqu'au Seetalhorn; de là, en direction du nord et en pas-

sant par le Distelhorn jusqu'au point balisé immédiatement au sud du Wannehorn; descendre le Stockgraben zum Eistbach; suivre ce torrent jusqu'au chemin de Galgern – Tirbjia; suivre ce chemin jusqu'au hameau de Unneri-Galgera; puis descendre le chemin en passant par Tirbelwang jusqu'à l'ancien pont de l'Ahorn, point initial.

No 38 Jegihorn
Du pont enjambant le Fellbach reliant Brend à Heimischgarten, suivre le Fellbach (là où ses limites ne sont pas perceptibles, suivre le balisage) jusqu'à sa source; de là suivre le glacier en montant par la gauche jusqu'au Jegigrat. Puis suivre le Jegigrat jusqu'au Jegihorn; du Jegihorn descendre en ligne droite jusqu'à l'échelle du chemin Weismieshütte – Grubengletscher. Suivre ce chemin en direction de l'ouest jusqu'au balisage (pt 2686); de là descendre par l'arête jusqu'au croisement du chemin Kreuzboden – Grubenalp avec le chemin qui relie Trif à Hannig; suivre ce chemin jusqu'à la station intermédiaire de la télécabine Saas Grund – Kreuzboden, poursuivre par la route forestière jusqu'au Triftbach; descendre le Triftbach jusqu'au pont de Brunnen, puis suivre la route forestière en passant par Zerengi jusqu'à Bodmen; poursuivre par le chemin pédestre en direction du nord jusqu'à Tewaldji; de là suivre la route forestière jusqu'à Oberi Brend, continuer par le chemin pédestre de Brend – Heimischgarten jusqu'au pont enjambant le Fellbach, point initial.

No 39 Balfrin
Du croisement du couloir du Lammen avec le chemin Grächen – Saas-Fee, monter ce couloir jusqu'à l'arête sud du Lammenhorn; de là, en ligne droite direction nord-ouest jusqu'à la source ouest du Schweibbach; descendre ce torrent jusqu'au chemin Grächen – Saas-Fee; suivre ce chemin jusqu'au couloir du Lammen, point initial.

No 40 Senggfluh
Du lieu-dit «Bärenfalle» (balisage) suivre la frontière communale en direction du sud-ouest, monter jusqu'au Chinesischemauer; suivre ce mur en montant jusqu'au croisement avec le Steinwildpfad pt 2700; suivre le Steinwildpfad jusqu'à Gebidum, puis suivre ce chemin en descendant jusqu'au chemin pédestre de Saas-Fee – Grächen; suivre ce chemin pédestre jusqu'au Biderbach; descendre ce torrent jusqu'au pont à Bideralp; puis suivre le chemin Bideralp – Brand jusqu'au hameau de Sengg, de là remonter par le chemin jusqu'à Unteren Senggboden; de là suivre le chemin en direction du sud jusqu'au lieu-dit «Bärenfalle», point initial.

No 41 Almagellhorn
Du croisement du chemin thématique et du chemin pédestre Saas Almagell – Almagelleralp suivre ce chemin pédestre en montant jusqu'à l'hôtel Almagelleralp, puis suivre ce chemin jusqu'au prochain chemin qui mène à la moraine du Rotblattglescher; suivre ce chemin jusqu'à la moraine et continuer le long de la moraine en montant jusqu'au pt 2798 en ligne droite jusqu'au Sonnigpass; de là monter par l'arête jusqu'au Sonnighorn; du Sonnighorn sui-

vre l'arête du Sonnig jusqu'à Kanzelti, pt 3308; puis en direction ouest par le bord de la paroi rocheuse descendre jusqu'à Lengu Eggu (pierre marquée côté nord du Sattelweng); descendre par Lenngu Eggu jusqu'au chemin d'alpage; descendre le chemin d'alpage jusqu'à Fleschbodu, puis suivre la route forestière jusqu'au chemin thématique; suivre celui-ci jusqu'au chemin pédestre Saas Almagell – Almagelleralp, point initial.

No 42 Nollenhorn

De la route du Mattmark, suivre le petit torrent au sud par le bord en montant jusqu'au Felsgrat qui mène au Mittelgrat; monter le Felsgrat jusqu'au Mittelgrat, puis longer le Mittelgrat en direction sud jusqu'à la Nollenlücke; de là en ligne droite en direction ouest jusqu'à la source du Steiniguwängbachi, continuer ce petit torrent en descendant jusqu'au chemin pédestre, au barrage; suivre ce chemin pédestre du côté droit de la couronne du barrage; de là, descendre en ligne droite jusqu à la route du Mattmark; puis suivre cette route jusqu'au point initial.

No 43 Rufiboden

De l'embouchure de la Saaservispe et de la Feevispe en ligne droite jusqu'au chemin qui mène de Zenlauinen au Grundberg; monter ce chemin jusqu'au nouveau chemin Zenlauinen – Zum Moos; de ce chemin en direction sud jusqu'au chemin qui mène au hameau zum Moos zur Rischutolla; monter ce chemin jusqu'à l'ancien chemin pédestre Kreuzboden – Almagelleralp, suivre ce chemin en direction d'Almagelleralp jusqu'au balisage, puis suivre les balisages en direction sud-ouest jusqu'à Stelli; de là, descendre le Lehnbach jusqu'à l'embouchure dans la Saaservispe, puis suivre la Saaservispe en montant jusqu'au pont du chemin forestier Saas-Almagell – Saas-Fee; suivre le chemin forestier jusqu'au chemin amenant à Rufiböden; suivre ce chemin jusqu'au couloir du Plattjen (balisage), remonter ce couloir jusqu'au chemin Plattjen – Saas-Almagel; de là, suivre le pied de la paroi rocheuse en direction du sud jusqu'au couloir de Brand; suivre le couloir de Brand jusqu'à la Saaservispe, remonter celle-ci jusqu'au pont de Zermeiggern; de Zermeiggern emprunter le chemin reliant l'Egginerjoch, continuer le chemin jusqu'à la Felskinnstation, de là en ligne droite jusqu'à Längfluh, puis continuer en ligne droite jusqu'à la Mischabelhütte; de la Mischabelhütte, descendre le couloir d'avalanche jusqu'au Gemsweg; suivre le Gemsweg jusqu'à la piste Saas-Fee – Felskinn; monter la piste jusqu'au pont du Ritzi; de là en direction du sud en remontant par l'arête par le pylône 3 de l'Express Alpin jusqu'à l'arête située entre l'Egginer et le Mittaghorn (pt 3189); suivre cette arête jusqu'au Mittaghorn, descendre la voie d'escalade jusqu'à l'endroit où cette arête se termine (drapeau); de là descendre en ligne droite jusqu'au balisage du Gämsweg; monter le Gämsweg jusqu'à la station du vieux télésiège Plattjen, de là descendre le chemin forestier en passant par Furggje jusqu'à la route forestière Saas-Fee – Gallenalp; suivre cette route jusqu'au tracé du Gondelbahn Plattjen; descendre le long de la télécabine jusqu'à la station inférieure, suivre la route jusqu'à la Panoramabrücke et continuer par Saas-Fee jusqu'à Üsseri Wildi (Alphitta); de là emprunter le chemin menant à Egga en longeant la

route cantonale Saas-Grund – Saas-Fee, descendre cette route jusqu'à la première épingle à cheveux (Glacierkurve); de là descendre en ligne droite jusqu'au pont de Roti Brunne (à proximité de l'école de Saas Grund), remonter la Saaservispe jusqu'à l'embouchure du Saaser et de la Feevispe, point initial.
N.B. Dans cette réserve les chemins suivants peuvent être traversés avec le fusil déchargé: route de Saastal hameau Zum Moos, Edelgasse, Schönblick. Pour le transport de gibier, la réserve peut être traversée entre la route de Saastal et le chemin Zenlauinen – Zum Moos.
Pendant la chasse basse, la route cantonale entre le hameau Zum Moos et Zenlauinen fait office de limite de réserve.
Dans la région Plattjen (Gämsweg – Waldweg – Forststrasse) il est interdit de tirer entre 9 h et 16 h.

No 44 Sattle-Täschhütte
Du point d'intersection Mattervispa – Wangzug remonter le Wangzug jusqu'au balisage; de là poursuivre en direction nord sur la route forestière; descendre celle-ci jusqu'au Fallzug (balisage); monter le Fallzug jusqu'à l'Europaweg et suivre celui-ci jusqu'à Täschalp pont d'Ottawa Brücke; traverser le pont jusqu'aux places de parc de Täschalp; de là, monter la route vers les écuries; de là suivre la Täschhüttenstrasse jusqu'au frein hydraulique de Rotbach; de là poursuivre en ligne droite jusqu'à la route de Täschhütten et la remonter jusqu'à la première courbe en épingle à cheveux; de là, poursuivre sur le chemin de Täschhütten jusqu'au croisement entre le chemin pédestre et la route forestière Rinderberg; prendre la route forestière passant par Rinderberg jusqu'au Schreejundbächji; descendre ce torrent jusqu'au Mellichbach; le remonter jusqu'à la prise d'eau; de là suivre le balisage sur la Chli Längflue le long de l'arête jusqu'à la Spitz Flue; suivre l'arête par Fleuhorn jusqu'au pt 3272; de là descendre en direction sud-est vers le pt 3085 vers Cheer de l'Ober Rothornweg en suivant le balisage jusqu'à Furggji; remonter le long de l'arête rocheuse jusqu'au deuxième plus haut pylone de l'Unterrothornbahn; de là, descendre le chemin pédestre jusqu'au Blauherd à la bifurcation du chemin pédestre en direction de Ritzengrat et suivre celui-ci jusqu'au Ritzengrat; descendre le Ritzengrat jusqu'à l'Europaweg; suivre celui-ci en direction nord jusqu'à l'Arbzug; descendre l'Arbzug jusqu'à la Mattervispa; descendre la Vispa jusqu'au point initial.
N.B. Il est permis de traverser le district franc par la route forestière depuis les écuries de la Tächap au Schreejundbächji avec une arme non chargée.

No 45 Fluealp
Du Fluehotel remonter la piste de ski jusqu'à l'embranchement du Rot Weng (balisage); remonter l'arête rocheuse en direction nord par le pt 3085 jusqu'au pt 3272, suivre l'arête par Fluehorn, Spitzi Flue, Pfulwe jusqu'au Rimpfischhorn; de là en ligne droite jusqu'au Strahlchnubel pt 3244 et jusqu'au Stockhorn; suivre l'arête en direction ouest jusqu'au Rote Nase; descendre la route du téléski jusqu'à la station inférieure; descendre la route forestière jusqu'au

chemin pédestre en direction du Findelgletscher pt 2562 et puis pt 2504; suivre la crête de la moraine jusqu'au pt 2618 (balisage); de là, en ligne droite par les glaciers jusqu'au pt 2683 (balisage); longer l'arête de la moraine en direction du sud-ouest jusqu'au croisement du chemin pédestre Tällinen-Fluealp pt 2561 et suivre ce chemin pédestre jusqu'au Fluehotel, point initial.

No 46 Gugla – Kelle
Du Riffelboden pt 2358 en direction de l'est en suivant la route jusqu'à «Ze Seewjinen» (balisage); poursuivre en direction du sud-est en remontant l'arête de Ritzengrat et en passant par le pt 2968 jusqu'au Hohtälli, pt 3275; suivre l'arête en direction ouest jusqu'au Gornergrat, pt 3135; du Gronergrat descendre le long de la ligne du Gornergrat jusqu'au Riffelboden, point initial.

No 47 Monte Rosa
En dessous de la cabane de Monte Rosa du côté est du bord de la frontière du glacier jusqu'au Gornergletscher, de là en direction sud du Gornergletscher, monter jusqu'au pt 3341; de là par le pt 3419 jusqu'au pt 3360; de là descendre le bord du glacier jusqu'au point initial, en dessous de la cabane Monte Rosa.

No 48 Schwärze
La région Schwärze entre le Petit Pollux, le glacier de la frontière, le Gornergletscher, et le Schwärzegletscher.

No 49 Chli Triftji
La région de Chli Triftji entre le Schwärzegletscher et le Breithorngletscher.

No 50 Triftji
La région Triftji entre Triftjisattel, le Breithorngletscher, le Gornergletscher et le Triftjigletscher.

No 51 Trockener Steg
De la prise d'eau de la Grande Dixence, monter le Gornerbach jusqu'à la langue du glacier du Gornergletscher, monter celui-ci jusqu'au Unteren Theodulgletscher; de là monter le bord du glacier jusqu'au pt 3201; de là en direction nord par les pts 3128, 3112, 3108, 3030 jusqu'au pt 3002; de là en direction nord descendre jusqu'au lac (prise d'eau pour les canons à neige) et continuer en descendant le torrent par le pt 2676 (Mürlini); descendre Theodulbach jusqu'au pt 2007, prise d'eau de la Grande Dixence, point initial.

No 52 Hohweng – Höhbalmen
Du balisage d'Höbalmenstafel suivre le chemin pédestre en direction sud jusqu'au pt 2546; de là poursuivre jusqu'au balisage dans l'Arbenbach pt 2413, remonter le long de ce torrent jusqu'à l'Arbengandegge pt 2500; suivre l'Arbengandegge jusqu'au pt 2959; de là en direction sud le long de l'arête rocheuse jusqu'au pt 2665; continuer le long de l'arête rocheuse en direction sud dans le Chelchzug et remonter celui-ci jusqu'à Otavboden (balisage); de

là poursuivre à l'ouest sous les rochers dans le Mittelzug en descendant jusqu'au Schönbiel Hüttenweg; monter ce chemin Diesem par le pt 2462 et jusqu'au balisage; de là en direction nord par les pts 2579 puis 3067, par le Gemschspitz pt 3182 jusqu'au pt 3209; de là en direction est jusqu'au Hohwänggletscher et le suivre par le pt 3337 jusqu'à l'Äbihoru; de là suivre l'arête par les pts 3568, 3672, 3713 Arbenhorn, 4063 Obergabelhorn, 3685, 3583, 3392 Unter Gabelhorn, 3207, 2878, 2809 Hühnerchnubel; de là poursuivre en direction est par les pts 2799, 2656 jusqu'à Hobalstafel – Hohbalmweg, point initial.

No 53 Nider Trift
Du pont de la Steli remonter le Triftbach jusqu'au croisement du chemin pédestre Trift – Hohbalmstafel; monter ce chemin jusqu'au balisage; suivre le balisage en descendant en passant par l'Alterchela jusqu'au prochain balisage; de là descendre le long de l'arête rocheuse en direction nord jusqu'au chemin Alterhaubt – Trift; suivre ce chemin en direction du nord jusqu'au point initial.

No 54 Äschhorn – Triftchumme
Du Platthorn suivre l'arête en direction sud par les pts 3189, 3019, 2936, 2826; continuer en direction ouest après l'arête jusqu'à la Triftchummewasser; de là remonter le chemin de la cabane Rothorn par Vieliboden pt 2488 jusqu'au balisage; du balisage en ligne droite jusqu'en haut de la moraine au nord du lac; continuer en suivant le bord de la moraine jusqu'au Triftgletscher pt 2831; monter le bord du glacier en direction nord par Escheltschuggen pt 3360 jusqu'au pt 3786; suivre l'arête en direction est par Unter Äschhorn jusqu'au point initial, Platthorn 3345.

No 55 Mettelhorn
Du point d'intersection Luegelbach – Mattervispa, descendre celui-ci jusqu'au point d'intersection Fuxbalma Schiesstand (balisage); remonter ces couloirs jusqu'au Mettelhorn pt 3406 et poursuivre jusqu'à Platthorn pt 3345; suivre l'arête jusqu'au pt 3189; poursuivre en direction ouest jusqu'au pt 2831; de là descendre le Luegelbach jusqu'à la Mattervispa, point initial.

No 56 Mettelzug
De l'embouchure du Mettelzug dans la Mattervispa; remonter celle-ci jusqu'au Mettelhorn; de là descendre en direction ouest par les pts 2930, 2842, 2863 Getschung; de là suivre l'arête et le balisage en descendant jusqu'à l'Arigscheis pt 2240; suivre le chemin pédestre en direction du sud jusqu'au balisage Schopfzug et le descendre jusqu'à la Mattervispa; remonter la Mattervispa jusqu'à l'embouchure avec le Mettelzug, point initial.

No 57 Schatzplatte
Du point d'intersection Melchfluhzug Schalibach, remonter le Schalibach jusqu'à la langue glaciaire du glacier d'Hohlicht; remonter la face sud du glacier par les points 2788, 2864 jusqu'au Mettelhorn; poursuivre vers l'ouest

jusqu'à l'Unter Äschhorn; de là prendre en direction du nord par le glacier Hohlicht Gletscher jusqu'au pt 3229 Schali Gletscher; de là, en direction est jusqu'au pt 3340 Wisse Schijen; longer l'arête en direction sud par le pt 3264 sur l'arête et descendre l'arête jusqu'au balisage de Weisshornweg Markierung et descendre le chemin jusqu'au point d'intersection Weisshornhüttenweg – Melchfluhzug; descendre ces couloirs jusqu'au Schalibach, point initial.

No 58 Wisse Schijen – Gugginenalp
De l'entrée du chemin de la cabane du Weisshorn en dessus de la carrière, suivre le chemin en montant jusqu'au Schusslowizug, monter celui-ci jusqu'au Wisse Schyen pt 3340; continuer en direction du nord par les pts 3477 et 3450 puis au-dessus du Bisgletscher via les pts 3355 et 3699 jusqu'au Brunegghorn pt 3833; descendre en direction de l'est dans le Rosszigji jusqu'à l'intersection avec le chemin Randa – cabane Topali; de là longer l'ancienne Guggini – Wasserfuhre jusqu'à Gugginialp; suivre le balisage en descendant par la Stehlbalme; après l'arête rocheuse prendre la direction nord-est par Altstaffel, puis descendre le Schwarz Port vers le nord jusqu'au Altaer (balisage) dans le Guggigraben; remonter celui-ci jusqu'à la Mattervispe et la remonter jusqu'au pont de Felssturz; de là suivre le couloir jusqu'au Stollenzigji; suivre en direction ouest la ligne de rupture nord de l'arête; remonter le long de l'arête Lengflüh en direction du sud-ouest jusqu'au Geisbalmuzigji; du balisage suivre la direction sud-ouest de l'arête rocheuse dans le Bisbach; descendre celui-ci jusqu'au bord supérieur de la gravière, balisage; de là longer l'arête en direction du sud, balisage; poursuivre la descente jusqu'au Kugelfang; suivre le bord de la gravière vers le sud pour entrer dans le chemin de la cabane du Weisshorn, point initial.

No 59 Fad
Du point d'intersection Täschbach Eggerskin remonter le torrent jusqu'aux Graben Leiterspitzen pt 3268; de là suivre l'arête en direction est jusqu'au Kinhorn pt 3750; de là descendre le torrent jusqu'à l'Aesch; descendre la moraine en suivant le balisage jusque dans le Rotbach; descendre celui-ci jusque dans le Täschbach; descendre le Täschbach jusqu'au point d'intersection avec l'Eggerskin, point initial.

No 60 Dom-Kinhorn
Dans le Birchbach à la hauteur de la croix, à l'entrée du chemin du Hagini, suivre par Hagini jusqu'à Bärgji; monter en suivant la clôture jusqu'à la Neffs Hütte et jusqu'au bisse Bärgji; longer celui-ci en montant jusqu'au bisse de Heuspil près du Tirli; suivre le passage jusqu'à l'arête de Herbrigger, balisage; suivre l'arête en direction est par les pts 2638, 2691, 2905 et 3177 jusqu'au pt 3553 sur le Dirrugrat; de là, en ligne droite par le Hobergletscher et par les pts 3591 et 3530 jusqu'au Festigletscher; descendre celui-ci jusqu'au pt 3098; de là suivre la langue du glacier jusqu'au pt 3475; continuer en direction sud par le pt 3353 jusqu'aux Leiterspitzen pt 3268 et à travers l'arête jusqu'au pt 3100; descendre le torrent par Bränd (balisage) jusqu'à la Litzi-Kurve (bali-

sage); longer la route forestière en direction nord par Litzi jusqu'au balisage et poursuivre en direction nord en suivant le balisage jusqu'à Z'Bärgjischgädi; de là descendre le chemin dans le Wilibach, remonter ce torrent jusqu'à la prise d'eau; poursuivre le chemin vers l'ouest jusqu'à la moraine, balisage; remonter la moraine jusqu'au Grabenhorn pt 3372; descendre le long Festigletscher et dans le Dorfbach; descendre celui-ci jusqu'à l'Europaweg; suivre l'Europaweg jusqu'au Domweg; descendre celui-ci jusqu'au croisement Kühbodmen; par le Tripfflue, suivre le chemin qui mène au réservoir Kühbodmen; de là, suivre l'arête en descendant direction nord-ouest jusqu'au Birchbach, puis remonter le Birchbach jusqu'au point initial.

No 61 Höüschspiel – Äbeli
Du croisement du chemin pédestre en direction de la cabane Europe et du Dorfbach près Äbeli, balisage, remonter le couloir en direction sud sur l'arête; suivre l'arête et le balisage jusqu'à l'Europaweg (pont suspendu); suivre celui-ci vers le nord jusque dans le Dorfbach; descendre le Dorfbach jusqu'au croisement entre le couloir et le chemin pédestre, point initial.

No 62 Tumigen
De l'embouchure du Tummigbach dans la Mattervispe, monter la Vispe jusqu'au pont vers la gare, suivre le Gugginialpweg en montant par Reckholder jusqu'au croisement des Wangzigji (couloir); en ligne droite en direction nord au pied des rochers jusqu'au pt 1738 Egga; continuer par Seelöübfad jusqu'au Tummigbach; descendre celui-ci jusqu'à la Vispe, point initial.

No 63 Brunegghorn
A Blattäbi, à l'intersection des chemins Topali-Blatten/Schjilfgädi, suivre le chemin dans le Schilfgädi; derrière les mayens, en direction ouest, en direction du Oberschilfgädi jusqu'au réservoir d'eau (embouchure Twäre); de là, suivre l'ancien bisse en passant par Twäre jusque sur le Kastel; poursuivre en montant le bisse du Kastel jusqu'au Tummigbach; à cette hauteur, en direction du sud, suivre le Steinmann balisé (vieux chemin), jusqu'au nouveau chemin alpestre Topali-Randa; suivre ce chemin en direction du sud et passer par Holzzigji et Guggigraben jusqu'au couloir médian, au sud de Stelli (balisage); monter en suivant ce couloir jusqu'au pt 3306; suivre l'arête par le pt 3590; prendre la direction nord par le pt 3111 jusqu'au point du bord du glacier 3034; puis en direction nord par le pt 3182 jusqu'au pt 3349; en direction est par «die Chella» suivre le couloir en descendant par le Topaliweg, au sud de Unnerbächji; suivre ce chemin par Blattäbi jusqu'au point initial.

No 64 Nieschfäd
De la prise d'eau de Taalfluewasserfuhre, monter le Bielzug jusqu'à la bifurcation; continuer en montant par l'arête du Murmeltierflie pt 2658 jusqu'à l'Europaweg; suivre celui-ci par le sud jusqu'au pt 2555 (balisage); descendre le couloir en direction sud du Bruwald dans le Fallzug, descendre le Fallzug jusqu'au chemin Geistig – Trift – Taalflue; suivre celui-ci jusqu'au point initial.

No 65 Grosser Graben
De l'intersection Grosser Graben avec le chemin pédestre Biffig – Taalflue, suivre le chemin pédestre Schalbetten – Mattsand en direction nord jusqu'au pt 1550; de là monter par le balisage le «alten Holzschleif» jusqu'au Sulzbalma; ensuite monter le long du balisage Sulzwang jusqu'au Mittelberggl ücke; suivre l'arête en direction sud par les pt 2797 et 3143 jusqu'au pt 3178 Breithorn; de là en direction est (balisage) descendre jusqu'à Arb; descendre le chemin jusqu'à Medji par le Schleif jusqu'à «Z Jonanschbrunji» sans le Taalflueweg; descendre ce chemin jusqu'au Grosser Graben, point initial.

No 66 Grathorn
Du pont sur la Riedbach à Schallbetten, suivre la route de campagne et le chemin pédestre en direction de Mattsand; à la bifurcation Grat, remonter l'ancien chemin de Grat jusqu'aux cabanes de Grat pt 2257; de là, suivre le balisage jusqu'à Richards Kreuz; continuer en direction du nord jusqu'au pt 2273 Grathorn; remonter en longeant l'arête jusqu'à l'Europaweg; poursuivre ce chemin en descendant par «grossen Stollen» puis par «Alpuchrachen» jusqu'au chemin de la cabane Bordier; descendre le chemin de la cabane Bordier jusqu'au pont (Gletschertor); descendre le Riedbach jusqu'au pont de Schallbetten, point initial.

No 67 Färchihorn
De la source du Riedbach à la hauteur de la moraine du Riedberg, pt 2265, suivre l'arête en direction de l'est par le bord de Färichgrat pt 2939; monter jusqu'à Färichhorn pt 3292; suivre l'arête en direction du sud-est par Gässi pt 3044, pt 3696 Gross Bigerhorn, pt 3594; descendre sur le glacier en direction ouest; suivre le bord droit du glacier du Ried et du Riedbach jusqu'au point initial.

No 68 Festi
Du pont du chemin des baraquements au bord du Jungbach, suivre le chemin en direction de Sparren jusqu'au Ängzigji (balisage); remonter le Jungtalweg; suivre le chemin en direction sud vers Isutirli et continuer à descendre jusqu'au pt 2115 (balisage); de là, en direction du sud en suivant le chemin par la Twäruadbalma jusqu'au Plattjituru; au pied de la paroi rocheuse, continuer jusqu'à la fontaine des veaux, pt 2230; de ce point, par dessus les grosses pierres jusque sur la Schofegga; poursuivre en direction du sud en longeant le balisage, à travers le Bockäbi, et en passant par la Bockflue, au pied de la Weissflue, en passant par le pt 2160 dans le Titulzug (balisage), vers la paroi rocheuse du Tituls; descendre à l'intérieur du couloir Titulzug jusqu'au Spissbach; monter le Spissbach jusqu'au Wildäbifelsband, en dessus de l'embouchure Chaltwasser du Wasutälli (balisage); suivre cette paroi rocheuse par le Wildäbi jusqu'au bord du Wildfad pt 2185 (chemin Walkersmatt); monter en longeant l'arête sud du Wildäbi en passant par les pts 2592, 2676, 2849, 2970 jusqu'au pt 3158, le chemin alpestre du Jungtal; suivre ce chemin en passant par la Wasulicka, longer le bord droit du glacier, passer par le pt 2900 jusqu'au

lac de montagne, pt 2768; de là, en direction du nord-est, au point le plus bas du bras droit du Jungbach (balisage); descendre ce torrent jusqu'au point initial.

No 69 Twära
De l'embouchure du Embdbach dans la Mattervispe, monter la Vispe jusqu'au Chalchenzu; monter le Chalchenzug jusqu'au chemin Lerchji – Chalchen (balisage); continuer à monter en direction nord vers le Sunnubalma et le Schopjis jusqu'au Moosalpenhöhenweg, pont en bois; suivre le chemin en direction Jungen jusqu'à l'écurie d'alpage; monter le nouveau chemin Augstbord par le pt 2259 «zu den Obru Chalberläger» pt 2445; de là continuer en suivant le chemin de Bretterwand pt 2703; suivre l'arête direction nord-est par le pt 2723 jusqu'au pt 2661 Twära; descendre en direction nord le bord de la paroi rocheuse (limite communale) jusqu'au Embdbach; descendre celui-ci jusqu'au point initial.

No 70 Grächerwald
De l'intersection Eggeri – Hannigstrasse, monter cette route jusqu'à la station inférieure du téléski Hädera; remonter la ligne du téléski jusqu'à la Staffelstrasse; la suivre en direction nord jusqu'au téléski de Furggen; remonter le tracé du nouveau téléski Furggen vers la piste Wannihorn au-dessus du pylône No 7 (ancien tunnel). Remonter la piste Wannihorn, en direction sud jusqu'au pylône No 5 du téléski Wannihorn; remonter ce téléski jusqu'à l'arête, Schäfertirli pt 2620; longer l'arête vers le sud par les pts 2830, 2650, 3037 Seetalhorn jusqu'au chemin pédestre Seetal – Balfrin, descendre le chemin jusqu'au restaurant Seetalberg; continuer la piste de Plattja en descendant dans le Rittigraben; descendre celui-ci sur le Eggeri; suivre le bisse d'Eggeri jusqu'au point initial.

No 71 Witi Biela
De la Mattervispe, monter le long du côté nord de l'Haselrufina jusque contre les rochers; du pied de ces rochers en direction nord-est, suivre le «Eschfad» jusqu'au Chellgraben; monter celui-ci jusqu'au chemin Stalden – Hohtschuggen; suivre ce chemin jusqu'au restaurant, pt 1619; de là, suivre la route de campagne en direction Bärgji jusqu'à la bifurcation Witi Biela – Chummulti – Bina; suivre ce chemin pédestre jusqu'à Leenibach, descendre celui-ci dans la Mattervispe, sortir de la vallée jusqu'au point initial.

No 72 Törbeltälli
De la route de la Moosalp, bifurcation Holz, suivre la route en passant par Bad jusqu'à l'alpage Pletschen (place de rebroussement); en ligne directe sur le tracé du chemin pédestre Jungen-Moosalp; suivre ce chemin en direction du sud jusqu'au pt 2088; monter le long de la frontière communale en passant par les pts 2623, 2877 jusqu'au Augstbordhorn, pt 2973; suivre l'arête en direction du nord jusqu'au March (Violenhorn), pt 2876; poursuivre vers l'est en passant par-dessus l'arête de la frontière communale Törbel – Bürchen jusqu'au téléski; descendre le long du téléski jusqu'au balisage qui mène au

sud-est vers les Alten Chäller; suivre la route en passant par la Moosalp et descendre jusqu'au point initial.

No 73 Scheni Chumma – Gärwerwald
De l'intersection Löübbach avec Alter Suon, longer Alte Suon jusqu'au croisement avec le chemin qui mène à Gibidum; monter ce chemin jusqu'à Gibidum, puis suivre l'arête par Hienergrätji jusqu'au pt 2876 (March), suivre par l'arêtre la limite communale Bürchen – Törbel jusqu'à l'intersection du prolongement du skilift; de là en ligne droite suivre le skilift en descendant jusqu'au balisage pt 1869; suivre le balisage en direction ouest jusqu'à l'orée de la forêt et longer la forêt en descendant jusqu'à l'intersection avec la route de Brangegga; suivre cette route vers l'est jusqu'au croisement avec le nouveau télésiège; suivre le télésiège en descendant jusqu'au point d'intersection avec l'Alten Suon, point initial.

No 74 Färrichwald
De Habern situé à l'Ouest d'Eischoll suivre le chemin en direction du sud-ouest à travers le Färichwald jusqu'à l'alpage Tschorr Pt.1775; suivre la limite de la forêt jusqu'à la route forestière; suivre cette route en direction d'Obermatten jusqu'au couloir du Tennbach pt. 1654; descendre ce couloir jusqu'à la nouvelle route, suivre cette route en direction d'Eischoll jusqu'au ruisseau de Breyen, remonter ce ruisseau jusqu'à Habern, point initial.

No 75 Brigerbad
De l'intersection de la route Viège – Baltschieder – Eggerberg monter la plaine du Rhône en direction de l'est , y compris le canal, jusqu'à Chumma – Taleyia – Finnubach – Lalden – Brigerbad; du village de Brigerbad monter en longeant l'ancien sentier de Mund jusqu'au BLS; suivre la voie ferrée du BLS jusqu'au Mundbach; descendre ce torrent jusqu'à l'embouchure du Mundbach dans le Rhône; suivre le Rhône en direction de l'ouest jusqu'à l'intersection des routes Viège – Baltschieder – Eggerberg, point initial.

No 76 Hohgibirg
Du pont de la Rierflüe, en dessous de Geimen, en ligne directe jusqu'au Wysslowizug (balisage); suivre ce Lowizug en direction nord jusqu'à l'intersection avec le chemin Belalp – Nessel; suivre ce chemin jusqu'au pont du Bäll pt. 1968; descendre le Kelchbach en passant par les hameaux de Halden, Ahron, Mehlbäum jusqu'au pont de la Rierflüe, en dessous de Geimen, point initial.

No 77 Aletsch – Nesthorn
De l'hôtel Belalp en direction du nord en longeant le mur et le treillis métallique jusqu'au Sparrhorn; puis, en direction de l'ouest, passer par la chaîne de montagnes Hülsenhorn – Hohstock – Unterbächhorn – Nesthorn – Gredetschhörnli jusqu'au Breithorn; du Breithorn en direction du nord-est, passer par les Lonzahörner, Beichgrat, Schinhorn, Sattelhorn, Aletschhorn jusqu'au Dreieckhorn; de là, en direction du sud, passer par le petit Dreieckhorn jusqu'au bivouac du Mittelaletsch; en partant du bivouac en direction du sud,

longer le glacier du Mittelaletsch jusqu'au grand glacier d'Aletsch; suivre le bord du glacier jusqu'à l'embouchure du torrent de Zen Bächen, remonter ce torrent jusqu'au commencement de la moraine, longer cette moraine jusqu'aux ruines de la cabane Zen Bächen pt 2123, de là en remontant en ligne droite par Sattelläger pt 2407, Sattelfäscher pt 2855, Sattellicka jusqu'au Sattelhorn pt 2956; continuer l'arête par le Zenbächenhorn, Sattelhorn, Geisshorn, Rotstock, Gross Fusshorn jusqu'au pied des premiers Fusshorns (Tümo) pt 2727; de ce point poursuivre dans la même direction par le pt 2586 jusqu'au dernier virage du nouveau chemin de la cabane; de là descendre ce chemin jusqu'au pont enjambant le Triftbach pt 2127, descendre le Triftbach jusqu'au pt 1697, de là remonter jusqu'à l'ancien chemin touristique pt 1716; longer ce chemin en passant devant la chapelle et par le Nilbach jusqu'à l'hôtel Belalp, point initial.

N.B. Durant la chasse haute, le chemin pédestre Hirmi – Lüterflüe – Roti Plate jusqu'au pont enjambant le Triftbach peut être emprunté avec une arme déchargée.

No 78 Bietschhorn

Du Bietschhorn en direction du nord en passant par les pts 3706 et 3477, puis par le Baltschiederjoch, Aelwe Rigg, Breitlauihorn jusqu'au Breithorn pt 3785; de là en direction du sud-est par le pt 3659 jusqu'au Gredetschhorli pt 3646; suivre l'arête en direction du sud par Baltschiederlicka, Grüebhorn pt 3192, Strahlhorn pt 3200; continuer à descendre l'arête vers l'est jusqu'au pt 2275 Baltschiederbach; de là remonter l'arête du Stockhorn jusqu'au sommet du Stockhorn pt 3211; continuer l'arête par les pts 3138, 3293 et 3532; poursuivre l'arête jusqu'au Bietschhorn pt 3934, point initial.

No 79 Anen

De l'embouchure de l'Anenbach dans la Lonza, monter l'Anenbach jusqu'à la source la plus élevée; de là, en ligne directe et en passant par le glacier de Jegi, monter jusqu'au pt 3337, Schmadrijoch; puis passer par le Grosshorn jusqu'au Mittaghorn, pt 3892; suivre l'arête de l'Anen jusqu'à la Lötschenlücke; de là, descendre le long du bord sud du Langgletscher jusqu'à la source de la Lonza (Gletschertor) et suivre la Lonza en descendant jusqu'à l'embouchure du Anenbach, point initial.

No 80 Tellispitzen

De l'embouchure de la Gisentella dans la Lonza dans le village de Blatten, suivre le torrent en montant jusqu'à l'embouchure du Hornbach dans la Gisentella en montant le Hornbach jusqu'à sa source et poursuivre en ligne droite en passant par le Tellingletscher jusqu'à Elwertätsch; de là, longer la frontière cantonale jusqu'au Petersgrat et poursuivre jusqu'au Tschingelhorn, pt 3562, à la Wetterlücke, pt 3174; de là, en ligne directe et en passant par le Inner Talgletscher, descendre jusqu'au pt 2344; descendre l'Innertalbach jusqu'à son embouchure dans la Lonza; suivre la Lonza en descendant jusqu'à l'embouchure de la Gisentella, près du village de Blatten, point initial.

No 81 Alplighorn
Du pont du Dornbach au pt 1720, monter la route d'alpage jusqu'au Faldumbach au pt 1870; de là remonter le Faldumbach jusqu'au Niwenpass pt 2606 et poursuivre en longeant l'arête par le Faldumrothorn, le Faldumpass, le Loicherspitza jusqu'au pt 2602; d'ici en bas sur le Restipass pt 2626; de là descendre la vallée en direction nord-est jusqu'au Dornbach; descendre ce torrent jusqu'au pont du Dornbach, point initial.

No 82 Faldum
De l'embouchure du Meiggbach dans la Lonza, remonter le Meiggbach jusqu'au point d'intersection avec la route Obri Meiggu au sud du pt 2240; longer cette route en direction de Faldumalp jusqu'à la hauteur de la Bärenfallkurve (balisage); de là descendre en ligne droite jusqu'au virage pt 1983; descendre la route jusqu'au pont sur le Faldumbach pt 1870; de là descendre le Faldumbach jusqu'à la Lonza et descendre la Lonza jusqu'à l'embouchure du Meiggbach, point initial.

No 83 Schwelliwald
Depuis la Lonza, monter en suivant le couloir balisé en rouge Längi – Löiwinu jusqu'à Meiggweg; longer ce chemin en direction du nord-est jusqu'à la bifurcation Inneri Weide, descendre ce chemin jusqu'à Innere Weide, pt 1566 jusqu'au pont de la Lonza, pt 1191; descendre la Lonza jusqu'à Längi Löiwinu Graben, point initial.

No 84 Niwen
Du croisement du torrent Feschilju et de la route de Bachalp au pt 1858 remonter le torrent Feschilju jusqu'aux cabanes de l'alpage Bach; de là sur le côté sud du groupe de cabanes continuer à remonter le torrent jusqu'à une altitude de 2000 m (balisage); de là en ligne droite en direction sud-est remonter sur le Fäselgrat et remonter cette arête jusqu'au Faldumrothorn; de là traverser le col du Niwen pt 2606 vers Niwen Einigs Alichji; de là descendre en direction sud-ouest par les pts 2716, 2556 et 2261 jusqu'à la ramification sud du torrent Feschilju; descendre ce torrent jusqu'à la route de Bachalp et remonter cette route jusqu'au pont du torrent Feschiljubach, point initial.

No 85 Dorben
De l'embouchure du Lirschigrabu dans la Dala, remonter la Dala jusqu'au point d'intersection avec le Leiterngraben; remonter celui-ci jusqu'à la route forestière; longer la route forestière jusqu'à la route du Torrent; descendre cette route jusqu'au virage au-dessus de Boviri; de là descendre le Dorbengraben jusqu'au point d'intersection avec la route au pt 1406; en suivant cette route en direction est jusqu'au point d'intersection avec le Lirschigrabu; descendre ce torrent jusqu'à l'embouchure avec la Dala, point initial.

No 86 Aminona
De l'intersection de la route de Mollens – Aminona avec le torrent de la Sinièse pt 1179, en remontant ce torrent jusqu'à l'intersection avec la route

de Plumachit; puis en suivant cette route jusqu'à la jonction avec la route des mayens d'Aprili; de là, en passant par le pt 1837, suivre la route conduisant à l'alpage de Merdesson, pt 1980; puis en suivant cette route jusqu'à la Tièche pt 1971, ensuite par le sentier qui conduit à Loèche-les-Bains jusqu'à sa jonction avec le torrent de la Pauja, pt 2091 Roti Hittu; en descendant ce torrent jusqu'à la route de Cordona – Venthône; puis par cette route jusqu'à la Fortsey; de là prendre le sentier pédestre, direction Aminona, jusqu'à l'intersection avec cette route cote 1413; de là en redescendant cette route jusqu'à la Sinièse, point initial.

No 87 Cry d'Er
De Cry d'Er pt 2278 en suivant l'arête rocheuse Tsa-Bona jusqu'à l'intersection avec le téléphérique de la Plaine-Morte; en redescendant ce téléphérique jusqu'à sa station inférieure, puis en descendant le télésiège de la Cabane de Bois jusqu'à l'intersection avec la route de Colombire en passant par le pt 1910 jusqu'au torrent de Boverèche; par ce torrent jusqu'à l'intersection avec la route de Courtavey pt 1713; par cette route jusqu'au torrent descendant de Cry d'Er pt 1608; puis en remontant ce torrent jusqu'à Les Houlès, pt 1961; puis le chemin en direction du Mont Lachaux, du Mont Lachaux par le sentier jusqu'à Cry d'Er, point initial.

No 88 Lienne – Vatseret
Du lac de Tseuzier, pt 1778, en direction est par la route de Mondralèche pt 2020, en continuant sur l'Er de Lens, pt 1951; puis en suivant le chemin jusqu'à la Cave d'Er de Lens, de là direction est jusqu'au torrent de l'Ertentse; cette rivière en descendant jusqu'à son intersection avec le chemin qui conduit du Pra-du-Taillour, pt 1399, au Mayents et ce chemin en descendant jusqu'à son intersection avec la route du Pas-de-l'Ours, pt 1480; puis en suivant cette route jusqu'à sa jonction avec la route de Lens; cette route en descendant jusqu'à son intersection avec le torrent de Plan-Mayens; ce torrent, pt 1161, en descendant jusqu'à la Lienne; cette rivière en descendant jusqu'à l'embouchure du torrent de Croix; puis en remontant ce torrent et en bifurquant en direction Ouest vers la Chaux-de-Duex, jusqu'à son intersection avec le bisse de Sion; par ce bisse direction nord-est jusqu'à la route du Rawyl pt 1763 Les Rousses; par cette route en remontant jusqu'au barrage de Tseuzier, point initial.

No 89 Les Audannes
De la station inférieure de la télécabine d'Anzère, pt 1515; en suivant le bisse de Sion jusqu'à son intersection avec la route Pierre Grosse passant par Seillon pt 1319, puis la route des Mayens jusqu'à la Comba, pt 1664; en descendant ce chemin jusqu'à la Sionne, en remontant celle-ci jusqu'au prochain torrent, en remontant ce dernier direction nord-est jusqu'au chemin des Audannes, pt 2310; en suivant le chemin passant par le pt 2236 (Donin) jusqu'à la Selle pt 2709, suivre pt 2886 – 2988 Mont Pucel, pt 3176 en suivant le glacier jusqu'au pt 2845, au col des Eaux Froides pt 2648 l'arête jusqu'au Rawilhorn pt 2905, suivre l'arête par les pts 2583 – 2560 puis en remontant

jusqu'au Sex Rouge pt 2884, en descendant l'arête direction sud par les pt 2818, 2831 jusqu'au Chamossaire pt 2616.3; puis l'arête jusqu'à la station supérieure de la télécabine, pt 2362, en descendant la ligne de la télécabine, jusqu'à la station inférieure, Anzère, pt 1515, point initial.

No 90 Le Châtelard
Du village de Lens, le chemin des Virès conduisant au hameau, jusqu'à son intersection avec le Grand-Bisse, pt 1009, le bisse précité en direction de l'ouest en remontant au pt 1029, puis toujours en remontant ce bisse en direction nord-est jusqu'au chemin descendant sur Sarmona; en remontant ce chemin jusqu'au village de Lens, point initial.

No 91 Prabé – Anzère
En suivant le chemin, point de départ proche de la Comba, pt 1664, en passant par le pt 1683 jusqu'à Deylon, puis la route d'Incron jusqu'au couloir balisé, en remontant, en suivant le balisage puis descendant jusqu'à l'arête, le chemin et de nouveau l'arête, jusqu'à son intersection avec le sentier pt 1192; jusqu'à la chapelle, pt 1294; en suivant la route forestière par le pt 1343 jusqu'à l'arête descendant à la chapelle Ste Marguerite pt 1237 par cette arête jusqu'à la chapelle pt 1160, de là en descendant par la décharge du bisse jusqu'à la route du Sanetsch; par cette route jusqu'au Pont-du-Diable, pt 905; puis en remontant la Morge jusqu'au point de la Nétage, ensuite par la route du Sanetsch jusqu'au virage, pt 1590; puis en remontant l'arête et la paroi rocheuse, jusqu'à Crêta-Besse, pt 2695; ensuite en direction est, en descendant et en passant par le pt 2345, selon balisage jusqu'au sentier, puis jusqu'au point initial proche de la Comba, pt 1664.

No 92 Bois d'Ardon
De l'intersection de la Lizerne et de la voie CFF; puis par la ligne de chemin de fer de la SEBA; puis le canal de Sion-Riddes jusqu'à la Lizerne, point initial.

No 93 Marais d'Ardon
Du pt. 487 Les Iles de Chamoson, suivre l'autoroute jusqu'à l'aire de repos d'Ardon, direction Sud jusqu'à la route de débord de l'autoroute. Puis par la route agricole passant par le pt 473 jusqu'au canal Sion-Riddes pt 474, direction ouest par la route qui longe le canal en rive droite jusqu'au dépôt agricole des Iles de Chamoson ; de là, en remontant au nord par la route agricole jusqu'au point de départ.

No 94 Grand Chavalard
Du col du Fénestral en direction nord-est par le sentier passant par Grand Pré, Petit Pré pt 1998 Lui d'Août pt 1926, l'Etra jusqu'au virage de la route pt 1662; puis par celle-ci jusqu'à l'Erié; ensuite en direction ouest par le sentier de Sorniot pt 2053 puis ensuite en direction nord par celui du Fénestral jusqu'au col, point initial.

No 95 Sarvaz
Du point 464, pont Cleusette, en remontant la route des vignes en bordure du canal de la vieille Sarvaz jusqu'à l'intersection avec la route de la gravière puis, par la route communale en direction de Saillon jusqu'à 40 mètres après le pont sur le canal de Gru; puis par la route agricole en terre en direction de Fully jusqu'à l'intersection avec la Rue des Vorgiers; de là en suivant cette route en direction du mont jusqu'au pont Cleusette, point initial.

No 96 Dzeman – Collonges
Du pont sur le torrent de L'Aboyeux au-dessus de Collonges pt 590, en remontant ce torrent jusqu'à la jonction du sentier militaire des Lettes-Dessus; par celui-ci jusqu'à Lui Crève, pt 2495, puis par l'arête à la pointe du Diabley, pt 2469; en suivant l'arête jusqu à la Pointe de Bésery; de là, en descendant l'arête balisée jusqu'au sentier de la Mereune (Les parois); en continuant ce sentier jusqu'à Plex, pt 1262; puis par la route jusqu'au sommet du couloir de la mine; en descendant ce couloir jusqu'au chemin qui mène à Collonges; de là en direction nord en suivant ce chemin puis suivre la lisière de forêt, jusqu'à la route du mont, poursuivre par cette route jusqu'au pont sur le torrent de l'Aboyeux, point initial.

No 97 Dorénaz
De la station inférieure du téléphérique de Dorénaz – Alesse, en suivant l'ancien chemin de Dorénaz à Alesse jusqu'à la cote 936 puis par la route de Champex d'Alesse jusqu'au virage, de là par le chemin du Rosel menant à Branson jusqu'au Creux à l'Ours; en descendant cette arête jusqu'à la route Dorénaz – Fully, puis cette route jusqu'à la station inférieure du téléphérique, point initial.

No 98 Soussillon
De la Navisence à l'intersection avec le couloir du Ricard; en remontant ce dernier jusqu'à la route cantonale; en direction sud par cette route jusqu'au fond du Grand-Revers pt 954; en remontant le dévaloir jusqu'au point de balisage, en suivant le balisage jusqu'à la paroi de rocher ; puis par le fond des rochers en direction nord-est jusqu'au couloir ; en remontant ce couloir jusqu'à l'arête ; en direction sud-est par cette arête en passant par les pts 1983 et 2025 jusqu'à Illhorn pt 2717; puis direction ouest par l'arête en passant par le pt 2410, jusqu'au couloir à avalanches des Vernes; en descendant celui-ci jusqu'à la route forestière de Ponchet, par cette route jusqu'à Pramarin; en suivant la lisière de la forêt jusqu'au couloir des Barmes (point de balisage); en descendant cette ravine en passant par le pt 1058 (intersection avec la route Sierre – Vissoie) jusqu'à la Navisence; en descendant cette rivière jusqu'au couloir du Ricard, point initial.

No 99 Termenno
De l'intersection de la route d'Anniviers avec le torrent de Fang, pt 1087; en remontant ce dernier jusqu'à l'embouchure avec le torrent du Gozan; par celui-ci jusqu'à la route cantonale, en aval du pt 1855; par cette route jusqu'à St-Luc; puis en descendant le chemin pédestre de Fang pt 1605 jusqu'à la route d'Anniviers; par cette dernière jusqu'au torrent de Fang, point initial.

No 100 Chandolin
De l'intersection du télésiège de Chandolin avec le chemin pédestre de l'alpage de Plan Losier, en remontant ce télésiège; puis en ligne droite jusqu'à la Croix pt 2580; le long de la limite de district jusqu'au Rothorn pt 2998; en direction ouest par l'arête des Ombrintses en passant par le pt 2632; puis le pt 2547, par le téléski de la forêt jusqu'à l'intersection avec la route forestière de Tignousa; en direction nord par celle-ci jusqu'à l'intersection avec la route forestière du Gozan pt 2091; par cette dernière jusqu'au premier virage pt 2026, à l'intersection avec la route de servitude des remontées mécaniques; par cette route jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre de Plan Losier; par ce chemin jusqu'à la ligne du télésiège de Chandolin, point initial.

No 101 Mission
De l'intersection de la route des Pralics avec le couloir à avalanches (Grand Colliou de Mission); en remontant ce couloir en passant par le pt 1865 jusqu'au chemin pédestre de Sierre – Zinal (point de balisage); en direction nord par ce chemin jusqu'à la route de l'hôtel Weisshorn pt 2634; ensuite par le chemin pédestre des Fâches pt 2334 jusqu'au torrent; en remontant ce torrent jusqu'au petit lac (marais) pt 2472; et selon balisage jusqu'au col de Bella Vouarda pt 2621; en redescendant le chemin pédestre par le pt 2505 jusqu'à la route de Tsahélet – Nava; en descendant cette route en passant par Bella Lé pt 2467 jusqu'au couloir au sud de Les Moyes balisé; en descendant ce couloir jusqu'au torrent du Lagec; par ce torrent jusqu'à l'intersection avec la route de Zau – Zoura; en redescendant la route de Nava jusqu'aux Toueilles pt 1647; puis par la route jusqu'à l'intersection de la route des Pralics avec le couloir Grand Colliou point initial.

No 102 Mottec
De l'embouchure du torrent de la Coor dans la Navisence; en remontant le torrent de la Coor jusqu'à la route forestière de Barneuza (Navetta pt 2094); en direction sud par cette route jusqu'à l'intersection avec celle de l'alpage de Barneuza; par cette route jusqu'à l'alpage de Barneuza pt 2211, puis par le chemin Sierre – Zinal jusqu'au torrent de Barneuza (Mijonnettes) pt 2203; en remontant ce torrent jusqu'à la hauteur de la Remointze pt 2519 point de balisage; puis en direction sud par l'arête jusqu'au balisage pt 2661 et selon balisage jusqu'à la cote 2891; ensuite direction ouest, par l'arête et selon balisage jusqu'à l'intersection des chemins pédestres de Sierre – Zinal et de Lirec, pt 2168; par ce dernier chemin en direction sud jusqu'à l'alpage de Lirec, pt 2172; en redescendant ce chemin jusqu'au sentier de Sierre – Zinal, pt 2025; en descendant ce chemin jusqu'au torrent de Lirec et par ce torrent jusqu'à la Navisence; en descendant cette rivière jusqu'au torrent de la Coor, point initial.

No 103 Zinal / Garde de Bordon
De l'embouchure du torrent du Vernec avec la Navisence; en remontant cette rivière jusqu'à l'embouchure avec le torrent du Barmé; en remontant ce torrent jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre du Roc de la Vache, par

ce chemin en passant par la Tsijière de la Vatse (2388) jusqu'au pont d'Arpitetta (1908); en descendant la Navisence jusqu'à l'embouchure avec le torrent principal de La Lé; en remontant ce torrent, en passant par le pont du Vichiesso, jusqu'au chemin pédestre de Sorebois – Petit-Mountet (premier); en direction de Sorebois par ce chemin jusqu'au pt 2581; puis en ligne droite jusqu'à l'arête des Aiguilles de La Lé pt 3274; en direction nord par cette arête et celle de Sorebois jusqu'au chemin pédestre de Moiry – Sorebois (2835); en redescendant ce chemin jusqu'à la gare d'arrivée du téléphérique de Sorebois; en redescendant la ligne du téléphérique jusqu'à l'intersection avec le torrent du Vernec; en descendant ce torrent jusqu'à la Navisence, point initial.

No 104 Moiry
De l'intersection de la route du barrage de Moiry avec le torrent de Pramartin (en aval du point 2281); en remontant celui-ci jusqu'à sa source; puis en ligne droite jusqu'au Garde de Bordon (3310); en direction sud par l'arête des Aiguilles de La Lé jusqu'au col du Pigne de La Lé point 3140; en redescendant le bord est du glacier de Moiry jusqu'au petit lac pt 2349, en direction nord et par la route du barrage jusqu'au torrent de Pramartin, point initial.

No 105 Tsirouc
De l'embouchure de la Gougra avec la Navisence; en remontant cette dernière jusqu'au couloir du Vichic; en remontant ce couloir en passant par les points 1484, 1939 Forêt des Morasses, 2371 Tsirouc et selon balisage jusqu'à la route de servitude des remontées mécaniques au Grand-Plan/Tsirouc; en direction sud par cette route jusqu'à l'arrivée de la télécabine de Sorebois; puis en remontant le chemin pédestre de Sorebois/Moiry jusqu'au col de Sorebois pt 2835; en direction sud par l'arête de Sorebois jusqu'au pt 2914; en descendant le couloir en passant par le pt 2570, jusqu'à la barre de rochers; puis par le haut de ces rochers jusqu'à la route du barrage de Moiry, en aval du pt 2256; par cette route jusqu'au milieu du mur du barrage de Moiry; en ligne droite jusqu'au pont sur la Gougra pt 2111; en redescendant la route de Moiry- Grimentz, jusqu'au torrent du Lona; en descendant ce torrent jusqu'à la Gougra; en descendant cette rivière jusqu'à la Navisence, point inital.

No 106 Tsaté
De l'intersection du torrent de Fêta d'Août de Moiry avec le chemin pédestre «2500» pt 2555; en direction sud par ce chemin jusqu'au point 2595; puis en remontant jusqu'au pt 2681; ensuite en ligne droite jusqu'à la Pointe du Bandon pt 3074; par l'arête, en direction nord-ouest jusqu'en amont de la Pointe du Prélet pt 3000; en descendant l'arête en passant par le pt 2858; du fond de l'arête, en ligne droite jusqu'à l'antenne; ensuite en ligne droite jusqu'à la source du torrent de la Fêta d'Août de Moiry; en descendant ce torrent jusqu'au chemin pédestre «2500», point initial (2555).

No 107 Grimentz
De l'embouchure du torrent de la Freinze avec la Gougra; en remontant cette rivière jusqu'à l'embouchure du torrent de Lona; en remontant ce torrent

jusqu'à la prise d'eau pt 2582, puis en suivant la route jusqu'au Basset de Lona pt 2792; de là en direction sud par l'arête en passant par le Diablon pt 3053, jusqu'au Sasseneire pt 3253.5; en direction nord par l'arête en passant par le Pas de Lona pt 2787, jusqu'aux Becs de Bosson pt 3149; en redescendant en ligne droite jusqu'au torrent de la Freinze; en descendant ce torrent jusqu'à la piste de ski pt 2124; en descendant la piste jusqu'au torrent de la Freinze (réservoir); puis par le torrent de la Freinze jusqu'à la Gougra, point initial.

No 108 Tsan
De Tsalet pt 2210, intersection du torrent de la Tsa et de la route, en remontant le torrent de la Tsa jusqu'à sa source, ensuite jusqu'à l'arête pt 2816; en direction sud par l'arête en passant par le Roc de la Tsa pt 2911 et cote 2828 jusqu'aux Becs de Bosson pt 3148.7; puis par l'arête en passant les Pointes de Tsavolire pts 3026 et 2900, la Maya cote 2916; Becca de Lovégno pt 2821; la Pointe de Masserey pt 2841; puis en descendant en ligne droite jusqu'au petit lac cote 2468, par la Rèche jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre de l'Ar du Tsan, puis en passant direction nord par le pt 2377; par ce dernier jusqu'au Tsalet, point initial.

No 109 Orzival
De l'intersection de la route forestière du Partsé – l'Iretta avec le torrent de Mayoux; en remontant ce dernier jusqu'au chemin pédestre des Tsougdires/Orzival; en direction nord par ce chemin jusqu'en aval de la cote 2156; puis selon balisage jusqu'à l'arête, par celle-ci en passant par les cotes 2503 et 2661; jusqu'au Roc d'Orzival pt 2853; ensuite par l'arête en passant par la Brinta pt 2660 jusqu'à la cote 2620, ensuite selon balisage jusqu'au couloir du Creux du Varnec; en descendant ce couloir jusqu'à la route forestière des Mayens de Pinsec; par cette route jusqu'à l'intersection avec celle du Partsé – l'Iretta; par cette dernière jusqu'au torrent de Mayoux, point initial.

No 110 Vercorin
De l'embouchure du torrent des Pontis, par la Navisence jusqu'au fond du couloir du Creux du Varnec; puis en remontant celui-ci jusqu'à la route Pinsec – Vercorin; de là en suivant la route jusqu'à Vercorin; puis en descendant la ligne du téléphérique Vercorin – Chalais jusqu'à la route Chalais – Vercorin, en remontant celle-ci jusqu'à Briey Dessus, pt 975; ensuite en descendant la route de Briey Dessus jusqu'à Chippis à l'intersection avec la Navisence, en remontant cette rivière jusqu'à l'embouchure du torrent des Pontis, point initial.

No 111 Vallon de Réchy
Du hameau d'Itravers, par la route de Vercorin jusqu'à la Rèche, pt 991, en remontant cette rivière jusqu'à l'intersection du ravin de la Sapina; puis en remontant celui-ci jusqu'à la cabane du bisse, par la piste de ski jusqu'à l'intersection de la route de l'A-de-Bran, pt 1811; puis par la route de Sigeroula jusqu'à l'intersection de la télécabine Vercorin – Crêt du Midi, pt 1861; puis

en remontant la ligne de la télécabine jusqu'au Crêt du Midi, pt 2332; puis en suivant le sentier pédestre en passant par la Brinta, pt 2660, jusqu'au col de la Brinta pt 2599 ensuite en descendant la barre rocheuse, direction ouest jusqu'au Tsan, pt 2184, de là par le chemin pédestre jusqu'au col de Cou, pt 2529; puis l'arête jusqu'au Mont Noble, pt 2654, la Tour Bonvin, pt 2444; puis en direction nord jusqu'à l'alpage de Bouzerou, pt 1710, selon balisage; en descendant la route d'alpage en passant par les pts 1625 et 1589, jusqu'à l'intersection du chemin pédestre Bouzerou – Loye, par ce chemin jusqu'à l'intersection avec la route du Vallon de Réchy pt 1167, en remontant cette route jusqu'à l'intersection de l'ancien chemin Bouzerou – Loye, par celui-ci jusqu'à Itravers, point initial.

No 112 Poutafontana
Du pont du Rhône à St-Léonard, en remontant par la route de la berge sur la rive droite du Rhône jusqu'au pont de Granges-Gare, puis en remontant la berge gauche du Rhône jusqu'au canal de Réchy, ensuite par la Rèche jusqu'à Réchy, en descendant la route principale jusqu'au pont du Rhône de St-Léonard, point initial.

No 113 Les Iles – Sion
De l'intersection du chemin longeant la rive droite de la Morge et l'autoroute, en longeant l'autoroute jusqu'à son intersection avec le Rhône en direction est, de là en suivant la route de la berge droite du Rhône jusqu'au pont d'Aproz, du pont en direction ouest en longeant le Rhône (rive droite est en réserve) jusqu'à la hauteur du treillis, coté ouest du domaine des Epines; en suivant ce treillis jusqu'au canal Sion – Riddes (cf. réserve des Epines, Arrêté de protection), en traversant le pont puis en suivant la route goudronnée de la rive droite du canal Sion – Riddes jusqu'à son intersection avec le chemin de la rive droite de la Morge, en remontant ce dernier jusqu'au point initial.

No 114 Mase - Vernamiège
De l'embouchure du torrent de la Manna dans La Borgne; en suivant La Borgne jusqu'à l'embouchure du torrent de Faran, puis en remontant ce dernier jusqu'à la route Bramois – Mase; suivre la route cantonale jusqu'au village de Mase, de Mase en descendant le torrent de Mase jusqu'à la Manna, puis en descendant ce torrent jusqu'à la Borgne, point initial.

No 115 Preylet
De l'intersection de la route de Mase avec la Manna; le torrent précité en remontant par le pt 1676; puis le sommet des mayens des Praz jusqu'à la route des alpages réunis de Mase; par cette route direction sud jusqu'au pt 2091 (L'Arpette); puis par le sentier pédestre à la lisière supérieure de la forêt, balisage, jusqu'à Plan – Genevrec pt 2245; de là en descendant le couloir; puis le torrent l'Evoué – Leiva jusqu'à son embouchure dans la Manna, point initial.

No 116 Volovron
De l'intersection de la route d'Evolène et du torrent de Martemo, pt 1380, en remontant ce torrent jusqu'à l'intersection avec le chemin de Volovron –

Eison, pt 1773, ce chemin en passant par les pts 1685-1763-1711-1673, jusqu'au Grand Torrent; puis en remontant ce torrent jusqu'au pt 2289, chemin de la montagne d'Eison, par ce chemin en direction sud jusqu'au point de balisage, suivre balisage, jusqu'au pt 2368, limite communale de Saint-Martin, en remontant par cette limite par le pt 3046, puis, en passant par la Tsa de Volovron, jusqu'à la Sasseneire, pt 3253; puis en suivant l'arête et en passant par le col de Torrent, pt 2916; puis l'arête direction sud jusqu'au pt 2986, de là en descendant en ligne droite à la source du torrent de Cotter, puis par ce torrent jusqu'à la route d'Evolène, par cette route jusqu'au point initial 1380.

No 117 Bréona
Par le Grand Cornier pt 3961.8, le col de la Dent Blanche, pt 3531, puis en direction du glacier de Ferpècle en passant par Rocs Rouges pt 3178, puis par le pt 2965 jusqu'au chemin pédestre de la cabane de la Dent Blanche; en redescendant ledit chemin en passant par Bricola pt 2415, puis par les pts 2211, 2068, 1984 jusqu'au croisement avec la route de Ferpècle situé à proximité du barrage et de la station de pompage de Grande Dixence, en suivant cette route jusqu'au torrent de Mourti, en amont de Salay, ce torrent en remontant jusqu'à la lisière supérieure de la forêt, balisage, de cet endroit en suivant la lisière supérieure (balisage), en passant par le pt 2209, jusqu'au hameau de Bréona, pt 2197, puis en remontant en direction de Serra Neire, pt 2920; puis par le col de Bréona pt 2915, puis par la Couronne de Bréona, les Pointes des Mourtis, la Pointe de Bricola, jusqu'au Grand Cornier, point initial.

No 118 Mont Miné
Du lieu-dit Mota Rota pt 3232, en suivant sur la rive droite la limite du glacier de Ferpècle jusqu'à la naissance de la Borgne de Ferpècle; en remontant le torrent du Glacier du Mont Miné jusqu'à sa source, puis en poursuivant sur la rive droite la limite dudit glacier jusqu'à l'arête sud du Mont Miné pt 3322; en rejoignant le glacier de Ferpècle, en longeant la limite de ce glacier jusqu'aux rochers sis à l'altitude d'env. 2800 mètres, en poursuivant jusqu'à Mota Rota, point initial.

No 119 Douves Blanches
Par l'Aiguille-de-la-Tsa pt 3668; l'arête sud jusqu'au pt 3642; de là l'arête des Douves Blanches jusqu'au pt 2629; le chemin de Plan Bertol; ce chemin jusqu'à la Borgne, pt 2089; par cette rivière jusqu'au pont traversant la Borgne, puis par le sentier pédestre jusqu'à de la cabane de la Tsa; puis en montant l'arête en passant par le pt 2915, et ligne droite jusqu'au pt 3512 Pointe de Tsalion, puis en suivant l'arête jusqu'au point initial 3668, Aiguille-de-la-Tsa.

No 120 Veisivi
Par la Petite Dent de Veisivi, pt 3184; puis l'arête descendant vers La Gouille, selon balisage; le couloir du rocher fendu et le chemin des communaux jusqu'au pont sur la Borgne d'Arolla; puis en descendant celle-ci jusqu'à sa jonction avec la Borgne de Ferpècle; en remontant la Borgne de Ferpècle

jusqu'au torrent de Tzené de Long; ce torrent jusqu'à l'arête de la Petite Veisivi; en suivant celle-ci jusqu'au point initial.
N.B. La traversée à pied, avec arme déchargée, est autorisée depuis le pont sur la Borgne vers le café des Alpes jusqu'au torrent de Tzené de Long.

No 121 Arolla
De la station d'Arolla, suivre le téléski de Fontanesse jusqu'à son intersection avec le chemin du Pas de Chèvres, pt 2540; ce chemin jusqu'au Pas de Chèvres, pt 2855; puis le Mont Rouge, les Aiguilles Rouges, la Pointe de Vouasson, pt 3490; le torrent de Merdesson en descendant jusqu'à Raz d'Arbey; de là la lisière supérieure de la forêt, balisage, en suivant ce balisage jusqu'au torrent de Pra Gra; ce torrent en descendant jusqu'à la route d'Arolla; puis par cette route jusqu'au départ du téléski de Fontanesse, point initial.

No 122 La Louve
De l'intersection de la route d'Evolène et du torrent Martemo, pt 1380; en descendant ce torrent jusqu'à la Borgne à l'embouchure du Merdesson, pt 1277; de ce point en remontant par l'arête de Flanmayen, puis pts 1668 et 1679; de là jusqu'au départ de la route des mayens du Noyet –Vendes; en passant par Coterêche; puis en suivant cette route jusqu'aux mayens précités, pt 1798; puis par le sentier jusqu'au mayens de Gravelon, pt 1815; ensuite en descendant le Grand Laventier jusqu'à la Borgne; par cette rivière jusqu'à l'embouchure du torrent de Praz-Jean, pt 1055; puis jusqu'à la route d'Evolène, par cette route jusqu'au torrent Martemo, point initial.

No 123 Mandelon
De l'intersection du torrent de Bajin avec le bisse de l'Erneyaz, en suivant ce bisse, en passant par Léteygeon – les Terrasses; puis la route jusqu'au torrent des Grangettes à Vouarmatta, en remontant ce torrent en passant par Merdesson, jusqu'au Sex Pey pt 2369; de là, l'arête par la Pointe de Mandelon pt 2559, le Mont Rouge pt 2979, jusqu'au col du Mont Rouge; puis en descendant le couloir ouest qui donne naissance au torrent de Bajin, par ce torrent jusqu'à son intersection avec le bisse de l'Erneyaz, point initial.

No 124 Toueno – Hérémence
Du hameau de Pralong en progressant sur la route de la Grande-Dixence jusqu'au couloir du Grenier de Métail «couloir de la pyramide», en remontant ledit couloir en bordure nord jusqu'au sentier de la Grande-Dixence; en poursuivant ce sentier jusqu'au pt.2166; puis en accédant à l'arête du Sex des Madeleines pt 2491, en poursuivant cette arête jusqu'au Métailler pt 3213; en progressant sur l'arête en direction du nord par les pts 3088, 2992 jusqu'au pt 3033; en descendant l'arête rocheuse passant par le pt 2932 jusqu'à Plan Trintsey; puis en descendant le torrent de Plan Trintsey jusqu'à la route de la Dixence; cette route jusqu'au hameau de Pralong, point initial.
N.B. La traversée du district franc par le chemin de Dixence passant par Orchéraz et Grenier de Métail est autorisée à pied avec l'arme déchargée.

No 125 Le Scex
De l'intersection du torrent du Mayens avec la route de la Dixence, cette route en remontant jusqu'au torrent de Bataille, pt 1472, en remontant par ce torrent jusqu'à la route d'Essertse, en suivant cette route direction nord jusqu'aux Vieux-Chalets pt 2191; puis en descendant le torrent de Mayen jusqu'à la route de la Dixence, point initial.

No 126 La Meina
De l'intersection de la Tsâche et de la route d'alpage Combire – La Meina, en descendant la Tsâche (embranchement aval), jusqu'à la Printze, cette rivière jusqu'à la prise d'eau du bisse de Salins; de ce bisse jusqu'au torrent du Doussin; en remontant celui-ci et en passant par les pts 1419, 1722, 2134 jusqu'à l'intersection de la route supérieure de La Combire; par cette route jusqu'à son intersection avec la Tsâche, point initial.

No 127 Alou – Siviez
De Siviez en remontant la ligne de la télécabine du Plan du Fou jusqu'au pt 2436; puis en suivant l'arête par les pts 2337, 2456 et 2463, jusqu'à la Dent de Nendaz; en redescendant l'arête est, par le pt 2388, puis le balisage jusqu'au torrent de l'Avalanche; par ce torrent jusqu'à la route forestière de «L'Aplanire» et par cette dernière jusqu'à son intersection avec la route de Siviez en dessous de l'ancienne STEP; en suivant cette route jusqu'au départ de la télécabine du Plan du Fou, point initial.

No 128 Cleuson
Du Métailler, pt 3213, par l'arête en direction sud, puis ouest par l'arête de la Gouille pt 2877; jusqu'au départ du torrent des Vatseneires, en descendant ce torrent (balisage) jusqu'au chemin de St-Laurent; par ce chemin jusqu'à son terminus, en passant par la cabane de St-Laurent; puis par l'arête de la Grande Arpette, jusqu'au pt 2944, et le col sis entre les deux Arpettes; de là par le balisage jusqu'à la Printze vers pt 2273; puis en descendant cette rivière jusqu'à la gare des remontées mécaniques de Tortin, pt 2045, puis par le chemin du Grand Toit de Tortin et le sentier de Prarion; en suivant la limite supérieure des forêts, par le pt 2217, jusqu'au pt 2246 (balisage); ensuite par le sentier du Creux du Mont Gond jusqu'au chemin de Siviez et par celui-ci jusqu'au chemin de Tortin; par ce dernier jusqu'à la Printze, en descendant cette rivière jusqu'au torrent des Troutses; par ce torrent jusqu'au bisse de Chervé, pt 2254, et en direction sud par ce bisse jusqu'au pied de l'arête pt 2260 (balisage) du Clocher de Novelli; de là par cette arête en passant par les pts 2696, 2793, 3033 et 3088, jusqu'au Métailler, point initial.

No 129 Isérables
De l'intersection des Fares de Chassoure et de Rosey, en remontant la Fare de Rosey puis par le balisage, jusqu'aux Dents-Rousses; en suivant l'arête, pt 2576, jusqu'au pt 2742 Pointe des Champs Ferret; puis jusqu'au col de Chassoure, pt 2744, en descendant le télésiège jusqu'à la station inférieure, pt 2548, de là par la rive gauche du Petit lac des Vaux pt 2545, puis en suivant

son exutoire jusqu'à la Fare de Chassoure; de là en descendant la Fare de Chassoure (balisage aux Plans); jusqu'à l'intersection avec la Fare de Rosey, point initial.

No 130 Bec des Rosses
Du col des Gentianes en ligne droite jusqu'au Bec des Rosses, pt 3222; puis par l'arête en passant par le pt 3045; de là en descendant le grand dévaloir en direction ouest jusqu'au chemin de la cabane Mont-Fort reliant le col Termin; ce chemin en direction nord-ouest et nord jusqu'à la route qui conduit au col des Gentianes, par cette route jusqu'au col des Gentianes, point initial.

No 131 Grenays – Rapoué
De l'intersection de l'ancien sentier menant des Tsezès aux Grenays et du torrent des Grenays, par le chemin jusqu'au Tsezès, de là en direction nord-ouest par l'ancien sentier des travaux de la conduite EOS (balisage) jusqu'à son intersection avec le torrent de Lourtier, en remontant ce torrent jusqu'au chemin de Rapoué, en direction sud par ce chemin jusqu'au pt 2181 puis en descendant le torrent des Grenays jusqu'à son intersection avec l'ancien sentier des Grenays, point initial.

No 132 Clambin
Du Châble par la ligne de la télécabine des Ruinettes jusqu'à l'intersection de la route la Tintaz – Clambin, par celle-ci en passant par Clambin pt 1728 jusqu'au départ du chemin de La Combe, par ce chemin en direction sud, en passant par Plan Varzay jusqu'à l'intersection avec le torrent des Ires; par celui-ci jusqu'à la route des Mayens de Sarreyer, cette route jusqu'au virage des Ires à droite du pt 1344; puis direction Sarreyer jusqu'à la première intersection de droite; en descendant cette route jusqu'au Châtelard, pt 1164; de là par le sentier des Vernays jusqu'au torrent de Montagnier, puis par ce dernier jusqu'à la Dranse; en descendant cette rivière jusqu'au départ de la télécabine au Châble, point initial.

No 133 Plénadzeu
De l'embouchure du torrent de Versegères en remontant la Dranse de Bagnes jusqu'au pont à la sortie de Lourtier direction Fionnay, de ce pont direction sud jusqu'à l'ancienne gare du téléphérique, puis en remontant le torrent du Pessot jusqu'au pt 1635, de là en direction ouest par le chemin pédestre du Pessot et le chemin du Tongne jusqu'aux écuries de Plénadzeu; en remontant la route de la cabane de Brunet jusqu'au virage pt 1617, puis en direction ouest par la route forestière jusqu'à l'intersection avec le chemin carrossable menant à l'écurie de Posodziet, en descendant ce chemin jusqu'au chemin pédestre puis par celui-ci jusqu'à la route des Mayens de Champsec; en remontant cette route passant par le Poté jusqu'au Pont sur le torrent de Servay, en descendant ce torrent jusqu'au chemin pédestre puis par ce chemin par le pt 1228 jusqu'au torrent de Versegères; en descendant ce torrent jusqu'au point initial.

No 134 Mont Rogneux
Du point 2463 La Vuardette en descendant par le balisage (direction ouest) jusqu'au chemin Grands Revers en suivant ce chemin jusqu'à Erra d'en Haut pt 2265; de là, par le bisse du Vernay jusqu'au point de balisage, en remontant par le balisage jusqu'au point 2536; de là par le sentier pédestre en direction de la cabane de Mille, poursuivre le sentier pédestre en passant par le col de Mille jusqu'au point de balisage à Plan d'Arolle; de là, remonter par l'arête en passant par le pt 2447 jusqu'à la pointe de Becca Miedzo pt 2785; en suivant l'arête direction sud jusqu'au point 2790, de là descendre en ligne droite (balisage) jusqu'au petit lac pt 2664; poursuivre (balisage) en passant par le pt 2858, puis le pt 2760 au lac de Goly d'Aget; de là en remontant jusqu'au pt 2893 et suivre l'arête jusqu'au Grand Laget pt 3133, puis direction sud par l'arête en passant par la Pointe du Parc pt 3082, en suivant l'arête direction ouest, pt 2989 puis la Pointe de Terre Rouge pt 2765; en descendant par le sentier pédestre passant par les pts 2647-2453 jusqu'à la Vuardette point initial.

No 135 Becca de Sery
De l'intersection de la Dyure de Sery et de l'ancien sentier de la Maye, pt 2026, par ce sentier en direction nord-est puis sud-est jusqu'au pt 2140 puis par le sentier de gauche, jusqu'à la prise d'eau de Corbassière, puis en direction sud en longeant le bord du glacier rive gauche, jusqu'au pt 2761, de là en direction sud-ouest par le glacier des Follats jusqu'au pt 3372, en redescendant l'arête par les pts 3101 et 2766, puis en direction ouest pt 2662, ensuite par le torrent de la Dyure de Sery pt 2243 jusqu'au sentier de la Maye, point initial.

No 136 La Lia
Du couronnement du barrage de Mauvoisin, en suivant la rive gauche jusqu'au pt 1997 du chemin d'alpage reliant la Lia à Chanrion; de là en direction sud en suivant le pied du rocher jusqu'au torrent de la Tsessette; en remontant celui-ci jusqu'au glacier puis en suivant le bord est du glacier jusqu'au pt 3260.1 en suivant le bord du glacier en direction nord-ouest en passant par les pts 2864, 2893, 2983, 3621 jusqu'au bord du glacier pt 3700 Tournelon-Blanc, jusqu'au Bec de la Lia; de là à une distance de 100 mètres du côté nord-ouest sous le sommet des Mulets de la Lia jusqu'au pt 2416; de ce point en ligne droite par Pierre à Vire, le couronnement du barrage jusqu'à la rive gauche, point initial.

No 137 Pierre Avoi
Du pont sur le Merdenson sis en amont de Cries, en remontant ce torrent jusqu'à la division des eaux, puis le grand dévaloir de gauche jusqu'au Bliziers, pt 1994, en direction est par l'arête jusqu'à la route de l'aqueduc, en remontant cette route jusqu'au réservoir de Saxon terminus; de là en descendant le torrent des Croix jusqu'à l'ancien Bisse de Saxon, puis en remontant celui-ci jusqu'au torrent de Vella; en remontant ce dernier jusqu'à la fontaine à Gautier, puis par le balisage jusqu'au col de la Marlène, pt 2315; de ce col

une ligne droite direction sud jusqu'à la naissance du torrent; puis en descendant celui-ci jusqu'au bisse du Levron; par le bisse en direction sud-ouest jusqu'au sentier en dessous du pt 2035, en descendant par ce sentier puis le chemin du Château jusqu'au départ du sentier menant à Cries, par ce dernier jusqu'au Couvercle, puis par l'arête du couloir des Chaudières et de la Forêt Brûlée jusqu'au chemin agricole, puis 150 m par celui-ci et ensuite par celui des Planchamps de Cries jusqu'au pont sur le Merdenson, point initial.

No 138 Scex Rouge – Charrat
Du col des Planches pt 1411 en descendant la route jusqu'à l'intersection de la route qui mène au Planard; en suivant cette route forestière vers le bas jusqu'au virage au départ du chemin pédestre; de là en direction est par le chemin pédestre passant par Plan des Vaches, Jeur Verte qui rallie la route forestière Charrat – Sapinhaut; par celle-ci jusqu'à Pleyeux; de là en remontant le sentier en direction sud-ouest jusqu'à la route de la montagne de Lalliou, pt 1539; par cette route jusqu'à la jonction avec la route col du Tronc – Col des Planches; puis par cette dernière jusqu'au col des Planches, point initial.

No 139 La Médille
Du pont des Trappistes sur la route du Grand St-Bernard pt 694, en descendant la route du Grand-St-Bernard jusqu'au départ du sentier des Mines à la lisière est de la première vigne sur la rive droite; en remontant le sentier jusqu'à la route goudronnée, en remontant celle-ci jusqu'à l'intersection avec la route forestière Chemin – Vens, en suivant cette route jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre au nord de Troubayet (pt balisé), en descendant les lisières ouest et sud de la forêt (balisage) puis la ligne électrique communale (balisage), en descendant celle-ci jusqu'à la route de Vens (balisage), en descendant la route jusqu'au premier virage puis environ 100 mètres après ce dernier en direction sud en suivant la lisière ouest de la forêt (balisage) jusqu'à La Médille par la lisière de la forêt (balisage) jusqu'au pt 990, virage de la route de Vens, en remontant cette route jusqu'au pt 1024, de ce point en direction nord-est, par le balisage jusqu'au couloir, en remontant celui-ci aboutissant au coin du pré de la Crevasse et de la forêt du Devin, en direction Sud-est en suivant le bord supérieur des rochers jusqu'au couloir des Barmettes, en descendant ce couloir jusqu'à la route Sembrancher – Vens, en remontant celle-ci jusqu'au torrent séparant la forêt de la vigne, en descendant ce dernier jusqu'à la Dranse, en descendant cette rivière jusqu'au pont des Trappistes, point initial.

No 140 Le Fayi
De l'entrée ouest du tunnel ferroviaire aux Trappistes en remontant la ligne de chemin de fer jusqu'au pont enjambant la voie avant la gare de Sembrancher; de ce pont en remontant la route direction sud et ouest jusqu'aux pts balisés faisant rejoindre l'arête de la Rape; en remontant cette arête jusqu'au Pas de la Face pt 1235 puis toujours par l'arête jusqu'à la Dent pt 1640; de ce point direction sud-ouest par le balisage jusqu'au pt 1728; de ce point en sui-

vant le chemin du Clou direction nord-ouest jusqu'au pt 1477; de ce point en descendant le couloir de la Monnaie jusqu'au point initial.

No 141 Mont-Brun
De l'embouchure du torrent du Merdenson, en remontant la dranse de Bagnes jusqu'au pont des Vernays, puis par la route en direction du Châble jusqu'à son intersection avec le torrent de Bruson; en remontant ce torrent jusqu'à son croisement avec le chemin des Barmes, celui-ci en remontant jusqu'à La Côt pt 1690, en suivant ce chemin par la forêt des Fontaines jusqu'à la lisière (balisage), en suivant celle-ci direction ouest jusqu'à la limite des communes de Bagnes – Orsières – Sembrancher pt 2052, puis en direction sud par l'arête puis la route jusqu'à l'écurie de Mouay, de là par le sentier direction sud jusqu'à la route des Planards; en descendant le couloir direction ouest jusqu'à la naissance du torrent, par ce torrent jusqu'à la route forestière, par cette route en direction nord jusqu'au sentier de la forêt des Crêtes jusqu'à l'intersection du chemin Chamoille – Les Crêtes, de là jusqu'au torrent de Chamoille, en remontant le couloir en passant par le pt 1760 (balisage); jusqu'au chemin du Larzey (balisage) puis par le sentier jusqu'au bâtiment Le Larzay pt 1861, en suivant la route jusqu'au départ du sentier des Mayens du Mont-Brun pt 1794; en descendant le couloir balisé jusqu'à la route de La Côt, en remontant celle-ci sur 200 mètres puis par le couloir balisé jusqu'au grand tournant de la route forestière goudronnée pt 1078; en descendant le dévaloir direction nord jusqu'à la Dranse de Bagnes, en remontant la Dranse jusqu'à l'embouchure du torrent du Merdenson, point initial.

No 142 Allèves – Tsapi
De la route du Grand St-Bernard, pont en amont de Palasuit, en montant le torrent de Palasuit jusqu'au bisse de la Dreudze; en suivant celui-ci en direction sud puis en suivant le bisse de Saveneire direction est, jusqu'au torrent droit d'Allèves; en remontant ce torrent puis le sentier jusqu'à Boveire d'en Haut pt 2436; de là (balisage en bleu) en remontant l'arête jusqu'au pt 3214 par le Petit-Combin pts 3663-3612-3573-2881 Les Six Rouges; puis en direction sud-ouest jusqu'à la naissance du torrent de la Croix; en descendant ce torrent et en passant au nord de la chapelle Notre Dame de Lorette jusqu'à la route du Grand St-Bernard, par cette dernière jusqu'au torrent de Palasuit, point initial.

No 143 Croix de Tsousse
De l'intersection de la route couverte du Grand St-Bernard avec le torrent du Pieudet, en remontant ce torrent en passant par le pt 2268, puis par le pt 2553, de là par le sentier en direction sud-est (balisage) jusqu'au Mont de Proz pt 2804, poursuivre par le pt 2779, puis le Col de Proz – Dents de Proz pt 3330 – Col du Tseudet – Petit Vélan pt 3202; puis redescendre l'arête en passant par Tseudet pt 2807 jusqu'à la cabane du Vélan, de là, descendre par le sentier pédestre en passant par le pt 2449 jusqu'au pt 2258, de là toujours par le sentier pédestre jusqu'au pont sur le torrent du Valsorey pt 2154, de là remonter le torrent direction sud-ouest jusqu'à la gouille pt 2324, en remontant l'arête

jusqu'au pt 2570 direction ouest, en descendant le couloir (balisage) pour venir rejoindre le sentier de Tsandéserte pt 2360, en descendant ce sentier en passant par le pt 2233 Tsousse, direction sud jusqu'au torrent de Petacrot; en descendant celui-ci jusqu'à la route couverte du Grand St-Bernard, puis en remontant la route couverte jusqu'au torrent du Pieudet, point initial.

No 144 Combe de Drône

De la Dranse d'Entremont au lieu-dit Maringo pt 1978 en remontant la Dranse jusqu'au pont de Tsarmette pt 2024; de là en direction sud par l'arête en passant par les pts 2281 – 2776 Pointe des Lacerandes, puis par le pt 2714 col des Chevaux; en suivant le sentier à flanc de coteau passant par les pts 2580 et 2754 Col du Bastillon; en remontant l'arête direction nord jusqu'à la pointe du Monts Telliers; en suivant l'arête nord est en passant par la Dt. du Grand Lé – Pte de Tenou – Pte de Godegotte – Pointe des Plans Sades jusqu'au pt 2464; de là, en descendant (balisage) le torrent Sur Fenêtre jusqu'au chemin de l'oléoduc. En remontant ce chemin direction sud jusqu'à la Drance de là jusqu'à Maringo point initial.

No 145 Treutse Bô

Du point balisé dans la Dranse de Ferret situé environ 50 m au nord de l'embouchure du torrent du Treutse Bô; en remontant direction nord-ouest jusqu'au chemin du Tour du Mont-Blanc (pt balisé) puis en suivant le sentier dans la même direction jusqu'au pt 1616 (balisage); de ce point en remontant le torrent le plus au nord jusqu'au balisage rejoignant le pt 2339; de ce point par le balisage suivant l'arête de la moraine jusqu'au pt 2714 puis par l'arête menant à la Pointe des Gd-Darray passant par les pts 3024 – 3191 – 3514 jusqu'au pt 3508; de ce point en descendant l'arête direction nord-est passant par les pts 3157 et 3175 jusqu'au col des Planereuses pt 3030; du col en suivant la limite nord du glacier des Planereuses jusqu'à la naissance du torrent le plus au nord dans les Luis Devant; en descendant ce torrent jusqu'au pt 1442; puis par le torrent le plus au sud (balisage) jusqu'à son embouchure avec la Dranse de Ferret; puis en remontant cette rivière jusqu'au point initial.

No 146 Combe d'Orny

Du mayen de Plan Raveire, pt 1236 en direction sud par le sentier du tour du Mt-Blanc jusqu'au torrent du Dyuro; en remontant ce torrent jusqu'au point balisé puis par le couloir balisé rejoignant l'arête du Châtelet au pt 2204; en suivant l'arête jusqu'au sommet du Châtelet pt 2537.4; puis direction ouest par l'arête des Pointes des Chevrettes passant par les pts 2441 – 2501 – 2613 et 2642 jusqu'au chemin pédestre venant du vallon de Saleina; en remontant ce chemin jusqu'au pt 2691 puis en descendant le chemin de la cabane d'Orny jusqu'à la croix de la Breya; de là en descendant direction sud-est le chemin menant à la Forêt Voutaz jusqu'à son intersection avec le chemin pédestre venant du mayen de l'Affe; en suivant ce chemin direction nord-est jusqu'au pt 1319 puis en suivant direction sud le sentier du tour du Mt-Blanc passant par le pt 1211 jusqu'au point initial.

No 147 Bovine
De l'embouchure du torrent du Tiercelin dans la Dranse; par cette dernière jusqu'au pont de la route cantonale, en amont de Bovernier; ensuite par l'ancienne route cantonale jusqu'aux Valettes; de là par la route de Champex jusqu'au café des Gorges; puis par le Durnand jusqu'au sentier de Bovine; par celui-ci passant par la cote 1975 jusqu'au balisage; ensuite en direction est (balisage) jusqu'au torrent du Tiercelin; par celui-ci jusqu'à l'embouchure avec la Dranse, point initial.

No 148 Pointe des Grands
De la Pointe des Grands pt 3101, en descendant l'arête jusqu'à la Croix des Berons pt 2902, de là par l'arête jusqu'au torrent, par celui-ci jusqu'au pont des Grands-Dessous, par le sentier jusqu'au pt 1583, en remontant le sentier direction nord-est puis par le cours d'eau jusqu'au pied du glacier du Trient, en remontant le bord ouest du glacier en passant par le pt 2974 – 3177 – 3308 jusqu'au pt 3440 Aiguille du Pissoir, puis l'arête frontière jusqu'à la Pointe des Grands, point initial.

No 149 Mont d'Ottan – Gueuroz – La Planaz
De l'usine électrique de Miéville en suivant la route cantonale jusqu'au départ de la route de Salvan, puis par la route communale direction sud-est jusqu'au bord des vignes, puis par le bord des vignes jusqu'au pt 769 Sommet-des-Vignes, puis par le sentier du Laboureau, la route de l'Antenne, et le sentier de Gremou jusqu'au pt 1469; de là en suivant l'arête jusqu'au pt 1215, de là en suivant la crête rocheuse direction sud-ouest (Charavex) puis en suivant le sentier Le Revé en passant par le pt 1429 puis le pt 1845; de ce point par le nouveau sentier passant par l'arête et le pt 1900 situé au nord des bâtiments de l'Arpille, puis poursuivre jusqu'à la gouille pt 1855; de là par le chemin pédestre en direction de Plan Tornay pt 1981, poursuivre en direction de la Preisa jusqu'à son intersection avec le sentier menant à la Forclaz; de là en direction sud-est en passant par le pt 1968 jusqu'à la Forclaz, de là en direction de Trient jusqu'à l'ancienne route, puis par celle-ci jusqu'à la route principale, en descendant cette dernière jusqu'au pt 1273; en suivant le Trient en passant par les pts 1214 – 927 puis la Tailla jusqu'au départ du torrent des Moummaires (hauteur de Salvan); en remontant ce torrent jusqu'au chemin, en suivant celui-ci jusqu'à l'intersection de la route Salvan – Martigny; en suivant cette route jusqu'au pont du Geuroz, de là en ligne droite jusqu'à la voie de chemin-de-fer Martigny – Châtelard, puis en direction nord-ouest jusqu'à la Traverse-Ersin (balisage), puis jusqu'à la Pissevache, puis en suivant le cours d'eau jusqu'à l'usine électrique, point initial.

No 150 Scex des Granges – Luisin
Du pont de la Salanfe à Van d'en Bas, en suivant la route des Granges jusqu'à la route de la Digue, puis par cette route jusqu'à la bifurcation de la route Les Granges – Planajeur, en remontant la route de la Creusaz jusqu'au pt 1504, de là par la route jusqu'à Emaney pt 1856; puis en suivant le sentier pédestre jusqu'au col d'Emaney, puis par le sentier pédestre jusqu'au couronnement

du barrage de Salanfe, par le couronnement direction nord-est jusqu'à la route reliant Salanfe au Vallon de Van, par cette route jusqu'au pont du camping de Van d'En Haut, de là en descendant la Salanfe jusqu'au pont de Van d'En Bas, point initial.

No 151 Bel Oiseau
Du départ de la route des écuries de Barberine en suivant la route menant au Vieux Emosson jusqu'au couronnement du barrage; de là par la rive gauche du lac jusqu'au torrent venant du Potu, en remontant ce torrent jusqu'au col du Bel Oiseau pt 2560, de là en direction sud en suivant l'arête jusqu'à Bel Oiseau pt 2628, en descendant cette arête passant par le pt 2442 et par la ravine (balisage) jusqu'au sentier pédestre, en suivant celui-ci en direction ouest jusqu'au point initial.

No 152 Valerette
De la Dent de Valerette pt 2059 en direction nord-est par l'arête délimitant les communes jusqu'aux Jeurs pt 1548, puis jusqu'aux Plans pt 1406, de là par la route forestière direction sud jusqu'au Chalet à Bagne, de là par le sentier pédestre jusqu'au chalet de la Crête des Jeurs, de là direction sud par le sentier pédestre jusqu'au torrent du Cleusey, en remontant celui-ci direction nord-ouest jusqu'à la Pointe de l'Erse, pt 2032, puis par l'arête jusqu'au point initial.

No 153 Dents du Midi
Des Dents du Midi pt 3164 en descendant l'arête de Soi jusqu'au Signal de Soi pt 2054, puis en suivant l'arête par le chalet de Soi d'en Haut jusqu'à l'intersection de la route des Soi, par cette dernière en passant par l'épingle pt 1667 jusqu'au couloir (balisage) suivre ce couloir jusqu'à l'intersection de la route de Soi, par cette dernière en passant par l'épingle pt 1495 jusqu'au couloir (balisage) suivre ce couloir jusqu'à l'intersection de la route de Soi, puis, en descendant cette route jusqu'à la route des Rives pt 1225 puis jusqu'au torrent de Crêtes en remontant ce torrent jusqu'au couloir balisé, par ce couloir jusqu'au chemin pédestre (Tour des Dents du Midi) en suivant ce chemin passant par le Majédo pt 1848, direction est, jusqu'au torrent de la Tille (Valère), en descendant ce torrent jusqu'à la route de la Pale pt 1495 en suivant cette route jusqu'au torrent du Crétian, en remontant celui-ci jusqu'au chemin forestier pt 1560, en suivant ce chemin jusqu'à l'épingle de la route de Chindonne pt 1536, en redescendant cette route jusqu'au départ de la route du Milieu pt 1465, par cette route direction ouest, jusqu'à Les Jeurs pt 1548, de là par l'arête faisant limite communale par la Dent de Valerette, la Pointe de l'Erse, la Dent de Valère, la Cime de l'est, la Forteresse jusqu'au point initial.

No 154 Champéry
Du pt 1215 sur le torrent de Barme, en remontant la route direction sud-ouest jusqu'au départ du chemin forestier Champ de Barme, en remontant ce chemin puis le sentier jusqu'au pt 1550, de ce point par le chemin du Signal de

Bonavau puis par l'arête en passant par le pt 1893 jusqu'à la Dent de Bonavau, puis en suivant l'arête direction sud-ouest jusqu'à la Dent de Barme; de là par l'arête frontière jusqu'au pt 2713 Pointe Bourdillon, en descendant l'arête direction nord puis nord-est jusqu'à la naissance du torrent, en suivant celui-ci jusqu'au torrent de Barme, en remontant ce torrent puis le premier embranchement jusqu'au chemin conduisant au pt 1816, de ce point par le sentier direction nord jusqu'aux Boutiers; de là en direction est jusqu'au pt 1427, en suivant la route jusqu'au point initial 1215.

No 155 Savolaire - Morgins
Du départ du télésiège de la Foilleuse à Morgins, par la route cantonale jusqu'à l'intersection de la route forestière Morgins - Troistorrents, par cette route jusqu'à l'intersection de la route conduisant à La Chaux en passant par Le Jorat, jusqu'au télésiège de La Chaux; en remontant le télésiège jusqu'à la station supérieure; de là en direction nord-est, jusqu'au sommet du télésiège de la Foilleuse; en descendant celui-ci jusqu'à Morgins station inférieure, point initial.

No 156 Bellevue
De la Pointe de Bellevue pt 2042, par l'arête du Sex de la Vire jusqu'au chemin pt 1191 conduisant à Pierre à Buis, en passant par le pt 1191, en suivant ce chemin jusqu'à la route goudronnée Muraz – Draversaz; en descendant cette route direction sud jusqu'à la bifurcation de la route forestière conduisant à L'Essert, en suivant cette route jusqu'au torrent «Le Pessot», en remontant celui-ci passant à l'ouest des Câvoués jusqu'à la naissance du «Pessot», puis par balisage jusqu'à l'arête; en suivant cette arête direction nord-ouest jusqu'à la Pointe de Bellevue 2041, point initial.

No 157 Tour de Don
De la Tour de Don pt 1998, en suivant l'arête en direction nord-est passant par le pt 1770 jusqu'à la route forestière Eusin – Draversa; en suivant cette route direction ouest jusqu'au torrent de Mayen, en descendant ce torrent jusqu'au pt 897 sur la route principale Vionnaz – Torgon, en descendant cette route jusqu'au pt 682, de ce point par le sentier pédestre en direction sud-ouest jusqu'à l'intersection avec le torrent de la Greffe, puis en remontant ce torrent jusqu'à la route forestière au pt 1337, de là toujours en remontant le torrent direction sud-ouest jusqu'au sentier pédestre, puis en suivant ce sentier direction nord jusqu'à l'arête de Crête, en remontant cette arête par le sentier balisé en direction de la Porte d'Onne jusqu'à l'arête, en suivant celle-ci en direction nord-ouest jusqu'à la Tour de Don, point initial.

No 158 Les Tourbières
De l'intersection de la route Vionnaz – Aigle à l'intérieur du village de Vionnaz, jusqu'au canal Stockalper; en remontant ce canal par la rive gauche jusqu'au canal «Fossé des Talons», situé au nord de la route Câble Croix – Illarsaz, en remontant celui-ci jusqu'à la route cantonale, puis suivant cette route jusqu'à Vionnaz, point initial.

No 159 Les Barges
De l'intersection de la route principale Aigle – Vionnaz et de la voie de chemin de fer, en suivant la voie direction Léman jusqu'à la gare de Vouvry, de là en suivant la route du bas du talus du Rhône jusqu'à Les Levaux, de là en longeant la route de la berge du Rhône jusqu'à l'intersection de la route Aigle – Vionnaz, en suivant cette route jusqu'au point initial.

No 160 Le Plénay
De l'usine électrique de Vouvry jusqu'au départ du sentier Vouvry – Chamossin, par ce sentier jusqu'à Chamossin, de là en direction ouest sur 300 mètres, puis par le balisage de l'arête passant par le pt 1226 jusqu'à la route forestière au lieu-dit «La Caux», puis direction ouest par le sentier pédestre sur 370 mètres, puis par le balisage direction sud-est sur 100 m jusqu'au sentier pédestre et direction ouest pra les pts 1589 – 1695 Le Planellet; en descendant le torrent jusqu'au chemin forestier, par ce chemin jusqu'au pont sur le torrent du Fosseau à Mimbran, en descendant ce torrent jusqu'à l'usine électrique de Vouvry, point initial.

No 161 La Suche
Du torrent du Tové, intersection avec la route cantonale aux Evouettes, en suivant celle-ci en direction de la Porte du Scex jusqu'au chemin conduisant à l'oléoduc, puis par ce dernier jusqu'à la route de Chavalon, de là en direction nord jusqu'à la sortie de l'usine de Chavalon puis par le balisage direction ouest passant par le pt 833 et au nord du pt 1242 par le sommet des rochers jusqu'au pt 1541 limite des communes de Vouvry – Port-Valais (La Suche); en descendant cette limite (balisage) jusqu'au chemin forestier Saveur-Chavalon; en suivant ce chemin direction nord-ouest jusqu'au pt 1030, naissance du torrent du Tové, en descendant ce torrent jusqu'à l'intersection avec la route cantonale aux Evouettes, point initial.

No 162 Taney
De l'extrémité ouest du lac de Taney en remontant le torrent en direction ouest jusqu'au pont en béton, puis en remontant la route menant à la montagne de Loz jusqu'à la jonction avec le chemin de la Combe; puis en direction nord en remontant le chemin du chalet de la Combe et en ligne droite jusqu'aux Jumelles pt 2182; de ce point par la limite des communes Vouvry – St-Gingolph (balisage), en passant par le pt 2044 jusqu'au Grammont 2172; en suivant la direction sud-est, par l'arête d'Alamont pt 1900; en continuant en direction est par la limite communale Vouvry – Port-Valais puis le sentier direction sud jusqu'au lac de Taney; de là en suivant la berge du lac de Taney sur la rive droite jusqu'au point initial.

No 163 Chaumény
Du Grammont pt 2172 par l'arête en direction ouest jusqu'au Tombeau des Allemands; de là en direction nord-est au bas des rochers, jusqu'à l'arête de Frête; en descendant celle-ci au sud de Frête jusqu'au sentier de la Chaumény; en suivant ce sentier jusqu'à la ravine; en descendant ce couloir (balisage)

jusqu'à la nouvelle route forestière et par celle-ci jusqu'au couloir après la limite communale de Port-Valais (balisage), en remontant ce couloir jusqu'à la Croix de La Lé pt 1873, puis par l'arête en direction sud-ouest passant par le pt 1993, jusqu'au Grammont, point initial.

No 164 La Praille
Du pt 376 en rejoignant la route de la digue du Rhône, puis par cette route en direction sud jusqu'au passage du canal Stockalper sous la voie CFF du tonkin; puis direction nord par cette voie CFF jusqu'à la gare des Evouettes, de là en direction ouest par la route communale jusqu'à la route cantonale, en descendant cette route jusqu'à la Croix de Port-Valais; puis par la route agricole contournant la colline de Port-Valais jusqu'à la rive gauche du canal Stockalper; en descendant ce canal par sa rive gauche jusqu'au pont des Belles Truches; puis par la route agricole en direction sud-est jusqu'au point initial 376.

III *b)* Districts francs cantonaux mixtes

Mixte No 1 Obergestler Grimsel
De l'embouchure du Milibach dans le Rhône, remonter le Milibach jusqu'au pt 2109 (Guferli), suivre la route de l'alpage en direction est par Unnerbodme pt 2188 et continuer en descendant jusqu'au point d'intersection du Jostbach; descendre le Jostbach jusqu'au Rhône; puis descendre le Rhône jusqu'au point initial Milibach.
N.B. Fermé pendant la chasse basse.

Mixte No 2 Bärgwald – Geschinen
Du point d'intersection de la route de la Furka jusqu'au Geschinerbach; remonter le Geschinerbach jusqu'au chemin d'alpage (balisage), suivre la gorge en direction du nord par Geschinergale pt 2365 Straaleloch, pt 2140 et pt 1967 jusqu'au Gommerhöhenweg (balisage), suive le chemin en direction est menant au Niderbach; redescendre ce torrent jusqu'à la route de la Furka et longer cette route en direction ouest jusqu'au point initial Geschinerbach.
N.B. Fermé pendant la chasse basse.

Mixte No 3 Hohbach – Merezebach
De l'embouchure du Löwwibach dans le Rhône, remonter le Rhône jusqu'au Merezebach, remonter ce torrent jusqu'à la prise d'eau à Chäller pt 1842; suivre le chemin d'alpage jusqu'à Oberberbel; de là en direction de l'ouest suivre la route d'alpage jusqu'à la bifucation Hobach pt 1516, puis remonter la limite des communes (balisage) par les pts 1680 et 1775; à la bifurcation Merezebach – Hobach remonter la route d'alpage jusqu'au pont du Löwwibach; descendre ce torrent jusqu'au Rhône, point initial.
N.B. Fermé pendant la chasse basse.

Mixte No 4 Bächital – Minstigertal
Reckingen – Münster: entre Bächital et Minstigertal en dessus du Gommer Höhenweg, suivre en direction du nord limité comme suit: dans le Bächital

de Mittelchriz pt 2023 (Damm) en remontant en ligne droite jusqu'à Schäferkreuz pt 2466, puis en direction de l'est jusqu'à Rossbode, de là en descendant en ligne droite jusqu'à l'intersection Gommer Höhenweg-Minstigerbach.
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 5 Bawald
De l'embouchure du Schmalibach dans le Rhône remonter jusqu'à l'embouchure du Spissbach; en remontant le Spissbach jusqu'à la courbe de niveau 2100 m; de là en direction de l'ouest jusqu'à Salzgäbul pt 2082, puis jusqu'au balisage au sud de la cabane de Salzgäbul; de là descendre jusqu'à la cabane de Salzgäbul Hütte; puis descendre jusqu'à la source dans le Räift (balisage) et ensuite descendre le Schmalibach jusqu'au Rhône, point initial.
N.B. Fermé pendant la chasse basse.

Mixte No 6 Bellwald
Du point d'intersection entre le télésiège Bellwald – Richinen – Steibenkreuz et la route d'alpage, remonter le télésiège jusqu'à Steibenkreuz; de là suivre le chemin pédestre par le pt 2599 Furggulti sur le Risihorn; de là en ligne droite jusqu'au Gletscherblick; descendre ce chemin pédestre jusqu'au croisement (Wasser von Rinnerhitta), descendre ce torrent jusqu'à Schranni; de là suivre le chemin pédestre jusqu'au point 1855; de ce point, en suivant le chemin pédestre inférieur jusqu'au croisement avec le Teife Bach; de là en remontant celui-ci jusqu'au chemin pédestre du haut ; de là en suivant ce chemin jusu'à la route d'alpage; descendre cette route jusqu'à l'intersection avec le télésiège, point initial.
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 7 Lax
Du pont de la route cantonale au-dessus du Alte Bach, remonter le Alte Bach jusqu'au chemin pédestre zum Holz, suivre ce chemin pédestre en direction ouest jusqu'au Brunnengraben (balisage), remonter le Brunnengraben jusqu'au balisage, de là suivre en direction ouest les balisages jusqu'à la cabane (Hinner-Läch) menant à Stichstrasse; longer cette route en direction ouest jusqu'au croisement avec la route d'alpage; puis suivre la Stichtrasse en direction ouest jusqu'au point d'intersection avec le Deischbach; descendre le Deischbach jusqu'à la route cantonale et remonter la route cantonale jusqu'au pont Alte Bach, point initial.
N.B. La chasse au lièvre est interdite.

Mixte No 8 Bischmeralpa
De la Gorneralpe, pt 1655 en direction nord-est en descendre le corridor dans le Bättligraben, puis monter le long du Bättligraben jusqu'au Chriesihorn pt 2525; de là descendre en direction ouest le long de l'arête rocheuse jusqu'au balisage; remonter le Giffrischgraben par le pt 2615 jusqu'au pt 2824; de là en direction ouest par les pts 2923 et 2918 jusqu'au pt 2838; de là descendre par le pt 2694 en suivant l'arête rocheuse dans le Tunetschgraben; puis des-

cendre le Tunetschgraben jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre; suivre ce chemin pédestre en direction est par les pts 1392, 1454 et 1496 vers Chritzstafel et poursuivre par le chemin pédestre par les pts 1492 et 1349 jusqu'au Nasibord, pt 1540; de là vers le pt 1655, point initial.
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 9 Belap – Bodmen
Du pont à Bäll pt 1968, remonter le chemin pédestre Belalp – Nessel jusqu'au croisement avec la Nessjeri, revenir de la Nessjeri jusqu'au-dessus du pont mentionné et de là en ligne droite en descendant jusqu'au pont, point initial.
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 10 Bortelhorn
Des cabanes Bortel pt 2107 par le chemin pédestre en direction de Steinuchäller jusqu'au pont sur le Steinubach près Mere; de là remonter le Steinubach jusqu'à la frontière; longer la frontière par Hillerhorn pt 3181, Bortelhorn, Bortellicka, Furgguböimhorn jusqu'à Furgguböimlicka; de là descendre le chemin pédestre jusqu'au croisement avec le Furgguböimbach; longer ce torrent en descendant jusqu'au chemin pédestre; poursuivre ce chemin pédestre jusqu'aux cabanes Bortel, point initial.
N.B. Le chamois est protégé.

Mixte No 11 Grauhorn
Du pont sur la Laggina pt 1494 par le chemin pédestre via Pästa et Obre Stafel jusqu'au lac pt 2037; de là monter le chemin militaire par les pts 2201 et 2295 jusqu'à la baraque militaire sur l'arête au pt 2494; de là longer l'arête en direction sud par les pts 2571, 2521 et 2672 jusqu'au Balmahorn; de là continuer sur la crête par la Bamalicka jusqu'au Schijenhorn; de là descendre l'arête en direction nord-ouest jusqu'au Tälliwasser, descendre le Tälliwasser jusque dans la Laggina et descendre la Laggina jusqu'au pont, point initial.
N.B. Le chamois est protégé.

Mixte No 12 Senntum – Aarbegga
De Giw en remontant le télésiège jusqu'au Rothorn pt 2313, de là suivre l'arête en direction sud par le pt 2611 jusqu'au pt 2827; de là suivre l'arête en descendant en direction nord-ouest jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre Sädolti, puis en direction est suivre ce chemin jusqu'au premier torrent (balisage) en descendant ce torrent jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre, suivre ce chemin en passant par Obri Site et Waldläger jusqu'à Alpe Rüspeck, de là descendre le chemin pédestre jusqu'à Giw, point initial.
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 13 Linde Bodu
Du pont sur le Fellbach, chemin Unneri Brend – Lengi Flüe, suivre le chemin jusqu'à Lengi Flüe; de là descendre la route forestière jusqu'au chemin Matt – Siwinen; remonter ce chemin par Siwinen vers le Siwiboden; remonter en suivant le bord sud du Siwibodens jusqu'à l'arête rocheuse formant la limite

entre les communes d'Eisten et de Saas-Balen; longer l'arête rocheuse jusqu'à la courbe de niveau 2500 (balisage); suivre celle-ci en direction sud-est par la Wysse Bode – Obers Distel jusqu'au Fellbach; descendre le Fellbach jusqu'au point initial.
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 14 Mattmark
De la couronne du barrage du Mattmark suivre la réserve n°41 (Nollenhorn) en direction sud jusqu'à Nollenlücke, continuer en direction sud par l'arête du Stellihorn, ensuite suivre l'arête en direction est par le Jazzihorn jusqu'à la Jazzilücke. Suivre la frontière nationale par le Ofentalpass, Spechthorn, Jodenhorn, jusqu'au col du Monte Moro; de là suivre le chemin pédestre en descendant sur Distelalp; ensuite suivre la rive droite du lac jusqu'au point initial.
N.B. Tout le gibier à plume est protegé.

Mixte No 15 Tufteren
De la Vispa suivre le Arbzug en montant jusqu'au croisement Arbzug-Europaweg. Suivre celui-ci en direction sud jusqu'à la piste Tufterenalp; de Tufterenalp suivre la route jusqu'à Sunnegga; de Sunnegga suivre l'arête en descendant par Furggegga et Schlüecht jusqu'à la conduite de la Riedwasser; suivre celui-ci en direction nord jusqu'au Riedweg et suivre le Riedweg jusqu'à la piste Rio; descendre la piste Rio jusqu'à la Teifenmatten et continuer jusqu'au Gibelstafelti; de là en descendant le torrent direction ouest jusqu'à la Riedstrasse (restaurant Olympai Stübli). Monter la Riedstrasse jusqu'au Leimragraben; descendre ce couloir jusqu'à la Vispe. Suivre la Vispe en descendant jusqu'à Arbzug, point initial.
N.B. Fermé durant la chasse au brocard.

Mixte No 16 Täschberg
De Mittelschtägji remonter le torrent de Täsch jusqu'à l'embouchure dans l'Eggerschkin (balisage); remonter ce torrent jusqu'à l'Europaweg; suivre celui-ci en direction du nord jusqu'au couloir Bre, limite du district franc (DFC 57); descendre ce couloir jusqu'au virage Litzi, balisage du district franc; de là descendre la route de Täschalp jusqu'au point initial.
N.B. Dans cette zone le broccard est protégé.

Mixte No 17 Riffelberg – Hermetje
De l'embouchure du Findelbach dans la Gornera, monter le Findelbach jusqu'au pont du GGB. Suivre la voie de chemin de fer jusqu'à la station de Findelbach et de là suivre le chemin en montant par Vordru Wälder jusqu'à la station de Riffelalp; de là suivre le chemin en direction sud jusqu'à la chapelle de Riffelalp et continuer jusqu'au Schweigmattenbach. Monter ce torrent jusqu'à la galerie sur le Riffelbord. Suivre la voie de chemin de fer jusqu'au Riffelberg et de là suivre le chemin pédestre jusqu'au Gagenhaupt pt 2564; de là descendre jusqu'à Gornergletscherzunge; descendre la Gornera jusqu'à la prise d'eau de la Grande Dixence et remonter l'arête en direction nord par

les pts 2139 et 2676; de là remonter le torrent jusqu'au lac et continuer jusqu'au pt 3002; de là suivre le bord du glacier jusqu'au pt 2834 et continuer l'arête jusqu'à Hirli; de là descendre jusqu'au lac au pt 2530 et descendre le Teifbach jusqu'au point d'intersection Weisse Perle; en descendant cette piste jusqu'au point d'intersection avec la route de Zmutt. Suivre cette route par Furi jusqu'à Gornera; de Gornera descendre jusqu'à l'embouchure du Findelbach point initial.
N.B. Fermé durant la chasse au brocard.

Mixte No 18 Erholungsraum Visp
De la Landbrücke à Viège le Bärgjiweg jusqu'à Chatzohüs; de là par dessus la Vispe jusqu'au Staldbach et retourner par la ligne de chemin de fer MGB jusqu'à la Landbrücke.
N.B. Tout le gibier d'eau et à plume est protégé.

Mixte No 19 Basper
Au niveau de la pisciculture Valperca par la St.Germanerstrasse jusqu'au village de Rarogne (Restaurant Burg); de là revenir le long de la voie de chemin de fer jusqu'à la pisciculture, point initial.
N.B. Tout le gibier d'eau et à plume est protégé.

Mixte No 20 Turtig – Mutt
De l'embouchure du Laubbach dans le Grossgrundkanal, monter le Grossgrundkanal qui mène à la route de St. German; de là suivre en direction sud la pente de montagne et la limite inférieure de cette pente, en suivant jusqu'à Laubbach et descendre celui-ci jusqu'au Grossgrundkanal.
N.B. Tout le gibier d'eau et à plume est protégé.

Mixte No 21 Turtig – Biotop
Du giratoire de Turtig, par la route en direction sud jusqu'au cantonnement miliaire; de là, longer la rive gauche du Millibach en direction ouest jusqu'à ce que le torrent se jette dans le canal de la Lonza sous la route cantonale; de là revenir sur la route cantonale jusqu'au giratoire, point initial.
N.B. Tout le gibier d'eau et à plume est protégé.

Mixte No 22 Galdi Niedergesteln
De l'embouchure de la Lonza dans le Rhône, remonter la Lonza jusqu'au point d'intersection avec la route d'Alu; puis suivre cette route jusqu'au point d'intersection avec le canal Galdi; remonter celui-ci jusqu'à la pente de montagne; de là longer la pente de la montagne jusqu'à Unner Geesch et de là suivre la route cantonale jusqu'au pont qui traverse le Rhône et redescendre le Rhône sur la rive gauche jusqu'à l'embouchure de la Lonza.
N.B. Tout le gibier d'eau et à plume est protégé.

Mixte No 23 Eischollalp
De l'alpage inférieur d'Eischoll, suivre le chemin pédestre en direction Tschorr jusqu'au croisement qui mène à Tschonghubel. Remonter le chemin

pédestre jusqu'au Tschonghubel. Suivre le chemin pédestre par Obri Eischollalp, Alte Stafel jusqu'à Unners Sänntum; de Unners Sänntum, suivre la route forestière jusqu'à l'alpage inférieur d'Eischoll (point intial).
N.B. Tout le gibier à plume est protégé.

Mixte No 24 Bietschhorn
Pt 1999 Reemistafel, suivre le Bietschbach jusqu'à la frontière du DFF Wilerhorn; longer cette frontière jusqu'au Jegihorn pt 3077, continuer l'arête par le Jolihorn, Gletscherhorn jusqu'au Wilerhorn pt 3307 ; suivre l'arête par le Wilerjoch, Schwarzhorn, Bietschjoch, Schafbärg, pt 3240, et poursuivre en direction de l'est jusqu'aux pts 3408 et 3635 monter cette arête jusqu'au Bietschorn pt 3934; de là continuer en direction du sud-est par les pts 3780 et 3532 puis en direction du sud par le Tiereggpass jusqu'au départ de la montée du Tieregghorn, de là descendre l'arête (même limite que le DFF Alpjuhorn) en direction de l'ouest par les pts 2743, 2445 et 2134 jusqu'au point initial 1999 Reemistafel.
N.B. Ouvert lors de la chasse haute.

Mixte No 25 Blatten
De l'embouchure du Tännbach dans la Lonza, monter le Tännbach jusqu'au point d'intersection avec le chemin pédestre qui mène à Tärra; de là suivre le chemin pédestre en direction est, à Wyssried et continuer la route au Tellialp jusqu'au pont de Gisentella; descendre ce torrent jusqu'à la Lonza, puis descendre de la Lonza jusqu'au point initial.
N.B. Fermé durant la chasse au brocard.

Mixte No 26 Ferden
De l'embouchure du Faldumbach dans le lac de Ferden monter le Faldumbach jusqu'à la route de l'alpage Faldum; de là suivre la route de l'alpage et retourner jusqu'au pont Dornbach; descendre le Dornbach jusqu'au lac de Ferden puis suivre la rive droite du Lac jusqu'au point initial.
N.B. Fermé durant la chasse au brocard.

Mixte No 27 Leukerfeld
Du pont sur le Rhône à Loèche, monter le Rhône jusqu'à l'embouchure du Turtmannbach, monter le Turtmannbach, descendre la route cantonale jusqu'au pont du Rhône à Loèche.
N.B. Tout le gibier d'eau et à plume est protégé.

Mixte No 28 Ayer
De l'intersection de la route Ayer – St-Luc avec le torrent du Lagec pt 1471; en direction nord par cette route jusqu'au couloir à avalanches (Grand Colliou de Mission); en remontant ce couloir jusqu'à la route des Pralics; par cette route jusqu'à l'intersection avec celle de Nava, pt 1647; en montant la route de Nava jusqu'au torrent du Lagec; en descendant ce torrent jusqu'à la route Ayer – St-Luc, point initial.
N.B. Seule la chasse au permis A est autorisée.

Mixte No 29 Mont Lachaux
De Cry d'Er pt 2258, l'arête du Mont Lachaux, puis le chemin jusqu'à Houlès pt 1961, en descendant le torrent jusqu'à la Station Les Marolires pt 1649, puis en ligne droite jusqu'au pt 1672, en suivant la route jusqu'à la télécabine du Signal, en remontant la ligne de la télécabine jusqu'à Cry d'Er, point initial.
N.B. Le tétras-lyre est protégé.

Mixte No 30 Ayent
Zone située entre la route St-Romain – Anzère, la route des Rugès et la route des Valettes.
N.B. Le lièvre est protégé.

Mixte No 31 Pramagnon
Du pont du Rhône à St-Léonard en remontant le chemin du Balltrap de Sion, de là en suivant le permier couloir (point de balisage) qui tourne sous les rochers de Nax jusqu'à l'épingle de Pelleivro (point de balisage); puis en suivant la route qui mène à Comâ jusqu'à la route de Nax; de là en descendant la route de Nax jusqu'au pt 1040 croisement de la Derotchia; puis en suivant ce torrent jusqu'au chemin de Chanrion, de là en direction de Chanrion jusqu'à la route, pt 882; de ce point suivre l'arête jusqu'au chemin de Combaloc; en suivant ce chemin jusqu'au pont du Tyné; de là suivre la route en bordure de forêt jusqu'au point intial.
N.B. Le chamois est protégé

Mixte No 32 Longeborgne
Du départ du chemin de Longeborgne à Bramois en remontant celui-ci jusqu'à l'épingle de la route de Nax point 592, de là suivre le bord de la forêt jusqu'à la route de Nax, en remontant cette route jusqu'au départ du vignoble d'Erbioz; en suivant la bordure aval du vignoble jusqu'au grand couloir qui descend au pont du torrent du Crou; de là suivre la Borgne jusqu'au point inital.
N.B. Le chamois est protégé

Mixte No 33 Mont d'Orge
Du pont de la Morge par la lisière du bois, et ensuite par le torrent jusqu'à la Muraz et Mont d'Orge; puis par le chemin aboutissant à la décharge du lac, à son intersection avec le bisse inférieur de Mont d'Orge, de là jusqu'au pont de la Morge, point initial.
N.B. Ouvert au permis B pour le lièvre seulement.

Mixte No 34 La Meina
De l'intersection du torrent du Doussin et de la route forestière des Giètes; en suivant cette route en passant par Le Chiti, de là en suivant l'ancienne route forestière directement jusqu'au torrent de l'Ojintse, puis par la route en passant par la scierie de Verrey pt 1463 jusqu'à la lisière nord de la forêt, en remontant cette lisière jusqu'au bisse d'Erré, par ce bisse jusqu'au pt 1745 de là par le chemin d'alpage jusqu'à son intersection avec la télécabine Vey-

sonnaz – Thyon, en suivant cette ligne jusqu'à la route supérieure d'alpage de la Combire – Meina, puis par cette route jusqu'à l'intersection avec le torrent du Doussin (embranchement aval); en descendant ce dernier jusqu'à la route forestière des Giètes, point initial.

N.B. La chasse est autorisée durant le permis A (chasse haute) seulement.

Mixte No 35 Forêt de l'Avantché

Du point 478 à l'usine électrique de Bieudron, par la route de Riddes en direction d'Aproz, jusqu'à son intersection avec le torrent de la Vouarde; en remontant ce torrent jusqu'au sommet des rochers, aux propriétés cultivées; en suivant la limite des rochers et des propriétés exploitées, en passant par les Eudrans (point 1017), jusqu'à la route Les Condémines – Isérables; par cette route jusqu'à l'embranchement aval du torrent de l'éboulement des Cretteaux; par ce torrent jusqu'au «désableur»; en descendant le chemin (Impasse des Cretteaux), puis par la route (route de Nendaz) au pied du mont jusqu'au point initial.

N.B. Le chamois est protégé

Mixte N° 36 Ardon

De l'intersection de l'autoroute et de la Lizerne, en descendant celle-ci jusqu'à la hauteur de l'aire de repos d'Ardon, en direction de l'ouest par la route de débord jusqu'à son intersection avec la route agricole située à l'est du biotope Marais d'Ardon; en passant par le point 473 jusqu'au canal Sion – Riddes; de là par la route qui longe le canal en rive droite jusqu'au dépôt agricole des Iles de Chamoson; de là, en remontant au nord par la route agricole passant par le pt 487 jusqu'à l'autoroute, puis en longeant l'autoroute jusqu'à son intersection avec le Rhône, en remontant le Rhône jusqu'à l'embouchure de la Lizerne, en remontant la Lizerne jusqu'à l'autoroute, point initial.

N.B. Le lièvre est protégé.

Mixte No 37 Grand Garde

Du pont de la Salentze à Dugny en suivant la route jusqu'à la jonction avec la route Ovronnaz – Randonne; par cette route en passant par Lousine jusqu'à l'Etra, puis par le sentier jusqu'à Euloi, pt 1998; en descendant la route en direction nord-est, jusqu'au pont de la Salentse à Ovronnaz vers le centre sportif, pt 1368; en descendant la rivière jusqu'au pont de Dugny, point initial.

N.B. La chasse au brocard est autorisée ainsi que celle des prédateurs chassables durant la chasse du brocard exclusivement.

Mixte No 38 Rogneux

Du torrent d'Aron au pt 1716, par la route passant devant le réservoir, suivre cette route direction nord-ouest passant par les pts 1664 et 1617 dans la forêt du Naset, de ce point par le sentier pédestre en direction du nord jusqu'au pt 1704, intersection avec le bisse du Vernay, en remontant ce dernier passant par le pt 2227 jusqu'à Erra d'en Haut, pt 2265; en poursuivant par la route Grands Revers direction sud jusqu'au grand couloir situé à proximité de Le

clou (pt balisage) en descendant ce couloir jusqu'à son intersection avec le sentier Le Clou – Petit Erra, en suivant ce dernier jusqu'au torrent d'Aron, point initial.
N.B. Seule la chasse au permis B est autorisée.

Mixte No 39 La Maye
Du pont menant à l'A Neuve en remontant la Dranse de Ferret jusqu'à l'intersection de cette rivière avec le premier torrent au nord du Merdenson (pt balisé); en remontant ce torrent passant par le pt 1683 jusqu'à l'alpage de la Léchère – Dessus pt 1877; puis en suivant le chemin pédestre du Petit Col Ferret jusqu'au pt 2144; de ce point en rejoignant d'une ligne droite le pt 2147 (balisage); puis en remontant le torrent jusqu'au pied de l'arête nord-est de la Pointe Allobrogia (balisage); en remontant cette arête jusqu'au sommet de la pointe Allobrogia pt 3172; puis en remontant l'arête italo-suisse jusqu'au sommet du Dolent pt 3820; puis en descendant l'arête nord-est du Dolent passant par les pts 3283, 3079, 2928 et 2731 jusqu'au sommet de la Maye pt 2642; puis en descendant l'arête nord-est de la Maye en passant par le pt 2307 jusqu'au sentier pédestre du bivouac du Dolent point de balisage, en descendant le sentier pédestre jusqu'à la route agricole la plus au sud, suivre cette dernière jusqu'au point initial.
N.B. Seule la chasse au permis B est autorisée.

Mixte No 40 St-Maurice
De l'intérieur du village d'Epinassey, route principale, en suivant celle-ci en direction sud jusqu'au pont sur le torrent de St-Barthélémy, en remontant celui-ci jusqu'à l'intersection avec le torrent à l'ouest de La Chaux; en remontant celui-ci jusqu'au virage de la route principale Epinassey-Mex; en suivant cette route jusqu'à l'entrée du village de Mex; puis en suivant cette route en direction nord-ouest jusqu'à la fin de la route goudronnée au lieu-dit Les Praz; de là direction sud-est par le sentier pédestre reliant Les Praz aux Cases; en redescendant ce chemin jusqu'au sommet de la route de la carrière; puis de là en descendant celle-ci jusqu'à l'intersection avec la ligne à haute tension; de ce point par la route direction sud-est jusqu'au pt 426; puis de là direction est jusqu'à la route principale St-Maurice – Epinassey; en remontant celle-ci jusqu'au point initial.
N.B. Le brocard, le sanglier et les prédateurs autorisés peuvent être chassés durant la période de la chasse au brocard.

Mixte No 41 Massongex
De la route principale Vérossaz – Les Giettes lieu-dit La Beune, en descendant par le balisage jusqu'aux Fréneys; puis de là en descendant par le tapis roulant de la carrière FAMSA SA jusqu'à la carrière de Massongex, de là en suivant le sentier pédestre jusqu'au pt 398; puis en remontant par la voie CFF du tonkin direction sud-est jusqu'au pt 405; puis en remontant la Rogneuse jusqu'à son intersection avec la route principale Vérossaz – Les Giettes au lieu-dit Aussays; puis en remontant cette route jusqu'à la Beune, point initial.
N.B. Dans ce district-franc, la chasse n'est pas autorisée pendant la période de chasse au brocard.

IV. Districts francs fédéraux

DFF No 1 Aletsch

Du barrage Gibidum le long de la Massa jusqu'au glacier d'Aletsch; en suivant la bordure gauche du glacier en passant par Chatzulecher jusqu'au pied de l'arête nord de l'Eggishorn; monter cette arête jusqu'au sommet de l'Eggishorn; de l'Eggishorn en direction de l'ouest en suivant l'arête jusqu'au sommet du Bettmerhorn, pt 2858; du Bettmerhorn le long de l'arête et de la ligne de partage des eaux en passant par Moosluo jusqu'à Hohflüe; d'ici, le long de l'arête (clôture SBN), jusqu'à l'hôtel Riederfurka; de là, le long du chemin entre l'hôtel Riederfurka et la cabane d'Aletsch, jusqu'au panneau d'indication Riederhorn – Casselweg; en suivant le Casselweg – sud jusqu'au panneau d'indication Riederhorn (balisage rouge): d'ici, en direction de l'ouest en passant par la lisière de la forêt en suivant le balisage rouge et en passant par Wyss – et Schwarzes – Felsch jusqu'à la Knebelbrücke; de la Knebelbrücke en descendant le couloir jusqu'au bisse de Riederi; d'ici en suivant le Massaweg en direction du nord jusqu'au pylône incliné; de là, en ligne droite, jusqu'à la Massa; puis, longer la Massa jusqu'au barrage de Gibidum, point initial.

DFF No 1 mixte Aletsch

Du Nieschbord à Oberried en suivant le chemin pédestre en direction de l'ouest à travers la forêt d'Oberried jusqu'à la Knebelbrücke; de là, en direction du nord-est le long de l'arête, jusqu'au Casselweg sud; en suivant ce chemin en direction de l'est jusqu'à l'hôtel Riederfurka; d'ici, en suivant la clôture SBN, jusqu'à Hohfluh; descendre en suivant le télésiège de Hohfluh jusqu'à la station de plaine; d'ici, en ligne droite, jusqu'à la station supérieure du téléphérique Riederalp – Ried-Mörel; suivre ce téléphérique jusqu'à l'intersection de la route forestière à Planier; descendre en suivant la route forestière jusqu'au Bildhäuschen (Riederwald); d'ici, en suivant l'ancien chemin de chasse jusqu'à Nieschbord, point initial.

N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 2A Alpjuhorn

De Ze Steinu, pt 1287, en montant en direction de l'ouest vers le bisse de Niwärch; longer ce bisse jusqu'au Chrachegraben vers Holz; monter ce couloir en direction du nord-ouest jusqu'au chemin alpestre Raaft – Obri Matte; suivre ce chemin en montant jusqu'à Indruwangschbodo et continuer en direction de l'ouest jusqu'à Mederboden; d''ici, en montant en direction nord-ouest jusqu'au paravalanches et directement sur l'arête; puis en longeant l'arête jusqu'à hauteur du pt 2364, et en poursuivant jusqu'à Roti Chüe pt 2471, et la cabane de Wiwanni; depuis la cabane, en direction de l'ouest, jusqu'au pied du rocher «Kleine Ougstchumme»; monter l'arête rocheuse jusqu'au Ougstchummhorn, pt 2880,7; de là, descendre en longeant la ligne de partage des eaux en passant par les pts 2653 et 2287 jusque sur l'Arbol. Continuer en passant par le pt 1965 jusqu'à Bitziboden et Bitzitorro; de là, en direction du nord-ouest, descendre vers les Nasulecher, continuer en suivant ce torrent et

descendre jusqu'au Bietschbach; remonter ce torrent jusqu'au pont à l'intersection du chemin pédestre et le Bietschbach. Suivre ce chemin pédestre jusqu'à la cabane de Bietschi; d'ici, continuer en remontant par ce sentier jusqu'au pont où le sentier se croise à Nouveau avec le Bietschbach (la cabane de Bietschi étant située en-dehors du DFF); suivre le Bietschbach en montant jusqu'à Reemstafel, pt 1999, puis en direction du nord-est, jusque sur l'arête; suivre cette arête en direction du nord jusqu'au Tiereggpass, pt 3046 et pt 3532; de là, en direction du sud-est, en passant par le pt 3293, puis 3138, jusqu'au Stockhorn; descendre du Stockhorn vers le pt 2276; continuer en direction de l'est jusqu'au pt 2598; d'ici, en direction du nord-est en passant par l'arête monter jusqu'au Strahlhorn, et en direction du nord en passant par le Grüebhorn, pt 3192, le pt 2989, le pt 3228 Baltschiederlicka, le pt 3219 jusqu'au Gredetschhorli, pt 3646; continuer vers l'est en passant par le pt 3720 jusqu'au Nesthorn; puis, en direction du sud-est en passant par le pt 3539, le pt 3620, jusqu'au pt 3554.4; d'ici, en direction du sud, en passant par le pt 3275, le Gänderhorn, le Grisigpasse, le Grisighorn, le Hofathorn, le pt 2593, le pt 2542 jusqu'au Saalgraben (au nord du Foggenhorn); puis, en direction du sud-ouest descendre le Saalgraben jusqu'au Mundbach, à Chiestelli, pt 1615; continuer en direction du sud en descendant le torrent jusqu'au Breitlöügrabu (Stafelbode); remonter ce couloir jusqu'au pt 2964, puis, en direction du nord en passant par Schiltfurgga, pt 2756 jusqu'au Schilthorn; de l'arête du Schildhorn descendre en direction du sud-ouest jusqu'à Färricha, pt 2335; continuer le sentier de Färricha en direction du nord-est jusqu'à Rote Bach; descendre le long de ce torrent jusqu'à l'embouchure du Baltschiederbach, suivre le Baltschiederbach en descendant jusqu'à Ze-Steinu, point initial 1284.

DFF No 2B Alpjuhorn

De l'embouchure du Tiefebach dans le Baltschiederbach, monter ce torrent jusqu'au Furgbach; longer ce torrent en montant jusqu'à l'intersection avec le chemin qui mène à l'alpage d'Eril; emprunter ce chemin en direction du sud à travers l'Erilwald jusqu'à Honalpa, pt 1992; poursuivre ce chemin jusqu'à Honegga, pt 1930; de là, descendre le chemin jusqu'à la Brunnenstube. Puis suivre la ligne de partage des eaux en direction du sud-est, passer par le pt 1562 et descendre jusqu'au bisse Gorperi; suivre ce bisse en direction du sud jusqu'au Tiefebach; descendre ce bisse jusqu'au Baltschiederbach, point initial.

DFF No 2A mixte Alpjuhorn

De Ze-Steinu, pt 1287, remonter le Baltschiederbach jusqu'à l'embouchure du Roten Bach; remonter le Rote Bach jusqu'au sentier qui mène à la Roti Chumma; suivre ce sentier en direction du sud jusqu'à Färricha, pt 2335; puis, suivre la ligne de partage des eaux en direction du nord-est jusqu'au Schilthorn; descendre en longeant l'arête en direction du sud jusqu'à Schiltfurga, pt 2756 et continuer dans la même direction jusqu'au pt 2964; de là, en suivant le Breitlöübgrabo en direction de l'est descendre jusqu'au Mundbach; remonter le Mundbach jusqu'à Chiestelli, pt 1615; d'ici, remonter le Salgraben en

direction de l'est jusqu'à l'arête. Suivre l'arête en direction du sud en passant par le Foggenhorn, le Birgischgrat, pt 2427 et le pt 2396 jusqu'au Wurzgrabe; descendre le Wurzgraben en direction du sud-ouest jusqu'au bisse de Birgischeri; suivre ce bisse en direction du nord jusqu'à Üsser Senntum, pt 1344; de là, en ligne droite et en direction du sud-ouest, monter le long du bisse «Wyssa» jusqu'au Gislerigraben.; remonter ce couloir en direction de l'ouest jusqu'au sentier qui mène de la Wildschutzhütte Bätthorn jusqu'à la Mässlowi; suivre ce sentier en direction de l'ouest jusqu'à la Wildschutzhütte et l'alpage Brischen, pt 2020; descendre le sentier jusqu'à la Gäruwase, pt 1817; de là, longer le sentier dans la même direction à travers le Mattwald-Brahitzerie jusqu'à la Brunnenstube, qui se trouve au bord du sentier Chastler – Honegga; de là longer le chemin jusqu'à Honalpa, pt 1992, et continuer ce chemin par l'Erilwald jusqu'au Furggbach, pt 1742; descendre le Furggbach dans le Baltschiederbach, remonter le Baltschiederbach jusqu'à Ze-Steinu, point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 2B mixte Alpjuhorn
De Mederbode en direction de l'est, suivre le sentier à travers Fuchsfeesch jusqu'au Fuchstritt (échelle); suivre le sentier jusqu'au pt 2065; suivre le Leditrejio jusqu'au couloir qui descend jusqu'à la Galta; descendre ce couloir jusqu'à la Galta (fin de la route); puis, suivre le sentier en direction de l'ouest en passant Gärste jusqu'au Bitziboden; de là, même limite que DFTM.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 3 Wilerhorn
Du Wilerhorn en direction du sud en passant par le Gletscherhorn, pt 3222, le Jegihorn, pt 3077, le Grosshorn, pt 2996, jusqu'au pt 2787; de là, descendre le couloir en direction de l'ouest jusqu'au Jolibach; de ce torrent descendre jusqu'au départ du Ladusoun, suivre ce bisse en direction de l'ouest en passant par Seebach – Stockwald – Mattachra jusqu'au point de l'intersection avec la route qui mène à la Spielbielalpji; suivre cette route en passant par la Spielbielalpji jusqu'au couloir (Treichigrabu) à l'est du Laduwald; de là, suivre le sentier en passant par le Laduwald jusqu'à Blattu; d'ici, suivre le Imiweg en passant par Marchgraben – Imine – Indrewald Mittelgrabu jusqu'à la voie ferrée du BLS; suivre la voie ferrée en direction de Goppenstein jusqu'au la Rot-Lowigraben, et descendre ce couloir jusqu'à la Lonza; remonter la Lonza jusqu'à l'embouchure à l'est du Loiwibach, remonter ce torrent jusqu'au unterem Sumpf; de là, suivre le sentier forestier en direction de l'Est jusqu'à la Bifig; d'ici, longer la route asphaltée jusqu'à l'intersection avec la nouvelle route forestière à la lisière inférieure de la forêt; suivre la route forestière jusqu'au Bätzlerbach; remonter ce torrent jusqu'à la frontière communale Kippel – Wiler; suivre la frontière communale en passant par le Bätzlerfriedhof, pt 2799, le pt 2362, jusqu'au Wilerhorn, pt 3307.4, point intitial.

DFF No A mixte Wilerhorn
Du pont du chemin pédestre BLS au pt 1024, suivre ce chemin pédestre en

direction de l'ouest jusqu'à la route forestière (Ritzubodu) au Thelwald; de là, continuer en direction du nord en longeant la ligne de partage des eaux du Bietschtal en passant par Prag – Seileggu; continuer en direction du sud en longeant la ligne de partage des eaux du Jolital jusqu'au Pragweg; descendre ce chemin jusqu'au Jolibach, remonter ce torrent jusqu'à l'embouchure du Ladusuon, puis même limite que le DFF Wilerhorn jusqu'au Jegihorn, pt 3077; continuer en direction du sud-est en descendant le long de l'arête jusqu'au Bietschbach; descendre le Bietschbach en passant par Jegisand-Nassi Pletscha jusqu'au pont à l'intérieur de la Bietschtalhütte où le chemin croise le Bietschbach; continuer ce chemin en direction de la Bietschtalhütte jusqu'à ce que le chemin croise à nouveau le Bietschbach; de là, suivre le Bietschbach jusqu'à l'embouchure des eaux du Nasenlöcher; remonter ces eaux jusqu'aux Nasenlöcher, continuer en direction du sud-est jusqu'à la ligne de partage des eaux (Bitzitorro-Kreuz) du Bietschtal – Leiggern; suivre cette ligne de partage des eaux en direction du sud en passant par le pt 1764.6-1418 jusqu'au chemin pédestre du BLS vers le Riedgarto; longer le chemin pédestre en direction de l'ouest jusqu'au pt 1024, point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 3B mixte Wilerhorn
De l'embouchure du Loiwibach oriental dans la Lonza, suivre la Lonza en remontant vers le barrage de Ferden; longer la rive sud du lac jusqu'à la Lonza; longer cette dernière en remontant jusqu'au Bätzlerbach; remonter ce torrent jusqu'à la nouvelle route forestière à la lisière inférieure de la forêt; de là, suivre cette route jusqu'à Bifig, pt 1572; d'ici, suivre le sentier en remontant en direction du unterer Sumpf jusqu'au Loiwinbach de l'est; descendre le Loiwinbach jusqu'à la Lonza – point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 4 Bietschhorn
De l'embouchure du Birchbach dans la Lonza, remonter la Lonza jusqu'au Krispelbach vers le Grundsee; remonter ce torrent jusqu'au pont du sentier à l'ouest du Grundsee; de là, en direction du sud jusqu'au Scheidgraben. Remonter ce couloir jusqu'à l'arête, pt 2783, et continuer en passant par la Gletscherspitza, pt 3063, jusqu'au Breithorn, pt 3785; de là, continuer en direction de l'ouest en passant par le Breitlauihorn, pt 3655, jusqu'au Baltschiederjoch, pt 3195, et poursuivre jusqu'à l'arête nord du Bietschhorn, pt 3706. Puis descendre l'arête nord-ouest jusqu'au Kleinen Nesthorn, pt 3336.1; d'ici, en direction du nord et en passant par l'arête, descendre jusqu'au Birchgletscher et poursuivre en direction de la source orientale du Birchbach; descendre le Birchbach jusqu'au paravalanche inférieur; descendre cette protection jusqu'au bout, de là retourner dans le lit de l'ancien torrent du Birchbach et descendre celui-ci jusqu'à son embouchure dans la Lonza, point initial.

DFF No 5 Turtmanntal
Le Pletschenbach, de son embouchure dans le Turtmannbach jusqu'à sa source, de là en ligne droite jusqu'au pt 2840, Niggelinlücke; d'ici, suivre

l'arête jusqu'au pt 3027, en passant par Altstafelhorn, le Signalhorn jusqu'au Ergischhorn; descendre le Chummugrabu jusqu'au bisse d'Ergisch; suivre ce bisse jusqu'au Turtmannbach; remonter ce torrent jusqu'au Wängersteg, Bodenweide; de là, suivre le chemin jusqu'à la route qui mène au Turtmanntal; descendre cette route jusqu'à Oberems jusqu'à la Hornschlöücht; puis en suivant le balisage rouge remonter la Hornschlöücht jusqu'à la Griebelalp, pt 2208; de la Griebelalp en direction de l'ouest en suivant la route forestière jusqu'à l'entrée de la galerie Illsee – Turtmann S.A.; de là, en ligne droite remonter jusqu'aux bandes de rocher d'Augstwäng et continuer en ligne droite jusqu'à l'Emshorn; de là, continuer jusqu'au Brunnethorn; du Brunnethorn, continuer en longeant l'arête jusqu'au Borterhorn et à la Bella Tola; continuer de la Bella Tola en passant par le Pas du Bœuf jusqu'au Meidspitz ou la Corne du Bœuf, pt 2935, jusqu'au Meidpass, pt 2790; d'ici, descendre le chemin jusqu'au Turtmannbach et descendre celui-ci jusqu'à l'embouchure du Pletschenbach, point initial.

DFF No 6 Loèche-les-Bains

De l'embouchure du Bennonggraben dans la Dala, remonter ce couloir jusqu'à la paroi rocheuse (2000 m d'altitude); de là, en direction du sud en longeant l'arête jusqu'au chemin pédestre Loèche-les-Bains – Montana; suivre ce chemin en direction de Montana jusqu'au sommet de la Chällerfluh; de là, en longeant l'arête en direction du nord jusqu'au Jägerchrüz, pt 2710.8; d'ici, suivre l'arête en passant par le Tschajetuhorn, le Trubelstock jusqu'au Schwarzhorn; du Schwarzhorn en direction du nord-ouest et du nord en passant par les pts 2619-2449-2806-2862 jusqu'au Steghorn; suivre l'arête en passant par le pt 2900 jusqu'au Roter Totz; continuer en passant par l'arête en direction du nord jusqu'au chemin pédestre Loèche-les-Bains – Adelboden; de là, longer le chemin pédestre en passant par la Rote Chumme à l'est du Daubensee jusqu'au Gemmipass, pt 2314; puis, longer l'arête en direction du nord-ouest en passant par les Plattenhörner, pt 2830, jusqu'au pt 3235, puis longer l'arête pointue jusqu'au Balmhorn; d'ici, longer le Gitzigrat en direction du sud-ouest jusqu'à la Gitzifurka, pt 2980; de la Gitzifurka en longeant l'arête jusqu'au Ferdenrothorn; du Ferdenrothorn en direction du Sud-Ouest en passant par les pts 3055-2824 jusqu'au Majinghorn, pt 3054; de là, en passant par les pts 2896-2965-2899 jusqu'au Torrenthorn; continuer en direction de l'ouest en longeant l'arête jusqu'au Mantschetgraben; suivre le Mantschetgraben en direction de la plaine jusqu'à la route Folljeret-Fluhalpe; puis, suivre cette route jusqu'au Majinggraben; poursuivre le long du couloir en direction de la plaine jusqu'à la Dala; descendre la Dala jusqu'à l'embouchure du Bennonggraben, point initial.

DFF No 7 Haut de Cry

De la Fava pt 2612, le Mont Gond pt 2709.9; de là jusqu'au Sex Riond pt 2026.5; en descendant par l'arête jusqu'à la barrière rocheuse (balisage); puis le torrent jusqu'à la route de la vallée; par cette route jusqu'à l'entrée du tunnel de Maduc; de là en descendant vers la Lizerne; en descendant la Lizerne jusqu'à l'embouchure du torrent de Bey; puis en remontant ce torrent en pas-

sant par le pt 1950, puis en suivant le sentier jusqu'au torrent de la Tine pt 1955, puis le sentier à la limite supérieure de la forêt jusqu'à l'arête du Scex Rouge; puis en suivant l'arête, pt 2563, le Haut de Cry pt 2969.2 puis en suivant l'arête en passant par le col de la Forclaz pt 2444; de là balisage jusqu'à la Dent de Chamosentze pt 2721, puis jusqu'au chemin de la cabane Rambert, par ce dernier jusqu'au Gouilles Rouges; puis par Cretta-Morez pt 2580, jusqu'au Grand Muveran pt 2982; ensuite la limite cantonale jusqu'au sommet des Diablerets pt 3209.7, puis l'arête longeant le glacier en passant par la Tour Saint-Martin jusqu'aux pts 2725.8, 2548, 2504, 2315 Tête Noire, jusqu'à la Fava, point initiaL.

DFF No 7 mixte Haut de Cry
De l'embouchure du torrent Bey, en descendant la Lizerne jusqu'à l'embouchure de la Tine; en remontant ce torrent jusqu'au chemin en limite supérieure des forêts, en passant par le pt 1950; puis en descendant le torrent Bey (balisage) jusqu'à la Lizerne, point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 8 Dixence
De la Rosablanche par l'arête des Mourtis pt 3166, en direction du col des Roux, le Mt Blava pt 2931.6 puis en descendant l'arête du Mt. Blava jusqu'au couronnement du barrage de la Grande-Dixence; du couronnement en direction est, le long des Rochers-de-Vouasson jusqu'au torrent de Merdéré; de ce torrent en remontant jusqu'à sa source, puis la Vouasson pt 3489.7, ensuite des Aiguilles Rouges, les Monts Rouges, jusqu'au Pas de Chèvres pt 2855, ensuite par le sentier jusqu'à la cabane des Dix et jusqu'au col de Cheilon pt 3243; puis en direction nord jusqu'à la Pointe de la Luette pt 3548, de là par l'arête jusqu'au Pleureur pt 3703, puis direction nord en passant par la Sâle, la pointe de Vasevay, la Pointe des Chamois, la Pointe du Crêt, le col du Crêt; de ce col en passant par Lui des Chamois puis par l'arête jusqu'à la Rosablanche, point initial.

DFF No 8 mixte Dixence
Du couronnement du barrage de la Dixence direction sud-ouest par l'arête du Mt-Blava pt 2931.6, puis par le col des Roux, le col des Mourtis pt 3166, le Miroir, puis en suivant le bord du glacier jusqu'au col de Prafleuri pt 2987; puis par la pointe d'Allèves pt 3046, puis l'arête en direction est jusqu'au sentier de Thyon – Dixence pt 2371; par ce sentier en passant par l'alpage d'Allèves puis le pt 2135 jusqu'à la limite de la réserve cantonale du Toueno; ensuite en descendant jusqu'à la Dixence (balisage) puis en remontant cette rivière jusqu'au couronnement du barrage de la Dixence, point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 9 Mauvoisin
Du couronnement du barrage de Mauvoisin en suivant la Dranse de Bagnes jusqu'à Fionnay, usine de la Grande Dixence; de cette usine en suivant l'ancien sentier des travaux de la conduite d'eau EOS jusqu'au torrent des Gre-

nays (balisage); ce torrent d'aval en amont jusqu'à la cote 2181, puis par le chemin de Rapoué jusqu'au torrent de Lourtier, en remontant par le balisage jusqu'au chemin reliant la cabane Mt-Fort au col Termin; puis par le couloir jusqu'au pt 3045; de là par l'arête jusqu'au Bec des Rosses pt 3222.8 et en ligne droite jusqu'au col des Gentianes; de ce col en direction sud-est en passant par le pt 3119 jusqu'au sommet du Mont-Fort pt 3328; en suivant l'arête jusqu'au Petit-Mont-Fort pt 3135, puis par la limite de la commune de Bagnes jusqu'au col de Louvie et par l'arête pts 3059-3141-3112 jusqu'à la Rosablanche pt 3336.3; de la Rosablanche en suivant l'arête direction sud par le col du Crêt Pointe du Vasevay, La Sâle, Le Pleureur, puis en direction de La Luette, jusqu'au pt 3436, de ce point en direction sud par le couloir jusqu'au glacier du Giétroz, en descendant le bord du glacier puis en remontant jusqu'au col du Giétroz pt 3107, puis en suivant l'arête Mt-Rouge du Giétroz jusqu'au pt 3385, de ce point en direction sud-ouest puis sud jusqu'au bas de l'arête puis par le balisage en direction ouest en passant par le pt 2976 et le torrent sud jusqu'au chemin reliant le Giétroz à Tsofeiret; de là par le torrent jusqu'au lac de Mauvoisin, par la rive droite du lac de Mauvoisin jusqu'au couronnement du barrage, point initial.

DFF No 9 mixte Mauvoisin

Du couronnement du barrage de Mauvoisin en ligne droite jusqu'à Pierre-Vire pt 2416, de là à une distance de 100 mètres du côté nord-ouest du sommet de l'arête des Mulets de la Lia jusqu'à la Becca de la Lia au nord du pt 3454; en suivant l'arête direction nord par le col de Bocheresse puis par le pt 3158 jusqu'au sommet du Grand Tavé, puis en ligne droite jusqu'au col des Otanes; de ce col en suivant l'arête direction nord en passant par le pt 2690 Becca de Corbassière, puis 2548 jusqu'au pt 2236; de là en ligne droite jusqu'au chemin de la cabane Fionnay – Panossières; en suivant ce chemin jusqu'à Fionnay, pont sur la Dranse; en remontant la Dranse de Bagnes jusqu'au couronnement du barrage de Mauvoisin, point initial.

N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

DFF No 10 Val Ferret

De la confluence de la Dranse de Ferret et de la Dranse d'Entremont à Orsières, en suivant cette dernière direction sud-est jusqu'au couloir balisé en amont du pont du Borratay pt 936; en remontant ce couloir puis en suivant le balisage en direction est jusqu'à la route forestière menant à Vichères, puis en suivant celle-ci jusqu'au virage de la route goudronnée de Vichères, en descendant cette route jusqu'à la ferme à l'entrée nord du village de Drance, en remontant la lisière par le balisage direction ouest jusqu'au Roc de Cornet (pt 1465); de là, par le chemin direction sud jusqu'au Tomeley (pt 1718); en suivant la route forestière menant à la forêt des Seyes jusqu'au torrent des Plans Devants; en remontant ce torrent direction sud-ouest jusqu'au pt 2151; puis par le balisage jusqu'au chemin de Tsalonstet; en suivant ce chemin passant par les pts 2110 et 2130 jusqu'au torrent des Arpalles; en descendant ce torrent jusqu'à son intersection avec la Dranse d'Entremont; en remontant cette rivière jusqu'au mur du barrage des Toules; puis par la rive gauche de

ce dernier jusqu'au torrent des Erbets; en remontant ce torrent jusqu'au pt 2515; puis en suivant le balisage direction sud-ouest jusqu'au Col sud des Planards pt 2735; puis en descendant par le balisage direction sud ouest jusqu'au torrent des Ars Dessus; en descendant ce dernier jusqu'au pont inférieur de la route d'alpage; puis par cette route jusqu'à la route goudronnée pt 1783; en descendant cette dernière jusqu'au départ des installations de ski de la Fouly; en remontant le télésiège puis le téléski jusqu'au chemin pédestre du Basset; en montant ce chemin jusqu'à l'altitude de 2200 mètres (pt balisé), en suivant cette altitude (balisage) direction nord-est jusqu'au premier torrent au sud du torrent I Drou (pt balisé); en descendant ce torrent jusqu'à son embouchure avec la Dranse de Ferret; en descendant cette rivière jusqu'à son intersection avec le torrent Tollent; en remontant ce torrent jusqu'au pt 1570 puis par le bras nord du torrent jusqu'au pt 1962; en suivant le balisage direction Nord-Est passant 100 mètres sous l'arête jusqu'au premier couloir au nord du torrent de la Sasse (pt balisé); en descendant ce couloir jusqu'au chemin pédestre menant à l'Allouage, en suivant ce chemin direction nord passant par le pt 1866 jusqu'au couloir au nord de ce dernier; en descendant ce couloir jusqu'au torrent de la Sasse, puis en descendant ce dernier jusqu'à la Dranse de Ferret; en descendant cette rivière jusqu'au premier torrent au nord des Arlaches sur la rive droite; en remontant ce torrent par son bras le plus au nord (balisage) jusqu'au pt 1962; de ce point direction ouest par la limite supérieure des rochers de la Grand Paray puis par la balisage jusqu'au pt 1639; puis par la limite supérieure des rochers à l'ouest de Plan Beu jusqu'au point balisé à la limite nord des Pierriers des Foillêts; en descendant la limite nord de ces derniers (balisage) puis par le couloir balisé jusqu'à la Dranse de Ferret; en descendant cette dernière jusqu'au point initial.

DFF No 10 A mixte Val Ferret

Du bassin d'accumulation de Palasuit en remontant la Dranse d'Entremont jusqu'à son intersection avec le torrent des Arpalles; en remontant ce dernier jusqu'au départ du chemin de Tsanlonstet; en suivant ce chemin direction nord en passant par les pts 2130, 2110, 2167 puis direction ouest jusqu'au pt 2151; de ce pt en descendant le torrent des Plans Devants jusqu'à la route forestière traversant la Forêt des Seyes; en suivant cette route direction nord-ouest jusqu'au Tomelet (pt 1718); puis en descendant le chemin direction nord passant par le pt 1512 jusqu'au Roc de Cornet pt 1465; de ce point direction est en suivant la lisière de la forêt (balisage) jusqu'à la route goudronnée; en remontant cette route jusqu'au premier virage à épingle après le village de Vichères puis de ce virage en suivant direction nord-ouest la route forestière jusqu'à son extrémité; de là en suivant le balisage direction nord-ouest jusqu'au couloir de la Forêt de Montatuay; en descendant ce couloir jusqu'à la Dranse d'Entremont (balisage); en remontant cette rivière jusqu'au point initial.

N.B. Depuis le Roc de Cornet, le chemin forestier qui mène dans la région du Creux (point 1627) peut être traversé avec le fusil déchargé.

N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée

DFF No 10 B mixte Val Ferret
Du point balisé dans la Dranse de Ferret en aval du village d'Issert à la hauteur de la croix du Creux des Praz; en remontant le couloir balisé direction est puis la limite nord des pierriers des Foillêts (balisage) jusqu'à la limite supérieure des rochers à l'Ouest de Plan Beu (balisage); en suivant cette limite franche des rochers jusqu'au pt 1639; de ce point en suivant le balisage jusqu'à la limite supérieure des rochers de la Grand Paray jusqu'au pt 1962; de ce point en descendant le torrent principal (balisage) jusqu'à la Dranse de Ferret; en descendant cette rivière jusqu'au point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée

DFF No 10 C mixte Val Ferret
De l'embouchure du torrent de la Sasse dans la Dranse de Ferret, en remontant ce torrent jusqu'au premier couloir affluant au torrent (balisage); en remontant ce couloir jusqu'au chemin de l'Allouage puis en suivant ce chemin direction sud jusqu'au premier couloir au nord du torrent de la Sasse (balisage); en remontant ce couloir jusqu'à 100 mètres dessous l'arête (pt balisé); de ce point direction sud puis ouest par le balisage jusqu'au pt 1962; de ce point en descendant le couloir jusqu'à l'embranchement nord du torrent du Tollent (pt1748), en descendant ce torrent jusqu'à la Dranse de Ferret puis par cette rivière jusqu'à l'embouchure du torrent de la Sasse, point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée

DFF No 10 D mixte Val Ferret
De l'intersection de la Dranse de Ferret avec le premier torrent au sud du torrent i Drou; en remontant ce torrent jusqu'à l'altitude de 2200 mètres (balisage); puis en suivant cette altitude direction sud-ouest (pts balisés) jusqu'au chemin pédestre du Basset; en descendant ce chemin jusqu'au sommet du téléski de l'Arpalle de la Fouly; en descendant ce téléski jusqu'à la route d'exploitation menant au télésiège puis en descendant ce dernier jusqu'au départ des installations de ski de la Fouly; de ce point en suivant la route jusqu'au pont menant à l'A Neuve, puis en descendant la Dranse de Ferret jusqu'au point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

OROEM 1 Bouveret – St-Gingolph
De l'embouchure du Rhône dans le Léman par la limite cantonale jusqu'à la passerelle du Fort; de là en suivant la route de la berge du fleuve, rive gauche jusqu'au chemin reliant le canal Stockalper pt 376; en suivant ce chemin en direction sud-ouest jusqu'au canal Stockalper; de là en remontant la rive droite de ce canal jusqu'à la hauteur du chemin de l'église de Port-Valais, en suivant la route jusqu'à la route cantonale, en suivant celle-ci jusqu'à l'école des Missions à Bouveret; de là par la route forestière direction ouest jusqu'à la route du Frenay au sud du pt 543; puis par cette route en direction de St-Gingolph jusqu'au port et toute la surface cantonale du Léman.
N.B. Il est interdit de tirer depuis la passerelle du Fort.

OROEM 2 Bretolet
Du col de Cou en suivant le chemin en direction Desailleu jusqu'à son intersection avec la Vièze en suivant la rivière jusqu'à son intersection avec le chemin Les Boutiers en montant ce chemin jusqu'au pt 1816, de là jusqu'à Latieurne, intersection avec le torrent de Barme, puis en remontant par le torrent latéral en direction du pt 1692 puis par les arêtes jusqu'au point 2713, pointe Bourdillon; en suivant la limite frontalière jusqu'au col de Cou point initial.

OROEM No 2 mixte
Du col de Cou pt 1921 en suivant le chemin direction Desailleu jusqu'à son intersection avec la Vièze puis en suivant la rivière jusqu'à son intersection avec le torrent venant de la Pierre, en remontant par ce dernier direction nord-ouest jusqu'à la première combe, en remontant celle-ci en direction nord-ouest jusqu'à l'arête frontière, de là par cette frontière en passant par la Pointe de Fornets – Le Vanet jusqu'au Col de Cou, point initial.
N.B. Seule la chasse haute (permis A) est autorisée.

Annexe III
à l'arrêté sur l'exercice de la chasse en Valais de 2016 à 2020

Routes interdites

a) L'utilisation des routes communales, de campagne et forestières citées ci-après est en principe interdite à tous les chasseurs (article 30 de l'arrêté). Certaines routes explicitement mentionnées dans cette annexe peuvent être utilisées avant 07h00 et après 18h00 ou nécessite la demande d'une autorisation préalable auprès de la commune. Cette réglementation est applicable sous réserve d'autres dispositions dans le texte pendant les 5 premières semaines de la chasse.

Agettes	- Route des Combes - Route du Gouilly
Anniviers	
- Ayer	- Route forestière de Morasses: du village de Mottec jusqu'au Biolec. - Route de Nava: du torrent du Lagec (à la cote 1900 m), au départ du chemin menant au chalet du «camp des Moyes» jusqu'à l'étable de Tsahelet. - Route du Petit-Mountet: du pont de l'Arpitetta (cote 1900 m) jusqu'à la cabane du Petit-Mountet. - Route de Singline: du pont de Singline jusqu'au restaurant d'altitude de Sorebois. - Route de la Step: du lieu-dit «Sempelet» jusqu'à la Step intercommunale;
- Chandolin	- Route de Gozan, depuis la station de départ du télésiège «Le Rotzé» jusqu'à l'intersection de la route de Tignousa. - Route du Bas de la St-Jean. - Route de Ponchet, depuis l'intersection de la route de l'alpage jusqu'au lieu-dit «Ponchet».
- Grimentz	- Route du lieu-dit Avoin/Les Tsougdires jusqu'au lieu-dit Les Tsougdires, entre les coordonnées 610'100/115'100 et 609'500/116'700.
- St-Jean	- Route Tracuit – Orzival, entre les coordonnées 608'170/120'095 et 608'710/117'540.
- St-Luc	- Route forestière du lieu-dit «Le Prilet» à l'alpage de Gilloux.
Autres routes	Toutes les autres routes munies d'une interdiction formelle sont interdites entre 7 h et 18 h, à l'exception de celles qui sont situées en rive gauche de la Gougra, puis de la Navizence (intersection des deux rivières), où la circulation est aussi possible durant la tranche de midi (11 h 30 – 14 h 30)
Bellwald	- Route d'alpage/forestière avec barrière située entre les coordonnées 655'550/142'575 et 655'975/143'600 Toutes les routes d'alpage, forestières et agricoles du territoire communal qui sont interdites à la circulation par signalisation.
Betten/ Bettmeralp	- Betten – Domo – Bettmeralp - Betten – Merli – Boden – Bettmeralp - Goppisberg – Guferwald
Binn	- Route forestière Imfeld – Grossi Twära ouverte à la circulation entre 19 h et 7 h durant la chasse haute; - Route forestière Binn – Aebnimatt ouverte à la circulation entre 19 h et 7 h durant la chasse haute; Toutes les routes d'alpage, forestières et agricoles du territoire communal qui sont interdites à la circulation par signalisation.
Blitzingen	Toutes les routes communales, de campagne et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]

Bourg-St-Pierre	La route forestière qui relie La Niord au Torrent des Arpalles, via la Forêt des Tronc, la Comba Massard, la Forêt du Milieu et la Grand Dzô, du point 1747 jusqu'au point 1892 à proximité du torrent susmentionné.
Brig-Glis	Toutes les routes d'alpage et forestières du territoire communal munies d'une interdiction de circuler sont interdites entre 7 h et 18 h.
Ernen	Les routes suivantes font l'objet d'une interdiction de circuler entre 7 h et 18 h: - Route communale Mühlebach – Chäserstatt (pas de signalisation), entre les coordonnées 655'640/140'340 et 656'496/139'885. - Route forestière Ernen – Frid, entre les coordonnées 654'515/138'900 et 655'100/138'200. - Route forestière Ernen – Rappental, entre les coordonnées 654'515/138'900 et 656'950/138'490. - Route forestière Cholegga – Ried, entre les coordonnées 653'985/137'465 et 655'347/137'582. - Route de campagne Wasen – Binnachra, entre les coordonnées 653'215/137'395 et 652'590/136'900. - Route communale Rufibord – Bättelbach, entre les coordonnées 656'870/141'505 et 657'620/142'547. - Route agricole Lätzes Üsserbi – Biine, entre les coordonnées 654'814/136'739 et 655'202/136'568. - Route agricole Lätzes Üsserbi – Bodme, entre les coordonnées 654'814/136'739et 654'555/136'525.
Grächen	- Route forestière Rinderwald interdite entre 7 h et 18 h; Interdiction générale: - route forestière Hohtschuggo, à partir du restaurant Jägerstube; - chemin de campagne „Ober Bärgji", à partir du Wasserschloss; - chemin de campagne „Zum See – Ritti" à partir du „zum See"-Dirri-Ritti; - route de campagne Hannig, à partir du „zum See"; - route de campagne Bina-Hohtschuggo, à partir du Binna-Titter-Chummulti - route de campagne Taa, à partir du dépôt „Ruppen" Ritti-Taa. Remarque : pour le transport du cerf, le chasseur peut demander une autorisation auprès de l'administration communale.
Grafschaft	Toutes les routes communales, de campagne et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]
Grengiols	Les routes suivantes font l'objet d'une interdiction de circuler entre 7 h et 18 h: - Route forestière Hofstatt – Hittentwärra, entre les coordonéées 651'950/136020 et 652'374/134'515. - Route agricole, Hofstatt – Hockmatta, entre les coordonnées 651'950/136'020 et 653'510/136'720. - Route agricole/forestière Heilig Kreuz – Aschpi, entre les coordonnées 656'540/132'450 et 655'725/132'710. Interdiction générale : - Route agricole/forestière Hittentwärra – Furgerschäller, entre les coordonnées 652'374/134'515 et 653'345/133'280. - Route forestière Holzicheer – Firsitte, entre les coordonnées 652'460/135'705 et 653'700/135'560. - Route forestière Aschpi – Furgerschäller, entre les coordonnées 655'725/132'710 et 653'345/133'280
Hérémence	- Route forestière de Riod. - Route forestière des Grands-Plans.

Inden	Les routes suivantes font l'objet d'une interdiction de circuler entre 7 h et 18 h: - Route agricole/forestière Gstei, jusqu'à Glü, - Route agricole/forestière Larschi, jusqu'à l'alpage de Larschi.
Isérables	Dès la barrière sur toutes les routes forestières.
Kippel	Les routes suivantes font l'objet d'une interdiction de circuler entre 7 h et 18 h: Lonzastäg Kippel – Rinderchrum (Haus Pommetta) – Bäzlerbach Lonzastäg Kippel - Bifig Remarque : cette règlementation n'est valable que durant la chasse haute.
Loèche-les-Bains	Pour les routes faisant l'objet d'une restriction de circuler, une autorisation doit être demandée auprès de la police municipale de Loèche-les-Bains.
Mollens	Pour les routes faisant l'objet d'une restriction de circuler, une autorisation doit être demandée auprès de la police municipale de Crans-Montana
Mörel-Filet	La route forestière menant à Tunetsch est interdite à la circulation entre 7 h et 18 h.
Münster/ Geschinen	Toutes les routes communales, agricoles et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]
Naters	- Route forestière Tätschen – Vogelbrunnji - Route de campagne Hegdorn – Aegerten/Schrattji - Strasse rechtes Rhoneufer ab Kieswerk/Driesten-Mundbach
Nendaz	Dès la barrière sur toutes les routes forestières. - la route Le Favouet – Fontanettes - la route Le Favouet – Les Crêtes Blanches
Niederwald	Toutes les routes communales, de campagne et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]
Oberems	Pour l'utilisation de la route forestière en direction Raft- und Griebealp, l'autorisation est délivrée par la commune.
Obergoms	Toutes les routes communales, agricoles et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]
Orsières	La route qui mène aux Planchamps d'Issert
Randa	- Route forestière Bodi - Route Eie-Kieswerk - Route Schiessstand-Dorfbach - Route Randa-Unners Lerch
Reckingen/ Gluringen	Toutes les routes communales, agricoles et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]
Ried-Brig	- La route forestière du vieux pont de Ganter, le long du torrent de Ganter jusqu'au Gantergrund; - la route forestière, de la route du Simplon jusqu'à Mittubäch; - la route forestière qui conduit de Rothwald en direction de la forêt de Santantoni; - la route qui part de la Rosswaldstrasse direction Stückiegga-Eist.
Riederalp	- Strasse Oberried-Riederalp - Strasse Goppisberg-Riederalp
Riddes	- Route de l'alpage Chassoure depuis le Marteau aux Plans: interdiction de circuler de 7 h et 18 h.
Saas-Almagell	- Route Staudamm Mattmark-Schwarzbergalp-Distelalp
Saas Grund	La route forestière Bodmen/Zerengi/Brunne, à partir de Saas-Grund est interdite entre 7 h et 18 h.

Sierre	Toutes les routes communales, agricoles et forestières qui sont pourvues d'une interdiction de circuler.[1]
Simplon-Dorf	- Route forestière qui relie Üssers Täl avec Walderuberg (Panoramastrasse). - Route forestière Chastelberg: ouverte jusqu'à la bifurcation Walibach «Homatta». - Route forestière Bodmen: ouverte jusqu'au 2e virage «Gäri»; - Route agricole Heji: ouverte jusqu'au point «Heji».
Stalden	- Route Lichtbielzug à partir de la place de pique-nique jusqu'à la place de dépôt de bois. - Route Obere Riedjiwald à partir de la fin de la route goudronnée après le hameau Riedji.
Staldenried	- Accès à Gspon depuis le territoire de Stalden - Accès à Klebodo dès la place de rebroussement pour Trigi.
St. Maurice	- Route forestière Mex-Les Planets/Ceintaneire
St. Niklaus	- toutes les routes agricoles et forestières hors du réseau rouge.
Täsch	La route sur la Täschalp est interdite entre 7 h et 18 h.
Termen	- Route Rosswald – Stafelalpe; - Route forestière, de la route nationale jusqu'à z'Garten.
Vex	Route agricole Chemin des Moulins pendant la période des vendanges
Visperterminen	De Giw dans le Nanztal les tronçons de route suivants sont interdits: - Mättwe-Alte Stafel - Bististafel-Gross Läger - Bistimatte-Hermettje-zer Altu Chilchu Remarque : pour la route qui mène au Nanztal, la commune délivre les autorisations nécessaires.
Wiler	- Route forestière Bannwald - Route forestière Obrä Wald
Zermatt	Toutes les routes à partir du signal d'interdiction de circuler à l'entrée de Zermatt.

b) Toutes les communes qui ne sont pas citées n'ont pas annoncé de restrictions sur l'utilisation des routes sur leur territoire au Service. L'utilisation des routes est dès lors autorisée, conformément aux articles 30 et 31 de l'arrêté.

[1] Pour le transport du gibier qu'il a tiré, le chasseur peut utiliser les routes pendant les tranches horaires autorisées selon l'arrêté quinquennal en vigueur. Pour le transport du cerf, les tranches horaires ne sont pas applicables. Le chasseur doit utiliser le chemin le plus court entre le lieu du tir et le lieu du contrôle et doit prealablement en informer le garde chasse par téléphone. Après le contrôle, le véhicule peut être remis à l'endroit où il se trouvait avant le transport.

BO No 28/2016, p. 1840.

Arrêté complémentaire concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020

du 8 juillet 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 87 de la Constitution cantonale,
vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP),
vu l'ordonnance sur le vote par correspondance du 12 mars 2008 (OVC),
vu le décret sur le mode d'élection du Grand Conseil du 9 mars 2016,
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 Champ d'application
Le présent arrêté complète l'arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 2016 concernant l'élection des autorités communales pour la législature 2017-2020.

Art. 2 Principe d'égalité
Dans le présent arrêté, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Art. 3 Elections au système proportionnel – Répartition des sièges
Pour les élections communales se déroulant selon le système proportionnel, la répartition des sièges s'effectue selon les modalités et principes suivants.

Art. 4 Quorum
Les listes qui n'ont pas atteint huit pour cent du total des suffrages de parti sont éliminées de la répartition. Les suffrages des listes éliminées sont toutefois comptés pour la détermination du quotient.

Art. 5 Première répartition des sièges
[1] Le nombre total des suffrages de parti est divisé par le nombre, plus un, des sièges à attribuer. Le résultat ainsi obtenu est élevé au nombre entier immédiatement supérieur et celui-ci constitue alors le quotient.
[2] Chaque liste ayant obtenu le quorum a droit à autant d'élus que son nombre total de suffrages de parti contient de fois le quotient.

Art. 6 Répartitions suivantes
[1] Les sièges restants sont attribués un par un selon la procédure suivante:
a) on divise le nombre de suffrages de parti obtenu par chacune des listes par le nombre de sièges plus un qu'elle a déjà obtenus;
b) on attribue le premier des sièges restants à la liste qui obtient le plus fort quotient;

c) si plusieurs listes obtiennent ce plus fort quotient, le premier des sièges restants revient à la liste qui a obtenu le plus grand reste après la division prévue à l'article 5 alinéa 2;
d) si plusieurs listes ont obtenu ce plus grand reste, le premier des sièges restants revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages de parti;
e) si plusieurs listes ont obtenu ce même plus grand nombre de suffrages de parti, le premier des sièges restants revient à la liste dont le candidat a obtenu le plus grand nombre de suffrages;
f) si, enfin, plusieurs candidats se trouvent dans cette situation, c'est le sort qui décide.

[2] On répète l'opération jusqu'à ce que tous les sièges soient attribués.

Art. 7 Entrée en vigueur
Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication dans le Bulletin officiel.

Ainsi arrêté en séance du Conseil d'Etat le 8 juillet 2016, pour être inséré dans le Bulletin officiel et affiché dans toutes les communes du canton.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 29/2016, p. 1968.

Arrêté concernant l'élection d'une députée-suppléante au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sion)

du 4 juillet 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Sion, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la démission présentée par M. Gilles Disero, à Sion, député-suppléant;
vu la déclaration d'acceptation de Mme Cathy Berthouzoz, à Saint-Séverin, première députée-suppléante non élue sur la liste N° 5 Les Verts du district de Sion;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
Mme Cathy Berthouzoz, à Saint-Séverin, est proclamée élue députée-suppléante au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 4 juillet 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 15 juillet 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 29/2016, p. 1968.

Arrêté
modifiant et prolongeant l'arrêté du Conseil d'Etat étendant le champ d'application de la convention collective de travail en matière de retraite anticipée pour les travailleurs du secteur principal de la construction et du carrelage du canton du Valais (Retabat)

du 16 mars 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;
vu l'article 7 alinéa 2 de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête d'extension présentée par les organisations signataires de la convention collective;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais numéro 29 du 18 juillet 2014, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 28 juillet 2014;
considérant que dix-sept oppositions ont été formulées et rejetées;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

arrête:

Art. 1
L'extension de la convention collective de travail en matière de retraite anticipée pour les travailleurs du secteur principal de la construction et du carrelage du canton du Valais (Retabat) est modifiée et prolongée (arrêtés des 30 juin 2004, 14 octobre 2009 et du 13 avril 2011) à l'exclusion des clauses en caractère normal mentionnées dans la publication au Bulletin officiel du canton du Valais du 18 juillet 2014.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à tout le territoire du canton du Valais.

Art. 3
La convention s'applique à toutes les entreprises, respectivement parties d'entreprises qui ont une activité dans les secteurs de/du bâtiment, génie civil, car-

relage, travaux souterrains, construction de routes (y compris la pose de revêtements), terrassement, démolition, décharges et recyclage, à l'exception des installations fixes de recyclage en dehors du chantier, exploitation de carrières, pavage, construction de façades, isolation de façades, montage d'échafaudages, taille de la pierre, travaux de béton, injection et assainissement de béton, sciage et forage, asphaltage, chapes, étanchéité et isolation pour des travaux effectués sur l'enveloppe des bâtiments au sens large du terme et des travaux analogues dans le domaine du génie civil et des travaux souterrains, matériaux stockables, construction et entretien de voies ferrées, commerce avec ces matériaux, y compris le transport du et aux chantiers. Les entreprises d'extraction de sable et de gravier, y compris le transport du et au chantier, sont exclues du champ d'application de la CCT.

Art. 4
La convention s'applique aux travailleurs suivants, occupés sur des chantiers situés sur le territoire valaisan et dans des ateliers d´entreprises de construction ou de carrelage au sens de l´article 2, quel que soit leur salaire et la durée de leur engagement, en particulier les contremaîtres et chefs d´atelier, les chefs d´équipe, les travailleurs professionnels tels que maçons, constructeurs de routes, paveurs, carreleurs, échafaudeurs, les ouvriers de la construction ou d'entreprises de carrelage (avec ou sans connaissances professionnelles), les spécialistes tels que machinistes, chauffeurs, magasiniers, isoleurs et auxiliaires, pour autant qu´ils soient également soumis au champ d´application de la CN.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (loi sur les travailleurs détachés, LDét) et des articles 1 et 2 de son ordonnance du 21 mai 2003 (Odét) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
La caisse, respectivement la fondation, devront transmettre chaque année au Service de protection des travailleurs et des relations du travail et à Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale les comptes approuvés et complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue, et, chaque six mois la situation de l'évolution des cotisants et des comptes. Une information dans le même sens sera transmise chaque année aux travailleurs et employeurs soumis à la CCT RETABAT. A défaut et en cas de doute sur la pérennité de la caisse, la décision d'extension pourra être révoquée par l'autorité de céans. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche[1] et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2023.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat: **Jacques Melly**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche le 28 juillet 2016.

Le texte de la CCT a paru dans le bulletin officiel numéro 29 du 18 juillet 2014. Pour l'obtenir, s'adresser à la Commission professionnelle paritaire ou auprès du Service de protection des travailleurs et des relations du travail.

BO No 32/2016, p. 2136.

Arrêté
fixant l'entrée en vigueur de la modification la loi d'application du code pénal

du 10 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que la modification de la loi d'application du code pénal a été adoptée en lecture unique par le Grand Conseil le 12 mai 2016;
attendu que cette modification a été publiée au Bulletin officiel du 10 juin 2016;
attendu que cette modification n'est pas soumise au référendum facultatif;
vu qu'en date du 4 mars 2016, le Conseil fédéral a fixé au 1er octobre 2016 l'entrée en vigueur des dispositions légales mettant en œuvre l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Article unique
La modification du 12 mai 2016 de la loi d'application du code pénal entre en vigueur le 1er octobre 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 10 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 34/2016, p. 2246.

Arrêté concernant les émoluments et les taxes et contributions à charge des participants à une formation continue

du 10 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 3 de la Constitution cantonale;
vu la loi sur la formation continue des adultes du 2 février 2001;
vu la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 juin 2008 (LALFPr), en particulier les articles 2 al. 1 let. c, 3 al. 2 let. c, 17 al. 2 let m et 88;
vu l'ordonnance concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 9 février 2011(OLALFPr), en particulier les articles 59 à 62;
vu l'ordonnance concernant les procédures d'encaissement et de recouvrement du 28 juin 2006;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Art. 1 Champ d'application
Le présent arrêté définit les principes, les conditions de facturation, les montants des taxes d'inscription, les taxes d'auditeur, les émoluments, les frais de matériel liés à la participation à un cours organisé par le Service de la formation professionnelle (ci-après: SFOP).

Art. 2 Principes
[1] Le bureau de la formation continue (ci-après: le bureau) gère, sous la responsabilité du SFOP, le portail d'entrée permettant aux adultes de s'informer et de s'inscrire aux formations continues proposées.
[2] Le bureau organise la formation continue dans le canton en fonction des règlements d'examen et directives fédéraux.
[3] Le bureau se réserve le droit de procéder à des modifications des programmes de cours, notamment en cas de modification des règlements d'examen et directives fédéraux.
[4] Le bureau peut mandater des prestataires externes pour l'organisation des formations continues conformément à l'article 60 de l'ordonnance concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 9 février 2011(OLALFPr).

Art. 3 Conditions de facturation
[1] Le bureau calcule l'ensemble des coûts liés à l'organisation des cours de formation continue ainsi que les prestations de formation pour chaque offre.

[2] Les frais de formation sont en principe calculés de manière à autofinancer la totalité de la prestation.

Art. 4 Montants
[1] Le montant de la période de cours de 50 minutes se monte à 20 francs et comprend les taxes d'inscription, respectivement les taxes d'auditeur, les émoluments ainsi que les frais de matériel.
[2] Le montant global du cours de formation continue figure dans le formulaire d'inscription en ligne.

Art. 5 Facturation
[1] La facturation des cours de formation continue est répartie en deux tranches, excepté pour des formations inférieures à 50 périodes.
[2] La première facture est adressée au plus tard 30 jours après le début de la formation et la seconde au plus tard 30 jours après la moitié de la durée de la formation.

Art. 6 Conditions de paiement
Les conditions de paiement sont réglées par l'ordonnance concernant les procédures d'encaissement et de recouvrement du 28 juin 2006.

Art. 7 Interruption de la formation
[1] Sauf cas de force majeure dûment motivés, l'interruption de la formation ne donne droit à aucun remboursement.
[2] Une taxe administrative peut être perçue.

Art. 8 Recours
[1] Les factures fondées sur le présent arrêté peuvent faire l'objet d'une réclamation auprès du Service de la formation professionnelle.
[2] La procédure de recours est régie par la loi sur la procédure et la juridiction administratives du 6 octobre 1976 (LPJA).

Art. 9 Entrée en vigueur
Le présent arrêté est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur avec effet rétroactif au 1er août 2016.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 10 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 34/2016, p. 2246.

Arrêté fixant le montant des contributions de remplacement et de rachat pour les abris de la protection civile

du 10 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 de la Constitution cantonale;
vu les articles 46, 47 et 48 de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile du 4 octobre 2002;
vu l'article 21 de l'ordonnance fédérale sur la protection civile du 5 décembre 2003;
vu les articles 26, 31 et 32 de la loi cantonale sur la protection civile du 10 septembre 2010;
sur la proposition du Département de la sécurité, des affaires sociales et de l'intégration,

arrête:

Art. 1 But
Le présent arrêté fixe le montant de la contribution de remplacement dû en cas de non réalisation de places protégées ainsi que celui relatif à la contribution de rachat ou à la sûreté exigée en cas de réalisation d'un abri commun de protection civile.

Art. 2 Contributions de remplacement
Le montant de la contribution de remplacement est fixé comme suit:

a) 800 francs par place jusque à la 12e place protégée obligatoire;
b) ce montant est réduit à 740 francs par place jusqu'à 15 places;
c) ce montant est réduit à 720 francs par place jusqu'à 17 places;
d) ce montant est réduit à 680 francs par place jusqu'à 20 places;
e) ce montant est réduit à 650 francs par place jusqu'à 23 places;
f) ce montant est réduit à 625 francs par place jusqu'à 26 places;
g) ce montant est réduit à 605 francs par place jusqu'à 29 places;
h) ce montant est réduit à 585 francs par place jusqu'à 32 places;
i) ce montant est réduit à 570 francs par place jusqu'à 35 places;
j) ce montant est réduit à 555 francs par place jusqu'à 38 places;
k) ce montant est réduit à 545 francs par place jusqu'à 41 places;
l) ce montant est réduit à 535 francs par place jusqu'à 44 places;
m) ce montant est réduit à 525 francs par place jusqu'à 47 places;
n) ce montant est réduit à 515 francs par place jusqu'à 50 places;
o) ce montant est réduit à 505 francs par place jusqu'à 53 places;
p) ce montant est réduit à 500 francs par place jusqu'à 74 places;
q) ce montant est réduit à 495 francs par place dès 75 places.

Art. 3 Contributions de rachat
Le montant fixé à l'article 2 s'applique par analogie aux contributions de rachat destinées à la réalisation d'abris communs.

Art. 4 Sûretés
Le montant des sûretés à déposer lors de la réalisation d'abris communs équivaut à celui des contributions de remplacement.

Art. 5 Dispositions transitoires et finales
[1] Le présent arrêté abroge l'arrêté de même nom du 21 décembre 2011.
[2] Dès sa publication au Bulletin officiel, le présent arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2012.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat à Sion, le 10 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 34/2016, p. 2246.

Arrêté
modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat étendant le champ d'application de la convention collective de travail de la construction métallique du canton du Valais et étendant son avenant sur la caution

du 4 juillet 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail;
vu l'article 7 alinéa 2 de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête de modification et extension présentée par les organisations signataires de la convention collective;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais no 20 du 13 mai 2016, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 24 mai 2016;
considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture;

arrête:

Article premier
L'arrêté du 13 août 2014 étendant le champ d'application de la convention collective de travail de la construction métallique du canton du Valais est modifié et son avenant sur la caution est étendu, à l'exception des dispositions en caractère normal selon publication parue dans le Bulletin officiel du canton du Valais du 13 mai 2016.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à tout le territoire du canton du Valais.

Art. 3
Il s'applique d'une part à tous les employeurs qui exploitent une entreprise d'usinage de la tôle et de métaux pour la fabrication et/ou le montage des produits suivants : portes, portails, éléments coupe-feu, fenêtres, façades, meubles métalliques, équipement de magasins, réservoirs, récipients, appareils, plates-formes, éléments préfabriqués pour la construction métallique, systèmes de sécurité, clôtures, produits soudés, produits métalliques pour le génie civil, de serrurerie et de construction en acier et à tous les travailleurs qualifiés,

spécialisés et non-qualifiés occupés à titre stable ou occasionnel par ces entreprises, d'autre part, quel que soit le mode de rémunération, à l'exclusion des membres de la famille du propriétaire de l'entreprise, aux cadres supérieurs ainsi qu'au personnel administratif et technique et des apprentis au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle.

Art. 4
Dans le cadre des contrôles relatifs à l'application de la convention collective, les membres de la commission paritaire de la profession sont tenus d'observer le secret de fonction.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail du 8 octobre 1999 (loi sur les travailleurs détachés; LDét) et des articles 1 et 2 de son ordonnance du 21 mai 2003 (Odét) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de de l'économie, de la formation et de la recherche1 et déploie ses effets jusqu'au 31 mai 2018.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 4 juillet 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche le 8 août 2016.

Le texte de la CCT a paru dans le bulletin officiel numéro 20 du 13 mai 2016. Pour l'obtenir, s'adresser à la Commission professionnelle paritaire ou auprès du Service de protection des travailleurs et des relations du travail.

BO No 34/2016, p. 2247.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi abrogeant la loi d'application concernant la destruction non dommageable des cadavres d'animaux et de l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 59 de la loi fédérale sur les épizooties du 1er juillet 1966;
vu la décision du Conseil d'Etat du 3 février 2016 d'adopter l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux, sous réserve de l'acceptation par le Grand Conseil de la loi abrogeant la loi d'application concernant la destruction non dommageable des cadavres d'animaux du 12 mai 1987;
attendu que la loi abrogeant la loi d'application concernant la destruction non dommageable des cadavres d'animaux du 12 mai 1987 a été acceptée par le Grand Conseil le 12 mai 2016 en une seule lecture;
attendu que cette loi est soumise au référendum facultatif;
attendu que la loi a été publiée dans le Bulletin officiel du 10 juin 2016;
attendu que le délai référendaire prend fin le 8 septembre 2016;
attendu l'absence de référendum dans le délai;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Article unique
La loi du 12 mai 2016 abrogeant la loi d'application concernant la destruction non dommageable des cadavres d'animaux du 12 mai 1987 et l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux du 3 février 2016 entrent en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 39/2016, p. 2560.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi cantonale sur le travail

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'adoption de la loi cantonale sur le travail par le Grand Conseil en date du 12 mai 2016;
attendu que dite loi a été publiée au Bulletin officiel no 23 du 3 juin 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé à l'échéance du délai fixé au 1er septembre 2016;
vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 70 de la loi cantonale sur le travail, en vertu duquel il appartient au Conseil d'Etat d'édicter les dispositions d'application nécessaires;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Article unique
La loi cantonale sur le travail adoptée par le Grand Conseil en date du 12 mai 2016 entre en vigueur le 1er octobre 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 39/2016, p. 2560.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés .et de la loi fédérale sur le travail au noir

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'adoption par le Grand Conseil de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir en date du 12 mai 2016;
attendu que dite loi a été publiée au Bulletin officiel no 23 du 3 juin 2016;
considérant que dite loi n'est pas soumise au référendum facultatif;
vu l'article 57 alinéa 2 de la Constitution cantonale;
vu l'article 21 de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir, en vertu duquel il appartient au Conseil d'Etat d'édicter les dispositions d'application nécessaires;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Article unique
La loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir adoptée par le Grand Conseil en date du 12 mai 2016 entre en vigueur le 1er octobre 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 39/2016, p. 2560.

Arrêté
fixant l'entrée en vigueur de la loi sur les violences domestiques

du 14 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'adoption de la loi sur les violences domestiques par le Grand Conseil en lecture unique le 18 décembre 2015;
attendu que la loi précitée a été publiée au Bulletin officiel numéro 4 du 22 janvier 2016 pour être soumise au référendum avec indication du délai référendaire échéant au 21 avril 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Article unique
La loi sur les violences domestiques du 18 décembre 2015 entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 14 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 39/2016, p. 2560.

Arrêté
fixant le nombre de députés à élire par district pour la législature 2017-2021

du 21 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

Vu les articles 57 alinéa 3, 84, 85 et 86 de la Constitution cantonale;
Vu la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP);
Vu les résultats du recensement fédéral du 31 décembre 2015;
Vu la loi sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes du 9 mars 2016;
Sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Article premier
La répartition entre les districts des 130 sièges de députés au Grand Conseil pour la législature 2017-2021 est fixée comme il suit:

1. Population suisse de résidence du canton: $\frac{258'612}{130} = 1'989.32$

quotient : 1'990

2. Districts

	Pop. suisse	**1re répartition: pop. suisse 1990**	**Reste**	**2e répart. 7 sièges attribués aux plus forts restes**	**Attrib. totale**
Conches	3'935	1	1'945	1	2
Rarogne oriental	2'671	1	681		1
Brigue	22'768	11	878		11
Viège	22'257	11	367		11
Rarogne occidental	7'164	3	1'194	1	4
Loèche	10'541	5	591		5
Sierre	34'163	17	333		17
Hérens1	9'475	4	1'515	1	5
Sion2	35'315	17	1'485	1	18
Conthey	21'201	10	1'301	1	11
Martigny	34'053	17	223		17
Entremont	11'419	5	1'469	1	6
St-Maurice	10'604	5	654		5
Monthey	33'046	16	1'206	1	17
Total	258'612	123	13'842	7	130

[1] non compris les Agettes
[2] y compris les Agettes

Art. 2
Les suppléants sont élus, dans chaque district, en nombre égal à celui des députés.

Art. 3
Les modalités de cette élection sont déterminées par un arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 4
Le présent arrêté entre en vigueur dès sa promulgation.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat à Sion, le 21 septembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 40/2016, p. 2631.

Arrêté concernant l'élection d'un député au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Conthey)

du 28 septembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Conthey, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la démission présentée par M. Sébastien Roh, à Erde, député;
vu la déclaration d'acceptation de M. Emmanuel Chassot, à Conthey, premier député-suppléant élu sur la liste N° 2 du Parti Démocrate-Chrétien du district de Conthey;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
M. Emmanuel Chassot, à Conthey, est proclamé élu député au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 28 septembre 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 7 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 41/2016, p. 2721.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi sur l'enseignement spécialisé

du 5 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que la loi a été adoptée par le Grand Conseil en lecture unique le 12 mai 2016;
attendu que la loi précitée a été publiée au Bulletin officiel no 24 du 10 juin 2016 pour être soumise au référendum avec indication du délai référendaire échéant au 8 septembre 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile contre cette loi;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la formation et de la sécurité,

arrête:

Article unique
La loi sur l'enseignement spécialisé du 12 mai 2016 entre en vigueur le 1er décembre 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 5 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 42/2016, p. 2778.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur la composition de l'Hôpital du Valais

du 5 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que l'ordonnance sur la composition de l'Hôpital du Valais du 17 février 2016 a été approuvée par le Grand Conseil en lecture unique le 10 mai 2016;
attendu que l'ordonnance précitée a été publiée au Bulletin officiel numéro 24 du 10 juin 2016;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Article unique
L'ordonnance sur la composition de l'Hôpital du Valais, approuvée par le Grand Conseil le 10 mai 2016, entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 5 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 42/2016, p. 2778.

Arrêté
remettant en vigueur l'extension de la convention collective de travail des travailleuses et travailleurs des entreprises de parc, jardin et paysagisme du Valais romand et étendant le champ d'application de son avenant

du 10 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;
vu l'article 7, alinéa 2, de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête d'extension présentée par les organisations signataires de la convention collective;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais No 26 du 24 juin 2016, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 29 juin 2016;
considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Art. 1
L'extension de la convention collective de travail des travailleuses et travailleurs des entreprises de parc, jardin et paysagisme du Valais romand est remise en vigueur (arrêtés des 19 janvier 2011 et 13 août 2014) et le champ d'application de son avenant sur les salaires est étendu à l'exclusion des clauses en caractère normal dans la publication au Bulletin officiel du canton du Valais.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à toute la partie francophone du canton Valais.

Art. 3
Il s'applique à tous les employeurs, à tous les travailleurs et aux apprentis des entreprises exécutant des travaux de parc et jardin (création et entretien) et de paysagisme, ce à l'exception du personnel administratif.

Art. 4
Dans le cadre des contrôles relatifs à l'application de la convention collective, les membres de la commission paritaire de la profession sont tenus d'observer le secret de fonction.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (loi fédérale sur les travailleurs détachés, LDét – RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance (Odét – RS 823.201) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de l'économie[1] et déploie ses effets jusqu'au 30 avril 2018.

Ainsi arrêté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 10 août 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche le 28 septembre 2016.

Le texte de la CCT a paru dans le bulletin officiel numéro 26 du 24 juin 2016. Pour l'obtenir, s'adresser à la Commission professionnelle paritaire ou auprès du Service de protection des travailleurs et des relations du travail.

BO No 42/2016, p. 2778.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la décision concernant l'octroi d'un cautionnement-cadre pour le développement des infrastructures de l'Hôpital du Valais et de la décision concernant l'octroi d'un cautionnement d'objet pour les études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital du Valais

du 12 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu que la décision concernant l'octroi d'un cautionnement-cadre pour le développement des infrastructures de l'Hôpital du Valais et que la décision concernant l'octroi d'un cautionnement d'objet pour les études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital du Valais ont été adoptées par le Grand Conseil en lecture unique le 10 mai 2016;
attendu que les décisions précitées ont été publiées au Bulletin officiel numéro 24 du 10 juin 2016 pour être soumises au référendum avec indication du délai référendaire échéant au 8 septembre 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile contre ces décisions;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Article unique
La décision concernant l'octroi d'un cautionnement-cadre pour le développement des infrastructures de l'Hôpital du Valais et la décision concernant l'octroi d'un cautionnement d'objet pour les études et concours relatifs aux infrastructures de l'Hôpital du Valais du 10 mai 2016 entrent en vigueur le 1er novembre 2016.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 12 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 43/2016, p. 2842.

Arrêté
remettant en vigueur et modifiant l'arrêté du Conseil d'Etat du canton du Valais étendant le champ d'application de la convention collective de travail de la technique et de l'enveloppe du bâtiment du canton du Valais et de ses avenants

du 10 août 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail du 28 septembre 1956;
vu l'article 7, alinéa 2, de ladite loi;
vu l'article 10 alinéa 1 chiffre 10 de la loi d'application du Code civil suisse du 24 mars 1998 concernant la désignation de l'autorité compétente pour la promulgation de la force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail;
vu la requête d'extension présentée par les organisations signataires de la convention collective;
vu la publication de la requête d'extension concernant la convention collective dans le Bulletin officiel du canton du Valais No 25 du 17 juin 2016, signalée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 28 juin 2016;
considérant qu'aucune opposition n'a été formulée;
considérant que les conditions de l'article 2 de la loi précitée sont remplies;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Art. 1
Les arrêtés des 6 mai 2009, 4 avril 2012 et 31 juillet 2013 sont remis en vigueur avec les modifications indiquées dans la mise à l'enquête publique.

Art. 2
Le présent arrêté s'applique à tout le territoire du canton du Valais.

Art. 3
Il s'applique à toutes les entreprises de la technique et de l'enveloppe du bâtiment (ferblanterie, couverture, installation sanitaire, chauffage, ventilation et climatisation) d'une part, et les travailleurs qualifiés, spécialisés et non-qualifiés occupés à titre stable ou occasionnel par ces entreprises, d'autre part, quel que soit le mode de rémunération, aux entreprises d'autres branches ou particuliers qui exécutent pour des tiers, même à titre occasionnel ou accessoire des travaux professionnels, à l'exclusion des membres de la famille du

propriétaire de l'entreprise, des cadres dirigeants, du personnel administratif et technique ainsi que des apprentis au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle.

Art. 4
Dans le cadre des contrôles relatifs à l'application de la convention collective, les membres de la commission paritaire de la profession sont tenus d'observer le secret de fonction.

Art. 5
Les dispositions étendues de la CCT relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (Loi fédérale sur les travailleurs détachés, LDét - RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance (Odét - RS 823.201) sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du canton du Valais ainsi qu'à leurs employés, pour autant qu'ils exécutent un travail dans le canton du Valais. La commission paritaire de la CCT est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

Art. 6
Chaque année, les comptes relatifs aux caisses ou à la contribution professionnelle, pour autant qu'étendues, seront soumis au Service de protection des travailleurs et des relations du travail. Ces comptes seront complétés par le rapport d'une institution de révision reconnue. Le Service précité peut, en outre, requérir la consultation d'autres pièces et demander des renseignements complémentaires.

Art. 7
Le présent arrêté modifie les arrêtés indiqués à l'article 1 et entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après son approbation par le Département fédéral de l'économie[1] et déploie ses effets jusqu'au 31 mai 2017.

Ainsi arrêté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 10 août 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

[1] Approuvé par le Département fédéral de l'économie le 12 octobre 2016

Le texte de la CCT a paru dans le Bulletin officiel no 25 du 17 juin 2016. Pour l'obtenir, s'adresser à l'Association de la technique et de l'enveloppe du bâtiment ou auprès du Service de protection des travailleurs et des relations du travail.

BO No 43/2016, p. 2842.

Arrêté
fixant les coûts facturables et les contributions résiduelles des pouvoirs publics pour les établissements médico-sociaux, les lits d'attente hospitaliers, les structures des soins de jour, les infirmières et infirmiers indépendants et les organisations de soins à domicile

du 19 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 3 de la Constitution cantonale;
vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 mars 1994 (LAMal), en particulier l'article 25a;
vu l'ordonnance du Département fédéral de l'intérieur sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie du 29 septembre 1995 (OPAS);
vu la loi sur les soins de longue durée du 14 septembre 2011;
vu l'ordonnance sur la planification et le financement des soins de longue durée du 15 octobre 2014;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Art. 1 Dispositions générales
Le présent arrêté fixe pour chaque catégorie de fournisseur de soins valaisan:
a) les coûts facturables pour les prestations de soins au sens de l'article 21 alinéa 2 de l'ordonnance sur la planification et le financement des soins de longue durée du 15 octobre 2014; et
b) les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts des soins pour les assurés domiciliés en Valais, au sens de l'article 21 alinéa 3 et 4 de l'ordonnance sur la planification et le financement des soins de longue durée du 15 octobre 2014.

Art. 2 Coûts facturables 2017
[1] Pour les établissements médico-sociaux et les lits d'attente hospitaliers, les coûts facturables pour les prestations de soins s'élèvent, par jour, à:
a) jusqu'à 20 minutes de soins requis: 13.50 francs;
b) de 21 à 40 minutes de soins requis: 28.00 francs;
c) de 41 à 60 minutes de soins requis: 47.00 francs;
d) de 61 à 80 minutes de soins requis: 65.00 francs;
e) de 81 à 100 minutes de soins requis: 84.50 francs;

f) de 101 à 120 minutes de soins requis: 102.00 francs;
g) de 121 à 140 minutes de soins requis: 121.50 francs;
h) de 141 à 160 minutes de soins requis: 140.50 francs;
i) de 161 à 180 minutes de soins requis: 161.00 francs;
j) de 181 à 200 minutes de soins requis: 180.50 francs;
k) de 201 à 220 minutes de soins requis: 198.50 francs;
l) plus de 220 minutes de soins requis: 230.50 francs.

2 Pour les centres médico-sociaux, les coûts facturables pour les prestations de soins s'élèvent, par heure, à:
a) 110.00 francs pour les prestations d'évaluation et de conseils;
b) 95.00 francs pour les prestations d'examens et de traitements;
c) 70.00 francs pour les prestations de soins de base.

Ces coûts sont majorés de 10 pour cent pour les patients provenant d'autres cantons ou de l'étranger.

3 Pour les infirmières et infirmiers indépendants, les coûts facturables pour les prestations de soins s'élèvent, par heure, à:
a) 90.20 francs pour les prestations d'évaluation et de conseils;
b) 81.80 francs pour les prestations d'examens et de traitements;
c) 70.00 francs pour les prestations de soins de base.

4 Pour l'Association valaisanne du diabète en tant qu'organisation de soins à domicile, les coûts facturables pour les prestations de soins de pieds aux personnes diabétiques s'élèvent, par heure, à:
a) 90.20 francs pour les prestations d'évaluation et de conseils;
b) 81.80 francs pour les prestations d'examens et de traitements;
c) 70.00 francs pour les prestations de soins de base.

5 Pour la Ligue pulmonaire valaisanne en tant qu'organisation de soins à domicile, les coûts facturables pour les prestations de soins d'évaluation et de conseils s'élèvent, par heure, à:
a) 110.00 francs pour les prestations d'évaluation et de conseils;
b) 95.00 francs pour les prestations d'examens et de traitements.

6 Pour les autres organisations de soins à domicile, les coûts facturables pour les prestations de soins s'élèvent, par heure, à:
a) 87.00 francs pour les prestations d'évaluation et de conseils;
b) 79.00 francs pour les prestations d'examens et de traitements;
c) 70.00 francs pour les prestations de soins de base.

Art. 3 Contributions résiduelles 2017

1 Pour les établissements médico-sociaux et les lits d'attente hospitaliers, les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts de soins s'élèvent, par jour, à:

Niveau de soins	Fortune de l'assuré	Part canton (frs)	Part communes (frs)
BESA 1	< Fr.100'000.-	3.15	1.35
BESA 1	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	0.00	0.00
BESA 1	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	0.00	0.00
BESA 1	≥ Fr.500'000.-	0.00	0.00
BESA 2	< Fr.100'000.-	7.00	3.00
BESA 2	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	3.20	1.40
BESA 2	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	0.00	0.00
BESA 2	≥ Fr.500'000.-	0.00	0.00
BESA 3	< Fr.100'000.-	14.00	6.00
BESA 3	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	10.20	4.40
BESA 3	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	6.45	2.75
BESA 3	≥ Fr.500'000.-	0.00	0.00
BESA 4	< Fr.100'000.-	20.30	8.70
BESA 4	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	16.50	7.10
BESA 4	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	12.75	5.45
BESA 4	≥ Fr.500'000.-	5.20	2.20
BESA 5	< Fr.100'000.-	27.65	11.85
BESA 5	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	23.85	10.25
BESA 5	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	20.10	8.60
BESA 5	≥ Fr.500'000.-	12.55	5.35
BESA 6	< Fr.100'000.-	33.60	14.40
BESA 6	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	29.80	12.80
BESA 6	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	26.05	11.15
BESA 6	≥ Fr.500'000.-	18.50	7.90
BESA 7	< Fr.100'000.-	40.95	17.55
BESA 7	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	37.15	15.95
BESA 7	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	33.40	14.30
BESA 7	≥ Fr.500'000.-	25.85	11.05
BESA 8	< Fr.100'000.-	47.95	20.55
BESA 8	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	44.15	18.95
BESA 8	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	40.40	17.30
BESA 8	≥ Fr.500'000.-	32.85	14.05
BESA 9	< Fr.100'000.-	56.00	24.00
BESA 9	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	52.20	22.40
BESA 9	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	48.45	20.75
BESA 9	≥ Fr.500'000.-	40.90	17.50
BESA 10	< Fr.100'000.-	63.35	27.15
BESA 10	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	59.55	25.55
BESA 10	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	55.80	23.90
BESA 10	≥ Fr.500'000.-	48.25	20.65
BESA 11	< Fr.100'000.-	69.65	29.85
BESA 11	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	65.85	28.25
BESA 11	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	62.10	26.60
BESA 11	≥ Fr.500'000.-	54.55	23.35
BESA 12	< Fr.100'000.-	85.75	36.75
BESA 12	de Fr.100'000.- à Fr.199'999.-	81.95	35.15
BESA 12	de Fr.200'000.- à Fr.499'999.-	78.20	33.50
BESA 12	≥ Fr.500'000.-	70.65	30.25

Ces tarifs ne s'appliquent pas pour les établissements médico-sociaux pour personnes handicapées.

[2] Pour les centres médico-sociaux, les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts de soins s'élèvent, par heure, à:

	Part canton (frs)	Part communes (frs)
Evaluation et conseil	21.15	9.05
Examens et traitements	20.70	8.90
Soins de base	10.80	4.60

[3] Pour les infirmières et infirmiers indépendants, les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts de soins s'élèvent, par heure, à:

	Part canton (frs)	Part communes (frs)
Evaluation et conseil	7.30	3.10
Examens et traitements	11.50	4.90
Soins de base	10.80	4.60

[4] Pour l'Association valaisanne du diabète en tant qu'organisation de soins à domicile, les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts de soins de pieds aux personnes diabétiques s'élèvent, par heure, à:

	Part canton (frs)	Part communes (frs)
Evaluation et conseil	7.30	3.10
Examens et traitements	11.50	4.90
Soins de base	10.80	4.60

[5] Pour la Ligue pulmonaire valaisanne en tant qu'organisation de soins à domicile, les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts de soins s'élèvent, par heure, à:

	Part canton (frs)	Part communes (frs)
Evaluation et conseil	21.15	9.05
Examens et traitements	20.70	8.90

[6] Pour les autres organisations de soins à domicile, les contributions résiduelles des pouvoirs publics aux coûts de soins s'élèvent, par heure, à:

	Part canton (frs)	Part communes (frs)
Evaluation et conseil	5.05	2.15
Examens et traitements	9.50	4.10
Soins de base	10.80	4.60

Art. 4 Structures de soins de jour ou de nuit

Les coûts facturables et les contributions résiduelles des pouvoirs publics pour l'année 2017 pour les structures de soins de jour ou de nuit sont fixés par le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC) sur la base des comptes effectifs 2017 des établissements.

Art. 5 Assurés valaisans pris en charge hors canton

En l'absence de convention, les contributions résiduelles des pouvoirs publics valaisans pour les assurés pris en charge hors canton sont, au maximum, celles fixées par le présent arrêté.

Art. 6 Dispositions finales
[1] Le DSSC est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans le Bulletin officiel.
[2] Il entre en vigueur le 1er janvier 2017 et échoit le 31 décembre 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 19 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 44/2016, p. 2905.

Arrêté sur les frais relatifs à l'application de la loi sur la santé

Modification du 19 octobre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 3 de la loi sur la santé du 14 février 2008 (LS);
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

ordonne:

I
L'arrêté sur les frais relatifs à l'application de la loi sur la santé du 18 décembre 2013 est modifié comme il suit:

Art. 5bis (nouveau) Procédures liées à l'assurance obligatoire des soins

[1] Dans le cadre des procédures liées à l'assurance obligatoire des soins (art. 46 et 47 LAMal), les émoluments suivants sont perçus:
a) approbation d'une convention tarifaire: 500 francs;
b) prolongation du tarif en l'absence de convention tarifaire: 500 francs;
c) fixation d'autorité des tarifs: 2000 francs.
[2] Les émoluments sont mis à charge des deux parties solidairement entre elles chacune pour moitié.
[3] Il peut être renoncé, à titre exceptionnel, à percevoir tout ou partie de l'émolument.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur au 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 19 octobre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 44/2016, p. 2906.

Arrêté fixant le barème du droit spécial perçu pour la promotion de la santé et la prévention des maladies

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 57 alinéa 3 de la Constitution cantonale;
vu l'article 98 de la loi sur la santé du 14 février 2008;
sur la proposition du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture,

arrête:

Art. 1
Le fonds cantonal pour la promotion de la santé et la prévention des maladies est alimenté par un droit spécial perçu sur les actes, décisions, permis et patentes des autorités selon le barème suivant:

Décisions du Conseil d'Etat soumises à un émolument:	**Fr.**
pour un émolument jusqu'à Fr. 30.–	4.50
de Fr. 31.– à Fr. 60.–	6.–
de Fr. 61.– à Fr. 90.–	7.–
de Fr. 91.– et plus	8.–
Homologations de concessions:	
pour un émolument jusqu'à Fr. 100.–	8.–
de Fr. 101.– à Fr. 300.–	23.–
de Fr. 301.– à Fr. 500.–	40.–
de Fr. 501.– à Fr. 800.–	52.–
de Fr. 801.– à Fr. 1200.–	63.–
de Fr. 1201.– et plus	75.–
Naturalisations	55.–
Déclarations et certificats de la chancellerie d'Etat:	
légalisation d'actes d'état civil	3.50
légalisation de signature	3.50
attestation de conformité par page (max. Fr. 15.–)	3.50
certificats d'origine	3.50
certificats de compétence	6.–
autres certificats	4.50

Décisions des départements de l'administration cantonale et des commissions nommées par les autorités cantonales:	
pour un émolument jusqu'à Fr. 10.–	3.50
de Fr. 11.– à Fr. 30.–	4.50
de Fr. 31.– à Fr. 60.–	6.–
de Fr. 61.– à Fr. 90.–	7.–
de Fr. 91.– et plus	8.–
Prononcés d'amendes:	
pour une amende jusqu'à Fr. 50.–	3.50
de Fr. 51.– à Fr. 100.–	4.50
de Fr. 101.– à Fr. 300.–	6.–
de Fr. 301.– à Fr. 500.–	7.–
de Fr. 501.– et plus	8.–
autorisations pour le commerce de détail de boissons alcoolisées	4.50
autorisations pour le commerçant itinérant	4.50
autorisations de tombolas et de loteries	8.–
patente pour le commerce de bétail	4.50
permis de chasse et de pêche	4.50
permis de conduire pour véhicules à moteur	3.50
permis de circulation des véhicules à moteur	4.50
actes soumis à l'enregistrement:	
pour une valeur jusqu'à Fr. 5000.–	3.50
de Fr. 5001.– à Fr. 10 000.–	4.50
de Fr. 10 001.– à Fr. 20 000.–	6.–
de Fr. 20 001.– à Fr. 50 000.–	7.–
de Fr. 50 001.– à Fr. 100 000.–	11.50
de Fr. 100 001.– à Fr. 200 000.–	23.–
de Fr. 200 001.– à Fr. 300 000.–	29.–
de Fr. 300 001.– et plus	40.–
actes soumis à l'enregistrement sans valeur déterminée	3.50
enregistrements provisoires	3.50
toutes opérations du registre foncier soumises à émoluments, qui ne sont pas soumises à l'enregistrement	3.50

Art. 2

Ne sont pas soumis au droit spécial:

a) les décisions et jugements des autorités judiciaires soumis à émolument selon l'article 42 alinéa 3 de la loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives du 11 février 2009;

b) les actes, décisions et pièces relevant du domaine de la poursuite et faillite au sens de l'article 16 de la loi fédérale sur la poursuite pour dette et faillite du 11 avril 1889;

c) les actes et décisions prises en application de la loi fiscale du 10 mars 1976 et ceux concernant l'impôt fédéral direct, l'impôt anticipé et la taxe d'exemption de l'obligation de servir;

d) les décisions et actes ne faisant pas l'objet du prélèvement d'un émolument;
e) les passeports suisses;
f) les permis de séjour et d'établissement.

Art. 3
La perception du droit spécial intervient par enregistrement comptable.

Art. 4
[1] Le présent arrêté est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.
[2] Il abroge et remplace l'arrêté fixant le barème du droit spécial perçu pour la promotion de la santé et la prévention des maladies du 7 octobre 2009 (RS/VS 801.110).

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 46/2016, p. 3024.

Arrêté concernant l'élection d'un député au Grand Conseil pour la législature 2013-2017 (district de Sion)

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les résultats des élections au Grand Conseil (députés et suppléants) du district de Sion, publiés dans le Bulletin officiel No 10 du 8 mars 2013;
vu les articles 160 et 161 de la loi sur les droits politiques (LcDP);
vu la démission présentée par M. Christophe Clivaz, à Sion, député;
vu la déclaration de renonciation de M. Grégoire Raboud, premier député non élu sur la liste N° 5 Les Verts du district de Sion;
vu la déclaration d'acceptation de M. Thierry Largey, à Sion, deuxième député non élu sur la liste N° 5 Les Verts du district de Sion;
sur la proposition du Département des finances et des institutions;

arrête:

Article unique
M. Thierry Largey, à Sion, est proclamé élu député au Grand Conseil pour la législature 2013-2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016, pour être publié dans le Bulletin officiel du 11 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 46/2016, p. 3025.

Arrêté concernant l'élection du Conseil d'Etat pour la législature 2017-2021

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 52 et 85 de la Constitution cantonale (Cst. cant.);
vu les dispositions de la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP), notamment les articles 114 et suivants;
vu les dispositions de l'ordonnance sur le vote par correspondance du 12 mars 2008 (OVC);
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 Principe d'égalité
Dans le présent arrêté, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Art. 2 Convocation des assemblées primaires
Les assemblées primaires sont convoquées pour le **dimanche 5 mars 2017**, à l'effet de procéder à l'élection des cinq membres du Conseil d'Etat.

Art. 3 Système d'élection
[1] L'élection a lieu au système majoritaire, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.
[2] La nomination des membres du Conseil d'Etat a lieu par un même scrutin de liste.
[3] Un d'entre eux est choisi parmi les électeurs des districts de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche, un parmi les électeurs des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, et un parmi les électeurs des districts de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey.
[4] Les deux autres Conseillers d'Etat sont choisis sur l'ensemble de tous les électeurs du canton. Toutefois, il ne pourra y avoir plus d'un Conseiller d'Etat nommé parmi les électeurs d'un même district (art. 52 al. 3 Cst. cant.).

Art. 4 Eligibilité
[1] L'appartenance au corps électoral d'un district se détermine pour toutes les personnes candidates du premier ou du second tour selon leur domicile à l'ultime jour prévu pour le dépôt de la liste du premier tour **(30 janvier 2017).** Un changement de domicile ultérieur n'entre pas en ligne de compte.
[2] Le changement de domicile après une première élection n'est plus pris en considération.
[3] Pour le surplus, sont applicables les dispositions de la loi sur les incompatibilités.

Art. 5 Dépôt des listes au premier tour
[1] Les partis ou groupes d'électeurs qui proposent des candidatures sont tenus de déposer à la Chancellerie d'Etat, contre reçu, la liste des candidatures proposées, **jusqu'au lundi 30 janvier 2017, à 17 heures au plus tard.** La remise des listes par voie postale ou par d'autres moyens (fax ou informatique) n'est pas autorisée.
[2] Chaque liste doit être signée par **100 citoyens au moins** et accompagnée, pour chaque signataire, d'une attestation de leur qualité de citoyen d'une commune. La liste des candidats est accompagnée, pour chaque candidat, d'une attestation de leur qualité de citoyen d'une commune et d'une déclaration d'acceptation de candidature signée. Chaque signataire doit apposer de sa main lisiblement sur la liste ses nom, prénom, date de naissance, domicile et signature. **Les attestations communales pour chaque signataire et candidat doivent être déposées en même temps que la liste.**
[3] La liste des candidats ne peut renfermer plus de noms que de candidats à élire.
[4] **Les candidatures qui ne sont pas accompagnées de l'attestation communale ou de la déclaration d'acceptation, ainsi que les personnes inéligibles ou en surplus sont biffées d'office par la Chancellerie d'Etat.**
[5] Une personne ne peut figurer que sur une seule liste et elle ne peut décliner sa candidature après le dépôt de la liste.
[6] La Chancellerie publie les listes déposées et les noms des personnes candidates.

Art. 6 Mandataire
Chaque liste doit désigner un mandataire et un suppléant. A défaut, le premier signataire de la liste est considéré comme mandataire et le suivant comme suppléant.

Art. 7 Signatures multiples
[1] Nul ne peut signer plus d'une liste de candidatures.
[2] Toute infraction à cette règle entraîne la nullité des signatures.
[3] Toute signature annulée de ce fait peut être remplacée dans les 48 heures.

Art. 8 Retrait de la signature
Une signature ne peut être retirée après le dépôt de la liste.

Art. 9 Proclamation des résultats
Les résultats du premier tour sont proclamés par la Chancellerie d'Etat, le **lundi 6 mars 2017** à midi au plus tard, puis publiés dans le prochain numéro du Bulletin officiel.

Art. 10 Scrutin de ballottage
[1] Si le premier tour de scrutin ne donne pas la majorité absolue à tous les candidats à élire, il est procédé à un second tour.
[2] Ce second tour a lieu le **dimanche 19 mars 2017.**

Art. 11 Candidatures au second tour
[1] Peuvent participer au second tour de scrutin les candidats non élus au premier tour et ayant obtenu huit pour cent (8%) des suffrages valables au moins.
[2] Les listes dont l'un des candidats a obtenu, au premier tour, huit pour cent (8%) des suffrages valables au moins peuvent présenter un ou plusieurs nouveaux candidats ou remplacer un ou plusieurs candidats.
[3] Au second tour, ne peuvent être candidates que les personnes qui remplissent les conditions d'éligibilité au sens de l'article 52 Cst. cant. (représentation des régions et des districts).

Art. 12 Dépôt des listes au second tour
[1] Les listes de candidatures doivent être déposées à la Chancellerie d'Etat, contre reçu, **au plus tard le mardi 7 mars 2017, à 17 heures.** La remise des listes par voie postale ou par d'autres moyens (fax ou informatique) n'est pas autorisée.
[2] Chaque liste doit être signée par **50 citoyens au moins** et accompagnée, pour chaque signataire, d'une attestation de leur qualité de citoyen d'une commune. La liste des candidats est accompagnée, pour chaque candidat, d'une attestation de leur qualité de citoyen d'une commune et d'une déclaration d'acceptation de candidature signée. Chaque signataire doit apposer de sa main lisiblement sur la liste ses nom, prénom, date de naissance, domicile et signature. **Les attestations communales pour chaque signataire et candidat doivent être déposées en même temps que la liste.**
[3] Pour le surplus, l'article 5 alinéas 3 à 6 ainsi que les articles 6 à 8 du présent arrêté sont applicables.

Art. 13 Election tacite
Si le nombre de candidatures au scrutin de ballottage est égal ou inférieur au nombre de mandats à repourvoir, tous les candidats sont proclamés élus, sans scrutin, par le Conseil d'Etat. S'il reste des mandats à repourvoir, le scrutin de ballottage n'est maintenu que pour ces derniers et les citoyens peuvent voter pour toute personne éligible.

Art. 14 Impression des bulletins
[1] Les bulletins de vote de chaque liste valablement déposée ainsi qu'un bulletin blanc officiel sont imprimés par le canton et aux frais de celui-ci.
[2] Toutefois, les candidats et les signataires de la liste doivent rembourser ces frais solidairement entre eux lorsque les suffrages obtenus par le candidat ayant recueilli le plus grand nombre de voix sur la liste n'atteignent pas cinq pour cent (5%) du nombre total des votants (art. 52 al. 1 let. a LcDP).
[3] Les mandataires de listes peuvent obtenir au prix coûtant, auprès de la Chancellerie d'Etat, des bulletins imprimés supplémentaires. Les partis ou groupements politiques ne peuvent pas en imprimer eux-mêmes.

Art. 15 Distribution du matériel de vote
[1] Un exemplaire de chaque bulletin de vote imprimé, un bulletin blanc officiel, les enveloppes de vote et de transmission ainsi qu'une notice explicative sont

distribués par les communes à tous les électeurs. Cette distribution se fait en une seule fois, dans une même enveloppe de transmission, au moins 15 jours avant la date de l'élection. Pour le scrutin de ballottage, ce délai est réduit à cinq jours.
[2] Les communes sont tenues d'utiliser les enveloppes officielles fournies par le canton.

Art. 16 Expression du vote
[1] Le citoyen exerce son droit de vote en se servant soit d'un bulletin imprimé, soit d'un bulletin blanc officiel.
[2] S'il utilise un bulletin imprimé, il peut le modifier de sa main en biffant le nom de certains candidats ou en y inscrivant le nom d'autres candidats.
[3] Il est interdit de porter le nom d'un même candidat plus d'une fois sur la même liste. La répétition du nom est censée non écrite.
[4] S'il utilise le bulletin blanc officiel, il doit le remplir de sa main.

Art. 17 Validité des bulletins
[1] Seuls les bulletins imprimés officiels et les bulletins blancs officiels sont valables.
[2] Les suffrages donnés à des personnes dont le nom ne figure pas sur une liste officiellement déposée n'entrent pas en ligne de compte.
[3] Les cas de nullité sont prévus aux articles 77 LcDP et 20 OVC.

Art. 18 Renvoi
[1] Les dispositions de l'arrêté du 2 novembre 2016 concernant l'élection des membres du Grand Conseil pour la législature 2017-2021 sont applicables à l'élection du Conseil d'Etat.
[2] Pour les cas non prévus dans le présent arrêté, sont applicables les dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques (LcDP) ainsi que celles de l'ordonnance sur le vote par correspondance (OVC).

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016, pour être inséré dans le Bulletin officiel et affiché dans toutes les communes du canton.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 47/2016, p. 3089.

Arrêté concernant l'élection des membres du Grand Conseil pour la législature 2017-2021

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 84, 85 et 86 de la Constitution cantonale (Cst. cant.);
vu les dispositions de la loi sur les droits politiques du 13 mai 2004 (LcDP), notamment les articles 135 et suivants;
vu les dispositions du décret sur le mode d'élection du Grand Conseil du 9 mars 2016;
vu les dispositions de l'ordonnance sur le vote par correspondance du 12 mars 2008 (OVC);
sur la proposition du Département des finances et des institutions,

arrête:

Art. 1 Principe d'égalité
Dans le présent arrêté, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.

Art. 2 Convocation des assemblées primaires
[1] Les assemblées primaires sont convoquées pour le **dimanche 5 mars 2017**, à l'effet de procéder à l'élection des membres du Grand Conseil, députés et députés-suppléants.
[2] Le nombre des députés et des députés-suppléants à élire dans chaque district est déterminé par l'arrêté du Conseil d'Etat du 21 septembre 2016, publié dans le Bulletin officiel No 40 du 30 septembre 2016.

Art. 3 Système d'élection
[1] Les députés et les députés-suppléants sont élus directement par le peuple selon le système de la représentation bi-proportionnelle.
[2] L'élection des députés et des députés-suppléants a lieu au cours d'un même vote.

Art. 4 Arrondissements électoraux
[1] Le territoire cantonal est subdivisé en six arrondissements électoraux afin de garantir la répartition des sièges entre les diverses forces politiques.
[2] Les six arrondissements électoraux sont:
a) l'arrondissement de Brigue, divisé en trois circonscriptions correspondant au district de Conches, au demi-district de Rarogne oriental et au district de Brigue;
b) l'arrondissement de Viège, divisé en trois circonscriptions correspondant au district de Viège, au demi-district de Rarogne occidental et au district de Loèche;

c) l'arrondissement de Sierre comprenant une seule circonscription constituée par le district de Sierre;
d) l'arrondissement de Sion, divisé en trois circonscriptions correspondant aux districts de Sion, Hérens et Conthey;
e) l'arrondissement de Martigny, divisé en deux circonscriptions correspondant aux districts de Martigny et Entremont;
f) l'arrondissement de Monthey, divisé en deux circonscriptions correspondant aux districts de Saint-Maurice et Monthey.

Art. 5 Circonscriptions électorales
[1] Le district est la circonscription électorale pour l'élection du Grand Conseil.
[2] L'élection a lieu dans les communes.

Chapitre 1: Listes des candidats

Art. 6 Dépôt des listes
[1] Dans chaque district, les listes des candidats doivent être déposées auprès du préfet du district, contre reçu, **jusqu'au lundi 30 janvier 2017 à 18 heures au plus tard.**
[2] La remise des listes par voie postale ou par d'autres moyens (fax ou informatique) n'est pas autorisée.
[3] Toute liste doit porter une désignation qui la distingue des autres listes. Elle mentionne les nom, prénom, également la profession, la fonction (facultatif), le domicile et la date de naissance des candidats.
[4] Une liste ne peut être retirée après son dépôt (art. 145 LcDP).

Art. 7 Groupes de listes
Les listes qui présentent la même dénomination et le même numéro d'ordre forment un groupe de listes au niveau de l'arrondissement.

Art. 8 Acceptation de candidature
[1] Chaque candidat doit déclarer, par écrit, qu'il accepte sa candidature. Cette déclaration peut être faite par l'apposition de sa signature sur la liste des candidats.
[2] **Si cette déclaration ou la signature d'un candidat fait défaut au moment du dépôt de la liste, son nom est biffé de la liste par le préfet.**
[3] Un candidat ne peut retirer sa signature après le dépôt de la liste.

Art. 9 Nombre et désignation des candidats
[1] Une liste ne peut contenir un nombre de candidats supérieur à celui des députés ou des députés-suppléants à élire dans le district. Aucun nom ne peut y figurer plus d'une fois. Les noms en surnombre à la fin de la liste sont biffés par le préfet.
[2] Aucun nom ne peut figurer à la fois sur la liste des députés et sur celle des députés-suppléants. Si tel est le cas, il est biffé de la liste des députés-suppléants.
[3] Sous peine de nullité, la liste doit renfermer au moins la candidature d'un député **et** d'un député-suppléant (art. 136 al. 3 LcDP).

Art. 10 Candidatures multiples
[1] Les candidatures multiples sont interdites.
[2] Le candidat dont le nom figure sur plus d'une liste dans le même district est biffé immédiatement de toutes les listes par le préfet du district.
[3] Le candidat dont le nom figure sur une liste dans plusieurs districts est biffé immédiatement de toutes les listes par le Conseil d'Etat.

Art. 11 Signataires et mandataires
[1] La liste doit être signée par au moins dix citoyens habiles à voter dans le district. Chaque signataire doit apposer de sa main lisiblement sur la liste ses nom, prénom, profession, date de naissance, domicile et signature.
[2] Aucun citoyen ne peut signer plus d'une liste de candidats. Il ne peut retirer sa signature après le dépôt de la liste.
[3] Les signataires de la liste désignent un mandataire, ainsi qu'un remplaçant, chargés des relations avec les autorités. S'ils ne le font pas, celui dont le nom figure en tête des signataires est considéré comme mandataire et le suivant comme son remplaçant.
[4] Le mandataire a le droit et l'obligation de donner, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les déclarations nécessaires pour écarter les difficultés qui viendraient à surgir. Les décisions des signataires des listes sont prises à la majorité absolue.

Art. 12 Epuration des listes
[1] Le préfet du district, le cas échéant le Conseil d'Etat, examine chaque liste de présentation, biffe les candidats inéligibles et fixe au mandataire des signataires un délai de **48 heures au maximum** pour fournir les signatures des citoyens qui manquent, remplacer, sous réserve des candidatures en surnombre, les candidats officiellement éliminés, compléter ou rectifier la désignation des candidats ou modifier le nom de la liste, afin que celle-ci ne puisse être confondue avec les listes des autres partis politiques.
[2] Les personnes proposées à titre de remplacement doivent confirmer par écrit qu'elles acceptent leur candidature. Sauf indication contraire du mandataire des signataires, les candidatures de remplacement sont portées à la fin des listes.
[3] Si un défaut n'est pas supprimé dans le délai imparti, la liste est déclarée nulle. Lorsque le défaut n'affecte qu'une candidature, seul le nom du candidat est biffé.
[4] Les décisions du préfet sont prises au plus tard le vendredi 3 février 2017 et communiquées immédiatement. Les recours contre ces décisions sont adressés dans les **24 heures** au Conseil d'Etat, qui se prononce définitivement au plus tard le mercredi 8 février 2017.
[5] Aucune modification ne peut être apportée aux listes après le jeudi 9 février 2017.

Art. 13 Listes définitives
[1] Les listes des candidats définitivement établies constituent les listes officielles.

[2] Les préfets transmettent au Département compétent les listes en vue de leur impression et de leur publication dans le Bulletin officiel avec leur dénomination.
[3] Le Département compétent attribue un numéro d'ordre par groupe de listes dans chaque arrondissement. Ce numéro d'ordre fait partie intégrante de chaque liste. L'attribution des numéros se fait par tirage au sort entre les groupes de listes déposées dans tous les districts de l'arrondissement. Les autres listes ou groupes de listes reçoivent un numéro subséquent, au besoin par tirage au sort.
[4] Les listes définitives sont publiées dans le Bulletin officiel du vendredi 24 février 2017.

Chapitre 2: Cas particuliers; élection tacite

Art. 14 Absence de liste déposée
[1] Lorsqu'aucune liste n'a été déposée, les citoyens peuvent voter pour n'importe quel citoyen éligible.
[2] Chaque citoyen dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à attribuer dans son district. Lorsqu'un bulletin électoral contient plus de noms qu'il y a de sièges à repourvoir, les derniers noms sont biffés, conformément aux règles de l'article 151 alinéa 4 LcDP.
[3] Sont élues les personnes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative). En cas d'égalité de voix, c'est le sort qui décide.
[4] Les voix attribuées à ces personnes ne sont pas prises en compte dans le calcul des suffrages utilisés pour la première répartition dans chaque arrondissement.

Art. 15 Dépôt d'une seule liste
[1] S'il n'y a qu'une seule liste déposée, tous les candidats de cette liste sont élus sans scrutin.
[2] Lorsque le nombre de candidats de cette liste est inférieur au nombre de sièges à repourvoir, une élection complémentaire, au système majoritaire, a lieu à la date prévue pour le scrutin ordinaire. Sont élues les personnes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative). En cas d'égalité de voix, c'est le sort qui décide.
[3] Les voix et les sièges attribués ne sont pas pris en compte dans le calcul des suffrages utilisés pour la première répartition dans chaque arrondissement.

Chapitre 3: Matériel de vote

Art. 16 Impression des bulletins de vote
[1] Les bulletins de vote de chaque liste valablement déposée ainsi qu'un bulletin blanc officiel sont imprimés par le canton et aux frais de celui-ci.
[2] Toutefois, les candidats et les signataires de la liste doivent rembourser ces frais solidairement entre eux lorsque les suffrages obtenus par la liste n'atteignent pas cinq pour cent (5 %) de la totalité des suffrages exprimés (art. 52 al. 1 let. b LcDP).

[3] En l'absence de liste déposée, seuls des bulletins blancs officiels sont imprimés et remis aux électeurs.
[4] Les mandataires de listes peuvent obtenir au prix coûtant, auprès de la Chancellerie d'Etat, des bulletins imprimés supplémentaires. Les partis ou groupements politiques ne peuvent pas en imprimer eux-mêmes.

Art. 17 Distribution du matériel de vote
[1] Un exemplaire de chaque bulletin de vote imprimé, un bulletin blanc officiel, les enveloppes de transmission et de vote ainsi qu'une notice explicative sont distribués par les communes à tous les électeurs au plus tard 15 jours avant l'élection.
[2] Plusieurs scrutins ayant lieu le dimanche 5 mars 2017, cette distribution se fait en une seule fois, dans la même enveloppe de transmission, laquelle contient le matériel de vote destiné à tous les scrutins organisés à cette date.
[3] Les communes sont tenues d'utiliser les enveloppes officielles fournies par le canton.

Chapitre 4: Bâtiments électoraux

Art. 18 Bureaux de votes
[1] Le Conseil communal met à disposition les locaux de vote et de dépouillement nécessaires, si possible dans un bâtiment public.
[2] Toutes discussions entre citoyens, toutes délibérations autres que celles du bureau, toute distribution de bulletins, toutes opérations tendant à capter des suffrages ou à entraver le libre exercice du droit de vote sont interdites dans le bâtiment électoral.
[3] Lors d'élections ou de votations simultanées, les bureaux de vote sont clairement signalés.

Art. 19 Secret du vote
[1] Le Conseil communal veille à assurer le secret et l'absolue liberté de vote.
[2] Il fait aménager dans le local de vote les équipements nécessaires. En particulier, il établit dans la salle de vote un ou plusieurs isoloirs où se trouvent les bulletins au choix et par lequel le citoyen doit se rendre à l'urne.
[3] Le bureau électoral veille spécialement à ce que l'accès à l'urne soit constamment libre et le citoyen à l'abri de toute pression. Il vérifie, de manière régulière, que la totalité des bulletins de vote officiels se trouve en suffisance dans les isoloirs.
[4] Il est établi une urne particulière pour chaque scrutin. L'urne doit être munie d'une indication claire et bien visible quant à l'objet du scrutin.

Chapitre 5: De l'exercice du droit de vote

Art. 20 Expression du vote
[1] L'électeur vote en se servant, sous peine de nullité, soit d'un bulletin de vote imprimé, soit d'un bulletin blanc officiel.
[2] Celui qui utilise un bulletin blanc officiel peut inscrire le nom des candidats

qui figurent sur une des listes déposées. Il peut y inscrire également la dénomination ou le numéro d'ordre d'une des listes déposées.
[3] Celui qui utilise un bulletin imprimé peut biffer des noms de candidats (latoiser), inscrire des noms de candidats d'autres listes (panacher). Il peut aussi biffer la dénomination et le numéro d'ordre de la liste ou les remplacer par une autre dénomination ou un autre numéro d'ordre.
[4] On ne peut voter que pour les candidats figurant sur une liste valablement déposée dans la circonscription (district).
[5] Le cumul est interdit et le nom d'un candidat porté plus d'une fois sur le même bulletin ne compte que pour un seul suffrage nominatif.
[6] Les modifications, adjonctions ou suppressions doivent être faites à la main. Si la dénomination de la liste et le numéro d'ordre ne concordent pas, la dénomination est déterminante.

Art. 21 Validité des suffrages, suffrages complémentaires et blancs
[1] Le citoyen dispose d'autant de suffrages qu'il y a de députés et de suppléants à élire dans le district.
[2] Si un bulletin contient moins de noms de candidats que de membres à élire, les suffrages non exprimés nominativement sont considérés comme autant de suffrages complémentaires attribués à la liste dont le bulletin porte la dénomination ou le numéro d'ordre. Si le bulletin ne porte ni dénomination ni numéro d'ordre, ou s'il en porte plusieurs, les suffrages non exprimés sont appelés suffrages blancs.
[3] Les noms qui ne figurent sur aucune liste n'entrent pas en ligne de compte. Les suffrages qui se sont portés sur eux comptent cependant comme suffrages complémentaires lorsque le bulletin de vote porte la dénomination d'une liste ou un numéro d'ordre et renferment au moins le nom d'un candidat valablement déposé.
[4] Lorsqu'un bulletin porte plus de noms qu'il y a de membres à élire, le bureau électoral biffe ceux qui sont de trop en commençant par les noms inscrits au verso du bulletin. La radiation s'opère de bas en haut. Si le bulletin porte plusieurs colonnes parallèles, le bureau commence par biffer le dernier nom de la colonne de droite et continue en remontant cette colonne; s'il le faut, le bureau procède de la même façon pour les colonnes suivantes, de droite à gauche. Les noms inscrits sur le côté des colonnes perpendiculairement aux lignes et aux noms, sont biffés en premier lieu, en commençant également par la droite.
[5] Les bulletins qui portent la dénomination d'une liste, mais ne contiennent aucun des noms des candidats présentés dans la circonscription électorale, sont des bulletins nuls.

Art. 22 Modes de voter
[1] Le citoyen exerce son droit de vote soit en se rendant en personne aux urnes au lieu de son domicile, soit par correspondance, soit par dépôt à la commune.
[2] A cet effet, le conseil communal arrête toutes les dispositions utiles afin de sauvegarder le secret absolu du vote et l'intangibilité du matériel de vote (urnes scellées, etc.).

Art. 23 Vote à l'urne
[1] L'électeur exerce son droit en déposant personnellement son enveloppe dans l'urne.
[2] L'électeur vote en se servant du matériel de vote (enveloppes de vote, bulletins de vote imprimés ou bulletin blanc officiel, feuille de réexpédition, cas échéant carte civique) qui lui a été officiellement remis par la commune. Si ce matériel fait défaut, une nouvelle enveloppe de vote lui est remise personnellement à l'entrée de l'isoloir et dans laquelle il place un bulletin de vote. Toute distribution d'enveloppes ou de bulletins de vote en dehors de la salle de vote est interdite.
[3] Dans les communes prescrivant la carte civique ou exigeant la présentation de la feuille de réexpédition qui en tient lieu, le citoyen qui se présente à l'urne doit la produire. Si ce document fait défaut, le citoyen inscrit au registre électoral est néanmoins admis au vote s'il peut justifier de son identité. Le bureau s'assure alors que cette personne n'a pas voté par correspondance ou par dépôt à la commune ou dans une autre section (art. 64 LcDP).

Art. 24 Modalités du vote
[1] L'électeur souhaitant voter par correspondance ou par dépôt à la commune place son bulletin dans l'enveloppe de vote correspondante, sur laquelle il ne doit faire aucune inscription pouvant en révéler la provenance.
[2] Il introduit ensuite la ou les enveloppes de vote dans l'enveloppe de transmission avec, le cas échéant, la carte civique.
[3] **Il appose sa signature sur la feuille de réexpédition** et, en l'absence de texte pré-imprimé, y inscrit l'adresse de l'administration communale destinataire.
[4] Il introduit la feuille de réexpédition dans l'enveloppe de transmission de façon à ce que l'adresse de la commune destinataire apparaisse dans la fenêtre transparente. Enfin, il ferme l'enveloppe de transmission et la remet à un bureau de poste ou la dépose dans l'urne scellée prévue à cet effet au secrétariat communal.

Art. 25 Envoi par poste
[1] Si l'électeur exerce son vote par la voie postale, il affranchit, sous peine de nullité, l'enveloppe de transmission selon les tarifs postaux en vigueur et remet le pli à un bureau de poste.
[2] L'envoi doit parvenir à l'administration communale au plus tard le vendredi précédant l'élection. Dès leur réception, les enveloppes transmises par voie postale sont immédiatement insérées dans l'urne scellée, sous la responsabilité du secrétaire communal ou du préposé désigné par le conseil communal.
[3] Les enveloppes de transmission arrivées hors délai sont gardées fermées. La commune les conserve jusqu'à l'échéance du délai de recours, puis les détruit avec le matériel de vote (art. 88 LcDP).
[4] La commune refuse les enveloppes non affranchies ou insuffisamment affranchies qui lui parviennent par voie postale (art. 14 al. 3 OVC).

Art. 26 Dépôt à la commune
[1] L'électeur peut exercer son vote en déposant l'enveloppe de transmission

fermée directement auprès du secrétariat communal, **dans l'urne scellée prévue à cet effet.** Ce dépôt peut intervenir dès que le citoyen a reçu le matériel de vote et jusqu'au vendredi qui précède le scrutin, à 17 heures.
[2] L'enveloppe de transmission ne doit pas être déposée dans la boîte aux lettres de la commune, sous peine de nullité (art. 20 al. 1 let. c OVC).
[3] La commune mentionne dans l'avis de convocation de l'assemblée primaire les jours et les heures durant lesquels ce dépôt peut être effectué. Ce dépôt doit être rendu possible au minimum pendant deux heures les jeudi et vendredi qui précèdent le scrutin.
[4] Le Conseil communal arrête toutes les dispositions utiles afin de sauvegarder le secret absolu du vote et l'intangibilité du matériel de vote (urnes scellées, etc.).

Art. 27 Vote des personnes âgées, malades ou handicapées
[1] Les personnes que des infirmités empêchent d'accomplir elles-mêmes les actes nécessaires à l'exercice de leur droit de vote peuvent se faire assister à leur lieu de domicile, de résidence ou au local de vote, par une personne de leur choix. Celle-ci doit respecter le secret du vote.
[2] L'électeur incapable d'écrire peut se faire remplacer par une personne de son choix pour accomplir les formalités du vote par correspondance ou par dépôt à la commune. Cette personne est habilitée à signer en lieu et place de l'électeur incapable. Elle mentionne ses nom et prénom sur la feuille de réexpédition.

Art. 28 Vote par procuration
Le vote par procuration est interdit (art. 29 LcDP).

Art. 29 Ouverture des bureaux de vote et durée du scrutin
[1] Le Conseil communal ouvre les bureaux de vote le samedi qui précède le scrutin. Dans les communes votant par section, l'ouverture anticipée du samedi peut être limitée au seul bureau principal.
[2] Les jours du scrutin (samedi et dimanche), les bureaux de vote sont ouverts pendant une heure au moins.
[3] L'ouverture totale du bureau principal de vote est de trois heures au moins dans les communes de plus de 4'000 citoyens actifs.
[4] Le dimanche le scrutin est clos à douze heures au plus tard.
[5] Plusieurs scrutins ayant lieu le même jour, l'administration communale veille à ce que les bureaux de vote soient ouverts aux mêmes horaires et soient correctement signalisés.

Chapitre 6: Dépouillement du scrutin

Art. 30 Formules de dépouillement
Le Département transmet les formules de dépouillement aux communes et aux préfets.

Art. 31 Dépouillement
[1] Le dépouillement de l'élection des députés et celui de l'élection des sup-

pléants constituent deux opérations distinctes, effectuées successivement sur formules séparées.
[2] Les bureaux de dépouillement communaux remplissent les formules Nos 1, 2, 3, 3a, 3b et 4.

Art. 32 Dépouillement par section
Le dépouillement du scrutin par section est interdit, sauf autorisation exceptionnelle octroyée par le Conseil d'Etat.

Chapitre 7: Transmission et communication des résultats

Art. 33 Transmission des résultats
[1] Une fois le résultat du vote constaté, le bureau de dépouillement communique immédiatement les résultats à la Chancellerie d'Etat, par internet, selon les instructions du Département.
[2] Le dimanche 5 mars 2017, le bureau de dépouillement doit **impérativement** transmettre au préfet, pour le bureau central, les procès-verbaux et les formules de dépouillement.

Art. 34 Bureau central
[1] Le bureau central est constitué d'un préfet par arrondissement, du Chancelier d'Etat qui le préside ainsi que d'un Vice-Chancelier et d'un représentant du Département compétent.
[2] Le bureau central se réunit à Sion le **lundi matin 6 mars 2017.**
[3] Sur la base des procès-verbaux établis dans les communes (formule No 4), le bureau central procède à la récapitulation des résultats, à la répartition des sièges entre les arrondissements et les circonscriptions. Il établit, de manière séparée, le procès-verbal de l'élection des députés et celui des députés-suppléants (formule No 5).

Art. 35 Conservation du matériel de vote
[1] Les bulletins de vote, les feuilles de réexpédition, la liste des votants, les états détaillés ainsi que les enveloppes de vote et de transmission sont conservés, pendant le délai de quinze jours, pour être consultés en cas de recours contre les élections. Ce matériel de vote est mis sous pli fermé, cacheté et signé par les membres du bureau de dépouillement.
[2] S'il n'y a pas eu de recours, une fois ce délai écoulé, le Département informe les communes que ce matériel doit être détruit en sauvegardant le secret du vote et sous la responsabilité du président de la commune.

Chapitre 8: Dispositions finales

Art. 36 Divers
Pour les cas non prévus dans le présent arrêté, sont applicables les dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques (LcDP) et du décret sur le mode d'élection du Grand Conseil, ainsi que celles de l'ordonnance sur le vote par correspondance (OVC).

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016, pour être inséré dans le Bulletin officiel et affiché dans toutes les communes du canton.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 47/2016, p. 3091.

Arrêté d'application de la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais relatif à la construction du site de Rennaz

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud
Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la Convention intercantonale du 17 décembre 2008 sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais;
vu le décret du 10 mars 2009 accordant une garantie pour un emprunt bancaire servant à financer le concours d'architecture et les études détaillées relatives à la création de l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais;
vu la décision portant sur le cautionnement de l'Etat du Valais pour le financement du concours d'architecture et des études détaillées relatives à la construction de l'Hôpital Riviera-Chablais Vaud-Valais sur le site de Rennaz du 10 février 2009;
vu les préavis du Département de la santé et de l'action sociale du Canton de Vaud et du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture du Canton du Valais (ci-après: les départements),

arrêtent:

Chapitre 1: Dispositions générales

Art. 1 Objet, but et champ d'application
Le présent arrêté fixe les dispositions d'application de la Convention intercantonale sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais (ci-après: l'HRC) relatives à la construction du site de Rennaz et à l'aménagement de ses antennes.

Chapitre 2: Autorités et organes compétents

Art. 2 Compétences des départements
Les départements sont compétents pour:
a) transmettre à l'HRC les décisions des autorités cantonales;
b) approuver le programme général de construction, conformément aux planifications cantonales et au budget alloué;
c) prendre position sur les décisions de l'HRC susceptibles de modifier le programme général ou le calendrier de réalisation du projet;
d) transmettre aux banques choisies par l'HRC les garanties nécessaires pour l'ouverture des crédits d'études et crédits d'ouvrage.

Art. 3 Compétences des Services de santé publique (SSP VD-VS)
Les services en charge de la santé publique des Cantons de Vaud et du Valais sont compétents pour:
a) désigner leurs représentants siégeant au sein de la commission de construction avec voix consultative;
b) transmettre à l'HRC les informations nécessaires pour l'ouverture des crédits de concours et d'études et crédits d'ouvrage;
c) analyser et évaluer l'avancement des travaux – notamment sur la base de la feuille de route – à l'attention des deux départements, en se fondant sur les informations de l'HRC et de la commission de construction.

Art. 4 Compétences du Conseil d'Etablissement
Le Conseil d'Etablissement est compétent pour:
a) s'assurer, notamment auprès des banques, de l'octroi des crédits de concours et d'études ainsi que des crédits d'ouvrage et en assumer la gestion;
b) coordonner les actions et surveiller les travaux durant la phase de pré-exploitation en vue de l'ouverture du site de Rennaz;
c) prendre les contacts nécessaires avec les autorités cantonales et communales concernées par le projet de construction du site de Rennaz;
d) participer aux projets de développement relatifs à la mobilité donnant accès au site de Rennaz, notamment aux projets de transports publics;
e) informer les Chefs de département sur tous les éléments qui ont une incidence sur la construction.

Art. 5 Relation entre les départements et le Conseil d'Etablissement
Les Chefs de département rencontrent le Conseil d'Etablissement une fois par an au moins pour examiner en particulier l'avancement du projet.

Chapitre 3: Comptabilité

Art. 6 Suivi et comptabilité de la commission de construction
1 La commission de construction établit une comptabilité de construction conformément aux recommandations du Centre suisse d'études pour la rationalisation de la construction (CRB), sous la supervision du Conseil d'Etablissement et des départements.
2 La commission de construction transmet chaque semestre aux deux départements son rapport sur la construction.
3 Le compte de construction annuel est soumis au contrôle cantonal des finances (CCF) du canton de Vaud.

Chapitre 4: Dispositions finales

Art. 7 Entrée en vigueur
Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son adoption par les deux Conseils d'Etat.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Cet arrêté a été adopté par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud le 2 novembre 2016.

BO No 47/2016, p. 3095.

Arrêté fixant l'entrée en vigueur de la modification du 12 mai 2016 de la loi sur l'hébergement, a restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées

du 30 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la modification de la loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées qui a été adoptée par le Grand Conseil en lecture unique le 12 mai 2016;
attendu que la modification précitée a été publiée au Bulletin officiel No 24 du 10 juin 2016 pour être soumise au référendum avec indiction du délai référendaire échéant au 8 septembre 2016;
attendu qu'aucun référendum n'a été déposé en temps utile contre cette modification;
vu l'article 58 alinéa 1 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

arrête:

Article unique
La modification du 12 mai 2016 de la loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 30 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 50/2016, p. 3325.

Arrêté fixant les finances des cours préparatoires facultatifs et de l'examen obligatoire dans le domaine de l'hébergement et de la restauration

du 7 décembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu l'article 16 de l'ordonnance concernant la loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées du 3 novembre 2004; sur la proposition du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

arrête:

Article unique

[1] Les finances d'inscription et les frais d'écolage relatifs aux cours préparatoires facultatifs (cours théorique et training intensif) et à l'examen cantonal obligatoire dans le domaine de l'hébergement et de la restauration sont fixés comme suit:

Finances d'inscription	
Cours théorique	1600 francs
Training intensif	900 francs
Examen obligatoire et documentation	1500 francs
Examen obligatoire et documentation (par module)	500 francs
Finances d'inscription au cours théorique (par module)	
Module L (LHR, LFalc, hygiène, prévention, etc.)	450 francs
Module C (comptabilité/gestion et organisation)	650 francs
Module D (assurances sociales, droit du travail, etc.)	500 francs
Finances d'inscription au training intensif (par module)	
Module L (LHR, LFalc, hygiène, prévention, etc.)	150 francs
Module C (comptabilité/gestion et organisation)	400 francs
Module D (assurances sociales, droit du travail, etc.)	350 francs
Finances d'examen en cas de répétition (par module)	
Module L (LHR, LFalc, hygiène, prévention, etc.)	200 francs
Module C (comptabilité/gestion et organisation)	200 francs
Module D (assurances sociales, droit du travail, etc.)	200 francs

[2] Ces finances d'inscription ne sont pas remboursables en cas de désistement moins de deux semaines avant le début des cours ou la date de l'examen.

[3] Le présent arrêté abroge l'arrêté du 25 avril 2005 sur le même objet et sera publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat, à Sion, le 7 décembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 51/2016, p. 3389.

Arrêté
proclamant les résultats des votations fédérales du 28 février 2016 relatives

- **à l'initiative populaire du 5 novembre 2012 «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage»**
- **à l'initiative populaire du 28 décembre 2012 «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en œuvre)»**
- **à l'initiative populaire du 24 mars 2014 «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires»**
- **à la modification du 26 septembre 2014 de la loi fédérale sur le transit routier dans la région alpine (LTRA) (Réfection du tunnel routier du Gothard)**

du 2 mars 2016

BO No 11/2016, p. 610.

Arrêté
concernant les votations fédérales du 5 juin 2016 relatives

- **à l'initiative populaire du 30 mai 2013 «En faveur du service public»**
- **à l'initiative populaire du 4 octobre 2013 «Pour un revenu de base inconditionnel»**
- **à l'initiative populaire du 10 mars 2014 «Pour un financement équitable des transports»**
- **à la modification du 12 décembre 2014 de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA)**
- **à la modification du 25 septembre 2015 de la loi sur l'asile (LAsi)**

du 16 mars 2016

BO No 13/2016, p. 768.

Arrêté concernant les votations fédérales du 25 septembre 2016 relatives

- **à l'initiative populaire du 6 septembre 2012 «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)»**
- **à l'initiative populaire du 17 décembre 2013 «AVSplus: pour une AVS forte»**
- **à la loi fédérale du 25 septembre 2015 sur le renseignement (LRens)**

du 1er juin 2016

BO No 24/2016, p. 1491.

Arrêté concernant les votations cantonales du 25 septembre 2016 relatives:

- **à la révision de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale du 10 mars 2016 portant sur l'élection des membres du bureau du ministère public**
- **à la révision de la Constitution cantonale du 10 mars 2016 (art. 65bis nouveau) instituant un Conseil de la magistrature**

du 1er juin 2016

BO No 24/2016, p. 1492.

Arrêté
proclamant les résultats des votations fédérales du 5 juin 2016 relatives

– à l'initiative populaire du 30 mai 2013 «En faveur du service public»
– à l'initiative populaire du 4 octobre 2013 «Pour un revenu de base inconditionnel»
– à l'initiative populaire du 10 mars 2014 «Pour une financement équitable des transports»
– à la modification du 12 décembre 2014 de la loi fédérale sur la protection médicalement assistée (LPMA)
– à la modification du 25 septembre 2015 de la loi sur l'asile (LAsi)

du 7 juin 2016

BO No 25/2016, p. 1588.

Arrêté
concernant la votation fédérale du 27 novembre 2016 relative

– à l'initiative populaire du 16 novembre 2012 «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (initiative «Sortir du nucléaire»)»

du 21 septembre 2016

BO No 40/2016, p. 2630.

Arrêté
proclamant les résultats des votations fédérales du 25 septembre 2016 relatives

– à l'initiative populaire du 6 septembre 2012 «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)»
– à l'initiative populaire du 17 décembre 2013 «AVSplus: pour une AVS forte»
– à la loi fédérale du 25 septembre 2015 sur le renseignement (LRens)

du 28 septembre 2016

BO No 41/2016, p. 2718.

Arrêté
proclamant les résultats des votations cantonales du 25 septembre 2016 relatives

– à la révision de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale du 10 mars 2016 portant sur l'élection des membres du bureau du ministère public
– à la révision de la Constitution cantonale du 10 mars 2016 (art. 65bis nouveau) instituant un Conseil de la magistrature

du 28 septembre 2016

BO No 41/2016, p. 2720.

Arrêté
proclamant les résultats de la votation fédérale du 27 novembre 2016 relative

– à l'initiative populaire du 16 novembre 2012 «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire»)»

du 30 novembre 2016

BO No 50/2016, p. 3321.

Arrêté
concernant les votations fédérales du 12 février 2017 relatives

– à l'arrêté fédéral du 30 septembre 2016 concernant la naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération
– à l'arrêté fédéral du 30 septembre 2016 sur la création d'un fonds pour les routes nationales et pour le trafic d'agglomération
– à la loi fédérale du 17 juin 2016 sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III)

du 30 novembre 2016

BO No 50/2016, p. 3324.

Directives d'organisation des combats de reines 2016

du 21 novembre 2015

Vu l'article 101 de la loi sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007;
Vu l'article 24 de la directive du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire (DEET) sur la politique cantonale en matière de promotion de l'élevage du 27 juin 2007 modifiée le 1er mars 2015;
La Fédération d'élevage de la race d'Hérens (ci-après la Fédération) édicte les dispositions suivantes:

Chapitre 1: Constitution de la Commission

Article 1 Commission d'organisation des combats
[1] La Fédération constitue une Commission d'organisation des combats (ci-après la Commission).
[2] La Commission est chargée de l'élaboration et de l'application de la directive et des instructions qui s'y rapportent. Elle en contrôle l'application par les organisateurs et peut ordonner des enquêtes après les manifestations.
[3] La Commission est seule habilitée à traiter les dossiers en relation avec les grands médias, (TV, journaux de portée cantonale ou nationale), la gestion du site du match national ainsi que celle relative aux VIP. Elle délègue un de ses membres, désigné pour une période de 4 ans, auprès des Comités d'organisation de combats de reines, pour le suivi de ces dossiers.

Chapitre 2: Organisation des combats

Article 2 Logo
Afin d'obtenir une meilleure lisibilité de nos manifestations, le logo de notre Fédération est obligatoire pour les affiches officielles, le carnet de fête et tous les articles liés à un match de reines.

Article 3 Personnel
[1] La Commission nomme les membres du jury, les commissaires, les rabatteurs pour chaque match en veillant à l'équilibre géographique et linguistique. Lors de ces désignations, elle veillera à prévoir des remplaçants à chaque poste. Elle désigne aussi le responsable de chaque dicastère pour l'année en cours (jury, commissaires, rabatteurs et peseurs).
[2] Chaque membre désigné ne pouvant accomplir sa mission aura l'obligation de l'annoncer, au plus tôt, au responsable de dicastère qui pourvoira à son remplacement.
[3] Chaque membre devra se comporter de façon irréprochable. La consommation d'alcool est interdite durant toute la période du combat, à l'exception du repas de midi.

Article 4 Commissaires: contrôle des inscriptions du bétail
[1] Ce contrôle doit être effectué avant le tirage du programme. Le premier contact avec les organisateurs doit avoir lieu au moins un mois avant la date du combat. Si le comité d'organisation l'oublie, les Commissaires doivent le lui rappeler.
[2] Le formulaire d'inscription doit être contrôlé, en particulier la date de naissance du sujet, la date de naissance du dernier veau, la dernière date de saillie ou d'insémination ainsi que la durée de gestation.

Article 5 Commissaires: contrôle de l'emplacement du combat
[1] Le contrôle porte:
– sur la grandeur de l'arène et des terrains environnants;
– sur la sécurité en générale, sur les zones publiques et sur les zones bétail.
[2] Le diamètre de l'arène doit être d'au minimum de 35 mètres (une arène plus grande est souhaitée).

Article 6 Commissaires: contrôle de l'entrée du bétail
[1] Les Commissaires doivent être présents à la réception du bétail. Ils contrôlent l'identité de chaque bête par les marques BDTA sur les oreilles des animaux.
[2] Si une marque ne correspond pas à l'inscription de la BDTA, cette bête devra obligatoirement être inscrite dans le rapport afin qu'un contrôle approfondi soit effectué auprès de l'office de l'économie animale.
[3] Ils contrôlent également le pesage des animaux des 1re, 2e et 3e catégories et vérifient qu'il soit relevé correctement.

Article 7 Commissaires: contrôle de gestation
Au cas où un contrôle de gestation s'avérerait indispensable, les commissaires doivent proposer au responsable de l'engagement du bétail de le faire effectuer par le vétérinaire de service. Dans ce cas, ce contrôle s'effectuera à l'écart et hors du regard du public.

Article 8 Commissaires: contrôles divers: symptômes de nymphomanie / signes de chaleur / agressivité envers l'humain
De telles bêtes doivent être refusées. Les commissaires doivent impérativement aviser le préposé à l'engagement du bétail, le président du jury et le signaler dans le rapport sur le déroulement du combat.

Article 9 Commissaires: contrôle des cornes
[1] Les commissaires remettent, en mains propres aux responsables de ce contrôle, les dés conçus à cet effet et imposent l'obligation d'appliquer les normes vétérinaires.
[2] Il est rappelé que les extrémités des cornes doivent être impérativement en corne naturelle sur au minimum 2 cm. 5/25

Article 10 Commissaires: règlementation particulière
[1] Sauf cas exceptionnel qui découle matériellement de l'impossibilité de faire autrement à l'intérieur des groupes, les bêtes d'un même propriétaire ou d'un

même détenteur ou provenant d'un même alpage ou d'une même étable ne peuvent concourir dans le même groupe. Les commissaires veillent à l'application de cette dernière disposition.
2 Pour la finale nationale et les combats d'automne, un tirage au sort est institué pour répartir dans les groupes les reines des combats régionaux, respectivement les reines d'alpage.

Article 11 Commissaires: rapports
1 Les commissaires établissent un rapport lisible et complet, à l'intention de la Commission des combats, relevant tous les problèmes rencontrés lors des combats. Ils utiliseront à cet effet, la formule officielle et devront répondre clairement à toutes les questions posées. Ce document est dûment rempli et signé par chaque commissaire et président du jury.
2 Les rapports, le palmarès et pour les combats d'automne, les statistiques sur les contrôles de gestation doivent être transmis au Secrétariat de la FSEH, Mme Marie-Antoinette Varone, chemin des Rives 16, 1976 Aven, pour le 31 mai pour les matchs de printemps et pour le 31 octobre pour les matchs d'été et d'automne.

Article 12 Jury: composition
1 Le Jury est composé de cinq personnes désignées par la Commission des combats laquelle veillera à une saine répartition de provenance et de langue maternelle des membres en fonction du lieu de combat. Dans la mesure du possible, il sera notamment tenu compte du cheptel de chaque région pour les nommer.
2 Tout au long de la saison des combats, avec l'accord express de la Commission, il peut être intégré de nouveaux candidats au Jury afin de parfaire leur formation. Ces candidats fonctionneront comme 6ème membre et n'assumeront pas de responsabilité.
3 Les candidats devront faire l'objet d'une appréciation claire à l'attention de la Commission de la part du président du Jury.

Article 13 Jury: qualifications
1 Chaque membre du jury veillera à avoir un comportement neutre et devra travailler de façon collégiale.
2 Un membre du jury ne peut fonctionner s'il est sous l'effet d'une sanction ou d'une enquête de la Commission.
3 Un membre du Jury doit impérativement se récuser si l'une de ses bêtes ou celle d'un propriétaire ou d'un détenteur faisant partie de la même étable et/ou communauté d'élevage est à l'intérieur du ring.

Article 14 Jury: tâches, organisation et conditions de travail
1 Le jury a la responsabilité de:
a) superviser la formation des groupes éliminatoires effectuée par les commissaires et les responsables de l'engagement du bétail;
b) procéder à l'élimination progressive des animaux;
c) établir un classement définitif;

d) ordonner à tout propriétaire ou détenteur ou conducteur tenant sa bête, en vue de l'empêcher de combattre, de la lâcher immédiatement sous peine d'exclusion;
e) exclure les bêtes dangereuses ou agressives envers l'humain ou celles manifestant des signes de chaleur ou des dérèglements hormonaux;
f) donner les ordres nécessaires aux rabatteurs;
g) prendre toute sanction utile sur-le-champ et d'élaborer dans ce cas, un rapport particulier à l'attention de la Commission.

[2] Le président du Jury surveille et organise le déroulement des combats et le travail du Jury. Il transmet les décisions du Jury au speaker qui les diffuse au micro.
[3] Les autres membres se répartissent par groupes de 2. Un membre de chacun des groupes contrôle le déroulement des combats et annonce les résultats au deuxième qui les inscrit correctement sur le formulaire du jury. Ce dernier annonce également au président les animaux qui n'ont pas combattu.
[4] La fonction de chacun peut être intervertie après le déroulement de chaque catégorie.

Article 15 Jury: élimination progressive des animaux

[1] Pour chaque animal, le jury note le résultat des combats gagnés, perdus et des refus.
[2] Un combat gagné lui vaut 1 point et pour un combat perdu ou refusé 1 point sera retiré. Dès qu'un animal obtient moins 3 points par la règle ci-dessus, il sera retiré par le propriétaire ou le détenteur ou le conducteur sur ordre du jury. Si le propriétaire ou le détenteur ou le conducteur n'obtempère pas, ordre sera donné aux rabatteurs de le sortir.
[3] L'animal qui quitte l'arène trois fois sans combattre est éliminé.
[4] L'animal qui quitte l'arène en ayant encore un pointage positif doit être ramené par un rabatteur et confronté avec une bête désignée par le jury.
[5] Les bêtes qui ne font preuve d'aucune combativité seront confrontées rapidement à d'autres, sur ordre du jury.
[6] Si deux bêtes d'un même propriétaire ou d'un même détenteur ou d'une même étable sont dans l'arène, elles seront séparées au début des combats. Par la suite, aucune règle particulière ne leur sera appliquée.
[7] Un propriétaire ou un détenteur ou un conducteur peut retirer, avec l'autorisation expresse du Jury, une de ses bêtes (sauf cas défini à l'art. 39 al. 4c des directives d'organisation des combats). Toute bête retirée sans autorisation du jury sera déclassée.
[8] Seul le jury peut ordonner aux rabatteurs la séparation d'un combat en accord avec les propriétaires.

Article 16 Jury: finale

[1] L'élimination progressive des animaux se fera selon la procédure de l'art. 15 ci-dessus.
[2] Les sept bêtes restantes sont classées.
[3] Pour ces bêtes, il doit être tenu compte des points acquis en lutte effective depuis le début de la finale.

[4] En principe, les bêtes seront classées en commençant par la septième, c'est-à-dire par élimination, sauf lorsque la situation est claire et permet de faire directement le classement.
[5] Au cas où 3 bêtes n'ont pas encore perdu, un tirage au sort est nécessaire pour déterminer les confrontations et ceci même si 2 bêtes appartiennent au même propriétaire.
[6] Dans la mesure du possible, le Jury doit éviter des classements ex æquo. Si un tel classement est impératif, le Jury procédera à un tirage au sort pour l'attribution des prix.

Article 17 Jury: sanctions immédiates
[1] Conformément à l'art. 44 des présentes directives, le jury peut prononcer des sanctions immédiates.
[2] Par sanction, il faut entendre un avertissement au propriétaire ou au détenteur ou au conducteur ou autre personne accompagnante, en cas de récidive, son exclusion de l'arène ainsi que celle de sa bête.
[3] Est sanctionné tout propriétaire ou détenteur ou conducteur ou autre personne accompagnante qui:
– entre dans l'arène pour empêcher un combat ou en modifier son cours;
– tient manifestement près des cordes leur animal même si c'est par l'entremise d'un accompagnant;
– se comporte de manière irrespectueuse et/ou de manière inconvenante envers le Jury, les commissaires, les rabatteurs et les peseurs.
[4] La Commission des combats garde le pouvoir de sanctionner, après enquête, le propriétaire ou détenteur ou conducteur ou autre personne accompagnante ayant commis la faute.

Article 18 Rabatteurs
[1] Les rabatteurs sont soumis aux décisions du jury.
[2] Ils agissent d'abord en vue d'un bon déroulement des combats, en particulier ils prennent les mesures nécessaires afin que deux bêtes qui luttent ne soient pas perturbées par d'autres bêtes.
[3] Ils ne doivent en aucun cas empêcher des combats possibles et n'agiront que sur ordre du Jury pour favoriser un combat. Il ne leur appartient pas de ramener les bêtes vers le propriétaire ou détenteur ou conducteur ou autre personne accompagnante sans l'ordre express du Jury.
[4] Ils peuvent être consultés par le jury avant une décision de celui-ci.

Article 19 Peseurs
Les peseurs doivent s'assurer du bon fonctionnement des poids et du déroulement efficace du pesage en accord avec les commissaires. Ils règleront entre eux leur présence à chaque combat ainsi que le transport du matériel. 8/25

Article 20 Tenue du personnel
Les personnes fonctionnant de manière officielle lors de combats de reines (jury, commissaires, rabatteurs et peseurs) devront porter la tenue officielle choisie par la Commission.

Article 21 Tâches du comité d'organisation

Les bénéficiaires nomment un comité chargé de l'organisation du combat. Ce dernier doit notamment:

a) acquitter les droits de taxes concernant l'octroi de l'autorisation décernée par le Service vétérinaire cantonal;
b) demander à la commune siège du combat les patentes nécessaires;
c) engager le bétail en respectant les directives sanitaires de l'Office vétérinaire cantonal;
d) appliquer et respecter la directive régissant les combats de reines;
e) convoquer les Commissaires en temps opportun afin de:
   – fixer le nombre d'animaux admis selon l'art. 39 de la présente directive;
   – contrôler l'emplacement du combat selon l'art. 5 de la présente directive;
f) convoquer, au moins 30 jours avant le combat, les membres du jury, les commissaires les rabatteurs et les peseurs désignés selon liste officielle pour les combats 2016;
g) obtenir l'aval du délégué de la Commission des combats pour toute négociation avec les médias, sponsors, Armée suisse pour les terrains ainsi que pour la gestion des VIP;
h) établir la liste des animaux par ordre alphabétique des propriétaires et/ou détenteurs, selon l'enregistrement au Herdbook, (nom et adresse) pour les catégories 1 à 3, 4 et 5 avec leur identification complète (N° à 12 positions de la BDTA) et la soumettre aux commissaires avant impression;
i) garantir l'ordre et la sécurité aux abords et à l'intérieur de l'aire de combat;
j) prévoir un emplacement à l'usage exclusif du jury et faire en sorte qu'entre le Jury et l'arène, il n'y ait aucune personne qui puisse prendre place et interférer dans les délibérations du jury;
k) verser sur le fonds de réserve de la Fédération la contribution fixée;
l) assurer contre les accidents tout le personnel engagé à l'organisation et conclure une RC pour assurer d'éventuels dommages à des tiers. Une copie des contrats d'assurance doit parvenir, par voie recommandée, au secrétariat, Mme Marie-Antoinette Varone, chemin des Rives 16, 1976 Aven, trente jours avant la date du combat.
m) Prévoir un abri pour les peseurs et marqueurs en cas de mauvaises conditions atmosphériques ainsi qu'une surface plane et rigide pour l'installation du poids.

Article 22 Carnet de fête (matchs régionaux et finale nationale)

[1] La composition du carnet de fête est de la compétence de l'organisateur.
[2] Ce carnet de fête comportera néanmoins expressément les éléments suivants:
– Composition du comité d'organisation.
– Composition du jury, des commissaires, des rabatteurs et des peseurs.
– Liste des invités officiels de la Fédération.
– Liste du bétail avec le N° BDTA, le nom de la bête, le nom du propriétaire ou du détenteur selon l'enregistrement au Herdbook, et une séparation claire entre les vaches (multipares) et les catégories 4 (primipares) et 5 (génisses).
– La répartition définitive des animaux des 3 premières catégories ne pou-

vant se faire qu'après le pesage, il convient de faire figurer les animaux dans l'ordre alphabétique des propriétaires ou des détenteurs.
– Il est également souhaité, qu'après le pesage, l'organisateur tire une liste par catégorie et numéro croissant à l'attention des spectateurs. Cette liste sera soumise aux commissaires de match avant impression et distribution
– Pour le combat de la Finale nationale, les animaux provenant du même combat régional doivent être classés avec leur titre.

Article 23 Carnet de fête (finale nationale)

[1] Par contre, l'organisateur de la finale nationale est soumis, en plus, aux exigences suivantes:
– Relations avec les sponsors principaux
  La Fédération mène les négociations avec les sponsors principaux. Ces sponsors ont un droit préférentiel de présence à l'intérieur de l'arène. Les montants négociés avec ces sponsors sont répartis de manière équitable entre l'organisateur de la finale nationale et la Fédération suisse d'élevage de la race d'Hérens, déduction étant faite des frais de gestion occasionnés à la Fédération ainsi qu'un montant affecté au fonds de réserve de cette dernière. Ce montant dépendra de l'importance de l'encaissement auprès des sponsors principaux.
– Médias, TV
  Les relations presse et TV sont du ressort du comité de la Fédération, en collaboration avec l'organisateur concerné. Le comité négocie les textes à paraître, les durées d'émissions TV ainsi que la participation au coût des organismes extérieurs à la Fédération (sponsors éventuels, Etat du Valais, autres).
– Accueil VIP
  Dans le but de mieux faire connaître nos produits valaisans dans la convivialité et la simplicité et afin de donner toute son importance aux combats pour lesquels les personnalités VIP se sont déplacées, le délégué de la Commission auprès du comité d'organisation donnera des directives de cas en cas. Il veillera en particulier aux points suivants:
  Accueil particulier des VIP, si possible par un parcage séparé des véhicules et un itinéraire adéquat pour atteindre le lieu officiel de réception.
  Durant la réception et l'agape, des thèmes en relation avec nos problèmes d'élevage seront évoqués et présentés.
  L'agape sera composée prioritairement de produits valaisans et servie de manière conviviale afin de créer l'ambiance voulue pour l'établissement de contacts chaleureux.

[2] L'organisateur ne doit pas oublier que le but premier des VIP est de découvrir les conditions d'exploitation du bétail de notre race, la race elle-même et il prendra les dispositions nécessaires pour que ces personnalités puissent vivre le match de reines.

Article 24 Indemnités

[1] L'indemnité à verser aux propriétaires ou aux détenteurs est la suivante:
a) Pour les combats régionaux et d'été

– Fr. 50.– par tête.
– une entrée gratuite par bête.

b) Pour le combat finale nationale:
– Fr. 300.– par tête + Fr. 1.– le km simple, maximum Fr. 100.–;
– une entrée gratuite par bête.

[2] L'indemnité de transport de Fr. 1.– le km simple doit être payée pour chaque bête quel que soit le moyen de transport. Elle est remise le jour même de la Finale nationale, lors de la visite sanitaire d'entrée.

[3] Ces indemnités sont obligatoires sauf pour les membres du (des) syndicat(s) organisateur(s) qui y renonceraient expressément. Dans le cas où l'(les) organisateur(s) n'assumerai(en)t pas cette obligation, la Fédération se substituera à celui-ci (ceux-ci) et le lui (leur) refacturera avec des frais en supplément.

Article 25 Contribution au fonds des combats

Les syndicats organisateurs verseront, sur le fonds de réserve des combats, les contributions suivantes:

Combats régionaux et combats d'été:	Fr. 400.–
Combat finale nationale:	Fr. 2000.–

Article 26 Clôtures, barrières et balance

L'Association des Amis des Reines met à la disposition des organisateurs, contre facturation, les clôtures, les barrières, les cordes pour l'arène, les chaînes pour l'attache du bétail et la balance aux prix suivants:

Pour chaque combat	Fr. 350.– (pour le matériel)
	Fr. 350.– (pour la balance)
Combat régional à Aproz	Fr. 6000.–
Combat Finale Nationale à Aproz	Fr. 12 000.–

Remarque: ces prix comprennent la location du matériel mentionné ci-dessus, La FSEH règle l'administration.

– Responsable du matériel: M. Aldo Bétrisey (tél. 079 307.68.50)
– Responsable du poids: M. Jean-Pierre Quinodoz (tél. 079 213.44.68)
– Remplaçant: M. Christophe Délèze (tél. 079 772.10.14)

Par ailleurs, il est confié au peseur et à son remplaçant la responsabilité de l'appareil à ultrasons. Cet appareil sera contrôlé et confié au président du Jury au début de chaque combat et repris après le combat.

Article 27 Planches des prix

[1] Combat régional
1er au 7e rang: une sonnette montée d'une valeur minimale de Fr. 500.–.

[2] Combat Finale nationale
1er au 7e rang: une sonnette montée d'une valeur minimale de Fr. 500.–.

[3] Combat d'été
1er au 5e rang: une sonnette montée d'une valeur minimale de Fr. 500.–.

Remarque: les bêtes soumises à confrontation lors de la finale des finales touchent une sonnette montée. L'Association des Amis des Reines offre les 2e, 3e et 4e prix.

Article 28 Prix des entrées et des consommations

[1] Les prix des entrées sont valables pour tous les combats. Ils ne peuvent en aucun cas être modifiés.

	Régional / été	**Finale nationale et Foire du VS**
Entrée adultes (programme compris)	Fr. 15.–	Fr. 20.–
Entrée adultes par groupe (dès 20 personnes = société)	Fr. 12.–	Fr. 15.–
Entrée enfants de 10 et 15 ans	Fr. 3.–	Fr. 3.–
Entrée enfants de moins de 10 ans	gratuit	gratuit
Membres de la Commission des combats (sur présentation du badge officiel)	gratuit	gratuit

[2] Les prix maximum pour les consommations sont les suivants:

Vin - bouteille de 7 dl	Fr. 25.–
Vin - bouteille de 5 dl	Fr. 18.–
Vin - bouteille de 3/8 dl	Fr. 13.–
Vin - bouteille de spécialités	Libre
Bière	Fr. 4.–
Eau minérale 33 cl	Fr. 3.–
Eau minérale 50 cl	Fr. 4.–
Café crème	Fr. 3.–
Café arrosé	Fr. 4.–
Raclette, une portion – raclette AOP	Fr. 4.–
Grillade et pain	Fr. 12.–
Grillade, salade et pain	Fr. 14.–
Saucisse	Fr. 7.–
Sandwich	Fr. 4.–

Remarque: ces prix obligent de servir prioritairement des produits valaisans de qualité.

Article 29 Indemnisation du personnel

[1] Pendant la pause de midi, les membres du jury, les commissaires, les rabatteurs et les peseurs officiels reçoivent de l'organisateur pour leur vacation les indemnités suivantes:

– Membres du Jury	Fr. 200.–
– Commissaires	Fr. 400.– et Fr. 600.– si combat sur deux jours
– Rabatteurs	Fr. 300.–
– Peseurs officiels	Fr. 300.–

[2] Le vétérinaire et la personne désignée par le comité d'organisation sont rémunérés selon les directives sanitaires.

[3] Indemnisation pour les bêtes accidentées annoncées par les commissaires:

– Forfait de	Fr. 400.–

– Frais vétérinaire pour les actes effectués le jour du combat.

Ces indemnisations sont prises en charge par la Fédération.

Chapitre 3 Nombre de combats annuels

Article 30 Nombre de combats

[1] La Commission fixe et attribue le nombre de combats annuels, selon les disponibilités du calendrier.
[2] La Commission autorise sur demande officielle l'organisation de deux combats d'été pour autant que les présentes directives soient scrupuleusement respectées.
[3] Tout combat organisé sans autorisation de la commission est sous la seule responsabilité de l'organisateur (sécurité, sanitaire et autres).
[4] L'attribution des combats est publiée au Bulletin officiel. Reste réservée l'autorisation de l'office vétérinaire cantonal, conformément à la loi sur les épizooties.

Chapitre 4 Attribution des combats

Article 31 Bénéficiaires

[1] La Commission attribue les combats régionaux en tenant compte d'une répartition équitable entre les régions et le cheptel (rotation) à des syndicats ou des cercles d'élevage de la race d'Hérens ou à des organisations agricoles qui leur sont proches et qu'ils agréent et qui ont déposé une demande dans le délai prescrit. Au cas où le(s) syndicat(s) ou le cercle désire(nt) organiser un combat en faveur d'une organisation agricole, il(s) doit (doivent) l'indiquer lors du dépôt de la demande et mentionner le nom de l'organisation.
[2] Le combat de la Finale nationale, qui se déroule exclusivement à Aproz, est attribué pour 2016 aux Syndicats d'élevage des Coteaux du Soleil (Chamoson, Ardon, Vétroz, et Conthey Plaine)
[3] L'autorisation accordée est incessible.

Article 32 Modalités de dépôts

[1] L'attribution des combats a lieu, en principe, avant le 15 mai de l'année qui précède les combats.
[2] Toute demande de combat et d'autorisation spéciale doivent parvenir à la Commission d'organisation des combats, Mme Marie-Antoinette Varone, chemin des Rives 16, 1976 Aven, pour le 30 avril au plus tard.
[3] Par autorisation spéciale, on entend: l'organisation d'un combat le samedi.

Chapitre 5 Catégories (selon âge et poids)

Article 33 Catégories

[1] Les animaux sont répartis dans les catégories comme suit:
– 1re, 2e et 3e cat.: selon le poids, à raison de 1/3 des sujets par catégorie.
– 4e catégorie: vaches primipares nées après le 01.09.2012 et ayant mis bas après le 01.09.2015.
– 5e catégorie: génisses nées après le 01.09.2013.
[2] Il est possible d'organiser deux catégories de génisses lors des combats de génisses du samedi.

[3] Une catégorie de vaches de 2e veau peut être organisée lors du combat de la Vifra, sans qualification pour la finale nationale.

Chapitre 6 Conditions de participation

Article 34 Conditions générales d'admission pour tous les combats

[1] La commission a toute liberté et compétence pour décider du refus ou de l'admission d'une bête lutteuse.
[2] Tout animal doit figurer avec son identification complète sur la liste d'inscription complètement remplie et signée par le propriétaire ou le détenteur selon l'enregistrement au Herdbook. Par identification complète, on entend le N° BDTA à 12 positions.
[3] Tous les animaux doivent être identifiés selon les normes légales, être en bonne santé et ne pas présenter de signes agressifs envers l'humain.
[4] Les vaches doivent avoir mis bas pour la dernière fois après le 1er septembre 2014 exceptées les primipares qui doivent avoir mis bas après le 1er septembre 2015.
[5] La dernière mise-bas doit être enregistrée au Herdbook dans les délais prescrits selon les règles d'annonce à la BDTA. Si la durée de la gestation ne se situe pas dans la plage de 262 à 304 jours (gestation normale: 283 plus ou moins 21 jours), le certificat zootechnique n'est délivré que suite au contrôle de l'ascendance sur la base d'une analyse ADN.
[6] Les vaches âgées de 3 ans et plus doivent avoir eu une gestation normale (283 jours plus ou moins 21 jours). Un vêlage avant terme (gestation de moins de 262 jours) et dont le veau survit, c'est-à-dire qu'il atteint l'âge de 10 jours au moins, peut être considéré comme un vêlage normal. Une attestation vétérinaire est alors exigée.
[7] L'ascendance des veaux morts nés ainsi que ceux péris ou abattus dans les 20 jours après leur naissance n'est reconnue que si une attestation vétérinaire datée, signée et oblitérée confirme ce fait au moyen du formulaire élaboré à cet effet. Le délai pour l'établissement et la remise du document au Bureau est fixé à 3 jours.
[8] Tout propriétaire ou détenteur ou conducteur qui conduit des animaux à un combat accepte que ses bêtes puissent être soumises à des contrôles avant, pendant ou après les manifestations.
[9] Les animaux nés dès le 1er septembre 2006 doivent avoir une origine reconnue (père et mère inscrits au registre généalogique).
[10] Quelle que soit la période de combat, la présente directive s'applique impérativement.

Article 35 Conditions particulières pour les combats de printemps

[1] Les vaches qui ont mis bas pour la dernière fois avant le 1er septembre 2015 doivent être en possession d'un certificat de gestation certaine (10 semaines au minimum) établi 15 jours au maximum avant la manifestation.
[2] En règle générale, il ne sera pas procédé à un diagnostic de gestation sur l'emplacement du combat. En cas de doute et sur la proposition du responsable de l'engagement du bétail et des Commissaires, le vétérinaire peut procéder à un nouveau contrôle de gestation.

Article 36 Conditions particulières pour les combats d'automne
Seules les bêtes portantes de 120 jours et plus sont admises. La gestation de toutes les bêtes est contrôlée à l'aide d'un appareil à ultrasons.

Article 37 Conditions particulières pour les combats d'été
[1] Les vaches qui ont mis bas pour la dernière fois avant le 1er septembre 2015 doivent être en possession d'un certificat de gestation certaine (10 semaines au minimum) établi 15 jours au maximum avant la manifestation.
[2] Les certificats de gestation présentés pour la montée à l'alpage sont valables pour les vaches soumises au contrôle de gestation selon l'alinéa 1 ci-dessus.

Article 38 Motifs d'exclusion
[1] Les animaux non-inscrits et ne figurant pas sur la liste contrôlée par les commissaires ne peuvent participer au combat.
[2] Le responsable de l'engagement du bétail, après consultation du vétérinaire et des commissaires, doit refuser les bêtes qui présentent le jour du combat des symptômes de nymphomanie (taurelière) ou des signes manifestes de chaleur ou des signes d'agressivité ou toute autre bête ne satisfaisant pas à la présente directive.
[3] La Commission des combats se réserve, en tout temps, la possibilité de refuser à tout combat une bête dont le propriétaire ou détenteur ou conducteur ou autre personne accompagnante a eu un comportement inadmissible ou contraire à l'éthique et aux statuts de la Fédération. Est considéré comme propriétaire ou détenteur, celui qui détient l'animal selon le registre de la BDTA et/ou du Herdbook le jour du l'événement. Il en va de même pour un propriétaire ou un détenteur qui purge une sanction.

Chapitre 7 Classement et participation à la finale nationale

Article 39 Classement
[1] Le classement des concurrentes est de la seule compétence du jury qui doit classer les sept premières bêtes de chaque catégorie.
[2] Peuvent participer à la finale nationale les cinq reines de la finale nationale précédente et les animaux classés lors des combats de printemps et d'automne attribués par la Commission, selon le schéma suivant:
– les 7 premiers d'une catégorie comptant 30 animaux et plus;
– les 6 premiers d'une catégorie comptant entre 20 et 29 animaux;
– les 5 premiers d'une catégorie de moins de 20 animaux.
[3] Au cas où deux catégories de génisses seraient organisées, peuvent participer à la finale nationale:
– les 7 premières de catégorie comptant 30 bêtes et plus.
Dans tous les autres cas, l'art. 39 al. 2 s'applique.
[4] La reine nationale, la reine de la Foire du Valais et, sur autorisation spéciale de la Commission, la reine d'un combat est déterminée selon le schéma suivant:
a) Demi-finale: Les rencontres entre les reines de catégorie 1, 2, 3 et 4 sont tirées au sort. Dès le tirage au sort effectué, le propriétaire ne peut plus retirer sa bête.

b) Finale: les deux gagnantes disputent le titre de reine.
c) Dès l'instant où la bête est en lutte, le propriétaire ou le détenteur ou le conducteur ne peut plus la retirer librement, sauf accident et, dans ce cas seulement, avec l'accord préalable du jury.

Chapitre 8 Utilisation d'un éventuel bénéfice

Article 40 Bénéficiaires
Le(s) syndicat(s) organisateur s'engage(nt) à attribuer les profits de l'organisation de match exclusivement en faveur de la cause agricole ou en faveur des obligations relatives au règlement du Herdbook. Pour ce faire, il est possible d'associer plusieurs syndicats si le nombre de membres d'un syndicat est insuffisant pour l'organisation d'un match.

Article 41 Fonds de réserve
Une indemnité prélevée sur le fonds de réserve de la Fédération pourra être versée au propriétaire d'une bête accidentée.

Article 42 Comptes
Le Président du comité d'organisation devra impérativement adresser les comptes, sur formules ad hoc, à la Commission, dans les six mois qui suivent le combat. La Commission veille à ce que le bénéfice des combats soit utilisé pour l'agriculture et pour l'élevage en particulier.

Chapitre 9 Application de la directive par les organisateurs

Article 43 Autres tâches du comité d'organisation
L'organisateur doit assurer les tâches supplémentaires suivantes:
[1] Place de fête
a) prendre contact avec la police cantonale pour la régulation du trafic;
b) organiser le parcage des véhicules;
c) disposer d'une arène d'un diamètre minimal de 35 mètres (une arène plus grande est souhaitée);
d) mettre à disposition une bétaillère, à l'écart du public, mais dans la zone du pesage pour effectuer les contrôles vétérinaires particuliers.
[2] Inscription et contrôle
a) nommer une commission d'engagement du bétail compétente qui visitera obligatoirement toutes les bêtes inscrites aux combats et contrôlera leur identification. Il est interdit d'accepter une bête qui n'a pas cette exigence minimale. Par ailleurs, le nom de l'animal qui figurera sur la liste officielle du combat ne doit en aucun cas correspondre ou rappeler une marque, un insigne, un logo commercial quel qu'il soit ou qui fasse l'objet d'une inscription auprès d'un registre officiel (registre du commerce, office fédéral de la propriété intellectuelle, etc.);
b) exiger une feuille d'inscription pour les animaux inscrits et en vérifier scrupuleusement le contenu où doit apparaître clairement le nom du détenteur correspondant au N° d'exploitation AGATE;

c) ne pas engager plus de 45 bêtes dans chaque catégorie. La limite maximale, pour les catégories 4 et 5, est fixée à 45 bêtes pour le combat du dimanche;
d) à la clôture des inscriptions, les personnes chargées de l'engagement du bétail prendront contact avec la Fédération pour la délivrance des relevés; restent réservées les compétences de la Commission des combats, selon l'article 38 al.3 de la présente directive;
e) veiller à ce que seulement le conducteur de la bête et/ou un accompagnant entrent dans l'arène (au maximum 2 personnes par bête). Le conducteur de la bête se munira obligatoirement d'un bâton, faute de quoi il se verra refuser l'entrée. Il est interdit aux enfants de moins de 15 ans de rentrer dans l'arène. Toute infraction à ces exigences entraînera un arrêt temporaire du match jusqu'au respect du présent article;
f) prendre les dispositions utiles pour que toutes les bêtes inscrites dans un combat d'automne puissent être contrôlées avant les éliminatoires au test à ultrasons. A cet effet, il est nécessaire que le commissaire engagé comme 2e commissaire au Jury prête main-forte jusqu'au début des combats.

[3] Presse et speaker

a) prévoir un attaché de presse en accord avec le délégué de la Commission des combats;
b) obligation d'avoir un speaker bilingue français/allemand lors de chaque combat;
c) afin d'éviter un nombre trop importants de photographes et de journalistes, seules seront admises autour du ring les personnes en possession d'une carte de presse officielle ainsi que celles désignées par la Fédération pour ses propres besoins (journal Race d'Hérens.ch). Il est interdit à toute organisation de combat d'engager un (e) journaliste ou photographe non-accrédité sans l'autorisation expresse de la FSEH.

Chapitre 10 Sanctions

Article 44 Sanctions

[1] Lorsqu'un propriétaire ou un détenteur de bétail selon l'enregistrement à la BDTA et/ou le Herdbook, qu'il soit conducteur du sujet dans l'arène ou qu'il délègue cette tâche à une tierce personne, cette tierce personne elle-même ou toute autre personne accompagnante, un organisateur, un membre de l'organisation ou un membre du personnel désigné par la Commission, viole une obligation découlant de la présente directive, ou par son comportement transgresse les règles de la bienséance et/ou de la politesse, la Commission peut prendre, après l'avoir entendu, seule ou cumulées les mesures suivantes:

a) lui (leur) infliger un avertissement.
b) l'(les) exclure de l'arène.
c) exclure des combats pour une période de 1 à 5 ans le propriétaire selon le certificat zootechnique, le conducteur et/ou le détenteur selon les données de la BDTA ou toute autre personne accompagnante. Dans ce cas, sont également exclus pour la même période les animaux inscrits à son (leur) nom(s) auprès de la BDTA et/ou du Herdbook au moment de l'entrée en force de la décision ainsi que les nouveaux animaux élevés ou achetés pen-

dant la durée de la peine. De plus, les éventuelles bêtes gagnantes pourront être déclassées.

d) lui(leur) infliger une amende de 100.– à 5000.– CHF.

[2] Lors d'une deuxième infraction sujette à avertissement dans un délai de 5 ans, le propriétaire selon le Herdbook ou le détenteur de bétail selon l'enregistrement à la BDTA, qu'il soit conducteur du sujet dans l'arène ou qu'il délègue cette tâche à une tierce personne, cette tierce personne elle-même ou toute autre personne accompagnante, sera (seront) puni(s) selon l'alinéa 1 let. b.

[3] Lorsqu'une bête présente lors d'un combat autorisé par la Commission des signes manifestes d'agressivité avérés envers l'humain, le Jury en place prononce immédiatement son exclusion des combats.

[4] Ultérieurement, sur rapport des commissaires de match, la Commission des combats sanctionnera cette bête d'une exclusion temporaire ou définitive, suivant la gravité du comportement de l'animal, de tous combats organisés sous l'égide de la Fédération d'élevage.

[5] La décision sur réclamation peut faire l'objet d'un recours, dans les 30 jours dès notification, auprès de la Commission cantonale de recours en matière agricole et de remaniements parcellaires. Un recours éventuel n'a pas d'effet suspensif.

[6] Les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives sont applicables.

Article 45 Entrée en vigueur

Cette directive entre en vigueur dès sa parution dans le Bulletin officiel.

Fédération suisse d'élevage
de la race d'Hérens

Ardon, le 15 décembre 2015 Commission d'organisation des combats

Directives sanitaires pour les combats de reines 2016

Vu l'ordonnance fédérale sur les épizooties du 27 juin 1995;
Vu l'ordonnance fédérale sur la protection des animaux du 23 avril 2008;
Vu la loi sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (loi sur l'agriculture, LcADR),
Le vétérinaire cantonal arrête les directives suivantes:

Mesures en matière de santé animale

Art. 1 Définition

[1] Le combat de reine qualifie toute manifestation organisée dans le but de faire combattre des bovins de la race d'Hérens et impliquant des animaux provenant de différentes exploitations.

[2] Ne sont pas concernées les inalpes.

Directives sanitaires

Art. 2 Devoir d'annonce et autorisation
[1] Tous les combats de reines doivent être annoncés au vétérinaire cantonal au minimum 20 jours avant leur déroulement selon l'art. 26 de LALPA
[2] Seuls les combats impliquant plus de 30 bovins sont soumis à autorisation.
[3] Les autorisations ne sont valables que si la situation sanitaire est bonne. En cas d'apparition ou de suspicion d'épizootie, elles seront sans autre annulées ou des examens complémentaires pourront être ordonnés.

Art. 3 Trafic des animaux
[1] Toutes les bêtes présentées seront accompagnées d'un document d'accompagnement dûment rempli.
[2] Elles doivent être identifiées durablement et conformément aux directives techniques concernant l'identification des animaux à onglons.
[3] Les organisateurs doivent tenir un registre des animaux. Les documents d'accompagnement dûment remplis ou des copies de ces documents peuvent faire office de registre des animaux.
[4] Les registres des animaux doivent être tenus à jour et être conservés pendant trois ans après la dernière inscription.
[5] Une personne désignée par le comité d'organisation est à disposition pour le contrôle des documents d'accompagnement et l'identification correcte des animaux. Le document d'accompagnement sera restitué au propriétaire après le contrôle d'entrée.

Art. 4 Santé des animaux
[1] Seuls peuvent être présentés des animaux sains provenant d'exploitations indemnes et non suspectées d'épizooties.
[2] Seuls les animaux exempts de substances ou produits qui influent sur leurs performances peuvent participer aux combats.
[3] La visite sanitaire peut être exigée. D'entente avec les organisateurs, elle est organisée à l'entrée de l'emplacement des combats sous la responsabilité du vétérinaire délégué autorisé à pratiquer en Valais. Celui-ci devra être présent pendant toute la durée des combats.
[4] Si la présence d'un vétérinaire délégué n'est pas requise dans l'autorisation, l'organisateur doit s'assurer au préalable qu'un vétérinaire praticien soit disponible en cas de besoin.
[5] Une personne désignée par le comité d'organisation est à disposition du vétérinaire délégué pour le travail administratif et éventuellement pour la contention du bétail lors de la visite sanitaire.
[6] En cas de suspicion ou constat d'une épizootie ou de suspicion de contagion lors de l'amenée des animaux ou lorsque ceux-ci sont déjà sur l'emplacement du combat, les responsables de la manifestation doivent prendre les mesures nécessaires pour parer à la propagation de l'épizootie. Ils annoncent les faits au vétérinaire cantonal et appliquent les mesures que ce dernier leur communique.
[7] Les animaux suspects ou susceptibles d'être contagieux et les animaux malades doivent être isolés des autres aux frais du détenteur.

Prescriptions en matière de protection des animaux

Art. 5
Les organisateurs et le vétérinaire délégué sont tenus de veiller au respect des prescriptions légales en matière de protection des animaux, notamment pour le transport.

Art. 6
Les animaux doivent être fourragés et abreuvés avant l'entrée sur l'emplacement des combats et doivent être reconduits immédiatement à leur exploitation à la fin de la manifestation.

Art. 7
[1] L'emplacement des places de stationnement du bétail doit être approuvé par le vétérinaire délégué, ou le cas échéant par l'organisateur.
[2] Sur cet emplacement:
– doivent être aménagés des dispositifs d'attache réglementaires;
– doit être fournie de l'eau en suffisance pour l'abreuvement des animaux;
– doivent être prévues des possibilités de protection contre un fort ensoleillement.

Art. 8
Les cornes des bêtes ne peuvent être acérées artificiellement. Elles seront contrôlées lors de la visite sanitaire d'entrée par deux contrôleurs. En cas de besoin et à la demande du jury, ces mêmes personnes assureront l'évacuation hors de l'arène des concurrentes.

Art. 9
[1] Les bêtes blessées doivent être contrôlées et au besoin être soignées par le vétérinaire.
[2] Le vétérinaire décide si une bête blessée doit être évacuée de l'arène ou si elle peut être admise pour d'autres combats.

Art. 10
S'il apparaît qu'un bovin présente un comportement attirant l'attention, notamment un comportement d'agression supérieur à la norme contre des humains, le jury ou l'organisateur ordonne immédiatement les mesures nécessaires.

Frais et émoluments

Art. 11
[1] Conformément au règlement fixant les frais et les indemnités dans le domaine vétérinaire du 10 février 2010, un émolument est perçu lors de la délivrance de l'autorisation.
[2] Le vétérinaire et l'inspecteur du bétail ou la personne désignée par le comité d'organisation sont indemnisés par les organisateurs à la fin des combats de reines.

Dispositions pénales et d'application

Art. 12
Les infractions aux présentes directives seront poursuivies conformément aux dispositions de la loi sur les épizooties du 1er juillet 1966 et de la loi sur la protection des animaux du 16 décembre 2005.

Art. 13
Le vétérinaire cantonal est chargé de l'exécution des présentes directives qui entrent en vigueur dès leur publication dans le Bulletin officiel.

Sion, le 26 octobre 2015 **Dr Jérôme Barras**, vétérinaire cantonal

Directives concernant les contrôles de médication et dopage lors des combats de reines 2016

Généralités
La législation sur la protection des animaux interdit d'administrer des substances destinées à stimuler les capacités physiques d'animaux en vue de joutes sportives.
Sont considérées comme compétitions sportives toutes les manifestations lors desquelles les capacités physiques des animaux participants sont mesurées et où un classement est établi.
Selon la loi d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005, l'exécution des prescriptions fédérales sur la protection des animaux incombe au vétérinaire cantonal. L'autorité cantonale d'exécution peut exiger des contrôles de dopage.
Les contrôles nécessaires sont effectués en collaboration avec la Fédération d'élevage de la race d'Hérens, les organisateurs et les vétérinaires délégués.
Le vétérinaire cantonal édicte à cet effet les directives suivantes:

Art. 1 Contrôle de dopage
Les combats organisés sous l'égide de la Fédération d'élevage de la race d'Hérens sont soumis au contrôle de médication et de dopage. Le vétérinaire cantonal peut soumettre d'autres manifestations au contrôle.

Art. 2 Annonce de médication
La rubrique du document d'accompagnement relative à l'utilisation de médicaments et à la santé des animaux doit être complétée et faire impérativement mention de toute maladie ou traitement dont le délai n'est pas échu.

Art. 3 Contrôle par un vétérinaire délégué
Le contrôle des documents d'accompagnement doit être effectué par le vétérinaire délégué du match. Si la présence d'un vétérinaire délégué n'est pas requise par l'autorisation du combat, l'organisateur doit effectuer ce contrôle.

Art. 4 Sondages
Les contrôles se font par sondage et chaque vache peut, en principe, être soumise sans préavis à ces contrôles.

Art. 5 Détermination par tirage au sort
[1] Trois animaux, choisis parmi les reines de catégorie, feront l'objet d'un prélèvement.
[2] La désignation des animaux par tirage au sort est effectuée par le président du comité d'organisation ou son remplaçant, en présence du vétérinaire délégué. Les organisateurs sont responsables de la mise en place de ce tirage au sort.
[3] En cas de suspicion, le vétérinaire délégué peut procéder à des contrôles supplémentaires. Ces contrôles peuvent être ordonnés par le vétérinaire cantonal indépendamment des combats de reines.
[4] Le prélèvement est effectué immédiatement après la remise des prix de chaque catégorie.

Art. 6 Echantillons de sang
[1] Les échantillons de sang sont prélevés par le vétérinaire délégué, en présence du président du comité d'organisation ou son remplaçant et du propriétaire ou détenteur de l'animal.
[2] Deux échantillons sont prélevés sur chaque animal, dont un qualifié d'échantillon de contrôle. Le comité d'organisation prévoit un emplacement approprié à cet effet.
[3] Les échantillons de sang sont munis d'un code (numérotés en continu); aucune indication ne doit être faite sur l'identité de l'animal ou de son propriétaire ou de son détenteur et sur le lieu du contrôle.
[4] Le vétérinaire établit un protocole de prélèvement sur lequel le propriétaire / détenteur de l'animal appose sa signature en guise de confirmation. En cas de refus de la signature, le protocole est signé par le président du comité d'organisation ou son remplaçant.
[5] Immédiatement après le prélèvement de tous les échantillons de sang, les boîtes de prélèvements sont entreposées sous réfrigération et transmises par le vétérinaire au laboratoire d'analyses désigné par le vétérinaire cantonal. Le vétérinaire conserve les échantillons de contrôle à son cabinet.
[6] Le rapport de prélèvement est conservé pendant deux ans par le vétérinaire. Lors d'un résultat positif de dopage, l'identité du propriétaire ou du détenteur concerné est à signaler au vétérinaire cantonal.

Art. 7 Laboratoire de contrôle
Au terme des analyses, le laboratoire de contrôle communique spontanément et directement les résultats au vétérinaire cantonal. Les échantillons de sang positifs sont conservés par le laboratoire de contrôle jusqu'au terme de l'enquête officielle et de la procédure pénale en vue d'une éventuelle seconde analyse.

Art. 8 Frais
Les frais de prélèvement et d'analyse des contrôles exigés par le vétérinaire cantonal sont à la charge des organisateurs des combats de reines.

Art. 9 Dispositions pénales
[1] Les infractions à la législation fédérale sur la protection des animaux et ses dispositions d'exécution sont punies selon les articles 26 à 31 de la loi fédérale sur la protection des animaux.
[2] Les organisateurs sont tenus de disqualifier les animaux avec un résultat positif de dopage; une exclusion temporaire de ces animaux des combats de reines doit impérativement être prononcée.
[3] Le fait de refuser une prise de sang par le propriétaire ou le détenteur est punissable et est poursuivi.

Art. 10 Entrée en vigueur
Les présentes directives entrent en vigueur dès leur publication dans le Bulletin officiel.

Sion, le 26 octobre 2015 **Dr Jérôme Barras**, vétérinaire cantonal

Extrait de la loi sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007

Le Grand Conseil du canton du Valais

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne:

CHAPITRE VIII
Dispositions diverses

Art. 101
Combats de reines
Le Conseil d'Etat peut fixer les conditions d'autorisation et réglementer l'organisation des combats de reines.

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil à Sion, le 8 février 2007.

Le président du Grand Conseil: **Albert Bétrisey**
Le chef du service parlementaire: **Claude Bumman**

Extrait de la directive du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire sur la politique cantonale en matière de promotion de l'élevage du 27 juin 2007

Le chef du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire

arrête:

CHAPITRE 4

Combats de reines

Art. 28 Délégation et procédure

[1] La Fédération d'élevage de la race d'Hérens reçoit compétence pour:

a) Organiser, par ses syndicats, les combats de reines;
b) Réglementer le nombre de combats annuels;
c) Attribuer les combats en tenant compte d'une répartition équitable entre les régions et le cheptel;
d) Définir les catégories selon l'âge et le poids;
e) Edicter les conditions de participation;
f) Etablir la méthode de classement et les conditions de participation à la finale nationale;
g) Contrôler l'utilisation d'un éventuel bénéfice qui doit être utilisé pour l'agriculture et l'élevage en particulier;
h) Contrôler l'application de la directive par les organisateurs;
i) Fixer et prononcer les mesures et sanctions qui restent dans les limites suivantes:
   – avertissement;
   – exclusion de l'arène;
   – exclusion des combats de la bête incriminée ou de tout le cheptel appartenant, à la date de l'infraction, à l'éleveur, au détenteur ou à l'accompagnateur de l'animal, pour une durée de 1 à 5 ans;
   – amende de 100 à 5000 francs.
j) Exclure définitivement de tout combat organisé par la Fédération d'élevage, les vaches dont le comportement agressif envers l'homme est avéré.

[2] La Fédération d'élevage établit une directive d'organisation incluant les dispositions qui précèdent et la publie dans le Bulletin officiel.

L'entrée en vigueur de la présente directive est fixée au 1er juillet 2007.
Modifications entrées en vigueur le 1er mars 2015

Le Chef du Département de l'économie,
de l'énergie et du territoire: **Jean-Michel Cina**

Calendrier 2016

Combats	Date	Lieux	Prés. org./Resp. bétail / Prés. SE org. Tél.
SE Leuk	20.03.2016	Raron/Goler	Furrer Hans-Ruedi,Langgasse 31,3951 Agarn 079 656 38 80 Steiner Christian, Ringstrasse, 3951 Agarn 079 417 71 47
SE Dala	28.03.2016	Raron/Goler	Bayard Armin, Rumeling, 3953 Inden 079 458 36 37 Karlen Simon, Unnär Geschstrasse, 3942 Niedergesteln 078 885 31 00
SE Chermignon	03.04.2016	Chermignon	Rion Yvan, rte de Pafouer 71, 3963 Crans 079 778 66 08 Rey Jean-Pierre, électricien, 3971 Chermignon-Dessus 079 346 51 17
SE Ayent	9-10.04.2016	Ayent	Fardel Jean-Michel, rte de la Place 27, 1966 Ayent 079 449 46 58 Constantin Jean-Luc, rte de Luc 72, 1966 Ayent 079 675 40 03
SE Vollèges	16-17.04.2016	Le Châble	Frossard Alain, rte Vieille 60, 1941 Vollèges 079 352 76 11 Terrettaz Jean-Philippe, ch. Des Glariers 30, 1941 Vollèges 079 473 90 85
SE Haut Val d'Hérens	24.04.2016	Les Haudères	Chevrier Maurice, route de Lanna 9, 1983 Evolène 079 213 89 90 Métrailler Stéphane, rte de Bréona 19, 1985 La Forclaz 078 734 68 99
SE Côteaux du Soleil	30.04-01.05.2016	Aproz (Finale)	Coudray Jacques-Roland, route de l'Industrie 24, 1963 Vétroz 079 221 07 40 Cotter Marcel, rue de Conthey 33, 1963 Vétroz 078 880 23 71
Viehversicherung Birgisch	07.08.2016	Belalp (Naters)	Imhof Stefan, Hegdornstr. 190, 3904 Naters 079 773 85 77 Pfammatter Raban, Obere Bodo 17, 3903 Birgisch 079 772 70 09
SE Haut Val d'Hérens	14.08.2015	Les Haudères	Chevrier Maurice, route de Lanna 9, Evolène 079 213 89 90 Métrailler Stéphane, rte de Bréona 19, 1985 La Forclaz 078 734 68 99
SE Augsbord	25.09.2016	Raron/Goler	Heinen Mario, Diesterbielstrasse 5, 3938 Ausserberg 078 606 11 35 Heinen Mario, Diesterbielstrasse 5, 3938 Ausserberg 078 606 11 35
Giron de Martigny	02.10.2016	Martigny (Comptoir)	Boson Frédéric, Axio-consulting, avenue de la Fusion 50, 1920 Martigny 079 703 01 26 Darioly Stéphane, Les Ilots, 1920 Martigny 079 254 02 30

Fédération Suisse d'élevage de la race d'Hérens
M.-A. Varon – 079 370 20 26

BO No 1/2016, p. 9..

Directive sur la perception des redevances agricoles

du 4 janvier 2016

Le Chef du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

Vu:
– la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
– l'ordonnance cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007 (OcADR);
– l'ordonnance cantonale concernant les procédures d'encaissement et de recouvrement du 28 juin 2006 (OPER);

Arrête:

Art. 1 Champ d'application
[1] La présente directive est applicable à la perception des différentes redevances agricoles cantonales.
[2] Elle complète les normes à cet égard déjà contenues dans la loi et l'ordonnance cantonales sur l'agriculture et le développement rural (articles 15 à 18 LcADR et 11 à 13 OcADR).
[3] L'ordonnance cantonale concernant les procédures d'encaissement et de recouvrement du 28 juin 2006 (OPER) lui sert de droit supplétif.

Art. 2 Transfert de propriété
[1] Le bordereau des redevances agricoles est adressé au propriétaire qui est mentionné au Registre foncier le 31 décembre de l'année de production (article 15 alinéa 1 lettres a et c et alinéa 5 LcADR).
[2] Seul ce dernier est redevable, vis-à-vis du canton, des redevances agricoles y afférentes.

Art. 3 Succession
[1] Dans les affaires de succession, les interlocuteurs de l'autorité doivent justifier préalablement de leurs pouvoirs de représentation.
[2] L'autorité prend immédiatement toutes les mesures utiles auprès des héritiers et de leurs mandataires pour garantir le paiement des redevances agricoles encore dues.
[3] En cas de répudiation de la succession ou si l'insolvabilité des hoirs est présumée, l'autorité amortit le solde de la créance (article 15 alinéa 1 lettres d, i et j OPER).

Art. 4 Usufruit
[1] Le bordereau des redevances agricoles est adressé au nu-propriétaire enregistré au Registre foncier (article 15 alinéa 1 lettres a et c LcADR).

[2] Il appartient au nu-propriétaire de se retourner ensuite contre l'usufruitier, s'il l'estime opportun au regard des relations de droit privé qui les lient, notamment de l'article 765 alinéa 2 du Code civil suisse (CCS).

Art. 5 Parcelle non productive
[1] Le débiteur des redevances agricoles est le propriétaire au 31 décembre de l'année de production (article 15 alinéa 1 lettres a et c et alinéa 5 LcADR).
[2] Peu importe qu'à cette date le bien-fonds considéré ne soit plus cultivé suite à un quelconque changement d'affectation (friche, inondation, construction, etc.).
[3] Le montant des redevances agricoles est fonction des mètres carrés exploités et des kilos produits (article 16 alinéa 2 LcADR). C'est à ce niveau qu'il sied de connaître les surfaces cultivées, l'analyse portant sur toute l'année de production.
[4] Sont notamment considérés comme exploités les mètres carrés de vigne au bénéfice d'un droit de production (acquit), ainsi que les mètres carrés de culture fruitière et maraîchère au bénéfice de paiements directs.

Art. 6 Vignes hors de l'aire vinicole
Les vignes situées en dehors de l'aire vinicole, destinées à la production:
a) vinicole commerciale de raisins de table et de jus de raisin;
b) de raisins voués à satisfaire les besoins privés de l'exploitant;
sont assujetties aux redevances agricoles au même titre que les vignes sises dans l'aire vinicole.

Art. 7 Vendange encavée
[1] La redevance agricole due par kilo de vendange encavée selon l'article 16 alinéa 2 chiffre 2.1 LcADR est calculée sur la base du poids non-égrappé.
[2] Si la vendange a été pesée égrappée, le poids indiqué est multiplié par 1.052, afin d'obtenir le poids non-égrappé.

Art. 8 Jardins familiaux
[1] Le caractère familial ou commercial d'un jardin ou de toute autre parcelle n'a pas d'incidence sur les redevances agricoles.
[2] Seule fait foi la limite posée par l'article 15 alinéa 2 LcADR qui stipule qu'aucune redevance n'est perçue lorsqu'elle est inférieure à 10 francs (somme qui équivaut à 500 m2 selon les taux 2015).

Art. 9 Fruits et légumes de provenance extérieure au canton
Les fruits et légumes produits ou achetés hors canton (ailleurs en Suisse ou à l'étranger) sont taxés s'ils sont transformés puis commercialisés comme produits valaisans.

Art. 10 Exonération pour la consommation individuelle de fromage d'alpage
[1] Pour les redevances agricoles jusqu'en 2015 compris, l'article 13 OcADR doit être interprété dans le sens où les *personnes vivant en permanence dans*

leur exploitation, au titre de l'auto-approvisionnement» comprennent, pour les alpages:
a) le personnel de l'alpage engagé comme tel;
b) les alpants figurant sur la liste officielle tenue à cet effet;
c) les membres des ménages privés des alpants.
[2] Pour les redevances agricoles 2016 et suivantes, c'est la teneur du nouvel article 13 OcADR qui fait foi.

Art. 11 Redevance sur la commercialisation du fromage d'alpage
En dehors des kilos exonérés en vertu de l'article 13 OcADR, les alpages producteurs de fromage sont redevables de l'entier de la redevance sur la commercialisation de l'article 16 alinéa 2 chiffre 2.3 LcADR, peu importe qu'ils écoulent leur fromage auprès de leurs propres alpants ou le vendent à des tiers.

Art. 12 Genre de lait à partir duquel sont fabriqués les fromages assujettis
Les fromages valaisans sont soumis aux redevances agricoles tant pour leur production que pour leur commercialisation (articles 15 alinéa 1 lettre e et 16 alinéa 2 chiffre 1.3 et 2.3 LcADR), peu importe le genre de lait à partir duquel ils sont fabriqués (industriel, d'ensilage ou autre).

Art. 13 Réaction tardive de l'exploitant
[1] L'exploitant qui n'a pas rempli ses déclarations de tonnage dans les délais impartis est taxé d'office (article 18 alinéa 2 LcADR).
[2] Il peut déposer une réclamation contre le bordereau contesté dans les trente jours dès sa notification (article 103 LcADR).
[3] Une réaction ultérieure de l'exploitant ne permet pas de reconsidérer la situation.

Art. 14 Déclarations de tonnage
Les formulaires, instructions et tableaux annexés, tels que validés par la Chambre valaisanne d'agriculture (CVA) et par le Service cantonal de l'agriculture (SCA), font foi pour les déclarations de tonnage.

Art. 15 Entrée en force
[1] La présente directive est publiée au Bulletin officiel.
[2] Elle entre en vigueur le 1er janvier 2016.

Ainsi adopté à Sion, le 4 janvier 2016

Le Chef du Département de l'économie,
de l'énergie et du territoire: **Jean-Michel Cina**

BO No 4/2016, p. 169.

Directive sur la politique cantonale en matière de soutien à l'élevage et à la production animale

Modification du 17 février 2016

Le chef du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire,

Vu:
– la législation fédérale issue de la politique agricole 2014-2017;
– la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
– l'ordonnance cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007 (OcADR);
– le catalogue de mesures de politique agricole valaisanne du Conseil d'Etat du 18 juin 2014;

sur proposition du Service cantonal de l'agriculture;

décide:

I
La directive sur la politique cantonale en matière de soutien à l'élevage et à la production animale du 26 février 2015 est modifiée comme suit:

Art. 1 al. 3 let. d Objet de la directive
d) la promotion de la vulgarisation apicole valaisanne.

Art. 4 al. 1 Montant de la contribution
[1] Le montant de la contribution par unité est accordé selon la tabelle Proviande:
a) catégories RV et VK : Sfr. 165.-
b) catégories MT, MA, OB, RG, JB : Sfr. 100.-

Art. 11 al. 1 Montant de la contribution
[1] Le montant de la contribution s'élève à Fr. 50.– par brebis.

Art. 14 al. 5 Participation au recrutement des bovins estivés en Valais et provenant de l'extérieur du canton
[5] La contribution peut s'élever jusqu'à Fr. 50.– par UGB bovin.

Art. 15 Contribution aux organisations d'élevage de bétail
Abrogé.

Art. 16 al. 1 Contribution aux syndicats d'élevage bovin
[1] Les syndicats valaisans d'élevage bovin ou les sections valaisannes membres

d'organisations suisses d'élevage bovin peuvent disposer d'une aide cantonale de Fr. 50 000.– par an.

Art. 17 Participation aux frais du Syndicat vaudois d'élevage chevalin consentis en faveur des éleveurs de chevaux valaisans

Abrogé.

Art. 20 Prime de qualité pour les fromages «Raclette du Valais AOP»

Seuls les fromages «Raclette du Valais AOP» fabriqués par les fromageries artisanales et d'alpage valaisannes et officiellement certifiés par l'interprofession «Raclette du Valais AOP» peuvent recevoir une prime de qualité selon le barème suivant:

a) pour une taxation de 20 points: 24 cts par kg
b) pour une taxation de 19.5 points: 15 cts par kg
c) pour une taxation de 19 points: 7 cts par kg

Art. 21 al. 1 Aide au transport du lait d'industrie valaisan

[1] Seuls peuvent bénéficier d'une aide cantonale de 0.40 ct par kg de lait:

a) les producteurs dont le lait d'industrie est produit en Valais et livré à des entreprises de mise en valeur;
b) les fromageries mentionnées à l'art. 20, dont le lait de restriction est produit en Valais et livré à des entreprises de mise en valeur.

Art. 22 al. 1 Aide au transport du petit-lait valaisan

[1] Seules peuvent bénéficier d'une aide cantonale de 0.40 ct par kg de petit-lait les fromageries mentionnées à l'art. 20, situées en zone de montagne et qui évacuent leur petit-lait vers des entreprises de mise en valeur.

Art. 23 Concours de fromages

Abrogé.

Art. 29 Vulgarisation apicole

Le canton peut verser une aide annuelle déterminée par le SCA pour favoriser la vulgarisation apicole, sur la base d'un contrat de prestations conclu avec la Fédération d'apiculture du Valais romand (FAVR), la Fédération des apiculteurs du Haut-Valais (OBZV) ou toute autre organisation apicole expérimentée et reconnue par le SCA.

Art. 30 Appui aux nouveaux apiculteurs valaisans

Abrogé.

Art. 31 Appui aux anciens apiculteurs qui augmentent leurs effectifs

Abrogé.

Art. 32 Soutien à l'élevage de reines en apiculture
Abrogé.

II
La présente modification est publiée au Bulletin officiel.
Elle entre en vigueur le 1er mars 2016.

Ainsi adopté à Sion, le 17 février 2016.

Le chef du Département de l'économie,
de l'énergie et du territoire: **Jean-Michel Cina**

BO No 50/2016, p. 3328.

Directive sur la perception des redevances agricoles

Modification du 2 décembre 2016

Le chef du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire

Vu:

la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
l'ordonnance cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007 (OcADR);
le catalogue de mesures de politique agricole valaisanne du Conseil d'Etat du 18 juin 2014;

sur proposition du Service cantonal de l'agriculture;

décide:

I
La directive sur la perception des redevances agricoles du 4 janvier 2016 est modifiée comme suit:

Art. 9bis (nouveau) Acquéreur établi hors canton
[1] Celui qui livre la récolte à un acquéreur établi hors canton doit acquitter les redevances agricoles (article 15 alinéa 4 in fine LcADR).
[2] Une société dont le siège social est situé hors canton, de même qu'un indépendant domicilié hors canton, mais qui disposent d'une succursale ou d'un site d'exploitation ou de réception implanté en Valais, sont considérés comme des acquéreurs établis dans le canton, assujettis au sens de l'article 15 alinéa 1 LcADR. Dans cette hypothèse, le premier alinéa de la présente disposition n'est pas applicable.

II
La présente modification est publiée au Bulletin officiel.
Elle entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté à Sion, le 2 décembre 2016

Le chef du Département de l'économie,
de l'énergie et du territoire: **Jean-Michel Cina**

BO No 50/2016, p. 3328.

Directive sur la politique cantonale en matière de structures agricoles

Modification du 6 décembre 2016

Le Chef du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire

Vu:
la législation fédérale issue de la politique agricole 2014-2017;
la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 8 février 2007 (LcADR);
l'ordonnance cantonale sur l'agriculture et le développement rural du 20 juin 2007 (OcADR);
le catalogue de mesures de politique agricole valaisanne du Conseil d'Etat du 18 juin 2014;

sur proposition du Service cantonal de l'agriculture;

décide:

I
La directive sur la politique cantonale en matière de structures agricoles du 27 juin 2007 est modifiée comme suit:

Art. 13bis Principes régissant les subventions – conditions minimales

[1] Abrogé.
[2] Les exploitations agricoles reconnues d'au moins 0.2 UMOS peuvent solliciter des contributions cantonales.

II
La présente modification est publiée au Bulletin officiel.
Elle entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi adopté à Sion, le 6 décembre 2016

Le Chef du Département de l'économie,
de l'énergie et du territoire: **Jean-Michel Cina**

BO No 50/2016, p. 3328.

Directive cantonale concernant les conditions d'exploitation et l'entretien des châtaigneraies

A. Bases légales

La présente directive se base sur:
– La loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo), art. 2 al. 2 let. a

Art. 2 Définition de la forêt
[1] Par forêt on entend toutes les surfaces couvertes d'arbres ou d'arbustes forestiers à même d'exercer des fonctions forestières. Leur origine, leur mode d'exploitation et la mention au registre foncier ne sont pas pertinents.
[2] Sont assimilés aux forêts:
a. les forêts pâturées, les pâturages boisés, les peuplements de noyers et de châtaigniers;…

– L'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur la terminologie agricole et sur la reconnaissance des formes d'exploitation agricole (OTerm), art. 22 al. 1 let. h

Art. 22 Surfaces de cultures pérennes
[1] Par cultures pérennes, on entend:

…

h. les châtaigneraies entretenues comptant au maximum 100 arbres par hectare;

….

Commentaire
Let. h: seules les châtaigneraies entretenues peuvent être considérées comme des cultures pérennes. La repousse et les herbages à l'intérieur d'une châtaigneraie ne peuvent pas être simultanément déclarés comme surface herbagère. Le canton fixe les exigences d'entretien.

– L'ordonnance fédérale du 23 octobre 2013 concernant les paiements directs dans l'agriculture (OPD), arts. 55 à 60 et annexe 4

Art. 55
[1] Les contributions sont versées par hectare ou par arbre au titre du maintien et de la promotion de la biodiversité naturelle pour les surfaces suivantes de promotion de la biodiversité, en propre ou en fermage
…
l. arbres fruitiers haute-tige;
…

Annexe 4
12 Arbres fruitiers haute-tige
12.1 Niveau de qualité I

Définition: arbres fruitiers à pépins, arbres fruitiers à noyau, noyers et châtaigniers dans une châtaigneraie entretenue

L'aide à l'exécution: feuille d'information n° 5 – Châtaigneraies entretenues, OFAG mai 2014

B. Conditions préliminaires
– L'exploitant de la châtaigneraie est le propriétaire ou le fermier ; s'il en est le fermier, il dispose d'un bail à ferme écrit, conformément à la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole (LBFA).
– La parcelle cultivée est reportée sur un plan (superficie, périmètre). Ce plan doit être muni du sceau et de la signature du service forestier.
– Les arbres doivent être aptes à l'exploitation en tant qu'arbres fruitiers: il s'agit principalement d'arbres greffés ou dont la qualité productive est comparable.
– D'autres arbres forestiers ou fruitiers peuvent être acceptés dans le peuplement de châtaigniers, pour autant
  – Qu'ils sont présents en nombre réduit (max. 10%),
  – Qu'ils aient une valeur paysagère ou de biodiversité (arbres remarquables, cerisiers, sorbiers, aubépines, etc.).
– La densité des châtaigniers entretenus et des autres arbres entretenus ne doit pas dépasser 100 arbres par hectare.
– En règle générale, le sol doit être recouvert d'une strate herbacée dont le taux de couverture est supérieur à 50%. Des exceptions peuvent être accordées (cultures sur pierrier, sur ancien éboulis, …).

C. Conditions générales d'exploitation
– Aucun traitement herbicide n'est autorisé
– Aucun apport d'élément fertilisant (organique ou minéral) n'est autorisé
– Aucun traitement phytosanitaire n'est autorisé
– Aucun dépôt de fumier n'est autorisé
– Aucun stockage de balles, de bottes de fourrages, ni de machines d'exploitation n'est autorisé
– Les travaux d'abattage d'élagage ou de débroussaillement doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du service forestier (voir ci-dessous)
– En cas de pâture, aucun apport de fourrage extérieur n'est autorisé
– La présence permanente de bétail pendant la période hivernale est interdite
– Toute nouvelle observation de chancre et de cynips doit être annoncée au Service cantonal des forêts et du paysage (SFP)

D. Conditions particulières d'exploitation

1. Entretien et nettoyage du sol
– Fauche ou pâture, mais au moins une fauche de nettoyage avant le 30 septembre, avec élimination des plantes ou buissons non désirés
– Semis d'herbe en cas de couverture du sol inférieur à 50% (excepté pour

les châtaigneraies sur pierrier). Le mélange de semis doit être discuté au préalable avec le conseiller agricole et le service forestier
– Les parties mortes tombées au sol doivent être exportées: avec autorisation du Service forestier, la mise en tas peut être envisagée.
– Ramassage d'au moins 50% des feuilles (mis en tas ou compostage)
– Elimination partielle des bogues

2. Entretien des arbres
– Ebourgeonnage des troncs au pied des arbres (élimination des gourmands et des rejets de souche)
– Valorisation des fruits (récolte ou pâture, selon contrat ou entente avec le propriétaire forestier)

3. Pour les travaux ci-dessous, l'exploitant doit attester d'une formation dans le domaine
A défaut il délègue le travail à des professionnels
– Suppression des branches mortes ou malades (aspect sécuritaire)
– Tailles de formation
– Abattage des sujets morts et remplacement par plantation et/ou greffage
– Rajeunissement de la châtaigneraie par plantation et/ou greffage
– Lutte contre le chancre

E. Recensement des structures, paiements directs et contributions
La surface de la culture sera déclarée en tant que cultures pérennes (code 720). Elle peut recevoir les contributions pour le paysage cultivé ouvert (paysage ouvert, pente et forte pente), pour la sécurité de l'approvisionnement (contributions de base, difficulté de production, cultures pérennes), les contributions pour les systèmes de production (agriculture biologique) et les contributions pour la qualité du paysage.
Les châtaigniers qui remplissent les conditions de l'annexe 4 OPD peuvent être déclarés comme arbres fruitiers haute tige (code 923) Les arbres doivent être plantés à une distance l'un de l'autre garantissant un développement et un rendement normaux. Le tronc doit présenter une hauteur minimale de 1,6 m. Les arbres présentent au moins trois branches latérales ligneuses partant de la partie supérieure du tronc.
Ils peuvent être mis au bénéfice des contributions pour la promotion de la biodiversité I et II, ainsi que pour la mise en réseau dans le cas de projets approuvés. Pour pouvoir être déclarés et bénéficier des contributions, une exploitation doit déclarer au moins 20 arbres donnant droit aux contributions.

F. Réduction des paiements directs
Les réductions sont réalisées conformément au schéma de réductions en vigueur figurant dans l'ordonnance sur les paiements directs (OPD).

G. Aides financières à la réhabilitation de châtaigneraies
Les châtaigneraies fortement embuissonnées ou abandonnées depuis longtemps peuvent être remises en état avec le soutien technique et financier du

SFP, qui se tient volontiers à disposition pour tout renseignement utile.

H. Disposition finale
La présente directive entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Sion, le 5 décembre 2016

Le Chef du Département de l'économie,
de l'énergie et du territoire: **Jean-Michel Cina**
Le Chef du Département des transports, de l'équipement
et de l'environnement: **Jacques Melly**

BO No 52/2016, p. 3448.

Avenant 2016 sur l'exercice de la chasse en Valais

du 22 juin 2016

Le Conseil d'État du canton du Valais

Vu l'article 35 de la loi sur la chasse du 30 janvier 1991;
vu l'article 49 du règlement d'exécution de la loi sur la chasse du 22 juin 2016;
vu l'article 2 de l'arrêté quinquennal sur l'exercice de la chasse en Valais, pour les années 2016 à 2020 du 22 juin 2016;
sur proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement,

arrête:

Art. 1 Volets de réserve ouverts pour la chasse au cerf en 2016
Les volets suivants sont ouverts pour la chasse au cerf 2016:

DFC No 2.a Geren-Gonerli
Du pont sur le Gerenwasser pt 1646 en suivant la route qui remonte la vallée jusqu'au pt 1713; de là en suivant le Gerenwasser jusqu'à la hauteur de l'arête dite Gurtellamme, en remontant la Gurtellamme jusqu'au pied des rochers, en suivant le pied des rochers en ressortant de la vallée (les couloirs verticaux le long de cette limite sont toujours traversés en ligne droite), jusqu'aux rochers à la hauteur du pont sur le Gerenwasser, de là en descendant sur le pont, point initial.

DFC No 5 Tellere
De l'intersection entre la route d'alpage et le Gommerhöhenweg au-dessus d'Obergadme pt 1625 (balisage) suivre ce balisage en montant jusqu'au point 1807 Chäller, continuer jusqu'au virage de la route d'alpage au point 1954, continuer jusqu'au virage au-dessus (balisage) et suivre la route d'alpage en montant jusqu'au prochain virage (Croix balisage), jusqu'à la conduite d'eau; en montant le long de la conduite d'eau jusqu'à l'alpage pt 2118; de là en montant le long de la conduite d'eau jusqu'à la source (balisage); de là vers le nord sur le chemin pédestre direction «Gämschfax», en longeant le chemin pédestre jusqu'à la limite communale entre Obertal et Tälli (balisage), de là suivre la limite communale en aval jusqu'au Oberbach; de là suivre le Gommehöhenweg en direction ouest par «Nessel» dans la route d'alpage et redescendre au point initial.

DFC No 6.a Löffelhorn – Münstigertal
Du Gommerhöhenweg au pt 1540 en remontant le bord ouest de la Münstiger Löuwene en passant par les pts 1665, 1882 et 1986 jusqu'à la croix située en

dessous de la Galehitte, de là en descendant le chemin pédestre balisé passant par le pt 2219, de Löuwenestock à Birchegg (balisage), de là en descendant le bord de la Münstigerlöuwene jusqu'aux étables de Löuwene, ensuite en suivant le Gommerhöhenweg en direction de l'ouest jusqu'au point initial 1540.

DFC No 14 Brücherbach
De l'intersection du chemin pédestre et du torrent (marquage), en remontant le torrent jusqu'au pt 2244; de là en suivant le chemin pédestre jusqu'au pt 2386, puis jusqu'au pt 2364; de cet endroit en descendant le chemin pédestre direction nord-ouest, via le pt 2346 jusqu'au pt 1931; de là en descendant le chemin pédestre jusqu'à l'intersection avec le marquage, point initial.

DFC Nr. 17.a Eggerhorn
Du pt 1611 Schlättergrabe en suivant le chemin pédestre en direction du nord jusqu'au balisage; en remontant le couloir balisé jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre Eggerhorn 100 m au-dessus de Stock; en remontant le chemin pédestre jusqu'à l'Eggerhorn pt 2492; de là, en suivant le chemin pédestre en direction du sud-est en descendant par le pt 2460 au Bru pt 2220 jusqu'au balisage dans la cuvette de Sattolti pt 2130; de là, en descendant en direction nord-ouest en suivant le balisage dans le Schlättergraben pt 1611, point initial.

DFC No 18.a Heiligkreuz – Leewald
De l'intersection de la route Heiligkreuz-Schapelgraben, en remontant ce couloir en direction de l'est jusqu'au balisage situé à l'intersection avec le chemin pédestre; en suivant le chemin pédestre jusqu'au Kaffestafel pt 2039; de là en suivant le chemin pédestre en direction du sud jusqu'au Schaplersee pt 2237; en suivant le balisage passant par Hirli, pt 2492 jusqu'au pt 2563; de là, en suivant la combe en ligne droite (balisage) jusqu'à l'Obere Stafel pt 2169; en descendant le long du chemin pédestre en passant par le pt 2056 et le pt 1897 Chällerli jusqu'à la Heiligkreuz; en descendant la route jusqu'au Schapelgraben, point initial.

DFC No 24.b Staldhorn
De l'Oberen Nesseltal monter le chemin en direction Gämji jusqu'à la hauteur du point 2141; de là en direction nord suivre la lisière de la forêt (marquage) jusqu'au point 1991 partie supérieure du Pollerna; longer le bord est de Pollerna en descendant jusqu'au chemin pédestre; puis suivre ce chemin en direction sud-ouest jusqu'à l'Oberen Nesseltal, point initial.

DFC No 33.b Rosschumme
De la fin ouest de la Sädolbrücke en montant en direction sud-ouest jusqu'au Waldegga pt 1989 puis en continuant jusqu'à l'intersection avec le chemin pédestre Giw-Gspon; en suivant celui-ci en direction sud jusqu'au téléski, en remontant celui-ci jusqu'à la hauteur de la cabane sur le Scheidbode, (balisage), d'ici en direction nord en suivant le chemin jusqu'au chemin dit Höhen-

weg pt 2108 (balisage); en montant ce chemin jusqu'au prochain couloir (balisage), en descendant celui-ci via le pt 1934 jusqu'au Sädolgraben et en descendant celui-ci jusqu'au Sädolbrücke, point initial.

DFC No 82 Faldum
De Goppenstein en remontant le chemin vers l'alpage de Faldum jusqu'à l'intersection avec la route de Faldum; en descendant cette route jusqu'au torrent de Faldum au pt 1870; en descendant le long du torrent de Faldum jusqu'au croisement avec la route principale; en sortant de la vallée par cette route jusqu'au tunnel de Licher; de là en contournant le tunnel et en suivant la route jusqu'au poteau indicateur Faldumalp à Goppenstein, point initial.

DFC No 99 Termenno
De l'intersection de la route d'Anniviers avec le torrent de Fang, pt 1087; en remontant ce torrent jusqu'à l'embouchure avec le torrent du Gozan; par celui-ci jusqu'à la route cantonale en aval du pt 1855; par cette route jusqu'à St-Luc; puis en descendant le chemin pédestre de Fang pt 1605 jusqu'à la route d'Anniviers; par cette route jusqu'au torrent de Fang, point initial.

DFC No 103.a Zinal / Garde de Bordon
De l'embouchure du torrent du Vernec avec la Navisence; en remontant la Navisence jusqu'à l'embouchure du torrent des Laulosses (en amont du pont de Singlinaz), en montant ce torrent jusqu'à la digue; en direction nord par la route de servitude jusqu'à La Latta, point 2257; puis en suivant la route de Singlinaz/Sorebois jusqu'au restaurant de Sorebois; en descendant la ligne du télécabine jusqu'à l'intersection avec le torrent du Vernec; puis par ce torrent jusqu'à la Navisence, point initial.

DFC No 107 Grimentz
De l'embouchure du torrent de la Freinze avec la Gougra, en remontant cette rivière jusqu'au pont, pt 1599; en remontant l'ancienne route de Moiry jusqu'à l'intersection avec la Gougra; en montant cette rivière jusqu'à la route de Moiry, SOS pt 1980; en redescendant cette route jusqu'au torrent de la Freinze; en descendant ce torrent jusqu'à la Gougra, point initial.

DFC No 109.a Orzival
De l'intersection de la route forestière du Partsé-l'Iretta avec le torrent de Mayoux, en remontant ce torrent jusqu'au chemin pédestre des Tsougdires-Orzival-Crêts du Midi; en direction nord par ce chemin jusqu'au couloir du Varnec, en amont du point 2221; en descendant ce couloir jusqu'à la route forestière des Mayens de Pinsec, par cette route jusqu'au torrent de Mayoux, point initial.

DFC No 110.a Vercorin
De l'embouchure du torrent des Pontis, pt 713, en remontant la Navizence jusqu'au fond du couloir du Creux du Varnec, puis en remontant celui-ci jusqu'à la route de Pinsec-Vercorin, direction Vercorin jusqu'au pt 1309; de

là prendre le chemin pédestre jusqu'à Crouja, et à l'intersection du torrent de Vercorin, suivre celui-ci jusqu'à la Navizence – Les Pontis, point initial.

DFC No 111.a Vallon de Réchy

Du pt 991 intersection de la route Itravers – le Tsables avec la Rèche, en remontant la Rèche jusqu'au torrent de l'Artillon, en montant ce dernier en ligne droite jusqu'au point de balisage; de là en passant par le pt 2104, puis en descendant en ligne droite jusqu'au sentier des cerfs passant par la Gouille direction nord; puis en passant par le pt 1848, de là, en descendant le long de la lisière de Bouzerou puis en passant par le point 1712 de l'alpage de Bouzerou; en descendant la route d'alpage en passant par les pts 1625 et 1589, jusqu'à l'intersection du chemin pédestre Bouzerou – Loye, par ce chemin jusqu'à l'intersection avec la route du Vallon de Réchy; en remontant cette route jusqu'à l'intersection de l'ancien chemin Bouzerou – Loye, par celui-ci jusqu'à Itravers; de là, par la route Itravers – Le Tsables jusqu'au point initial 991.

DFC No 115 Preylet

De l'intersection de la route de Mase avec la Manna; le torrent précité en remontant par le pt 1676; puis le sommet des mayens des Pras jusqu'à la route des alpages réunis de Mase; par cette route jusqu'au pt 2091 (L'Arpette); puis par le sentier à la lisière supérieure de la forêt, balisage, jusqu'à Plan-Zenevrec; de là en descendant le couloir, puis le torrent l'Evoué- Leiva jusqu'à la route de Mase, point initial.

DFC No 122.a La Louve

De l'intersection de la route d'Evolène et du torrent de Protan pt 1055, en suivant la route jusqu'au Grand Torrent, puis par le torrent des Maisons Vieilles en passant par le torrent de Vendes jusqu'à la route du Noyet – Vendes; en suivant cette route vers Gravelon; puis en descendant direction nord par le Grand Lavantier jusqu'à la route d'Evolène point initial.

DFC No 123.d Mandelon

De l'intersection du bisse de l'Erneya avec la route menant à l'alpage de Mandelon, en suivant ce bisse, en passant par Léteygeon – Les Trasses; puis la route jusqu'au torrent des Grangettes à La Vouarmatte, en remontant ce torrent en passant par Merdesson, jusqu'à la route forestière de Vendes, en progressant par cette route en direction de Par des Mosons (pt 2172) puis vers l'alpage de Mandelon (pt 2068); en suivant la route de l'alpage de Mandelon en direction de Maqué-Blanc, en rejoignant le point initial.

DFC No 126.a La Meina

De l'intersection du bisse de Salins et du torrent des Rontures, en suivant ce bisse jusqu'au torrent le Doussin, puis en remontant ce torrent jusqu'à la route supérieure de l'alpage Combyre-La Meina, par cette route jusqu'au torrent des Rontures, puis en descendant ce torrent jusqu'au point initial.

DFC No 127.a Alou – Siviez
Par la route de la Planie depuis son intersection avec le torrent de l'avalanche de Lavantier jusqu'au torrent d'Alou; en remontant ce torrent jusqu'à la lisière supérieure de la forêt, en suivant le balisage jusqu'à l'avalanche de Lavantier, en redescendant celle-ci (balisage) et par le torrent jusqu'à la route de la Planie, point initial.

DFC No 128.a Cleuson
En remontant la route du barrage de Cleuson depuis son intersection avec le torrent des Troutzes jusqu'au pied du mur du barrage; de là en redescendant le chemin des Poutchy jusqu'à la route de l'alpage de Tortin à la gouille d'Ouché; en remontant cette route jusqu'aux chottes; en redescendant la Printze de Tortin jusqu'à la Printze de Cleuson; puis par cette rivière et le torrent des Troutzes jusqu'à la route du barrage, point initial.

DFC No 128.b Cleuson
Par le torrent des Louerettes, depuis son intersection avec la route du barrage de Cleuson jusqu'au bisse de Chervé; par ce bisse jusqu'au sentier du Creux de Tsava; en descendant ce sentier jusqu'à la Tsidjire Rose; puis par la route de l'alpage et du barrage de Cleuson jusqu'au point initial.

DFC No 128.c Cleuson
Depuis le fond de l'Avalanche de Tortin par les routes des alpages de Siviez et de Tortin, jusqu'au torrent Be; en remontant ce torrent jusqu'au sentier de Prarion; par ce sentier, puis par les balises jusqu'à l'Avalanche de Tortin; en redescendant ce couloir (ouvert à la chasse) jusqu'au point initial.

DFC No 129.b Isérables
En remontant de l'intersection des deux Fare par l'arête délimitant les communes de Riddes et d'Isérables par «La Crête à Sable» jusqu'au bisse de Saxon; par ce bisse jusqu'au «Pontets»; puis en redescendant la Fare de Chassoure jusqu'à l'intersection des deux Fare, point initial.

DFC No 129.c Isérables
En remontant la Fare de Rosey depuis le bisse de Saxon jusqu'au sentier la «Larze-Besse» (pt 2016); puis en direction de l'ouest par le sentier en passant par le point 2044; en suivant ce sentier (balisage aux endroits peu marqués) jusqu'à l'arête limitrophe des communes de Riddes et d'Isérables; en descendant cette arête jusqu'au bisse de Saxon; en revenant par ce bisse jusqu'à la Fare de Rosey (point initial).

DFC No 149 Mont d'Ottan-Gueuroz-La Planaz
Du restaurant du col de la Forclaz pt 1527 en suivant le chemin qui monte à l'Arpille jusqu'au pt 1968; de là par le chemin qui mène à la Preise pt 1792; depuis la Preise par l'ancien chemin jusqu'au Revix, après en descendant le chemin jusqu'à la Crettaz pt 1079; de là jusqu'à Litro pt 1186; de là par la route jusqu'au pont sur le Trient pt 1214; de là par la route cantonale direction Trient jusqu'au point initial (1527).

DFC No 153.c Dents-du-Midi
De l'arête pt 2019 par le balisage jusqu'au torrent de la Tille, puis en descendant ce torrent jusqu'à l'intersection de la route de la Pâle pt 1495; puis par la route de Pouénéret jusqu'à son intersection avec le torrent du Crétian; en remontant celui-ci jusqu'au chemin forestier pt 1560; en suivant cette route jusqu'à la Crête des Lanches (balisage); en remontant cette crête par le pt 1702 jusqu'à la Gouille pt 1959; puis en prenant le sentier pédestre direction sud-ouest jusqu'à l'arête, puis en suivant le sentier pédestre de l'arête direction sud en passant par la Pointe de l'Erse, jusqu'au point initial.

DFC No 153.d Dents-du-Midi
De l'arête pt 2019 par le sentier pédestre direction ouest jusqu'au pt 2097, puis par le sentier pédestre descendant l'arête en direction des Reusses jusqu'au pt 1848 Le Magidor; de ce point en direction est par le sentier pédestre de Valerette jusqu'à la limite des communes de Val d'Illiez-Troistorrents, puis en remontant celle-ci (balisage) jusqu'au point initial.

DFC No 153.e Dents-du-Midi
De la pointe de l'Erse pt 2032 en suivant le chemin pédestre pour rejoindre la Gouille pt 1959 en descendant le couloir balisé jusqu'au point 1702 puis la Crête des Lanches (balisage) jusqu'à l'intersection du chemin forestier; en suivant ce chemin direction nord-est jusqu'à l'intersection avec la route de Chindonne; en descendant cette route jusqu'à l'intersection avec la route du Milieu pt 1465; en suivant cette route jusqu'aux Jeurs, point 1548; de là en suivant la limite des communes Massongex-Vérossaz jusqu'à la Dent de Valerette point 2059, puis par la ligne de crête en passant par le point 2046 pour rejoindre le point initial.

DFC No 154 Champéry
Du point 1215 (pont de la Léchère) en remontant la route de Bonavau jusqu'au départ du chemin de la Cergnat. En remontant ce chemin en direction de la Cergnat point 1520, puis de «Sous la Dent» point 1626; de là descendre en direction de Barme via le chemin pédestre jusqu'à la cantine de Barme, puis le chemin pédestre qui rejoint la route Barme; de là, en suivant la route de Barme qui passe par les points 1499, 1619, 1530 et 1427 (contour des Creuses) et rejoindre le point de départ en suivant cette route.

DFF No 3.a Wilerhorn
De l'intersection Chastlerbach-Bifigstrasse, pt 1474, suivre la route forestière goudronnée jusqu'à Bifig puis continuer en longeant le chemin pédestre jusqu'au Loiwibach est; descendre le Loiwibach jusqu'à la Lonza, puis en aval de la Lonza jusqu'à l'embouchure du Schrejenden Bach, remonter ce torrent jusqu'à sa source, point 2260, de là suivre le chemin pédestre en rentrant dans la vallée jusqu'à l'intersection avec le Chastlerbach, descendre le Chastlerbach jusqu'à la Bifigstrasse, point initial.
N.B. Sur la rive droite de la Lonza, le chasseur peut se poster sur la route de déviation de la «Schluichgrabengalerie», à partir de l'entrée de la galerie visà-vis de l'embouchure du Schreienden Baches dans la Lonza.

DFF No 4.a Bietschhorn
De la bifurcation du Stampbach avec la route de Fafleralp, en montant le Stampbach jusqu'au balisage rouge; en suivant ce balisage et le chemin pédestre en sortant de la vallée par Breite Graben, Bärtlätschgraben, Steinschlag et Bellwadwald jusqu'au torrent de Birchbach (balisage); en descendant ce torrent jusqu'à la digue d'avalanche; en descendant cette digue jusqu'à sa fin; de là jusqu'au Birchbach et en descendant celui-ci jusqu'à son embouchure dans la Lonza; en remontant la Lonza jusqu'au pont de la Lonza à l'entrée du village de Blatten; de là en suivant la route direction Fafleralp jusqu'au point initial.

DFF No 5.a Turtmanntal
De la jonction du Vorderen Borterbach avec la route du Turtmanntal; en remontant le Vorderen Borterbach jusqu'au Höhenweg du Zer Pletschu; puis en longeant le Höhenweg en direction du dehors de la vallée par Vorsass jusqu'à Griebjini-Oberstafel; de là en descendant le Horuschlüocht jusqu'à la route du Turtmanntal; puis en suivant la route de la vallée en direction du point de départ de la jonction du Vorderer Borterbach.
N.B. Il est interdit de tirer par-dessus la Turtmänna depuis le volet ouvert ou en direction de ce volet.

DFF Nr. 5.b Turtmanntal
De l'embouchure du Golibach dans la Turtmänna, en remontant le Golibach jusqu'à la route vers Rotigu Mittelstafel; en suivant cette route jusqu'à Meidu Mittelstafel; en descendant le chemin pédestre jusqu'à l'intersection avec la Turtmänna; en descendant la Turtmänna jusqu'à l'embouchure du Golibach, point initial.
N.B. Il est interdit de tirer par-dessus la Turtmänna depuis le volet ouvert ou en direction de ce volet.

DFF Nr. 5.c Turtmanntal
De l'embouchure du Blyschbach dans la Turtmänna, en montant le Blyschbach jusqu'au Höhenweg; ensuite en suivant le Höhenweg passant par Wängalpji jusqu'au Sänntum-Unnerstafel; de là en suivant le chemin pédestre qui longe la vieille conduite d'eau Blyscheri jusqu'au fossé de Chummu; puis en descendant le fossé de Chummu jusqu'à l'intersection avec la conduite d'eau d'Ergisch; en suivant cette conduite d'eau jusqu'à l'intersection avec la Turtmänna au pt 1365, de là en montant la Turtmänna jusqu'au point de départ l'embouchure du Blyschbach.
N.B. Il est interdit de tirer par-dessus la Turtmänna depuis le volet ouvert ou en direction de ce volet.

DFF No 5.d Turtmanntal
De l'embouchure du Pletschbach dans la Turtmänna, en remontant le Pletschbach jusqu'au chemin pédestre; en longeant le chemin pédestre au-dessus de Tschafil-Oberstafel jusqu'à Chanzilbodu pt 2027; de là en descendant en suivant le chemin pédestre jusque dans le Tschafil et en continuant jusqu'au

pont de bois sur la Turtmänna, puis en remontant la Turtmänna jusqu'à l'embouchure du Pletschbach, point initial.
N.B. Il est interdit de tirer par-dessus la Turtmänna depuis le volet ouvert ou en direction de ce volet.

DFF No 10.a Val Ferret
De la ferme située au nord du village de Dranse (pt balisé) sur la route goudronnée de Vichères; en remontant la lisière de la forêt (balisage) jusqu'au Roc de Cornet (pt 1465); de là en suivant la route forestière jusqu'à la prise d'eau sur le torrent de l'A (pt1475); en remontant le sentier pédestre jusqu'à l'alpage des Torrents (pt1617); en suivant le sentier pédestre direction ouest jusqu'au point 1682; en remontant le torrent de la Chaux jusqu'à la route d'alpage des écuries de Bavon (pt 2025); puis en suivant la route de la Chaux direction nord jusqu'au plan de la Vuardette, point 2016; puis toujours en direction nord (balisage) en suivant le chemin pédestre de plan Monnay passant par les points 2062, 2110.9, 2062 jusqu'à l'intersection des chemins pédestres, point 1823; puis en descendant le couloir de la forêt de Montatuay (balisage) jusqu'à la limite de DFF 10.a mixte (balisage); puis en suivant cette limite direction Est jusqu'à la route forestière (balisage); en suivant cette route direction Vichères, puis direction Dranse sur la route goudronnée jusqu'à son point initial.
N.B. Depuis le point 1682 pour se rendre aux écuries de Bavon point 2025, il est autorisé d'emprunter le sentier pédestre avant 7 h.

DFF No 10.b Val Ferret
Du Roc de Cornet (pt1465); en montant le chemin forestier direction plein sud jusqu'au Tomelet (pt1718); en suivant la route forestière direction sud-est jusqu'à l'intersection avec le Torrent des Plans Devants; en remontant celui-ci direction sud-ouest jusqu'au point 2151; en suivant le sentier direction nord-ouest jusqu'à l'arête (balisage); en descendant le couloir direction nord-ouest (balisage) jusqu'à la route de la Combe de l'A (pt1758); en suivant le sentier pédestre direction plein nord jusqu'au pont sur le torrent de l'A (pt 1673); en suivant la route forestière direction nord jusqu'aux ruines de l'alpage des torrents (pt1617) : en descendant le sentier pédestre direction nord-est jusqu'à la prise d'eau sur le torrent de l'A (pt1475); en suivant la route forestière direction nord jusqu'au Roc de Cornet point initial.

DFF No 10.c Val Ferret
De l'embouchure du torrent de la Coûte, en aval du village des Arlaches (balisage), remontant le torrent principal, puis en suivant le torrent sec au sud du torrent principal (balisage) jusqu'au regard de la conduite d'eau des FMO (alt. 1350 balisage); de là en remontant le couloir (direction sud-est) jusqu'au dernier virage du chemin pédestre au nord-est de la forêt de Jurasse (balisage); puis en suivant ce chemin (direction sud) jusqu'à l'Allouage (point 1758); de là en remontant le chemin pédestre (direction sud-est) jusqu'à la limite actuelle du DFF 10B mixte; en descendant le couloir jusqu'au torrent de la Sasse; en redescendant ce dernier jusqu'à la Dranse de Ferret; en redescendant cette rivière jusqu'au point initial.

DFF No 10.d Val Ferret
Du pont de Tsaveresse sur la Dranse d'Entremont situé en direction nord-ouest du village de Bourg-St-Pierre pt 1517; en remontant cette rivière direction sud jusqu'au pont de Bretemort pt 1674; en suivant l'oléoduc du Rhône direction nord jusqu'à son panneau d'indication orange numéro 26; en remontant le vieux sentier direction ouest jusqu'à la cabane militaire en dessous de la falaise; en suivant le bas de la face de celleci direction nord-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne à haute tension; en suivant le balisage sur une centaine de mètres jusqu'à la lisière supérieure de la forêt; en suivant la lisière supérieure de la forêt direction nord (balisage) jusqu'à la dernière épingle de la route en dessous des écuries de l'alpage des Arpalles; en redescendant cette route d'alpage en passant par le point 1755 toujours direction nord jusqu'au pont sur le torrent des Arpalles; en redescendant celui-ci direction nord-est jusqu'à l'intersection avec la route d'alpage de la Niord; en descendant celle-ci direction sud jusqu'au pont de Traveresse, point initial.

Volets ouverts à la chasse au cerf dans les districts francs cantonaux et fédéraux en 2016

extraits de cartes

Art. 2 Entrée en vigueur
Le présent avenant entre en vigueur dès sa publication au Bulletin officiel.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat à Sion, le 22 juin 2016

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 28/2016, p. 1860.

Avenant sur l'exercice de la pêche en Valais

du 2 novembre 2016

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la loi fédérale sur la pêche du 21 juin 1991 (LFSP);
vu les articles 4 et 49 à 54 de la loi cantonale sur la pêche du 15 novembre 1996;
vu l'ordonnance sur l'exercice de la pêche du 19 novembre 2008;
sur la proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement,

arrête:

I
L'arrêté quinquennal sur l'exercice de la pêche en Valais pour les années 2014 à 2018 du 27 novembre 2013 est modifié comme suit:

Art. 1 al. 2 let d Eaux ouvertes
[2] Le permis cantonal donne le droit de pêcher dans les cours et plans d'eaux suivants :
d) Gouilles
(…)
– Gouille des Mangettes, Monthey, à l'exception de la zone nature de la partie Ouest du lac, définie par balisage. La pêche, dans la partie ouverte, est autorisée uniquement depuis les berges.
(…)

Art. 2 ch. 1 et 2 Réserves
L'exercice de la pêche est interdit dans les eaux suivantes, qui constituent des réserves :

1. <u>Rhône et rivières:</u>
<u>District de Conches:</u>
(…)
– Lengtalwasser: sur toute sa longueur seule la pratique de la pêche à la mouche est autorisée. Le pêcheur peut garder au maximum un salmonidé mesurant 50 cm ou plus par jour;
– Le Geschinerbach, affluent du Lac de Geschinen;
– Le Niederbach;
– L'effluent du Lac de Geschinen jusqu'à la confluence avec le Rhône.

2. <u>Canaux:</u>
<u>District de Loèche:</u>

(…)
– Canal du Russen du pont de Zudannazstrasse au pont de la Pisciculture.

Art. 10 Limitation de capture
Quel que soit la nature du permis dont il est titulaire, et pour autant que dans le présent arrêté il n'y ait pas d'autres restrictions spécifiques au plan d'eau, le pêcheur peut prélever, journellement, au maximum les quantités suivantes:

– brochet et tanches:	4 pièces par jour
– salmonidés:	5 pièces par jour (8 pièces pour les permis annuels) mais au maximum 300 par année
– perches:	50 pièces par jour
– vairons:	50 pièces par jour
– carpes:	2 pièces par jour.

II
Le présent acte législatif est publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1er janvier 2017.

Ainsi décidé en Conseil d'Etat, à Sion, le 2 novembre 2016.

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

BO No 46/2016, p. 3025.